Les réseaux transnationaux et diasporiques de la migration andine en Europe : géographie d'un partage.

Caroline Caplan

▶ **To cite this version:**

Caroline Caplan. Les réseaux transnationaux et diasporiques de la migration andine en Europe : géographie d'un partage.. Géographie. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2014. Français. NNT : 2014MON30055 . tel-01127971

HAL Id: tel-01127971

https://theses.hal.science/tel-01127971

Submitted on 9 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Collège Doctoral du Languedoc-Roussillon

THÈSE

Pour obtenir le grade de

Docteur

Délivré par **l'Université Montpellier III**

Préparée au sein de l'école doctorale 60
Et de l'unité de recherche ART-Dev

Spécialité : **Territoires, temps, sociétés et développement**

Présentée par **Caroline CAPLAN**

Les réseaux transnationaux et diasporiques de la migration andine en Europe. Géographie d'un partage.

Soutenue le 08 décembre 2014 devant le jury composé de

Mr. Éric LECLERC, MCF, Université de Rouen	Rapporteur
Mr. Ronald SKELDON, PR, Sussex University	Rapporteur
Mme Isabel YEPEZ, PR, Université Louvain La Neuve	Présidente
Mr. Serge WEBER, MCF, Université Paris-Est	Examinateur
Mme Geneviève CORTES, PR, Université Paul-Valéry	Directrice
Mr. Jean-Baptiste MEYER, Directeur de recherche, IRD	Directeur

ARTS, LETTRES, LANGUES, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER 3

À toi qui scintilles chaque jour,

You gave me it all,

This is yours.

« Migrants contribute greatly to host societies. As entrepreneurs, they create jobs. As scientists, they are engines of innovation. They are doctors, nurses and domestic workers and often the unheralded heart of many service industries. »

Discours d'ouverture du Dialogue de Haut Niveau sur les Migrations et le Développement,
Par Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki Moon,
New York, le 3 octobre 2013

Systèmes géographiques de Ptolémée, de Strabon et d'Eratosthène

Gravure de A.H. Dufour, 1859

© Gallica

Le grand voyage

Cette fois mon cœur, c'est le grand voyage,
Nous ne savons pas quand nous reviendrons.
Serons-nous plus fiers, plus fous ou plus sages ?
Qu'importe, mon cœur, puisque nous partons !

Avant de partir, mets dans ton bagage
Les plus beaux désirs que nous offrirons
Ne regrette rien, car d'autres visages
Et d'autres amours nous consoleront
Cette fois, mon cœur, c'est le grand voyage.

Jean de la Ville de Mirmont
2 Décembre 1886 - 28 Novembre 1914

REMERCIEMENTS

Une thèse de géographie on la pense d'abord comme un exercice scientifique. On la vit ensuite, aussi, comme une expérience humaine. Durant ces cinq années, cette thèse de géographie m'a accompagnée, elle a rythmé mes jours et mes nuits et elle m'a fait grandir. Cette thèse de géographie, elle est devenue mon quotidien. Elle aura connu mes larmes de tristesses mais aussi mes larmes de joies, elle m'aura fait découvrir de nouveaux horizons et surtout de nombreuses personnes. Quelques unes me sont devenues chères et j'espère que ces mots témoigneront de la gratitude que j'ai pour tous ceux qui m'ont accompagnée pendant cinq ans.

J'ai beaucoup appris de mes directeurs de thèse et pour cela je les en remercie profondément. Je me souviens encore de cette époque où je n'étais alors qu'en deuxième année de licence et que j'écoutais attentivement Geneviève Cortes, déjà déterminée. Pendant toutes ces années, sa bienveillance aura permis de venir à bout de ce projet dans les meilleures conditions possibles et pour cela mes remerciements sont sans limite. Je remercie également Jean-Baptiste Meyer qui, au-delà d'avoir cru en moi et m'avoir soutenue, m'a permis de vivre des expériences formidables au sein du groupe CIDESAL. Je ne vous remercierai jamais assez.

La thèse est un moment privilégié d'apprentissage. Je remercie profondément toutes les personnes du laboratoire ART-Dev, du LPED, tous les membres de l'équipe CIDESAL et toutes les personnes de l'UFR de géographie, pour m'avoir donné l'opportunité de me former dans la recherche ainsi que dans l'enseignement.

Cette thèse m'a également permis de m'investir dans de nombreux projets de recherche et d'élargir ainsi le champ de mes connaissances. Pour cela je tiens à exprimer ma gratitude envers Speranta Dumitru. Son enthousiasme et sa bienveillance ont été très précieux.

Une thèse, c'est un exercice à l'épreuve de la vie. Pour cela je remercie ma mère qui a témoigné d'un soutien sans faille à mon égard et qui m'a soutenue tout au long de ces cinq dernières années. Je lui en suis particulièrement reconnaissante.

Cette thèse, c'est aussi une part de moi. C'est pourquoi j'ai une pensée très forte pour ceux que je chéris énormément et qui font partie des quelques 92.606 Français du Canada. En ces mots je pense notamment à Hugo et Enzo, pour lesquels j'ai une pensée chaque jour.

Je remercie également l'ensemble des membres de ma famille et mes amis qui ont été là pour moi, qui m'ont toujours soutenue et qui m'ont encouragée dans mon entreprise. J'ai notamment une pensée pour mes amies géographes, qui ont fait le même chemin. Ce fut un fort moment de partage.

Je pense à tous ceux qui m'ont permis de collecter les informations dont j'avais besoin. Je remercie toutes ces personnes pour l'accueil qu'elles m'ont toujours réservé et pour l'aide incommensurable qu'elles m'ont apportée.

Je tiens également à adresser mes remerciements à ceux qui m'ont accueillie à bras ouverts et qui m'ont guidée à Bogota, à Barranquilla, à Medellin, à Quito, à Cochabamba et à Lima. Une forte pensée pour vous Andrea, Hernando et sa famille ; Tania, Javier et leur fille ; Diego et sa famille ainsi qu'Ida qui m'accompagne depuis mes débuts en master. Tous sont devenus ma famille pour un moment. Je n'oublierai jamais l'aide qu'ils m'ont fournie. *Un fuerte abrazo* !

C'est avec le soutien de ces personnes que cette thèse est arrivée à son aboutissement aujourd'hui. Je remercie alors ceux qui ont eu la patience de relire et corriger ma thèse ainsi que tous les membres du jury pour avoir accepté d'examiner ce volume.

Enfin je remercie tous ceux que je ne peux pas nommer, et qui, même involontairement, m'ont fait avancer.

SOMMAIRE

Introduction générale ***11***

Première Partie
Pour une géographie de l'espace associatif.....27

Chapitre I ~ L'associatif migrant : un laboratoire d'analyse des sociabilités multi-localisées et multi-scalaires..... 29

Chapitre II ~ Diaspora et transnational. Deux catégories analytiques..... 81

Deuxième Partie
L'espace associatif au prisme des temporalités..... 131

Chapitre III ~Lieux et temps de la sédimentation des solidarités transnationales..... 135

Chapitre IV ~Le retour comme enjeu : du retour alternatif au retour définitif en Europe et en Amérique Latine..... 197

Troisième partie
Modes de spatialisation de l'associatif migrant en Europe..... 243
Chapitre V ~ L'espace de projet : un espace sous dépendance interactionnelle..... 247

Chapitre VI~ Espaces locaux et stratégies d'investissement de l'espace..... 305

Quatrième partie
L'associatif migrant : un espace d'enjeux..... 345

Chapitre VII ~ Un espace au cœur de l'internationalisation du savoir..... 349

Chapitre VIII ~ La diaspora dans la gouvernance mondiale des circulations migratoires.....407

Conclusion générale..... ***447***

TABLE DES ABBRÉVIATIONS

AABA – Asociación de Amistad Bolivano-Alemana

ACAST – Asociación de Colombianos Investigadores en Francia

AALEE – Asociación de Arquitectos Latinoamericanos en Espana Europa

ACOCEX – Asociación Española de Consultores de Comercio Exterior.

APD – Aide Publique au Développement

APD – Alumni Portal Deutschland

ASPREA – Asociación de profesionales con Estudios en la Republica Federal de Alemania

BM – Banque Mondiale

CEA – Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives

CEPAL – Comisión Economica para America Latina y el Caribe

CIDESAL – Création d'Incubateurs de Diasporas du Savoir pour l'Amérique Latine

CIM – Centrüm für internationale Migration und Entwicklung

CIRCA – Circulo de estudiantes Colombo-Aleman

CNCME – Conseil National des Communautés Marocaines de l'Extérieur

CONICET – Consejo Nacional de Investigaciones Cientificas y Tecnicas

DAAD – Deutscher Akademischer Austauschdienst

DICOEX – Direction pour les Communautés Chiliennes de l'Exterieur

DED – Deutschen Entwicklungsdienst

DKN – Diaspora Knowledge Networks

DST – Diaspora Scientifique et Technique

ENSIEE – Ecole Nationale Supérieure d'Informatique pour l'Industrie et l'Entreprise

EPN – Escuela Politécnica Nacional de Quito

FOCAL – Fundación Canadiense para las Americas

FORIM – Forum des Organisations issues de l'Immigration

GCIM – Global Comission on International Migration

GFMD – Global Forum on Migration and Development

GIZ – Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

HLD – High Level Dialogue on Migration and Development

HTA – Hometown Associations

IME – Institut des Mexicains de l'Etranger

JMDI – Joint Migration and Development Initiative

LARAP – Latin American Reintegration Assistance Programme

OCDE – Organisation de Coopération et de Développement Economique

OCP – Overseas Chinese Professionals

OEA – Organisation des Etats Américains

OIM – Organisation internationale pour les Migrations

OIT – Organisation Internationale du Travail

ONU – Organisation des Nations Unies

PEDECIBA – Programa de Desarrollo de las Ciencias Basicas

PEX – Péruviens de l'Extérieur

PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement

PROCITEX – Programa de Repatriación de Cientificos Argentinos en el Exterior

RCP – Regional Consultative Process on Migration

SENAMI – Secretaria Nacional del Migrante

SICREMI – Sistema Continuo de Reportes sobre Migracion Internacional en las Americas

TIC – Technologies d'Informations et de Communications

TUM – Technische Universität München

UNESCO – Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

USB Universal Serial Bus

WUS World University Service

INTRODUCTION

S'il fallait n'user que d'un mot pour livrer une lecture de la société contemporaine, « partage » serait sans aucun doute le terme le plus adéquat. L'interconnectivité et la fluidité, permises par l'avancée des nouvelles technologies, ouvrent les Hommes sur un monde globalisé où dominent les flux et les réseaux, permettant aux sociétés de communiquer instantanément malgré la distance et de reconfigurer leurs espaces de vie. Dans le même temps, les frontières marquent toujours une ligne de partage entre les États-nations, leurs ressortissants et les étrangers, et conduisent à ancrer les Hommes dans des espaces nationaux territorialisés. Dans ce contexte, la littérature abondante sur les dynamiques spatiales des migrations internationales livre une parfaite illustration de ces antagonismes et des moyens mobilisés par les Hommes pour s'établir dans un espace complémentaire, outrepassant les lignes de partage territorialisées et en mobilisant les outils favorables à la mobilité. Dans ce sens, le paradigme mobilitaire nous permet de nous interroger sur les pratiques de mise en circulation dans l'espace migratoire.

Dans ce contexte, la migration internationale qualifiée et hautement qualifiée a fait l'objet d'une attention accrue à la fois des chercheurs et des décideurs politiques. Celle-ci se comprend par les évolutions économiques et sociales récentes. En effet, l'accroissement des flux de personnes s'est accompagné d'une internationalisation de l'activité économique questionnant l'insertion des économies du Sud dans la mondialisation. Sur les dix dernières années, le nombre de migrants qualifiés dans les pays de l'OCDE a augmenté de 70% atteignant 27 millions d'individus en 2010 [OCDE, 2013]. Ainsi 30% des migrants dans les pays de l'OCDE disposaient, en 2010, d'une formation du supérieur. La présence des migrants qualifiés en Union Européenne suit dans le même temps une tendance à l'augmentation, les données révélant que les migrants arrivés entre 2003 et 2008 étaient plus qualifiés que les migrants arrivés avant 2003[1]. Ceci suggère une perte de personnel qualifié pour les pays du Sud invocateur du débat sur la fuite des cerveaux. Amené dans les années 1960 [Royal Society, 1963], et largement diffusé lors de la rédaction des premiers rapports

[1] Donnée Eurostat, LFS 2008

internationaux sur les migrations qualifiées [UNESCO, 1968], le concept s'est toutefois transformé au cours du temps. D'abord au moyen de l'étude des programmes de mise en circulation du personnel qualifié, ensuite par l'étude des politiques de retour des cerveaux. Dans les deux cas, on constate une prise en main nationale et supranationale de la question migratoire. Cette prise en main des circulations migratoire par une grande diversité d'acteurs nous conduit à nous interroger sur les configurations prises par ces réseaux tant dans leur dimension sociale que spatiale. Aussi, nous tenons à analyser les processus de circulation du savoir en nous intéressant autant aux productions transnationales spontanées qu'aux dispositifs mis en œuvre pour produire des transferts. Parce que les migrants ne sont plus appréhendés sous l'angle de l'intégration mais de la circulation, il est important aujourd'hui de connaître les dynamiques de mise en circulation des compétences des migrants qualifiés. Nous le ferons au moyen de l'associatif issu des flux migratoires entre les Andes (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou) et l'Europe (Allemagne, Espagne, France) principalement. Ce choix se justifie par la plus grande proportion (au sein de l'Europe) de migrants andins qualifiés vivant en France et en Espagne[2] et s'inscrivant dans des réseaux européens qui incluent l'Allemagne.

Cette thèse s'est nourrie des préoccupations de développement scientifique et technique au Sud et du paradigme circulatoire pour construire son objet. Le contexte de forte augmentation des flux de migrants qualifiés depuis l'Amérique Latine vers les pays de l'OCDE et la production d'espaces transnationaux par les migrants, nous encourage à connaître l'architecture socio-spatiale des dynamiques transnationales et diasporiques à l'œuvre chez les migrants qualifiés andins. Afin d'y répondre, notre réflexion se construit à partir des moyens et des acteurs impliqués dans la structuration des circulations transnationales du savoir. Nous devrons, pour cela, connaître les modes de spatialisation de l'associatif migrant et mettre en évidence le rôle tenu par les nouvelles technologies dans la production de l'associatif migrant et dans la mise en circulation du savoir et des compétences. Nous nous attacherons, également, à décrire les fonctions tenues par l'ensemble des acteurs de l'associatif migrant qualifié dans le but d'expliquer et de qualifier les circulations qui se donnent à voir.

[2] En 2000, selon la base DIOC, il y avait environ 65.000 migrants qualifiés (Boliviens, Colombiens, Équatoriens et Péruviens) en Espagne, et 6.456 en France (données absentes pour l'Allemagne). Toutefois d'après la base DIOC si le nombre de migrants qualifiés est plus important en Espagne, le taux de qualification est plus important en France (on compte 47% de Boliviens, 40% d'Équatoriens, 33% de Colombiens et 44% de Péruviens qualifiés sur le total).

La migration qualifiée latino-américaine au cœur de l'enjeu d'une bonne gouvernance des migrations internationales

Ces vingt dernières années ont été le théâtre d'une explosion de la croissance des flux migratoires qualifiés latino-américains puisque, comme le révèle Hein de Haas en 2009, ils ont augmenté de 164% entre 1990 et 2000. Cette observation est également corroborée par les travaux de Lozano et Gandini en 2009, qui ont remarqué une croissance sans précédent de la migration des ressources humaines qualifiées par une exploration des flux migratoires et des *taux d'émigration de qualifiés*, reliés au développement humain dans les pays d'origine. Ainsi considèrent-ils ce changement comme l'un des « modèles qui caractérisent le scénario contemporain des mouvements internationaux de population »[3] [Lozano et Gandini, 2009 : 676]. Outre l'importance des chiffres, le renouvellement des concepts servant à l'analyse des migrations qualifiées internationales révèle l'influence des paradigmes qui se sont imposés dans la littérature à la fin du XXe siècle. En effet, l'étude de la migration qualifiée témoigne d'un renouvellement des paradigmes de l'analyse migratoire, passant d'une vision territorialement ancrée des migrants à une vision plus fluide pensée par les échanges. Ce glissement a été favorisé par un effort global de repositionnement de l'État-nation dans les sociétés contemporaines, laissant alors plus de place au pluralisme et à l'hybridité culturelle.

L'intérêt développé pour les projets des migrants ainsi que pour les projets gouvernementaux justifie notre intérêt pour l'organisation socio-spatiale de l'associatif migrant qualifié. C'est pourquoi, nous entendons analyser l'impact des stratégies d'acteurs au moyen de l'étude des dynamiques transnationales et diasporiques à l'œuvre dans le processus de construction et de développement de l'associatif migrant qualifié. En effet, notre raisonnement s'appuie sur le fait que ces dynamiques permettent d'interroger le lien État-migrant en ce début de XXIe siècle, et qu'elles permettent de comprendre le rôle des institutions dans les constructions spatiales des migrants. L'enjeu scalaire sera ainsi au cœur de notre analyse, afin de mettre en évidence les jeux d'échelles intervenant dans la spatialisation de l'associatif migrant qualifié.

[3] Traduction de l'auteur.

Appréhender le lien au développement par le transfert des connaissances et compétences

Que l'on parle d'option diaspora ou de *brain circulation*, c'est le transfert des connaissances et des compétences que l'on cherche à évoquer. Ce transfert entre alors en rupture avec les études nombreuses, et pas moins intéressantes, sur les transferts d'argent, les remises migratoires, entre pôle d'arrivée et pôle de départ. Jusqu'à aujourd'hui ces remises migratoires tendent à dominer les écrits sur le développement, comme en témoigne le travail de Sandron et Guilmoto en 2003. Toutefois, les récents travaux sur les transferts intangibles – connaissances, informations – auront permis d'élargir le champ des possibles dans l'étude du lien migration et développement en mettant en évidence les bénéfices qu'apportent les circulations migratoires.

Dans cette perspective, nous documenterons l'impact que l'associatif migrant qualifié a sur les circulations migratoires afin de mettre en évidence la fonction de mise en relation et de production d'espaces remplie par l'associatif migrant. Cette analyse nous permettra alors de comprendre l'enjeu des constructions sociales dans l'espace transnational. Toutefois, nous cherchons à adopter une prise en compte globale du phénomène. En effet, le lien transnational, entendu comme le résultat des pratiques des migrants, laisse un champ d'étude vide quant au rôle des pratiques transnationales sur les transformations qu'expérimentent les sociétés d'origine [Herrera, 2010, Bassarsky 2007], sauf quelques tentatives [Vertovec, 2005]. Cette thèse, en s'intéressant à l'ensemble des acteurs de l'associatif migrant, cherchera notamment à identifier les transformations politiques qui se donnent à voir dans les pays d'origine des migrants de notre corpus.

Pour cela, nous nous appuierons sur une définition vaste du « migrant qualifié ». En effet, notre terrain nous a révélé combien l'associatif étudiant était important dans les constructions sociales transnationales et diasporiques. C'est pourquoi nous avons choisi d'inclure l'associatif migrant étudiant et donc d'incorporer les étudiants à l'ensemble des « migrants qualifiés ». Notre position se démarque donc des visions restrictives de la migration qualifiée pour privilégier une vision globale de l'associatif migrant. En effet, nos résultats montreront que l'associatif migrant étudiant est totalement imbriqué à l'associatif migrant qualifié traditionnel. Le choix d'une définition élargie réside également dans la méthode employée au cours de notre recherche, principalement à l'étape d'identification des

structures associatives. Il s'agissait en effet de partir des structures associatives et non des migrants. Aussi la prise en compte s'est faite principalement à partir des caractéristiques des associations et réseaux observés plutôt que par une sélection des acteurs en fonction de leurs qualifications professionnelles (entendues traditionnellement par une formation du supérieur).

Un terrain en puzzle

Comprendre l'architecture des dynamiques transnationales et diasporiques à l'œuvre chez les migrants andins nécessite de suivre les mouvements des circulations migratoires et surtout d'apprécier l'ensemble des acteurs intervenant dans la construction ou le maintien de ces circulations. Souhaitant se nourrir des expériences associatives de la migration qualifiée andine en Europe, notre travail a d'abord consisté en une mobilisation des acteurs migrants voire non migrants de l'associatif migrant andin résidant dans les trois pays européens sélectionnés.

Nos travaux ont alors débuté en Espagne et se sont poursuivis en France et en Allemagne. A cette étape de collecte des informations, nous avons principalement cherché à nous entretenir avec les acteurs de projets associatifs. A ce stade, 69 entretiens ont permis de construire le corpus et de nourrir notre travail de recherche. C'est à partir des informations collectées lors de ce terrain que l'on s'est permis d'envisager le travail de terrain en Amérique Latine. Les entretiens en Europe ont en effet conduit à l'identification des acteurs majeurs de l'associatif migrant andin qualifié situés en Amérique Latine. Aussi, après une première année consacrée au terrain européen, nous avons consacré quelques mois au terrain latino-américain. La liste de contacts, établie avant notre départ grâce aux renseignements collectés auprès des acteurs présents en Europe, s'est aussi nourrie au gré de nos rencontres dans les quatre pays andins. Ainsi, 75 entretiens ont été réalisés entre les mois d'avril et juin 2011. Cette répartition très équilibrée du nombre d'acteurs entretenus au cours de cette thèse montre notre volonté d'étudier l'associatif migrant qualifié au prisme des circulations qu'il engage mais révèle aussi l'importance que revêt la région andine dans la construction des sociabilités transnationales et diasporiques.

En plus d'une configuration « en puzzle », du fait de l'adoption d'une approche multi-située, notre travail s'appuie sur une grande diversité d'acteurs, notamment en ce qui concerne

le terrain latino-américain. Ainsi, outre les acteurs migrants, présidents ou membres, de structures associatives qualifiées rencontrés en Europe, nos entretiens se sont appuyés sur les expériences des membres de l'administration publique ou privée (unités ministérielles, personnel administratif des universités) ainsi que les expériences de l'ensemble des acteurs intervenant dans le processus de mobilisation des compétences des migrants. En résulte un terrain mis « au pluriel » qui conditionne notre analyse multi-scalaire des dynamiques transnationales et diasporiques.

Quatre parties, huit chapitres

Huit chapitres composent cette thèse et sont regroupés en quatre parties. La première partie consiste à assoir méthodologiquement et conceptuellement le travail de cette thèse. Dans ce cadre, le premier chapitre sert à introduire l'objet de recherche ainsi que les outils de recherche et d'analyse mobilisés. Pour cela, le chapitre I présente l'enjeu de la migration qualifiée andine, définit l'ensemble des termes du sujet ainsi que ceux utiles aux analyses livrées dans cette thèse. Enfin, le chapitre I sert à présenter les hypothèses de recherche et les moyens mis en œuvre pour y répondre. Le chapitre II permet, quant à lui, de présenter l'approche conceptuelle qui caractérise cette thèse de géographie à partir d'une double analyse critique des concepts de « transnational » et de « diaspora ». Cette analyse comparée permet de justifier notre approche qui se veut à la rencontre de ces deux concepts.

La deuxième partie (chapitres III et IV) permet de mobiliser les données collectées en Europe et s'articule autour d'une recherche des temporalités. Dans le chapitre III, on appréhende tout d'abord les données mobilisables pour ensuite livrer une analyse des temporalités dans les sociabilités transnationales et diasporiques. Ce chapitre permet de montrer comment prennent forme les logiques de socialisation dans l'espace d'accueil et s'avère fondamental pour la compréhension des dynamiques transnationales et diasporiques. Le chapitre IV s'oriente également sur une étude des temporalités mais s'attache à l'étude de celles-ci au prisme du « retour ». Ce chapitre permet de connaître dans quelles mesures les retours définitifs et temporaires favorisent la construction et la pratique de l'entre-deux.

La troisième partie (chapitres V et VI) cherche à apporter des réponses sur les échelles de socialisation à l'œuvre dans l'associatif migrant andin en Europe. Dans ce cadre, le

chapitre V qui s'articule autour des idées d'auto-identification à l'espace et de pratiques spatiales permet de mettre en valeur les tendances à l'usage des espaces locaux. Le chapitre VI, permet alors de venir expliquer l'usage de cet espace local et d'en cerner les enjeux.

La quatrième partie, dernière de cette thèse, se nourrit des dynamiques associatives aux mains des États pour expliquer l'amplitude de l'enjeu associatif et surtout sa configuration multi-scalaire. Pour cela, le chapitre VII vise à présenter les expériences étatiques andines et européennes de mise en circulation des compétences, avant de questionner, au chapitre VIII, le rôle de l'État et ses conséquences sur le tissu associatif migrant qualifié Andes-Europe.

Ces quatre parties, en se mettant au service de l'analyse du phénomène associatif par la mise en évidence de sa structuration spatiale, de ses jeux d'acteurs et de sa fonction dans la production des circulations du savoir entre l'Amérique Latine et l'Europe, permettra de comprendre les fondements actuels de la production diasporique et transnationale tout en les questionnant au regard des enjeux sociologiques et politiques qu'ils révèlent.

PARTIE I :

POUR UNE GEOGRAPHIE DE L'ESPACE ASSOCIATIF

PARTIE I

Introduction

En posant les bases conceptuelles et méthodologiques, cette première partie, qui s'intitule « pour une géographie de l'espace associatif migrant », sert à délimiter les enjeux de cette recherche doctorale en géographie. Elle propose le cadre d'une réflexion qui se structure en deux chapitres. L'un s'attachera à définir l'objet et présenter la méthodologie de l'étude, l'autre justifiera le positionnement conceptuel de cette thèse.

En revenant sur l'objet à l'étude, le cadre heuristique permettra de positionner la méthode et les concepts servant à questionner le singularité ou au contraire la pluralité des espaces produits et mobilisés par les acteurs des circulations migratoires.

Le premier chapitre consistera donc à dérouler notre logique de réflexion en présentant le sujet, les hypothèses de recherche et les méthodes. Ce chapitre se complètera dans un deuxième temps d'une rétrospective sur les usages de deux termes, diaspora et transnational, qui dominent les analyses sociologiques et géographiques des migrations internationales (chapitre deux). Il s'agira de justifier le positionnement de cette recherche qui, à la croisée de deux courants de pensées, mobilise deux notions qui ont l'habitude de se côtoyer mais n'ont pas pour usage de se mélanger.

En somme, cette première partie met la focale sur l'hybridité conceptuelle, la multi-situation ainsi que la diversité des outils utilisés qui caractérisent cette recherche doctorale.

CHAPITRE I

L'ASSOCIATIF MIGRANT : UN LABORATOIRE D'ANALYSE DES SOCIABILITES MULTI-LOCALISEES ET MULTI-SCALAIRES

L'étude des migrations internationales qualifiées s'est amplifiée à partir de la fin du 20e siècle et tend à acquérir de nouvelles considérations, au regard des dialogues internationaux sur le développement qui associent la migration internationale aux préoccupations sur le développement. Parce que l'on s'intéresse à la migration qualifiée au travers de l'associatif migrant, nous devons intégrer l'évolution des notions et concepts clés associés au départ des migrants qualifiés et à leurs circulations. C'est pourquoi, ce premier chapitre entend assoir méthodologiquement notre travail en trois temps. D'abord, en présentant le contexte actuel de l'émigration qualifiée dans les pays d'Amérique Latine, afin de cerner les enjeux de la circulation du savoir entre l'Europe et les pays andins à l'étude. Ensuite, en présentant les termes qui seront mobilisés pour rendre compte des dynamiques multi-scalaires à l'œuvre dans la production des circulations du savoir entre ces deux régions du monde. Enfin, ce chapitre permettra de placer notre argumentation au coeur de la géographie sociale en présentant le support théorique utile à l'observation et l'analyse de notre objet de recherche.

« *L'ensemble structuré des rapports humains, qui sous-tend l'organisation et qui seule lui donne vie, n'est pas façonné passivement par des contraintes situationnelles* ».

Michel Crozier, Erhard Friedberg [1977 : 160].

1| La définition de l'Objet

Si l'on décidait d'étudier les sociabilités par une simple étude de la socialisation des migrants alors pourrait-on se suffire des travaux de la sociologie classique ou plus précisément des études sociologiques sur les organisations. La construction des sociabilités au cœur de l'associatif migrant nous intéresse, mais c'est plus particulièrement la question de la spatialité des liens établis dans le temps et dans l'espace qui requiert notre attention. Nous nous intéressons donc aux configurations spatiales prise par le groupe social dans la concrétisation de ses projets. Si définir c'est « *délimiter le cercle des faits sur lesquels va porter la recherche, indiquer à quels signes on les reconnaît et par où ils se distinguent de ceux avec lesquels ils pourraient être confondus* » [Durkheim, 1969 : 145 cité par Keck et Plouviez, 2008 : 25] alors il faut s'attacher à circonscrire l'objet de la recherche, définir les termes indispensables à cette circonscription et à la discussion des observations, et faire part du contexte dans lequel se place notre recherche.

1.1. Le lien comme espace de la proximité

1.1.1. Un renouvellement dans les pratiques spatiales

Au commencement de son œuvre Albert Camus écrivait une réalité d'alors :

« *Aujourd'hui, maman est morte. Ou peut-être hier, je ne sais pas. J'ai reçu un télégramme de l'asile : « Mère décédée. Enterrement demain. Sentiments distingués. » Cela ne veut rien dire. C'était peut-être hier. »*[4].

Ces quelques phrases sont révélatrices de cet éloignement géographique qui empêche les relations sociales ; pas tant la séparation physique – avec sa mère – que la communication qui peine à traverser les frontières – du rural et de l'urbain –. Désormais, le monde de l'Internet et des nouvelles communications est producteur de nouvelles proximités. Aussi, dans ce monde de l'Internet, Camus aurait difficilement pu écrire ces phrases. Car les communications sont désormais instantanées. Le message est pratiquement reçu avant même qu'il ne soit envoyé[5], un scénario impensable il y a encore quinze ans. Dans l'étude des migrations, l'intérêt porté à ces communications transfrontières gagne en importance. L'espace, transformé par ces communications à distance, devient espace de flux [Castells, 2000]. La communication devient un nouvel outil de maintien du lien social malgré l'augmentation des distances géographiques, une « glue » telle que le titre de façon très éloquente Steven Vertovec en 2004[6]. Intéressés par les moyens de communications utilisés par les migrants et à la recherche de leurs conséquences sur les processus migratoires [Nedelcu 2009 ; Parham, 2004 ; Tarrius 2002] les chercheurs évoquent déjà des collectifs qui se conçoivent selon leur utilisation du web : *online* et *offline*. La théorie du « Petit monde » a fait son entrée [Barrat et Weight, 2000 ; Castells, 1996], devenant un état réifié de ce planisphère habité qui ne se détache plus du virtuel au point que les deux se mêlent. Les œuvres d'art se mettent aussi à produire des espaces hybrides où les spectateurs deviennent acteurs par l'intermédiaire de leur téléphone portable, de leur corps, de leur réflexion. Les

[4] Albert Camus, l'étranger, paru aux éditions Gallimard 1942. Citation p.5 réédition Folio 2010.

[5] La messagerie instantanée (msn, facebook, google) informe en effet l'internaute que son interlocuteur est en train de rédiger un message.

[6] Vertovec S., 2004, Cheap calls : a social glue of migrant transnationalism, Global Networks, Vol.4, n°2, pp.219-224

œuvres ainsi coproduites mettent en évidence l'interaction de plus en plus grande qui peut s'établir grâce à l'instantanéité du message écrit, corporel ou audio ; pour exemple cette œuvre de Jochen Gertz, artiste d'origine allemande et dont l'œuvre a nécessité la contribution de 887 spectateurs devenus artistes le temps de leur séjour dans l'œuvre[7]. Car l'expérience de la vie, et de l'art, prend de nouvelles dimensions. Elle ne se vit plus seulement dans l'espace et dans le temps mais également dans l'épaisseur du social. Aussi cette œuvre coproduite révèle-t-elle ce que nous sommes venus chercher ici : la consistance du social comme élément déterminant dans la production du spatial.

Ce monde de l'Internet c'est bien sûr celui, aussi, de la mondialisation. Celui qui permet à la « ville globale » [Sassen, 2001] d'exister. Des infrastructures de plus en plus performantes, telles que la fibre optique, soutiennent l'économie mondialisée, mais aussi les porte-conteneurs, Hotspot wifi, lignes aériennes à bas coût (pour ne pas dire *Lowcost*), A380, Boeing 747, TGV, tablettes numériques, clés USB, appareils photos numériques, téléphones portables qui commandent aujourd'hui billets de trains et bientôt même l'*expresso* de la pause café… Le cyberespace prend une place de plus en plus importante dans nos vies, celles de nos États aussi : un ordinateur déficient qui provoque le crash d'un avion, un virus informatique qui gèle la production de l'arme nucléaire en Iran. Évènements annonciateurs d'une guerre technologique ? Peut-être. Mais c'est surtout la réalité du virtuel que ces évènements mettent en évidence. L'interrelation du « réel » et du « virtuel » n'avait, jusqu'à maintenant, jamais été aussi forte. Toutefois, si le monde entier peut être victime du virtuel, en être usager n'est pas donné à tout le monde. Les conditions d'accès (fibre optique), les tarifs (téléphonie mobile et fixe aux coûts très disparates), les lieux (aéroports, gares TGV) révèlent que la distance géographique n'a pas dit son dernier mot. Mais la mondialisation compte avec un nouvel acteur de poids : le migrant ; lui qui traverse les frontières malgré, parfois, les politiques de durcissement qui les érigent en murs ; lui qui arrive à maintenir le lien social avec sa famille et ses amis ; lui qui use régulièrement ces infrastructures de la mondialisation pour vivre sa condition de migrant. En ayant vécu dans deux, voire plusieurs, pays le migrant se révèle de plus en plus acteur du changement des pratiques spatiales, et surtout se révèle être un acteur qui négocie avec les distances ; d'abord sociales, par les différences culturelles qu'il rencontre, ensuite spatiales, par les kilomètres qui le séparent des siens, que ceux-ci soient dans le pays d'origine ou ailleurs.

[7] Jochen Gertz, « 2,3 rues ».

La proximité géographique serait-elle alors en passe de ne devenir finalement « *qu'une proximité parmi d'autre* » ? [Amin et Cohendet 2004, cités par Renaud, 2009 : 213]. C'est avant tout ce que soulève cette interrogation qui retiendra notre attention. Car si la proximité sociale (professionnelle, culturelle) devient un facteur déterminant des interactions, autant que l'on pensait déterminante la proximité géographique jusque là, alors les stratégies employées par les migrants pour maintenir et constituer des liens sociaux pourraient être déterminantes dans la production du social et des mobilités spatiales qui en découlent. Ces considérations nécessitent donc la prise en compte des proximités sociales à distance qui supposent, par conséquent, de s'intéresser au lien « virtuel », « *composant fondamental de notre environnement symbolique, ainsi que de nos expériences comme êtres communicants* » [Castells, 2000 : 694]. C'est pourquoi il nous faut chercher les moyens utilisés par les migrants pour faire de la proximité sociale un élément de sédimentation des solidarités mais aussi comprendre la manière dont les proximités spatiales passées sont productrices de liens dans le présent.

1.1.2. Renouvellement des perspectives sur la migration latino-américaine

Les flux migratoires se mondialisent [Badie et Withol de Wenden 1993 ; Simon, 1995]. C'est dans ce contexte de mondialisation des flux migratoires que les récents travaux sur la migration latino-américaine pointent du doigt la complexification des systèmes migratoires [Cortes, 2008]. Dans ce contexte, la migration andine semble soulever un intérêt particulier au regard de la diversification des destinations migratoires en rupture avec le modèle précédent qui était celui du « couple migratoire » [Simon, 1995]. A présent, de nombreux auteurs s'intéressent à la migration andine vers l'Espagne qui se caractérise par une augmentation des flux à partir de la fin des années 1990 [Yepez et Herrera, 2008 ; Baby Collin et al., 2009]. Les chercheurs s'intéressent également aux destinations plus « exotiques » comme le Japon [Reyes, 2005] conséquence parfois d'une histoire partagée, comme c'est le cas pour le Pérou. De plus, ces études sur la reconfiguration des flux migratoires se doublent d'un intérêt général pour le sous continent latino-américain [Durand, 2009]. Dans le même temps les organisations internationales ont entrepris de documenter le phénomène, notamment par le suivi continu des migrations internationales par l'OCDE, la CEPAL ou encore l'OEA par

l'intermédiaire du programme connu sous le nom de SICREMI – Sistema Continuo de Reportes sobre Migración Internacional en las Americas. Ces travaux concourent à offrir des données quantitatives sur les migrations du sous-continent qui ne sont pas sans révéler des problèmes d'homogénéisation des données.

Mais l'intérêt des chercheurs ne réside pas seulement dans une quantification des flux migratoires. En effet, les travaux contemporains portant sur l'Amérique Latine révèlent un intérêt « nouveau » pour les constructions sociales qui se façonnent au-delà des limites traditionnelles des communautés locales et des nations. Alain Tarrius évoque « l'autonomisation » des réseaux de migrants par rapport aux cadres fixes des territoires nationaux [Tarrius, 2001]. Des espaces locaux reconfigurés [Mimche et Tourère *in* Baby-Collin et al., 2009], aux localités transnationales [Rouse, 1991 ; Rouse 1992 ; Guarnizo et Smith, 1998 ; Mendoza Pérez, 2005 ; Massey, Durand, Goldring, 1994] la focale est mise sur l'étude des continuités dans des espaces géographiques *a priori* discontinus et des lieux très certainement non contigus. En découle alors l'étude de champs sociaux transnationaux [Glick Schiller et al., 1994], sorte d'équivalence des « circuits migrants transnationaux » [Rouse, 1992]. Ces études qui contribuent à observer et analyser des comportements sociaux ancrés dans plusieurs espaces, et administrés par des institutions gouvernementales différentes, développent un vocabulaire de la double appartenance. En envisageant le migrant dans un espace non plus unique mais multiple et en lui conférant la capacité à être mobile, les études sur le champ transnational constituent aussi une littérature faisant le lien entre migration et développement. En effet, le migrant, le *transmigrant* [Glick Schiller et al., 1994] apparaît comme un nouvel acteur, sur la scène internationale, à privilégier dans les efforts de coopération au développement.

Car le lien migration et développement se fait de plus en plus courant dans les études sociologiques, anthropologiques et géographiques. Marqués par les travaux sur les engagements à distance des migrants mexicains installés aux États-Unis, les chercheurs ont très vite engagé une réflexion sur la nature des remises migratoires et leurs liens au développement [Orozco et al., 2005 ; Orozco, 2006, Delgado Wise et Ramirez, 2004 ; Delgado Wise et Castles 2007 ; Bada, 2008 ; Zuniga Herrera 2006 ; Keïta 2009]. La majeure contribution de ces travaux est alors de mettre en évidence l'influence des remises collectives et productives [Torres, 2000 ; Kearney, 1995 ; Canales et Montiel Armas, 2004] marquant une rupture d'avec les seuls transferts d'argents. Mais le lien migration et développement tend aussi à sortir de leur seule logique matérielle. Si pendant longtemps a perduré un certain

scepticisme à l'égard du lien migration-développement [Withol de Wenden, 2009 : 212], les organisations internationales se montrent de plus en plus intéressées par ces constructions socio-spatiales nouvelles comme en témoignent les récentes rencontres et études du PNUD, de l'ONU, de l'OIM, de la Commission Européenne etc. [Caplan et Meyer 2013 ; GCIM, 2005 ; Hein de Haas, 2006]. Dans le même temps, le dialogue international sur les migrations et le développement prend de l'ampleur et guide la politique en matière de développement. Le dialogue prend plusieurs formes et s'inscrit à différentes échelles politiques : il se fait à l'échelle régionale au moyen des processus de consultation (RCP) ainsi qu'à l'échelle internationale au moyen de rencontres de Haut niveau. C'est le cas du *Global Forum on Migration and Development – GFMD –* créé en 2006 par le *High Level Dialogue on Migration and Development* créé pour éditer ses recommandations pour le *High Level Dialogue* en 2013 et plus largement pour penser le cadre de développement *post* 2015. De nombreux acteurs sont également intervenus : le PNUD, qui a été l'instigateur du projet JMDI – *Joint Migration and Development Initiatives* – a également contribué à pratiquer le lien migration et développement, même si l'on note une certaine retenue à faire de la migration une stratégie de leur politique de développement. C'est le cas enfin avec le *Global Migration Group* qui totalise 16 agences internationales[8].

Dans cet effort de documentation du lien migration et développement autorisant à renouveler la place accordée à la migration internationale ainsi qu'aux migrants, les travaux français ont été déterminants. En appuyant ses travaux sur le commerce ethnique, la transformation des identités et la constitution de réseaux transcendants les frontières nationales, la recherche française a forgé tout un champ lexical de la double présence et a contribué, plus largement, à étoffer le langage scientifique dans le domaine des migrations internationales – *champs, espaces, filières, réseaux migratoires, réseaux circulatoires, réseaux transnationaux, réseaux de diaspora, circulations migratoires etc.* – [Gonin et al. 2009 ; Simon, 1981 ; Simon 1979 ; Ma Mung et De Tapia 1996 ; Charef, 1999, Tarrius, 1989].

[8] Organisation mondiale de la santé, Organisation internationale pour les migrations, l'Agence des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population , le Haut Commissariat aux droits de l'homme, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation Internationale du Travail, le Département des affaires economiques et sociales des Nations Unies, la Banque mondiale, ONU Femmes, l'Organisation des Nations Unies contre les drogues et le crime, ainsi que les Commissions régionales des Nations Unies.

1.1.3. Des études récentes mais incomplètes : la prise en compte du migrant dans les rétroactions positives

La densification des études migratoires, et particulièrement des études sur le lien migration et développement, introduit naturellement la nécessité d'observer et de suivre les collectifs migrants dans leurs entreprises, que ce soit la façon dont ils s'affranchissent des frontières nationales ou leur capacité à mobiliser la société civile dans le but de répondre à leurs projets de développement. Les réseaux familiaux ne sont plus les seuls à gagner l'intérêt des scientifiques [Turian, 2002]. C'est dans ce sens que prennent corps de nombreuses études sur la société civile organisée [Herrera et Sanchez, 2009], s'intéressant particulièrement aux migrants latino-américains installés dans les pays industrialisés [Lanly et Valenzuela, 2004 ; Lacroix, 2010 ; Orozco, 2005 ; Mejia Ochoa, 2007 ; Delgado Wise et Ramirez, 2004]. Le secteur privé trouve également sa place dans ces travaux [Dade et Hunheim, 2007] et l'on constate, d'ailleurs, qu'il est de plus en plus intégré aux réflexions sur le lien migration-développement[9].

A mesure que la littérature s'étoffe, les écrits adoptent un champ lexical qui confère au fait migratoire une connotation positive. Cette valeur positive est étayée et discutée au moyen de nombreuses études sur les effets que peuvent avoir les envois d'argents et autres contributions immatérielles sur le développement des pays d'origine. Dans ce contexte, le rôle des migrants organisés est particulièrement étudié. Ces organisations, premièrement considérées comme les éléments fondateurs de la participation citoyenne et de l'intégration des migrants dans les pays de destination, ont très vite été étudiées pour l'engagement dont elles faisaient preuve en faveur du développement des pays d'origine. Ces organisations, dans le cas de la migration Mexicaine aux États-Unis, sont plus connues sous le nom de *clubes de Oriundos* et *Hometown Associations*. L'importance prise par les migrants et leurs organisations s'observe à toutes les échelles du politique puisque c'est jusque dans les décisions internationales qu'ils sont intégrés. Aussi les experts recommandent-ils la mise en place d'un dialogue continu avec la société civile. A l'échelle internationale, le GFMD est un espace de discussions politiques ; à l'échelle nationale, les Assises du développement sont l'opportunité, pour les politiques, de connaître les pratiques de développement en lien avec les

[9] En 2012, c'est à l'occasion du Rio+20 que le rôle de secteur privé est pleinement reconnu en faisant état de l'impossibilité de se satisfaire des politiques et des instruments gouvernementaux.

migrations (le FORIM est dans ce sens une institution riche d'enseignements). On note également les contributions récentes du PNUD – « Migration et Développement : une approche issue de la base .Un manuel pour les praticiens et les décideurs politiques » [PNUD, 2011] – et de l'OIM – Developing a Road Map for Engaging Diasporas in Development [Papdemetriou, Lacy Swing, Rannveig Agunias, Newland, 2012][10].

Mais jusqu'à présent ce sont principalement les groupes peu ou pas qualifiés qui intéressent. Du moins leur qualification professionnelle n'est que trop peu un élément qui interroge les chercheurs.

Ces nouvelles considérations envers les populations migrantes ont provoqué un engouement sans précédent. Mais si les groupes ou associations de villageois ont dominé la littérature scientifique jusqu'à aujourd'hui, se justifiant par l'ampleur du phénomène sur ces vingt dernières années, la migration qualifiée ne peut être mise de côté. Car la présence de ces populations qualifiées à l'étranger signifie un potentiel de circulations d'une nouvelle nature. En effet, la circulation de l'information, les transferts de technologies répondraient aux espoirs de développement des pays du Sud dans un contexte de mondialisation de la connaissance. De plus, il convient de trouver des solutions à la déconcentration du capital humain.

La forte augmentation des flux de migrants qualifiés depuis le sous-continent latino-américain [Docquier et Rapoport, 2007] génère en effet des interrogations sur les perspectives de développement. C'est la « crainte » du *brain drain* qui justifie de telles interrogations. Celui-ci peut en effet générer une diminution de la croissance économique puisque le capital humain disponible n'est pas satisfaisant par rapport aux besoins nationaux. Cela étant, les travaux traitant de l'engagement de la société civile pour le développement de leurs pays d'origine sont porteurs de nouvelles expectatives. Récemment, les projections catastrophistes laissent place à de nouvelles perspectives plus optimistes [Clemens, 2009 ; Ha, Yi et Zhang, 2009] et laissent apparaître des solutions à moyen et surtout long terme. Il s'agit de revisiter le *brain drain*[11] dans la mesure où chercheurs et experts des organisations internationales

[10] Voir également GMG, *Mainstreaming migration into development planning, A handbook for policy makers and practicioners.*OIM, 148 pages.

[11] Même si le risque demeure toujours entier pour des pays qui expérimentent de forts taux d'expatriation qualifiée, comme c'est majoritairement le cas pour les petits États. La taxation proposée dans les années 1970 par Jagdish Baghwati est en revanche abandonnée au profit des circulations. Voir Baghwati 1976.

perçoivent, dans cette migration professionnelle, un fort potentiel de développement sur le long terme pour les pays de départ [De Haas, 2009 ; Lozano et Gandini, 2011][12].

« Diasporas should be encouraged to promote development by saving and investing in their countries of origin and participating in transnational knowledge networks »[13] [GCIM, 2005]

Dans cette vision positivée de la migration internationale qualifiée, ce sont particulièrement les transferts de compétences qui intéressent les chercheurs, plus globalement les « circulations ». Longtemps la distance géographique aura été un facteur d'empêchement de l'accès à la connaissance. Or aujourd'hui, l'innovation permet d'y avoir accès beaucoup plus rapidement et surtout plus facilement. Mais encore faut-il avoir les contacts. Besoin d'une publication figurant dans une revue à laquelle votre université n'a pas accès ? Besoin de statistiques d'un pays dont on ne parle pas la langue ? Parfois l'accès à l'information ne dépend pas uniquement de la distance géographique mais de la capacité de l'individu à accéder à cette information. C'est pourquoi il semble pertinent de s'interroger sur les proximités sociales et ce qu'elles apportent concrètement à la circulation des informations et de la connaissance pour les professionnels. Agrawal, Kapur et McHale le font en s'intéressant à la proximité ethnique qui pourrait être comparable à notre approche. Toutefois, il semble que l'usage de l'ethnique conduise à restreindre considérablement la portée de l'étude et le groupe social en question [Agrawal, Kapur et McHale, 2011].

Servant à panser les maux du *brain drain*, la littérature a donc très tôt conceptualisé les retours de compétences. Dès le début du 20e siècle, l'analyse systématique des retours en Asie permet d'entrevoir une autre conception de la migration. C'est finalement dans les années 1990 que le *brain gain*, heureux petit frère du *brain drain*, va voir le jour grâce aux travaux de Jean-Baptiste Meyer et Jorge Charum lesquels analysaient alors le réseau Caldas [Meyer et Charum, 1995]. Le *brain gain* consiste en un changement paradigmatique et s'accompagne d'un champ lexical plus vaste. Les « circulations » conduisent en effet à réévaluer la dimension unique du brain gain et à décliner une typologie nouvelle venant compléter ce champ lexical de la migration qualifiée : b*rain circulation, brain export, optimal brain drain,*

[12] Toutefois quelques académiques restent très critiques en montrant l'impact négatif que peuvent avoir les migrations sur l'éducation notamment. Voir McKenzie et Rapoport, 2009, Can migration reduce educational attainment ? Evidence from Mexico. Banque Mondiale, *Research Working paper* n°3952.

[13] « Les diasporas devraient être encouragées à épargner et investir dans leur pays d'origine ainsi que prendre part à des réseaux transnationaux du savoir ». Traduction de l'auteur.

brain waste, etc. Gaillard et Gaillard ont particulièrement contribué à cet essor théorique et méthodologique dans l'étude de la migration qualifiée, à partir de l'expérience asiatique [Gaillard et Gaillard, 1999]. Mais ce sont les travaux sur les *diasporas du savoir* qui sont déterminants pour la construction de notre objet de recherche. En effet, les « réseaux » construits et développés dans des espaces de plus en plus vastes sont envisagés dans les travaux sociologiques comme des structures sociales dont disposent les migrants – un « capital social » – qui leur permettent de mener à bien leurs projets individuels et donc finalement à concrétiser les attentes de développement scientifique et technique des Suds. Aussi les travaux de Binod Khadria en Inde sont particulièrement intéressants [Khadria, 2006], autant que la contribution majeure de Yevgeny Kuznetsov en 2006 visant à mettre en exergue les contributions au développement rendues possibles par les expatriés qualifiés. L'étoffement des recherches sur les diasporas qualifiées et sur leurs réseaux, nommés « Diaspora Knowledge Networks » [Meyer et Brown, 1999, Meyer et al. 2003], sont symptomatiques du regard renouvelé des chercheurs et des experts sur les *diasporas*.

C'est pourquoi ce travail de thèse n'arrive pas seul. Il est en effet intégré dans un programme de recherche plus complet, international, qui concoure à pérenniser les liens à distance entre les États et les migrants au bénéfice du développement scientifique et technologique. Le programme CIDESAL – Création d'Incubateurs des Diasporas du Savoir en Amérique Latine – prétend rendre la tâche plus facile aux acteurs qui souhaitent construire un tissu social transnational avec les migrants qualifiés. Parce que si les « circulations » sont de plus en plus faciles à mettre en œuvre, il reste indispensable de savoir et pouvoir localiser les individus et les collectifs déjà existants afin de pouvoir bénéficier de leur expertise. Il s'agit alors de les mobiliser et de renforcer leurs capacités à s'investir à cette échelle. Cette thèse de doctorat a donc été un temps de participation active à ce programme de recherche qui vient remplir les zones d'ombres de l'organisation sociale et spatiale des migrants qualifiés.

Almudena Cortès et Alicia Torres écrivaient : *« il a été nécessaire de comprendre la migration depuis une optique rendant compte de l'intensification de la mobilité des personnes, du maintien des liens entre les lieux d'origine et de destination de la migration et l'ensemble des pratiques habituelles et soutenues qui transcendent les frontières politiques, économiques et culturelles »* [Cortès et Torres, 2009: 11], mais cette réflexion mérite d'être élargie. Il est nécessaire en effet d'amplifier l'effort de recherche sur les conséquences que ces activités, par delà les frontières, ont sur les hommes et leurs activités, ainsi que sur la configuration socio-spatiale que ces activités adoptent. L'enjeu est bien territorial et ce travail consistera à montrer

que loin d'être menacé par les migrations internationales, les États-nations restent les supports des agencements spatiaux et les premiers acteurs de la mondialisation.

Si nombreuses soient-elles, les études sur le transnational ou les diasporas ne répondent pas au problème de la spatialisation des structures sociales, que l'on désignera sous le nom de « structures associatives ». Les travaux de Glick Schiller et al., qui introduisent l'idée des champs sociaux transnationaux, illustrent ce manque d'intérêt pour l'agencement spatial du social. En résulte une analyse très détachée des espaces pratiqués et mobilisés qu'ils nous livrent. C'est en réalité cet intérêt très vif pour la translocalité – (*translocality)* – qui semble soutenir les travaux sur le transnational*,* particulièrement dans la littérature anglo-saxonne[14]. En revanche les travaux français indiquent un attachement plus fort pour la production territoriale, avec une importance accordée aux études bipolarisées – Mexique/États Unis ; Maroc/France ; Turquie/Allemagne –, les projections à l'étranger de communautés rurales étant celles qui suscitent l'intérêt des chercheurs. Ces travaux qui permettent aux chercheurs français de décrire des espaces et territoires transnationaux, circulatoires, restent toutefois construits sur la base de la double présence des migrants qui prend forme entre un espace d'attachement identitaire originel et un espace de vie localisé. Or la prise en compte d'espaces bien plus vastes nous semble indispensable, ce qui justifie ici une étude multi-située. Dans un contexte de volatilité des flux migratoires [Simon G, 2008], considérer les migrants dans des trajectoires simples serait incomplet. Les trajectoires multiples se comprennent par la tendance des migrants à exercer leur profession dans le monde et/ou à étudier à l'étranger au moyen de programmes d'échanges et de bourses, symptomatiques de la tendance à l'internationalisation de l'éducation. Aussi, au cours de leur formation professionnelle, les migrants sont amenés à pratiquer divers espaces et à se socialiser avec des professionnels de toutes origines, venant alors augmenter leur capital social au fur et à mesure que leur mobilité progresse. Ce « capital social » se configure alors dans un espace topographique éclaté. Le migrant qualifié serait donc cet individu qui, par une trajectoire migratoire complexe, est à même de mobiliser des acteurs sociaux, migrants ou non, dans des espaces géographiques non continus et surtout de mobiliser des acteurs issus d'espaces sociaux divers. Bien entendu les migrants qualifiés ne sont pas les seuls à disposer de cette mobilité et de cette capacité à faire

[14] Les travaux en France attachent bien plus d'importance à la construction du territoire, notamment le territoire circulatoire tel qu'on le retrouve chez Alain Tarrius.

circuler des biens. En revanche, les élites sont de plus en plus courtisées par leur pays d'origine dans la mesure où la connaissance, en pilier fondateur de l'économie actuelle, est une ressource dont il faut pouvoir disposer et savoir utiliser à bon escient. Saisissant l'enjeu politico-économique des diasporas, les travaux sur les réseaux de migrants qualifiés (*Diaspora Knowledge Networks)* n'ont pas encore conduit à réaliser des études plus ancrées dans l'espace géographique. Ceci s'explique par l'influence des études sociologiques sur le sujet.

1.2. Clarification de l'objet : définir les termes

1.2.1. L'étude de l' « associatif migrant »

Si les études manquent dans le domaine associatif pour le cas très particulier de la migration qualifiée, on ne peut dire que les organisations de la société civile n'aient pas été étudiées, bien au contraire. Elles sont principalement reconnues pour leur rôle dans la constitution de « communautés » qui se spatialisent au-delà de cadres politiques circonscrits et qui « *organisent les pratiques de mobilisation* » [Sökefeld, 2006] dans un espace devenu « transnational ». On retrouve donc les travaux sur les groupes de migrants, au travers notamment des « HTA » ou *Hometown Association* [Orozco, 2005] ou Clubes de Oriundos [Lanly, 2004] dans lesquels le village conditionne le lien de solidarité entre les membres du groupe [Levitt, 2001]. Le groupe serait donc « pré-construit », avant même l'acte de migrer, à l'échelle locale mais aussi nationale [Guarnizo et Smith, 1998]. Vues comme un facteur d'intégration des migrants [Faist et Amelina, 2008], ces organisations sont de plus en plus couramment perçues comme des partenaires pour le développement, expliquant alors l'importance accordée aux systèmes associatifs dans les travaux français sur les migrations de travail [Lacroix 2005, 2009 ; Faret 2000, 2004, 2006]. Aussi, des réunions entre organisations se multiplient, à l'image de la Rencontre des Organisations de la Diaspora d'Amérique Latine et des Caraïbes, pilotée par la FOCAL. Parce que la « *formation d'une diaspora requiert des structures et pratiques de mobilisation* » [Sökefeld, 2006], l'intérêt des études à venir réside dans l'observation de la construction de liens de proximité faisant fi des distances géographiques. Déjà les travaux d'Antoine Dumont [Dumont, 2008], lequel cherche à obtenir des données autant sur la proximité sociale que spatiale par l'étude de réseaux transnationaux,

montrent un effet d'élargissement de l'espace de vie associative par les circulations. C'est cette dimension que la thèse cherchera à approfondir, en allant au-delà de la bipolarité et en envisageant les circulations au-delà des seules circulations humaines dans l'espace migratoire. La population à l'étude étant les expatriés qualifiés, les récents travaux développés par Valeria Hernandez et Jean-Baptiste Meyer sur les groupes « auto-organisés » sont déterminants dans la construction de notre objet, dans l'adoption des termes du sujet et dans la formulation de la problématique. Leurs travaux concluent en effet que ces groupes auto-organisés sont la solution à l'exode des compétences [Meyer et Hernandez *in* Nedelcu 2004]. De ces travaux nous retiendrons la notion centrale « *d'associations cognitives »* [Meyer et al. 2003] puisque c'est au moyen du « cognitif » qu'est envisagé le lien au développement. Nouvel objet du capitalisme, le cognitif, aussi appelé « capitalisme informationnel » par Manuel Castells, est le point d'intérêt des *diasporas intellectuelles*. Car ces *diasporas* peuvent potentiellement faire partager les connaissances et compétences acquises en « situation d'expatriation », faire part de leur raisonnement sur des questions scientifiques, techniques ou encore politiques et c'est justement cette expertise que les États convoitent. Toutefois ces travaux se placent dans le contexte d' « *élites courtisées* » [Lynn-Ho, 2011] par les pays d'origine, voire d'accueil, aussi mettent-ils l'accent sur les programmes étatiques et internationaux de constructions diasporiques, sans pour autant donner une place à part aux processus « par le bas » à savoir les initiatives des migrants eux-mêmes. Aussi nous veillerons à ne pas restreindre l'analyse des rétroactions à l'échelle étatique de la décision. C'est l'ensemble de la société civile et des institutions impliquées qui retient notre attention.

1.2.2. Une seule définition du « professionnel » ?

Puisqu'il s'agit de définir ce que sont les *groupes sociaux migrants qualifiés auto-organisés*, définir le « qualifié » implique de se confronter à une littérature déjà existante. Certes, l'approche que l'on propose se démarque des travaux existants dans la mesure où l'on envisage le migrant qualifié à *posteriori*, c'est-à-dire après avoir réalisé le travail d'identification des structures associatives. Mais il est impératif de tenir compte des définitions de la migration qualifiée que les chercheurs, ayant investigué dans ce domaine, ont données.

Martin Schaaper et Andrew Wyckoff donnent une définition en négatif, les « intellectuels » étant ni les « étudiants », ni les « immigrants » [Schaaper et Wyckoff, 2006]. D'autres travaux s'appuient sur les classifications internationales en matière de formations universitaire (ou du supérieur). C'est notamment le cas de Lowell et Findlay qui, en 2001, n'incluent que les individus ayant achevé et validé au moins quatre années d'études dans le supérieur. D'autres, comme Adela Pellegrino, se sont focalisés sur les visas pour migrants qualifiés mis en place par les pays d'accueil – États-Unis notamment –. L'activité exercée par l'individu apparaît également comme une variable possible pour définir le migrant qualifié. C'est ainsi que les chercheurs et les ingénieurs trouvent leur place dans les travaux de Jean-Baptiste Meyer et Valeria Hernandez [2004]. Parfois les étudiants sont également intégrés à l'étude [Luchilo, 2011] mais leur considération reste encore marginale. Enfin, à l'inverse, et s'approchant un peu plus de notre définition, les travaux de Mihaela Nedelcu [Nedelcu, 2009] et Binod Khadria [Khadria, 2006] envisagent d'abord la capacité des migrants à produire des circulations, pour ensuite donner une définition de ce qu'est le qualifié. Mihaela Nedelcu s'intéresse d'abord aux « compétences transférables », Binod Khadria, quant à lui, dénombre les migrants de retour à Bangalore impliqués dans le secteur des nouvelles technologies. Dans cette thèse, c'est en nous appuyant sur l'existence des structures associatives que nous envisagerons de définir le collectif professionnel en présence dans notre corpus.

1.2.3. Une population : un cadre régional

L'approche ethnographique dans l'étude des réseaux de diasporas, objet d'une abondante littérature, est dorénavant remise en question. Butler critique cette approche puisque, selon lui, l'identité ne peut plus être considérée comme le résultat d'une origine commune mais le résultat de la mobilisation [Butler 2001 : 190 cité par Sökefeld 2006 : 279]. R.C. Smith invite à revoir également les fondements de l'identité et principalement les principes d'adhésion à une communauté politique qui, à son sens, restent trop collés à un *« statut marshallien garanti par l'État »* [Smith, 2003]. Ces critiques encouragent les chercheurs à produire une littérature détachée du « *nationalisme méthodologique* » [Wimmer et Schiller, 2003]. C'est en prenant compte de ces critiques que nous choisissons d'adopter un cadre géographique plus vaste. Au moyen de recherches empiriques, nous pensons que ce cadre géographique rend possible l'observation et la compréhension des phénomènes de

multiplication des points d'ancrages identitaires favorables à la multi-localisation des réseaux et de l'action. Au-delà du désir de rompre avec une perspective ethnographique, c'est donc un choix méthodologique que d'élargir la focale d'un espace national à un espace régional. En faisant ce choix, nous pensons voir émerger des formes de sociabilités à l'échelle supra-nationale, qu'il s'agisse du substrat territorial ou social. C'est aussi une question de gouvernance qui nous guide vers ce choix. Les processus de consultation régionaux (RCP) ainsi que les processus d'intégration régionaux, en l'occurrence la Communauté Andine des Nations, pouvant inciter les pays d'origine à construire du lien à distance avec leurs expatriés. Ce cadre permet donc de questionner le rôle des institutions internationales dans la gouvernance migratoire de la sous-région.

1.3. Le lien comme objet géographique

L'étude de l'associatif migrant peut sembler paradoxale pour une étude en géographie. En effet, nombreuses sont les théories sociologiques des organisations, et une étude de ces groupes pourrait être envisagée dans ce champ disciplinaire. Alors pourquoi en faire une géographie ? Dans sa théorie sociale des réseaux, Manuel Castells évoque le besoin pour la sociologie de « *lier structure et pratiques dans le même cadre analytique* » [Castells, 2000 : 698], en réalité l'approche par l'espace permet de palier cette incomplétude, puisque c'est par l'espace que l'on entreprend d'observer et de traduire les configurations spatiales prises par les groupes migrants qualifiés. Aussi doit-on se poser plutôt la question : comment en faire une géographie ?

1.3.1. Qu'est ce que l'objet en géographie ?

Un objet en géographie, c'est d'abord ce « *qui met en jeu des lieux* » tout en étant doté d'une dimension spatiale [Lévy et Lussault, 2003 : 355]. Un objet en géographie, c'est aussi ce qui permet d' « *évaluer les compétences territoriales dans l'intimité du quotidien* » [Vanier, 2009: 25]. Plus largement, l'objet géographique permet de « justifier » les modes d'occupation de l'espace par les sociétés. Parce que l'objet géographique met en réseau des

lieux, il traduit les solidarités spatiales tissées entre les acteurs socio-spatiaux. L'intérêt est alors, dans notre cas, de croiser les espaces « d'ici » et de « là-bas » en intégrant la dynamique des échanges et donc la dimension spatiale de l'objet. C'est en cela déjà que l'on peut aisément comprendre en quoi les liens inter-organisationnels, voire interpersonnels, nous permettront d'analyser notre objet géographique. Parce que les associations sont spatialisées, elles permettent au chercheur de pénétrer dans un espace géographique ; parce qu'elles sont « spatialisantes », elles permettent d'analyser les différentes dimensions de leur réalité, autant sociales que spatiales.

1.3.2. L'associatif, un phénomène spatialisé et spatialisant

L'associatif migrant serait spatialisé et spatialisant. Il serait donc à l'origine d'une pratique renouvelée de l'espace géographique par les migrants. Ces derniers, en prenant de la distance ne perdent pas pour autant leur réseau social. Celui-ci serait à l'échelle de leur migration, enraciné dans plusieurs lieux, multi-localisé. Ainsi, Guarnizo et Smith conçoivent les échanges transnationaux:

« *Transnational practices do not take place in an imaginary « third space » (Soja 1996) abstractly located "in-between" national territories* [15]» [Guarnizo et Smith, 1998: 11].

Dans ce sens la contribution de Peter Adley est similaire en s'appuyant sur l'étude des lieux de McKay :

« *In this sense, diasporas form place-like attachments along extended social networks, or […] pathways* [16] » [Adley, 2010 : 79]

[15] « Les pratiques transnationales des migrants ne prennent pas place dans un troisième espace imaginaire, localisé de façon abstraite entre des territoires nationaux ». Traduction de l'auteur.

[16] « Dans ce sens, les diasporas forment des liens aux territoires le long de réseaux sociaux ou voies étendus ». Traduction de l'auteur.

Ludger Pries en 1998 ou encore Doré, Itzigsohn, Medina et Vasquez en 1999 vont aussi dans le sens d'un ancrage spatial des formations sociales transnationales – Espace social transnational chez Pries et Espace géographique transnational chez Doré, Itzigsohn, Medina et Vasquez. – traduisant alors la nécessité de prendre en compte de nouvelles spatialités – ou de spatialités originales –, et de ne surtout pas tendre vers l'irréel. Lévy et Lussault écrivent dans leur notice sur la mobilité :

« *Contrairement à une idée reçue et à quelques poncifs en vogue – notamment chez les tenants d'une conception tragique de la dromologie, science de la vitesse développée par Paul Virilio – la course à la rapidité et la promotion du temps réel, à la fois comme fait, comme objectif ultime et comme valeur sociale et même culturelle, ne paraissent pas aliéner la dimension spatiale. Bien au contraire, il en résulte des organisations de l'espace et des spatialités inédites* ». [Lévy J., Lussault M., p.623].

De sorte que le besoin de franchissement des frontières nationales n'est en rien facteur d'a-spatialisation des migrants. Au contraire les migrants (impliqués dans des réseaux d'acteurs) façonnent l'espace de manière à répondre à des projets sociaux. De ces espaces façonnés par l'activité humaine – les circulations – en découle alors l'expression de nouvelles spatialités. C'est pourquoi les liens produits par les structures associatives de migrants sont indispensables à étudier.

L'associatif migrant spatialisé et spatialisant, se trouve, par conséquent, au service de la spatialisation des groupes sociaux, dans la mesure où il permet aux acteurs de spatialiser leurs actions, et qu'il permet au chercheur de spatialiser les phénomènes socio-spatiaux à l'œuvre. Toutefois, si les migrants s'approprient les ressources d'un espace multi-localisé, cela ne signifie pas pour autant qu'ils projettent leur réflexivité sur l'ensemble de l'espace qu'ils pratiquent. Les travaux français semblent, plus que les autres, intégrer la dimension territoriale dans l'analyse des comportements sociaux collectifs. Alain Tarrius et Antoine Dumont ont fourni tous deux des travaux précieux à cet égard. D'une part, Alain Tarrius, soutient la thèse de la création de territoires circulatoires, qu'il définit comme « *la socialisation d'espaces supports à des pratiques de mobilité* » [Tarrius A., 2001 : 45]. D'autre part Antoine Dumont postule la *« territorialisation de l'espace de vie des migrants* » et ce, par des pratiques de proximité, des réseaux sociaux ou encore des locaux associatifs – qu'il qualifie de commutateurs spatiaux. Construite à partir de l'exemple des Marocains, son étude déduit alors une territorialité vécue dans l'espace transnational.

Cette territorialité réflexive ne doit pas se confondre avec la territorialité envisagée par les travaux anglo-saxons, lesquels évoquent la déterritorialisation des migrants parce qu'ils échappent au contrôle de leurs États. Ces travaux incitent par conséquent à réévaluer le schéma de l'appartenance à une, ou plusieurs, nation(s). Pour Saskia Sassen, les migrants sont « dénationalisés » lorsqu'elle explique comment leur manière de faire société s'éloigne d'une appartenance nationale. Cette perspective, sans doute trop catégorique, a cependant le mérite de pointer le fait que les migrants n'agissent pas pour le compte d'États.

Finalement, c'est aussi pour répondre et contribuer aux travaux sur les circulations migratoires que l'usage de l'associatif migrant qualifié comme objet géographique apparaît pertinent. Comme le note Alain Tarrius, les comportements de circulations migratoires sont de plus en plus banalisés. Il incombe ici de ne pas réifier les circulations mais de les observer, d'en comprendre leur nature (scientifique, cognitive), d'en identifier les acteurs principaux – ce qui implique aussi de les spatialiser –. Cette thèse entend contribuer originalement à ces travaux en s'intéressant aux circulations du savoir, entendues comme des facteurs, voire des conditions, de développement scientifique et technique au Sud.

1.4. Mobiliser un vocabulaire adapté

1.4.1. Prendre les « lunettes de l'espace »

L'étude de l'associatif migrant qualifié nous impose d'opter pour un vocabulaire adapté, capable de retranscrire les observations faites dans l'espace des groupes sociaux migrants auto-organisés. S'« *il n'y a pas de société sans espace pour lui servir de support* » [Claval, 2003 : 125], il n'existe pas un seul lieu par lequel l'Homme serait « spatial » [Lussault, 2007 ; Di Meo 1996, Di Meo et Buléon 2005 ; Tarrius, 2001]. La mobilité serait donc porteuse d'une reconfiguration des espaces de vie. C'est dans les travaux de Relph [1976], Jackson [1984] et Tuan [1977] que l'on observe une grande préoccupation pour la déstabilisation du lieu. Selon eux, la mobilité met en péril le lieu qui, jusque là, était au centre de l'organisation sociale et était le support d'une identité, d'un groupe. La mobilité conduirait donc à la perte du sens du lieu. Pourtant le lieu est aussi un construit de l'Homme. C'est pourquoi sans trop s'attarder sur l'espace géographique, entendu comme un ensemble de lieux, de distances et de superficies, cette thèse mobilisera principalement la notion d'espace social,

entendu comme l' « *ensemble des interactions spatialisées »* [Frémont cité par Di Méo, 1991] et défini plus précisément comme un « *plan d'interférence des rapports sociaux, des systèmes de relations et des rapports spatiaux d'un groupe »* [Di Meo et Buléon, 2005 : 81]. Cet usage de l'espace social va quelque peu à l'encontre de l'utilisation de la notion de « champ » qui, entendue comme une partie de l'espace social, pourrait être intéressante à mobiliser mais elle reste connotée d'une position sociale des agents qui structurent cet espace, tel que c'est le cas chez Bourdieu.

Les spatialités, comme **projections de l'existence du collectif dans l'espace géographique**, seront particulièrement valorisées tout au long de la thèse. En effet, celles-ci devront nous renseigner sur les espaces ressources, les espaces pratiqués et les espaces vécus des migrants et des groupes sociaux auto-organisés. Les spatialités devraient également être révélatrices des « stratégies d'investissement de l'espace social » dans le sens où les migrants, pour la réussite de leurs projets collectifs, tendent à mobiliser divers espaces sociaux et/ou géographiques.

Les spatialités sont également le liant pour l'identification d'éventuelles territorialités, que l'on introduit sous l'angle de la réflexivité à la manière de Pierre Marié, mais aussi sous l'influence d'une géographie constructiviste. La conscience d'agir dans l'espace est donc un critère fondamental [Giddens 1987 : 33] d'évaluation de la territorialité, pour que celle-ci se trouve « *quelque part entre la réalité du monde, la pensée réflexive et l'expérience pratique* » [Vanier, 2009 : 25]. En ce sens la territorialité se lit par la spatialité des individus et des groupes, « *le réseau réel des lieux pratiqués et vécus* » ainsi que par les référentiels multi-scalaires relevés [Di Meo et Buléon, 2005 : 82].

1.4.2. Désigner les opérateurs spatiaux

Le débat acteur/agent se comprend au nom de l'intérêt que portent les chercheurs aux notions de rationalité et de liberté de l'individu. Le terme d'agent s'installe en sociologie dans l'étude des collectifs et des processus de socialisation. Aussi chez Durkheim, l'individu est il un agent, puisque c'est le collectif qui s'inscrit dans l'individu. Toutefois, s'il est important ici de prendre en compte l'action collective et ses conditions de réalisation, on ne peut se permettre de réifier l'espace et de considérer l'action des individus et des collectifs

indépendamment des relations qu'ils entretiennent avec d'autres individus et collectifs. C'est d'abord une interaction sur le plan spatial qui nous préoccupe en tant que géographes [Noseda et Racine, 2001]. C'est pourquoi il est préférable d'utiliser le terme d' « acteurs », comme le fait traditionnellement la géographie, afin de garder l'idée de singularité de l'individu et de maintenir présente l'idée qu'il garde la liberté d'entreprise et d'initiative. De plus, si la sociologie des organisations est très instructive, son raisonnement en système pénalise quelque peu la recherche : raisonner en système pourrait nous mener à rendre hermétique les groupes sociaux qui se constituent dans l'espace. Ce sont en effet les sociabilités[17] plus que la socialisation[18] qui nous intéressent, et celles-ci peuvent varier dans le temps au regard des stratégies adoptées par le groupe et des possibilités offertes par des conditions extérieures. Cette démarche accorde alors un intérêt profond à la rationalité[19] de l'acteur, et surtout du groupe social, tout en envisageant les conditions qui viendraient limiter les libertés d'entreprendre de ces acteurs[20].

Mais alors qu'en est-il des groupes sociaux ? Le champ lexical est dans ce domaine très varié également. La collectivité, la communauté, la société, le groupe sont des termes récurrents dans l'étude des organisations. Peut-on utiliser le terme de communauté ? Peut-on utiliser le terme d'organisation ?

Généralement, les études du champ transnational usent du mot communauté, « communautés transnationales », une formule que l'on trouve autant dans la littérature anglo-saxonne que francophone. Le risque étant de dériver sur une sorte de réification d'un groupe socioculturel, un travail préalable s'impose sur les notions de communauté et de société. Le point de vue de Laurent Faret sur la question est d'ailleurs révélateur des précautions à engager ici « *l'utilisation du terme [communauté] à propos des groupes migrants doit se faire avec beaucoup de circonspection »* [Faret, 2003 : 273]. La notion de « communauté » renvoie

---

[17] Entendues comme l' « *ensemble des relations qu'un individu ou un groupe entretient avec d'autres individus ou groupes »* [Lévy et Lussault, 2003 : 849]

[18] En effet la socialisation, définie par Durkheim désigne « *l'action exercée par la conscience collective sur les consciences individuelles et qui consiste en l'inclusion des normes, valeurs et règles propres au groupe auquel l'individu appartient* » [David Ledent : 65].

[19] Ici les problématiques comportementales et radicales en géographie sont intéressantes, dans le sens où elles envisagent un homme agissant rationnellement dans un but autre qu'économique seulement. La satisfaction doit alors être sociale, culturelle, affective, idéologique etc. voir Bailly A. et Beguin H., *Introduction à la géographie humaine,* p.129.

[20] Lire notamment Michel Crozier et Erhardt Friedberg, (1981), *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Éditions du Seuil.

rapidement aux critères biologiques de la famille, de la race ou de l'ethnie ou encore au territoire localisé comme le village ou le pays. Or il convient d'éviter toute limitation du cadre social et spatial du groupe à l'étude. Aussi, on l'utilisera avec beaucoup de circonspection et dans le sens d'une communauté de pratique uniquement. D'autre part, ce sont les collectifs dans leur individualité qu'il est impératif de pouvoir désigner. Dans ce sens, user du terme d'organisation nous renvoie aux seules associations, type Organisations Non Gouvernementales ou Organisation Gouvernementales, ce qui pourrait détériorer les clés de compréhension de l'associatif migrant. C'est pourquoi organisations non gouvernementales, associations et réseaux seront communément désignés par le terme de « structures associatives ».

1.4.3. Mentionner les échanges

L'intérêt d'étudier ces structures associatives se trouve dans la mise en évidence des échanges qui structurent l'espace. A la recherche des sociabilités et des spatialités qui caractérisent ces structures, ce sont les circulations migratoires qui nous intéressent. Mais que faut-il entendre par circulations migratoire ?

Dans ses études sur la migration tunisienne, Gildas Simon met en avant la structuration d'un espace transnational par des flux *stables et réguliers de migrations et par l'ensemble des flux*, entendus comme des flux matériels et idéels, *induits par la circulation des hommes* [Simon, 2008 : 15]. Précurseur des études sur les circulations migratoires[21], Gildas Simon reste très attaché aux stabilités que l'on retrouve dans la notion de « champs ». Or les travaux sur les circulations migratoires montrent un intérêt de plus en plus prononcé pour le territoire, l'espace et les circulations idéelles qui n'accompagnent pas les circulations humaines, dans le sens envisagé au départ. Les individus, une fois installés à l'étranger semblent favoriser les circulations idéelles sans même avoir à se mouvoir physiquement dans l'espace. Cela contribue alors à densifier l'espace migratoire [Ma Mung, 1996] et diversifier les modalités de retour devenant *alternatifs* [Simon, 1990] mais aussi, et parfois de plus en

[21] Gildas Simon écrit que le concept de circulation migratoire « *fait référence à la mobilité physique des hommes, avec leur itinéraire, leurs moyens de transports et la pratique effective et affective de l'espace parcouru » voir* Ma Mung et al., 1999 p.69.

plus, *virtuels*. Le paradigme circulatoire permet alors d'envisager les formes de mobilités et surtout les spatialités des migrants dans la réalisation de leur projet migratoire, aussi bien collectif que personnel.

Puisque c'est la dimension socio-spatiale des circulations qui nous intéresse la notion de circulation migratoire de Stéphane de Tapia est intéressante à mobiliser puisqu'elle recouvre l'idée que les sociabilités diasporiques se construisent par un ensemble de mobilités sous-jacentes à la migration [De Tapia 1997 cité dans Ma Mung et al., 1998 : 73]. En partant de l'analyse faite par Stéphane De Tapia, nous veillerons à penser les *diasporas* comme des *communautés dispersées organisées* à partir des circulations migratoires qu'elles produisent.

2| *Pour une étude géographique de l'associatif migrant*

2.1. L'associatif migrant : une histoire culturelle ?

Il est certain - du moins partagera-t-on cette opinion - que les individus sont en quête de sens. Aussi cherchent-ils à donner sens à leur vie, à leur trajectoire sociale faisant d'eux des êtres rationnels. Les individus pensent leur rôle et cherchent à valoriser leur(s) expérience(s) au bénéfice de la société ou du groupe social auquel ils s'identifient. On peut alors penser que la géographie culturelle nous apporterait les clés de lecture de cette dynamique collective qui anime les actions et les représentations individuelles. En effet, la géographie culturelle s'intéresse à l'expérience du lieu, à l'origine de l'espace vécu, ainsi qu'à la communication comme processus indispensable à la compréhension du rôle pris par les représentations. Paul Claval classifie alors ces communications selon plusieurs angles d'analyses : les transmissions intergénérationnelles, le conditionnement des structures de l'autorité du groupe par les moyens de communication mis en œuvre, l'affranchissement des horizons terrestres par la communication et enfin la spatialité de l'autorité permise par les moyens de communication [Claval, 1999]. Mais alors la géographie culturelle s'ancre dans une approche enracinée du lieu, le « sens » étant envisagé par les cinq sens de l'individu[22].

[22] Paul Claval s'attache donc à définir trois catégories de l'interaction : sphère d'interoralité, d'intertextualité et d'inter-télévisualité. Voir Claval P., 1999, L'approche culturelle en géographie, *Bulletin de la société géographique de Liège,* pp.5-15.

Dès lors, l'expérience humaine n'est pas tant envisagée par le sens que l'Homme donne à son existence, à entendre en termes de rationalité et de stratégies, mais plutôt par une prise de conscience « *de ce qu'il est à travers les lieux où il vit* ». C'est la réflexivité seule qui est prise en compte. Or, on ne cherche pas dans l'étude des espaces de l'associatif migrant un territoire guidé par les souvenirs de senteurs particulières ou de paysages.

Mais puisque l'on s'engage sur la voie des sociétés nationales, puisqu'il nous aura fallu procéder à l'identification des structures associatives à partir du critère « national », la géographie culturelle nous incite à questionner le processus de construction des identités, dans la mesure où l'identité nationale pourrait sous-tendre la construction de liens de types *transnationaux* ou *diasporiques*.

Cette idée, qui sera rediscutée dans les sections résultats, doit cependant trouver sa place ici. Il s'agit de reconnaître le premier biais de cette étude doctorale. En effet, l'identification de réseaux d'acteurs implique nécessairement, de par la méthodologie de recherche engagée sur Internet, d'introduire un biais « national » :

- soit on s'engage dans une recherche par mots clés,
- soit (ce qui peut également venir compléter la première méthode), on s'engage à réaliser une recherche sur le site des ambassades et/ou consulats. On peut éventuellement mobiliser les sites institutionnels européens dans lesquels on trouve un recensement des *associations* mais les résultats restent très mauvais.

Aussi, la recherche empirique nous pousse à biaiser les résultats par le critère de la nationalité comme critère de recherche. Si dans les pays non hispanophones il est possible de modérer ce biais, il est en revanche impossible de s'en défaire dans le cas de l'Espagne. Les raisons en sont simples :

- Des structures associatives de professionnels espagnols existent déjà et peuvent avoir une dénomination proche de celles recherchées ;
- Dans les autres pays européens non hispanophones, une recherche en Espagnol apportera beaucoup plus facilement de résultats valables sans même avoir à spécifier l'origine géographique des migrants.

Aussi s'est-il avéré impératif de spécifier l'origine nationale dans la recherche de structures associatives. Pourtant, nous ne prétendons pas que seule l'identité nationale puisse être source de sociabilités. C'est d'avantage la condition professionnelle et donc « l'identité

professionnelle » qui nous intéresse. On suppose que la condition professionnelle pourrait induire des échelles identitaires originales, qui ne suivraient pas le modèle des organisations de villageois que l'on peut observer traditionnellement dans les travaux sur les pratiques transnationales. On suppose donc les sociabilités en jeu moins locales mais plus régionales, nationales voire internationales.

Par conséquent, c'est une révision de l'imbrication État, nation et territoire [Ciattoni et Veyret, 2007] à laquelle on s'attache. Car l'idée d'un État-nation territorial ne peut être en accord avec le travail ici présenté. En reconnaissant le rôle possiblement joué par l'identité nationale dans la construction de solidarités *transnationales ou diasporiques,* on reconnaît la rupture d'une coïncidence territoriale entre l'État et la nation au sens où elle a été envisagée jusqu'à maintenant [Badie, 1995]. Aussi, la géographie culturelle nous incite à prendre en compte les identités telles qu'elles sont vécues et mobilisées par les acteurs. En revanche, il convient de se préserver de toute réification du lien social, dans le sens où ce sont des sociabilités multi-localisées et transnationales que l'on cherche à mettre en évidence.

Dans ses écrits, alors qu'il envisage la culture comme un *« ensemble d'outils et d'artefacts qui permet à l'homme d'agir sur le monde extérieur* », Paul Claval livre sa définition de diaspora :

« *Un groupe qui vit loin de ses racines culturelles et mêlé à des populations différentes et plus nombreuses survit d'autant plus facilement que les relations qu'il entretien avec elles font l'objet d'un contrôle rigoureux et sont limitées à certains aspects de l'existence – échange de biens, prestations de certains services, emprunt de techniques et de savoir faire qui n'ont pas d'incidence directe sur l'identité collective. L'endogamie contient les contacts dans un cadre étroit et évite d'avoir à accepter les règles que l'on condamne. Elle conduit souvent à aller chercher le conjoint dans une autre communauté de la diaspora, qu'elle maintient ainsi soudée.* » [Claval, 2003 :108]

Notre travail se construit, contrairement, sur une vision plus polymorphique de la diaspora, dans la mesure où elle doit savoir incorporer des collectifs nationaux différents pour savoir répondre à ses besoins. Le deuxième chapitre permettra de mieux en apprécier la définition.

2.2. La géographie sociale : lire les rapports à l'espace des sociétés

Si la société peut-être un produit culturel, la géographie sociale ne s'intéresse guère aux cultures traditionnelles ou encore aux dispositions sociales mais plutôt aux rapports spatiaux. Définis par Paul Claval, Armand Frémont et Daniel Noin comme des « *liens que les individus ou groupes tissent avec les espaces géographiques qu'ils vivent, parcourent ou se représentent »* [DiMeo 2005 : 3], cette conception de la construction du lien société/espace est particulièrement saisissante. La fabrication du social peut alors trouver une lecture dans l'espace que le collectif mobilise, pratique et se représente. Les représentations sont ici fondamentales. C'est, selon DiMeo une condition sine qua non à la réalisation d' « *une géographie digne de ce nom »*. Entendues comme les « *schémas suivant lesquels un groupe se représente l'espace proche, ou l'espace lointain, le sien et celui des autres »* [Ciattoni et Veyret, 2007 : 22] les représentations spatiales, qui se rapportent aux processus cognitifs, relèvent d'une création individuelle et/ou collective. En découle une projection des collectifs dans l'espace de leurs déplacement, de leurs projets, de leurs représentations et aussi de leurs pratiques [Di Meo et Buléon, 2005 :18]. Définie comme « *l'analyse des pratiques de l'espace géographique qui lui confèrent sa dimension humaine et sociale »,* la géographie sociale dispose d'éléments méthodologiques incontournables pour notre étude. Lire la société par l'espace implique en effet de ne pas réifier les structures du social mais de déduire, des rapports spatiaux, les constructions sociales et sociétales à l'œuvre. C'est en quelque sorte une approche « humaniste » qu'il convient d'adopter, voire « comportementale ». L'expérience du quotidien comme producteur d'espace : le « monde géographique » n'est pas objectif, en revanche « *les géographies sont à la fois perçues et créées par les perceptions individuelles »* [Pain, Barke, Fuller, Gough, MacFarlane et Maul, 2001]. Le local serait alors valorisé par l'expérience du global, l'expérience quotidienne du diasporique pouvant devenir alors l'espace des pratiques par les collectifs migrants organisés.

C'est pourquoi la géographie sociale est-elle d'une nécessité absolue pour cette thèse : pour ne pas réifier la société ou la communauté, on définit celle-ci par les tissus de relations et les construits sociaux qui prennent place dans l'espace géographique. Si la communication est un élément à la base de la construction communautaire et identitaire en géographie culturelle, la géographie sociale prend en charge cette dimension « communicationnelle » par l'étude de la participation et de l'investissement collectif comme dimensions de l'interaction

sociale [Bulmer 1986 cité par Pain et al., 2001 : 82]. L'idée de « communauté » ou de « société » qui en découle, est plus fluide, moins déterministe et s'éloigne également de l'approche structurelle en géographie [Tönnies, 1887] puisque cette dernière privilégie la stabilité dans le temps et dans l'espace de la société. La communauté est alors construite ou peut être construite par des volontés politiques ou individuelles. La relation entretenue entre les acteurs fait donc office de production de liens entre ceux-ci qu'il conviendra, en termes de circulations, de définir et de qualifier. Les notions de fréquence et/ou d'intensité des contacts seront particulièrement étudiées pour justifier de l'existence de groupes sociaux qui occupent, produisent et vivent un même espace.

Loin d'une géographie radicale ou structurelle qui serait à la recherche de déterminants, l'étude des relations sociales permises par un sentiment d'appartenance à une « communauté » – i.e scientifique – doublées d'interactions au sein du groupe et avec d'autres groupes, nous mène à une géographie sociale imprégnée du courant comportemental en géographie.

« *Le courant comportemental considère […] la représentation de l'espace et les comportements spatiaux comme générateurs de structures macro-géographiques, puisque l'espace de la vie quotidienne constitue la base de l'espace social* ». [Bailly et Béguin, 2001]

Chez Michel Lussault, l'espace résulte du traitement de la distance par les groupes humains [Lussault, 2007]. Par conséquent l'espace s'envisage par une double entrée :

- D'une part, l'espace est une ressource pour les activités humaines. Il permet l'existence de la société et la reproduction du social.
- D'autre part, il est un « *agencement spatial des réalités sociales* », produit par la société dont il conditionne l'existence.

Cette double condition est ce qui induit un fonctionnement en système du social et du spatial. Les *diasporas* sont à ce titre une parfaite illustration de ce fonctionnement systémique puisqu'elles sont à la fois un support ressource et un agencement spatial. L'agencement spatial devenant alors lui-même la ressource mobilisable [Ma Mung, 2000].

2.3. L'espace dans l'étude de l'associatif migrant

Puisque la dimension spatiale du fait social domine notre réflexion conceptuelle et qu'elle est l'objet de notre recherche empirique, il nous faut chercher dans la littérature existante le support adéquat de notre réflexion. Cette partie consiste donc à montrer comment l'espace des circulations migratoires a été envisagé par les chercheurs de manière à savoir quelle(s) forme(s) spatiales pourrai(en)t prendre les pratiques transnationales et diasporiques.

L'intérêt des travaux de Michel Bruneau sur les *diasporas* et les *espaces transnationaux* réside dans la prise en compte de la multi-localisation des communautés ce qui n'en fait pas pour autant « *un ensemble chaotique, un essaimage sans structure, sans organisation ».* Par conséquent, « *un espace de diaspora est caractérisé par la multiplicité de ses communautés de base disséminées dans un espace transnational »* [Bruneau, 2003 : 151], ce qui implique l'inclusion nécessaire du « peuple », du territoire et de l'État. Considérant la *diaspora* comme une communauté imaginée extraterritoriale [Ibid. : 155], Michel Bruneau décline les échelles auxquelles les *diasporas* « vivent » : l'échelle transnationale du monde, l'échelle locale de la communauté et l'échelle nationale du pays d'installation ou du pays d'origine. Si nous ne souhaitons pas remettre en cause la validité de ces échelles, il semble toutefois que nos recherches sur les collectifs professionnels ne puissent pas s'inspirer des configurations territoriales faites par des communautés de migrants construites sur la base du souvenir et de l'identité nationale ou ethnique. En effet, nous supposons que les échelles d'identification et d'organisation du territoire sont plus complexes dans le cas de la migration qualifiée puisque les intérêts en jeux sont plus nombreux et que les formes de remises (transferts) sont plus diversifiées et indépendantes de la proximité spatiale. En cela, la définition de l'espace transnational de Laurent Faret est fortement intéressante. Il suggère que celui-ci est un espace construit par des « *réseaux transnationaux qui relient pays d'origine et pays de résidence, favorisant la participation des immigrés à la vie des deux espaces nationaux*. » [Faret, 2003]. Aussi en 2003, Laurent Faret met sur pied la notion de territoire migratoire transnational qu'il entend comme un espace structuré par des *« lieux forts (qui) s'articulent selon leur propre logique pour former un territoire migratoire, un espace organisé, et signifiant qui se superpose aux autres entités socio-spatiales en présence »* [Faret, 2003 : 192] et dont le lieu d'origine reste un référentiel incontournable « *le lieu de la matrice ».* Si ces notions clarifient les constructions territoriales des migrants et de leurs

organisations, elles s'appuient sur une définition affective du lien généralement basé sur la communauté locale ou l'appartenance ethno-nationale. A l'inverse, nous ne sommes pas en quête de lieux forts d'identification menant à la construction d'un territoire. En effet, cette thèse est à la recherche de liens construits dans l'espace international pouvant être les vecteurs de nouvelles territorialités. Nous les entendons moins par l'ancrage identitaire des migrants que par la construction d'un espace ressource répondant des stratégies collectives et individuelles.

Les différentes théories de l'espace migratoire déjà existantes et bien documentées ne répondent pas entièrement de notre besoin de nous affranchir de l'ancrage identitaire. De plus, la littérature reste majoritairement segmentée entre des écrits sur la migration qualifiée et les retours de compétences qui s'inspirent de plus en plus du modèle diasporique et des travaux sur les villageois organisés à l'échelle transnationale. En résulte un manque de théorisation de l'espace migratoire. Cette « rupture » annoncée entre l'espace façonné par les activités transnationales et les diasporas, sur laquelle le chapitre suivant propose de s'attarder, pénalise la théorisation de la construction spatiale. Il nous semble en effet indispensable de mobiliser ces deux concepts dans notre cadre heuristique, dans la mesure où ils ne recouvrent pas les mêmes réalités et échelles spatiales. Aussi, dans nos travaux, les termes de *diaspora* et *transnational* se complètent pour éclairer la dimension spatiale des sociétés et surtout interpréter les sociétés par l'espace qu'elles pratiquent, se représentent et produisent.

Comment alors combiner deux termes que l'on présente d'ordinaire comme quasi-antinomiques ? En effet si ces deux notions s'opposent par le contenu culturel et l'ampleur géographique qu'elles suggèrent, il semble intéressant de les combiner dans un même cadre théorique dans la mesure où ces notions peuvent recouvrir des réalités complémentaires :

- Les liens intra-communautaires : il s'agira de les observer et de comprendre leurs logiques et leurs échelles de fonctionnement. Le champ lexical du transnationalisme devra permettre d'analyser la construction de liens avec le pays d'origine, tant avec la société civile qu'avec les institutions publiques et privées ;

- Les liens extra-communautaires : C'est le propre d'une diaspora que de mobiliser des acteurs externes à la communauté nationale [Meyer 2003]. Aussi, le champ lexical de la diaspora s'impose pour théoriser les liens qui se tissent entre une communauté d'intérêt et l'extérieur (communauté nationale, professionnelle etc.).

Afin de connaître le substrat socio-spatial sur lequel se construisent les organisations et leurs réseaux, il semble pertinent d'analyser les solidarités qui se tissent dans l'espace de la dispersion des groupes professionnels andins. Aussi la réflexion doit-elle se nourrir des connexions transnationales qui existent entre les nœuds du collectif migrant dispersé, ainsi que des réseaux construits dans l'espace pour évaluer l'ancrage territorial que les communautés de professionnels construisent pour perdurer et étendre leur influence.

2.4. Le vocabulaire au service des observations et des interprétations

« O*util scientifique permettant d'identifier les faits étudiés sans se prononcer sur leur essence »* [Keck et Plouviez, 2008 : 25], la définition s'impose dans toute étude. Permettant de délimiter le champ de la recherche, c'est la définition de l'objet qui est capitale. C'est ce que les parties précédentes se sont efforcées de faire. Toutefois, on ne peut se contenter d'une seule définition de l'objet. Car afin d'appréhender ce dernier et d'en réaliser une étude approfondie, nous devons définir l'ensemble des termes qui seront mobilisés. Certains déjà évoqués précédemment, trouveront à nouveau leur place ici, d'autres profiteront de cet intermède lexicologique pour faire leur apparition.

2.4.1. La spatialité

Ensemble des projections de l'existence du collectif ou de l'individu dans l'espace géographique, la spatialité est propre à chaque acteur, en tant qu'acteur individuel ou collectif. Elle est le produit de l'action, dans l'espace et dans le temps. Par conséquent, la spatialité est le reflet des agencements produits par les acteurs dans l'espace, en nœuds et en liens. C'est pourquoi, la spatialité ne peut être observée qu'à un instant T, comme une photographie des ramifications spatiales qui la constituent. C'est l'ensemble, et non pas la somme des agencements, qui constitue la spatialité apparaissant alors comme le résultat d'un tout. Cette notion est particulièrement intéressante à mobiliser dans l'étude des espaces et réseaux de l'associatif migrant, puisqu'il s'agit d'étudier les configurations spatiales prises par le collectif afin d'interpréter les stratégies de mobilisation de l'espace social et spatial.

Une géographie des collectifs migrants ne peut donc se passer d'une prise en compte de la spatialité.

D'autre part, l'étude de la spatialité encourage à ne pas considérer le territoire comme un élément naturellement existant mais comme le résultat d'actions stables et durables dans le temps.

2.4.2. La structure associative

Née de l'urgence à prendre en compte des configurations collectives protéiformes, l'expression « structure associative » s'est alors construite. Si la majeure partie des travaux en sciences humaines et sociales se réfèrent aux configurations légales de groupes sociaux organisés, à comprendre par « associations », les données en présence ici sont divergentes. Il peut s'agir d'un ensemble d'associations, de réseaux virtuels, d'organisations non gouvernementales, de fédérations qui constituent la catégorie plus englobante de structure associative. Cette notion ne vient en rien remplacer l'existant mais plutôt souder les études du « web » avec les études « traditionnelles ». La structure associative se caractérise donc par sa structure hiérarchique[23].

En « lissant » le vocabulaire employé et en écartant des termes déjà connotés tels que « organisation » ou « association », la structure associative permet de porter un regard sur l'ensemble du panorama de *l'associatif migrant.*

2.4.3. Le Groupe social

User de ce terme est, nous semble t-il un gage de neutralité. Les termes de « communauté » ou « société », à tendance performative, viendraient brouiller la compréhension des réalités mises en observation. Dans notre étude du social, il est donc

[23] Toutes les structures associatives ont été sélectionnées par leurs caractéristiques organisationnelles. Aussi tous les groupes virtuels n'apparaissent pas dans notre base puisque tous ne sont pas hiérarchiquement organisés, composés d'un ou plusieurs responsables et quelques majeurs contributeurs.

bienvenu de ne pas se charger d'un vocabulaire trop fortement connoté et d'opter pour une neutralité maximale. Il est toutefois évident que les notions de communauté et de société pourront être mobilisées, si l'utilisation en est préalablement justifiée. Nous envisageons ici l'usage qu'il pourra être fait de « communauté » et de « société »

La communauté

Comme Paul Gilroy le mentionne dans l'Atlantique Noir, la base de la communauté est mouvante. Dans le cas « Noir » cette base est passée de l'ethnicité à la mise en commun et la réciprocité. Si l'on s'engage ici sur la voie de la nuance et que l'on emploie toutes les précautions pour ne pas rendre le discours performatif sur les groupes à l'étude, c'est justement parce que l'on doit se détacher de cette idée d'ethnicité que renferme le terme de communauté. Car c'est bien sur la mise en commun et la réciprocité que l'on envisage les solidarités ici. La communauté doit alors se défaire de l'authenticité raciale [Gilroy, 2010: 52] :

Peut être définie par « communauté », tout groupe social entretenu par des liens forts et produit par des circulations idéelles et matérielles fréquentes qui se réalisent en son sein tout en bénéficiant d'échanges avec l'extérieur. Elle n'est ni nécessairement uni-localisée, ni nécessairement mono-ethnique. La communauté se présente alors comme le produit d'une mise en commun d'idées, de biens, de services dont elle assure elle-même la circulation.

La société :

Bien que la société puisse se référer à tout groupe social, la thèse utilisera le terme dans son sens le plus restreint celui d'une société nationale, dont les normes et les institutions dépendent de l'État. Afin de ne désigner que les individus, il sera alors possible de mentionner la société civile. Ce choix procède de la même logique que pour les définitions précédentes, afin de ne pas réifier le social. Par conséquent, la société est l'« *ensemble des individus entre lesquels existent des rapports durables et organisés, […] établis en institutions et garantis par des sanctions »* [Le petit Robert, 2011 : 2384].

3| De la découverte de l'objet à la formulation d'hypothèses

3.1. Questionner l'objet

L'associatif migrant est utilisé pour comprendre les groupes sociaux dans leurs configurations spatiales, ce qui sous-entend l'observation des agencements spatiaux construits par les collectifs et pour les collectifs, au sein même de celui-ci et avec l'extérieur. S'il permet alors d'identifier de nouvelles formes de spatialités, plus « modernes », il permet aussi, et surtout, d'envisager l'influence de paramètres extérieurs sur la constitution de groupes sociaux à des échelles géographiques nouvelles. Ce sont d'abord les technologies de l'information et de la communication, ce sont ensuite les politiques publiques en matière de migration.

En mobilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication les groupes sociaux peuvent en effet acquérir une nouvelle visibilité et surtout développer des comportements spatiaux originaux. De nombreuses études indiquent que les vies familiales à distance s'installent dans le quotidien, en raison de la démocratisation d'outils de conversation avec vidéo tels que Skype, Google hangout, Windows live messenger … Mihaela Nedelcu met particulièrement l'accent sur la manière dont les migrants roumains à Toronto gèrent la vie familiale à distance [Nedelcu, 2002]. Aussi, l'usage de ces technologies par les groupes sociaux organisés de professionnels andins interroge. Sont-elles utilisées pour réduire les distances géographiques ? Sont-elles utilisées pour réduire les distances sociales ? Sont-elles porteuses de nouvelles sociabilités ? Contribuent-elles à la formation d'une communauté transnationale ? Permettent-elles la fabrication du lien social au sein des nationaux dispersés ? Autant de questions donc auxquelles il conviendra de répondre, en commençant par discuter l'usage de ces moyens de communication parmi les groupes sociaux avant d'y voir un moyen de construire du social à distance.

De leur côté, les politiques publiques qui s'invitent de plus en plus dans la gestion du fait migratoire sont impérativement à prendre en compte : d'une part les politiques des pays d'origine, d'autre part les politiques des pays d'accueil. Cette double vision est nécessaire car autant les pays d'origine que les pays d'accueil semblent avoir une responsabilité à jouer dans

le fait migratoire[24], et particulièrement dans les initiatives *transnationales* portées (en partie) par les migrants. C'est pourquoi le cadre théorique se voit imposer deux lignes de réflexion :

- Le pays d'origine : de plus en plus de pays d'origine des migrants ont mis en place des ministères ou entités en charge des diasporas. Cet élan de formulation politique et de prise en charge d'un collectif national non résident s'accompagne également de politiques d'aide au retour, ou de circulations des travailleurs (notamment des qualifiés). En résulte un rôle de plus en plus marqué des États dans les « retours » volontaires, définitifs ou temporaires de migrants qualifiés, afin que ceux-ci répondent aux besoins éprouvés par l'industrie et la recherche nationale. Les circulations seraient donc gérées par l'administration nationale pour répondre aux besoins de développement du pays. Le pays d'origine deviendrait alors un capteur des flux de retour, en attirant « ses cerveaux » installés en Europe ou dans d'autres pays industrialisés. D'autre part, la gestion des circulations migratoires qualifiées peut avoir des conséquences sur les stratégies nationales d'expatriation des cerveaux. Il s'agit de renforcer les circulations migratoires afin que les jeunes talents soient formés dans des universités de renommée internationale et reviennent une fois leur formation achevée. Il s'agit donc de bénéficier de retours d'expérience et de gagner en capital humain et social. Cette stratégie est plus largement connue sous le terme de *brain export*[25]. Enfin, et à une échelle plus locale, les universités, entreprises ou centres de recherches peuvent jouer un rôle dans la mise en circulation des migrants qualifiés. Cette mise en circulation se fait alors pour couvrir les besoins en cerveaux de ces institutions: formation à un niveau doctoral indisponible sur place en raison d'un personnel insuffisamment qualifié, impossibilité de prétendre à des projets de recherches en raison d'un personnel insuffisamment qualifié, besoin d'élargir l'espace de rayonnement de l'université, etc.

[24] La plateforme d'échange du Forum Mondial Migration Développement semble confirmer l'intérêt généralisé des pays d'origine, d'accueil voire même de transit dans la construction d'un dialogue commun et l'élaboration d'agendas politiques nationaux et internationaux pour tirer au mieux profit des flux migratoires (humain, matériel ou idéels). Voir notamment Caplan C., Meyer J.-B., 2013, L'insertion des migrations dans l'agenda de développement post-2015, étude de positionnement pour la France, Ministère des affaires étrangères et européennes, 48p.

[25] Lowell et Findlay emploient la définition suivante : « *Dans quelques cas, les pays en développement choisissent d'éduquer et d'exporter leurs travailleurs hautement qualifiés, aussi-bien par des programmes bilatéraux que par une émigration individuellement organisée. La stratégie est d'améliorer la balance commerciale nationale par les remises financières et les retours de travailleurs plus qualifiés, ou par l'intermédiaire de remises migratoires, de transferts technologiques et d'investissements* ». [Lowell et Findlay, 2001 : 8]

- Les pays d'accueil peuvent également avoir une grande responsabilité dans la réalisation de ces circulations migratoires. Les politiques de bonne gestion des flux s'étant traduites par des politiques de sélection des flux migratoires, de nombreuses études d'impact ont été entreprises afin d'évaluer les répercussions des politiques de sélection des flux sur les économies des pays en développement [Defoort et Docquier, 2007]. En résulte une présence plus nombreuse de migrants qualifiés et la mise en place d'initiatives par les gouvernements d'accueil : appui aux initiatives de la société civile, aide à l'insertion sur le marché du travail local et international, etc. Ces initiatives de mobilisation des migrants tendent à façonner l'associatif migrant et lui conférer une nouvelle dimension en tant qu'acteur du dialogue Nord-Sud. En effet, la question du renforcement des capacités des migrants à investir de manière plus productive dans leurs pays d'origine pour répondre du besoin de développement introduit le migrant sur la scène des négociations Nord-Sud. On comprend alors que le marché du travail peut jouer un rôle prédominant dans la conduite de projets de nature transnationale.

On comprend alors l'enjeu porté par l'associatif migrant : celui d'une contribution aux stratégies de développement – scientifique et technique – de leurs pays d'origine et d'accueil renforçant les négociations entre les deux espaces géographiques nationaux.

3.2. La place des hypothèses dans le cadre heuristique

A la recherche d'une géographie de l'associatif migrant qualifié, nous nous intéressons aux pratiques spatiales de ces acteurs migrants latino-américains et des dimensions sociales qui en découlent. Cette double dimension des pratiques de l'espace et des formes d'organisations semble être la plus à même de rendre compte des changements en cours dans les nouvelles mobilisations de l'espace géographique ainsi observées.

« *Plan d'interférence des rapports sociaux, des systèmes de relations et des rapports spatiaux d'un groupe* » [Di Meo et Buléon, 2005 : 81], l'espace social semble multi-scalaire. Il convient par conséquent d'envisager d'abord les formes d'organisations sociales, pour ensuite envisager les rapports à l'espace, sans pour autant dissocier les deux dimensions du phénomène associatif. Car ce sont ces rapports à l'espace qui peuvent également être sources de nouvelles organisations sociales dans l'espace de la dispersion. Ainsi, on envisage un fonctionnement en boucle. C'est là que nos propos diffèrent quelque peu des considérations

classiques. Dans ces dernières, ce sont les rapports « *que les hommes socialisés nouent avec l'espace terrestre* » qui déterminent les organisations sociales [Di Meo G, Buléon P., 2005]. La dimension verticale se rapporte à la notion de l'Homme spatial, un acteur socialisé qui tisse un rapport avec l'espace terrestre. La dimension horizontale quant à elle se déduit de l'identification des formes et des organisations qui découlent des rapports noués par l'Homme avec l'espace terrestre.

Or, plus que l'espace terrestre, c'est le rapport aux institutions qui nous interroge. Aussi, nos deux hypothèses qui tentent d'expliciter la relation entre les différents faits diasporiques observables se nourrissent d'abord de la relation entre verticalité et horizontalité, autrement dit des faits qui expliquent la spatialité des liens sociaux. Ensuite, c'est la complexité qui permettra de rendre plus intelligibles les relations interindividuelles et interinstitutionnelles.

1. Les rapports noués avec l'espace d'accueil et/ou d'origine déterminent la spatialité des organisations sociales.

- *La dimension horizontale du groupe social* : Cette dimension devra permettre d'identifier les agencements spatiaux, ou formes d'organisations, produits par les structures associatives des migrants qualifiés latino-américains. Cette dimension se réfère alors à la spatialité des acteurs migrants pris dans leur individualité et par le collectif[26]. Elle est le produit de l'action collective et reflet des agencements produits par les acteurs dans l'espace. Dans ce sens, les structures associatives pourraient être des facteurs d'impulsions d'organisations sociales multi-scalaires et multi-localisées. Chaque structure associative serait ainsi à-même d'impulser des circulations de natures diverses, animant des espaces qui sont traditionnellement vu comme disjoints : l'espace d'origine et l'espace d'accueil. On imagine alors un fonctionnement en « commutateur spatial ». Antoine Dumont utilisait déjà cette notion dans ses travaux sur les locaux associatifs, lui permettant d'entrer en opposition avec les « marqueurs territoriaux » de Michel Bruneau. La différence ici, c'est que ce n'est pas

[26] Voir définition de la spatialité au point 2.4.1

le local en lui-même qui nous intéresse mais l'espace mobilisé par la structure associative (répondant d'un but/une stratégie de subsistance, de développement). Celle-ci jouerait le rôle de commutateur spatial en liant des espaces géographiquement dispersés, et en introduisant une dimension de continuité au moyen de liens triomphant des distances. Ces commutateurs spatiaux seraient, par conséquent, des espaces canalisant et autorisant les circulations dont le volet Nord-Sud ne serait pas unique.

- *La dimension verticale* : Cette deuxième dimension fait appel plus largement à la géographie de la perception, des pratiques spatiales et des jeux d'acteurs. On peut y envisager plusieurs choses. La première est que le rapport noué avec l'espace terrestre est matériel et que le migrant et son collectif puisent les ressources nécessaires dans un ou plusieurs espaces qui prennent part dans la dimension horizontale de la société. La deuxième, c'est que ce rapport peut être intériorisé, affectif et que c'est une construction identitaire qui est en jeu par une perception d'un « environnement » multiple, complexe, qui viendrait produire un sentiment d'appartenance au territoire à une échelle renouvelée. C'est, par conséquent, l'enjeu de la dimension territoriale des groupes migrants qui trouve sa place ici. Les circulations migratoires, produites et/ou facilitées par les structures associatives pourraient être productrices de territorialités innovantes.

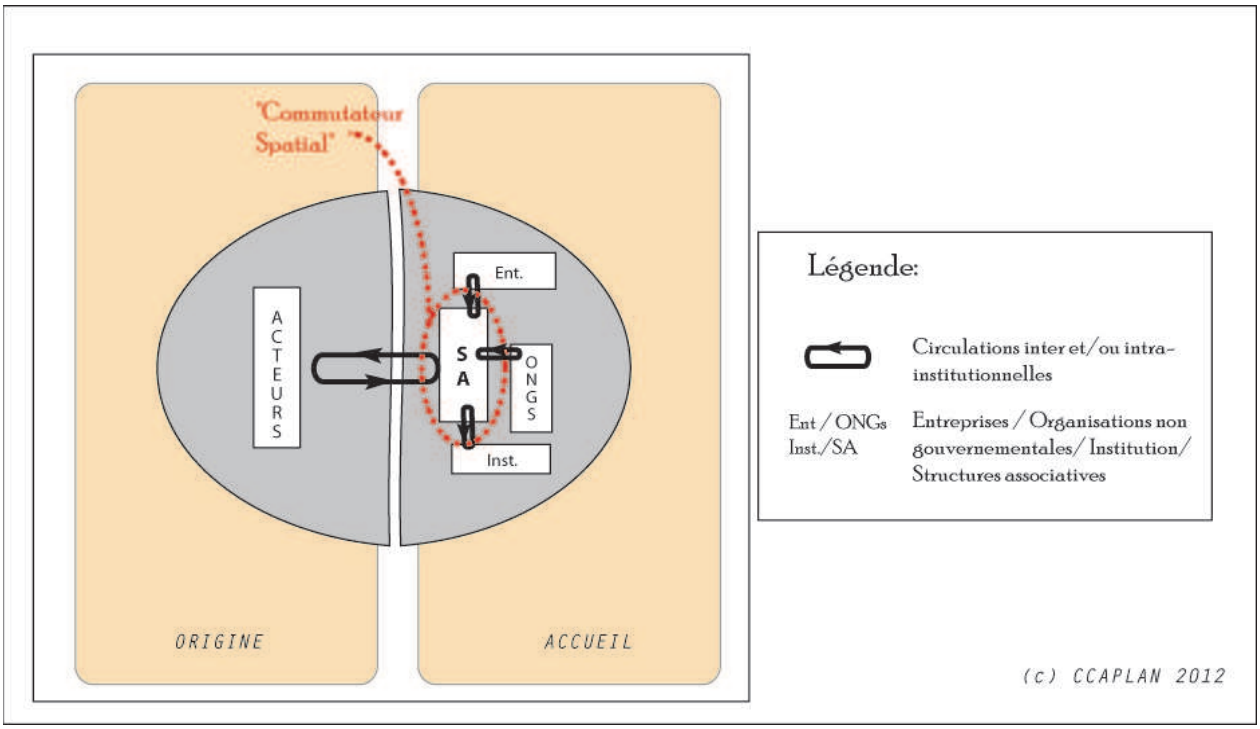
2. Les organisations de migrants prennent part à un système complexe qui conditionne les interactions socio-spatiales.

Cette deuxième hypothèse intègre la multi-dimensionnalité des acteurs et de leurs actions. Les acteurs de l'associatif migrant ne seraient pas seulement les migrants mais aussi leurs familles et surtout les gouvernements des pays d'origine et d'accueil. Cela suppose d'identifier l'ensemble des cadres socio-spatiaux que les migrants sont amenés à pratiquer et à utiliser dans leur entreprise associative.

« *Paradigme scientifique [qui] privilégie les relations entre éléments* », la complexité sert ici dans la mesure où **c'est l'imbrication des stratégies individuelles, institutionnelles et étatiques qui permettrait d'expliquer les espaces et les réseaux de l'associatif migrant qualifié andin.**

Ces deux hypothèses se retrouvent donc au cœur d'une réflexion sur les espaces et les territoires mobilisés, pratiqués, habités et normés par les acteurs de l'associatif migrant qualifié à l'échelle internationale. On reconnaît donc la pluralité des échelles du phénomène associatif. Celle-ci est représentée dans le schéma suivant.

Figure n°1 : *La place des circulations dans le schéma heuristique*



3.3. Le questionnement et les hypothèses au cœur de la réflexion géographique

La motivation de notre recherche est l'analyse des productions spatialisées de l'associatif migrant. Le fonctionnement de ces structures nous intéresse afin de savoir ce qu'elles produisent comme espaces, ce qu'elles mobilisent comme *espèces d'espaces*, et dans ce qu'elles sont et représentent pour les collectifs migrants. Résultats d'initiatives et de stratégies, les structures associatives doivent se comprendre par leur capacité à négocier un dialogue multiculturel, par le fait qu'elles s'intègrent dans des réseaux d'individus d'origines diverses, et par leur capacité à négocier avec les institutions locales, et internationales. Il n'est

d'ailleurs pas exclu d'envisager des sociabilités qui dépassent ce cadre géographique des seules sociétés d'accueil et d'origine.

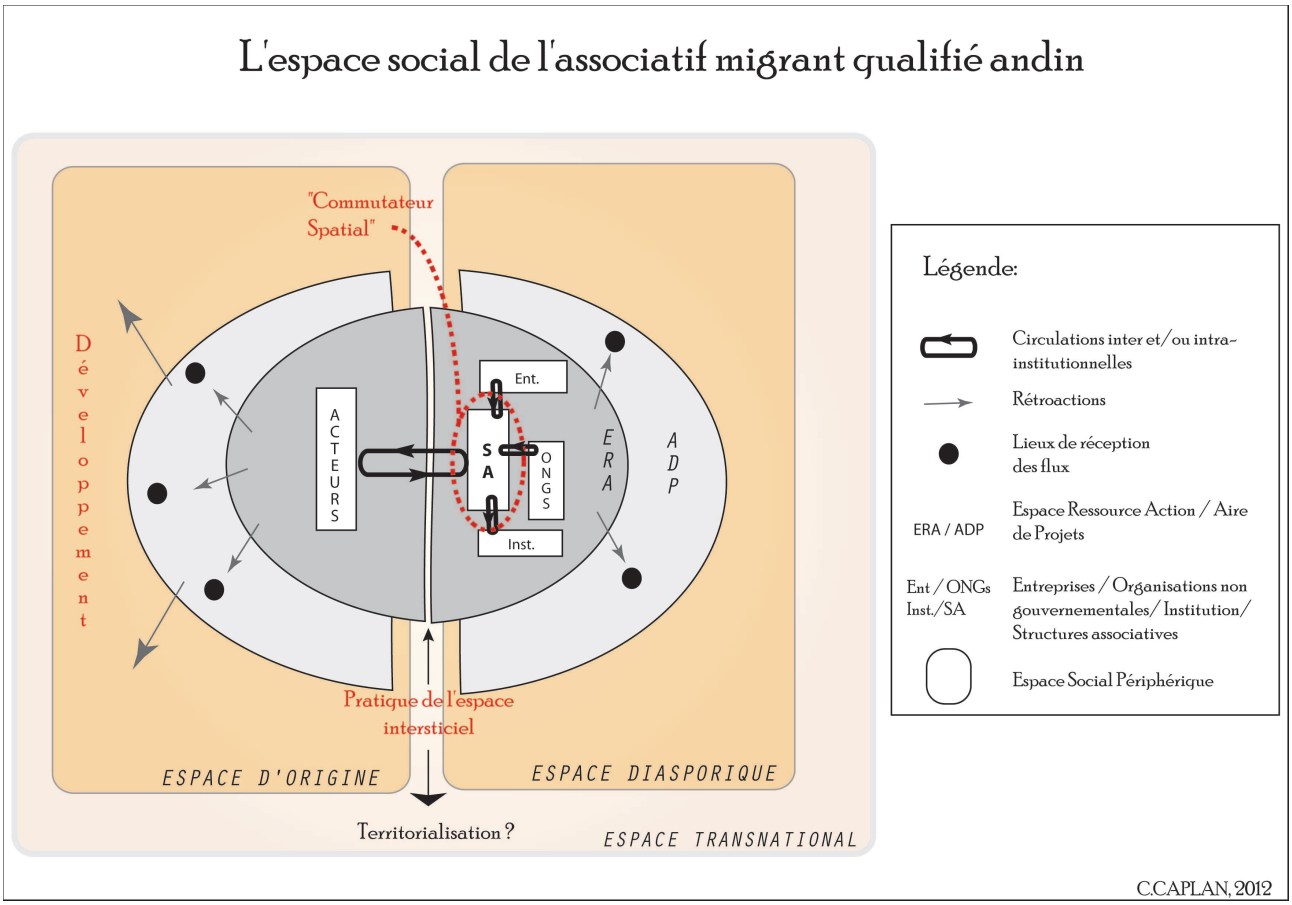
Prises dans leur dimension horizontale, les structures associatives peuvent être envisagées à la manière d'un accélérateur de particules (objets mis en mouvement). La structure associative participerait à la circularité des mouvements d'objets, d'informations ou encore d'individus. Dans ce *système circulatoire,* ce sont les trajectoires migratoires et les trajectoires socioprofessionnelles qui sont les deux facteurs de cette accélération des particules. Le « capital social », construit à mesure de l'accumulation des liens sociaux, et le « capital humain », dont dispose le migrant à mesure qu'il acquière de nouvelles compétences, conditionneraient les circulations entre les différents pôles de l'espace migratoire. Construites par ces sociabilités observables à l'échelle individuelle, les structures associatives seraient des *incubateurs de sociabilités* dans le sens où le capital social des individus serait élargi grâce à leur implication dans le collectif.

On en déduirait alors une corrélation positive entre spatialités et circulations. Dans ce système, les circulations autoriseraient aux spatialités de se réaliser dans des échelles renouvelées ; inversement, de nouvelles spatialités seraient favorables à l'augmentation des circulations entre des territoires discontinus.

La dimension verticale permet quant à elle d'envisager les nouvelles modalités du lien par lesquelles les individus, au travers de leurs activités, nouent des rapports avec l'espace géographique. A la recherche des spatialités originales, et surtout de nouvelles territorialités, ce sont particulièrement les nouvelles formes de liens à distance qui doivent être investiguées. On pense notamment au rôle joué par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans les sociabilités à distance et l'émergence d'un espace de vie multi-situé. Sur ce point, on émet l'hypothèse que les NTIC seraient les moteurs de nouvelles proximités, plus sociales que spatiales, et qu'elles seraient ainsi porteuses de nouvelles territorialités. En effet, la construction de collectifs ne serait plus le résultat de solidarités s'exprimant à l'échelle locale et uni-situées. Elles se feraient au contraire dans la multipolarité des nœuds du groupe social. Afin de négocier avec une ressource se faisant rare – la connaissance, le matériel scientifique – du moins d'accès difficile (en comparaison aux investissements productifs qui nécessitent avant tout d'une connaissance suffisante des canaux de transferts d'argent), la multi-localisation serait une stratégie de subsistance des réseaux et d'accumulation de biens, de savoirs et d'informations chez les migrants qualifiés.

Aussi, les espaces ressources des structures associatives seraient multi-situés [Cortes et Pesche, 2013] et prendraient consistance dans des échelles multiples. Du local au global, les structures associatives se verraient attribuer le rôle de commutateur spatial.

Figure n°2 : *Les hypothèses dans le cadre heuristique*



3.4. Discours de la méthode

3.4.1. Produire un vocabulaire utile à la compréhension des observations spatiales

Précédemment nous présentions le vocabulaire utilisé dans cette thèse, servant à rendre compte de la pratique des espaces géographiques que développent les migrants et leurs groupes sociaux. Toutefois, pour approfondir nos connaissances sur les configurations spatiales adoptées par ces collectifs migrants, et pour décrire l'inscription spatiale du fait social, il est nécessaire de définir les termes utiles à la description de l'objet dans ses rapports

avec les espaces géographiques et sociaux. Car cette terminologie utilisée dans la grille de lecture pour la recherche empirique reste indispensable si l'on souhaite par la suite répliquer la méthode engagée ici. Aussi, dans un souci de clarification de la méthodologie qui sera détaillée dans le point suivant, on se propose de circonscrire les significations des termes employés dans l'ensemble de la thèse et mobilisés dans la caractérisation des structures associatives.

Tout d'abord, et en conséquence de notre intérêt pour les flux matériels et immatériels entre les pôles de l'espace migratoire, on considèrera que l'espace « englobant » est l'espace des circulations. Englobant parce que très vaste. Il est composé de deux principaux espaces qui *brisent* le diptyque Origine/Accueil puisqu'il s'intéresse aux sociabilités. L'un que l'on nommera « **Espace Ressources Actions** », peut être défini comme l'espace dans lequel les structures associatives et leurs membres agissent en bâtissant des projets et en les concrétisant. L'Espace Ressources Actions (ERA), est matérialisé par des sociabilités formelles qu'elles soient au sein de la même institution – intra-institutionnelle –, ou avec une autre institution – extra-institutionnelle. Ici le critère de la formalité est volontairement introduit pour rendre compte des stabilités qui structurent l'associatif migrant qualifié. Ce sont notamment des accords de coopération établis avec des institutions gouvernementales, des procédés de *recrutement* de membres et/ou l'affectation de nouvelles responsabilités à ceux-ci ainsi que des projets en commun avec d'autres organisations. L'autre est l' « **Espace Social Périphérique** ». Il s'agit de rendre compte des contacts non formels qui gravitent autour des membres et des contacts formalisés de la structure associative. En effet, tous les membres disposent de leurs relations qu'ils peuvent faire partager, notamment en ce qui concerne l'équipe de direction pour réaliser les tâches qu'il leur incombe. Ce capital dont disposent les structures associatives ne doit pas être négligé et doit trouver sa place dans l'étude des espaces et réseaux de l'associatif migrant andin. Aussi tiendrons-nous compte de ce capital social non formel qui peut se définir comme *l'espace des relations humaines mobilisées directement ou indirectement et de façon informelle* dans le projet associatif. Spatialiser cet Espace Social Périphérique, ou ESP, revient plus largement à spatialiser l'espace social des individus, porteurs de projets associatifs.

Ces deux espaces sont donc les supports des circulations migratoires dont il s'agira d'identifier la consistance. Pour cela, trois aires viennent compléter ce cadre spatial d'analyse du phénomène à l'étude : l'aire d'organisation, l'aire de recrutement et l'aire de projets. Ces trois aires ont pour point commun leur vocation à décrire la couverture spatiale empruntée par

les structures associatives et de la réalisation de projets et au moyen de la mobilisation du capital humain. Sur ce dernier point – le capital humain –, on fera attention à dissocier les ressources intra-institutionnelles des ressources extra-institutionnelles. Dans le premier cas, on parlera de ressources humaines et matérielles internes, dont l'aire correspondra à celle du **recrutement.** Dans le deuxième cas, pour lequel on parlera de ressources humaines et matérielles externes, l'aire sera celle de **l'organisation.** Ces deux aires, qui se situent dans l'espace géographique, ont pour caractéristique commune et principale la non continuité de leur empreinte spatiale. En effet, les espaces de ces aires peuvent être multi-situés et multi-scalaires. Enfin **l'aire de projets**, qui comme l'aire de recrutement et l'aire d'organisation peut être multi-située, se définit comme la somme des lieux dans lesquels des projets ont été réalisés ou sont en cours.

La thèse mobilisera ainsi ces deux espaces sociaux et ces trois aires géographiques. Ils sont pour cela intégré directement à la grille d'entretien (annexe n°3).

3.4.2. Produire une grille de lecture adaptée à l'objet de recherche

Ce qui rend la méthodologie singulière peut être exposé en trois points :

1. Jusqu'à maintenant les techniques de recherches sont principalement passées par les ressources gouvernementales dont les limites sont majoritairement reconnues. Cette méthodologie cherche à être répliquée par d'autres scientifiques qui auraient à enquêter sur des réseaux de professionnels migrants. Ces tâtonnements méthodologiques devaient également permettre d'améliorer les techniques de recherches empiriques, notamment à partir du web.

2. En complément des recherches sur Internet, le terrain était une étape décisive dans la récolte d'informations, pour cela on a choisi un terrain multi-situé (voir figure n°3 p.78). Pour se faire deux ensembles géographiques peuvent être distingués : le premier, l'Europe ; le deuxième, l'Amérique du Sud. En Europe, trois pays ont été mobilisés: l'Espagne, notre laboratoire, mais aussi la France et l'Allemagne. Ces choix s'expliquent pour le premier (l'Espagne) par le nombre plus important de structures

associatives trouvées lors de la phase d'identification, pour le second (la France), pour des questions de proximités géographiques avec Paris où se concentraient associations et acteurs individuels identifiés sur le réseau colombien RedEsColombia, nœud dont nous avions connaissance dès le début de notre travail de collecte d'informations. Enfin pour le troisième (l'Allemagne), le choix se justifie par la proximité également, et surtout pour la possibilité d'approfondir nos connaissances sur deux structures associatives en particulier. En résulte pour l'Europe un « terrain nomade », puisqu'au total onze villes de ces trois pays auront été traversées pour la réalisation d'entretiens. Mais c'est aussi en Amérique Latine que le travail de terrain s'est effectué afin de répondre à plusieurs objectifs. Le premier est de vérifier le rôle des collectifs migrants qualifiés pour le développement et donc d'observer des formes de transferts depuis l'Europe. Le second est de caractériser les structures associatives (identifiées lors de la même phase de recherche mentionnée précédemment) afin d'y voir ou non des formes de maintien de liens, la production d'échanges scientifiques et techniques avec l'Europe. Le troisième, et dernier, est l'évaluation des politiques étatiques de valorisation des « *expatriés qualifiés* ». Les quatre pays andins de l'étude, Bolivie[27], Colombie[28], Équateur[29] et Pérou[30] ont tous fait l'objet d'un terrain de durée variable (de 15 jours à 1 mois) selon la quantité programmée de travail et les déplacements internes qui étaient prévus.

3. La recherche s'est faite à partir de matériaux hétérogènes à savoir, d'une part, les entretiens semi-directifs (voire annexe 3), d'autre part, une *veille empirique* des échanges et interactions médiatisées par ordinateur. Celle-ci consistait à suivre sur le web les activités d'échanges de contenus entre membres d'une structure associative. Deux *plateformes* ont été mobilisées : Facebook et LinkedIn. L'avantage de ces réseaux sociaux est qu'ils laissent une trace des échanges par le mail ou directement sur la page concernée. Aussi, une collecte automatique des échanges a été réalisée pour LinkedIn par souscription aux groupes concernés. Pour Facebook, les recherches se sont faites par récupération des données directement sur la page. Ces deux sources présentent des avantages différents : le premier permet la récupération automatique

[27] Cochabamba et La Paz

[28] Bogota, Medellin et Barranquilla

[29] Quito

[30] Lima

des données, le deuxième permet d'avoir un regard sur les publications depuis la constitution du groupe. Toutefois, aller chercher l'information sur la ressource web est un inconvénient dans la mesure où cette recherche est chronophage. Si l'étude des réseaux sociaux s'installe dans les travaux de sociologues et géographes, particulièrement portée par l'ANR TIC-Migrations, la question du contenu des échanges ne s'est pas concrètement posée. Or il paraît essentiel, pour mieux comprendre les spatialités des structures associatives et donc pour comprendre la société qui habite cet espace en construction, d'évaluer la nature et l'impact des échanges, des *circulations*, qui sont susceptibles de produire cet espace.

Afin de détailler la méthodologie employée, on se propose de revenir particulièrement sur la méthode de l'entretien semi-directif. Pour cela, nous revenons sur les trois grilles d'entretien mises en place pour interroger les acteurs de l'associatif migrant andin qualifié.

Les multiples entretiens menés sur le terrain – Allemagne, Espagne et France pour l'Europe ; Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou pour les Andes – ne pouvaient faire l'objet d'une seule et même grille d'entretien, et ce en raison tout d'abord, de la nature des individus interrogés : migrants, représentants associatifs, représentants institutionnels. Aussi la grille de lecture devait s'adapter en fonction des personnes entretenues et de leur rôle joué dans la construction de liens par-delà les frontières nationales. La deuxième raison est que les parcours migratoires des individus entretenus étaient divergents : on distingue, d'une part ceux en situation *d'expatriation*, les migrants résidant à l'extérieur de leur pays d'origine, et ceux en situation de *retour*, les migrants qui se sont installés de nouveau dans leur pays d'origine. Pour tenir compte de cette distinction, nous utiliserons donc « *expatriés* » et « *retournés* » même si l'on mesure les critiques qui pourraient être faites à notre égard[31].

[31] En effet, si l'on se réfère à sa signification première le terme d'expatrié - celui qui a été chassé de sa patrie - est négativement connoté. Ce sens gardé jusqu'au 18e siècle s'est ensuite modifié pour rendre compte d'une situation voulue : *s'expatrier*. Alors l'expatrié est celui qui exerce sa fonction professionnelle à l'étranger bénéficiant d'une rémunération depuis l'origine. Voir notamment S. Dufoix et S. Aprile, *Les mots de* l'immigration (p.141). On utilisera toutefois ce terme pour les migrants qui à l'instant T vivent en dehors de leur pays d'origine. On pourrait utiliser bien entendu le terme de migrant mais nous souhaitons rappeler par l'usage du mot « expatrié » que les pays d'origine ont de plus en plus tendance à voir les migrants comme des expatriés sous la responsabilité de l'État que comme des migrants autonomes.

Ce choix s'impose pour deux raisons. La première est de maintenir cette dichotomie dans la mesure où nous souhaitons rendre compte d'un fonctionnement global des circulations produites par les migrants – expatriés et retournés – et rendre compte également des politiques étatiques de retour à l'égard de ces premiers, mais également des politiques de maintien du lien depuis l'Europe et donc depuis les pays d'accueil à l'égard des seconds. La deuxième raison tient au fait que les jeunes générations se voient parfois dans l'obligation de partir afin de réaliser leurs études pour des motifs principalement économiques – coût prohibitif des études dans leur pays natal –, ou politiques – épisodes de grandes contestations, mouvements populaires perturbant le fonctionnement des universités – pour mieux revenir ultérieurement, et qu'il en est de même pour les migrants qui décident d'aller exercer leur profession à l'étranger, dont les raisons sont principalement liées aux contraintes économiques.

Plus globalement, c'est l'intérêt pour le maintien et la construction du lien qui est ici en jeu. On discutera alors de la position de ces expatriés envers leur pays d'origine et donc de la construction d'entités qui contribueraient à forger une *diaspora du savoir*. Cette distinction entre l'expatrié et la diaspora du savoir concoure à mieux dissocier la condition d'« expatrié » des formes de sociabilités qui prennent corps dans l'espace de la dispersion géographique. Une hypothèse sous-tend également cette distinction : le terme *expatrié* ne se réfère qu'aux ressortissants nationaux, le terme *diaspora* se référant autant aux ressortissants nationaux qu'aux naturalisés – adoption de la nationalité du pays d'accueil au détriment de celle du pays d'origine – ainsi qu'aux ressortissants d'autres pays pouvant prendre part à cet espace d'échanges.

Trois grilles d'entretiens ont alors été produites selon les acteurs avec lesquels il nous fallait nous entretenir :

- **Les entretiens avec les représentants de structures associatives en situation d'expatriation** : menés sur le continent européen, (dans les trois pays déjà cités : Allemagne, Espagne et France), ces entretiens consistaient à répondre aux questions de structuration et d'organisation des structures associatives. Leur support socio-spatial étant notre intérêt majeur, l'entretien devait permettre de caractériser les associations en veillant à obtenir des informations sur les porteurs de projets et les intéressés, les objectifs poursuivis, les stratégies adoptées afin de répondre aux objectifs fixés, les raisons expliquant de telles initiatives, les ressources mobilisées et encore les espaces pratiqués.

- Les seconds ont été envisagés autour de la notion de maintien du lien : ce sont les **entretiens avec les représentants de structures associatives (ou individuels) en situation de retour.** L'intérêt est d'y voir des formes de maintien du lien avec le pays d'accueil une fois que le migrant retourne dans son pays d'origine. En réalité, cette forme associative n'était pas incluse dans le questionnement de départ puisque nous n'avions pas conscience, ni connaissance, de telles structures associatives. Or la phase d'identification a fait émerger cet associatif « du retour ».

- **Les entretiens avec les institutionnels** : si les rapports et les intérêts des acteurs institutionnels sont extrêmement variables, ces entretiens devaient nous permettre d'apprécier les formes de maintien du lien utilisées avec les *expatriés* et les raisons pour lesquelles ce maintien était voulu. Plus globalement, c'est le besoin de recenser et documenter les pratiques institutionnelles des pays d'accueil et d'origine qui a motivé cette conduite d'entretiens. On en déduira aussi les répercussions spatiales des collectifs migrants.

De façon transversale, la question des temporalités traverse tous les entretiens réalisés. Il s'agissait de vérifier si ces formes de maintien et de production de liens à distance sont nouvelles et de comprendre en quoi elles se distinguent d'expériences antérieures[32].

3.4.3. Les difficultés rencontrées

Le choix des entretiens et d'une veille empirique a été fait dès le début de la recherche doctorale. Nous avions envisagé également la conduite d'enquêtes par questionnaire, sachant que cette méthode de recherche peut être productrice de données valorisantes, notamment dans l'étude de réseaux d'acteurs. Si les moyens ont été réunis pour conduire ces enquêtes, celles-ci n'ont pas été concluantes du fait d'un nombre infime de réponses récupérées. Trois échecs sont à déplorer :

[32] Les grilles d'entretien, pour plus de clarté, sont disponibles en annexe.

- Concernant tout d'abord l'enquête auprès des membres des structures associatives. Il s'agissait de récupérer des informations sur les membres des associations du corpus afin de mieux connaître le profil social et professionnel de ceux-ci. Une seule structure associative a été collaborative, apportant 12 des 18 réponses collectées au total[33]. Ainsi, le nombre trop insuffisant de réponses, malgré les relances, a conduit à l'abandon de cette méthode.

- Concernant ensuite une enquête de nature plus anthropologique : celle-ci consistait à interroger les individus présents à une conférence organisée par une fédération de professionnels. Cette enquête répondait à l'échec de la première enquête avortée expliquée ci-dessus. Si celle-ci ne devait pas récolter une grande quantité d'information (environ 50 personnes présentes à l'évènement), les réponses n'ont jamais été remises par les intéressés. Pourtant, la promotion en avait été faite sur le site de l'évènement et le jour même par une intervention personnelle devant l'auditoire[34].

- Concernant finalement les anciens étudiants. Nous souhaitions adresser une enquête aux membres des réseaux d'anciens étudiants au moyen des bases de données administrées par les universités. Cette enquête aurait été utile afin de connaître les conditions de départ des étudiants (bourses, crédits, autonomie) et faire le lien avec le retour migratoire et les circulations. Elle n'a pu être réalisée, malgré un accord de principe obtenu préalablement auprès des responsables[35].

Il est dit parfois que ce sont les difficultés éprouvées par le chercheur qui devraient être l'objet de la recherche[36]. Si l'on ne peut ici s'en contenter, il est vrai que l'on apprend des difficultés et que leur trace ne doit en aucune raison être effacée. Nous laissons donc le soin à d'autres chercheurs plus qualifiés de s'interroger sur les difficultés éprouvées lors de ce travail de terrain.

[33] Sur un total de 308 membres au 6 juin 2012.

[34] Colloque des médecins péruviens organisé par l'association AMEPEBA de Barcelone.

[35] Ce sont certaines universités colombiennes de Bogota, Medellin et Barranquilla pour des raisons qui seront évoquées ultérieurement.

[36] Ce sont notamment des propos tenus par Aline Caillet lors du colloque « Partages d'Espaces » des 10, 11 et 13 mai 2012.

Être l'autre...

Étrangère, je l'ai été… en Espagne. Nous avons noté parfois une certaine méfiance à mon égard, pouvant rendre plus difficile le premier contact et ralentir le terrain. De nombreux courriers électroniques sont restés sans réponse malgré plusieurs relances, et l'on note également quelques promesses non tenues de rencontres. Notre hypothèse, au regard de la connaissance que nous avons de l'associatif migrant qualifié en Espagne, est double : parfois mal vus par les employeurs espagnols qui associent leurs activités à du militantisme, les acteurs associatif préféraient garder leurs activités secrètes et se méfier d'intervenants extérieurs. C'est également, sans doute, aussi par peur que l'on juge leurs activités et par peur de subir une évaluation, que l'on peut expliquer ce repli au regard d'un tissu associatif souvent jeune et peu consistant. Il fut très courant, en effet, qu'au cours de nos discussions, les représentants des structures associatives cherchent à dévaloriser des initiatives dont ils avaient connaissance dans le but de se survaloriser par rapport aux autres.

Ce scénario, toutefois, n'a été observé ni en France ni en Allemagne. Cela confirme, d'une part, que ce ne sont pas des prédispositions culturelles des migrants andins, mais bien des effets de localismes plus complexes, qui pourraient s'expliquer par une forte compétitivité entre les acteurs de l'associatif pour l'accès aux ressources financières (en lien avec une plus forte concentration d'associations), ou encore par une forte compétition entre responsables associatifs pour l'accès à des *postes à responsabilité,* notamment dans le cadre de structures supra-institutionnelles telles que les fédérations de migrants.

Le contact en France et en Allemagne a été plus facile, plus rapide et la coopération s'est faite à chaque fois dans un climat de confiance. Du moins nous n'avons pas perçu la même tentative de dévalorisation. Au contraire, des demandes de conseils m'ont été personnellement adressées sur les financements, l'attitude et la stratégie à adopter pour réussir, etc. En France, le fait de mener l'entretien en français pourrait justifier cette *proximité* rapidement instaurée avec les représentants, mais cela n'explique pas tout dans la mesure où certains entretiens ont été réalisés en espagnol (lorsque les personnes entretenues n'étaient pas à l'aise avec le français). Quant à l'Allemagne, la proximité s'explique par le fait qu'une grande majorité des contacts a été obtenue à partir de dirigeants associatifs précédemment rencontrés.

Afin de contourner les difficultés de « prise de contact », la stratégie adoptée a été de participer à des évènements sociaux organisés par des associations ou des fédérations. La

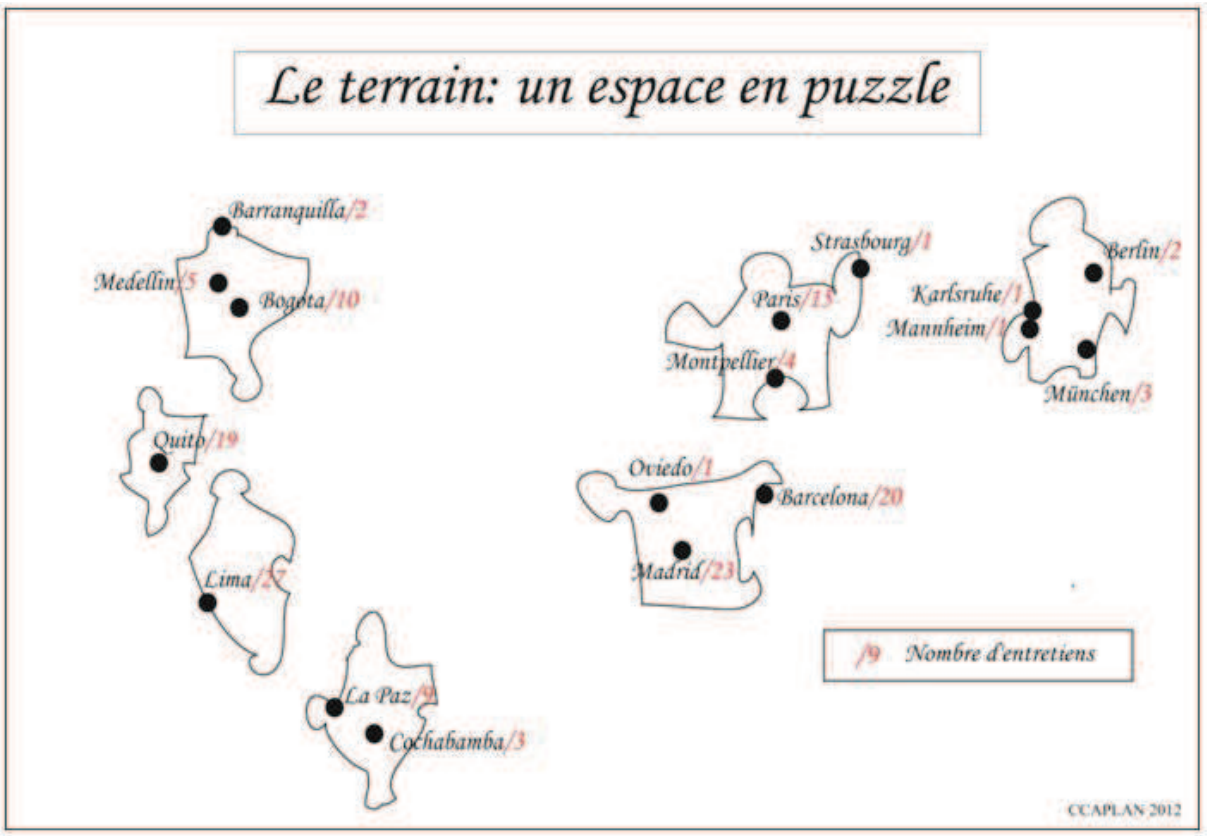
rencontre en *face à face* a permis de créer ce lien de confiance que le courrier électronique ne peut pas produire[37]. Il a été, par conséquent, indispensable de pouvoir intégrer ces collectifs afin d'être invité aux évènements qui se tiennent régulièrement car ils ont été pour nous l'opportunité de créer un réseau local facilitant le travail d'identification et de caractérisation nécessaire pour rendre compte de l'associatif migrant.

De la même façon qu'en France et en Allemagne, peu d'obstacles ont entravé les recherches lors du terrain dans les Andes. Seule l'extrême flexibilité de l'agenda – en lien avec une tenue difficile des horaires, voire des jours – demande une adaptation rapide. En dehors de ces aléas, nous notons que l'accueil a été tout le temps très chaleureux.

S'il est important de rendre compte des difficultés rencontrées au cours de l'exercice de la thèse, il est impératif d'en restituer de la même manière les aspects positifs. Car nos rencontres avec les migrants et responsables associatifs ont été également sources d'encouragements et de satisfactions. Les nombreux témoignages de reconnaissance formulés par les acteurs de l'associatif migrant et le grand intéressement dont ils faisaient preuve ont été très encourageants pour la poursuite de nos travaux. Notre présence était en effet très généralement bienvenue et nourrissait de grands espoirs chez certains qui voyaient dans cette thèse l'opportunité pour que la thématique soit bien mieux reconnue à l'avenir et que leur travail quotidien prenne enfin sens aux yeux de tous.

[37] Pour le premier contact, un seul et même format a été utilisé en Espagne, neutre et valorisant la recherche doctorale par son inscription dans le programme de recherche CIDESAL. Une autre technique, plus informelle a été employée en France et en Allemagne, ce qui pourrait également expliquer l'attitude des acteurs interviewés.

Figure n°3 : *Un terrain multi-situé*



CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Complexités

Dans un contexte d'intérêt de plus en plus avéré pour les diasporas scientifiques où les circulations du savoir s'invitent dans les négociations internationales ainsi que dans la production de politiques nationales de sciences et technologies, notre thèse, qui s'inscrit dans cette trajectoire évolutive de la façon de penser le *brain drain,* souhaite ancrer sa réflexion au-delà de la question de l'appartenance ethno-nationale et pour cela nous conduit à penser les modes de spatialisation des structures associatives.

Ce premier chapitre nous a d'abord conduits à exposer la démarche de réflexion qui a précédé la récupération du matériel empirique. Il consiste donc en un recueil lexical permettant de comprendre le bagage conceptuel en jeu et surtout sert de support pour l'ensemble de la thèse. Tout en appuyant sur cet aspect méthodologique, ce chapitre a également servi à présenter les hypothèses de recherche et à envisager, ainsi, le support théorique de notre réflexion. C'est alors, en nous appuyant sur la géographie sociale que nous avons envisagé d'analyser le tissu associatif andin comme le produit de complexités socio-spatiales notamment. C'est principalement par l'intervention d'acteurs diversifiés et multi-situés que nous entendons cette complexité et que nous l'analyserons. Nous avons donc convenu d'analyser les sociabilités verticales et horizontales qui conditionnent, et sont le produit, des stratégies de mises en circulation des compétences par les structures associatives de migrants qualifiés andins.

Aussi, ce chapitre doit se doubler d'une mise en perspective théorique de notre objet de recherche. Il s'agira, là, de nous positionner dans la trajectoire conceptuelle des outils qui seront utilisés pour analyser notre objet.

CHAPITRE II

DIASPORA ET TRANSNATIONAL
DEUX CATEGORIES ANALYTIQUES

À l'aube de l'entrée dans l'ère des nouvelles technologies, les chercheurs ont reconnu le besoin de rompre avec l'idée qu'il n'existait qu'un lien territorial figé entre l'État et ses citoyens. C'est en conceptualisant de nouveau l'identité nationale par l'étude des identités en migration que les chercheurs y sont parvenus. La rupture d'une coïncidence territoriale entre la nation et l'État suggère donc des formes d'appartenance transcendantales et complexes, alimentées par des circulations d'informations, de savoirs, de biens qui permettent aux migrants et non-migrants d'avoir une incidence les uns sur les autres. C'est pourquoi l'étude des migrations internationales a dû se doter de nouvelles catégories analytiques et pratiques et a dû reconsidérer l'usage des termes utilisés jusqu'alors. De ce fait le terme *transnational* qui évoquait jusqu'au début du XX^{e} siècle une Amérique composée de plusieurs nations [Bourne, 1916], renvoie déjà à la fin du XX^{e} siècle à la capacité de produire un tissu social dense qui dépasse les frontières de l'État.

Diaspora et *transnational* devenus les deux champs sémantiques utiles à la description des pratiques circulatoires dans l'espace de la migration internationale sont par conséquent les outils nécessaires à la description de phénomènes de multi-appartenance et favorisent l'étude de processus de socialisation à des échelles qui défient les efforts de gouvernance. C'est pourquoi ce chapitre envisage de révéler ces deux champs sémantiques par la lecture spatiale qu'ils offrent des migrants, de leurs collectifs et de leur capacité à mettre en circulation les hommes et les biens dans l'espace migratoire.

Mis au défi de la postmodernité n'expliquant plus rien, et du naturalisme offrant des explications non raisonnées aux phénomènes, *diaspora* et *transnational* se doivent d'être des catégories analytiques et pratiques au service de la compréhension de phénomènes passés et contemporains. Aussi nous souhaitons dans cette thèse de géographie user de chacun. Ce

chapitre permettra de révéler l'usage que nous en ferons afin de répondre à la problématique posée précédemment.

1| Redéfinir l'espace des sociétés

> « *L'historiographie affirme que l'État a précédé la nation. On suggère alors que ce sont les nouveaux États indépendants qui ont construit les nations.»*
>
> Almudena Delgado Larios, 2010[38]

États et migrants sont aujourd'hui confrontés à une même réalité : celle de la globalisation. Les échelles spatio-temporelles sont réévaluées par l'effet d'un « petit monde », un monde où la socialisation n'est plus une affaire de proximité spatiale mais de proximité sociale. La mobilité devient le modèle dominant. De l'étudiant au retraité, les individus sont de plus en plus amenés à changer de lieu de résidence. Dans ce contexte, la mobilité des hautement qualifiés est de plus en plus importante [Salt, 1989]. La globalisation est à la fois alliée et ennemie. On lui vante les mérites du confort de la vie que l'on expérimente, on lui attribue le rôle de briseur d'espaces homogènes. Avec l'augmentation considérable des stocks de migrants internationaux, les experts et académiques en sciences humaines et sociales se sont donc attelés à théoriser les phénomènes qui se donnaient à voir : les migrants qui sont de plus en plus présents dans leurs villages d'origine au moyen de communications quotidiennes ou hebdomadaires et/ou des participations politiques régulières (retours pour le vote dans le cas des Boliviens d'Argentine, charge politique de Marocains pourtant résidants à l'extérieur

[38] *La formation de l'État et de la nation en Amérique Latine, 1808-1910,* Editions du temps, 2010, 222 pages. (p.6)

etc.) ; les États qui, quant à eux, adoptent des politiques englobantes construites sur une nouvelle vision de la nation qui ne se contente plus du cadre national territorial et qui conduit à rendre l'État présent hors de ses « frontières ». La terminologie pouvant décrire ces phénomènes s'est alors mise en place : *déterritorialisation, reterritorialisation, transnationalisation, transétatisation* etc. Notre but ici est de revenir sur l'étude des circulations migratoires et leur lien au développement en faisant état de la littérature sur le sujet.

1.1. Définir la place du migrant, re-définir son territoire

S'il faut re-penser le territoire il est essentiel, pour y parvenir, de se détacher du poids déterministe de l'espace, du territoire et de la communauté. C'est ce détachement qui nous autorisera à porter notre attention sur l'inscription spatiale du social et de nous libérer de la tendance à penser l'entité sociale comme le produit d'un découpage territorial. Mais alors comment se défaire de cette dichotomie, du « haut » et du « bas », du « local » et du « global » venant complexifier la compréhension des phénomènes socio-spatiaux?

On propose ici de s'imprégner de la littérature francophone tout d'abord, celle qui se réfère aux circulations, pour mieux revenir à cette dichotomie entre les échelles géographiques du local et du global et pour observer les alternatives permettant de sortir de l'opposition dedans/dehors, par le haut/par le bas. Car se défaire du cadre national dans l'analyse des mécanismes circulatoires n'est pas une entreprise évidente. Toutefois les études en France sur les circulations migratoires sont riches d'enseignements car elles n'essaient pas de s'insérer dans le vocabulaire attribué aux *transnational studies* mais plutôt de rendre compte des impacts géographiques que peuvent avoir les échanges matériels et symboliques entre les pôles des systèmes migratoires.

1.1.1. Le migrant : un nouvel Homme spatial

L'approche circulatoire française a conduit certains géographes à s'intéresser aux pratiques des espaces par des individus et groupes en migration. Caractérisées par des va et vient, par la pratique de l'entre-deux [Nedelcu 2004, Ma Mung 1999], les circulations se répètent et s'intègrent dans le quotidien des migrants tout en projetant leur quotidienneté dans des espaces jusque là relégués au rang d'interstice, au mieux d'interface[39]. On peut comparer ces échanges aux « dialogues diasporiques », créateurs d'une « topographie de fidélité et d'identité » qui trouvent leur sens dans l'Atlantique Noir de Paul Gilroy [Gilroy, 2010].

Dans la littérature contemporaine c'est la figure du circulant qui tient une place prépondérante [Arab, 2009 ; Nedelcu, 2004, Tarrius 1996] traduisant l'usage stratégique des liens et des lieux pour la concrétisation d'une vie qui s'installe dans l'entre-deux. **A l'échelle individuelle ou collective, les ressources locales ponctionnées dans les différents pôles de la dispersion, et mises en circulation par les *circulants,* permettent d'user de la différenciation spatiale**. C'est dans ce sens que la dispersion devient elle-même la ressource [Ma Mung 1999]. C'est pour la recherche de ressources multi-situées que nous souhaitons envisager l'associatif migrant qualifié andin. Les circulants seraient alors dotés de la capacité à mobiliser dans l'entre-deux des biens matériels et immatériels essentiels à la dynamique du collectif et à la pérennité des échanges avec le pays d'origine.

L'approche circulatoire que nous adoptons pour l'étude de l'associatif migrant, en réconciliant les études sur les diasporas et sur l'espace transnational, nous permet d'obtenir une approche multi-située et multi-scalaire.

L'approche géographique des circulations migratoires issue de l'école de pensée française a permis de rendre compte de l'augmentation constante des hommes, des biens et des informations mis en circulation. En s'appuyant sur leur caractère tangible, les travaux de Geneviève Cortes, Virginie Baby Collin, Susana Sassonne et Laurent Faret ont permis de mettre au point un indice de circulation migratoire calculé au moyen d'une analyse

[39] Rouse en 1991 évoque à ce sujet la prolifération d'espaces frontaliers, support des « circuits transnationaux de migrants ». Rouse, 1991 p.165.

diachronique des circulations des migrants entre leur pays d'origine et une ou plusieurs destinations. Cet indice circulatoire, destiné à mesurer l'intensité des circulations de va et vient, combine la durée de *l'activité migratoire,* le nombre de voyages effectués par le migrant au cours de sa vie et la durée cumulée des séjours à l'étranger [Baby Collin, Cortes, Faret et Sassonne, 2009]. Ce travail repose donc sur une identification des « temporalités » et des *« logiques successives de déplacements des migrants qui commandent des trajectoires différenciées et parfois complexes [à l'origine d'une] mise en réseau de liens et de lieux dans un espace de circulation élargi [donnant lieu à un] mode d'articulation socio-spatial transfrontalier* » [Ibid, 2009 : 92]

Si cet indice circulatoire permet d'analyser le va-et-vient des individus entre les différents pôles migratoires, capter la circulation des informations et des idées, autrement dit l'idéel, est une performance qui reste à réaliser. Pris au sens large c'est la circulation multi-polarisée des connaissances qui suscite ici l'interrogation puisque les connaissances circulent aussi bien dans le sens Sud-Nord que Nord-Sud, même si l'intérêt pour le lien au développement incite à les penser souvent exclusivement dans le sens Nord-Sud.

Dans un contexte de mondialisation, l'usage des nouvelles technologies intervient de plus en plus au bénéfice des circulations, tant matérielles qu'idéelles, au moyen de la multiplication des pratiques de mises en circulation des informations, des connaissances et également de flux matériels. Arturo Escobar insiste, dès 1994, sur l'urgence qu'il y a à étudier l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur la construction du fait social [Escobar, 1994]. C'est aussi le message de Dana Diminescu, en 2007, qui insiste sur l'usage de la technologie embarquée, par les migrants, et de son impact sur les transferts d'argents et d'informations : les téléphones servent aux transferts d'argent internationaux ; les réseaux sociaux sont utiles à se mouvoir dans l'espace[40] ; et les clés USB servent à l'échange d'informations électroniques. C'est également dans ce contexte d'hypermobilité que les communications téléphoniques longues distances n'ont jamais été si peu chères. Le migrant en usant des nouvelles technologies, devient « connecté » [Diminescu, 2005] ou « *online* » selon la formulation de Mihaela Nedelcu [Nedelcu, 2009] mais il dépend alors de sa capacité à être connecté. Cette dépendance peut se révéler déterminante dans la

[40] La capacité à se mouvoir dans l'espace a fait l'objet de recherches approfondies par Vincent Kaufmann qu'il évoque par le terme « motilité ».

réalisation du projet migratoire, comme c'est le cas chez les migrants qualifiés Roumains de Toronto [Nedelcu, 2004]. Les communications longues distances soutiennent alors des circulations dites transnationales, éléments utiles à l'observation et à la compréhension de nouveaux espaces.

A ce titre, les échanges de médicaments dans l'espace transnational observés dans l'espace des circulations entre le Maroc et la France, et mis en évidence dans les études d'Alain Tarrius, indiquent d'une part que les circulations répondent à des nécessités bien réelles des migrants ou de leurs familles restées dans le village d'origine, et indiquent d'autre part que ces espaces de projet relient les membres dispersés de même origine : le village, la région ou le pays. C'est ainsi que les circulations animent l'espace de l'entre-deux. Mais si les transferts tangibles ont monopolisé l'attention des chercheurs, jusque là, l'étude des circulations intangibles documenterait des formes envisageables de co-opération à distance.

Si nous accordons autant d'importance aux circulations c'est, aussi, parce qu'elles contribuent à façonner de nouvelles identités par l'émergence de collectifs ou par la prise de conscience du collectif de sa dispersion [Rouse, 1991]. La circulation n'est donc pas faite que de mobilités physiques, d'individus et de biens, mais aussi d'une « *pratique effective et affective de l'espace parcouru* » [De Tapia, 1996]. En cela, les études migratoires renseignent sur la nature sociale de l'espace [Rouse 1991 :159].

1.1.2. L'identité professionnelle comme socle des circulations

A l'heure d'une circulation accrue du capital et du travail, la notion de « circulation du capital » doit être particulièrement interrogée. Capital social et capital humain sont en effet déterminants à la fois dans la réussite d'un parcours individuel mais aussi, et surtout, dans la mobilisation d'acteurs multi-situés au bénéfice de projets dépassant le cadre local territorial. Dans *Theoretical convergencies and empirical evidence in the study of immigrant transnationalism,* Alejandro Portes mobilise une étude sur des entrepreneurs d'origine latino-américaine installés aux États-Unis. Ce cas permet d'établir une corrélation entre : d'une part, le capital humain, les connaissances acquises par les individus par le biais de l'éducation et le

capital social c'est à dire les connaissances ou relations humaines tissées au cours de leur vie ; et d'autre part, l'aptitude des migrants à entreprendre dans l'espace transnational. Plus le migrant dispose de connaissances et de relations humaines, plus il est à même de développer des projets lucratifs dans l'espace transnational [Portes, 2003].

Les capacités innovantes relatées par Alejandro Portes doivent se comprendre dans l'idéologie économique actuelle qui est celle d'une « économie de la connaissance ». Celle-ci est alors entendue comme le « stade du capitalisme où se généraliserait un modèle productif particulier organisé autour des complémentarités organisationnelles et technologiques entre les TIC, le capital humain […] et une organisation réactive de la firme qui permettrait la pleine utilisation du potentiel de productivité ». [Amable et Askenazy, *in* UNESCO*,* 2003]. Il est question, en somme, d'une valorisation de la créativité et de l'innovation permise par des canaux de communication, et de coopération, toujours plus performants et nombreux. Aussi la présence dans le « Nord développé » de migrants originaires des « pays du Sud » suscite un intérêt particulier des chercheurs et des politiques pour ce qu'il peut apporter comme bénéfices[41]. La question des retours de compétences gagne en effet les intérêts des pays d'origine en demande de transfert de compétences, et gagne également les intérêts des pays d'accueil, puisque ces retours de compétences seraient la réponse aux demandes de compensations du *Brain Drain*[42] réclamées au nom d'une déstabilisation économique induite par l'émigration du personnel qualifié, doctrine qui prédominait la question migratoire dans les années 1970 [Jagdish Baghwati, 1974][43]. Durant cette période nombreux ont été les travaux étudiant les rétroactions négatives de la migration qualifiée Sud-Nord [Oteiza 1965, Aleixo 1974, Filgueira et al., 1976].

Concevoir les circulations du capital social et du capital humain peut se faire sous différentes formes. Le réinvestissement du capital intellectuel ne se réalise pas nécessairement par le biais d'un retour définitif dans le pays d'origine. Des retours *alternatifs* [Raunet 2001] via des réseaux scientifiques diasporiques [Meyer et Hernandez, 2004], seraient aussi des moyens performants pour envisager ce « retour » de capital. L'engouement que suscite la

[41] Dans le cas d'une migration temporaire, les travaux de Docquier et Rapoport indiquent que les savoirs acquis doivent être suffisamment important pour être bénéfiques au pays d'origine [Docquier et Rapoport, 2011 : 30].

[42] Le *Brain drain* se définit comme une perte significative des individus hautement qualifiés combinée à un nombre très faible de compensations économiques [Lowell, 2001].

[43] Les conséquences n'ont pas toujours été perçues négativement comme en témoignent les travaux des années 1960 [Grubel et Scott 1966, Johnson 1967, Berry et Soligo 1969].

capacité des réseaux scientifique à faire circuler du capital humain et social s'est récemment traduit par la mise en place de politiques publiques que l'on documentera d'avantage ultérieurement. On s'intéressera plus précisément à l'interaction entre politiques publiques et dynamiques associatives qui reste en marge de la littérature actuelle.

Si les travaux restent insuffisamment centrés sur l'étude des interactions entre acteurs publiques et privés, ceux-ci ont permis de faire évoluer les théories de la migration qualifiée. Le b*rain drain,* envisagé comme une perte des individus les plus éduqués pour un pays et comme une tragédie pour l'économie nationale [Lowell et Findlay 2002, Brown et Meyer, 1999], comporte l'idée qu'il pénalise les économies des pays du Sud en induisant directement une déconcentration du capital humain et qu'il permet aux pays du Nord de bénéficier d'une masse critique suffisante pour suivre la voie de l'innovation (c'est *le transfert inverse de technologie* qui consiste à récupérer les cerveaux formés par l'Aide Publique au Développement)[44]. Pour enrayer cette tendance Jagdish Bhagwati proposera en 1974 un modèle de taxation sur les flux migratoires qualifiés Sud-Nord. Aujourd'hui, c'est plutôt une contre-vision qui s'impose en suggérant que la présence de ces cerveaux à l'étranger peut être profitable pour les pays d'origine. Il s'agit de l'approche diffusée sous le nom de *brain-gain* qui s'entend par l'administration du retour des migrants qualifiés ou l'administration de la diaspora pour encourager les circulations du savoir.[45]. Dans ce contexte, la circulation des compétences s'envisage d'abord au travers du retour physique et « définitif » des ressortissants des pays du Sud [Ellermann 2003 ; Cervantes et Guellec 2002]. Meyer et Brown [Meyer et Brown, 1999] vont toutefois très rapidement élaborer une étude qui rompt avec une dynamique simple du retour migratoire en adoptant une perspective circulatoire des échanges grâce aux réseaux de migrants qualifiés œuvrant pour la circulation des compétences : les *Diasporas Knowledge Networks* ou DKN[46]. Les travaux de Jean-Baptiste Meyer se caractérisent par un diagnostic minutieux des réseaux existants dans le monde et incluant alors programmes nationaux et internationaux qui se complètent d'initiatives *par le bas.* Inde, Chine,

[44] C'est aussi au cours de la 3e Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, tenue en 1972, que le Transfert Inverse de Technologie a été évoqué.

[45] Quelques scepticismes subsistent toutefois. Voir McKenzie et Rapoport 2006, *Can migration reduce educational attainment ? Evidence from Mexico,* World Bank Policy Research Paper, n°3952.

[46] C'est en 2006 que l'UNESCO sponsorise une rencontre internationale, organisée par William Turner, ayant pour objectif de discuter les *Diaspora Knowledge Networks* afin d'ouvrir de nouvelles perspectives sur le lien migration et développement. Diaspora Knowledge Networks, Unesco, Paris, 3-5 octobre 2006.

Argentine, Colombie, Pérou, Maroc, Uruguay ou encore Tunisie sont parmi les pays qui possèdent un, voire plusieurs DKN [Meyer 2006]. L'étude pionnière en la matière de Meyer et Brown qui faisait état de quelques 36 DKN a été complétée par de nouvelles études qui démontrent l'expansion des réseaux diasporiques du savoir [Barré et al., 2003 ; Lowell et Gerova 2004 ; Meyer et Wattiaux 2006].

Ces études restent toutefois insuffisantes ; non pour les raisons évoquées par Sylvie Didou Aupetit [Didou Aupetit et Gérard 2009] lorsqu'elle laisse entendre qu'il n'y a pas assez de preuve pour parler de diaspora, argument sur lequel elle est toutefois revenue, tout en privilégiant une vision étatisée de celle-ci [Didou Aupetit, 2010]. On ne souhaite pas valider l'existence d'une diaspora mais l'utiliser comme catégorie d'analyse. Il s'agit moins d'un manque de preuve, pour ces travaux qui se sont étoffés depuis la fin des années 1990, que d'un manque d'analyses approfondies sur le fonctionnement des réseaux de *diasporas* et l'organisation socio-spatiale productrice de « retours » migratoires[47]. Ce besoin d'analyse approfondie nécessite la prise en compte également de la diversité d'acteurs qui interviennent dans la construction du fait diasporique. Pourtant, alors que le dialogue migration-développement a produit un terrain favorable à la mise en place de projets d'origines politiques variées, les travaux n'ont, jusqu'à présent, laissé aucune place à l'étude des effets que peut avoir la multiplicité des acteurs sur les constructions sociales dans l'espace migratoire[48].

1.1.3. D'un espace des circulations à un espace d'enjeu

Si l'articulation entre l'échelle locale et l'échelle globale n'est en rien nouvelle, les débuts du transnationalisme ont été porteurs d'une conception par le bas des réalités. Aussi, la place de l'État reste une question sensible à intégrer dans le corpus. Tout comme Velasco Ortiz [Velasco Ortiz, 2002] étudie les liens inter-ethniques, Michael Kearney et F. Besserer [Kearney et Besserer, 2003] reviennent sur les « *self-help hometown associations* » autrement dit les associations de villageois Mexicains installés aux États-Unis. Leur conception par le

[47] En anglais : *feedback*

[48] Aujourd'hui, les acteurs peuvent être issus aussi bien de la société civile, que des gouvernements ou des instances internationales (OIM par exemple avec le programme *Return of Qualified Nationals)*.

bas des échanges transnationaux se complète avec la vision d'une gouvernance par le bas, permise par le volontarisme des migrants qui depuis leur lieu de résidence à l'étranger, mettent en œuvre les moyens nécessaires pour contribuer à la vie sociale de leur ville d'origine. Aussi, chez Michael Kearney, la place de l'État ne se trouve pas à l'échelle du transnationalisme mais à celle du trans-étatisme et s'entend par l'extension de l'hégémonie des États sur leurs ressortissants installés temporairement ou définitivement à l'étranger [Kearney, 1995]. De façon analogue, Stéphane Dufoix privilégie la notion de trans-étatisation afin d'évoquer les politiques étatiques qui cherchent à intégrer, a-territorialement, l'ensemble des citoyens installés hors du territoire national par le biais de « politiques de contact » [Dufoix 2009 : 43][49].

Cette révision du terme transnational est commune à Roger Waldinger et David Fitzgerald dans *Transnationalism in question* [Waldinger et Fitzgerald, 2004]. Ces derniers évoquent également le trans-état ou *trans-state* en lieu et place du transnationalisme. Dans ce cas, l'État est remis clairement au centre, sans pour autant mobiliser l'identité comme fondement d'un espace de relations privilégiées avec les citoyens. On retrouve alors cette même construction du mot en anglais « *trans-statism »* [Sheffer et Miles, 1998] mobilisé dans le cadre de la migration péruvienne [Paerregaard et al . 2010]. Toutefois, on note dans les écrits de Stéphane Dufoix un effort pour contribuer à la littérature du transnationalisme et venir éclaircir le rôle joué par les États à côté des initiatives des migrants. Il élabore alors le champ lexical du transétatisme qui permet d'aller au-delà du simple rapport hégémonique de l'État sur la nation dispersée. Aussi conçoit-il l'« espace national transétatique », comme un espace où *coexistent des acteurs issus de la sphère politique nationale* et les acteurs *issus de l'espace communautaire* [Dufoix et al. 2010 : 36]. Au lieu d'affronter les dynamiques « par le haut » et « par le bas », l'espace national transétatique autorise d'aplanir les relations entre États et migrants.

Malgré ces travaux, il semblerait que l'usage du champ lexical du transnational ne puisse complètement éclairer la production d'espaces socialisés dans l'espace migratoire. Il

[49] Les sept dimensions de l'État trans-étatique sont alors : la possibilité de voter depuis l'étranger, l'inclusion officielle ou symbolique des expatriés dans l'organisation territoriale, la possibilité d'avoir la double nationalité et la double citoyenneté, la création d'espaces de lien entre les expatriés mais aussi entre eux et l'État, la création d'espaces de rencontre physique entre les représentants de l'État et les représentants des populations nationales ou d'origine nationale vivant à l'étranger, l'inclusion des expatriés dans la définition même de la nation (de fait il ne serait plus question d'expatriés, puisque l'expatriation signifie la perte d'appartenance à la nation).

conviendra de vérifier que le champ lexical de la diaspora est favorable à la description fidèle des rôles imbriqués d'acteurs multiples dans la construction d'un nouveau champ social dans l'espace migratoire.

1.2. Repenser l'espace national

Les sciences humaines et sociales se sont attachées depuis plus de vingt ans à documenter les initiatives de migrants qui transcendent les frontières tout en leur conférant un nouveau sens. C'est en particulier le cas du Mexique qui illustre au mieux les dynamiques transnationales, d'une part, de par l'ampleur du phénomène associatif, d'autre part, du fait de la contribution politique dans les initiatives des migrants [Smith R.C., 2003a et 2003b ; Goldring, 1999, 2002 ; Guarnizo 1997]. Ces auteurs veillent en effet à dissocier deux productions du transnational. D'un côté un transnationalisme par le bas [Guarnizo et Smith, 1998] se comprend par les transferts effectués depuis les organisations de migrants (couramment désignées sous le nom de *Hometown Associations HTA* [Orozco, 2000 ; 2003] ou bien *clubes de Oriundos* [Valenzuela et Lanly, 2004] dans le cas mexicain. D'un autre côté, un transnationalisme par le haut, induit par l'action des États, se caractérise par une volonté des gouvernements de favoriser l'investissement économique et social des migrants se traduisant par la mise en place de politiques publiques favorables aux projets transnationaux : un « *State led transnationalism* » [Goldring 1997, 2002]. L'exemple Mexicain apporte cependant la preuve que « *migrant led transnationalism* », et « *state led transnationalism »* peuvent intervenir conjointement sur les projets transnationaux : la réussite du *tres por uno* illustre cette combinaison des efforts.[50] Largement documenté dans le cas du Zacatecas, l'un des États fédérés les plus activement impliqués dans le programme, *tres por uno* consiste à tirer profit des organisations de migrants à l'extérieur. L'appui de l'État aux remises collectives et productives des organisations aurait donc été, selon Luin Goldring, déterminant. Toutefois, le *state-led transnationalism* dont il est question ici, consiste moins en une initiative de création d'un champ social transnational qu'en une incitation à l'investissement

[50] Il s'agit du programme mexicain d'appui aux remises migratoires collectives. Voir Rodolfo Garcia Zamora, 2007, El programa Tres por uno de remesas colectivas en Mexico. Lecciones y desafios, Migraciones internacionales, vol.4, n°1, p.165.

[Garcia Zamora, 2007] dans la mesure où l'expérience du *zero por uno* a précédé celle du *tres por uno*.

Il est dans notre cas très important de relever combien l'étude des communautés mexicaines aura contribué à forger une littérature de plus en plus étoffée sur les pratiques spatiales des États et des migrants. Ancrées à la fois dans l'espace local d'origine et l'espace local d'accueil, ces pratiques sont aussi les marqueurs d'un nouveau champ d'action, espace à définir et à représenter. Le redimensionnement de l'État-nation, de la société, des solidarités provoque dans la littérature un engouement pour l'étude des espaces et des territoires qui prennent corps à des échelles jusque là impensées. Mais si Roger Rouse évoquait déjà en 1991 la nécessité de produire des cartes nouvelles et plus efficaces [Rouse 1991 : 158] celles-ci n'ont, à notre sens, pas été réalisées. Reste donc le besoin de représenter ces communautés créatrices et mobilisatrices d'espaces qui prennent corps dans un ou plusieurs États.

« *Aujourd'hui, on observe que les communautés transnationales émergent lorsque le local et le global se rejoignent. De cette façon se créent des liens forts entre des espaces géographiques distants qui rompent avec l'idée de communautés enclavées dans des espaces territoriaux fermés* ». [Xocihlt Bada, 2001 : 181]

1.2.1. Un substrat fertile aux échanges

Si les migrants non qualifiés se distinguent par leurs contributions transnationales [Portes et Zhou 2011 ; Portes, Escobar, Walton Radford 2005 ; Guarnizo et Delgado-Wise, 2007], les migrants qualifiés se distinguent par des mises en réseaux d'acteurs au bénéfice de la recherche, de l'entreprenariat ou de l'investissement[51] dans leurs pays d'origine. Les cas Indien et Chinois sont riches d'enseignements grâce, notamment, aux travaux d'Annalee Saxenian menés dans les entreprises de la Silicon Valley. Ses études empiriques constituées par des enquêtes auprès de jeunes entrepreneurs de la Silicon Valley, révèlent leur propension à prendre place dans des réseaux d'acteurs à l'échelle nationale et internationale et à mobiliser

[51] Envisagé comme *Brain Bank* c'est-à-dire comme l'accumulation de connaissances à l'étranger qui facilitent le transfert aux investisseurs du pays d'origine [Kerr, 2005]

ces mêmes réseaux pour concrétiser l'implantation de firmes multinationales en Inde, Chine ou à Taiwan[52].

« An older generation of successful immigrant engineers and entrepreneurs in both Chinese and Indian communities now plays an active role in financing and mentoring younger generations of co-ethnic entrepreneurs. »[53] [Saxenian, 1999: 32]

Ce système de parrainage permet de susciter l'intérêt des nouvelles générations (jeunes diplômés des universités états-uniennes) et renforcer leur implication au développement. Aussi l'objectif de certaines organisations de migrants comme le TiE – The Indus Entrepreneurs – est de renforcer l'entrepreneuriat en fournissant l'appui institutionnel et les ressources nécessaires. Ce sont là des organisations déjà anciennes puisque le CIE (Chinese Institute of Engineers) voit son extension aux États-Unis depuis 1979 [Saxenian, 1999]. En résulte un développement technologique en Inde, dont le cas de Bangalore a été détaillé par Aurélie Varrel dans sa thèse intitulée « Back to Bangalore » [Varrel, 2008].

« *Many Indian engineers […] exploited their cultural and linguistic capabilities and their contacts to help build software operations in their home country. Indians educated in the United States have been pivotal in setting up the Indian software facilities for Oracle, Novell, Bay Networks, and other Silicon Valley companies. »*[54] [Saxenian, 1999 : 63].

Les travaux plus récents d'Agrawal et al. [2008] permettent d'examiner la question de la proximité ethnique comme enjeu des circulations migratoires. Construite sur un matériel empirique original, à savoir la collecte des publications, l'étude consiste à évaluer les effets de la co-localisation et du partage d'une même identité en amenant les preuves empiriques que co-localisation et co-ethnicité sont déterminants dans la conduite de projets collectifs professionnels. Les technologies de la communication n'enlèvent rien à la proximité spatiale. En revanche, ils permettent de s'affranchir des distances et de mobiliser des connaissances à distance.

---

[52] 22% d'Indiens, 17% de Taiwanais et 10% de Chinois enquêtés, nés à l'étranger, avaient déjà investi ou investissaient dans des start-up ou des fonds d'investissement dans leur pays d'origine.

[53] « *Une ancienne génération de migrants à succès, ingénieurs et entrepreneurs, autant issus de la communauté chinoise ou indienne, jouent à présent un rôle actif dans le financement et l'encadrement des jeunes générations d'entrepreneurs de même origine.* » Traduction de l'auteur.

[54] « *De nombreux ingénieurs ont profité de leurs compétences linguistiques et culturelles pour mener des opérations logicielles dans leur pays. Les Indiens éduqués aux États-Unis ont joué un rôle déterminant dans la mise en place d'installation de logiciels pour Oracle, Novell, Bay Networks ainsi que d'autres entreprises de la Silicon Valley*. » Traduction de l'auteur.

Résulte de ces quelques travaux l'idée que l'identité nationale peut être un moteur des circulations transnationales à l'œuvre chez les migrants qualifiés. Dans cette thèse, nous souhaitons montrer que les acteurs non migrants conduisent à renforcer ce phénomène.

1.2.2. Récupérer les savoir-faire : l'option diaspora

A la recherche de solutions pérennes endiguant le départ des « porteurs de savoirs » [S. Didou Aupetit et Gérard, 2009], l'ensemble de la communauté internationale s'est mobilisée, comme en témoigne les préconisations de l'UNESCO en 1998 pour l'étude des causes et conséquences de la fuite des cerveaux [Ibid. : 24]. Les études sur le retour de compétences ont alors permis de mettre en avant deux solutions pour répondre aux départs des populations qualifiées. La première est le retour, physique et définitif, qui a sous-tendu la plupart des politiques menées jusque dans les années 1990. La deuxième, qui fait son apparition plus tardivement avec l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de communication, est la politique du lien. C'est justement la possibilité nouvelle, pour les expatriés qualifiés, de contribuer à distance au développement de leur pays d'origine. Ici, les initiatives par le haut et par le bas semblent concomitantes :

« *C'est ainsi, grâce aux initiatives des associations de scientifiques latino-américains et de leurs pairs en Europe, qu'a été impulsée une stratégie de rapprochement à travers des programmes et projets de recherche scientifique en coopération, permettant alors que les politiques de sciences et technologies prennent en compte les groupes présents à l'étranger* ». [Lozano, 1998 : 98]

Répondant à un constat déjà relevé par les études transnationales, l'usage du terme de diaspora se justifie par l'inadéquation des termes d'immigrés et d'émigrés qualifiés alors de « monospatiaux » [Fibbi et Meyer, 2002 : 8]. **A l'inverse de cette monospatialité, la *diaspora* évoque les liens produits entre les lieux d'origine et d'installation qui sont saisis *dans l'immédiateté du présent*** [Ibid. p.8]. Ainsi, l'époque contemporaine marque le passage de *diasporas classiques* (ethno-nationales, bornées par les limites naturelles de leur communauté) à des diasporas « réseaux » d'activistes, impliquées dans les espaces migratoires, attachées à une identité construite dont le fonctionnement est souvent comparé à

Gemeinschaft[55] [Safran, 2003], et caractérisées par leur morphologie et leur dynamique particulières [Ma Mung, 1996]. En résulte le passage de « communautés de souffrance » à des communautés choisies, des communautés de partage, dont les échanges peuvent être mesurables. La *diaspora* comme « ensemble de la société civile organisée » [Fibbi et Meyer, 2002 : 15] est alors plurielle puisque plusieurs *diasporas* sont envisagées, et notamment les *diasporas scientifiques* [Barré et al., 2003]. La *diaspora scientifique et technique*, aussi nommée DST, désigne alors l' « *ensemble des collectifs auto-organisés de chercheurs et ingénieurs expatriés œuvrant au développement de leur pays ou région d'origine, en priorité dans les domaines scientifiques, techniques et de l'enseignement supérieur* » [Ibid. : 17]. Les expressions de « diaspora du savoir », « diasporas intellectuelles » et « diasporas hautement qualifiées » sont données pour synonymes.

L'option diaspora, qui traduit la possibilité des pays d'origine d'inclure dans leurs politiques de développement les communautés scientifiques expatriées, repose alors sur la force du lien existant entre les États et les migrants. Elle se définit comme une « *forme d'intervention publique pour le développement et passant par la mobilisation des DST ; elle se distingue d'autres options de politique migratoire ou de politique de coopération »* [Ibid. : 18]. La dynamique par rapport au centre est par conséquent double. Elle est centrée – Barré et al. évoquent pour cela la *territorialisation des effets bénéfiques des ressources humaines* –. Et elle est également décentrée, puisque c'est l'autonomie des réseaux et la construction d'une identité par le bas qui sont envisagées [Dufoix 2011]. En s'appuyant sur le mode de construction de ces réseaux diasporiques, Barré et al. mentionnent alors deux processus à distinguer : **le processus empirique qui reflète les réseaux construits dans la proximité et les affinités entre expatriés, et le processus systématique qui reflète les réseaux appuyés institutionnellement par les pays d'origine**[56].

« *Un réseau d'expatriés peut résulter d'une initiative gouvernementale et répondre au critère d'auto-organisation, nécessaire pour parler des DST. On doit en effet distinguer l'évènement ayant conduit à sa fondation et « l'objet » que constitue le* réseau » [Barré et al., 2003 : 49].

[55] *Gemeinschaft* désigne un type d'organisation de la société, une communauté, qui s'attache particulièrement à la mise en commun.

[56] Que l'on peut comparer aux *State-led transnationalism* et *Migrant-led transnationalism*

Ce qui différencie les *diasporas strategies* du *transnationalisme,* c'est que ce sont les États qui s'engagent dans la production d'un substrat fertile aux échanges horizontaux avec leurs expatriés qualifiés. C'est, par conséquent, dans la mobilisation à distance, productrice de circulations et donc de « retours », que résident les espoirs de développement au Sud. L'engouement repose sur l'ambition économique des pays du Sud qui, pour rattraper les pays du Nord, voient dans la diaspora une ressource humaine et sociale à incorporer dans une dynamique d'insertion du pays dans l'économie de la connaissance. Toutefois, des critiques jaillissent. L'argument critique principal étant que les réseaux construits par l'appui institutionnel des pays d'origine peuvent conduire à une trop grande dépendance au gouvernement central, ce qui peut conduire à la détérioration des réseaux. L'expérience colombienne du réseau Caldas en est un exemple. Nous le détaillerons.

User du terme de diaspora autorise au stade de la recherche empirique à envisager des formes plurielles de production du social dans la mesure où il est possible d'inclure des processus de production empiriques (par le bas) et systématiques (par le haut) tout en gardant une vision non monospatialisée. Pourtant cet usage ne doit pas cacher les dynamiques de production sociale locales qui peuvent coexister avec des formes plus vaporeuses de la socialisation.

1.3. Every One Count [57]

Aujourd'hui, par le phénomène des migrations internationales, les cultures entrent en contact. Les frontières internationales se redessinent dans les échelles locales, procédant à la séparation sociale voire physique des populations selon leurs origines ethniques telle que Kevin Lynch [Lynch, 1960] et Mike Davis [Davis, 1990] la décrivaient en avant-garde pour les villes de Californie aux États-Unis. Mais si, parfois, les appartenances nationales dessinent des lignes de partage à l'échelle locale, il en va d'une autre réalité à l'échelle internationale. Les frontières sont transcendées, dépassées, deviennent floues et sont de plus en plus souvent contournées, bravées. Les frontières sont pourtant de plus en plus dures à franchir : dans

[57] Il s'agit ici d'une référence au programme de maintien du lien australien avec les expatriés.

l'Union Européenne[58], on note un contrôle accru des flux (priorité 1), une surveillance communautaire des frontières par patrouilles (priorité 2), une généralisation des visas (priorité 3) ainsi qu'une mise en commun des informations par Système d'information communautaire (priorité 4). Mais si les frontières sont de plus en plus imperméables, si des murs s'érigent (Ceuta, Melilla, Mexique/États-Unis etc.), les effets de contournements se multiplient grâce aux communications établies entre les migrants et leurs familles dans les lieux d'origine. Les *communications transnationales,* telles qu'elles ont été envisagées par Manuel Orozco dans ses travaux sur les migrants latino-américains aux États-Unis[59], sont révélatrices du maintien du lien à distance permis par les flux d'informations. Ainsi, 61% des Dominicains, 55% des Équatoriens et 39% des Colombiens [Orozco, 2005] appellent leur famille au moins deux fois par semaine. A ces communications dites *transnationales,* car hors du cadre de la nation, s'ajoutent des activités *transnationales* telles que les activités des clubs de migrants et/ou associations. Ces *liens transnationaux* sont alors perçus comme les producteurs d'un monde sans frontière qui tend soit à déstabiliser l'État, soit à le mettre sur la voie du développement économique, technologique, humain, social, politique etc. Dans notre recherche ce rapport au cadre national et aux frontières nous interpelle. De toute évidence le sans-frontiérisme a ses propres limites, mais il est indispensable d'évaluer ces constructions sociales qui transcendent les frontières, qui en produisent de nouvelles et qui se servent d'elles aussi.

1.3.1. Un monde post-national ?

Située dans un monde post-national et diasporique, la pensée d'Arjun Appaduraï montre bien les difficultés de se défaire du cadre national comme cadre de pensée, qui s'est longtemps imposé dans la littérature. Pourtant, les *ethnoscapes*, ou paysages « d'identité du groupe » sont, selon le sens qu'Appaduraï leur confère, construits dans le but de libérer l'identité du cadre spatialement limité et ethniquement homogène des groupes. C'est pourquoi Arjun Appaduraï s'interroge sur le lien qui existe entre post-nationalité et transnationalisme. Les contestations à l'encontre des État-nations prises ainsi en compte, il déduit alors une

[58] Les points détaillés en priorités 1, 2, 3 et 4 sont directement tirés du programme pluriannuel du Fonds européen pour les frontières extérieures dont le financement total en 2012 est estimé à 19.467.000 euros.

[59] Ses enquêtes ont été réalisées dans les villes de New York, Los Angeles, Miami, Washington D.C ainsi qu'à Chicago.

« ethnicité moderne » qui s'oppose à la dialectique interne/externe. Il envisage en effet la fluidité dans la construction moderne de l'ethnicité. Celle-ci se lit au travers du passage de la nation à la « *transnation* » et de son attachement à la production de la localité hors de l'espace et des échelles géographiques. L'État territorial s'érode au profit d'une nation sans limite alors même que le contexte laisse penser à une grande déstabilisation de l'État-nation en raison du contexte géopolitique actuel. Opérant socialement hors des limites territoriales des États, les ressortissants nationaux sont en effet (parfois) perçus comme des individus qui mettent à mal la souveraineté des États par des loyautés revisitées, et qui les forcent à revoir leurs stratégies nationales. Les réflexions d'Appaduraï conduisent donc à voir dans la reconstruction du social à l'étranger un processus de déterritorialisation, qu'il conçoit comme le résultat de « vies imaginées dans de vastes panoramas internationaux mais aussi nationaux, régionaux » [Appaduraï, 2005 : 108]. Pourtant les usages de cette notion se révèlent hétérogènes. En effet, même si Appaduraï décline une vision héritée du rhizome de Deleuze et Guattari, il ne va pas jusqu'à ériger une vision centrée des communautés dispersées. Or, dans une perspective transnationaliste, on retrouve dès les années 90 une vision des relations sociales centrée sur les États d'origine des migrants puisque c'est directement l'espace national qui est déterritorialisé par l'action des dirigeants politiques [Glick Schiller et al., 1994 : 125] qui considèrent le migrant comme un membre permanent de la nation :

« *The construction of the deterritorialized nation-state is wrapped in expectations that the emigrants have continuing obligations to these states* »[60]. [Ibid. : 128]

Cette tendance des États implique alors l'érosion de la frontière entre politique intérieure et politique extérieure [Ostergaard Nielsen, 2001]. Les exemples révélateurs de l'incorporation physique des migrants dans l'enceinte administrative de l'État sont nombreux : l'image du dixième département d'Haïti est fortement éloquante[61]. Ce département marque, en effet, l'effort de gouvernance au-delà des frontières nationales et de l'effort de reterritorialisation des migrants dans une entité administrative fictive.

[60] « *La construction de l'État-nation déterritorialisé est compris dans l'espoir que les émigrés aient toujours des obligations vis-à-vis de leurs États* ». Traduction de l'auteur.

[61] D'autres pays latino-américains présentent une extension territoriale symbolique : en Uruguay (Departamento 20), en Argentine (Provincia 23) ainsi qu'au Chili (Region XIII).

La nation garde une place privilégiée dans le courant des *transnational studies* et particulièrement dans les études anglo-saxonnes. Dans celles-ci, le cadre territorial de la nation est utilisé comme support de la réflexion. Quant aux travaux français, ils n'ont pas récupéré ce penchant nationaliste dans l'étude des migrations internationales. Ils ont en revanche contribué à identifier, par l'étude des transferts matériels et immatériels des migrations internationales, des changement sociaux et territoriaux qui documentent de nouvelles pratiques spatiales et de nouveaux modes de vies multi-situés. Cette opposition mérite bien sûr que l'on s'attarde particulièrement sur l'importance du nationalisme dans le discours anglo-saxon et sur la manière dont, aujourd'hui, les chercheurs préviennent des dangers du « nationalisme méthodologique ».

Cette mise en garde, développée notamment par Ulrich Beck en 2000, résulte de l'importance donnée à la dichotomie entre l'État-nation et les niveaux internationaux, multinationaux, et surtout transnationaux. Dans le même temps, en anthropologie, Glick Schiller revenait elle-même sur cette réification des espaces nationaux, si courante dans les travaux des *transnational studies* [Glick Schiller, 2000]. Ces préoccupations récurrentes arrivent à un moment où l'on prend conscience que cette vision centrée, focalisant sur l'origine et sur la dichotomie dedans/dehors, a conduit à essentialiser l'appartenance à une société et à déduire que sur un espace géographique un seul espace social pouvait s'y trouver [Pries, 2002].

On retrouve alors, comme dans les travaux sur les diasporas, la préoccupation du lien centre/périphérie. En effet, l'idée de la déterritorialisation que l'on peut lire dans les travaux de Robin Cohen et qu'il justifie par le caractère post-moderne des diasporas (*cross-polinating diasporas*) revêt une double dimension. Ces deux dimensions, qui répondent du contexte de la mondialisation, sont verticales et horizontales : la dimension verticale est celle qui émane du pouvoir des États-nations. La deuxième, horizontale, est permise par les interactions sociales qui prennent place dans des communautés d'intérêt. En cela réside alors, peut-être, l'explication de l'enchâssement entre *diaspora* et *transnational*, les deux termes portant l'ambigüité même du rapport centre/périphérie.

1.3.2. Gouverner au-delà des frontières

Parce que les migrants internationaux représentent plus d'habitants que n'en compte le Brésil, leurs pays d'origine ont tout intérêt à prendre en compte l'influence que peuvent avoir ces citoyens d'outre-mer. C'est pourquoi les politiques publiques s'orientent de plus en plus vers une redéfinition de la dynamique relationnelle qu'ils entretiennent avec leurs ressortissants à l'étranger [OIM, 2005 ; Gamlen, 2010]. Ayant pris leur essor à partir des années 1990, les politiques d'attention envers les expatriés se sont rapidement généralisées. Ce sont notamment des constructions symboliques qui ont pris place, laissant paraître un État « hors les murs » [Dufoix et al., 2010]. À l'image de la communauté imaginée, la nation tend à se construire sur une « communauté politique », celle qui s'exprime par la citoyenneté et donc l'appartenance [Brubaker, 2005] quel qu'en soit le cadre territorial. Cette communauté qui ne se matérialise pas à l'intérieur de frontières étatiques se caractérise donc par sa fluidité et son a-territorialité, prémisses d'un État-réseau [Halary 1994]. Cette dynamique relationnelle peut prendre plusieurs formes. S'il s'agit souvent d'une incorporation politique des migrants en leur octroyant le droit de vote, il peut s'agir également, comme nous l'avons vu pour Haïti, l'Uruguay, l'Argentine et le Chili, d'une extension territoriale symbolique. C'est en cela que l'on comprend les analyses de Glick Schiller et al. [Glick Schiller et al., 1994] qui évoquent l'hégémonie étatique qui transcende les frontières nationales-territoriales par le phénomène de déterritorialisation. Cette politique du lien passe alors par : l'extension de la citoyenneté, le vote à l'extérieur et/ou la mise en place d'organes de représentation à l'étranger, du moins uniquement à destination des expatriés. Outre l'extension hégémonique d'un État, l'incorporation politique des migrants dans le cas des exilés semble un exemple intéressant d'une transition démocratique amorcée [Baeza, 2010]. Dans les années 1990, les politiques publiques veilleront à faire fonctionner des institutions de représentation des expatriés et à mettre en place une série de dispositifs institutionnels (Dicoex, 14e département chilien) favorisant le retour des exilés politiques [Bolzman, *in* Fibbi et Meyer, 2002]. On estime aujourd'hui à 30% le total des exilés retournés après la dictature au Chili alors qu'ils étaient plus d'un million à être partis pendant la dictature [Chile-America, 1977 : 108]. Ces initiatives ne sont pas isolées, on retrouve également cette conception a-territoriale de la nation en Argentine, pays qui se distingue pour le programme « Provincia 25 » ou encore au Mexique. En 2000, lors de sa candidature à l'investiture présidentielle, Vicente Fox est amené

à inclure les expatriés dans la population mexicaine à gouverner. Il se réclamait alors le futur président de 118 millions de Mexicains [Vertovec, 2004].

Les réalités postmodernes imposées par la globalisation mettent en péril la souveraineté des États, autant qu'elles la renforcent. En effet, jamais de si nombreux pays n'ont eu autant de citoyens résidant à l'étranger qu'aujourd'hui. Les discours prononcés en faveur des expatriés produisent alors une rhétorique nouvelle, celle d'un État-nation re-territorialisant ses ressortissants pourtant en dehors des frontières nationales territoriales dans un « espace national transétatique ». En revanche, les politiques d'appartenances, « du lien », sont à dissocier des politiques de « retour », l'une se caractérisant par une empreinte hégémonique au-delà des frontières, l'autre se caractérisant par une incitation au retour des expatriés, qu'il soit définitif ou envisagé de façon plus temporaire. Cette dissociation peut être également réalisée par l'étude des politiques de « séduction » des expatriés qualifiés dans les pays en développement. Aussi est-il nécessaire d'analyser diachroniquement l'évolution des stratégies de mise en culture des liens entre les États et leurs expatriés.

De plus en plus, les États souverains prennent conscience du potentiel économique que représentent les expatriés installés à l'étranger et qui travaillent dans des firmes multinationales, des laboratoires de recherche d'excellence et autres entreprises privées de renommée internationale. Car si les États s'engagent dans des politiques de re-territorialisation c'est que des intérêts économiques s'en dégagent. Alors, dans l'exercice du pouvoir hors de leurs frontières, la constitution d'un lien affectif fort entre l'État et les expatriés semble être un préalable aux « retours ». Elle est du moins un élément essentiel dans l'adoption de politiques qui font la part belle à l'affectif en espérant le conjuguer à l'effectivité du retour migratoire. Il s'agit par conséquent de rendre possible toutes les formes de retours en rendant le(s) migrant(s) sensibles à l'ambition de développement économique, politique et social de leur pays d'origine. La mobilisation se fait donc en inculquant des valeurs de solidarité auprès des migrants qui résident à l'extérieur. C'est l'axe central des « *diasporas strategies* » [Gamlen 2011, 2012[62] ; Larner 2007 ; Vertovec 1997, 2005]. Désignées par Larner comme une institutionnalisation de la globalisation, les *diasporas strategies* sont la conséquence directe d'une tentative de récupération par les pays du Sud des ressources dont

[62] On retiendra surtout le programme de recherche dirigé par Alan Gamlen à l'Université de Oxford intitulé « Diaspora Engagement Policies » qui est l'un des 11 programmes que comprend le « Oxford Diasporas Programme » financé par Leverhulme Trust pour la période 2011-2015.

ils disposent par l'intermédiaire de leurs expatriés. Le transfert technologique et le développement peuvent prendre un autre chemin : celui d'une co-opération États-migrants-institutions qui était jusqu'alors inexistante. L'État-réseau dessine la configuration actuelle des liens tissés par les pouvoirs politiques. La surface n'est plus, elle est remplacée par des nœuds et des liens. On envisage donc une géographie des liens et des liants, de la connexion et des échanges.

Mais si ces réalités sont d'apparence « post-modernes » il n'en reste pas moins que les États ont mis ou mettent en place des organes bien concrets de représentation des migrants.

Au cours des dix dernières années, nombreux sont les pays qui ont engagé des stratégies de mise en culture du lien ou de retour des migrants, toutes caractérisées par une extension hégémonique de l'État hors du territoire national : au Chili, avec la Dicoex (Direction pour les communautés chiliennes de l'extérieur) instituée en 2001 ; le Mexique, dispose du Conseil National des Communautés Mexicaines à l'Étranger (CNCME) et de l'Institut des Mexicains de l'Étranger (IME) depuis le gouvernement Fox ; tandis que l'Uruguay a mis en place des Conseils consultatifs. En Équateur, le SENAMI (Secrétariat national des migrants) tient un rôle complémentaire aux consulats et ambassades. Enfin, au Pérou, les Conseils de consultation ont été instaurés pour répondre aux besoins des PEX (Péruviens à l'extérieur)[63]. Tous concourent ainsi à l'extension du pouvoir des États en dehors de leurs frontières et au renforcement des liens à distance. Le migrant se trouve ainsi dans une position de « semi-extériorité » [Meyer, 2003 : 15]. Cette institutionnalisation du lien est concomitante à l'intérêt grandissant des pays d'origine envers les communautés constituées à l'étranger. Le cas mexicain en témoigne, puisque c'est le désir de renforcer les institutions non gouvernementales localisées aux États-Unis qui a motivé la création du CNCME (Conseil National des Communautés Mexicaines à l'Étranger) [Moctezuma, 2004]. Car le migrant est un nouvel ambassadeur pour le pays d'origine. Apte à mobiliser les ressources dans son espace de vie et apte à les mettre en circulation, il peut fonctionner comme un « *marginal sécant* ». Ce terme commun aux sociologues et recontextualisé par Jean-Baptiste Meyer dans le cas des *diasporas strategies* [Fibbi et Meyer, 2002 : 14] s'adapte

[63] Voir aussi pour l'Afrique l'inventaire de l'OIM « Introduction à l'inventaire. Lier les communautés d'émigrants pour plus de développement – Inventaire des capacités et pratiques institutionnelles » ICMPD, OIM, 2010, 372 pages.

parfaitement à la situation dans laquelle se trouvent les expatriés. Par leur expérience de plusieurs espaces, les migrants sont à même d'identifier les opportunités et les manques sur un ou plusieurs territoires. Ils développent ainsi une forte propension à être entrepreneurs [Granovetter, 1973].

Depuis les années 1990, ces deux formes d'implication des expatriés se sont démocratisées et de plus en plus d'États permettent la participation aux élections depuis l'étranger et reconnaissent alors leurs migrants qui redeviennent avant tout des citoyens.

1.3.3. La diaspora au service des États

Panser la fuite des cerveaux

Il est certain que les *diasporas strategies* ne sont pas uniquement un fait caractéristique des pays du Sud. L'Écosse, l'Irlande, la Nouvelle Zélande sont parmi les pays industrialisés qui tendent à conforter leur présence à l'étranger afin d'obtenir une implication plus forte des expatriés : GlobalScot, Agency for the Irish Abroad, et la campagne « Every one counts » en 2006 en Nouvelle Zélande [Larner, 2007] sont des marqueurs de ces ambitions territoriales venues du Nord. Toutefois, l'intérêt d'étudier ces stratégies dans les pays du Sud réside dans le lien de corrélation direct qui est établi avec le développement. Liées à un nouveau modèle économique appelé « économie de la connaissance », les stratégies de diasporas revêtent alors une importance toute nouvelle : renverser la tendance du *Brain drain* en *Brain Gain*.

« *Diaspora strategies do not mobilize self-evident groups of people who have already organized themselves according to their countries of origin. Rather, they are a new way of thinking about populations made manifest in the relatively recent 'discovery' of expatriate populations by a range of governments, the development of diaspora strategies as a means of accessing new economic opportunities and skills sets in the context of a knowledge-based economy, the efforts of demographers and other social scientists to identify and count*

offshore citizens, and the proliferating techniques such as web-pages, databases, networking and events through which high-skill expatriates are being mobilized. »[64] [Larner, 2007: 334]

Larner, qui évoque un changement conjoncturel, celui d'un nouveau modèle économique, en déduit une nouvelle rhétorique issue de la « découverte » récente des expatriés par les gouvernements des pays d'origine. On entend ici, « exploiter » la présence du migrant en ponctionnant dans le « vivier » de qualifiés vivant à l'étranger[65]. Cette pratique rappelle ce que Biao Xang qualifie de *Body Shopping*[66] [Biao Xiang, 2007]. La mobilisation de la force de travail, capital immatériel indissociable de l'innovation, s'inscrit dans le tournant néolibéral des politiques économiques. Aussi, la mobilisation de la force de travail à l'échelle de la diaspora répond du besoin de renforcer la compétitivité nationale et/ou locale. C'est pourquoi, la gouvernance de l'innovation se double aujourd'hui de politiques diasporiques [Larner 2007, Gamlen 2011]. Cette quête aux qualifiés expatriés, qui révèle les stratégies d'innovation des États au moyen d'un consensus qui s'établit avec les Universités et les entreprises [Douglas, 2007], est aujourd'hui rendue possible par l'entrée du monde dans l'ère des nouvelles technologies de l'information et des communications, condition essentielle du maintien des liens affectifs et effectifs à travers les frontières nationales [Barré et al., 2003].

L'intérêt se porte donc « naturellement » vers les expatriés qualifiés, les mieux placés pour être érigés au rang d'ambassadeurs et les mieux placés pour intervenir technologiquement dans le pays d'origine. Les pays en développement souhaitent mettre un point final à l'évasion des plus qualifiés, et donc, mettre fin à la déconcentration du capital humain, au moment où la concentration de celui-ci n'a jamais été si importante [DATAR,

---

[64] « *Les diaspora strategies ne mobilisent pas des groupes déjà organisés en fonction de leurs pays d'origine. Au contraire, il s'agit de repenser les populations comme en témoigne la 'découverte' manifestement récente des populations expatriées par un ensemble de gouvernements, l'élaboration des diaspora strategies comme moyen d'accéder à de nouvelles opportunités économiques et de nouvelles connaissances dans un contexte d'une économie fondée sur la connaissance, l'effort déployé par les démographes et les autres spécialistes des sciences sociales pour identifier et recenser les citoyens de l'extérieur ainsi que par les techniques qui prolifèrent tels que les pages internet, le réseautage et les évènements, au moyen desquels les expatriés hautement qualifiés sont mobilisés*. » Traduction de l'auteur.

[65] Barré et al. évoquent en 2003 le rôle de *vecteurs de transferts mieux ciblés* pour évoquer la contribution par les expatriés au développement de leurs pays d'origine, grâce à leur connaissance fine des espaces locaux [p.55].

[66] Peut être traduit par « location de personnel » et consiste à faire venir ponctuellement du personnel qualifié (n'est utilisé que pour des prestations intellectuelles). C'est une pratique répandue dans le secteur des nouvelles technologies

2010 ; Papademetriou et Sumption 2013][67]. Concernés alors par la fuite des cerveaux, ou *Brain Drain*, de nombreux pays sont déterminés à inverser la tendance.

En Chine, après avoir mis en place dans les années 1960 des « *scientists pool* » (viviers de scientifiques), la question des expatriés qualifiés, qui ne reviennent pas au pays après s'être formés à l'étranger s'est installée de nouveau dans la politique extérieure du pays. Cette économie du talent est parfois remise en question[68] [Xiang Biao, 2007], d'autant plus que l'emploi privilégié d'expatriés peut se faire au détriment de scientifiques formés sur place. Mais l'intérêt pour les expatriés ne se construit pas nécessairement autour du retour physique. Les OCP, ou Overseas Chinese Professionals, estimés à près d'un million, sont des partenaires économiques privilégiés pour l'internationalisation de l'économie chinoise et la récupération des savoirs étrangers (*knowledge transfer)*. Cette population est donc envisagée comme le premier partenaire à l'international au risque de l'instrumentaliser. Pourtant, il peut s'agir d'une demande des migrants eux-mêmes. Le cas uruguayen illustre cette demande par le bas : à la demande des migrants qualifiés en France, l'Uruguay a mis en place une politique diasporique à la fin des années 1980 [Lema, 2003 ; Lozano G. 1995 ; Lozano G. 1998]. Ainsi PEDECIBA (programme de développement des sciences) s'appuie sur les réseaux d'Uruguayens à l'extérieur [Meyer et al., 2008 ; Barreiro Diaz et Velho, 1998 ; Pellegrino et Cabella, 1995].

D'autres cas sont bien connus en Amérique Latine. On compte le cas de l'Argentine qui a mis en place, au travers du CONICET[69], une stratégie de récupération du talent expatrié dès les années 1970 et qui se complète en 1990 par la mise en place du Programme de mise en lien des scientifiques et techniciens résidents à l'extérieur (PROCITEX). La Colombie également, dans les années 1990, a mis en place le réseau Caldas en s'appuyant sur des structures associatives dans les pays d'installation des migrants qualifiés. L'organisation ACAST[70], en France, en est encore un autre exemple [Lozano G., 1995][71].

---

[67] Si la proximité géographique se révèle essentielle dans cette économie de la connaissance certains auteurs se sont intéressés dans le cas de la littérature sur les diasporas à la proximité ethnique [Agrawal A., Kapur D., McHale J., Oettl A., 2011, Brain Drain or Brain Bank ? The impact of skilled emigration on poor-country innovation].

[68] Des pénalités sont en effet imputées à ceux qui ne reviennent pas en Chine. Voir aussi Grubel et Scott 1977.

[69] CONICET – Conseil National de la Recherche Scientifique et Technique.

[70] Asociacion de Colombianos Investigadores en Francia.

[71] En Amérique Latine et Caraïbes on compte également des programmes au Guatemala, en Jamaïque, au Panama et au Pérou [Didou Aupetit et Gérard, 2009].

En quête de développement

En opposition aux travaux qui documentent la fuite des cerveaux, une nouvelle littérature s'est développée et s'inspire du paradigme circulatoire. Il s'agit de considérer les circulations comme des outils intervenant au bénéfice de la croissance et du développement [Pires 1992]. De nombreuses études empiriques développent la thèse du lien migration et développement [Stark et al.1997 et 1998, Vidal 1998 ; Beine et al. 2008] et s'opposent aux travaux qui prouvaient jusqu'alors, d'une part, l'influence négative des départs migratoires sur le développement humain, la croissance économique ainsi que la santé[72] et l'éducation [Ha, Yi et Zhang, 2009], d'autre part, la perte sur investissement (en termes d'éducation principalement) induite par le départ des migrants qualifiés pour les pays d'origine [Oteiza, 1998]. Devenu synonyme du retour à grande échelle [Khadria et Meyer, 2011], le *brain gain* prend une connotation positive. Le retour est alors considéré comme l'instrument de transfert du savoir-faire et du capital (humain et social) :

« *A significant rate of return migration brings valuable skills and connections*. »[73] [Lowell, 2003]

Dans ce contexte, on en déduit que les circulations donnent lieu à des effets d'entrainement que peut engendrer le retour définitif ou alternatif d'un migrant au moyen d'un transfert de son capital social et/ou humain une fois présent dans un laboratoire – on pense notamment à la recherche et développement –, une entreprise ou une institution du pays d'origine[74] [Commander et al. 2002]. On comprend alors l'engouement qu'ont les États pour identifier et mobiliser leurs citoyens de l'extérieur.

En révélant la capacité des migrants à faire circuler leur savoir, le paradigme circulatoire a permis de reconsidérer les conséquences des migrations internationales qualifiées tout en responsabilisant le migrant face aux besoins économiques du pays d'origine. La majeure partie des travaux permettant l'étude du lien migration/développement se focalise sur les circulations. D'autres envisagent la migration par l'impact indirect qu'elle a sur la jeunesse [Pellegrino, 2001] et les populations non-mobiles. C'est ce que l'on appelle l'*optimal*

[72] Clemens 2007 ; Chauvet, Gubert et Mesplé Somps 2008 ; Bhargava et Docquier 2008.

[73] « *Un taux significatif de retour apporte des compétences et des liens très précieux* ». Traduction de l'auteur.

[74] Des critiques sont toutefois apposées à ce modèle notamment par Analee Saxenian, laquelle évoque des difficultés qui émanent des institutions dans les pays d'origine et qui pénalisent la circulation des connaissances (2005). Chan en 2008 fait le même constat ainsi que Agrawal et al. 2011 : « *Diaspora have little impact on their home countries as long as their economies remain closed »* [Agrawal et al., 2011 : 54]

Brain Drain [Lowell 2002 ; Beine et al. 1999, 2003] ou *Beneficial Brain Drain*[75] [Docquier et Rapoport, 2011] qui contribuent à corréler la propension des populations jeunes à étudier dans le supérieur à la probabilité d'émigrer[76].

Toutefois tous les travaux n'adoptent pas une vision positive et le champ de recherche reste scindé entre vision pessimistes et visions optimistes du lien migration et développement ce qui vaut à ces dernières une position difficile à défendre dans les engagements internationaux actuels. Néanmoins les travaux sur l'option diaspora indiquent clairement qu'il est indispensable de produire des espaces de dialogues entre États et migrants pour en faire des espaces de confiance et d'échanges, producteurs, d'un lien d'allégeance à l'État bénéfique aux circulations de temporalité plus longue.

2| *Jules et Jim*[77]

La partie précédente consistait à présenter comment la migration qualifiée et les transferts de compétences sont aujourd'hui appréhendés dans la littérature scientifique française et internationale au prisme des circulations migratoires. Nous souhaitons à présent compléter ce panorama en présentant les éléments qui permettent de comparer *diaspora* et *transnational,* pour en saisir les similitudes et les divergences. Cette démarche permettra, en troisième partie de chapitre, d'expliciter l'usage que nous ferons de ces concepts.

---

[75] On notera également les définitions suivantes : celle de *Optimal Brain Drain* qui signifie qu'un taux de migration des qualifiés « raisonnable » produirait une incitation positive sur les jeunes générations pour étudier ; celle de *brain waste*, qui se caractérise par l'inutilisation des cerveaux mis à disposition ; celle de *Brain Globalisation* qui évoque un départ nécessaire d'une partie du capital humain pour participer dans l'économie globale ; enfin le *Brain export* qui consiste lui en une stratégie des pays pour éduquer les individus et les encourager à migrer puis revenir pour introduire des rétroactions (*feedbacks).*

[76] Beine, Docquier et Rapoport (2006) développent le calcul suivant : si les perspectives de migrer pour les hautement qualifiés sont multipliées par deux alors la proportion du personnel qualifié sera multipliée par 1,054 en dix ans et de 1,226 sur le long terme.

[77] Ce titre est inspiré du film du cinéaste français François Truffaut, sorti en 1962 et qui raconte l'histoire de deux hommes amoureux de la même femme. Nous souhaitons utiliser métaphoriquement cette expression afin de renforcer l'idée que *diaspora* et *transnational* traduisent tous deux les dynamiques circulatoires observables actuellement.

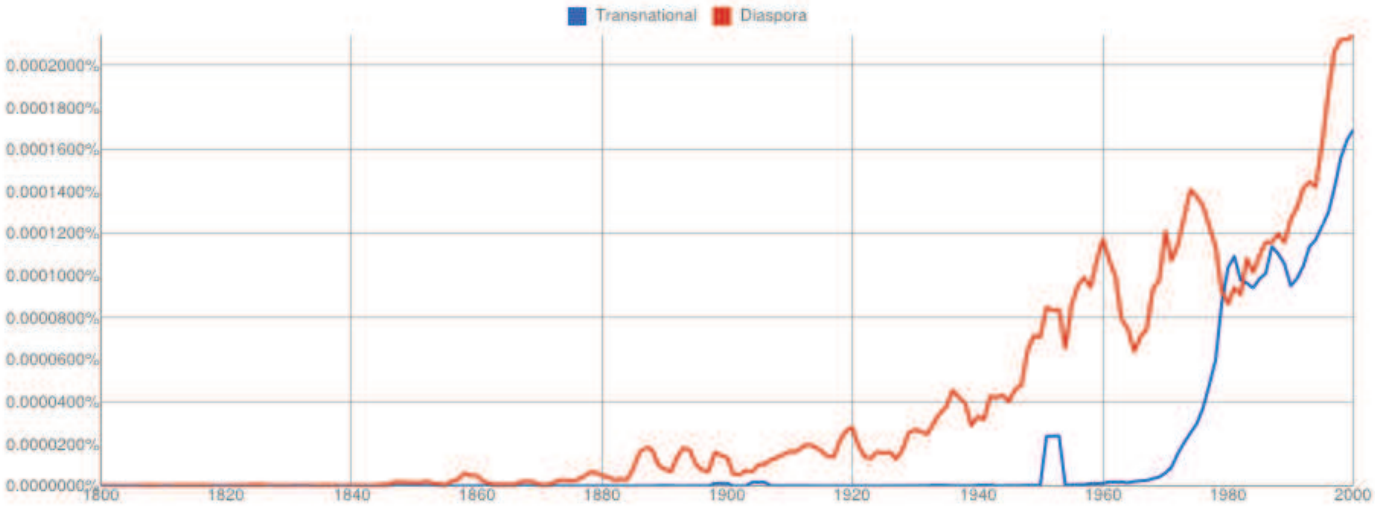
2.1. Deux concepts pour une seule réalité ?

Un usage en miroir

D*iaspora* est sans conteste une notion bien plus ancienne que celle de *transnational*, et garde une position dominante. Toutefois, *transnational* tend à prendre une place de plus en plus importante dans les travaux scientifiques. En témoigne la requête que nous avons effectuée sur Google Ngram Viewer (voir figures n°4 et n°5). Celle-ci consiste à « mesurer » l'importance que prend un mot dans la littérature au moyen du calcul de son occurrence dans les ouvrages disponibles sur le web. En considérant que les 20.097.715 ouvrages recensés sont représentatifs de la littérature disponible, on peut en déduire, par une étude de la littérature anglo-saxonne, que le terme de *diaspora* est de plus en plus utilisé. Il en est de même pour celui de *transnational* qui suit une ascension parallèle depuis 1990 et qui a connu une croissance spectaculaire depuis 1970. Un fait notable, sur lequel on s'attardera par la suite, est la croissance inversée que révèle le graphique dans les usages des deux notions entre 1970 et 1980. Celle-ci se traduit par une augmentation de l'usage du mot *transnational* et une diminution de l'usage du mot *diaspora*. Les années 1980 semblent constituer une sorte de « trouble » conceptuel mais laissent place, lors de la décennie suivante, à une croissance parallèle de l'usage des deux notions. Ce fait est remarquable car les années 1970-1980 sont marquées par la tentative de circonscrire les usages de *diaspora*. Les écrits d'Emmanuel Ma Mung au sujet de la diaspora chinoise appuient notre constat. Dans son article du mois de novembre 2002[78], il affirme (au moyen d'une étude de récurrence des termes sur Internet) que l'utilisation « *overseas chinese* », dont la connotation est neutre, est largement préférée au terme « *chinese diaspora* ». Aussi est-il légitime de supposer qu'il existe une corrélation directe entre les restrictions à l'usage du mot *diaspora* et l'emploi de *transnational* pour caractériser des phénomènes sociaux de l'entre-deux. Toutefois, la littérature francophone reste à l'écart de cette évolution des concepts et de ce « chassé-croisé » des années 1970-1980, corroborant notre constat d'une séparation plus stricte dans les écrits français.

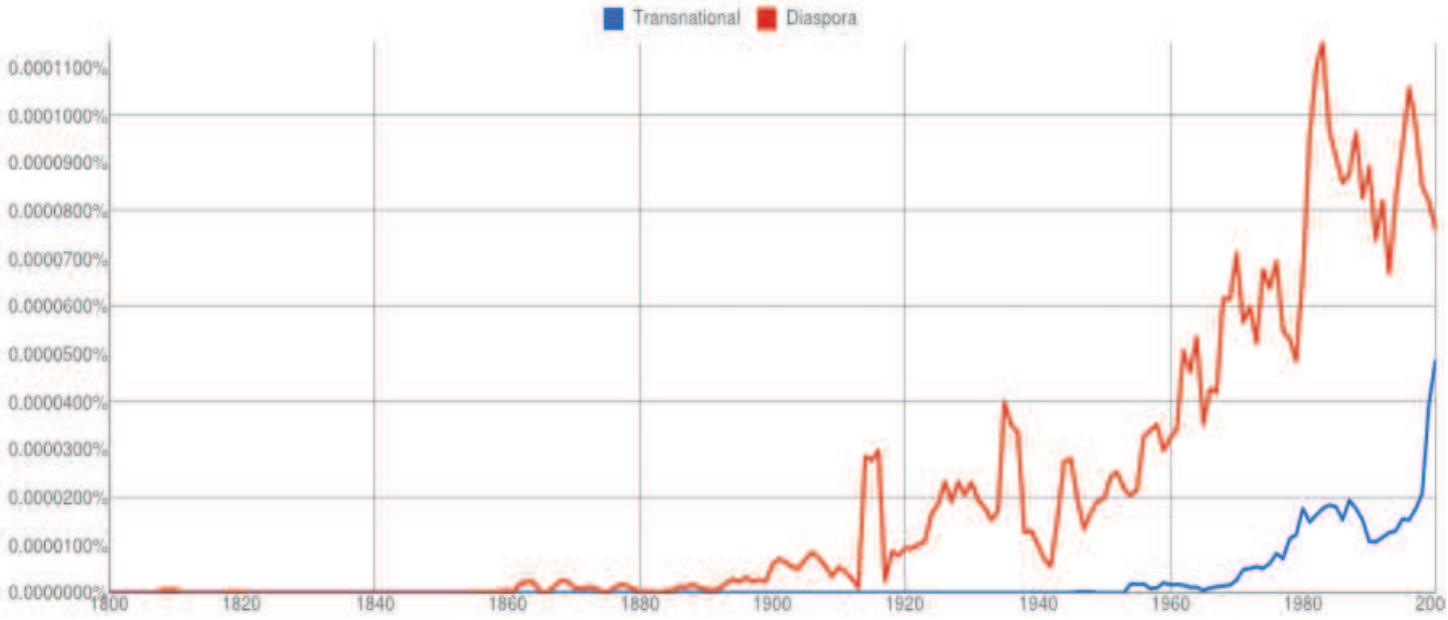
[78] Ma Mung, Emmanuel, 2002, La désignation des diasporas sur Internet, *Hommes et Migrations*, n°1240, Novembre-décembre 2002, pp.19-28.

Figure n°4 : *Les occurrences de « diaspora » et « transnational » dans la littérature anglophone.*



Réalisation sur Google Ngram Viewer, C.CAPLAN 2012

Figure n°5 : *Les occurrences de « diaspora » et « transnational » dans la littérature francophone*



Réalisation sur Google Ngram Viewer, C.CAPLAN 2012

Deux concepts entre centrement et décentrement

Longtemps, les sociétés considérées comme des diasporas l'ont été dans une perspective nationaliste, les pensant dans leur rapport à l'État-nation perdu et justifiant leur unité dans la dispersion par le partage d'un traumatisme commun. Le partage de ce traumatisme, support d'une communauté unique mais dispersée, devenait alors le *topos organisateur* d'une société démunie d'État-nation, dont le but ultime devait être celui de reconstruire un État. En résulte une parfaite illustration de la diaspora centrée. En cela les *diasporas* Juives et Noires trouvent leurs sympathies. Car, si le courant sioniste a pris de l'ampleur au XIXe siècle parmi les diasporés juifs, un courant similaire, parfois également appelé sioniste, pris son essor au XXe siècle chez les Noirs de la diaspora, ayant l'idée de créer un État noir – en Angola ou ailleurs. Les visions judéocentrées et afrocentristes se matérialisent alors par des revendications territoriales censées mettre fin à la *diaspora*. C'est du moins comme cela que l'envisagent les Juifs sionistes, comme en témoignera d'ailleurs la formation de l'État juif en 1948, et c'est aussi comme cela que l'analysent les réfractaires de l'afrocentrisme, perçu comme une mise à l'écart de la « double conscience »[79] [Gilroy, 2010 : 264-265] aussi appelée bi-focalité [Guarnizo 1996, Guarnizo et Smith, 1998 ; Rouse, 1991] et permise par la double présence [Nedelcu 2008, Mountz et Wright, 1996]. Plus récemment d'ailleurs, Jonathan Ray rappelle que cette tendance à regarder au centre induit un manquement d'intérêt pour l'étude des liens ayant alors pour conséquence *l'obscurcissement du fait que les Juifs peuvent expérimenter la diaspora de la même manière que d'autres sociétés* [Ray, 2008 : 13].

Malgré le désir que manifeste Paul Gilroy de se distinguer des *cultural studies*, qu'il considère ethnocentristes parce qu'elles résulteraient des débats sur la race et l'appartenance ethnique, ses travaux contribuent à édifier l'image d'une diaspora décentrée par la contestation de l'authenticité raciale. Il s'y prononce en faveur de « cultures rhizomorphiques, itinérantes et diasporiques » en référence à Gilles Deleuze et Felix Guattari et incite à la révision des approches nationalistes [Gilroy, 2010]. Pour lui, ces approches nationalistes conduiraient à adopter une vision réductrice de la culture ancrée dans la pureté. L'intérêt particulier voué au temps est aussi un élément qui conduit Paul Gilroy à envisager une perspective décentrée de la diaspora. Souhaitant rompre avec le temps « linéaire » de la

[79] Idée développée par W.E.B Du Bois et reprise par Paul Gilroy dans l'Atlantique Noir. Elle se conçoit comme l'expression et la critique des ambivalences des Noirs américains.

perspective afro-centriste il rappelle que le temps peut être saccadé, non uniforme, porteur de changements de vitesses et d'accélérations autant que de ralentissements nécessaires à la vie sociale.

« *Parfois tu vas trop vite, parfois t'es en retard. Au lieu de l'écoulement rapide et imperceptible du temps, tu prends conscience de ses nœuds, de ces points où le temps s'arrête ou à partir desquels il bondit en avant. Et tu te glisses dans les fissures et tu regardes autour de toi* » [Ellison, 1952 : 284].

La diaspora, comme entité fragmentée, se conçoit donc comme un tissu dense, fait de dialogues transatlantiques et multidirectionnels. Incarnation de la modernité, la *diaspora* permet de reconcevoir le lien. L'unité et la différenciation en sont ses principes constitutifs. Malgré tout, elle a besoin de relais, de marqueurs d'identité, de penseurs. Car il faut pouvoir l'objectiver. Mieux connaitre le concept, c'est aussi mieux en parler et mieux revendiquer son usage. C'est à cela qu'auront, entre autres choses, contribué les revues internationales spécialisées dans les *Black studies* : *Présence Africaine* en 1947 ou *Journal of Black Studies* en 1970. Ces revues, qui donnèrent plus de visibilité aux échanges transatlantiques multidirectionnels ainsi qu'aux communautés dispersées et aux « métacultures » produites par la traite négrière [Gilroy, 2010 : 52], sont le terreau d'une prise de conscience par la diaspora de sa pluralité remettant totalement en cause, alors, le *désir d'être centré* [Ibid : 149]. Ainsi, la diaspora Noire d'Amérique a permis aux *cultural studies*, d'imposer le modèle a-centré de la diaspora, qui évoque une identité marquée par l'hybridité culturelle plutôt que par la culture de l'héritage [Hall, 1994].

A la lecture des écrits francophones, on pourrait penser que les études sur le transnational ne s'inscrivent pas dans cette dialectique centrée-décentrée. Or il ne faudrait pas s'y méprendre. Les études francophones utilisent particulièrement les travaux sur les *grassroots activities* ou activités « par le bas », théorisées par Luis Eduardo Guarnizo et Peter Smith et reprises particulièrement par Alain Tarrius, Guillaume Lanly ou encore Laurent Faret. Elles semblent négliger tout un pan de la littérature anglo-saxonne qui questionne les relations États-migrants. Pourtant, nombreuses sont celles qui ont contribué à théoriser, dans le champ du transnational, le rôle joué par le centre sur les communautés à l'extérieur. La différence fondamentale, cependant, est que dans les études transnationales, le retour prend une forme différente, plus régulière, alternante mais pas nécessairement définitive et ne s'inscrit pas dans une revendication territoriale des migrants. Toutefois, on retrouve une prédisposition au

« sens » de la circulation, qui se fait depuis le centre – l'État-nation – vers la périphérie – les communautés expatriées –, caractéristique de la vision centrée de la diaspora. Les communautés transnationales semblent donc engagées dans un dialogue unidirectionnel avec le centre, dont le lien construit au moyen de politiques visant à étendre l'hégémonie de l'État produit un lien affectif se matérialisant par des retours effectifs – et non nécessairement définitifs. Sur ce point, la comparaison avec la *diaspora* est complexe dans le sens où les usages du terme sont variables et sont identifiables par l'histoire de ses usages qui dessine alors les contours de trois périodes distinctes : la vision centrée, la vision décentrée et le retour au centre [Dufoix 2011]. C'est cette dernière perspective de la *diaspora* qui pourrait être comparée à la vision centrée du *transnational* que l'on développe ici et que l'on retrouve dans les travaux anglo-saxons. En effet, dans le sens où une politique du lien tend à produire une dynamique de retours, *communautés diasporiques* et *transnationales* se trouvent intégrées dans un système semblable de relation avec l'État. Toutefois, dans la mesure où c'est le lien même qui constitue le « retour », comme en témoigne RedEsColombia par exemple, les visions centrées des notions de *transnational* et de *diaspora* sont fondamentalement différentes.

Deux concepts qui mobilisent la notion de communauté

Tantôt communautés diasporiques [Kearney 2005, Ray 2008, Meyer 2003], tantôt communautés transnationales [Sassonne, 2009 ; Faist, 2000 ; Glick Schiller, 1994, Glick Schiller et Wimmer, 2003], voire politiques [Brubaker, 2005] ou postnationales [Bauböck, 2003], les groupes sociaux migrants ont été largement théorisés par l'utilisation de la notion de « communauté » dans la littérature en sciences humaines et sociales. Bien sûr ces « communautés » se conçoivent à des échelles identitaires variées, tantôt à l'échelle de la nation [Glick Schiller, 2003 ; Smith, 1993], tantôt locales [Lanly, 2002 ; Saxenian 1999, 2001 ; Faist 2000, Kearney 1995]. Dans les études migratoires, les perspectives nationalistes qui semblent directement s'inspirer des communautés imaginées de Benedict Anderson [Anderson, 1983] envisagent la communauté comme un espace cohérent. Il s'agira d'une construction communautaire qui fait fi des distances géographiques et qui rappelle alors la « coïncidence temporelle », sorte de simultanéité dans un présent instantané chère à Anderson

[Anderson, 2002 : 37][80]. Rappelant la société politique, puisqu'elle fonctionne comme un tout, la perspective nationaliste de la communauté tend à réifier l'identité du groupe repoussant ainsi l'idée d'auto-détermination des membres du groupe social[81]. Se fondant sur des caractéristiques biologiques[82], la communauté nationale est aujourd'hui questionnée dans les travaux académiques, lesquels essaient d'échapper au nationalisme méthodologique. En effet, cette perspective nationaliste est en proie au nationalisme, l'État-nation étant le cadre géographique dans lequel existerait une, et une seule, communauté « à principe étatique » [Lévy et Lussault, 2003 : 177]. Il est vrai que cette perspective nationaliste perdure dans les études centrées de *diaspora* ou de *communautés transnationales.* Mais elle tend à s'estomper afin de laisser place à des communautés choisies, produites par des solidarités et soutenues par des intérêts communs. Alors que celles-ci sont particulièrement considérées à l'échelle de la nation [Meyer 1998, 2003, Cortes, Baby Colin, Sassonne 2009] nous tenterons de lire les solidarités *transnationales,* qu'il faut interpréter dans le sens employé par Paul Gilroy, c'est-à-dire : des solidarités qui dépassent le cadre d'une seule nation et dont l'existence est permise par la contribution d'individus de nationalités différentes apportant leur capital social et humain à une seule communauté d'intérêt.

Notre conception marque une rupture également avec la vision locale de la communauté, que l'on retrouve particulièrement dans les travaux sur le transnational [Faret 2004, 2006 ; Lanly 2002] et de façon modérée et non équivalente dans les études diasporiques [Saxenian, 2002][83]. Puisque dans les travaux sur le transnational les communautés sont généralement construites sur une base territoriale, on comprend l'intérêt très régulièrement porté aux réseaux familiaux transnationaux ou familles transnationales. Des codes biologiques, historiques et sociaux y déterminent alors l'identité du groupe [Lévy et Lussault 2003 :178]. Toutefois les communautés diasporiques renforcent l'idée d'une intervention étatique. Il s'agit alors de produire un cadre conceptuel incorporant les deux champs lexicaux pour rendre compte, le plus fidèlement possible, des constructions sociales en migration.

---

[80] Il s'agit de la version actualisée et traduite de *Imagined communities. Reflexion on origins and spread of nationalism.*

[81] Ernest Gellner, cité par Benedict Anderson, écrit d'ailleurs que le « nationalisme n'est pas l'éveil à la conscience des nations : il *invente* des nations là où il n'en existe pas. » [Anderson B., 2002 : 19-20]

[82] Selon Lévy et Lussault il existe cinq principes capables d'engendrer des communautés : biologique, territorial, religieux, économique et étatique. [Lévy et Lussault, 2003 : 177-178]

[83] En effet la notion de communautés, particulièrement dans les études transnationales telles qu'on les retrouve chez Saxenian, adoptent la notion de communauté pour révéler des minorités ethniques dans les espaces d'accueil.

2.2. Deux concepts entre interchangeabilité et complémentarité

La multiplication des usages de *diaspora* et *transnational* intervient à un moment où les liens hors des cadres territoriaux figés et immuables sont de plus en plus nombreux. Les États conteneurs [Pries, 2002] sont donc dépassés et c'est l'entre-deux qui prévaut et cela même à l'échelle infranationale[84]. En effet, l'intérêt pour le réseau, et donc la connexité, prime sur la contiguïté. Le réseau s'envisage alors de plus en plus comme une ressource, comme le suggérait déjà Emmanuel Ma Mung [Ma Mung, 2000]. Dans ce monde de la connexité, malgré son évolution sémantique, le terme de *diaspora* reste toujours marqueur et révélateur de la coprésence des membres d'une communauté à l'échelle internationale. *Transnational* a quant à lui été forgé pour traduire l'inverse de la rupture entre espace d'origine et espace d'accueil, le vide interstitiel devenant l'espace transnational, fait de liens denses envisagés dans un espace continu entre accueil et origine. Aussi, ces deux termes se trouvent-ils au service de la compréhension de phénomènes de coprésence à distance.

Diaspora et *transnational* sont deux champs sémantiques qui sont de plus en plus mobilisés pour rendre compte des politiques étatiques en matière d'extension hégémonique. En effet, il est question d'envisager, pour ces deux champs, la culture du lien par delà les frontières nationales, autant par les migrants que par les institutions gouvernementales. Ce sont les notions de déterritorialisation et reterritorialisation qui traduisent alors la mise en culture du lien État-migrant. Dans le courant des *diasporas studies*, ce sont les *diasporas policies* qui révèlent cette tendance des États à produire du lien avec les migrants. Dans ce cas, l'État endosse le rôle d'agent de production sociale dans l'espace transnational.

Employés dans des réalités similaires, leurs usages tendent à se confondre. Traducteurs d'une nouvelle coprésence à distance et de liens qui transcendent les frontières nationales, il est en effet légitime de penser à l'interchangeabilité de ces deux termes. Toutefois, leur parcours sémantique et leur empreinte spatiale concourent à les différencier.

Lorsque Roger Rouse contribue au premier numéro de la revue *Diasporas* en 1991, il documente, avec le cas Mexicain, un phénomène « nouveau », celui d'observer des communautés dispersées à travers les frontières et qui pourtant continuent à « faire communauté ». Pourtant, il n'y mentionne jamais le terme *diaspora*, privilégiant l'usage de

[84] En témoignent les études prospectives de l'Aménagement du territoire en France, *Territoires 2040*.

« circuits migrants transnationaux ». Le même constat peut-être fait dans *Nations Unbound* [Schiller et al., 1993]. L'usage du mot *diaspora* est réduit à quelques occurrences tout au plus. Aucune perspective comparatiste n'est alors envisagée entre *transnational* et *diaspora*. Pourtant, déjà en 1991, Khachig Tölölyan produit la nouveauté en juxtaposant les deux termes pour la création d'une nouvelle revue intitulée *Diaspora : A Journal of Transnational Studies*. Il juxtapose les deux termes, tout en y mêlant implicitement une dissociation. Les *diasporas* y sont alors vues comme des « communautés exemplaires d'une époque transnationale » et sont recontextualisées dans un monde de la coprésence :

« *The idea of diaspora – as an unending sojourn across different lands – better captures the emerging reality of transnational networks and communities than the language of immigration and assimilation »*[85]. [Tölölyan, 1991 : 1]

Les deux concepts seraient alors parfaitement interchangeables, puisque si l'on suit la logique des études transnationales on remarque qu'elles se justifient, comme dans cette définition donnée par Tölölyan, par la nécessité d'adopter de nouveaux éléments de langage indispensables pour décrire des phénomènes sociaux jusque là non observés.

Pourtant, il n'est pas difficile d'observer une tendance actuelle au mélange de ces concepts. On ne s'étonnera donc pas à la lecture de *La question migratoire au XXIe siècle* écrit par Catherine Wihtol de Wenden en 2010, ouvrage dans lequel l'auteur fait mention de « diasporas transnationales ». Dans ce mélange des genres, les études sur les *diasporas* produisent alors une *transnational diaspora litterature* [Lie, 1995] : la culture y est *transnational diasporic*, et le Black Atlantic de Paul Gilroy devient une illustration des *transnational roots of the African American experience* [Lie, 1995][86].

La diaspora comme *identité transnationale durable* [Reitel : 25-26], comme *chaine transnationale de communautés minoritaires* [Ray, 2008 : 13], comme produit de la *transnationalisation de l'identité nationale* [Salazar Parréas, 2001] semble se perdre dans une accumulation de notions qui, loin de rendre le concept plus lisible, le complexifie et le rend inutilisable, voire même le rend dépendant du concept de *transnational.* Dans cette

[85] « *L'idée de diaspora, comme voyage sans fin à travers plusieurs pays, capture bien mieux l'idée émergente des réseaux transnationaux et les communautés transnationales que le langage de l'immigration et de l'assimilation* ». Traduction de l'auteur .

[86] Pour révéler l'Atlantique Noir comme le produit des échanges et des flux, l'auteur mobilise le concept de *diaspora* permettant une autre lecture du temps et des identités, par une conception renouvelée du lien [Ibid. : 175].

juxtaposition, *diaspora* se trouve alors réduite à une simple dispersion, comme chez Marc Priewe lorsqu'il fait état de *récits diasporiques transnationaux* [Priewe, 2006 : 523], ou lorsque d'autres auteurs font part de *diasporic location* [Levitt et Glick Schiller, 2004 : 1012 ; Patterson 2006]. Michael Kearney participe également à cette juxtaposition, sans comparaison, lorsqu'en 1995 il écrit :

« *…the foundation of the diasporic Oaxacan communities and their transnational migrant organisations* ».[87]

Toutefois, on peut également y voir des tentatives de définition des termes par dissociation des deux comme chez Dahinden qui, en mentionnant le « transnationalisme diasporique », se réfère aux liens qui entretiennent des formations sociales à travers les frontières, maintenus par les migrants et leurs collectifs installés dans leurs pays d'accueil. Ces formations sociales produisent alors des champs ou des espaces transnationaux [Dahinden, 2009]. En réalité, adopter une perspective géographique permet d'identifier des divergences d'usage entre les deux et permet de dissocier les concepts qui, pour Thomas Faist, diffèrent principalement par leur « généalogie intellectuelle » et par l'opposition entre communauté et processus [Faist et Bauböck, 2011]. L'ouvrage co-dirigé par Faist et Bauböck traduit cet intérêt nouveau à une comparaison des deux termes. C'est dans cet ouvrage que Thomas Faist s'interroge sur l'association des deux concepts qui, pour lui, est essentielle :

« *The two concepts cannot be separated in any meaningful way. To do so would be to neglect the rich panoply of definitions and meanings that constantly overlap* ».[88] [Ibid.: 13]

Reprenant une définition traditionnelle de *diaspora*, associée à la dispersion forcée, aux expériences à travers les frontières et le retour à l'origine, il y conclut que le terme de *diaspora* est utile pour révéler la distinction culturelle des communautés expatriées dans leur espace d'installation et pour marquer l'importance de la dispersion. En revanche, *transnational* reste une notion associée à l'espace, au champ, à la mobilité et aux réseaux. Entre intégration partielle à la société d'installation – *Diaspora* – et changement des formes d'appartenances – *transnational* – se trouverait donc la divergence des concepts.

[87] « *La création des communautés diasporiques d'Oaxaca et leurs organisations de migrants transnationaux* ». Traduction de l'auteur.

[88] « *Les deux concepts ne peuvent pas être séparés convenablement. Agir ainsi reviendrait à négliger la panoplie de définitions et de significations qu'ils chevauchent en permanence* ». Traduction de l'auteur.

« *While the term « diaspora » always refers to a community or a group and has been heavily used in history and literary studies, concepts such as transnationalism – and transnational spaces, fields and formations – refer to processes that transcend international borders and therefore appear to describe more abstract phenomena in a social science language* ».[89] [Ibid.: 14]

Pourtant, Faist lui-même évoque un changement dans la perception du retour pour les *diasporas*. En effet, il avance déjà en 2008 que le « retour » est de plus en plus remplacé par des liens denses et continus à travers les frontières [Faist et Amelina 2008, Faist et Bauböck, 2011]. C'est pourquoi les notions de champs et d'espaces ne sauraient être suffisantes, par elles-mêmes, pour différencier *diaspora* de *transnational.* Revoir l'usage de la diaspora semble par conséquent un préalable à la construction de notre corpus. En l'envisageant sous l'aspect communautaire, tel que le suggère Thomas Faist, il semblerait que nous puissions donc utiliser le terme de *diaspora* aux côté de celui de *transnational.* Renvoyant à l'idée de communautés et d'espaces socialisés hors de l'État d'origine et maintenant un lien avec celui-ci, le terme serait complété, pour répondre aux besoins de cette thèse, du terme de *transnational* qui viendrait, quant à lui, éclairer les processus de socialisation et permettrait la description des espaces géographiques pratiqués.

En nous inspirant des travaux de Thomas Faist, la partie suivante s'attachera donc à délimiter les usages que nous employons dans cette thèse de *diaspora* et *transnational.*

3| Dénaturaliser les rapports de l'Homme à l'espace

Aujourd'hui, dans l'étude des migrations internationales, se combinent et s'opposent deux champs sémantiques. Alors que *diaspora* est un terme très ancien puisque vieux de deux millénaires ; alors que *diaspora* est toujours un terme majoritairement utilisé pour désigner la dispersion des Juifs dans l'espace géographique ; alors que *diaspora* évoque toujours autant le processus de dispersion que la configuration géographique de cette dissémination spatiale ;

[89] « *Alors que le terme diaspora désigne toujours une communauté ou un groupe et qu'il a été utilisé très largement dans l'histoire et dans les études littéraires, des concepts tels que le transnationalisme – les espaces transnationaux, champs et formations – se réfèrent à des processus qui transcendent les frontières internationales et semblent donc décrire des phénomènes plus abstraits dans un langage des sciences sociales* ». Traduction de l'auteur.

alors que *diaspora* se charge de plus en plus d'une connotation positive au regard des contributions faites à Israël par les Juifs en *galuth* ou les Chinois de l'extérieur, le paradigme transnational fait son entrée dans le vocabulaire en sciences humaines et sociales. Pourtant l'opposition reste encore peu relevée et la recherche de segments communs reste marginale [Faist et Bauböck, 2011]. Aussi dans leur ouvrage fondateur en 1994, Glick Schiller, Szanton Blanc et Levitt ne comparent jamais *transnational* à *diaspora*. Les diasporas sont alors discrètement effacées dans cet ouvrage qui sert principalement à justifier l'usage du terme transnational dans les recherches sociologiques, géographiques, ou encore anthropologiques.

On souhaite ici circonscrire les usages de ces deux termes dans le but de définir le vocabulaire approprié à l'analyse et la description des espaces et réseaux associatifs migrants qualifiés. La première sous partie consiste à mettre en regard les champs sémantiques du diasporique et du transnationalisme en les considérant dans leur rôle analytique d'espaces en réseaux qui sont produits par les migrants internationaux.

3.1. Un espace en réseau : les apports des travaux contemporains

3.1.1. L'approche transnationale ou la science de la double présence

Contrairement à *diaspora*, transnational est un terme beaucoup plus récent puisqu'il ne s'est diffusé que dans la deuxième moitié du XXe siècle. On se trouve donc dans l'histoire immédiate, le présent. Bien que le terme apparaisse au début du XXe siècle dans le désormais célèbre *transnational America* de Randolph Bourne, la signification prise par ce terme s'est forgée bien plus tardivement. C'est à partir des écrits de Nina Glick Schiller, Cristina Szanton Blanc et Linda Basch que le terme a été popularisé. *Nations Unbound*, ou la bible du transnational. En effet on note entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 une grande accélération des usages du terme. On comprend alors que l'effort déployé dans *Nations Unbound* est bien celui de circonscrire les usages du terme pour en éviter la dispersion. Il s'agit alors probablement d'éviter le sort ironique réservé à *diaspora*[90]. En 1994,

[90] Cette ironie était relevée par Rogers Brubaker en 2005 dans *The 'diaspora' diaspora* article paru dans le journal *Ethnic and Racial Studies.*

transnational trouve donc ses lettres de noblesse sous la plume anglo-saxonne et c'est bien plus qu'un terme qui naît puisque les chercheurs construisent dans le même temps le champ lexical du transnationalisme en incorporant les termes de transmigrant, de transnationalisation ainsi que d'autres substantifs qui participent à circonscrire les réalités à rendre compte par les *transnational studies*.

Contrairement aux *diasporas studies*, les *transnational studies* ont toujours participé à construire une image positivée du migrant et de la migration. Et c'est notamment autour de l'identité nouvellement définie d'un migrant dans l'entre deux que se construit ce nouveau champ. En effet le transmigrant bénéficie d'une image très élogieuse. Tel qu'il est définit en 1994 par Nina Glick Schiller et al., le transmigrant est l'acteur social qui « *connecte les nations* » [Glick Schiller et al., 1994 : 8].

« *Les transmigrants mènent des actions, prennent des décisions, et développent des subjectivités et des identités intégrées dans des réseaux de relations qui les connectent simultanément à deux voire plusieurs États-Nations* ». [Glick Schiller et al., 1994 :7].

Leur réflexion construite à partir de l'exemple caribéen contribue à ériger une connotation positive du terme, qui est d'ailleurs mobilisé dans ce but. L'image du transmigrant consiste alors à évoquer les contributions politiques de celui-ci vers son pays d'origine (depuis l'extérieur). L'ensemble du champ lexical auquel s'attache le transmigrant permet alors de rendre compte des constructions de tissus sociaux denses dans l'espace migratoire. Ces constructions sociales ont alors la particularité de connecter des espaces distants. On retrouve les premières théories de l'espace transnational dans les écrits de Rouse en 1991 lorsque ce dernier décrit et analyse les réseaux tissés entre les résidents d'un village au Mexique et les individus qui en sont originaires aux États-Unis. Le transmigrant, ou le « nouvel ambassadeur » des pays d'origine, se fait l'animateur d'espaces différenciés au bénéfice de la construction de continuités pour un espace qui ne fait plus qu'un [Rouse 1991 : 164]. L'existence de structures sociales telles que les organisations[91] de villageois, la régularité des communications à distance, les allers-retours plus ou moins réguliers sont alors les marqueurs d'une double présence et semblent être les vecteurs du changement social pour les pays concernés par ces circulations migratoires.

[91] Les organisations se définissent comme des « *collectifs qui se forment sur la base volontaire dans le but d'obtenir satisfaction des objectifs »* [Velasco Ortiz, 2002]

Les années 90 ont donc participé à forger une image de continuité, à mettre en valeur les productions sociales dépassant les territoires nationaux, à mettre en évidence des processus de (re)production des identités à distance, et à faire connaître les modes de contributions à distance mis en place par les migrants. Conceptualisé en opposition à la désormais célèbre « double absence » d'Abdelmalek Sayad [Sayad, 1999], la « double présence » s'impose peu à peu, à mesure que les évidences empiriques révèlent les dimensions territoriales naissantes de communautés unies par la solidarité transfrontière.

« *Leurs expériences et leurs vies n'étaient pas segmentées entre les sociétés d'origine et d'accueil* » [Glick Schiller et al., 1994 : 5]

Légitimé par le maintien du lien à distance au sein même des familles dites alors transnationales, le cas des Saint Vincentais et Grenadins (utilisé par Nina Glick Schiller) aura mis en lumière l'intensification des pratiques sociales par-delà les frontières nationales (au sens territorial du terme). Ces pratiques sont alors traduites par la mise en place d'« agendas transnationaux » [Ibid. : 104] que l'on retrouve dans l'étude des organisations de migrants. Aussi le transnational permet-il de rendre compte des relations sociales qui se nouent entre origine et accueil. Plus concrètement, ce sont les projets et activités dits transnationales qui animent cet espace nouvellement désigné de l'entre-deux : le « *twin involvment* » [Ibid. : 118].

En résulte généralement une étude bi-polarisée des espaces de vies et des pratiques de mises en circulation des migrants. Les études s'appuient alors particulièrement sur les couples migratoires tels que Mexique/États-Unis, Maroc/France, Tunisie/France, Turquie/Allemagne même si les travaux tendent à suggérer, de plus en plus, des logiques de solidarités multi-polaires. Les productions scientifiques construites à partir d'études empiriques assoient la réflexion sur les processus de socialisation à l'œuvre à l'échelle transnationale qui combinent des acteurs migrants et non-migrants et qui permettent de produire des liens durables à travers les frontières nationales.

Les études sur le transnational sont également intéressantes dans la mesure où elles conceptualisent le lien entre le migrant et son pays d'origine. Les études révèlent en effet que le départ des migrants s'associe à une tendance des États à « embrasser » ses communautés expatriées. Il s'agit donc pour les pays de départ de prendre de nouvelles dispositions législatives et gouvernementales leur permettant de conserver symboliquement ces migrants dans la « nation ». La transnationalisation des politiques suggère par conséquent la redéfinition des fonctions de l'État et de son administration. Les chercheurs suggèrent donc

rapidement deux volets de la transnationalisation : la transnationalisation par le haut, ou l'opportunité qu'ont les pays d'étendre leurs compétences à l'extérieur de leur frontières territorialisées ; et la transnationalisation par le bas, (désignées sous le terme de *grass-roots activities)* il s'agit de repérer les pratiques mises en place par les migrants. Cette conception duale connaît cependant de nombreuses critiques dans la mesure où elle garde une vision conteneurisée de l'État-nation. En s'attachant à l'étude des processus transcendantaux des espaces nationaux, l'échelle de réflexion risque alors de se figer sur la nation et de limiter les échelles d'observation.

3.1.2. La communauté multi-située de l'approche diasporique

Ramenée à sa signification grecque, *dia speiro*, *diaspora* est une notion héritée des textes bibliques. Une assise historique qui lui confère à la fois toute sa légitimité et qui la rend vulnérable puisque c'est dans le temps de son histoire que *diaspora* a évolué sémantiquement. L'évolution sémantique, caractérisée par la polysémisation de diaspora, se comprend par les différentes significations et acceptions du terme qui lui ont été conférées. Souvent, et contrairement à la signification de *diaspora* dans la Bible des Septantes, le terme est souvent associé aux termes de *galuth* et *golah* notamment dans les travaux adoptant une vision judéo-centrée. Dans ses écrits, Stéphane Dufoix [Dufoix, 2012] renvoie aux significations premières du terme qui sont : la terreur, le bannissement, la préservation et la semence. Ces deux derniers sens du terme, positivement connotés et qui conduisent à penser la présence nationale à l'étranger comme une ressource, sont à présent de plus en plus utilisés dans la littérature. Dans son acception contemporaine, *diaspora* prolonge l'idée que la nation, en tant que communauté imaginée, peut se reproduire en dehors de tout support territorial et œuvre donc en faveur d'une image a-territorialisée de la nation.

Si les perspectives contemporaines permettent d'envisager la diaspora comme une ressource désirable, on retrouve dans la littérature plus ancienne une perception négative de celle-ci. C'est le cas notamment chez William Cornelis Van Unnik, lequel associe la *diaspora* à la catastrophe. On identifie le même discours chez quelques auteurs contemporains, notamment dans les écrits de Gabriel Scheffer dont les travaux plaident en faveur d'une

utilisation judéo-centrée de *diaspora*. L'ouvrage *Diaspora Politics* consiste alors pour Gabriel Scheffer à définir et circonscrire le champ lexical de *diaspora* pour le détacher de ses usages en sociopolitique [Scheffer, 2003]. Si *diaspora* reste un terme assimilé à la catastrophe de la dispersion chez de nombreux auteurs, d'autres comme Salomon Zeitlin insistent sur le volontarisme de l'acte, qui rend la conception du départ plus proche des migrations internationales. Zeitlin évoque ainsi une double connotation du terme, portant à la fois sur ceux qui ont été bannis mais aussi ceux qui se sont volontairement installés dans d'autres pays alors qu'ils avaient eu l'opportunité de rentrer dans ce qu'était alors la Judée.

« *The word Diaspora does not mean forcible expulsion from the country but rather voluntary settling outside of the mother country* », [Zeitlin,1943][92].

La notion de *diaspora* s'articule donc autour de l'idée du retour. Condition sine qua non de la réalisation de cette nation juive qui sans s'être intégrée aux sociétés de sa dispersion, s'est « associée » aux nations et a alors contribué aux avancées scientifiques majeures des XIXe et XXe siècles. L'idéologie du retour et la perspective de reconstruire une nation territorialisée sont alors les moteurs du maintien des solidarités qui se créent dans la dispersion. Cette conception État-centrée du lien diasporique, sera déstabilisée en 1948 lorsque de nombreux Juifs feront le choix de ne pas intégrer Israël. Finalement la deuxième moitié du 20e siècle va permettre à la notion de se forger sur une conception positive du lien entre un État existant et légitime et la population résidente à l'extérieur, notamment à partir des exemples Chinois et Indiens.

Définie depuis la Bible des Septante par sa relation avec le centre (l'État), *diaspora* s'est trouvée déstabilisée par les multiples significations qu'elle a pu revêtir. Pourtant aujourd'hui on constate que *diaspora* traduit de plus en plus une relation État-centrée avec les migrants internationaux. En effet, on peut observer que la conduite de projets et l'édition de nouvelles lois permettent de renouveler le lien État-migrant et recentrent le lien qui existe entre les communautés et l'État d'origine. La fabrique communautaire en migration par l'origine est alors symptomatique de l'extension hégémonique des États.

[92] « *Diaspora ne signifie par une expulsion forcée depuis le pays d'origine mais plutôt une installation volontariste en dehors du pays d'origine* ». Traduction de l'auteur.

Depuis une image fortement négative, la notion de diaspora a évolué très fortement au XXème siècle et véhicule maintenant l'idée que les migrants peuvent être les vecteurs de profonds changements économiques et sociaux. Dans tous les cas c'est la capacité des diasporés à communiquer entre eux et à forger des espaces sociaux (construits sur une base identitaire) qui génère la production de communautés d'intérêts. En résulte des circulations. Celles-ci rendent visible, de plus en plus, le rôle joué par les gouvernements dans la production sociale en migration.

« *La diaspora chinoise, comme les autres diasporas ; est un archipel de communautés dispersées et différenciées, parfois fortement, par les conditions de la migration et son évolution en fonction de chacun des contextes nationaux. Dispersées et différentes et pourtant reliées entre elles par des relations migratoires, économiques, affectives, informationnelles s'établissant sur la base d'un sentiment d'appartenance à un même groupe* ». [Ma Mung, 2000]

Phénomène impensable par sa vastitude (Meyer, 2002 : 28), la diaspora prend corps dans la multiplicité et se bâtit sur les différences. Alors, dans ses études très détaillées sur les Chinois de l'extérieur ou *overseas* et particulièrement sur l'entrepreneuriat migrant, Emmanuel Ma Mung a mis au point une définition morphologique de la diaspora qui semble s'approcher des conceptions transcendantales courantes aux études sur le transnational. Afin de clairement différencier la *diaspora* d'une migration classique, il évoque alors deux paramètres incontournables pour la réalisation de celle-ci : la « multipolarité » et l'« interpolarité ».

« A l'échelle globale, le territoire de la diaspora est discontinu, constitué d'autant d'espaces disjoints qu'il y a de présence locale. Pourtant ces micro-territoires sont reliés entre eux d'une part au travers de circulations de biens, de personnes, d'informations […] bien réelles et d'autre part à travers la conscience diasporique ». [Ma Mung, 2000 :10]

Démunie de tout espace délimité lui appartenant, c'est la culture et l'intériorisation du soi, qui deviennent le socle de l'identité et font de la diaspora une entité au caractère extra-territorial. La diaspora comme entité qui a conscience d'elle-même, conscience de sa dispersion géographique, se conçoit alors comme une « *organisation plutôt communautaire que nationale-territoriale* » [Ibid. : 150]. Contrairement à ce que l'on observe dans la logique

État-centrée de la perspective transnationale, ici l'État évolue de manière à créer des espaces communautaires de dialogues et d'échanges. Il s'agit moins de contrôler la population expatriée que de veiller à son intégration au développement économique, politique et social national. On retiendra alors cet usage dans cette thèse. La production de nouveaux collectifs par l'initiative étatique trouve en effet une meilleure traduction dans le terme de *diaspora* que dans celui de transnational.

Aussi semble t-il préférable d'user du terme de *diaspora* et de son champ lexical pour l'étude de la fabrique du lien ethno-national et donc principalement pour l'étude des politiques de maintien du lien à distance, tel qu'on le retrouve généralement utilisé dans les écrits sur la migration qualifiée.

3.2. Les circulations migratoires : lier les Hommes et les lieux

Au delà d'une perspective communautaire du lien social produit en migration, cette thèse s'intéresse à l'aspect circulatoire des biens et des idées dans l'espace migratoire. C'est pourquoi il est intéressant de rendre compte des perspectives qu'offrent les termes de *diaspora* et *transnational* pour une meilleure analyse des circulations. La perspective circulatoire, notamment détaillée par les travaux français de Poitiers, a pris son essor dans la littérature sur les dynamiques sociales transnationales. Pourtant la littérature diasporique permet aussi de rendre compte du potentiel circulatoire des communautés expatriées.

Cette sous-partie consiste à mettre en lumière ce que les termes de *diaspora* et *transnational* apportent de différent dans la conception des transferts de savoir, d'idées, de matériel et autres biens.

3.2.1. Une vie dans l'entre-deux

En France, les académiques se sont rapidement inspirés des travaux anglo-saxons mais en s'attelant à l'observation des processus de construction des collectifs ainsi qu'aux processus de maintien des collectifs en dépit des distances. Comme dans le cas de la

migration Mexique/États-Unis, de nombreuses études ont très vite rendu compte des représentations institutionnelles que se donnaient les communautés locales mexicaines au-delà du Rio Bravo [Lanly 2004, Orozco 2005, Faret 2000,2003]. Révolutionnant les études géographiques et sociales par la mise en évidence de pratiques multi-situées, ces travaux ont conduit à centrer l'attention sur l'échelle locale. Première productrice des sociabilités, l'échelle locale devient alors prédominante dans les travaux sur le transnationalisme. On comprend alors que très rapidement les théories de l'appropriation spatiale aient émergées dans cette littérature. La spécificité française s'est forgée en alliant la perspective circulatoire à la quête de nouvelles territorialités. En témoignent les travaux empiriques d'Alain Tarrius lui permettant de conclure à la construction d'un « *territoire des circulations transnationales* » [Tarrius, 2009[93]].

Les preuves empiriques relevant les activités transnationales des migrants ont conduit les théoriciens à penser aux échanges et à leurs acteurs. Dans un monde se globalisant, l'entrée d'un acteur individuel et/ou collectif menant des activités localisées et/ou multi-localisées remet en cause le modèle unique du commerce et de la politique internationale. De nombreux travaux ont donc entrepris de caractériser le transnationalisme par les formes qu'il prenait dans l'espace. Dans ce sens, les travaux de Steven Vertovec sont d'une aide immense puisqu'en 2009 son travail de synthèse de la littérature lui permettait de mettre en place une typologie du transnationalisme. Il déduisait alors six types permettant d'appréhender les activités transnationales :

- **Celle de Guarnizo et Smith 1998 : *Par le haut et par le bas* :** le capital global, les médias et institutions politiques pour le premier et les activités *grassroots*, locales pour le deuxième.
- **Celle de Itzigsohn et al. 1999 : *Etroit et large :*** activités institutionnalisées et continues (étroit) et liens occasionnels (large).
- **Celle de Gardner 2002 : *grand et petit :*** par l'État et l'économie (grand) et par la famille, le ménage (petit).
- **Celle de Itzigsohn et Giorguli-Saucedo 2002 et 2005 : *Linéaire, dépendant des ressources et réactif :*** liens affectifs avec l'origine (linéaire) ou permis par les

[93] Intérêt et faisabilité de l'approche des territoires des circulations transnationales dans Cortes G., Faret L., *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines.* A. Colin, Coll. U, pp.43-59

aléas du marché du travail et de l'acquisition des ressources nécessaires aux pratiques transfrontières, ou encore lorsque les conditions de maintien dans le pays d'accueil ne sont pas favorables (réactif).

- **Celle d'Alejandro Portes, 2003 : Transnationalisme large et transnationalisme strict.** Les liens sont réguliers ou occasionnels pour le premier, la participation est régulière pour le deuxième.
- **Celle de Peggy Levitt 2001 : *en noyau ou étendu* :** soit le transnationalisme est prévisible et lié à des motivations particulières, il est alors le noyau de la vie sociale, soit il se pratique plus occasionnellement mais dans une « matrice de sphères » plus importante.

Dans tous les cas, c'est la circulation des biens, de l'argent, des informations et des individus qui contribue au maintien d'un continuum social entre deux espaces non continus. Mais si les travaux de Steven Vertovec ne laissent aucun doute sur la participation du global (le contexte économique, les États) et du local dans la production du transnationalisme, l'articulation des échelles ne semble pas être au cœur de la réflexion. C'est pourtant ce qui motive notre étude des espaces et réseaux de l'associatif migrant qualifié andin. C'est par la production de sociabilités multi-scalaires et d'échanges multi-acteurs que l'on imagine, en effet, l'émergence de nouvelles formes de productions territoriales.

Parce que le transnationalisme suggère des processus de constructions sociales ancrés dans deux voire plusieurs territoires alors il semble intéressant de mobiliser ce champ lexical dans l'étude des activités mises en place par les migrants. Cette perspective et l'usage de ce vocabulaire, dont l'emploi en France reste réservé aux pratiques par le bas, permettrait en effet de dissocier les circulations générées par les activités des migrants ancrés dans plusieurs lieux, des dispositifs à vocation circulatoire mis en place par les gouvernements.

3.2.2. Des communautés de projet sans frontières

Très tôt, les *diasporas* ont été théorisées et envisagées dans leur rapport à l'espace par leurs relations qu'elles entretenaient avec le centre. Si l'on ne raisonne pas à l'échelle locale de la communauté, de la famille ou du village, on raisonne à l'échelle de l'État et de la nation

pour évaluer le socle identitaire fondateur de l'unité. Les exemples apportés pour la diaspora juive, grecque ou chinoise révèlent le rapport entretenu entre les diasporés et leur nation, celle-ci étant un référent dans le discours et dans les actes, fédératrice d'une identité qui se cultive au-delà des frontières territoriales, et repoussant les limites de la nation au-delà des limites des États.

Qu'elles soient « culturelles », « d'affaires » ou bien « classiques », les *diasporas* se définissent par leur articulation à une entité globale d'un ensemble de petites entités dispersées et minoritaires. *Diaspora*, comme processus, comme forme spatiale, comme minorité ethnique, revêt alors une sémantique large et englobante qui révèle d'elle-même la complexité du concept.

Définies morphologiquement par la multipolarité et l'interpolarité de leurs communautés, les diasporas jouissent d'une attention toute particulière des États d'origine dans la mesure où leur potentiel circulatoire permet de palier au manque de main-d'œuvre qualifiée. C'est par cette approche que les travaux sur la diaspora scientifique et technique envisagent les communautés qualifiées expatriées. Manne scientifique, politique et économique les migrants internationaux semblent ouvrir de nouvelles perspectives dans leurs pays d'origine. Disposés à coopérer ou non, il s'agit pour les gouvernements (et l'administration en général) de tisser un lien étroit avec les migrants, sur une base identitaire, afin de renforcer les échanges entre les pôles migratoires et le centre.

Se comprenant par l'ambition des pays d'origine de se hisser dans l'économie de la connaissance cette dynamique de production communautaire semble s'inscrire au service de la globalisation pour le compte d'États. C'est pourquoi la perspective circulatoire conçue à partir du champ lexical de la *diaspora* semble répondre des stratégies nationales et non de communautés d'intérêt de migrants internationaux.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Échelles

Si *diaspora* et transnational résultent sur des conceptions morphologiques contrastées, elles trouvent leur point d'intersection dans la dissociation faite entre le dedans et le dehors. Mais entre vision processuelle et vision communautaire, *transnational* et *diaspora* trouvent bien ici une ligne de divergence qui nous conduit à devoir user des deux champs lexicaux. D'une part, le transnationalisme permet de concevoir les activités produites par les migrants, d'autre part, la diaspora permet d'analyser les stratégies administratives d'absorption du capital humain et financier qui existe au delà des frontières territorialisées de l'État. Cette tendance des États à vouloir dominer les échanges transnationaux et bénéficier de ceux-ci se retrouve dans les agendas politiques qui, de plus en plus souvent, cherchent à valoriser la présence des citoyens à l'extérieur des frontières et à renforcer leur capacité de transferts matériels et immatériels. C'est pourquoi, les agendas politiques peuvent avoir rendu possible l'existence du transnational en soutenant les organisations de migrants. C'est ainsi que l'on comprend la tendance à la déterritorialisation des nations d'origine, puisque c'est à partir d'un socle social que les nations se constituent et non territorial tel qu'on le pensait jusqu'au siècle dernier. La communauté s'appuie alors sur un espace de partage identitaire, culturel, économique, financier etc. qui dépasse le cadre national territorial. Les États peuvent alors mettre en place des stratégies d'expansion symbolique de la nation afin de mieux récupérer le savoir et les biens possédés par les citoyens de l'étranger. Ces « *nation building practices* » (pratiques d'édification de la nation) consistent donc plus clairement à mettre les transmigrants au service de leur État :

« *The nation's people may live anywhere in the world and still not live outside the state* » [Linda Basch, 1994].[94]

[94] « *Les sujets de la nation peuvent vivre n'importe où dans le monde tout en restant à l'intérieur de l'État*. » Traduction de l'auteur.

Qu'il s'agisse d'une reconstitution mnémonique d'un territoire ou d'une volonté politique de reproduire l'identité nationale par delà les frontières, ces nouvelles appropriations de l'espace de la nation ont conduit à théoriser les recompositions territoriales en cours par les notions d'a-territorialisation, de déterritorialisation et de reterritorialisation. Mais cette thèse cherche à identifier les espaces et surtout les territoires qui sont produits par des formes sociales articulant les espaces locaux, nationaux et internationaux. Ici le territoire n'est donc pas envisagé dans la continuité géographique, mais dans la continuité du social, le groupe faisant sens plus que la topographie ou la toponymie. Aussi, la territorialité ne peut être envisagée, selon nous, en dehors d'une étude de la réflexivité des acteurs sur ce territoire qu'il s'agisse aussi bien des États que des migrants. En aucun cas, nous ne pouvons considérer l'action centralisée des États comme un élément de territorialisation des citoyens expatriés. Toutefois, il convient de reconnaître que les apports scientifiques précédents ont le mérite de mettre en avant la reconfiguration géographique des États-nations.

Pour éviter toute dérive État-centrée, cette thèse de géographie se construit sur un support multi-scalaire de données empiriques. L'échelle locale tout d'abord. C'est à cette échelle que se situent les principaux acteurs, responsables et dirigeants associatifs ainsi que les institutions avec lesquelles les structures associatives sont en interaction. Les échelles régionale, nationale et internationale ensuite. Le besoin éprouvé par les structures associatives et leurs membres de trouver des partenaires, de collaborer avec des entités de natures et d'origines multiples introduisent nécessairement le besoin de tisser des liens en dehors de l'espace local d'accueil mais aussi en dehors de l'espace d'origine. On cherche donc à comprendre quels sont les rôles endossés par les agences internationales, les entreprises, les universités, les gouvernements dont les collaborations seraient susceptibles de produire un espace de circulations très hétérogène mais qui permettrait l'existence d'une communauté d'intérêt dépassant les frontières nationales autant par leur support géographique que social.

CONCLUSION

PARTIE I

En quête d'une meilleure compréhension des mutations sociales et gouvernementales en marche dans le processus de socialisation des migrants qualifiés andins dans l'espace de la dispersion, cette thèse de géographie prend le parti d'user de l'espace diasporique comme espace englobant l'ensemble des initiatives ayant pour caractéristique commune de mobiliser les migrants qualifiés, que ces derniers soient acteurs ou agents des transferts et circulations migratoires.

En envisageant les dynamiques sociales dans l'espace diasporique sous des formes transnationales et diasporiques, notre recherche se différentie des travaux académiques réalisés jusque là. Parce que les acteurs sont diversifiés et qu'ils existent dans des espaces plus complexes qu'ils n'ont été envisagés jusque maintenant, l'hybridité conceptuelle se met ici au service de l'analyse affinée des espaces et des réseaux produits par et/ou pour les migrants qualifiés andins.

Aussi les processus de production de l'associatif migrant qualifié andin auront une place privilégiée dans notre réflexion. Ceux-ci nous éclairerons, en effet, sur les dynamiques par le bas ainsi que sur les dynamiques systémiques qui génèrent aujourd'hui un tissu associatif dont il nous incombe de connaître à la fois les limites, les acteurs et les productions spatiales.

C'est pourquoi *transnational* et *diaspora* permettront d'éclairer notre réflexion. D'abord en permettant de préciser les acteurs intervenant dans la socialisation en réseau des migrants qualifiés andins, mais aussi en saisissant les conséquences que ces différentes productions spatiales ont sur le retour, la circulation des compétences et plus largement sur la production des réseaux du savoirs au-delà des frontières nationales territoriales.

Seconde Partie

L'ESPACE ASSOCIATIF AU PRISME DES TEMPORALITES

PARTIE II

Introduction

L'étude des espaces et réseaux de l'associatif migrant rend nécessaire l'analyse de leur production dans le temps, aux échelles individuelle et collective. C'est pourquoi cette partie s'engage à analyser la place du temps dans la pratique de l'espace migratoire, tant par les individus que par les collectifs. Cette partie soulignera l'importance des trajectoires individuelles à toutes les étapes de la migration internationale, allant du départ du migrant jusqu'à son retour. Elle permettra ainsi d'intégrer aux structures relationnelles, l'ensemble des mobilités spatiales, définitives ou temporaires. En détaillant les étapes favorables aux circulations migratoires, et donc en analysant les temporalités porteuses de sociabilités dans l'espace migratoire, cette partie aura alors pour ambition d'aller au-delà d'une lecture Nord-Sud des circulations et démontrer que l'associatif migrant andin en Europe est doté d'une complexité qui devra être approfondie par la suite.

Afin de répondre de cette ambition, les chapitres trois et quatre se construisent autour d'une structure en trois temps. Le premier est le temps pré-migratoire qui correspond au temps qui précède la première migration. La phase per-migratoire est celle qui correspond au temps passé en migration, dans un ou plusieurs pays. Finalement, la phase post-migratoire qui correspond au temps du retour définitif.

Le chapitre III aura pour vocation de présenter la trajectoire migratoire comme le lieu et le temps de la sédimentation des solidarités qui crée des espaces de transferts et d'échanges. En nous appuyant sur les cas associatifs européens nous montrerons que les circulations migratoires dépendent de solidarités transnationales et diasporiques façonnées par des initiatives individuelles, collectives ou institutionnelles. Le chapitre IV aura pour vocation, quant à lui, de révéler le temps du retour comme un temps qui conditionne les activités transnationales. Le retour, qu'il soit alternatif ou définitif, sera donc considéré par ses fonctions d'accélération des échanges mais aussi par l'utilisation que l'individu effectue de ces retours. Ces données permettront de connaître la multiplicité des acteurs intervenant dans la construction de l'associatif migrant ainsi que dans le maintien des solidarités transfrontières.

CHAPITRE III

LIEUX ET TEMPS DE LA SEDIMENTATION DES SOLIDARITES TRANSNATIONALES

Le tournant transnational qui s'est donné à voir dans les études sociologiques dès le début des années 1990 a permis de répondre aux interrogations qui, jusque là, restaient en suspend au sein de la communauté scientifique. Alors, l'intérêt pour les interactions entre acteurs non étatiques a conduit à questionner l'influence des contextes sociologiques et géographiques dans la construction et le maintien, dans le temps, des liens de confiance et d'action. Les travaux portant leur intérêt sur l'influence des contextes sociaux et des structures relationnelles pour la mobilisation individuelle et collective [Klandermans et Oegema, 1987 ; R.V. Gould, 1995] ont ensuite trouvé une continuité dans les théories du capital social. Très vite, les structures relationnelles ont été identifiées comme des entités pourvoyeuses de ressources [Coleman 1990], voire d'entités productrices de solidarité et de confiance [Putnam 1993]. Jouissant d'une considération de plus en plus grande, les acteurs non étatiques se voient dans le même temps libérés des traditionnelles accusations pour insubordination politique dont ils étaient les cibles jusque là [Gilroy, 2010]. Dans ce contexte se développe un intérêt pour les « *conséquences biographiques de l'engagement* » des activistes [Fillieule, 2005, 2009] qui consiste à étudier le devenir des individus engagés dans des causes politiques. De la sorte, les travaux ont impliqué des horizons académiques extrêmement divers afin de nourrir les théories du capital social.

En se nourrissant de la sociologie des organisations, on envisage ici de comprendre les logiques d'association des migrants dans les trois pays européens engagés comme terrains dans cette thèse de doctorat (Allemagne, Espagne et France). Ce chapitre a donc pour vocation de poser le regard sur les logiques de l'engagement associatif des migrants qualifiés

latino-américains en Europe en liant les logiques d'action aux opportunités et contraintes des espaces sociaux et géographiques qu'ils pratiquent. Il s'agira notamment de montrer que les pratiques des migrants sont ancrées dans des systèmes de mise en mobilité complexes.

C'est pourquoi ce chapitre se déroulera en trois temps. Tout d'abord, la première partie de ce chapitre permettra de présenter l'échantillon européen utilisé dans cette thèse et, par conséquent, utile à la description et l'analyse des sociabilités observées en Europe. Cette première partie se complètera d'une deuxième partie vouée à lier les phénomènes de solidarités collectives à l'expérience individuelle des migrants. Nous insisterons alors sur le fait que les trajectoires individuelles sont porteuses d'externalités positives sur les circulations migratoires. Pour cela, nous envisagerons l'associatif dans les trajectoires de vie des qualifiés. On tentera alors d'identifier les facteurs de socialisation des migrants en mobilisant les données collectées dans les trois pays européens de l'étude (Allemagne, Espagne et France). Finalement, afin de montrer la plasticité des sociabilités rencontrées en Europe, on détaillera, en troisième partie, comment des expériences migratoires passées influent sur les sociabilités contemporaines. Notre réflexion se nourrira particulièrement de l'expérience des latino-américains installés en Europe, ayant eu une expérience migratoire préalable en Russie. S'il s'agit bien d'un cas particulier, son étude sera très instructive puisqu'elle permettra de montrer la plasticité de la centralité dans la construction du lien social diasporique. Ces trois parties permettront alors d'établir un premier lien entre circulations migratoires et sociabilités transnationales.

1 |L'associatif migrant qualifié andin en Europe

Dans l'analyse de la production sociale, l'espace et le temps sont deux unités d'observations à conjuguer afin de s'assurer de la prise en compte du phénomène dans toute sa complexité. Tous deux sont en effet les supports d'évolutions sociales, le théâtre d'innovations qui bouleversent l'ordre établi ; en somme, des vecteurs de changements. Mais ils ne peuvent, l'un sans l'autre, intervenir dans de pareils processus. En considérant que la dimension du vécu (en tant qu'expérience individuelle ou collective) conditionne les

changements sociaux, il est nécessaire d'incorporer les trajectoires migratoires dans le substrat social identifié. Celles-ci doivent nous éclairer sur les raisons qui amènent les migrants à tisser des liens avec d'autres professionnels, co-nationaux ou non, depuis leur espace d'installation et de raisonner sur les éléments qui conditionnent la production du tissu associatif migrant, autant en Europe qu'en Amérique Latine.

1.1. L'émigration contemporaine des Latino-Américains qualifiés

On estime qu'en 2000 il y avait 20,5 millions de migrants latino-américains hautement qualifiés dans les pays de l'OCDE. Autrement dit, on enregistrait une hausse de plus de 60% par rapport à l'année 1990 [Lozano et Gandini, 2009]. Ainsi, les flux de migrants qualifiés tendent à égaliser les flux de migrants peu ou pas qualifiés (25 millions en 2000 avec une hausse de 44% seulement). Ces statistiques rendent compte de l'importance que prennent les migrations qualifiées au 21^{e} siècle et justifient l'engouement international pour ces flux [ECDPM, ODI, DIE, 2013 ; OCDE 2013]. En effet, l'engouement pour l'étude des migrations internationales qualifiées va bien au-delà des écrits scientifiques. Cet engouement se justifie par l'idée d'un développement centré sur le développement scientifique et technique des pays du Sud et suggère ainsi que la mobilité internationale puisse bénéficier à ce modèle de développement au moyen de transferts.

On souhaite alors, à partir des données statistiques officielles et des données issues de nos entretiens, rendre compte des possibles moteurs de la mobilité des compétences, tant en ce qui relève du départ migratoire que des circulations du savoir. Pour cela, les tableaux présentés ici servent à contextualiser le départ des migrants et introduire les acteurs des circulations migratoires situés en Allemagne, en Espagne et en France.

On suppose en effet, que le départ des migrants trouve sa justification dans le manque d'investissement dans la recherche, le manque de postes disponibles à temps plein et, plus globalement, le manque d'intérêt pour la recherche et le développement de nos quatre pays andins. Afin d'analyser le contexte de départ des migrants, cette partie s'articule autour de données statistiques de l'OCDE, de la RICYT et de l'UNESCO.

D'abord, nous choisissons d'apprécier la fuite des cerveaux latino-américaine en liant ce phénomène aux conditions de développement scientifique et technique des gouvernements en présence. Dans la région andine ce sont environ 29% des diplômés du supérieur (2008-2010) qui désirent s'établir à l'étranger. Le tableau n°1 qui s'appuie sur les travaux de l'OCDE en partenariat avec l'AFD, révèle que le désir de partir pour les qualifiés est largement répandu. Dans le même temps, la part des migrants andins ayant un niveau d'éducation élevé montre bien que les migrants qualifiés privilégient les pays de l'OCDE pour s'établir de façon temporaire ou permanente.

Tableau n°1 : *L'émigration qualifiée des pays andins en chiffres*

Pays	Nombre de personnes qui émigreraient de façon permanente, si elles en avaient la possibilité (%) 2008-2010	Taux d'émigration des diplômés du supérieur (%) En 2000	Part des migrants ayant un niveau d'éducation élevé dans les pays de l'OCDE (%) En 2005-2006
Bolivie	30	5,6	24,3
Colombie	33	7,5	30,4
Équateur	21	7	15
Pérou	31	4,4	32,5

Source : OCDE, AFD 2012

Nombreux sont donc les candidats au départ. Dans le même temps, la formation des jeunes peut atteindre 20% des dépenses gouvernementales totales[95]. Selon la perspective, aujourd'hui dépassée, de la fuite du savoir dite du *brain drain*, ces données révèleraient l'engrenage dans lequel les États seraient. En suivant la logique du *brain drain*, qui considère les marchés nationaux comme des marchés fermés on pourrait imaginer que, malgré les efforts d'investissements de l'État, les marchés de l'emploi resteraient insuffisamment alimentés puisque les cerveaux formés *in situ* s'établiraient à l'étranger [Gaillard et Gaillard 2001 ; Bhagwati et Dellafar 1973]. Pourtant, on sait aussi que les politiques publiques peinent

[95] Pérou 20,7% ; Bolivie 18,1%, Colombie 14,9%, Equateur 8%. UNESCO 2010, E*xpenditure on education as % of total government expenditure.*

à suivre leurs propres objectifs en termes d'emploi et/ou de renforcement des moyens mis à disposition de la recherche. Pour exemple, les dépenses en recherche et développement de la Colombie (en % du PIB) peinent à suivre les ambitions nationales d'aide à la recherche (voir tableau n°4). Ce pays, qui pourtant reste le plus gros investisseur R&D de la région andine, est loin d'atteindre 0,5% du PIB[96] qui reste son objectif. Le manque de conditions propices à l'enclenchement d'une dynamique durable en faveur du développement des sciences et technologies pénalise fortement les pays d'origine, ici les pays andins. Ce manque d'investissement explique donc, partiellement, que la part des migrants qualifiés sur la population migrante totale soit importante (elle atteint 32,5% dans le cas péruvien pour les pays de l'OCDE et 26,6% pour le total des destinations, ce qui en fait la population émigrée la plus qualifiée des pays andins).

Nous poursuivons notre travail statistique en utilisant les données de la RICYT, de la Banque Mondiale et de l'UNESCO. Nous utilisons ces données afin de présenter les conditions d'emploi des personnels qualifiés. Il s'agit d'évaluer le lien existant entre les conditions du marché du travail et le départ en migration. Pour cela, il semble important de s'attarder sur la nature des contrats offerts aux chercheurs, et particulièrement d'en saisir la précarité (tableau n°2), tout en prenant conscience que ces chercheurs restent peu formés dans la plupart des pays andins (tableau n°3). Ceci permettra de comprendre l'intérêt que peuvent avoir les pays d'origine de maintenir le lien et favoriser les retours de type *brain gain.* Autrement dit, ces données permettent de comprendre ce qui pousse les États à renforcer la coopération transnationale.

Cette étude statistique révèle de manière transversale que les moyens mis en œuvre pour la recherche et développement ne sont pas satisfaisants pour « maintenir » les populations les plus qualifiées. Tout d'abord, le tableau n°2 nous renseigne sur la nature des contrats liant les chercheurs à leur entreprise (publique ou privée), ainsi que sur la quantité de chercheurs disponibles. En premier lieu, nous nous intéressons à la quantité de travail que les chercheurs doivent fournir dans le cadre de leur emploi. Cette information est utile pour comprendre les motivations de départ (et de non retour définitif) puisque de mauvaises conditions d'emplois peuvent nuire aux chercheurs. En effet, ne se vouant pas à l'exercice exclusif de leur fonction de chercheurs, ces derniers ne peuvent pleinement s'intégrer dans des dynamiques collectives et effectuer des travaux supplémentaires tels que la rédaction de

[96] Donnée COLCIENCIAS, ACIS 2012

projets, la recherche de financements, la rédaction d'articles ou d'ouvrages pénalisant, dans le même temps la production scientifique nationale. On note que les chercheurs sont plus nombreux à travailler à mi-temps en Équateur et en Colombie, puisqu'ils sont respectivement 1,76 et 2,25 chercheurs pour un seul temps plein[97]. Autrement dit, on peut penser que ces derniers se retrouvent dans une situation susceptible de les conduire à cumuler plusieurs emplois. Cette situation est néanmoins comparable à celle des trois pays européens de notre étude. Dans ces derniers, le ratio oscille entre 1,33 et 1,66[98]. Dans les deux cas, on peut conclure que 30 à 60% des chercheurs sont en situation précaire. Toutefois, une fracture apparaît entre les deux régions au regard du nombre de chercheurs disponibles pour 1 million d'habitants. En effet les chercheurs sont 14 à 24 fois plus nombreux dans les pays européens (de notre étude) que dans les pays andins. Ces données vont dans le sens d'un manque de recrutement des chercheurs et, par conséquent, d'un manque d'investissement dans les moyens humains pour la recherche et le développement (voir tableau n°4).

Outre le manque de chercheurs, on observe qu'ils sont très peu nombreux à disposer de diplômes en adéquation avec leurs obligations de recherches. Ceci s'explique par le manque de formation du supérieur sanctionnant un diplôme de doctorat dans les quatre pays de l'étude. Pourtant, des efforts ont été faits sur les dix dernières années, notamment en Colombie, pays pour lequel nous disposons également des chiffres de la RICYT. Pour tous les domaines confondus, le nombre de doctorats délivrés entre 2001 et 2011 affiche un taux d'évolution de près de 700% avec un taux record pour les doctorats en sciences humaines et sociales (+900% sur la période avec un nombre de diplômes délivrés passant de 6 en 2001 à 60 en 2011) suivi par les sciences dures (+643%) qui restent dominantes avec 156 doctorats délivrés en 2011 (soit 60% du total des doctorats délivrés en 2011 en Colombie)[99]. Cette progression révèle les efforts déployés par le gouvernement colombien et les institutions de l'enseignement supérieur, afin de dispenser des formations complètes dans toutes les disciplines.

---

97 Pas de données disponibles pour le Pérou. Les données UNESCO nous permettent de connaître le nombre de chercheur dans un pays, calculé en personnes (*headcount)* et de le comparer pour chaque pays au nombre de chercheur en équivalent temps plein (de l'anglais FTE*, full-time equivalent*). Le ratio nous donne donc le nombre de chercheurs qui existe pour le nombre de contrats à temps plein disponibles. Pour information ce ratio est de 1,33 pour la France (ce qui signifie qu'il existe 1,33 chercheur pour 1 poste à temps complet).

98 En France et en Allemagne les femmes semblent plus concernées par un mi-temps puisque le ratio (brut sur équivalent temps plein) est de 1,8 en France et 2 en Allemagne.

99 Voir annexe n°5

Tableau n°2 : *Les moyens au service de la recherche dans les pays de l'étude*

	Personnel total R&D (ETP)	Personnel total R&D (brut)	Chercheurs pour 1 million d'habitants (ETP)	Chercheurs pour 1 million d'habitants (brut)	Total chercheurs (ETP)	Total chercheurs (brut)	Chercheurs en % du total R&D	Ratio chercheurs (brut/ETP)	Ratio chercheurs femmes
Bolivie	*2631*	*3580*	*162*	*212*	*1646*	*2153*	*60,14*	*1,31*	-
Colombie	-	-	*164*	*347*	*7160*	*16123*	-	*2,25*	*2,32*
Équateur(1)	*2622*	*4622*	*103*	*181*	*1491*	*2623*	*56,75*	*1,76*	-
Pérou(2)	-	*8434*	-	-	-	-	-	-	-
Allemagne(3)	*534565*	*774271*	*3814*	*5825*	*317226*	*484566*	*62,58*	*1,53*	*2*
Espagne	*222022*	*360229*	*2916*	*4850*	*134653*	*224000*	*62,18*	*1,66*	*1,66*
France	*397756*	*523648*	*3789*	*5046*	*239613*	*319051*	*60,93*	*1,33*	*1,8*

(1) Données de 2008
(2) Données de 2004
(3) Données de 2009

Sources : RICYT (Red de indicadores de ciencia y tecnologia Iberoamericana e Interamericana), OCDE (Country statistical profile) et UNESCO Institute for Statistics.

C'est en Colombie que les chercheurs sont les plus qualifiés puisque 24% d'entre eux disposent d'un Doctorat et 43% ont un Master (voir tableau n°3). Dans les autres pays (Équateur et Bolivie) le niveau académique le plus représenté est la Licence (respectivement 62 et 37 %). Dans ces deux pays, ils sont 60% environ à disposer, au maximum, d'une licence.

Tableau n°3 : *Les chercheurs nationaux par niveaux de formation (en %) en 2010*

Formation complétée	**BOLIVIE**	**COLOMBIE**	**EQUATEUR**	**PEROU**
DOCTORAT	11,19	24,22	6,55	N.A
MASTER	31,02	43,31	31,45	N.A
LICENCE	37,38	29,63	61,99	N.A
AUTRES	20,38	2,83	0	N.A

Sources : RICYT. Toutes les données sont calculées sur la base de l'année 2010.

Tableau n°4 : *L'investissement matériel dans la recherche et le développement en 2010*

	DRID par chercheur en (en milliers de $ PPA) prix courants	**DRID par chercheur (en milliers de $ PPA) prix constants**	**DRID en % du PIB**
Bolivie(1)	*45,8*	*33,4*	*0,16*
Colombie	*117,7*	*47,2*	*0,19*
Équateur(2)	*189,3*	*107,6*	*0,26*
Pérou	-	*47,9*(3)	*0,15*(4)
Allemagne	*263,1*	*170*(5)	*2,8*
Espagne	*150,3*	*77*	*1,39*
France	*208,4*	*156,5*	*2,24*

(1) Données de 2009 ; (2) Données de 2008 ; (3) Donnée de 2004 ; (4) Donnée de 2003 ; (5) Donnée de 2009.

Sources : UNESCO et RICYT.

Jusque là notre étude statistique s'est nourrie de données sur la recherche dans les pays de l'étude et a souligné le manque d'investissement de la part de l'État et le manque de professionnalisation du personnel, tous deux sanctionnant l'ensemble du secteur de la recherche et de l'innovation. Au regard de ces données, on comprend que le différentiel qui existe entre les pays d'origine et les pays d'installation explique, en partie, les circulations migratoires. Pourtant, on sait bien que les transferts et la production d'espaces de transferts ne s'explique pas seulement par l'existence de telles différences. Ceci nous incite, par conséquent, à approfondir notre étude en évaluant le profil des migrants qui participent à l'associatif migrant et prennent part aux circulations du savoir entre l'Europe et l'Amérique Latine.

Des migrants formés et urbains

En Europe, la localisation des migrants qualifiés montre une situation plus favorable dans les pays non hispanophones dans un axe correspondant à la dorsale européenne. Une configuration à laquelle les Péruviens semblent, toutefois, faire exception. Une localisation préférentielle en méditerranée (Espagne, France et Italie) qui s'explique dans le cas italien par des liens historiques qui existent entre les deux pays et qui rendent le processus d'installation facile pour les péruviens ayant des ancêtres italiens (planches cartographiques n°3 et n°4 pages 146-147). Une attraction pour les espaces dynamiques qui laissent présager une migration principalement d'espaces urbains à espaces urbains. En effet, l'utilisation des données espagnoles très bien détaillées nous permet de connaître par exemple les départements d'origine des migrants qualifiés vivant en Espagne.[100] On constate, en étudiant leur origine qu'ils sont principalement originaires d'espaces urbains. On identifie en effet très bien les départements de Pichincha (Quito) et Guayas (Guayaquil) pour l'Équateur ; de Lima pour le Pérou ; de Bogota, Antioquia (Medellin) et Valle del Cauca (Cali) pour la Colombie ainsi que les départements de La Paz et Cochabamba pour la Bolivie. Ces données sont observables sur les planches cartographiques n°1 et n°2 pages suivantes.

[100] Par l'enquête de l'INE 2007 « Encuesta Nacional de Inmigrantes ». Il s'agira ici des données collectées auprès des chefs de famille (personne désignée par le foyer pour répondre aux questions complémentaires de l'enquêteur).

Planche cartographique n°1: *Origine des Péruviens et Equatoriens qualifiés en Espagn*e

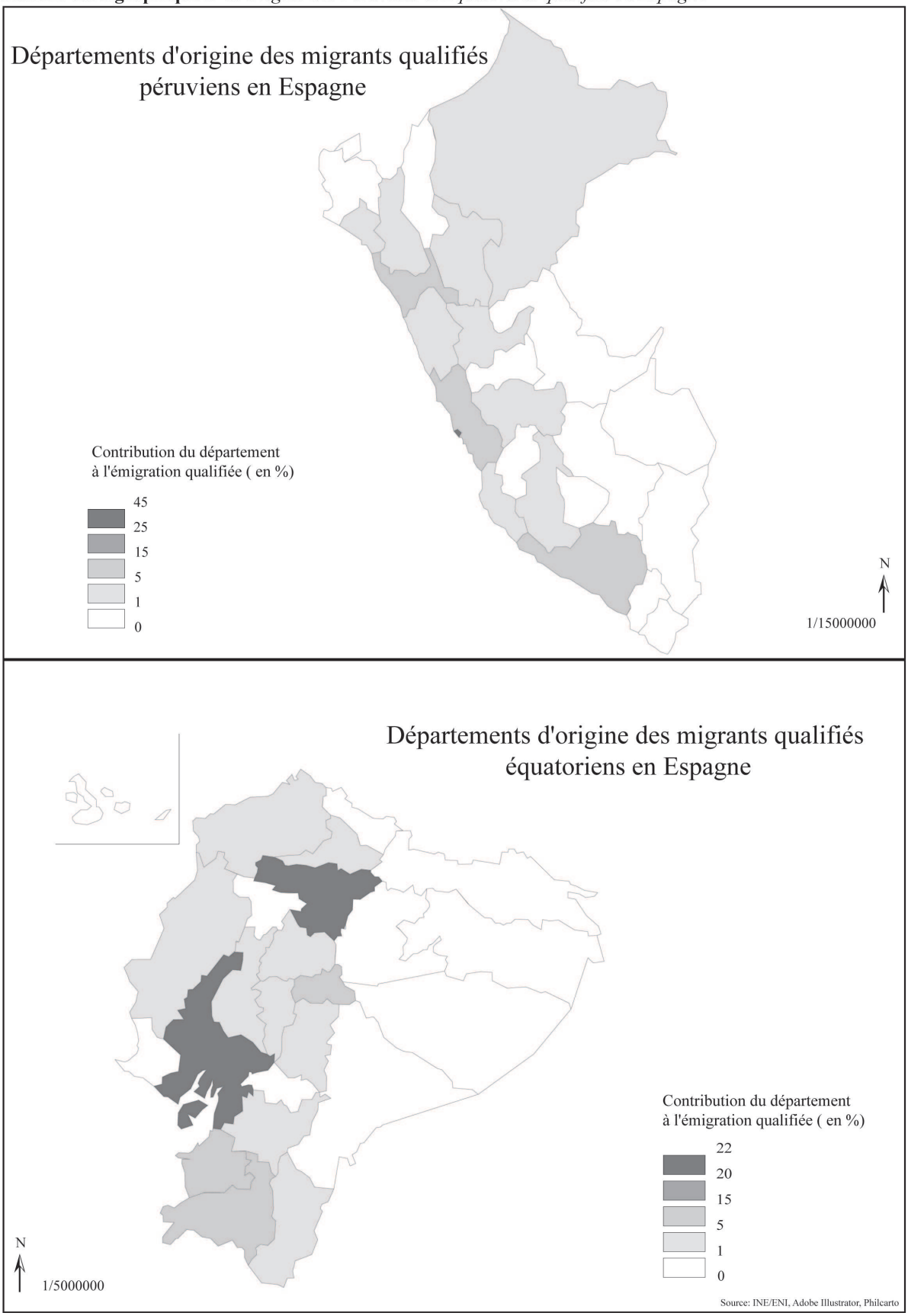
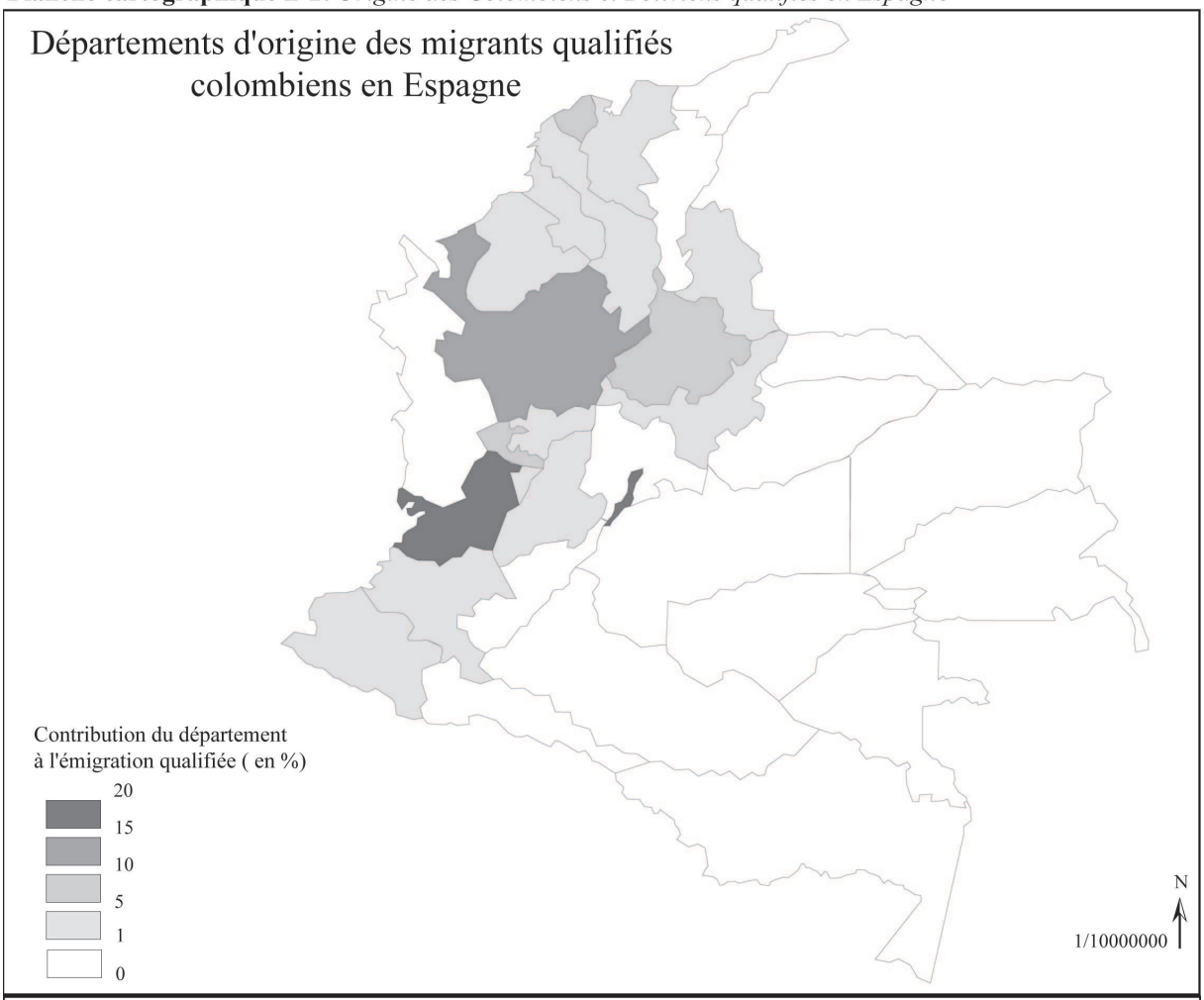


Planche cartographique n°2: *Origine des Colombiens et Boliviens qualifiés en Espagne*



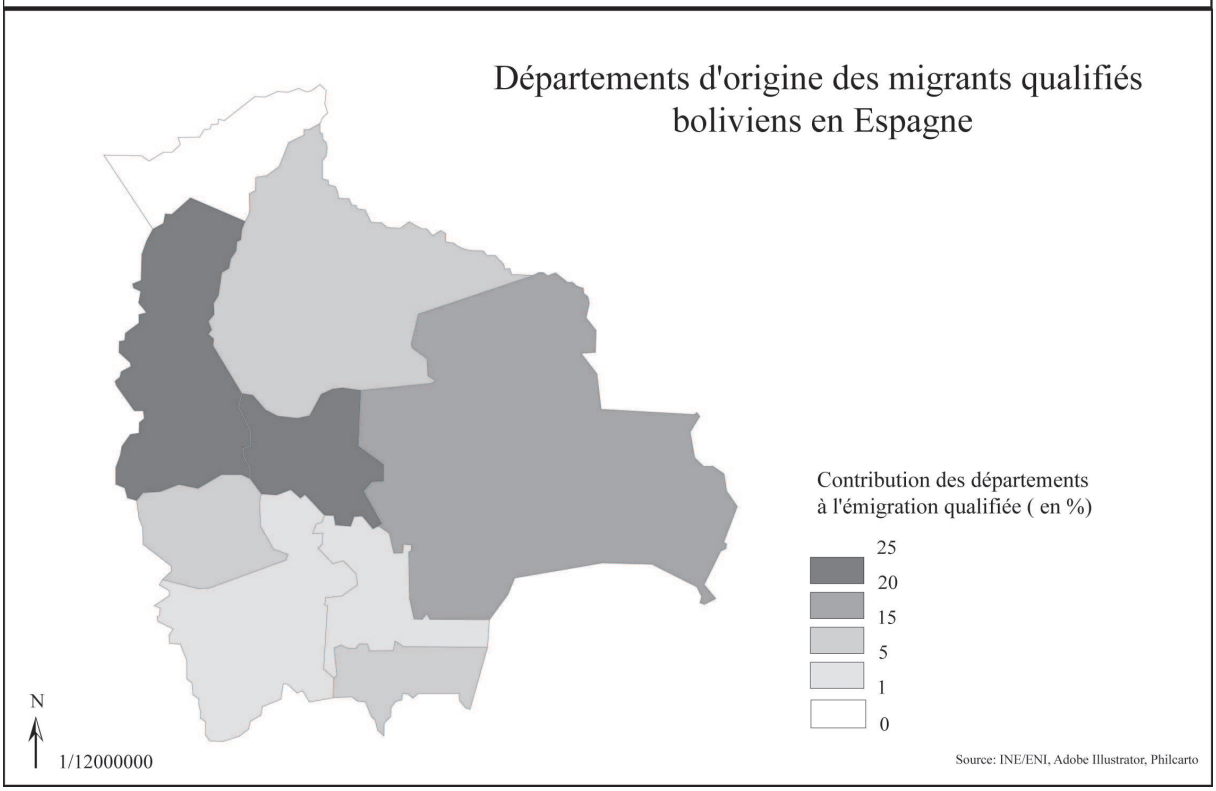


Planche cartographique n°3: *Les qualifiés boliviens et colombiens en Europe de l'Ouest*

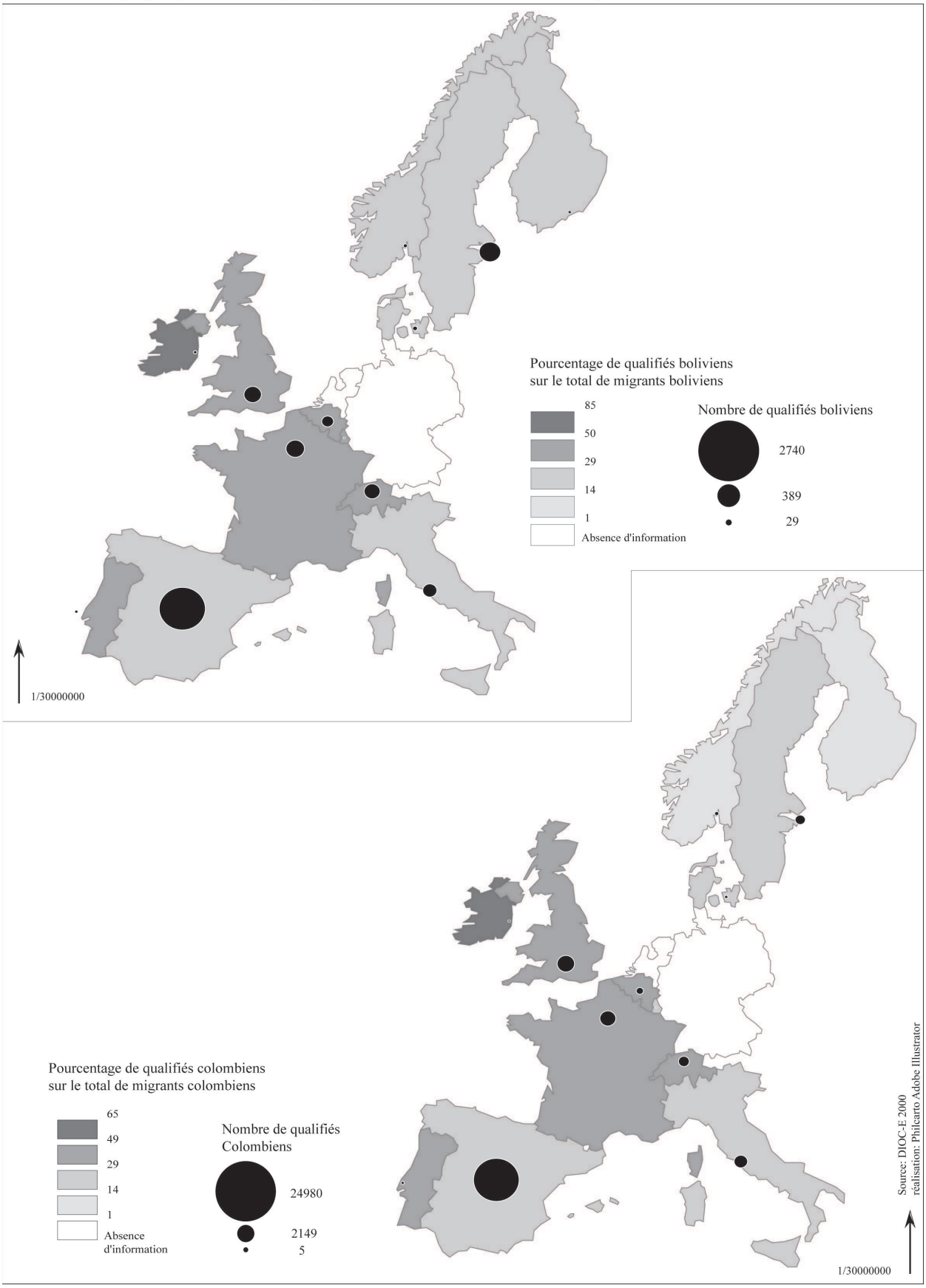
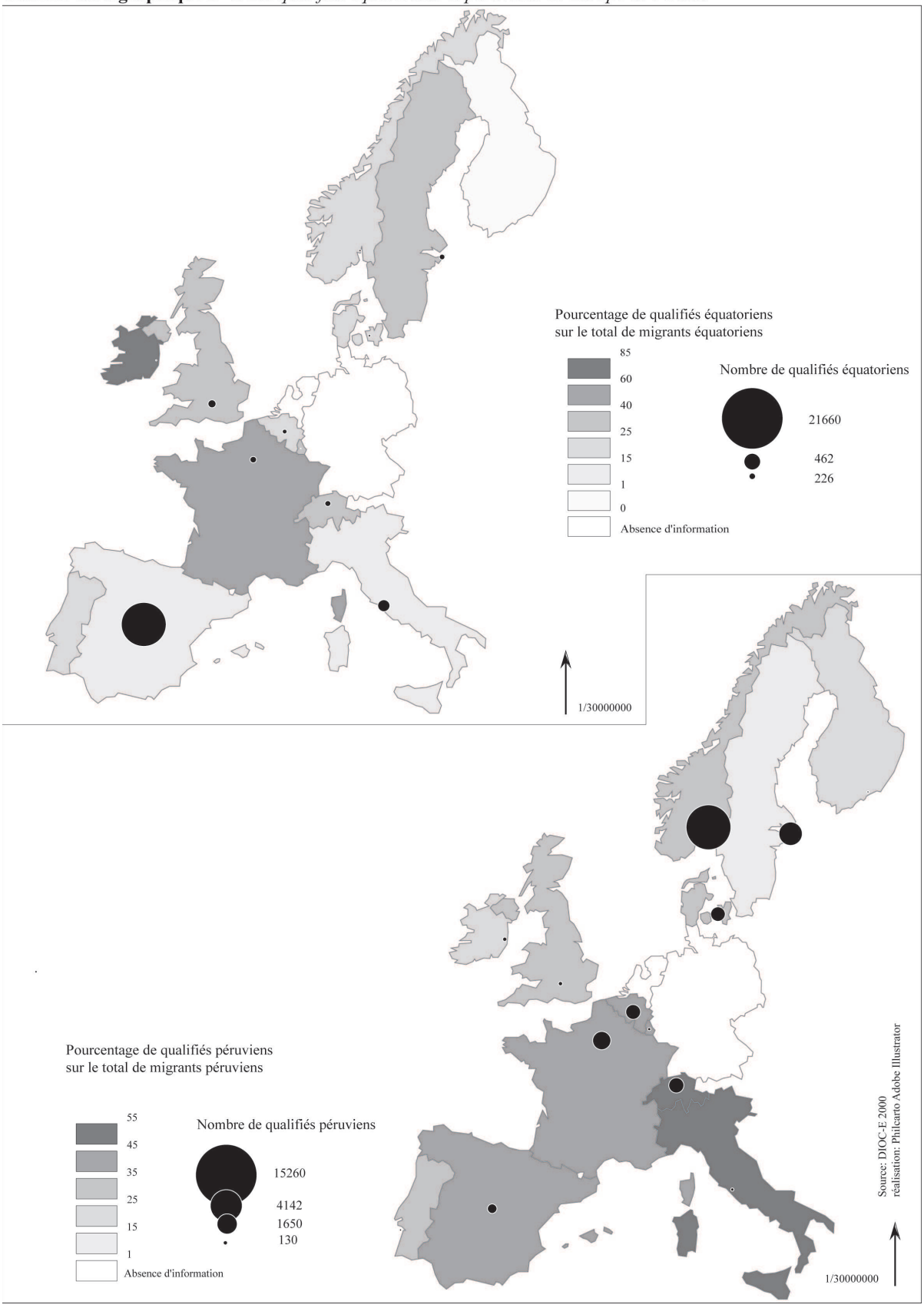


Planche cartographique n°4: *Les qualifiés équatoriens et péruviens en Europe de l'Ouest*



L'ensemble de ces données permet d'avoir un aperçu de la migration qualifiée andine en Europe dans son aspect global. Elles permettent de comprendre notamment que les pays andins, souffrent du manque d'investissement dans les sciences et technologies jusque dans les années 2000. Ceci aura conduit au départ de nombreux chercheurs et étudiants en quête de savoir. Ce contexte, que les politiques cherchent à faire changer en investissant toujours plus dans les sciences et technologies, permet aussi de comprendre les difficultés qu'éprouvent les migrants à revenir voire parfois à circuler, les institutions n'étant pas toujours prêtes à les accueillir de façon temporaire ou définitive. Nous devons toutefois accompagner ces données globales de la migration qualifiée de données constituées à partir du matériel empirique dont nous disposons.

1.2. Mesures sur l'échantillon

Nous faisons le choix, pour cette deuxième partie de thèse, de présenter les résultats issus de nos entretiens en Europe. Aussi, nous mobiliserons les résultats de 51 entretiens consacrés aux structures associatives (principalement leurs dirigeants et parfois aussi quelques membres) de migrants qualifiés résidant en Europe et correspondant aux critères scientifiques de sélection. Ces entretiens, nous permettront de comprendre, alors, le rôle, l'organisation et la mise en réseau des 35 structures associatives prises en compte. La liste du tableau n°5, présente les structures associatives étudiées en Europe et informe de leurs principales caractéristiques comme l'année de leur création, leur espace de recrutement, le nombre de membres qu'elles ont ainsi que leur profil professionnel[101]. On peut d'abord en déduire que l'associatif migrant qualifié est un phénomène récent, à moins qu'il ne soit un phénomène peu durable et en perpétuelle régénération. Dans les deux cas, on est en présence d'un tissu associatif jeune qui se concentre essentiellement sur les grandes villes comme Madrid, Barcelone et Paris, dans lesquelles il puise ses ressources humaines (aire de recrutement).

[101] Une liste des personnes interviewées en Europe et indiquant quelques informations complémentaires sur leur âge, leur situation actuelle, leur pays de résidence, leur structure associative de rattachement et leur trajectoire migratoire est disponible en Annexe (Annexe n°1).

Tableau n°5 : *Les structures associatives de l'échantillon « Europe »*

Nom structure associative	Année de création	Aire de recrutement	Profil des membres
AALEE Asociación de Arquitectos Latinoamericanos en Europa España	2005-2010	Espagne	50 membres environ (250 sur Internet), architectes
ABEL San martin de Porres	2010	Madrid	5 membres, anciens étudiants de l'université SMP (Lima)
AIEPE Asociación de investigadores y Estudiantes Peruanos en España	2003	Madrid	20 membres environ, étudiants
Amarun	2005	Europe-Amérique	50 membres environ, doctorants et docteurs en mathématiques et physique
ONG Promoviendo	2005	Madrid	10 membres environ et usagers des cours
APELA Asociación de Profesionales y Empresas Latinoamericanas	2005	Madrid	200 membres
API Association de Profesionales Iberoamericanos	2002	Madrid et Espagne	Toutes professions confondues, 15 membres
APIEE Asociación Peruana e Iberoamericana de Emprendedores en Europa	2007	Madrid	50 membres environ, toutes professions confondues
ASEPEF Asociación de Estudiantes Peruanos en Francia	2007	Paris	1000 membres sur Internet
Asociación de abogados Bolivianos en Barcelona	2008	Barcelone	8 membres et des usagers non enregistrés
Asociación de doctores y licenciados	2004	Madrid	30 membres environ, secteur medical et autres
ATSEE Asociación de Trabajadoras Sociales Ecuatorianas en España	2008	Madrid-Murcia	10 membres environ
AYNI codesarollo	2007	Madrid	20 membres, toutes professions confondues
CCPE Cámara de Comercio de Perú en España	2004	Madrid- Barcelone	Usagers de l'association non enregistrés
CEMIDEP Centro Multidisciplinario de investigación y desarrollo Perú	1999	Madrid	5 membres
Colcrea Asociación de Estudiantes y creadores colombianos en Francia	2004	Paris	Deux types d'adhésion : usagers du groupe virtuel et usagers de l'association à Paris
CPEB Comunidad de Profesionales Bolivianos en España	2003	Barcelone	209 membres, toutes professions confondues

Nom structure associative suite	Année de création	Aire de recrutement des membres	Profil des membres
Educandes	2006	Paris	3 membres, étudiants
Egresados Javeriana		Barcelone	30 membres environ, anciens étudiants
Enlace Barcelona	2005/2008	Barcelone	30 membres environ, étudiants (?)
Externadistas en Francia	1998	France	100 membres environ, étudiants
FNMPE Federación Nacional de Médicos Peruanos en España	1990'	Espagne	500 membres du secteur médical
Fórum de abogados en España	2009	Barcelone	9 membres du bureau + autres membres + usagers
Iberoquipu	2005	Madrid	50 membres environ, toutes professions confondues
Latinosoyuzniki	2009	Barcelone- Espagne	40 membres environ, anciens étudiants URSS
Puya de Raimondi	2003	Paris-Grenoble	45 membres environ, docteurs sciences physiques
Red BPN Red de Bolivianos Profesionales	2009	Suisse, France, Belgique	4 membres, ingénieurs et usagers non enregistrés
RedEsColombia	2003	Monde	24 membres en France
REIP Red Europea de Ingenieros Peruanos	2009	Europe	2 types d'adhésion (association environ 50 et web environ 300), Ingénieurs et étudiants
Salon Peru	2005	Barcelone	50 membres environ, médecins, entrepreneurs
Teje Travailler Ensemble Jeunes et Engagés	2008	France	240 membres sur Internet
Uniandinos en Francia	2008	Paris	25 participants environ potentiel de 250, étudiants et anciens étudiants
Uninorte en Francia	2010	Paris	30 membres environ, étudiants et anciens étudiants
UPIAC – Unión Profesional Iberoamericana de Catalunya	2009	Barcelone	40 membres environ
Yo creo en Colombia	2000	Europe- Amérique	Usagers de l'association non enregistrés

On constate également, que les membres et dirigeants associatifs interviewés sont plutôt jeunes et de sexe masculin. En effet, 37 individus sur 51 (soit plus de 70%) ont un âge inférieur ou égal à 50 ans (tableau n°6). De même, au regard du nombre d'individus ayant entre 21 et 35 ans on peut en déduire que l'associatif est attrayant pour les jeunes migrants qualifiés andins.

Tableau n°6 : *Principales caractéristiques des interviewés*

GENRE (en % du total)	
Féminin	31%
Masculin	69%

PAYS DE RESIDENCE (en % du total)	
Espagne	57%
France	35%
Allemagne	8%

AGE	**Nombre d'individus par classe d'âge**	**Pays de principale représentation de la classe d'âge (total dans le pays)**
21-35	16	France (13)
36-50	21	Espagne (14)
51-65	13	Espagne (12)
66 et plus	1	Espagne (1)

Source : C.CAPLAN, Enquêtes 2010-2011

Majoritairement arrivés pour réaliser leurs études dans le pays d'accueil actuel (60% d'entre eux), ils sont peu nombreux à avoir déjà habité dans plus de deux pays (18% seulement). Cette observation est particulièrement vraie en France. En effet, sur les 16 interviewés, ils sont 15 à être partis pour réaliser leurs études en France et un seul à avoir habité dans un autre pays avant de venir dans l'hexagone[102]. Nous sommes donc en présence de trajectoires migratoires « simples » ayant pour vocation d'acquérir une formation dans le

[102] Cette observation se comprend d'autant mieux qu'elle est mise en comparaison avec la prépondérance d'une population jeune en France.

supérieur. C'est pourquoi nous souhaitons approfondir cet aspect en étudiant plus précisément les caractéristiques de la formation universitaire des individus de notre échantillon.

1.3. La formation universitaire des migrants andins en Europe

La littérature sur le *brain drain* incite à voir dans le départ des migrants une source de déstabilisation des États en imaginant l'ensemble des investissements (réalisés par ceux-ci) improductifs. On peut, à l'inverse, penser que ces migrants qualifiés s'adaptent à un marché du travail peu propice à l'évolution professionnelle et tentent d'échapper à des conditions de travail peu favorables à la recherche et à l'innovation. De même, le tournant positiviste du lien migration-développement [De Haas, 2010] tend à faire penser que le départ des individus hautement qualifiés peut se mettre au service du développement scientifique et technique (notamment le renforcement des formations doctorales), dans la mesure où la fuite des cerveaux se comprend dorénavant comme une opportunité à accumuler le capital humain et social. Il s'agit d'imaginer, qu'en favorisant le départ (contrôlé) de jeunes diplômés, leur retour sera profitable au développement de nouvelles compétences dans les universités et centres de recherche nationaux. On ne considère donc plus le départ comme un élément de déstabilisation des institutions du pays d'origine mais plutôt comme un moteur de transferts entre au moins deux espaces. Cette version positivée consiste donc en un glissement de paradigme depuis le *brain drain* vers la circulation des compétences.

Cet état des réflexions portées sur la mobilité des migrants qualifiés nous incite à analyser le contexte dans lequel les compétences sont mises en mobilité. C'est pourquoi, on s'attache à présenter ici des données qui permettent de comprendre les conditions de réalisation des circulations migratoires. Ayant mis en évidence les motivations de départ des migrants qualifiés depuis les pays andins, nous souhaitons, à présent, au moyen d'une étude de leur parcours migratoire, évaluer leur capacité de transferts (des connaissances et compétences). C'est pourquoi nous exploitons les données issues de nos entretiens avec les migrants membres de structures associatives en Europe. Celles-ci serviront à apprécier leur parcours professionnel autant que migratoire et à engager une réflexion sur les configurations prises par leurs circulations.

Analyser l'impact des départs en migration des jeunes talents sur l'économie et les sciences nationales requiert la restitution des parcours professionnels des migrants concernés par notre travail de terrain. C'est pourquoi, avant de poursuivre sur les logiques de mise en circulation du savoir, nous veillerons d'abord à mettre en lumière la pratique des lieux du savoir dans les pays d'origine et d'accueil. Nous cherchons par cette étude des lieux à caractériser l'espace d'apprentissage et d'exercice des sciences et révéler ainsi sa transnationalité au sein de la population migrante. Pour cela, nous choisissons d'étudier les espaces de formation des migrants interrogés en Europe (50 personnes), membres des 35 associations identifiées[103].

Le tableau n°7 présente le parcours universitaire des migrants interrogés et se construit donc à partir de 50 entretiens mobilisables. Il s'agit de connaître le ou les lieux de formation des migrants faisant partie de l'échantillon en restituant, à l'échelle nationale, les lieux dans lesquels ils se sont formés (ou se forment encore). Il est évident, au regard de ce tableau, qu'ils sont nombreux à avoir fait leurs études à la fois dans leur pays d'origine et leur pays d'accueil et que ce parcours universitaire s'est construit dans un désir d'acquérir des connaissances de niveau supérieur.

Tableau n°7 : Les espaces de formation universitaire des migrants de l'échantillon (sur la base de 50 migrants qualifiés, 35 associations).

Lieu de formation universitaire	Nombre de migrants et pourcentage
Pays d'origine seulement	**7** (14%)
Pays d'accueil seulement	**7** (14%)
Pays d'origine et d'accueil à niveau égal	**4** (8%)
Pays d'origine et d'accueil avec accès à connaissances de niveau supérieur	**25** (50%)
Au moins une partie dans un pays tiers	**7** (14%)

Source : C.Caplan, Enquêtes 2010-2011

[103] Nous choisissons d'utiliser la partie européenne de l'échantillon, c'est-à-dire les migrants installés en Europe, puisque ceux-ci documentent les circulations du savoir du Nord vers le Sud utiles à cette partie qui se construit volontairement sur le modèle de la fracture Nord/Sud. Une personne n'apparaît pas dans les statistiques puisqu'il s'agit d'un individu d'origine espagnol ayant vécu de nombreuses années en Colombie et ayant eu l'initiative de monter une association pour les migrants colombiens qualifiés, une fois de retour dans son pays.

Ici, les résultats confirment que le parcours scientifique des migrants interrogés prend une forme transnationale et ne correspond pas au profil discuté dans l'idéologie du *brain drain*. En effet, ils sont diplômés dans 72% des cas d'universités du pays d'accueil et seuls 7 migrants sur 50 n'ont effectué leurs études que dans leur pays d'origine. Aussi, l'investissement n'inclut que très peu la formation supérieure. Parce qu'ils sont 60% environ à avoir étudié à la fois dans leur pays d'origine et leur pays d'accueil, les migrants semblent pouvoir être majoritairement familiers avec les deux systèmes nationaux de science et technologie et semblent donc être dans une situation favorable aux circulations migratoires. Ces données sont particulièrement intéressantes dans la mesure où elles présentent un parcours universitaire qui associe les deux pays et qui semble participer à l'obtention de nouvelles compétences (25 migrants sur 50). Cette complémentarité reste toutefois à discuter au regard de nos données et doivent également être mises en perspectives avec d'autres travaux.

Une discrétisation par âge devrait permettre de nuancer ce constat et discuter de la complémentarité en montrant que les parcours migratoires varient en fonction de l'âge des migrants. Ces données montrent en effet que la tendance à la complémentarité est particulièrement marquée chez les plus jeunes. A la lecture de ce tableau on remarque en effet que 10 jeunes (de 20 à 35 ans) sur 17 au total dans cette tranche d'âge, ont étudié dans leur pays d'origine et d'accueil. Tous, en revanche, ont étudié (au moins en partie) dans leur pays d'accueil.

Tableau n°8 : *les espaces de formation universitaire en fonction de l'âge des migrants de l'échantillon* (sur la base de 50 entretiens et 35 associations).

	20-35	**35-50**	**50-65**	**65 et plus**
Études pays d'origine	-	3	4	-
Études pays d'accueil	4	2	-	1
Études pays d'origine et accueil même niveau	3	1	-	-
Études pays d'origine et d'accueil niveau supérieur	10	11	4	-
Études pays tiers	-	7	-	-

Source : C. Caplan, Enquêtes 2010-2011

Aussi le modèle de la « complémentarité » domine les trajectoires migratoires chez les jeunes. Le pouvoir d'association de ces jeunes étudiants et jeunes diplômés, formés à la fois dans leur pays d'origine et à la fois dans leur pays d'accueil, constitue un lien fort sur lequel les pays d'origine sont susceptibles de s'appuyer dans leur effort de (re)construction d'une identité partagée qui s'avère être déjà en cours d'élaboration dans de nombreux pays [Caplan, Fornalé, Panizzon, 2014]. Ceci explique sûrement la tendance actuelle des États à renforcer les dispositifs d'aide à la mobilité étudiante. L'idée d'administrer le retour des cerveaux contribue à élaborer un modèle qui plébiscite la mobilité étudiante. Tirer profit de ses faiblesses, en permettant la réintégration des plus qualifiés dans le secteur productif, c'est aussi une façon d'user de la migration comme source de développement [Taylor, 1999]. Aussi, plus qu'une *« Option diaspora »,* la récupération du talent peut se penser comme une « *stratégie »*. Nous détaillerons cette tendance à user des mobilités dans notre description de la gestion des mobilités et des circulations migratoires.

Cette tendance des États, que nous ne manquerons pas d'approfondir car elle est en continuelle expansion, à favoriser le départ des plus savants à l'étranger n'est pas sans conséquence pour leur propre développement scientifique et technique, et surtout pour l'accumulation du capital humain hors de leurs frontières. En l'espace de quinze ans, la Colombie à réussi à doubler le nombre de chercheurs munis d'un doctorat et à septupler le nombre de titre de doctorat octroyés en un an, en combinant l'effet du retour des migrants qualifiés (RedCaldas) à une politique de renforcement des formations de haut niveau[104]. Dans le même temps, cette capacité à envoyer les plus jeunes talents à l'étranger vient modifier les caractéristiques démographiques de la migration qualifiée.

Revenons toutefois sur le modèle de la complémentarité que nous évoquions précédemment. D'après les données empiriques, on constate que les acteurs de l'associatif migrant ont été formés, pour la plupart, aussi bien dans leur pays d'origine que dans leur pays d'accueil. Pour la plupart, 22 cas sur 50, ils étaient titulaires d'un diplôme généraliste (licence) et sont ainsi venus se spécialiser en Europe (Master, doctorat)[105]. D'autres (15 interviewés)

[104] C'est la « révolution éducative » qui a contribué à l'expansion des formations doctorales. Le CNCyT fournissait en 2009 les données suivantes : 43 programmes de doctorat créés sur la période 2003-2007. Voir le document du CNCyT, Colombia construye y siembra futuro. Politica nacional de fomento a la investigacion y la innovacion. 2008.

[105] La proportion chez les jeunes de 20 à 35 ans y est beaucoup plus importante suggérant un départ de plus en plus précoce (au stade de la licence).

étaient déjà titulaires d'un diplôme qualifiant (master, diplôme d'ingénieur) et sont allés en Europe soit pour exercer leur métier, soit pour se réorienter ou encore pour affiner leurs compétences. Enfin, d'autres ont quitté leur pays sans diplôme (13 interviewés), ce qui s'explique, dans la majeure partie des cas, par la réussite à un concours leur ouvrant droit à une formation à l'étranger[106]. Ces résultats suggèrent donc une complémentarité entre les deux espaces, une complémentarité que nous pourrions qualifier de fonctionnelle puisqu'elle permet d'accéder à des connaissances supérieures ou additionnelles et parce qu'elle suggère que les migrants (jeunes) disposent de capital social dans ces deux espaces (seulement 7% des interviewés ont fait toutes leurs études dans le pays d'origine). Par conséquent les migrants semblent facilement disposés à faire circuler leur savoir. En effet, la pratique d'au moins deux espaces académiques constitue un facteur d'échange scientifique et technique. Par conséquent, la réalisation d'études sur deux espaces au moins semble favoriser l'articulation entre les espaces et faciliter les constructions sociales transnationales.

Rompant avec un modèle rigide de la migration qualifiée, ces résultats révèlent l'implication de la mobilité étudiante dans les constructions sociales transnationales qualifiées[107]. L'exploitation de ces données confirme également que l'on ne peut pas valider le modèle de transfert inverse de technologie[108] dans la mesure où les trajectoires universitaires incluent majoritairement le pays de destination (ou autre pays du Nord). Dans notre échantillon, les jeunes migrants qui participent à l'associatif migrant ont majoritairement complété leur formation universitaire initiale, acquise dans leur pays d'origine, à l'étranger et ce pour acquérir un diplôme supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur pays d'origine (Master et doctorat). Cette situation nous permet de faire le constat suivant : le double ancrage géographique des études universitaires semble participer à l'investissement personnel du migrant dans des réseaux scientifiques et techniques.

On peut par conséquent supposer que l'acquisition d'une formation universitaire sur au moins deux espaces nationaux est susceptible d'être un moteur de circulations migratoires par le fait que :

[106] Certains ont, par conséquent, suivi une formation de l'enseignement supérieur dans leur pays sans la poursuivre.

[107] On retrouve cette définition élargie de la migration qualifiée dans Meyer et al., Turning brain drain into brain gain, the colombian experience of the Diaspora option.

[108] Par l'expression « transfert inverse de technologie », on considère que l'Aide publique au développement est réinjectée dans les économies des pays du Nord (principaux donateurs) au moyen de la fuite des cerveaux.

2. Le migrant dispose de contacts scientifiques dans son pays d'origine (amis, connaissances, professeurs) ;

3. Le migrant a agrandi son capital social et dispose d'une plus grande facilité à intégrer le marché du travail national d'accueil.

L'insertion des mobilités étudiantes dans le paradigme mobilitaire et son lien au développement semble confirmer l'intérêt à déployer pour les mobilités étudiantes. Les étudiants, de plus en plus nombreux à venir faire leurs études en Europe et dans les pays de l'OCDE, pourraient alors être des vecteurs de renforcement des circulations du savoir. Reste à savoir comment les étudiants sont mobilisés et mobilisables.

2 | La place de l'associatif migrant dans les trajectoires de vie des migrants qualifiés

On sait, d'après l'étude du WoS développée par le projet CIDESAL, que les migrants qui s'inscrivent dans des activités transnationales et non-lucratives sont peu nombreux. Ceci pose notamment le problème de la considération de ces formations comme des diasporas [Meyer, 2014]. D'après une base de donnée renseignée par 1315 migrants hautement qualifiés (d'Argentine, d'Uruguay et de Colombie, moins de 10% des migrants (8% dans le cas des Colombiens) prennent part à l'associatif[109]. Nous reconnaissons donc que l'associatif migrant reste une activité marginale pour les migrants qualifiés. Néanmoins, même si la pratique de l'espace transnational par l'associatif reste limitée à moins de 10% de la population migrante qualifiée, cela n'en fait pas pour autant un phénomène négligeable. L'engouement à l'échelle internationale pour cette forme de solidarisation associé à son caractère récent, nous prouve, au contraire, que ces sociabilités prennent une place grandissante. En revanche, ces données nous incitent à chercher les paramètres qui influencent la participation des migrants de notre échantillon aux structures associatives. Nous choisissons donc de poursuivre notre réflexion en portant notre intérêt sur les facteurs d'engagement des migrants dans des activités transnationales. Nous souhaitons, ainsi, connaître les éléments déterminants la socialisation des migrants dans leurs parcours de mobilité. Bien entendu, il n'existe pas de déterminant

[109] Cette étude à été menée grâce à une enquête envoyée aux membres de la diaspora identifié par l'étude du WoS (de Jorge Garcia Flores et William Turner) et traitée par Jean-Baptiste Meyer et Fan Wangmiao en 2011. Voir chapitre II du Rapport CIDESAL à la Commission Européenne, « El web of science : nueva ventana para observar movilidades », 79 pages.

spatial à cette association, le fait social étant le résultat des constructions humaines au regard des contraintes structurelles et contextuelles qui l'entourent. Toutefois, les lieux de vie et d'études, ainsi que les expériences personnelles et professionnelles, semblent avoir une influence sur la création de liens sociaux en réseaux entre migrants et entre migrants et non-migrants. C'est justement cette influence qui nous intéresse puisqu'elle peut jouer un rôle déterminant dans la création de nouveaux collectifs.

C'est pourquoi, dans un premier temps, nous reviendrons sur les facteurs d'insertion des individus aux dynamiques collectives. Ensuite, au regard des disparités constatées, une comparaison entre les pays de l'étude (Espagne, France, Allemagne) nous aidera à mieux comprendre les conditions contextuelles et structurelles qui façonnent l'espace associatif aujourd'hui.

2.1. L'ancrage de la solidarité professionnelle transnationale : un raisonnement d'abord individuel

Les données empiriques révèlent que les raisons[110] amenant les migrants à participer aux dynamiques collectives sont :

1. Les réseaux qu'ils possèdent. Dans 36% des cas, la préexistence de réseaux interindividuels conditionne l'engagement social. Il est donc évident que les connaissances (amis, famille, collègues) conditionnent l'engagement associatif des migrants. Les construits transnationaux sont donc sous influence de la socialisation continue des migrants et ce, au-delà du cercle familial.

2. Ensuite, la « culture du retour » qu'entretiennent les migrants (28% des individus interrogés) ; l'espoir et le désir de pouvoir, un jour, retourner dans le pays d'origine pour y exercer son métier. L'envie de contribuer au développement de

[110] Il s'agit ici d'un traitement du discours (non informatisé) des migrants au cours de l'entretien. En aucun cas, la question aura été posée directement aux individus interrogés. Cette méthode a donc ses propres limites mais les logiciels type NVivo permettent difficilement de traiter de pareilles données. De plus, les entretiens n'ayant pas tous été réalisés dans la même langue, des traductions auraient dû être mises en place systématiquement. D'autre part, l'analyse systématisée du langage ne prend pas en compte l'influence que peuvent avoir les questions. Il est important de tenir compte du fait qu'il s'agit ici d'une analyse individuelle de la construction du groupe social.

son pays se comprend dans la mesure où les migrants souhaitent disposer des conditions adéquates au moment du retour (lorsque le retour fait partie du projet professionnel de l'individu). Il est indispensable alors de réunir de bonnes conditions économiques, humaines ou sécuritaires[111]. La quête du retour (même à long terme) fonctionne donc comme un moteur de la socialisation en migration.

3. L'emploi ou la formation académique du migrant (22% des individus interrogés) : ils peuvent inciter certains migrants à pratiquer de nouveaux espaces. Sensibilisés aux problématiques du développement dans les pays du Sud (à l'occasion d'une formation de co-développement par exemple) ou ayant simplement envie de mettre leurs compétences au service des personnes dans le besoin, les migrants s'impliquent dans des initiatives transnationales : le spectre des raisons est plutôt diversifié faisant de l'intérêt professionnel le fil conducteur de la production sociale en migration.

4. Enfin, les difficultés éprouvées par les migrants internationaux dans leur pays d'accueil constituent un dernier facteur de mise en commun des savoirs (14,5% des cas). « L'impossible » reconnaissance des diplômes, du moins la pénibilité du processus, participe à la structuration de liens de solidarité entre « victimes ».

On se doit de faire remarquer, ici, que les circonstances de la socialisation peuvent être plus vaporeuses, combinant l'existence de réseaux post-migratoires aux conditions pénibles de l'intégration professionnelle par exemple. En effet, les stratégies individuelles sont parfois complexes à dissocier des stratégies collectives et essentiellement des objectifs de l'association. Car, derrière les discours officiels se cachent parfois des stratégies plus personnelles de réussite sociale. Aussi, les raisons peuvent se combiner comme l'illustrent les associations d'avocats en Espagne. En effet, leur connaissance du droit civil et du droit des affaires justifie dans les deux cas leur association. Mais en dehors de cette capacité philanthropique, se dégagent des intérêts individuels qui guident l'action collective. Aussi, « porter secours » peut servir à gagner de nouveaux clients, à performer la crédibilité du

[111] L'exigence sécuritaire est notamment citée par les Colombiens les plus exposés aux menaces pouvant peser sur la société civile (personnel des ONG, membres actifs de missions pour la paix etc.).

groupe et donc devenir représentatif d'une communauté – nationale, régionale etc. –, à travailler et s'insérer sur le marché de l'emploi, etc.

Les études sur le transnationalisme ont permis d'affirmer le rôle des réseaux migratoires, familiaux en particulier, dans les migrations internationales. Ainsi, à l'échelle des familles et des villages, les travaux ont consisté à démontrer comment les primo-migrants ouvraient des filières et diminuaient le coût de la migration, et surtout réduisaient les risques liés à la migration [Michalon, 2003 ; Doraï, 2005 ; Arab, 2009]. Ces travaux ont permis de révéler combien l'espace d'origine constitue le premier point d'ancrage des réseaux interindividuels que possèdent les migrants.

Bien qu'il s'agisse ici de personnes qualifiées, les données empiriques semblent conforter ces travaux, puisque l'on se rend compte que **c'est au stade pré-migratoire (65% des cas étudiés en Europe) que les réseaux se constituent**, tout en déterminant alors le futur engagement associatif des individus. On pourrait penser que ce sont les réseaux familiaux qui conditionnent l'implication des migrants dans un collectif. Au contraire, notre étude révèle bien plus de complexité. Si les familles jouent un rôle dans la socialisation des migrants une fois dans leur pays d'accueil, on constate à partir des données que nous présentons dans cette partie, que les liens se créent notamment grâce à la participation des institutions dans les circulations du savoir : soit par un soutien aux initiatives transnationales, soit par une gestion directe des circulations.

2.2. Des observations contrastées

Les données montrent que la pré-socialisation migratoire joue un rôle substantiel dans l'investissement social futur des migrants. Toutefois, de grandes disparités ont été relevées au sein de notre population à l'étude. Ces disparités trouvent leur explication à la fois dans les profils migratoires autant que dans la conduite de politiques nationales en matière de migration.

En effet, les circonstances de la socialisation présentent des caractéristiques différentes entre les pays de l'étude. En Espagne on peut dire que la socialisation est principalement conditionnée par le besoin de s'affranchir des difficultés rencontrées en migration et de

trouver une nouvelle sécurité sur le marché du travail. On constate, grâce aux tableaux n°9 et 10 [112], que plus de 50% des structures associatives, en Espagne, ont vocation d'aider les migrants dans l'espace local (voire national). Cette aide correspond à favoriser l'insertion des migrants sur le marché du travail, en les aidant à trouver un logement, un emploi, à les aider dans leurs démarches administratives, etc. Pourtant, on ne retrouve pas le même schéma de socialisation dans les deux autres pays de l'étude. En France et en Allemagne, les raisons qui incitent les migrants à s'associer sont plutôt d'ordre scientifique : vocation de transmettre des connaissances à ceux restés dans le pays d'origine, vocation de constituer des réseaux professionnels et ainsi garder un lien avec leurs semblables (où qu'ils soient). Plus globalement c'est le fonctionnement en réseau scientifique (transnational, diasporique) qui justifie la production associative.

Tableau n°9 : *La justification de la production associative en France*

Association en France	Catégorie du lien
AMARUN	Transferts de connaissance et développement
ASEPEF	Entraide (réseau scientifique)
Colcrea	Entraide
Educandes	Développement
Egresados Uninorte	Transferts de connaissance/développement
Egresados Universidad Externado	Transferts de connaissance/Entraide
Puya de Raimondi	Transferts de connaissances/développement scientifique
Red BPN	Transferts de connaissances/développement scientifique
TEJE	Aide au développement

Source : C.CAPLAN, Enquêtes 2010-2011

[112] La catégorisation présentée dans le tableau n°9 est directement issu de l'analyse des entretiens et du discours tenu par les individus interviewés.

Tableau n°10 : *La justification de la production associative en Espagne*

Associations en Espagne	Catégorie du lien
AALEE	Entraide
ABEL San Martin de Porres	Académique
ACII	Aide au développement
AIEPE	Entraide
APELA	Transferts de connaissances
API	Entraide
APIEE	Entraide
AYNI	Aide au développement
Abogados bolivianos en Barcelona	Entraide
Asociación de doctores y licenciados	Aide au développement
UPIAC	Entraide
ATSEE	Entraide
CEMIDEP	Aide au développement
CPEB	Entraide
Egresados Universidad de los Andes	Entraide
Enlace Barcelona	Entraide et transferts du savoir
FNMPE	Transferts du savoir
Forum des abogados	Entraide
Iberoquipu	Aide au développement
Latinosoyuzniki	Entraide/Aide au développement
Odontologos	Entraide
Promoviendo	Entraide
REIP	transferts de connaissances/ Entraide
Salon Peru	Transferts de connaissance/ Développement
Red de Médicos Hispano Peruanos	Transferts de connaissance/Entraide
CCPE	Entraide

Ceci révèle, d'une part, l'importance que revêtent les contextes locaux dans la production du lien social, et semble introduire l'idée que le durcissement des politiques migratoires serait corrélé à la mise en place de dynamiques sociales de solidarité visant à répondre aux besoins matériels des migrants. Ainsi, **en Espagne le processus de socialisation est articulé au besoin de s'affranchir des obstacles posés par les institutions espagnoles**[113]. Ceci se comprend notamment à partir des statistiques fournies par l'OCDE reprenant l'adéquation entre formation et emploi des migrants dans une sélection de pays. On observe facilement que les migrants andins font face à une forte marginalisation en Espagne, puisque seulement 39% des migrants andins ont une formation en accord avec leur profession. A l'inverse, en France, le taux révèle une bonne adéquation formation/emploi des migrants andins qualifiés. Les barrières sociales qui freinent l'accès à l'emploi paraissent donc fomenter des liens locaux de solidarité entre migrants dont la durabilité reste toutefois à questionner (aide au passage des examens, aide à la rédaction, informations sur les institutions etc.).

Tableau n°11 : *La déqualification des Andins qualifiés en Espagne : le taux d'adéquation entre formation et travail dans une sélection de pays européens.*

Pays de résidence	% d'Andins ISCED 5-6 ; ISCO 1 à 3	% de Latino-américains ISCED 5-6, ISCO 1 à 3	Total de migrants andins qualifiés
Suisse	53%	59%	2561
Danemark	46%	57%	219
Espagne	39%	57%	38280
Finlande	64%	64%	55
France	69%	79%	2931
Royaume -Uni	62%	76%	4099
Irlande	50%	64%	90
Italie	64%	81%	5363
Luxembourg	63%	76%	46
Portugal	72%	83%	180
Suède	47%	56%	2335

Source : Élaboration propre à partir des données de l'OCDE

[113] La reconnaissance des diplômes est un processus très long et éprouvant pour les professionnels entrainant des difficultés pour trouver un emploi et/ou rester sur le territoire.

Au contraire, les ancrages de la socialisation en France sont bien différents. L'associatif migrant n'y a pas pour vocation unique de pourvoir aux membres une aide destinée à obtenir un emploi décent. Dans l'hexagone, on observe que l'action n'est pas conditionnée par des revendications (notamment pour obtenir la reconnaissance des compétences des migrants, ce qui est courant en Espagne comme nous l'avons vu précédemment). Au contraire, les logiques d'action sont conduites par un désir de contribuer au développement des pays d'origine, de transmettre des connaissances acquises dans d'autres contextes scientifiques. Aussi, les organisations de migrants ont tendance à dépasser l'espace local et par conséquent dépassent l'immédiate proximité spatiale pour produire des réseaux dépassant les frontières. Dans ces structures associatives de nombreux acteurs non-migrants interviennent et traduisent une configuration multi-scalaire de l'associatif migrant en France. Il est possible de trouver une justification à ce décalage dans les usages des espaces associatifs dans la mesure où les biographies des acteurs révèlent des trajectoires plus simples et plus fonctionnelles (en France et en Allemagne) que dans le cas espagnol. Les logiques d'association en France et en Allemagne étant majoritairement sous influence académique (associations d'étudiants, associations de diplômés), on en déduit que la place prise par les mobilités étudiantes est centrale dans la constitution du tissu associatif[114].

Loin de la nécessité d'engager une lutte contre les injustices[115], les sociabilités collectives se façonnent selon l'existence ou la préexistence de réseaux interindividuels ou selon les préoccupations que peuvent avoir les migrants pour le développement de leurs pays d'origine. Nous choisissons d'étudier plus en détail le profil des migrants rencontrés en France dans la mesure où ceux-ci présentent un intérêt plus prononcé pour le développement des sciences dans leur pays (contrairement à l'associatif en Espagne qui présente des caractéristiques plus contrastées).

Aussi, afin de mieux comprendre les parcours des migrants avec qui nous nous sommes entretenus en France, nous reprenons, dans le tableau ci-après, pour chaque individu interviewé, les informations suivantes : l'année d'arrivée en France (la majorité est arrivée après l'année 2004), le type d'université fréquentée avant d'arriver sur le territoire français, le nom de l'université d'accueil (celle qui correspond à l'acquisition du plus haut niveau

[114] Les migrants ayant obtenu un diplôme universitaire en France ont/auront moins de difficultés à s'insérer sur le marché du travail et souhaitent, par conséquent, consolider les solidarités autour des transferts vers l'origine.

[115] De pareilles mobilisations sont en revanche parfaitement envisageables. De nombreuses manifestations étudiantes ont notamment eu lieu en France lorsque les procédures de changement de statut se sont durcies pour les étudiants étrangers.

universitaire), ainsi que la filière scientifique d'appartenance (du dernier diplôme obtenu) pouvant nous donner une idée sur les spécialités choisies par les migrants[116]. Il convient de spécifier que les études n'ont pas nécessairement été faites en continu et que toute interruption ne figure pas ici. Aussi, certains ont travaillé dans leur pays avant de venir étudier en France (T.H. ; R.B. : K.C ; A.L.). [117]

Tableau n°12 : *Les parcours universitaires des acteurs de l'associatif migrant en France*.

Initiales	Date d'arrivée en France	Type d'université d'origine et pays	Université d'accueil (du plus haut niveau d'étude atteint, effectué ou en cours)	Filière scientifique
O.P	1986	Privée (Colombie)	Paris Panthéon Assas (I)	Droit
A.L	1996	Publique (Colombie)	Paris Diderot VII	Sociologie
D.C[1]	1999	Publique (Equateur)	Ecole Normale Supérieure (Paris)	Mathématiques
C.G	2000	_____	Paris Nanterre (X)	Droit
E.C[1]	2004	Publique (Equateur)	Paris Créteil (XII)	Economie
S.C[1]	2004	Publique (Equateur)	Institut Polytechnique de Nancy	Mathématiques
A.T	2005	Privée (Colombie)	Paris Sorbonne (IV)	Littérature
B.U	2005	Publique (Colombie)	Paris Diderot VII	Géographie
J-L.R	2005	Publique (Equateur)	Supelec	Electronique
D.M	2007	Privée (Colombie)	Paris Saint-Denis (VIII)	Littérature
M.L	2007	Privée (Colombie)	Paris School of Economics	Economie
R.B	2007	Privée (Colombie)	Paris Est Marne la Vallée	Communication
K.C	2007	Privée (Pérou)	Paris Sud (XI)	Optique
A.U	2007	Publique (Colombie)	Paris	Linguistique
E.U	2008	Publique (Colombie)	EHESS	Anthropologie
T.H	2009	Privée (Colombie)	Arts et Métiers ParisTech	Ingénierie
B.B	2009	Privée (Pérou)	Université de Cergy Pontoise	Chimie
M.M[2]	2009	_____	_____	Chimie

[1] : Ces trois cas sont particuliers puisque ces individus ont interrompus leurs études dans leur pays d'origine afin de venir étudier en France. Ils ne disposent donc d'aucun diplôme de leur université en Equateur.

[2] : Dans ce cas le migrant est d'origine bolivienne. Dès l'obtention d'une bourse Patiño, il abandonne ses études à l'Université de Cochabamba pour aller à Genève, il fera ses études en Suisse puis en Autriche.

[116] Dans ce cas, il est remarquable de constater que les Colombiens sont très minoritairement en sciences dures. Une ingénieure, T.H., doctorante à l'ENSAM et diplômée de l'Université privée « Norte » fait office d'exception ainsi que M.L, économiste.

[117] Remarque : on ne trouve ici, quasiment, que des migrants installés à Paris. Ceci procède d'abord d'un choix. Notre choix a été de concentrer nos efforts de recherche sur la capitale, notamment à partir du réseau RedEsColombia, ce qui renforce le nombre de résultats apparaissant à Paris. Toutefois les structures associatives identifiées étaient presque toutes localisées à Paris. Seul un individu de notre corpus est donc situé hors de la capitale, il s'agit de M.M. Ce dernier, après avoir fait ses études en Suisse et en Autriche, s'est finalement installé en France.

Il est frappant de constater que, mis à part M.M., tous sont venus compléter leurs études en France[118]. C'est jusqu'au niveau doctoral[119] que ces étudiants suivent (ou ont suivi) leurs études (pour 72% des cas), les autres ayant acquis le niveau master. En effectuant une partie de leur cursus universitaire en France, ils sont alors susceptibles d'être moins sujets aux barrages à l'insertion sur le marché du travail (même s'ils restent toutefois dépendants des politiques nationales adoptées à leur égard). On comprend également de ces données que le manque de formation de très haut niveau dans les établissements d'origine, fonctionne d'abord comme un moteur de départ ; ensuite, et (plus ou moins) indirectement, comme un moteur d'association[120]. Ayant dû partir à cause du manque d'investissement en recherche et développement (R&D), l'associatif sert à constituer un contexte propice au développement scientifique et technique. Les carences en investissement de l'argent public pour la R&D, qui se traduisent par l'absence de matériel suffisamment performant mis à la disposition des chercheurs et le manque de personnel hautement qualifié, suscitent de nombreux départs internationaux. Dans le même temps, on se rend compte que ces manques sont porteurs de transferts.

Aussi, la présence de manques conduit à une nouvelle compétence pour les expatriés, celle d'être apte à combler les déficiences responsables de leur départ et de le faire en adéquation avec les besoins locaux. Ceci confirme bien le lien qui existe entre les conditions de départ et la disposition des migrants à s'associer, une fois établis dans leur pays d'installation.

> **Extrait d'entretien n°1 :** Entretien avec E. et S., membres de l'association AMARUN, Paris, 5 décembre 2010.
>
> L'entretien s'oriente sur la vocation de l'association à faire venir des étudiants en France et notamment de préparer à intégrer polytechnique. Les deux membres de l'association interrogés ici ont

[118] On notera l'exception de A.L., dont la motivation première n'était pas de poursuivre ses études en France, mais de partir de la Colombie où il se sentait menacé. Finalement sa formation académique a été poursuivie à Paris.

[119] Sont comptés au niveau doctoral les individus dont le doctorat était en cours lors de l'entretien.

[120] Le niveau académique est toutefois suffisant pour permettre aux jeunes de partir. C'est plus un problème de niveau formation dispensée que de qualité des cours du moins c'est ce que laissent comprendre ces nombreux départs vers des établissements de grande renommée (ENSAM, ENS, Arts et Métiers etc.).

justement eu une formation dispensée par le fondateur de l'association avant d'intégrer Polytechnique.

S : Eh oui les chiliens ils sont plus forts. Donc ils [le comité de sélection de l'École Polytechnique] donnent priorité aux autres [les Chiliens au lieu des Équatoriens]. Il faudrait que les étudiants équatoriens soient capables de montrer un bon niveau.

E. : Ça fait mal de voir qu'un pays, qui est juste à côté, soit plus fort. Et ça se voit parce que la France est beaucoup plus intéressée par le Chili. Il n'y a pas un noyau en Équateur qui soit chargé de la promotion des études à l'étranger. Donc c'est à nous de le faire.

Extrait d'entretien n°2 : *Entretien avec Carlos, Président de l'association Educandes, Nanterre, 22 novembre 2010.*

C. : Il ne faut pas procéder de façon ethnocentriste lorsque l'on essaie d'établir un mécanisme de coopération. Et ça veut dire qu'à aucun moment il ne faut imposer des choix éducatifs. A savoir, qu'il faut tout d'abord s'imbiber de ce que sont les problématiques locales pour mener à bien une activité comme celle-ci et comprendre ce qu'il se passe là bas. Y aller c'est important pour savoir si on mange des papayes ou des carottes et acheter des livres en mathématiques qui donnent des exemples avec des papayes si on mange des papayes, et pas des carottes si les personnes n'en ont jamais vu.

En somme, il semblerait que, depuis leur lieu d'installation, les migrants disposent du recul suffisant pour analyser les manques qu'ils ont eux-mêmes subis. Par conséquent, à mesure qu'il leur est possible d'identifier les solutions adaptées au contexte scientifique local, ils cherchent à contribuer à l'effort collectif. En convenant de l'insuffisance de la formation dispensée dans leur université d'origine, pas seulement qualitative, le cas français expose là une grande divergence par rapport au cas espagnol. Migrants en France et en Espagne ont en effet des opinions fortement divergentes sur la qualité de la formation dispensée à l'origine. En Espagne, on constate de manière générale que les discours valorisent la formation du pays

d'origine plutôt que celle du pays d'accueil ; soit que les migrants la considèrent suffisante, soit qu'en la comparant à l'enseignement sur place, ils la considèrent de bien meilleure qualité. Dans les deux cas, la situation vécue par le migrant l'incite à freiner l'élaboration constructive de partenariats pour le développement. Au contraire, en France, la considération du différentiel de développement par les migrants et de la non intégration de leur pays d'origine à l'économie mondialisée de la connaissance semble avoir pour conséquence la dévalorisation du système de l'enseignement et de la recherche. En réalité, c'est moins une dévalorisation qu'une remise en question, ce qui conduit finalement les migrants à chercher des solutions de développement adaptées. En agissant comme un moteur de transfert, on peut donc considérer que cette dévalorisation est constructive. Ce positionnement, s'il s'approche d'une perspective développementaliste en raisonnant par la fracture Nord-Sud, mérite de prendre en compte les lignes directrices du développement dont le moteur de croissance repose actuellement sur l'innovation.

On constate néanmoins que cette vision économiste du développement est commune aux sciences « dures ». Les migrants issus des filières scientifiques « dures » semblent en effet beaucoup plus enclins à vouloir s'investir dans des activités transnationales afin de compenser le manque de développement scientifique et technique au Sud : 90% des personnes interrogées, soucieuses du différentiel de développement Nord-Sud et prêtes à contribuer volontairement pour changer la tendance en Amérique Latine, travaillent dans les sciences « dures ».

2.3. L'activation de la mobilité et des circulations migratoires

L'action sociale ne peut en aucun cas être le résultat mathématique d'une somme de paramètres sociaux et environnementaux. En revanche, on peut lui chercher des causes et la mettre en relation avec les évènements qui se produisent au cours de l'existence d'un individu. C'est pourquoi cette partie consiste à approfondir l'engagement individuel et collectif par l'étude des trajectoires individuelles des migrants rencontrés. Pour cela, on choisit le cas de trois migrants. L'ambition est double : confirmer l'implication des réseaux pré-migratoires dans la réalisation personnelle et professionnelle des migrants et lier l'engagement social à la trajectoire migratoire et professionnelle. Cette restriction de l'échantillon ne permet pas

d'atteindre l'exhaustivité et ce ne sera pas l'objet de cette partie. En revanche, on explique notre choix par le degré de précision atteint lors de la collecte des informations personnelles et individuelles dans ces trois cas. Deux des migrants vivent en France et un en Espagne. L'argumentation s'imprègnera toutefois de cas supplémentaires permettant d'étayer notre réflexion.

On s'attend à ce que le projet de retour influence les circulations migratoires [Myers et Masnick, 1968 ; Hernandez-Leon, 1997] d'autant plus s'il s'agit d'un « contrat » passé entre le migrant et sa famille [Kyle, 2000]. Pourtant, le retour n'est pas l'unique moteur des circulations, et ce sont plus largement les contextes économiques, sociaux ou politiques qui autorisent ou non les circulations. La production d'espace d'échanges est alors conditionnée par le potentiel de mobilité, entendu comme la capacité à se mouvoir dans l'espace et l'effectivité du mouvement. Ici l'enrôlement individuel dans le collectif ressort dans l'étude diachronique de la construction du professionnel migrant.

Un voyage en quête d'excellence : de l'usage de la mobilité dans la poursuite du savoir

Rendre intelligible les conséquences de l'enrôlement individuel dans le collectif sur la configuration de nouveaux réseaux socio-spatiaux implique de prendre en compte les moteurs de son engagement transnational :

- Le lieu d'origine comme activateur de la mobilité : les études sont la voie royale de l'expatriation [Meyer J.-B. and Hernandez V. *in* Nedelcu M. 2009; Freitas A., Levatino A., Pécoud A., 2012]. Les universités d'origine fonctionnent comme des leviers activant le départ des plus qualifiés, de façon plutôt involontaire (exemples 1 & 2). Les cas un et deux sont en effet intéressants dans la mesure où ce sont leurs universités qui leur ont permis (volontairement ou non) de s'établir, temporairement du moins, à l'étranger (master, thèse de doctorat). On questionne alors la durabilité des réseaux lorsque ceux-ci sont dépendants d'une institution.

- Le réseau comme moteur des circulations : les réseaux sociaux interviennent dans la mobilité individuelle (exemples 1, 2 & 3). Il permet aux migrants de transférer leurs compétences et connaissances plus facilement et plus rapidement.

Dans ces deux paramètres, les effets de contextes sont notoires et infusent les sociabilités. Les deux points suivant consistent donc à restituer l'importance des institutions d'origine et des réseaux interindividuels dans la production sociale en migration.

La production sociale en migration : retour au point « O »

Les trois figures de mobilité internationale présentées ici divergent en de nombreux points. Nous choisissons de mettre en relief les éléments ayant activé la mobilité internationale ainsi que le rôle des institutions dans l'enrôlement du migrant dans l'associatif.

Abordons d'abord le cas de S.C (figure n°7 page 175, exemple n°1). Lorsqu'elle était étudiante[121], sa trajectoire migratoire a commencé avec la promotion des bourses françaises et du cursus d'ingénieur polytechnicien par la venue de D.C. à l'Université. Séduite par cette opportunité, et finalement acceptée au concours d'entrée à l'École Polytechnique, S.C. s'est rendue en France. On peut donc considérer que sa migration internationale est le résultat de l'incitation à la mobilité de D.C., conditionnée par l'acceptation de l'Université. Car si l'université n'est pas directement responsable du départ de S. C. à l'étranger, l'espace donné à D.C le temps d'un cours a été le déclencheur de cette mobilité internationale. C'est donc bien au sein de l'espace institutionnel que la décision de partir a germé, même si l'incitation est indirecte. Le rôle joué par D.C dans cette migration est incontestable. D'une part, sa visite à Quito est en effet très rapidement suivie de l'arrivée en France de S.C (promotion 2003 et arrivée en 2004), d'autre part, la migrante affirme elle-même être partie grâce à D.C.

L'exemple numéro 2, celui de T.H (figure n°7, exemple n°2), révèle une plus grande complexité de la trajectoire professionnelle et migratoire. Après avoir atteint le niveau master en Colombie et avoir fait partie du personnel de son université, T.H reprend finalement ses études à Paris pour réaliser un doctorat. Si l'on ne peut douter de son désir d'acquérir de nouvelles compétences au travers d'une mobilité géographique, il est toutefois avéré que cette migration est le résultat de la politique d'internationalisation de l'université (Universidad del Norte, voir figure page suivante). Des entretiens menés en Colombie, il ressort que la politique d'expatriation de *l'Universidad del Norte* se caractérise par la mise en place d'un dispositif institutionnel pourvoyeur de bourses directes ou complémentaires à celles de l'État,

[121] Aujourd'hui, S.C est ingénieure à Sophia Antipolis (06).

dans le but de promouvoir l'acquisition de compétences de très haut niveau (voir extrait d'entretien ci-dessous). À l'université, le groupe de « développement académique » est donc chargé du recrutement des futurs membres de la diaspora scientifique et technique. Dans le cas de T.H., c'est finalement en France qu'une opportunité s'est présentée[122].

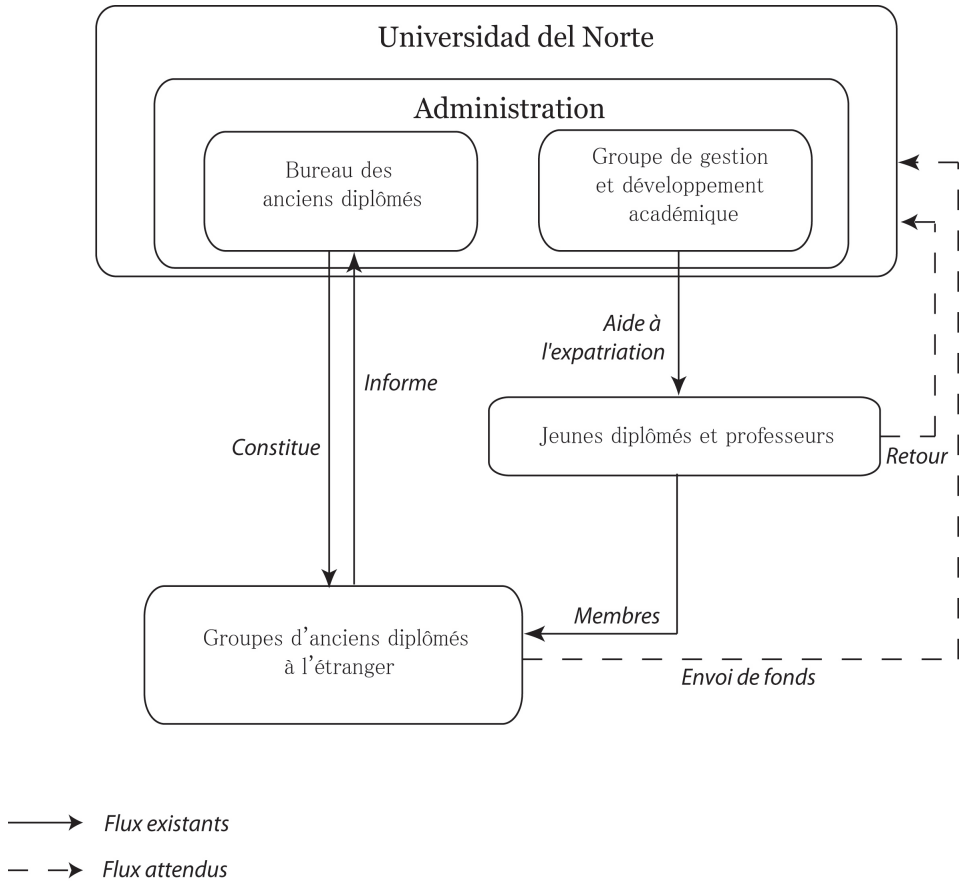
On constate une nouvelle fois que l'université cimente des relations sociales incitant à la mobilité spatiale. Dans ce cas, c'est l'université qui est directement responsable du départ à l'international et qui suscite encore l'intérêt des jeunes expatriés pour s'investir dans des activités scientifiques transnationales. De plus, on a ici la constitution d'un terrain propice au retour migratoire dans la mesure où un emploi lui est « réservé » dès la fin de son doctorat.

Extrait d'entretien n°3 : *Entretien avec Christian B. chargé du groupe de gestion et de développement académique à l'Universidad del Norte, 7 mars 2011.*

C.B. : La Colombie n'est pas un pays traditionnellement attaché à la recherche scientifique. [...] Jusqu'aux années 2000 nous avions environ une quarantaine de doctorat dans tout le pays seulement et ils étaient centrés sur Bogota ce qui posait problème en terme d'accessibilité [...]. En 1993, le gouvernement a mis en place des crédits de la banque mondiale pour former du capital humain à l'étranger au travers de COLCIENCIAS. Et c'est à partir de cette date là que prend forme le processus dans lequel est T. aujourd'hui. Le plan de formation des professeurs. L'Universidad del Norte, en 1993, a commencé un programme sur fonds propres au travers duquel l'université à envoyé des professeurs, et plus récemment des jeunes diplômés ayant un potentiel de recherche, se former à l'étranger pour qu'ils rentrent en Colombie et restent travailler dans l'Université.

[122] La destination initiale prévue était toutefois les États-Unis

Figure n°6 : *L'internationalisation de l'Universidad del Norte*



Le troisième cas exposé ici (figure 7, exemple n°3) diffère des deux autres par la complexité qu'il offre. En effet, le choix de la première mobilité géographique a été guidé par des raisons familiales depuis l'Équateur vers l'URSS[123]. Ce sont en effet les connaissances de la famille, les liens tissés avec le parti communiste et les anciens étudiants de l'URSS, qui ont autorisé l'individu à acquérir une bourse d'études supérieures[124]. Ce n'est donc pas l'université d'origine qui active la migration, mais le lien social déjà existant avec le dispositif institutionnel militant. En revanche, cette participation familiale aux réseaux communistes a grandement participé à ce que W.M.L participe en Russie à des réseaux étudiants équatoriens. C'est aujourd'hui ce tissu social qui guide les circulations migratoires de ce migrant et du collectif auquel il appartient. Pourtant, ses liens sont minimes avec son pays d'origine (même familiaux), les retours peu nombreux et l'opportunité d'y retourner un jour, proche de zéro. Dans ce cas, c'est le recentrement du lien identitaire sur la Russie et la constitution d'un corps

[123] Arrivé avant la dissolution de l'Union Soviétique, c'est pour cela que l'on utilise ici l'acronyme URSS.
[124] Certaines étaient « fléchées » pour les enfants de membres du parti. D'autres étaient pourvues par la coopération de l'Union Soviétique.

social au moment des études, qui cimentent le désir de pratiquer l'espace international et contribuer au développement de l'Amérique Latine.

2.4. Le réseau comme moteur de la mobilité et des circulations migratoires

Hautement dépendant des espaces pratiqués, le réseau social prend sa source dans l'ensemble de la trajectoire individuelle et professionnelle du migrant. S'il peut être à la source de la mobilité, le réseau que se fabrique l'acteur peut, en outre, induire des modes de circuler.

On construit notre réflexion à l'aide des trois exemples précédents. Cette fois on s'interroge sur la façon dont les réseaux à disposition des migrants induisent leur participation aux circulations transnationales.

Les stratégies de mobilisation des migrants en sont un exemple. L'exemple n°2 illustre bien le rôle que celles-ci peuvent avoir (cas de T.H). Dans ce cas, c'est l'université d'origine qui sollicite les anciens étudiants de l'université au moyen de l'activation d'un réseau. T.H préparant aujourd'hui un doctorat comme membre détaché du corps professoral a, par conséquent, été désignée comme l'intermédiaire légitime, entre l'université et les anciens diplômés, pour engager des échanges bilatéraux à caractère scientifique et technique. Les liens dont dispose T.H avec son université (au moyen du groupe de « développement académique ») lui ont permis de s'engager dans une trajectoire de mobilité et de s'impliquer dans des circulations migratoires en dynamisant un groupe d'anciens diplômés à Paris. En revanche, ses liens sociaux, tissés en migration, lui permettent d'acquérir en parallèle une vision nouvelle du développement scientifique et technique et d'imaginer une implication à distance des Colombiens hautement qualifiés en dehors du système universitaire lorsqu'elle fait la connaissance de K.J, membre de l'association ASCOF au sein de son laboratoire, et qu'elle se renseigne sur la capacité des Coréens à mobiliser les connaissances des expatriés. Si T.H semble être très volontaire, connaître le fonctionnement plus indépendant de l'association ASCOF lui a fait prendre conscience que l'université souhaitait avoir la main mise sur les activités du groupe, ce qu'elle ne souhaite pas. En résulte une attitude globalement méfiante à l'égard de l'université même si les rapports sont très cordiaux.

Si la loyauté peut être légitimement considérée comme soubassement du lien social, la confiance doit également prendre place dans les pratiques institutionnelles. L'ensemble des acteurs de l'associatif migrant devrait sérieusement considérer cette condition afin de réussir leur entreprise transnationale. En effet, les deux exemples suivants confirment que la confiance soutient un processus de socialisation durable à distance.

L'exemple n°1 nous apprend par exemple qu'après avoir reçu l'aide et les conseils de D.C (alors futur président de l'association Amarun), S.C s'est engagée dans la construction du collectif professionnel dès son arrivée en France. Elle y prendra finalement la place de présidente dès la fin de son doctorat. L'exemple n°2 confirme également que la confiance est tout aussi importante que la loyauté. Quant à l'exemple n°3, il s'agit d'un recentrement de la question identitaire non pas sur le pays d'origine mais sur le partage d'une expérience : celle d'être des anciens étudiants et boursiers de l'Union Soviétique. Le partage d'un même espace, l'« esprit de corps » cultivé au sein de la communauté estudiantine latino-américaine à Moscou, sont source d'un espace social multi-localisé. Ceci explique notamment pourquoi la sensibilité nationale n'est pas la même pour W.M.L. L'association Latinosoyuzniki[125] semble se construire sur des sociabilités détachées de cadres nationaux, ce qui est très compréhensible étant donné que les liens de solidarités se sont tissés directement sur place, dans un système plus ou moins clos. Il convient donc aux institutions de conserver les liens de confiance et de loyauté pour espérer tirer profit des expatriés.

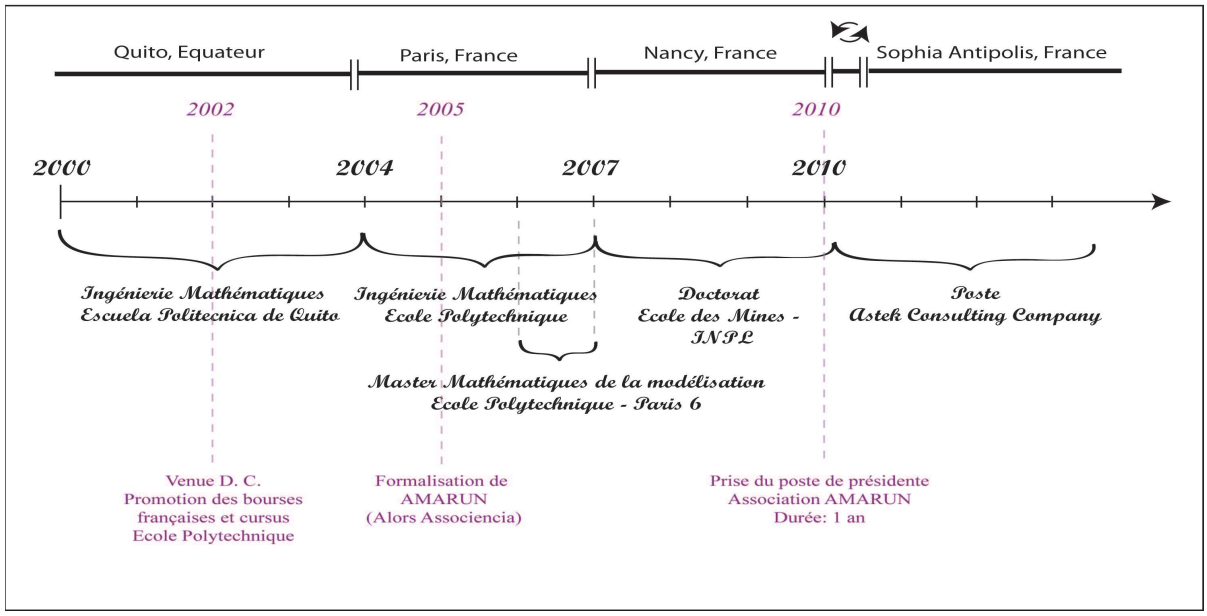
Générateurs de liens sociaux à distance, les institutions d'origine ou les réseaux sociaux interindividuels contribuent aux circulations migratoires. Ils génèrent ainsi des transferts de savoirs et de compétences, d'analyses et d'expertises. Qu'ils soient dans le pays d'origine ou d'accueil, voire à l'international, les espaces pratiqués infusent de nouvelles sociabilités porteuses de mobilités et de circulations. C'est alors dans le temps de la trajectoire individuelle et professionnelle que se construisent des sociabilités qui conditionnent l'engagement associatif individuel. Les trajectoires migratoires peuvent en effet consolider des sociabilités qui ne se baseraient pas seulement sur l'appartenance ethno-nationale du migrant. C'est du moins ce que suggère l'exemple de W.M.L. La troisième partie de ce chapitre s'attachera à mieux comprendre et détailler ce processus de socialisation

[125] Association d'anciens boursiers de l'ex Union Soviétique en Espagne.

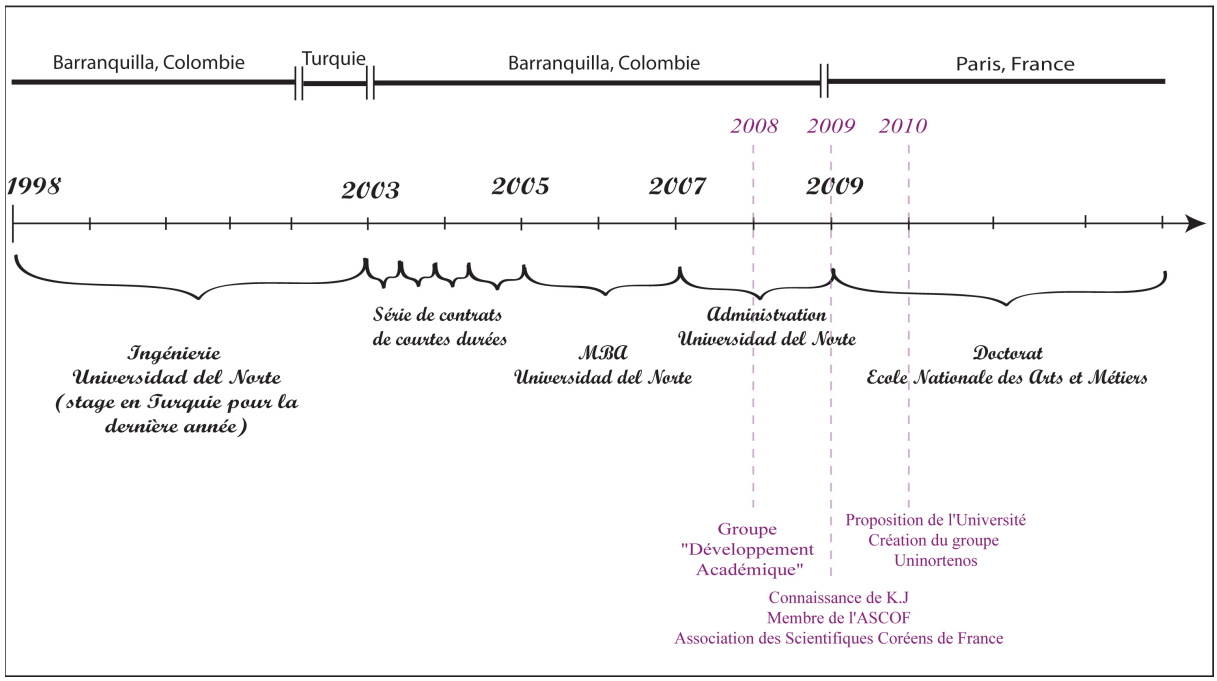
multiculturel, n'ayant pour centre aucune nation sinon une condition : celle d'avoir été boursier de l'ex-URSS.

Figure n°7 : *Les trajectoires migratoires de trois migrants internationaux*

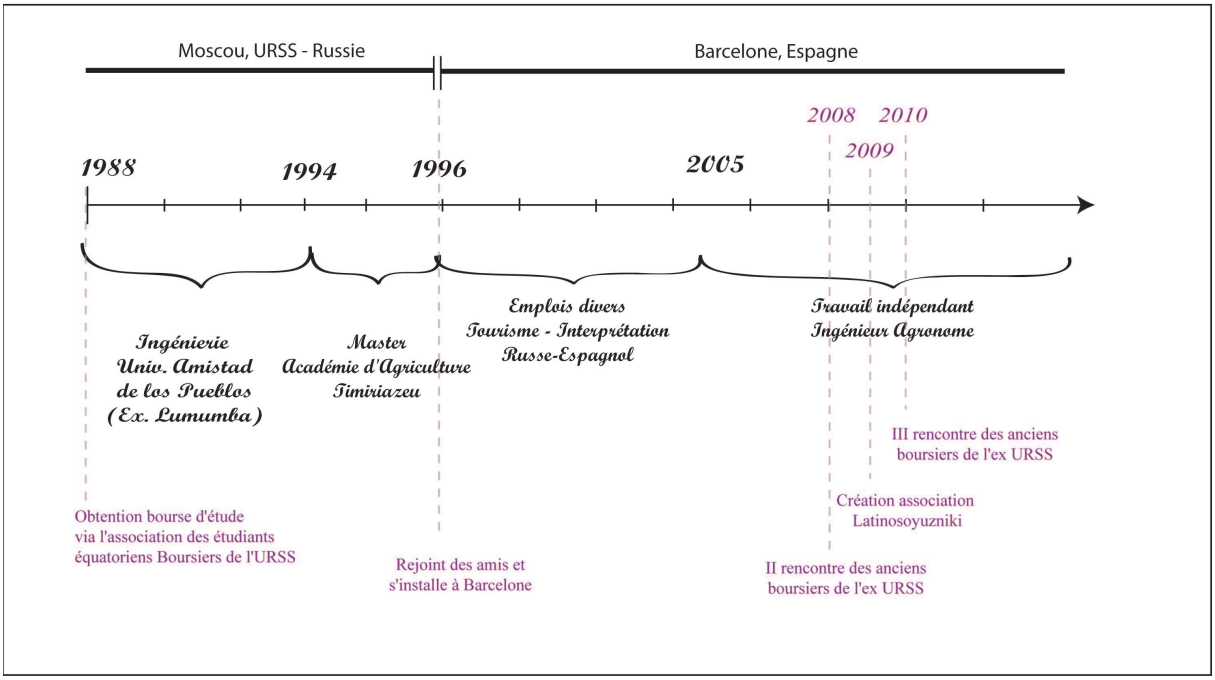
De Quito à Sophia Antipolis: la trajectoire migratoire de S.C



De Barranquilla à Paris: la prise en charge diasporique



De Quito à Barcelone: le recentrement de l'espace diasporique



Source : C.CAPLAN, Enquêtes 2010-2011

Le management : nouvel outil du paradigme mobilitaire

Les stratégies andines, et plus précisément colombiennes, vont dans le sens d'une mise en production d'espaces de transferts. Nous envisageons ici de révéler les enjeux de ce type d'initiative. La gestion du capital humain, *knowledge management,* entrepris par les universités semble introduire une nouvelle dynamique spatiale qu'il nous faut comprendre et analyser. Ces moyens mis en œuvre pour la récupération des savoir-faire, qui se traduisent par la production d'un tissu social venant lutter contre la distance physique, semblent prendre de l'ampleur afin de répondre au besoin de disposer de nouvelles compétences. C'est donc avec ténacité que certaines universités s'engagent dans la production d'un tissu social continu malgré la distance physique. L'intérêt est en effet clair. Des productions sociales diasporiques permettraient de tirer avantage du capital intangible ainsi dispersé et les autoriseraient à prendre place dans le marché globalisé de la connaissance. La production diasporique se comprend donc comme la combinaison de la déconcentration/reconcentration du savoir qui se matérialise par des politiques d'incitation au départ migratoire et à l'accumulation du capital dans l'espace d'accueil au moyen de dispositifs associatifs.

Extrait d'entretien n°4 : Entretien avec la directrice du Bureau des diplômés (Oficina del egresado) Elisama D., Universidad del Norte, Barranquilla, 2 mai 2011

E : C'est incroyable ce que les anciens diplômés peuvent apporter comme bénéfices à l'université. Et c'est ce que l'on souhaite travailler plus précisément avec les diplômés. S'ils travaillent dans des universités, aux États-Unis ou en Europe, l'idée c'est d'arriver à ce qu'ils fassent le lien afin d'obtenir des accords avec ces universités ou des alliances pour des projets internationaux. Ce sont les opportunités que nous souhaitons.

Extrait d'entretien n°5 : Entretien avec Carolina, Bureau des relations internationales, Universidad Javeriana, Bogota (Colombie), 15 avril 2011.

C : Nous n'avons pas de données chiffrées sur les collaborations [avec les anciens étudiants], mais dans la pratique je sais que ça existe. De plus, nous, en qualité de bureau pour les relations internationales, nous sommes très intéressés pour coordonner nos activités avec le bureau des diplômés. Nous avons déjà un accord de base, pour réaliser des activités en commun, mais nous avons besoin d'une stratégie bien plus structurée pour profiter des réseaux sociaux de nos anciens élèves à l'étranger. Ces personnes sont pour nous une plateforme clé. Des réseaux académiques se sont générés, beaucoup d'anciens élèves ont réussi tout au long de leurs études à faire de nouveaux contacts intéressants autant pour les chercheurs que pour nous. Et pour l'université ce serait profitable [...] pour promouvoir l'université [...] leur expérience en tant qu'étudiant c'est ... la meilleure publicité à l'étranger.

La concomitance entre les nouveaux modèles économiques qui mettent en avant l'importance des réseaux du savoir, le rôle que peuvent jouer les anciens diplômés (notamment connu dans le cas des universités nord-américaines) et le déploiement d'un tissu associatif académique centré sur l'université ne sont pas un hasard. Les observations révèlent en effet que les

réseaux universitaires se déploient à mesure que les universités prennent conscience de l'apport scientifique et technique que leurs étudiants à l'international peuvent leur apporter[126].

Cette attitude de plus en plus répandue au sein des universités d'origine conduit à produire des espaces extra-territorialisés dont la responsabilité est remise à quelques « ambassadeurs »[127]. Formant des noyaux nationaux qu'il convient d'animer par une politique de retour des compétences, le lien migration et développement tend à prendre corps dans le maintien du lien d'allégeance du migrant à son institution d'origine. Ce n'est plus vers l'État mais dans le « corps social » produit par l'université que se diffuse le lien d'appartenance. L'identité se comprend à l'échelle de la communauté scientifique universitaire. Dans ce cas, être étudiant ou diplômé d'une université très active dans la mobilisation de ses expatriés peut conduire le migrant à prendre en charge des activités transnationales au moyen d'une participation régulière dans une association ou un club de scientifiques expatriés et, par conséquent, à agir au bénéfice du développement dans son pays d'origine. Ici la question du retour ne se pose pas, du moins pas dans un sens physique et définitif. Il s'agit de circulations. Il est donc clair que la quête généralisée pour le retour (même virtuel) du talent conduit à produire de nouveaux espaces sociaux entre les pays d'installation des migrants et leurs pays d'origine.

Cette tendance est donc responsable de la densification du tissu associatif en Europe puisqu'il s'agit de créer des groupes et non pas de récupérer des initiatives existantes.

3| Le passé : un temps mis « au présent » dans l'associatif migrant qualifié andin en Europe

Jusqu'à présent, l'associatif migrant a été envisagé comme un marqueur de l'engagement individuel dans des dispositifs en réseaux, résultant d'un accroissement des circulations migratoires[128]. Pourtant, outre le fait de révéler l'engagement personnel des migrants dans des

[126] Conscience très claire qui a été généralement constatée au cours des entretiens avec les personnels universitaires en Colombie.

[127] On entend par ambassadeurs des personnes de confiance désignées par les personnels de l'université.

[128] Notamment pour le commerce, le tourisme et les Investissements Directs Étrangers [Gheasi et al. 2011 ; Gould 1994 ; Kugler et Rapoport 2007 ; Rauch and Trindade, 2002].

circulations transnationales, l'associatif migrant semble être le marqueur de champs migratoires révolus. Cette partie s'engage donc à révéler comment l'étude de l'associatif migrant à un instant « t » révèle un champ migratoire à un instant « t – n ». Aussi, nous tenterons d'expliquer pourquoi et comment l'associatif peut se nourrir d'expériences migratoires passées. On envisagera donc d'illustrer le cas des mouvements associatifs en déclin à cause de l'amenuisement d'un champ migratoire, ainsi que des cas de résurgences d'initiatives collectives. On illustrera le premier cas par la fédération d'association de médecins péruviens en Espagne et le second par la fédération d'association d'anciens étudiants en ex-URSS. Par l'étude de ces associations, de leur logique de fonctionnement et des liens sociaux en jeu, cette partie se donne pour objectif de révéler l'associatif migrant qualifié comme un marqueur historique à prendre en compte, notamment dans de futures recherches sur l'engagement associatif en migration et l'influence des politiques sur les circulations migratoires. En outre, nous envisagerons de questionner le rôle de l'identité nationale dans la production du tissu associatif. Se positionnant contre la naturalisation de l'identité nationale, cette partie consistera alors à montrer comment l'expérience de la vie en collectivité (l'expérience de l'autre) peut contribuer au façonnement d'une nouvelle identité collective trans-nationale. Cette démonstration révèlera alors combien les catégories actuelles de réflexion et d'actions empêchent la mise en place de productions diasporiques.

3.1. Des solidarités contextuelles sur le déclin ?

Dans la littérature, il est vérifié que la production sociale en migration résulte de nombreuses contraintes, d'opportunités contextuelles ou structurelles, telles que la situation économique, sociale et professionnelle des migrants [Dumont, 2010, Smith 2003 ; Amelina et Faist 2008, Bosco, 2001, Massey et al. 1998]. On suppose par conséquent que la consolidation des réseaux se réalise en fonction des opportunités offertes, et/ou des contraintes rencontrées par les migrants pour pratiquer l'espace. C'est particulièrement aux conséquences sociales d'opportunités contextuelles que l'on s'intéressera ici. Les externalités positives, individuelles, dégagées par la poursuite d'études à l'étranger semblent en effet se traduire par la construction de collectifs professionnels de solidarité cherchant à avoir des

répercutions sur le développement des communautés professionnelles autant dans l'espace d'accueil que dans l'espace d'origine.

3.1.1. Le déclenchement des solidarités transnationales par la frontière sociale.

Les associations de professionnels migrants en Espagne prennent corps dans un contexte d'intégration pénible sur le marché du travail local (besoin d'homologuer son diplôme pour accéder au marché de l'emploi), produisant un tissu animé par l'entraide. Les périodes de plus forte activité des structures associatives (réunions plus régulières) concordent alors avec la nécessité qu'éprouvent les membres de bénéficier du soutien des autres (afin d'entreprendre ou poursuivre leur démarche d'homologation). On observe donc un partage des difficultés et de la douleur qui cimente contextuellement des solidarités interindividuelles. La limite est que, dans ce cas, il devient difficile d'envisager la poursuite des activités. Une fois l'obstacle dépassé et l'objectif atteint, les membres arrêtent de pratiquer l'espace associatif. Aussi, il semblerait au regard de certaines expériences que l'usage contextuel ne soit pas profitable à la pérennisation du tissu social, ce qui va dans le sens de l'hypothèse d'une « réduction de l'espérance de vie » des associations contextuelles. Bien entendu, l'effet de contexte ne peut être la seule raison d'un échec ou d'une baisse d'activité associative. Le manque de ressources, de concertation, d'échanges multilatéraux est également responsable du manque de diversification du noyau initial. En outre, la fidélisation est un effort malaisé à entreprendre, du fait qu'il faille concerter un plus grand nombre de membres (à mesure que l'auditoire s'agrandit).

Mais d'autres cas révèlent combien les solidarités contextuelles peuvent se maintenir, à l'état latent ou actif, et être bénéfiques sur le long terme à la constitution multi-située d'un groupe social. Les cas de la fédération des médecins péruviens, ainsi que celui des anciens étudiants en ex-URSS, illustrent notre propos. **Dans ces deux cas, c'est l'existence de contraintes à l'origine qui est productrice de mobilités internationales lesquelles ont cimenté à leur tour des solidarités contextuelles** (absence ou accès difficile à la formation). Ce ne sont donc pas les difficultés éprouvées dans l'espace d'accueil qui catalysent les

solidarités. Dans leurs cas, ce sont des opportunités qui conditionnent la solidarisation et la socialisation des migrants.

Au regard de l'espace d'accueil (temporaire ou définitif, présent ou passé), on peut donc différencier les « solidarités d'opportunités » des « solidarités de contraintes ». Dans le cas des solidarités d'opportunités, les externalités tirées de la solidarisation se font aux échelles collective, individuelle, interindividuelle et interinstitutionnelle. A l'inverse, on attend des solidarités de contraintes d'en retirer un bénéfice individuel. Toutefois, une fois le problème résolu, la solidarité est mise en danger.

Cette section rendra compte de deux exemples de solidarité d'opportunités. Ces exemples, qui devront postérieurement nous renseigner sur le maintien dans le temps des solidarités, permettront d'interroger à nouveau les questions d'identités très discutées dans le champ des migrations internationales (Diaspora, Transnational). En associant les parcours associatifs aux contextes politiques des pays d'accueil et d'origine, l'étude d'espaces sociaux issus de champs migratoires révolus devra mettre en lumière le rôle central des institutions gouvernementales dans la production diasporique, impliquant alors de décentrer l'acception de la *diaspora* et d'en faire une catégorie pratique.

Extrait d'entretien n°6 : Entretien avec JWQ, Fédération Nationale des médecins péruviens, 30 juin 2010.

JWQ : Nous arrivons à la fin du cycle de notre vie active, le repos arrive mais des activités surgissent, et continueront à surgir et nous devrons y faire face. Mais le cycle de ce collectif est en train de s'éteindre. Nous avons besoin de jeunes. Nous avons besoin qu'ils prennent acte de l'identité de cette association et qu'ils continuent avec l'infrastructure que nous avons mise en place et qu'ils fassent avancer ce groupe, parce que pour nous c'est bientôt fini. On prend notre retraite.

3.1.2. Les solidarités d'opportunité : Le cas péruvien en Espagne

Le cas de la fédération des médecins péruviens en Espagne (FNMPE), dont les activités ont été étudiées au cours de ce doctorat, est une illustration des conséquences que peuvent avoir les opportunités de nature contextuelle. C'est en profitant de la situation économiquement favorable en Espagne (au regard des Péruviens), dans le contexte d'après-guerre, que les jeunes Péruviens étudiants en médecine sont allés poursuivre leurs études dans la péninsule. Des solidarités se sont tissées alors par le partage d'une expérience migratoire similaire et par un même intérêt envers leur pays d'origine. Ainsi, jeunes et en quête d'une formation indisponible dans leurs pays[129], nombreux sont ceux à avoir quitté leur Pérou natal pour partir vers l'Espagne à la découverte d'un continent jusque là inconnu. Des voyages initiatiques en bateau, pour certains, ont permis de cimenter des liens sociaux très forts et que l'on retrouve aujourd'hui encore. Mais si ce réseau de médecins a été actif sur la deuxième moitié du 20e siècle, les acteurs vieillissants du réseau peinent à trouver la relève[130]. Cette micro-communauté professionnelle est en effet « à part » dans l'associatif migrant qualifié, car elle ne semble pas s'être construite uniquement sur la base d'une identité nationale forte. Le socle social est en effet celui du microcosme dans lequel les étudiants évoluaient alors. Toutefois, l'intégration d'une nouvelle génération semblant compromise, la fédération et les associations paraissent désormais condamnées à s'essouffler.

On comprend donc ici que les conditions initiales de socialisation, qui n'ont plus cours aujourd'hui, ont cimenté une socialisation que l'on pourrait qualifier de « contextuelle ». Comment alors cette socialisation a-t-elle pris ? Comment les relations sociales ont-elles évolué ?

> **Extrait d'entretien n°7:** Entretien avec C., Red de Medicos Hispano-Peruanos, Lima, 14 juin 2011.
>
> *« Nous sommes partis car rentrer à l'Université c'était impossible. Il fallait avoir un parrain »*

[129] Pour des questions de *numerus clausus* très limité, l'accès à la formation était quasiment inaccessible.

[130] Selon le président de la FNMPE, au moment de l'entretien, les membres auraient entre 60 et 80 ans.

Dans les années 1960, la restriction à l'entrée en faculté de médecine au Pérou, impose à ceux qui sont dépourvus de réseau de quitter le territoire national pour aller réaliser leurs études à l'étranger. C'est alors que certains partent suivre leur formation de médecine en Espagne, à Madrid et dans d'autres grandes villes, principalement à l'aide de leurs propres moyens.

La première étape :

Très rapidement, les solidarités se sont constituées autour d'un premier tissu associatif aidé par le gouvernement espagnol (Centro Hispano-peruano). A ce stade, ce sont les étudiants qui s'organisent dans les villes d'installation. S'il s'agit quasi-exclusivement d'activités culturelles (28 Juillet, Noël etc.), elles permettent à ces jeunes Péruviens de mieux se connaître entre eux (à l'échelle de la ville, voire du territoire national). La multiplication des noyaux d'activités à l'échelle locale tisse finalement une toile sur l'ensemble du territoire espagnol. Si ces associations sont aujourd'hui oubliées de la « toile », elles ont cimenté un réseau national de médecins qui demeure jusqu'à aujourd'hui[131].

La deuxième étape :

À partir des années 1980, les associations, telles qu'elles existent aujourd'hui, se sont constituées à mesure que les médecins péruviens terminaient leurs études et prenaient leurs postes définitifs. C'est donc à partir des années 1980 que les associations de médecins se constituent dans plusieurs communautés autonomes d'Espagne : Catalogne, Aragon, Andalousie, Canaries, Leon, et Valencia[132]. Il s'agit alors de continuer l'initiative qui était portée par les associations d'étudiants jusque là (et qui prennent fin avec la naissance de cette deuxième génération associative[133]). Cette fois, il s'agit de porter des projets porteurs de développement (transfert de matériel, de connaissances…). Le développement sur l'ensemble

[131] Un réseau transnational s'est organisé grâce aux médecins péruviens restés en Espagne et organisés par la fédération de médecins péruviens (FNMPE), et le réseau de médecins Hispano-péruviens qui s'organise depuis le Pérou et participe aux activités de la FNMPE.

[132] Aujourd'hui, la population de médecins péruviens en Espagne est estimée à 800 (recensement de 2006 auprès des chambres de commerces). Cette donnée est issue de l'entretien avec le président de la fédération et n'a pas pu être vérifiée.

[133] D'une part, les étudiants en médecine terminent leurs études donc s'investissent dans une activité associative de nature plus professionnelle. D'autre part, l'arrivée d'étudiants va se tarir avec la mise en place de nouveaux examens à l'entrée en Espagne à la fin du régime franquiste.

du territoire espagnol de ces associations culminera par la création, dans les années 1990, de la fédération nationale qui s'appuiera alors sur tout le réseau national[134]. Les années 2000 à 2010 ont été particulièrement actives pour la fédération puisque pendant cette période les médecins organisent annuellement des colloques[135], soit en Espagne soit au Pérou renforçant les échanges transnationaux de connaissances.

Un devenir en suspend :

En 2011, la fédération révélait ses premières faiblesses, lors de l'organisation de la 10e rencontre nationale des médecins péruviens « convention ». Les entretiens révélaient des conflits entre les associations lesquelles n'arrivaient pas à s'entendre quant à l'organisation de l'évènement. Pourtant l'initiative perdure. Si le site web de la fédération a été supprimé, les rencontres ont cependant toujours lieu et semblent se poursuivre encore. Il faut noter toutefois que des liens semblent distendus entre certains nœuds du réseau. En effet, lors de la 10e convention qui se déroulait à Sitges, où je faisais partie de l'assistance, les intervenants étaient majoritairement résidents en Catalogne. De même, la 11ème édition concentrait des intervenants venant des Canaries (Tenerife), León et Lima. On constate généralement l'absence de médecins installés à Madrid. Celle-ci s'explique par l'inexistence d'une association de médecins péruviens dans la capitale. En effet, les médecins à Madrid ne semblent pas vouloir intégrer le réseau national comme l'ont fait leurs compatriotes. Ceci s'explique principalement par l'existence d'une autre structure associative de notre corpus, qui fédère des migrants de différentes professions et qui s'organise en plusieurs groupes de travail en fonction de leur profession « API ».

On constate que les organisateurs et les principaux contributeurs ne parviennent pas à renouveler l'association et laisser la place à une nouvelle génération de médecins. La période d'émigration majeure est en effet révolue et il est difficile de gagner la participation de nouveaux membres. En revanche, c'est grâce à l'organisation tous les deux ans de la « convention » au Pérou que les médecins péruviens installés en Espagne revoient leurs

[134] Les dates sont approximatives et issues d'entretiens.

[135] Par exemple, en 2008 a eu lieu un colloque à Iquitos au Pérou rassemblant des spécialistes péruviens venus de toute l'Espagne afin de donner des conférences sur les sujets suivants : fractures faciales, hépatite, santé mentale et pauvreté, réanimation, système de santé espagnol, maladies neurologiques chez les migrants en Espagne, dépression chez le patient migrant etc.

confrères installés (et surtout retournés) dans leurs pays d'origine[136]. La dimension transnationale est par conséquent vérifiée et la structure associative semble avoir survécu aux solidarités de contexte ; d'abord, grâce à la volonté de garder des liens forts entre ceux restés en Espagne et ceux rentrés au Pérou et grâce, ensuite, à l'institutionnalisation des liens sociaux interindividuels et inter-organisationnels. Vieux de quarante ans, ce tissu associatif perdure.

3.2. Les Latino-Américains de l'ex-URSS

L'expérience de l'association Latinosoyuzniki et de la Fédération internationale des anciens étudiants et boursiers de l'ex-URSS et pays de l'Est, est quelque peu divergente même si l'on comprend que la solidarité est ici contextuelle. Cette expérience associative est intéressante à étudier au prisme de son insertion dans une dynamique globale de solidarité post-migratoire.

A l'occasion de ses 50 ans, l'Université de l'amitié des peuples, s'est engagée sur la voie de la reconnexion avec ses anciens boursiers. Cela se traduit, aujourd'hui, par l'existence de liens entre les différentes associations d'envergure nationale qui s'étaient constituées à partir des années 70 et qui permettent de conforter à présent un réseau social à l'échelle méso-géographique. Si les liens s'étaient rompus lors de la « re-dispersion » des étudiants, une fois formés en ex-URSS, l'effort de l'université de re-centraliser le lien diasporique a alors conduit à la réactivation de la solidarité sans frontières dans laquelle avaient évolué les étudiants entre les années 60 et 90 à Moscou[137].

Si le réseau international est une construction nouvelle, les liens sociaux sur lesquels ils se sont construits sont en revanche très anciens et marqués par une expérience difficile communément partagée. Étudier dans une langue différente, vivre éloigné de sa famille et de ses amis et étudier dans de nouvelles conditions étaient source de déstabilisation chez les jeunes migrants ; un esprit de corps à cultiver donc pour l'université qui a également

[136] C'est en effet le retour de certains médecins au Pérou qui a guidé la création d'une association appelée « Asociacion Medica Hispano Peruana » à Lima.

[137] Au cours de cette période, les jeunes étaient sollicités dans des associations ethniques, nationales et/ou régionales.

beaucoup d'intérêts à ce que ses anciens étudiants soient actifs dans les productions transnationales pays d'origine (ou pays d'installation)/Russie. Le rôle des migrants en faveur des échanges commerciaux peut s'illustrer au moyen de l'exemple des anciens boursiers colombiens[138]. L'intervention des migrants en faveur de la pénétration du marché colombien par les entreprises russes révèle facilement l'intérêt que peut avoir la Russie et l'université de l'Amitié des peuples dans la construction d'un lien diasporique de nature inversée à celle que l'on connaît et que l'on documente généralement[139].

3.2.1. Des cadres référentiels bouleversés

Tantôt considéré comme un outil d'analyse des mécanismes selon lesquels les migrants, par leur(s) déplacement(s), nourrissent et mettent en place des champs sociaux liant intimement leurs espaces d'origine à leurs espaces d'accueil [Patterson, 2006], tantôt une catégorie d'investissement du spatial [Faist et Bauböck, 2011], le transnationalisme est aussi une pratique et une redéfinition de l'identité nationale par delà les frontières territoriales [Vertovec, 2004 ; Schiller, 2004]. Dans tous les cas, il est urgent de considérer la « nation » autrement que par sa comparaison, voire son rattachement, à l'État ; d'où l'urgence de questionner à nouveau l'appartenance des acteurs à un (ou deux) État(s). Dans tous les cas, cela impose de repenser l'ancrage uni-territorial et centré de l'espace-temps partagé par les migrants.

En effet, l'exemple de l'association Latinosoyuzniki nous oblige à repenser les cadres sociaux et territoriaux de construction des liens de solidarité et d'appartenance, le « *way of belonging* » traditionnellement ancré dans le cadre national-territorial [Glick Schiller, 2004]. Ceci conforte l'idée qu'il est impossible d'obtenir une définition universellement partagée de la « nation » [Tishkov, 2000]. C'est pour cela que le transnationalisme, comme catégorie pratique (initiatives transnationales des acteurs) plutôt que champ lexical de la reconfiguration

[138] L'association d'anciens étudiants Colombiens en Russie a été proactive dans la signature de contrats entre des sociétés pétrolières en Russie et en Colombie. L'ouverture de ce marché est donc d'un grand bénéfice pour les deux pays.

[139] Ceci est loin d'être une exception en soi. En revanche la Russie ne fournit aucune aide aux associations de migrants ce qui va à l'inverse des autres expériences européennes recensées dans notre étude.

d'un État conteneur, semble être plus adéquat aux réalités que nous décrivons ici. Au-delà, c'est l'ensemble des circulations migratoires qui demandent de réinterroger la systématicité du lien fait entre les solidarités et l'existence d'une « communauté imaginée » qui serait la nation[140]. Cette association d'inspiration Durkheimienne ne peut avoir cours ici, alors que les proximités même sociales ne signifient pas obligatoirement le partage d'une même religion ou d'une même langue[141]. En effet la multiplication des liens d'allégeance au sein d'une même famille, voire pour une seule et même personne, complique l'idée de mono-identité. De plus, ces circulations migratoires sont l'occasion de socialiser au-delà du cadre stato-national ce qui confirme la nécessité de se détacher d'une mécanique bien trop pensée.

On choisit donc d'illustrer nos propos par l'association latinosoyuziki. La partie suivante se construit à partir des données recueillies lors de l'entretien avec le président[142]. Alors qu'il évoque la question des liens interindividuels et/ou interinstitutionnels, celui-ci cite 22 pays localisés en Europe du Nord et du Sud, en Amérique du Sud et Centrale, au Maghreb, en Afrique Australe et en Asie du Sud-Est. C'est à partir de son expérience estudiantine, qui l'aura conduit à Moscou à partir de 1988[143], que le président fait état d'un réseau social grandement dispersé et universel (voire cosmopolite). Car le référent principal, le socle de la solidarité est situé en Russie, et particulièrement à l'Université de l'Amitié des Peuples où une grande partie des étudiants (aujourd'hui amis dispersés dans le monde) résidaient alors pour réaliser leurs études supérieures.

Pour comprendre les conséquences de son parcours sur les réseaux interindividuels et collectifs, et déduire la traduction socio-spatiale de solidarités lorsque le transnational s'utilise comme catégorie pratique, cette partie entreprend de poser le regard sur des échanges non ethno-nationaux qui pourtant se manifestent par le dépassement des frontières et la construction de communautés d'intérêt.

[140] La nation ethnique d'Ernest Renan.

[141] Déjà en 1928, Max Weber proposait d'utiliser le sentiment de solidarité plutôt que les qualités empiriques jusqu'alors utilisées (la langue, la religion, le lien de sang) pour définir la « nation ». Cette définition s'oppose alors à la définition de l'Académie Française de 1694, laquelle considérait la nation comme une communauté de langage.

[142] Ce dernier est aujourd'hui encore en poste.

[143] Il résidera à Moscou jusqu'en 1996, date à laquelle il partira en Espagne pour des raisons personnelles et touristiques au départ.

3.2.2. La production d'un sens communautaire non ethno-national

Traditionnellement, l'étude des réseaux transnationaux ou diasporiques ne s'envisage que par la relation pays d'origine[144]/migrant[145]. Pourtant, l'exemple de Latinosoyuzniki présente le cas d'un pays d'accueil qui, après avoir hébergé des solidarités contextuelles entre les années 60 et 90, constitue aujourd'hui le ciment d'une mise en réseau de migrants à l'échelle internationale.

S'appuyant sur des liens forts et de proximité ayant existé par le passé, le réseau social semble prendre une consistance diasporique puisque les groupes révèlent une connaissance fine des autres organisations, autant en ce qui concerne leur localisation et leurs activités que leurs données personnelles de contact[146]. Les associations, qui se sont créées à partir des années 60-70[147] ont alors été réactivées par une production institutionnelle, par le bas, localisée à Moscou. Par sollicitation des anciens étudiants eux-mêmes, l'institution INCORVUZ XXI a été créée, puis immédiatement raccordée au dispositif institutionnel gouvernemental Russe[148]. Et si ce n'est pas une commande directe du gouvernement, les universités prennent manifestement cette opportunité pour reconstruire une communauté *d'expatriés*[149].

Les rencontres régulièrement organisées, notamment à l'Université de l'Amitié des peuples (à raison d'une rencontre tous les cinq ans environ), est un exemple de constitution d'un nouveau maillage social dans l'espace de la re-dispersion des étudiants.

---

144 En tant qu'espace existant ou fantasmé.

145 D'où l'identification des ministères ou offices chargés des relations publiques avec les *diasporas* : Maroc, Sénégal, Syrie, Éthiopie etc. Pour plus d'informations, voir l'inventaire des pratiques et capacités institutionnelles de l'OIM et de l'ICPMD 2010 « *Lier les communautés d'émigrants pour plus de développement. Inventaire des capacités et pratiques institutionnelles* », 372 pages.

146 Mon expérience personnelle témoigne en effet de la circulation de l'information entre les différentes personnes qui m'ont mise en lien les uns les autres selon les lieux où je me rendais. C'est un constat fait également pour l'Allemagne lors de mes entretiens avec les dirigeants d'anciens diplômés en Allemagne. Leur interconnaissance aura donc facilité ma mobilité. Pourtant, ce réseau n'est pas professionnalisé. En revanche, des personnes socialement importantes y prennent part (fonctionnaires d'État notamment).

147 Bolivie 1996, Colombie 1973, Équateur 1972, Haïti 1997, Mexique 2001, Nicaragua 1994, Pérou 1991, République Dominicaine 1986, Venezuela 2000.

148 Le projet était alors porté par les associations suivantes : Bulgarie, Chine, Tchad, Tunisie, Népal et Vietnam.

149 Au sens de l'université comme *patrie d'adoption.*

A l'échelle globale du réseau, non-exclusive à l'université de l'Amitié des peuples, ces quelques rencontres ont rapidement pris sens à l'échelle internationale et se sont traduites, à partir de l'année 2002, par des réunions périodiques (tous les deux ans) culminant en 2008 par la création de la fédération internationale des anciens étudiants de l'ex-URSS[150]. Confortée par des antennes nationales, le réseau semble aujourd'hui centré sur Moscou. Cette socialisation internationale consiste, entre autres, à participer à distance aux activités d'INCORVUZ afin de bénéficier du soutien de cette organisation (notamment en termes de formations à distance) et de promouvoir la convergence des systèmes d'éducation entre les différents pays conduisant alors les migrants à promouvoir l'internationalisation de l'éducation et l'expansion de la mobilité académique internationale[151].

La justification de pareilles solidarités, à l'heure actuelle, se saisit non seulement dans le partage d'une même expérience mais aussi dans la constitution préliminaire de noyaux associatifs, « ethno-nationaux » et localisés dans les villes universitaires, à l'époque de leur formation. Ces noyaux, tout en n'empêchant pas l'interaction entre les groupes et membres des groupes, permettaient aux ressortissants d'un même pays de mieux se connaître et socialiser. On comprend donc mieux pourquoi dès leur retour dans leurs pays d'origine certains ont immédiatement mis en place des associations de retournés (dès les années 1970 en Équateur et en Colombie). Ceci nous éclaire sur la capacité des membres de l'association Latinosoyuzniki de s'associer alors qu'ils ne sont pas ressortissants d'un même État[152]. L'intérêt, dans leur cas, est de prendre part à une dynamique déjà internationale[153] et de poursuivre l'entreprise collective qui existait en Russie[154]. En effet des milliers de diplômés[155], ressortissants de 71 pays ont aujourd'hui la possibilité d'interagir dans le monde par l'intermédiaire des associations de retournés[156]. Aussi, les activités transnationales peuvent bénéficier de contributions individuelles et collectives cosmopolites, comme c'est le cas pour

[150] Fédération internationale des anciens étudiants et boursiers de l'ex-URSS et des pays de l'Est.

[151] Voir www.incorvuz.ru

[152] Cette singularité est relevée par le président lors de son entretien en 2010, les autres associations de migrants étant peu habituées à ce que des migrants de différentes nationalités s'associent.

[153] L'association se crée en 2009

[154] La majeure partie des étudiants étaient concentrés à l'Université de l'Amitié des peuples de Moscou.

[155] Les estimations sont variables, il y aurait eu environ 50.000 étudiants à l'Université de l'Amitié des Peuples d'origine étrangère de 1960 à 1990. Selon Incorvuz, ils seraient 1.000 en Équateur, 2.000 au Venezuela et 1.000 en Bolivie à avoir étudié en Russie et pays de l'Est à cette époque. Le noyau le plus important est en Chine avec plus de 10.000 diplômés.

[156] Incorvuz Op. Cit.

l'association Latinosoyuzniki, laquelle est impliquée dans un projet de traitement de déchets en Bolivie.

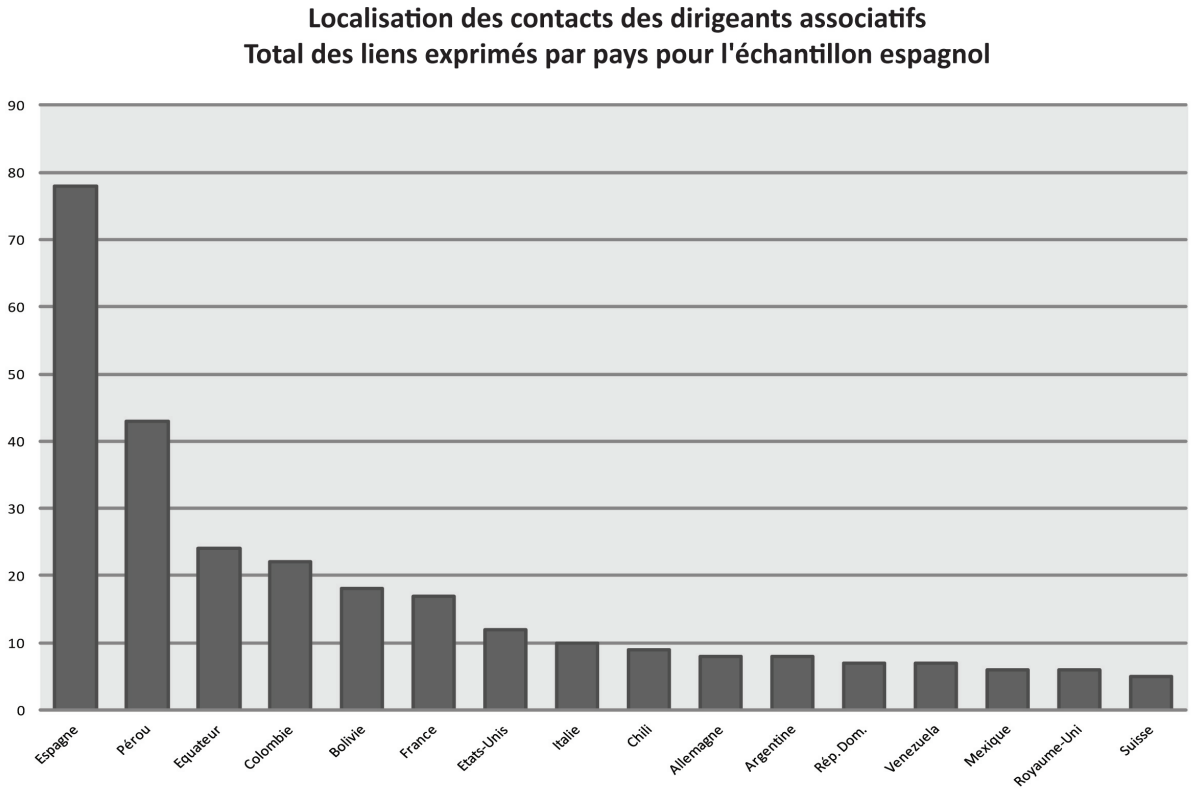
Ces migrants qualifiés, professionnels et russophones, de pays en développement ou émergents, retournés ou toujours en mobilité, illustrent une situation qui impose de réfléchir le cadre d'analyse et de pensée du fait transnational et diasporique. La réification de l'identité sur le cadre national-territorial est en effet une erreur qu'il convient mieux d'éviter. Car si les référents nationaux laissent penser à une priorisation du lien ethnique sur le vécu, les dynamiques actuelles du réseau renvoient plutôt au vécu comme canon de l'expérience sociale.

3.2.3. De la bi- ou multi-latéralité dans les échanges transnationaux.

Notre étude sur les structures associatives en Espagne[157] confirme le développement d'un tissu social bi-latéralisé. Le graphique suivant (figure n°8) vient illustrer cette tendance à la concentration du réseau sur les pôles d'arrivée et de départ. Toutefois, d'autres liens, même s'ils sont peu nombreux, révèlent la dispersion géographique des groupes de solidarité, d'équipes de travail et/ou des membres de la famille ou amis. Le graphique, en reprenant ici les pays les plus cités (supérieur ou égal à 5 fois) traduit le rôle de la proximité, des politiques d'intégration régionale et de l'effort de développement dans la constitution du lien social. Alors que les relations bilatérales se révèlent prépondérantes et s'expliquent par l'importance des liens amicaux et familiaux (donc particulièrement ancrés dans le pays de naissance et d'installation actuel), ce graphique permet également de distinguer l'intégration de dimensions plus internationalisées dans la construction des groupes sociaux.

[157] On utilise ici le laboratoire espagnol pour rendre compte des liens associatif et amicaux déployés par les interviewés.

Figure n°8: *Les liens sociaux interindividuels et interinstitutionnels.*



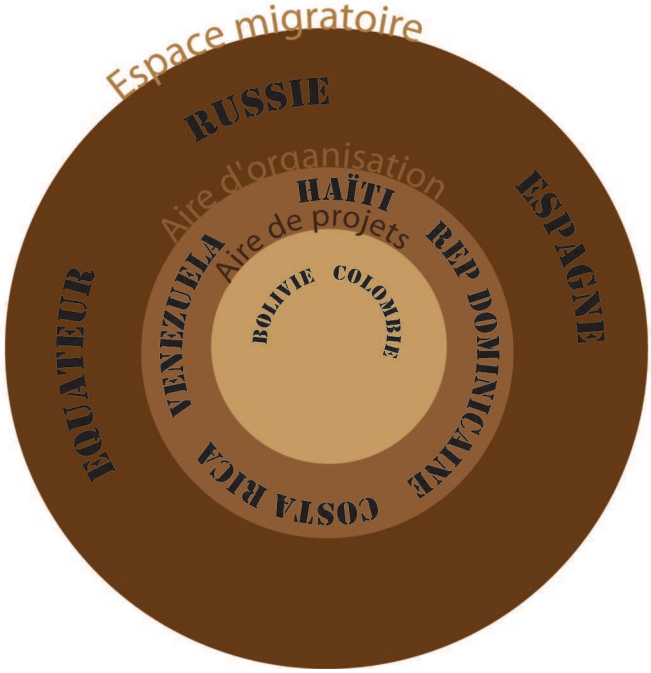
Seuls les pays cités plus de cinq fois dans l'ensemble des entretiens sont représentés. Les données représentées ici sont issues d'une série d'entretiens en Espagne. Des pays peuvent être cités plusieurs fois par entretien s'ils correspondent à des catégories d'analyse différentes (Amis, famille, Travail et associatif).

Les autres pays qui ne figurent pas sur ce graphique et qui ont été mentionnés par les interviewés sont dans l'ordre décroissant : Canada, Uruguay, Pays-Bas, Russie, Suède, Israël, Maroc, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil, Biélorussie, Cuba, Finlande, Nicaragua, Ouzbékistan, Panama, Ukraine, Bangladesh, Malawi, Philippines, Panama, Costa Rica, Portugal, Egypte, Japon, Turquie, Arménie, Danemark, Estonie, Géorgie, Israël, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Moldavie, Norvège, Turkménistan.

En revanche, par sa configuration inhabituelle du réseau (centré sur le pays de première migration), l'association sur laquelle nous souhaitons nous attarder ici, Latinosoyuzniki, s'est dotée d'un réseau de connaissances dispersées géographiquement, notamment grâce aux réunions internationales d'anciens étudiants de l'ex-URSS qui se sont organisées périodiquement en Amérique Latine. Cet exemple illustre alors la dimension plus internationalisée du réseau social. Il traduit en effet un cas de décentrement-recentrement de la prise en charge des activités transnationales par un nouveau centre. Aussi, le président de l'association adopte un discours plutôt décentré des identités individuelles et recentré de l'identité collective, sur l'acteur central du processus de construction sociale (Moscou –

Russie)[158]. Comme précédemment on observe l'importance que revêtent les lieux de la migration (Barcelone, Moscou, Quito), mais on constate également que d'autres lieux, très diversifiés entrent dans la construction du projet associatif (Venezuela, Haïti, République Dominicaine, Bolivie et Colombie) comme on peut le voir sur la figure n°9.

Figure n°9 : *Localisation des contacts de l'association Latinosoyuzniki.*



Source : C.CAPLAN, enquêtes 2010-2011, voir note n° 159

Toutefois, cet espace n'est pas anarchique. On observe bien une hiérarchisation qui se comprend par la fonction des lieux dans la socialisation de l'individu et de l'association avec le collectif à l'international. Premièrement, la place (dans le discours) est accordée aux lieux de la migration internationale individuelle (en Equateur, en Russie et en Espagne) : l'espace migratoire. Deuxièmement, ce sont les espaces de ressource et d'actions, territoires de projets, ayant pour fonction d'accueillir les initiatives philanthropiques de l'association Latinosoyuzniki et ses membres qui sont mentionnés. D'une part les aires de projets sont en

[158] Le président de l'association Latinosoyuzniki est l'interviewé ayant fourni le plus de renseignements sur des amis ou connaissances installés dans différents pays du monde.

Bolivie et en Colombie. D'autre part, les pôles les plus actifs du réseau international des anciens étudiants en ex-URSS sont le Costa Rica, la République Dominicaine, Haïti ou encore le Venezuela. Ils apparaissent comme un espace polarisant du discours et qui correspond à l'aire d'organisation[159].

On imagine donc que l'intervention d'un tiers, en l'occurrence l'université, dans la constitution d'un réseau international est bénéfique aux échanges interindividuels et inter-organisationnels à longue distance et à la constitution d'une diaspora centrée. Cette hypothèse doit cependant prendre en compte d'autres facteurs, telle que la socialisation des membres de cette communauté recentrée sur une période longue, éprouvante et formatrice de la vie.

« *Tous ceux qui ont étudié là-bas ont une autre mentalité. C'est comme une famille. Parce que nous sommes restés tellement longtemps seuls là-bas. Parfois nous n'avions rien à manger et nous partagions la nourriture, ou les vêtements ou que sais-je encore. Cette amitié, elle ne se perd jamais.* »[160]

Le processus de socialisation en migration, conduisant à l'exercice d'activités de nature transnationale, serait donc polymorphique. Dépendant des trajectoires migratoires des migrants, qui généralement se situent entre deux, voire trois, États, la construction des collectifs de professionnels s'inscrit dans des logiques stratégiques individuelles, institutionnelles et/ou gouvernementales. En ressort une inscription spatiale qui peut être dépendante de ces stratégies d'investissement du spatial, une hypothèse qu'il conviendra de vérifier.

---

[159] Ici les aires sont proportionnelles à l'occurrence des mots dans le discours selon l'espace auquel ils renvoient (Espace migratoire, Aire d'organisation, Aire de projets). Ici les villes sont considérées comme occurrences en les agrégeant à leur pays de rattachement. Les espaces les plus utilisés dans le discours correspondent à l'espace migratoire. Ils sont plus souvent énoncés que les espaces qui caractérisent l'aire de projets de l'association, ce qui se comprend par l'intériorisation des lieux et de leur signification pour le locuteur. Dans l'ordre les cinq pays les plus cités au cours de l'entretien (par l'interviewé) sont[159] : la Russie[159], l'Espagne, l'Équateur, la Bolivie, la République Dominicaine et la Colombie. On a bien un discours sur l'identité en décalage à l'idée d'État-nation, centré sur la Russie.

[160] Extrait d'entretien WML, Latinosoyuzniki, Barcelone, 2010.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Magnétismes

L'associatif migrant qualifié trouve son origine dans l'intériorisation de normes, de valeurs, d'idées que les migrants emportent avec eux lors de leur départ, et intègrent à mesure de leurs apprentissages en mobilité. Dans ce sens, les amis, la famille, les relations, les institutions sont porteuses de changements pouvant induire la conduite de projets dans la population migrante en faveur d'un groupe ou d'une institution d'origine. Les stratégies individuelles se construisent en fonction de l'expérience migratoire. Toutefois, des prises en charges externes conduisent à reconfigurer le lien social par le centrement, décentrement et/ou recentrement du lien. L'exemple russe illustre bien l'idée de recomposition des espaces sociaux. Ce chapitre a permis de voir comment les solidarités se composent et ne se cantonnent pas uniquement au cadre ethno-national d'origine, ce qui révèle la plasticité des relations sociales. Toutefois cela n'est pas sans défier les gouvernements des pays d'origine qui cherchent à sédimenter les solidarités sur l'idée de l'État-nation.

Car, de plus en plus, les institutions d'origine vont quérir d'amples informations sur leurs expatriés afin d'insuffler le lien communautaire ethno-national au sein de la population ainsi dispersée. Cette quête pour la loyauté des migrants envers le centre, naît de l'espoir qu'ont les États d'obtenir, à leur propre solde, des transferts migratoires de plus en plus nombreux. C'est pourquoi la question des stratégies est majeure dans notre raisonnement et qu'elle mérite d'être amplement détaillée et conceptualisée. S'il a été question d'envisager l'associatif comme une stratégie dans les trajectoires individuelles, il en va de même pour les institutions gouvernementales. Les concernant, on développera l'idée de « stratégie diaspora » dans le chapitre V. Ainsi, en facilitant les mobilités internationales des personnels ou étudiants, les institutions s'autorisent l'administration de la dispersion du capital humain.

Ce chapitre III est fondamental pour la réflexion qui suit dans la mesure où il prend en compte les stratégies individuelles et collectives ainsi que les idées qui conduisent à la production sociale en migration. Autorisant une réflexion à l'échelle de l'individu, notre

traitement des données révèle les raisons conduisant les migrants à fabriquer des identités collectives professionnelles et donc à s'intégrer dans des dynamiques de réseaux inter-individuels, et inter-institutionnels. Ce chapitre affirme l'influence que peuvent avoir les institutions dans la fabrique et/ou le maintien du lien social. C'est notamment la troisième partie de ce chapitre qui participe à rendre compte de cette influence externe au moyen de l'exemple Russe. En effet, ce cas illustre la recomposition des espaces sociaux par un recentrement de l'identité individuelle et collective sur le pôle d'accueil. Les liens sociaux s'inscrivent par conséquent dans des champs qui peuvent se voir modelés par les gouvernements selon l'évolution de leurs politiques extérieures (Relations Internationales).

En adoptant une approche ascendante dans l'étude des organisations, ce chapitre a mis en exergue les expériences et stratégies des acteurs qui sous-tendent leurs actions. Dans le même temps, l'analyse consistait à révéler comment les migrants pouvaient être cooptés dans des réseaux sociaux. L'intervention d'acteurs « externes » rappelle le besoin de prendre en compte l'hétérogénéité des processus qui produisent l'espace.

C'est dans ce but que les chapitres suivants s'attacheront à décrire et analyser l'espace social que l'associatif migrant produit et pratique, tant sous l'influence des individus et des collectifs que des institutions d'origine et d'accueil des migrants.

Chapitre IV

LE RETOUR COMME ENJEU
DU RETOUR ALTERNATIF AU RETOUR DEFINITIF EN EUROPE ET EN AMERIQUE LATINE

Il a longtemps été considéré que tout courant migratoire devait s'accompagner d'un mouvement de compensation inverse, un « contre-courant » tel que l'énonçait déjà Ravenstein en 1885. Aujourd'hui, l'accroissement des circulations entre les pôles qui structurent les champs migratoires [Ma Mung, 1998] et l'intérêt grandissant des pays d'origine et d'accueil pour la bonne gouvernance des flux migratoires conduisent à s'intéresser de près à ces *contre-courants*. Et ceci n'échappe pas aux études sur la migration qualifiée. D'une attention particulièrement portée aux conséquences irréversibles du *brain drain* dont les effets néfastes étaient imputables aux pays d'accueil des migrants qualifiés, la littérature des années 1990 a déployé un nouvel intérêt pour ces contre-courants, considérant alors les retours par une approche développementaliste. Dans les années 1960, le débat se cristallise autour du rôle que l'État doit jouer dans la gestion de ces flux. L'opposition entre Patinkin [Patinkin, 1968], nationaliste convaincu que ce sont les gouvernements de départ qui doivent agir contre le *brain drain*, et Johnson [Johnson, 1968], internationaliste convaincu que la libre circulation est profitable à l'économie, incite alors à voir la question du retour comme une étape intégrée à la migration internationale[161]. Contrairement à cette franche opposition, il semblerait que les pays aient cherché à adopter une pratique de l'administration du retour respectueuse de la libre circulation des personnes et du talent :

[161] Cette opposition entre les nationalistes et internationalistes se retrouve au même moment dans l'étude de la migration qualifiée. Ces conceptions distinguent alors une vision favorable à la migration, centrée sur un marché du personnel mondialisé (vision internationaliste) et une vision défavorable au départ des migrants qualifiés, le considérant comme une perte irréparable (vision nationaliste). Voir Chango Mundende D., 1989.

« Ainsi après avoir longtemps favorisé les retours définitifs, cherchant ainsi à réinsérer et stabiliser le maximum de scientifiques et ingénieurs sur le territoire national, ces pays limitent depuis quelques années leur politique à favoriser les retours temporaires, et le maintien des liens avec la diaspora scientifique et technique, privilégiant la circulation des hommes et des idées entre la communauté scientifique expatriée et la communauté scientifique nationale devenue dense et stable ». [Gaillard A.-M., Gaillard J., 1999 : 172]

Finalement, l'implosion des circulations migratoires qui s'explique par l'émergence de moyens de communications permettant aux migrants soit de circuler, soit de faire circuler plus facilement, plus rapidement et surtout à moindre coût, a ouvert de nouvelles perspectives sur le retour. Il s'agit d'imaginer le retour à distance. Larner concluait en 2007 que l'abandon du retour se réalise au profit d'une mise à disposition des migrants, à distance, que des moyens performants de communication autorisent :

« *Whereas early efforts involved encouraging highly skilled migrants to return to their home countries, today a range of new techniques are being used to engage expatriates in activities in their countries of origin without requiring them to return.* » [162] [Larner W., 2007: 332]

Le retour ne peut donc être envisagé seulement comme définitif [Simon, 1996], et l'idée de retours ouvre une ère où les flux internationaux de migrants qualifiés alimentent de nombreux espoirs tant au Nord qu'au Sud ; les uns pour compenser la perte économique subie dans les pays en développement depuis quelques décennies, les autres pour procéder aux transferts de technologies utiles à leur développement. Ainsi, à l'ère où les flux de retour font l'objet d'une gestion accrue, la dispersion des migrants qualifiés rend intéressante la circulation lorsque celle-ci est motrice de flux de retours de natures diverses [Meyer, 2004].

Le débat semble par conséquent guidé par l'ambition de développement des pays d'origine. Nous assumons également la logique développementaliste qui motive notre raisonnement. Toutefois, nous souhaitons comprendre toute la complexité de ces retours. En effet, nous souhaitons aller au-delà de la simple fracture Nord-Sud. Il s'agira donc ici, au moyen d'une étude des données empiriques, de révéler que la conception du « retour »,

[162] « *Alors que les premières initiatives concouraient à inciter les migrants qualifiés à retourner dans leurs pays d'origine, de nouveaux outils sont désormais utilisés pour enrôler les expatriés dans des activités professionnelles dans leurs pays d'origine sans même nécessiter leur retour ».* Traduction de l'auteur.

définitif ou non, est bien plus complexe qu'un simple mouvement depuis le pays d'accueil vers le pays d'origine. Les observations empiriques ont en effet permis de relever le rôle que jouent les pays d'accueil dans le paysage associatif migrant qualifié. Qu'il s'agisse d'initiatives gouvernementales ou non, le retour et l'associatif migrant du retour sont des objets pertinents d'analyse dans la mesure où ces retours, alternatifs ou définitifs, sont à la fois des producteurs et des produits des dynamiques circulatoires entre les pôles de la migration.

Aussi, ce chapitre analyse la question du retour dans l'associatif migrant comme un enjeu pour les acteurs de la migration internationale. On tentera alors de comprendre comment le retour, définitif ou alternatif, structure les circulations migratoires et contribue à forger les espaces de l'associatif migrant. Pour cela, nous envisagerons dans un premier temps de décrire les retours alternatifs, ou mobilités temporaires qui consistent au retour du migrant dans son pays d'origine pour un séjour de courte durée. Cette première partie permettra de définir ces retours de courte durée et de comprendre leur rôle dans la production des circulations. La deuxième partie du chapitre sera dédiée alors aux retours définitifs et leur rôle dans la structuration des champs circulatoires transnationaux. Ils révèleront notamment l'implication des pays européens dans la production des espaces de l'associatif migrant.

1| Produire l'entre-deux : le jeu des mobilités temporaires

Aujourd'hui le retour alternatif, compris comme une mobilité temporaire depuis le pays d'accueil vers le pays d'origine, semble s'imposer comme la solution idéale pour que les migrants qualifiés contribuent au développement scientifique et technique de leur pays d'origine. En effet, on suppose que les contacts professionnels que possèdent les migrants dans leurs pays d'origine et d'accueil, et qui sont maintenus par des communications régulières, permettent la réalisation de réseaux professionnels diasporiques contribuant au développement des pays d'origine[163]. Bien entendu, ces retours alternatifs sont également rendus possibles par les mesures institutionnelles favorables aux circulations migratoires. Aussi, au prisme d'une analyse des productions sociales et spatiales, cette première partie envisage les différents modes de production de ces mobilités temporaires. Dans un premier

[163] Ce raisonnement s'inspire directement des théories du rattrapage économique. Il s'agit d'une vision répandue dans la littérature sur les transferts de compétences et n'est pas une vision propre à l'auteur.

temps, le retour alternatif sera étudié dans un sens Nord-Sud, du pays d'installation vers le pays d'origine. Ceci nous permettra de comprendre quel usage les structures associatives font de ces retours alternatifs et connaître les conséquences de ces retours sur la production de l'espace associatif. Dans un deuxième temps, nous envisagerons les retours alternatifs dans un sens Sud-Nord, du pays d'origine vers le pays d'accueil, à l'aide des migrants de retour. Ceci nous permettra de mobiliser l'ensemble du corpus de la thèse, c'est à dire autant les acteurs de l'associatif rencontrés en Europe que les acteurs rencontrés en Amérique Latine (dans leurs pays d'origine).

1.1. Les usages du retour alternatif dans la production de l'espace associatif

Le retour alternatif, ou séjour de courte durée dans le pays d'origine, peut se mesurer par le temps passé dans le pays d'origine lorsque les migrants y retournent temporairement ou par la fréquence des voyages. Outre sa fonction sociale habituelle (retour en famille, vacances) il permet, lorsqu'il est associé aux projets d'une association de migrants, de tisser et/ou maintenir des liens avec des institutions clés du pays d'origine (universités, ministères, centres de recherche) ainsi qu'avec des chercheurs (le cas échéant il peut s'agir d'amis, de d'anciens professeurs etc.). Le retour alternatif est alors l'occasion, pour le migrant, de participer à des activités transnationales tout en profitant de ses vacances. C'est l'occasion de se sentir utile et pas seulement spectateur des changements en cours. C'est de cette manière que le vit D., un mathématicien Équatorien qui exerce à Paris. L'extrait de son entretien (entretien n°8), qui dissimule sans doute le besoin de compenser son absence d'Équateur, témoigne du besoin que ce migrant a à rendre son séjour utile. C'est l'idée qu'il a également diffusée dans son association afin que les autres membres soient conscients du rôle qu'ils ont à jouer. La mise à disposition de son savoir, et de celui des membres d'Amarun, est le principal objectif de cette structure associative, qui tend à s'étendre à mesure que les liens se renforcent avec le pays d'origine et que, ainsi, les étudiants équatoriens viennent étudier en France, par l'intermédiaire du réseau Amarun.

Extrait d'entretien n°8 : Entretien avec Diego C., fondateur de l'association AMARUN, Evry, 5 novembre 2010.

D. : L'objectif primordial de l'association c'est [de montrer] que même s'il y a un Équatorien qui part faire ses études à l'étranger et qui y reste, ce n'est pas perdu pour autant. Parce que souvent… on n'est pas les premiers à aller faire des études à l'étranger, il y en a eu bien d'autres : des gens partent, des gens que je connais, qui sont très bien, qui ont eu leur vie professionnelle pleine de succès dans le monde académique, scientifique et de la recherche mais ils vont en Équateur pour les vacances. Pour aller voir la famille, se faire bronzer sur les plages etc.

Ces retours alternatifs peuvent être très fréquents (au moins une fois par an) et concernent deux migrants sur cinq en moyenne[164]. D'autres rentrent moins fréquemment, voire ne rentrent pas du tout (près d'un migrant sur cinq espace ses visites d'au moins cinq ans). Dans le cas de retours très peu fréquents, les migrants ont la possibilité de s'appuyer sur les autres membres de l'association pour assurer le lien transnational.

La distance, le coût et le temps sont les paramètres qui influencent la décision de retourner ou non au pays. C'est pourquoi ils sont 2 migrants sur 5, vivant en Europe, à ne rentrer que tous les deux à cinq ans[165]. Plusieurs éléments permettent de comprendre nos résultats :

- Les évolutions sociales récentes telles que le mariage mixte et la tendance à la dispersion des familles. Selon l'étude américaine réalisée par Pew Social Trends en 2012 (voir Annexe n°4), les mariages mixtes sont de plus en plus nombreux et chez les Latino-américains ils concernent plus particulièrement les migrants qualifiés[166]. Cette mixité peut être un facteur de réduction de la fréquence des retours.

[164] Sur l'échantillon total de 50 migrants.

[165] 1 migrant sur 5 interrogé n'était toujours pas retourné dans son pays d'origine depuis son départ ou n'y retournait que très sporadiquement (tous les 6 ans et plus).

[166] Cette étude réalisée par Pew Social Trends parue en février 2012 est disponible en ligne sur le site www.pewsocialtrends.com. D'autre part, au regard des données livrées par l'INE en Espagne, on constate que les Péruviens et les Colombiens ont une plus forte propension à se mettre en couple avec une personne

- La distance entre le continent européen et l'Amérique Latine. Il est important de relever que le coût et la distance constituent des barrières réelles pour la majeure partie des migrants interviewés. C'est pourquoi la coprésence ne peut se mesurer uniquement au temps passé physiquement dans le pays d'origine, et se doit d'intégrer les phénomènes de coprésence à distance tels qu'ils sont de plus en plus observés.

- Les obligations professionnelles, avec des vacances parfois chargées (colloques) ne laissant pas de temps au migrant pour rentrer dans son pays d'origine.

Ce qui nous intéresse dans le retour alternatif, c'est sa fonction de transfert. En effet nous souhaitons connaître comment le retour peut avoir une fonction de transfert. En outre nous souhaitons savoir comment ces transferts assurent la présence associative dans l'espace diasporique. Afin d'y parvenir, on envisagera la place du retour dans le cycle de production d'un projet. Ceci aura pour vocation de montrer comment les retours alternatifs des membres des structures associatives assurent une fonction de transfert. On en déduira alors que les circulations migratoires humaines et matérielles ont une fonction de mise en continuité des espaces géographiques.

La place du retour dans le cycle de mobilisation des ressources

Produire un espace favorable aux circulations migratoires demande aux migrants qualifiés de savoir mobiliser l'ensemble des ressources humaines et économiques nécessaires à la conduite de projets. Ces ressources potentiellement localisées dans l'espace diasporique sont donc appelées à être mobilisées par les migrants. On peut décliner ces ressources selon trois formes de capital :

d'origine différente que les Équatoriens et les Boliviens : ils étaient respectivement 82% de Péruviens et 76% de Colombiens en Espagne en 2010 à être marié à une personne d'origine différente contre 67% des Équatoriens et 54% des Boliviens (voir annexe). Ces données concernent tous les migrants confondus.

- Le capital social : c'est l'ensemble des relations professionnelles, familiales ou amicales mobilisables par un acteur ou un ensemble d'acteurs. Il permet à celui-ci d'élaborer des projets et de les concrétiser lorsque le capital est utilisé afin d'obtenir « des profits matériels ou symboliques » [Accardo et Corcuff 1986 : 94 cité dans Chevallier et Chauviré : 19].

- Le capital humain : il se définit comme l'ensemble des connaissances et des compétences détenues par un acteur ou un ensemble d'acteurs au bénéfice de la production intellectuelle.

- Le capital économique : il se réfère à la possession de ressources financières et/ou matérielles par l'acteur ou un ensemble d'acteurs. Il conditionne les mobilités.

On propose, sur la figure n°10 (page 207), de positionner ces trois formes du capital dans une reproduction schématique du processus qui accompagne la réalisation d'un projet scientifique et technique de transfert Europe-Andes. Ce schéma reproduit le processus sous forme circulaire afin de marquer le déroulement des étapes dans le temps sans toutefois les hiérarchiser (voir figure n°10)[167].

La concertation et l'évaluation

Cette période de concertation et d'évaluation qui est appelée à susciter des circulations est elle-même conditionnée par la mobilité des membres de la structure associative. On peut illustrer cette première période au moyen de l'exemple de l'association d'anciens étudiants en Russie et résidents en Espagne « Latinosoyuzniki » (voir extrait d'entretien n°10). La désignation, par le président de l'association, de ses « amis » selon leur nationalité d'origine révèle alors l'intérêt de notre interlocuteur pour ce métissage qu'il présente comme un bénéfice pour l'association. La diversité qui constitue le capital social de cette association est,

[167] Ce graphique naît de nos observations et se nourrit donc de l'expérience des structures associatives rencontrées en Europe. Toutefois, on ne peut garantir que toutes les organisations suivent ce schéma à la lettre pour toutes leurs entreprises.

en effet, favorable à l'émergence de projets dans lesquels les professionnels pourront exercer leurs connaissances au profit de l'Amérique Latine. Afin de contribuer à l'élargissement du capital social et économique, les membres de l'association sont ouvertement sollicités par le président. Leur mobilité devant être profitable à l'association, les membres sont incités, lors de leurs séjours pour vacances ou pour des raisons professionnelles, à se faire connaître (dans leur pays d'origine) ou de procéder à des négociations sur le terrain.

On comprend alors pourquoi, déjà à la première phase de construction d'un projet, les mobilités conditionnent les transferts. Les contacts à distance sont en effet permis par la construction préalable d'un lien social autorisé par la proximité géographique temporaire.

L'encadré suivant relate deux entretiens avec deux dirigeants associatifs. Il contribue à montrer que les retours alternatifs des membres associatifs sont porteurs de projets associatifs et participent donc à renforcer les circulations migratoires.

Le financement

Cette période, décisive pour la mise en œuvre des projets, permet de comprendre pourquoi les liens interinstitutionnels activent les circulations migratoires. A cette étape, capital humain et social sont tous deux indispensables. Il faut en effet savoir répondre aux appels à projets dans les formats exigés et dans les temps requis et savoir quels sont les bailleurs de fonds existants. Si le capital humain se trouve parmi les membres l'association, le capital social se trouve dans les liens interinstitutionnels. En effet, les difficultés de financement sont palpables pour l'ensemble des structures associatives. Aussi, les fédérations jouent un rôle particulièrement important puisqu'elles sont dotées d'une meilleure capacité de financement outre leur fonction d'interface entre les dirigeants associatifs. Celles-ci sont principalement généralistes (seulement deux fédérations dont nous avons eu connaissance sont professionnelles) mais permettent aux associations de s'insérer dans le paysage associatif en Europe en facilitant leur fonctionnement (mise à disposition de salles par exemple). Aussi la plupart des fédérations de migrants ne figurent pas dans le corpus mais ont été essentielles pour connaître les structures associatives et comprendre leurs dynamiques de fonctionnement. Ceci est surtout vrai en Espagne. En France les associations sont plus volontiers tournées vers le tissu associatif et/ou institutionnel français afin de bénéficier des ressources disponibles.

Extrait d'entretien n°9 : Entretien avec Washington M.L., président de l'association Latinosoyuzniki, le 27 mai 2010.

W.M.L. : Cette amie bolivienne [aussi membre de l'association], de l'association du mal de chaguas, elle est partie en Bolivie pour trois mois. Pour faire des recherches sur cette maladie et aussi pour chercher des contacts en Bolivie. Pour voir si l'on fait d'autres projets. […] En ce moment par exemple, un ami Vénézuélien m'a envoyé un e-mail me disant qu'il avait discuté avec le maire de Maracaye ou quelque chose comme ça […] Peu importe le thème. S'il y a besoin d'aide, on cherche un ingénieur civil, un agronome ou un médecin. Et s'il n'y a pas chez nous, nous pouvons chercher ailleurs. S'il y a des Catalans ou d'autres qui veulent participer, ils sont les bienvenus ! Pour qu'ils nous aident dans la partie technique.

Extrait d'entretien n°10 : Entretien avec Jesus U., président de l'association Iberoquipu, le 16 juin 2010.

J. : « Quand ils [vont au Pérou] c'est parce qu'ils y sont allés pour les vacances, non pas à travers l'association. Mais quand ils y vont, ils collaborent : « Écoute je vais au Pérou, tu veux que je t'apporte quelque chose ? ». Et ils donnent là-bas. »

La mise en œuvre

La description des deux phases précédentes montre que la phase de mise en œuvre est conditionnée par les mobilités qui renforcent la capacité des structures associatives à mobiliser le capital social et économique extérieur. Lorsque la phase de mise en œuvre débute, les migrants qualifiés sont de nouveau mobilisés pour leur expertise, leurs ressources, et sont amenés à travailler conjointement avec les institutions des pays d'origine (en plus des institutions ressources dans le pays d'accueil). Cette phase se caractérise alors par des transferts qui peuvent être accompagnés de mobilités humaines. Les transferts ne sont cependant pas tous quantifiables[168].

[168] D'abord par leur nature, ensuite par le manque de registres disponibles.

Dans le cas d'envoi de matériel informatique ou utile à des expériences en physique, on peut facilement quantifier le transfert. C'est le cas de la fédération Nationale des médecins péruviens en Espagne par l'intermédiaire de son association sur Barcelone AMEPEBA[169], l'association Puya de Raimondi en France qui traite directement avec les Universités péruviennes et se fournit principalement dans divers centres de recherches français et belges (voir Annexe n°13), et l'ONG Promoviendo en Espagne grâce à son partenariat avec DELL. En revanche il est plus difficile de quantifier une participation à un colloque. Le document suivant (document n°1 page 208) présente une partie du programme (une journée sur les trois) de la rencontre en mathématiques organisée par l'École Polytechnique de Quito. On y observe une forte implication de scientifiques venus d'Europe (les présentations ont été rendues anonymes). Ces chercheurs viennent des universités d'Évry, de Paris Est Créteil et de l'ENSIIE pour la seule journée du 3 Août. À ces présentations lors de cette journée s'ajoutent celles des jours suivants (au cours des deux autres journées, des communications supplémentaires sont assurées par des Équatoriens installés ou ayant étudié et/ou travaillé en France, Belgique ou Allemagne). Selon notre connaissance de l'association, la participation de ces scientifiques rattachés à des universités européennes se justifie soit parce que les chercheurs sont membres de l'association, soit parce qu'ils en sont très proches (collègues ou anciens collègues du directeur de l'association en l'occurrence).

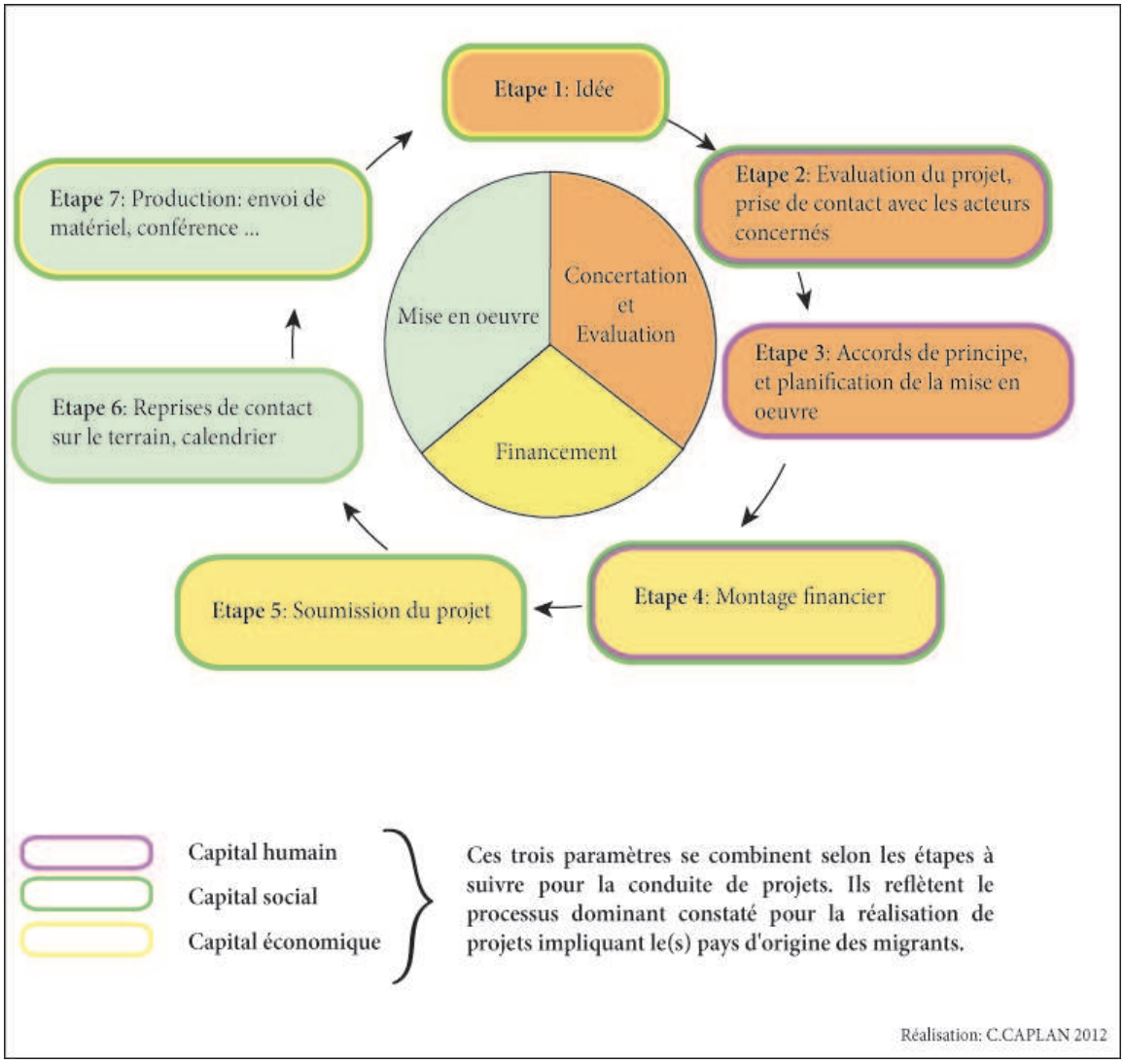
Dans ce cas précis, l'association consiste à faire circuler des idées et des informations au moyen d'une plateforme d'échange et de réflexion, sur les mathématiques principalement, ainsi qu'au moyen de rencontres annuelles en Europe (principalement en France) et de visites scientifiques dans le pays d'origine. Ainsi, l'association soutient les circulations idéelles entre la France, l'Allemagne et l'Équateur. Les rencontres scientifiques, tel que nous en avons l'exemple ici, existaient certes bien avant la création de l'association (les rencontres existent depuis les années 1980 alors que l'association n'existe que depuis l'année 2005). En revanche, les membres de l'association ont su profiter de cet évènement pour mettre à profit leurs connaissances et participer à la vie scientifique de leur pays d'origine[170]. Cela leur permet à la fois d'acquérir une plus grande légitimité auprès de leurs homologues mathématiciens résidents en Équateur, et surtout de maintenir et créer des liens institutionnels forts entre l'École Polytechnique de Quito, qui est leur université d'origine, et de nouvelles institutions

[169] Le président de cette association était gravement malade pendant nos recherches, ainsi nous n'avons pu réussir à obtenir de plus amples informations. Aussi, cette donnée nous a été fournie par le président de la fédération des médecins péruviens. C'est pour cette raison qu'AMEPEBA ne fait pas partie du corpus.

[170] Tout en mobilisant des fonds qui ne sont pas destinés à la coopération.

en Europe – d'où la venue et la participation de chercheurs français au cours de ces échanges scientifiques.

Figure n°10 : *Le cycle de production d'un projet*



Cet exemple s'insère parfaitement dans le cycle de production d'un projet et rappelle la fonction du retour dans la production des échanges transnationaux. Dans le cas de l'association Amarun, les réseaux avec l'Équateur et la France permettent le renforcement des mobilités et des transferts de connaissance entre les deux pays. Ici, le retour temporaire s'accompagne donc de circulations qui ont plus largement pour objectif de créer de nouveaux projets.

Document n°1 : *Les rencontres en mathématiques à l'École Polytechnique de Quito*

La mobilité physique comme moteur d'échanges académiques

a. Photographie extraite de l'annonce pour la 13e rencontre de mathématique et ses applications à l'Ecole Polytechnique de Quito à laquelle participeront quelques migrants qualifiés

b. Extrait du programme scientifique de la 13e rencontre de mathématiques et ses applications du 30.07.2012 au 3.08.2012., ici la journée du 3 Août reflète les échanges scientifiques entre chercheurs en Equateur et en France.

Viernes 3 de agosto, 2012	
Sesión Matutina	**Moderador:**
09:00-09:30	Las tablas de mortalidad y actividad en los modelos de pensiones. Departamento de Matemática, EPN.
09:30-10:30 CONFERENCIA PLENARIA	Penalizing null recurrent diffusions. Universidad de Evry, Francia.
10:30-11:00	Coffee Break.
11:00-11:30	Simulación de un tramo de la Avenida Interoceánica desde la calle González Suárez hasta la calle Francisco Pizarro. Universidad San Francisco de Quito, Ecuador.
11:30-12:30 CONFERENCIA PLENARIA	Convergence du processus de Marcus-Lushnikov vers la solution de l'equation de Smoluchowski Université Paris-Est-Crétel, Francia.
Sesión Vespertina	**Moderador:**
15:00-15:30	Herramientas Web 2.0 Departamento de Matemática, EPN.
15:30-16:00	Avances y alcance Proyecto CLAVEMAT Proyecto Alfa III, EPN
16:00-17:00 CONFERENCIA PLENARIA	Conferencia de clausura: Equivalent formulations in discrete mathematical optimisation. Equipe Optimisation Combinatoire Laboratoire, ENSIIE, Francia.
17:00-17:30	Lanzamiento de libros.
17:30-18:30	Clausura del evento.

Source : Ecole Polytechnique Nationale, 2012.

1.2. *Le retour alternatif : une solution au brain drain ?*

L'échange scientifique et technique reste hautement dépendant des circulations matérielles et humaines. De toute évidence, si les NTIC viennent garantir la continuité des échanges, les transferts restent conditionnés par la mobilité humaine. Les retours alternatifs sont donc indispensables puisqu'ils permettent de consolider des ententes cordiales et des amitiés et restent, même à l'étape de la mise en œuvre, les moyens les plus sûrs de transfert.

1.2.1 Une vision classique du retour alternatif

Tableau n°13 : *L'usage du retour alternatif pour la réalisation des projets en Amérique Latine depuis l'Europe*

Association	Type d'activités	Pays de destination des transferts	Usage du retour alternatif
Amarun	Diffusion scientifique Publications Cours universitaires	Équateur	Oui
API	Envoi de matériel de santé	Pérou	Oui
Cemidep	Groupe électrogène Espace informatique	Pérou	Oui
Doctores y Licenciados	Matériel scolaire	Pérou	Oui
Educandes	Matériel scolaire	Pérou	Oui
FNMPE	Colloques, matériel de santé	Pérou	Oui
Iberoquipu	Vêtements, commerce équitable	Pérou	Oui
Puya de Raimondi	Matériel scientifique, cours universitaires	Pérou	Oui
Red BPN	Diffusion de documents scientifiques	Bolivie	Non
REIP	Production d'un cadre de développement territorial	Pérou	Non

Dans la plupart des cas, la réalisation de projets nécessite une présence physique et se traduit alors par l'usage du retour alternatif par les structures associatives. Ce retour alternatif vient s'ajouter aux dispositifs de communication à distance qui existent et qui permettent

également aux structures associatives de réaliser leurs projets. Notons par exemple Iberoquipu qui, du fait de son programme radiophonique et de sa collaboration avec des ONG locales au Pérou (IDEI pour le commerce équitable) travaille, quotidiennement, à distance. Selon nos informations (entretien avec R. Yull, président de l'association IDEI à Lima) cette ONG qui travaille avec de plus petites associations péruviennes sert de canal d'exportation vers l'Espagne grâce à sa collaboration étroite avec Iberoquipu (les deux présidents sont amis depuis plus de 20 ans). Cette forte interconnaissance permet de poursuivre la coopération à distance, toute l'année.

Dans notre corpus, quatre structures associatives sont à vocation de production scientifique transnationale (Amarun, FNMPE, Puya de Raimondi et Red BPN). Nous souhaitons nous intéresser plus particulièrement à ces cas ici, puisqu'ils correspondent clairement au type d'associations « atttendues » pour compenser le *brain drain.* Précédemment, nous utilisions le cas de l'association Amarun pour évoquer les transferts de connaissances qui s'opéraient à l'occasion des rencontres en mathématiques à l'EPN. A l'occasion de ces échanges, il est indéniable que la présence des migrants et de leurs collègues est la bienvenue. En revanche, l'intervention de l'association directement auprès des étudiants[171] semble plus problématique pour l'université de Quito. En dépit de l'intérêt que porte l'université pour les connaissances qui sont transférées, on note une part de réserve quant à l'effet induit sur les étudiants. Les transferts de savoir sont parfois perçus comme des moyens de faire fuir les cerveaux de l'université vers la France.

Les deux documents suivants permettent de comprendre les divergences de conception du transfert de savoirs entre l'université et les migrants. Si le responsable des mathématiques à Quito semble en parfait accord avec la venue des membres de l'association pour promouvoir les sciences et promouvoir les études à l'étranger[172], d'autres mesurent le risque de voir les étudiants de haut niveau continuer à franchir les portes de l'université et ne jamais y revenir. De cette façon, les acteurs s'imaginent qu'en délaissant l'université et en choisissant une destination plus prestigieuse, telle que l'École Polytechnique, les étudiants mettront en péril l'enseignement supérieur. Ce raisonnement, qui rappelle le cercle vicieux de l'impossible développement scientifique et technique, s'appuie sur les théories nationalistes des années 1960 à 1980. Il appelle donc à plus de contrôle des départs, alors qu'il devrait plutôt conduire au renouvellement de l'enseignement du supérieur.

[171] Celle-ci a eu lieu cinq fois entre 2001 et 2014.
[172] Entretien du 15 mai 2011.

Mais en quoi ces individus sont-ils dérangés par le départ de ces jeunes étudiants ? En écoutant ces jeunes talents expatriés, notre recherche permet de savoir pourquoi les logiques s'opposent dans certains cas à la mobilité, du moins cherchent à l'encadrer. L'analyse du discours des migrants andins qualifiés en Europe livre de plus amples connaissances sur le niveau au sortir du bac, qui est bien trop faible pour pouvoir joindre les rangs d'universités ou d'écoles prestigieuses, comme « l'X ». Il leur faut par conséquent attendre une ou deux années d'études dans le supérieur pour que les étudiants soient enfin prêts. De cette façon, le recrutement ne peut intervenir qu'au cours de leur formation supérieure. Ainsi, on constate que parmi les migrants ayant abandonné leurs études dans leur pays d'origine, les Équatoriens de l'association Amarun sont surreprésentés (ils sont 4 sur les 5 recensés à avoir abandonné leurs études avant même d'accéder à un premier diplôme). D'autre part, les formations doctorales sont quasi-inexistantes en Équateur. Ceci encourage les meilleurs à partir. Cependant, ces mathématiciens qui exercent ou étudient à l'étranger expliquent le manque d'étudiants à l'EPN par le manque de promotion des sciences pures, d'autant que l'État ne semble pas engager de politique claire à ce sujet, et ne fournit pas l'effort nécessaire pour absorber cette population scientifique sur le marché du travail[173]. Ce discours est également partagé en Équateur, autant par les membres qui y résident de façon permanente que par leurs contacts directs à l'université. Pourtant la promotion des études supérieures à l'étranger est vécue comme un « rapt » par certains membres du corps académique de l'EPN. Pour cela, nous illustrons notre propos à l'aide d'un entretien avec J.C., professeur à l'EPN et réfractaire aux « pratiques » utilisées par AMARUN pour faire venir de jeunes étudiants en France.

> **Extrait d'entretien n°11 :** Extrait d'entretien avec Juan Carlos, un chercheur de l'École Polytechnique de Quito à l'occasion de son séjour à l'Université Technique de Berlin (Technische Universität Berlin), Berlin, le 16 janvier 2011.
>
> *J.C. : « Je ne suis pas d'accord avec la forme qu'ils emploient [Amarun]. Parce que... ce qu'ils faisaient et ce qui est arrivé avec Arnoldo (nom fictif), c'est qu'ils partaient en plein milieu de leur formation. Et en partant au milieu de leur formation, je ne sais pas si pour eux ça a été négatif ou positif, j'imagine que pour eux ça a été positif, mais pour la formation et pour l'université ça a été désastreux. Parce que ... disons que tu n'avais pas beaucoup d'étudiants et que les cours ne s'ouvraient seulement*

[173] Ces quelques réflexions sont issues d'entretiens informels avec l'ancien président de l'association.

qu'à partir de 4 ou 5 étudiants. Lorsqu'au semestre suivant 3 partaient alors il ne t'en restait que deux. Tu ne pouvais donc pas donner de cours parce qu'il n'y avait personne. Tu ne pouvais pas établir de programme de thèse [...] Donc je leur en ai parlé et je leur ai dit : « Si vous voulez aider les gens à partir faites-le, donnez-leur l'opportunité. Mais faites-le après, après qu'ils se soient diplômés. Mais pas en plein milieu ». Parce que c'était une menace pour nous en tant que faculté.

Pourtant, partir est vu comme une nécessité pour cette association qui a fait venir près d'une dizaine d'étudiants.

Extrait d'entretien n°12 : Extrait d'entretien avec Diego, fondateur de l'association Amarun, Évry, 5 décembre 2010.

D : Toutes les idées sont bienvenues pour améliorer l'enseignement, la pédagogie et les sciences en Équateur. On est composé à 99% de matheux alors c'est pour ça qu'on parle de maths. Mais il y a des physiciens, des ingénieurs et compagnie. Comment améliorer cela ? Que ce soit par la rédaction de livres, d'exercices, de cours, de conférences ou de cours d'été. Tout est bon à prendre pour améliorer les choses là-bas. Ça c'est la première chose. La deuxième chose, c'est la création ou le développement de la recherche. Donc c'est un autre niveau et dans ce cadre là on essaie de faire des signatures d'accords entre établissements. Donc l'été dernier j'ai réussi à faire que le directeur de l'ENSIEE (École Nationale Supérieure d'Informatique Industrielle en Entreprise), donc ici, signe un accord de coopération avec l'École Polytechnique Nationale. Dans un mois il y a un déjà un étudiant qui va venir faire sa scolarité ici. [...] Donc si tout se passe bien, cet étudiant fera son master puis sa thèse, peut-être ici, peut-être ailleurs en tout cas il commencera ici. Ça c'est encore à voir si ça se passe bien, mais l'idée c'est de faire des échanges pour faire en sorte de redynamiser la recherche en Équateur. Un troisième volet c'est celui de capter de nouveaux étudiants pour qu'ils fassent des sciences. Ce qui n'est pas évident en Équateur [...] En Équateur, les bons étudiants vont en droit, ils vont faire de la médecine... ce genre de chose. [...] Donc le but c'est de motiver les jeunes pour qu'ils fassent des études scientifiques. Donc, ce qu'on a fait, c'est des interviews avec des scientifiques de renom qui sont en

Ile de France ou région parisienne, pour publier ça [recueil d'entretien]. On a des prix Nobels, des médaillés Fields, qu'on a réussi à interviewer et puis on placarde ça dans les facs en Équateur. »

A l'heure de la globalisation de la connaissance, de l'accroissement des échanges immatériels, de la « glorification » de la mobilité, la mobilité étudiante de courte durée se généralise. Plus nombreux sont les étudiants qui effectuent un semestre hors de leur université de rattachement. Pourtant, les répercussions ne sont pas encore mesurables dans les pays concernés par notre recherche. Car les effets largement positivés de la mobilité peuvent être inversement très nuancés dans le pays d'origine lorsqu'il s'agit de remplir les quotas nécessaires pour l'ouverture de filières recherches, comme en témoignent les extraits d'entretien ci-dessus.

Le retour alternatif qui autorise le migrant à participer à la vie intellectuelle de son pays d'origine semble venir « dédommager » ces départs, qui pénalisent l'université en même temps qu'ils peuvent entretenir le phénomène migratoire. Dans le même temps, tous sont réalistes ; les financements manquent trop souvent, et sont trop peu fiables. Et là, l'aide des migrants qualifiés semble de nouveau la bienvenue :

Extrait d'entretien n°13 : Extrait d'entretien avec Juan Carlos, de l'École Polytechnique de Quito, suite.

J.C. : *Je pense que la tâche qu'ils pourraient réaliser est très importante en terme de... du moins faire acte de présence, être ici, faire des entretiens. Nous voulions coordonner quelque chose avec eux pour les mathématiques [...] Nous voulions renforcer ceci, parce que nous voyons la possibilité d'avoir une relation continue. Donc, il nous semble bien plus cohérent que nous militions depuis l'intérieur. C'est pourquoi, s'il y a des gens qui militent depuis l'extérieur, c'est bien mieux. Et nous avançons dans la même direction. Le plus important c'est de dialoguer.*

1.2.3. Le retour alternatif « décentré »

La partie précédente envisageait les retours alternatifs dans un sens Nord-Sud. Il s'agissait donc d'imaginer le rôle qu'avaient les mobilités humaines dans la production des circulations par les structures associatives, tout en admettant que cette vision pouvait se considérer par son influence développementaliste. En effet, notre démonstration s'est appuyée sur les cas associatifs centrés en Europe. Ceci a permis de montrer que le retour alternatif est porteur de projets mais qu'il n'est pas sans lever des contradictions. Toutefois, si notre attention s'est centrée jusqu'à maintenant sur les transferts qui prennent une configuration Nord-Sud au moyen de membres migrants installés au Nord, nous souhaitons élargir notre angle de vue et intégrer à la réflexion la seconde partie du corpus que nous n'avons pas mobilisée jusqu'à présent afin de montrer que les transferts peuvent prendre des configurations inattendues dans la mesure où certains acteurs de l'associatif migrant se trouvent dans leurs pays d'origine. Il s'agit de migrants repartis vivre « définitivement » dans leur pays d'origine et profitent de ce retour pour participer également aux transferts de compétences. On cherchera donc ici à présenter ces cas associatifs et à comprendre la logique qui sous-tend ces transferts. En outre, on les considérera par leur apport au développement des pays d'origine et par les répercussions qu'ils ont dans la construction de réseaux d'acteurs au-delà des frontières.

Une solidarité renouvelée porteuse d'échanges

La maîtrise des codes sociaux, de la langue et des coutumes rend la communication plus facile. C'est, du moins, ce que l'on peut retenir du paradigme de la société nationale. Pourtant, on souhaite montrer, que les migrants en êtres *« amphibiens »*[174] sont capables de maîtriser ces éléments de langage de leurs pays d'accueil et les conservent une fois retournés dans leurs pays d'origine. Autrement dit, une fois revenus dans leurs pays, les migrants reviennent avec un capital qui leur permet de s'adapter aux deux cultures. Et si la pratique de l'allemand, du français, de l'italien ou encore du néerlandais constituait, pour les migrants, l'opportunité d'exister dans des espaces de solidarité supranationaux ?

[174] Mot utilisé par un Oswaldo P., Colombien qui vit à Paris, lors de notre entretien.

En effet, les données empiriques obtenues grâce aux entretiens menés en Amérique Latine (voire liste des associations ci-après) indiquent que le partage d'une même langue, allie les migrants et les anciens pays d'accueil, une fois le retour « définitif » effectué. Le langage comme lien de confiance qui resserre les liens par delà-la distance. Voilà ce que l'on peut lire à travers les expériences des migrants dans la pratique de cet entre-deux construit par les pays d'accueil. Toutefois, si cet élément nous permet d'apprécier la production de l'associatif migrant de retour et ainsi de comprendre les logiques de solidarité qui les animent, notre intérêt est principalement concentré sur les productions spatiales de cet associatif. Nous construirons notre réflexion ici à partir de la question du retour. Il s'agira par conséquent de comprendre le rôle que peuvent avoir les retours dans la construction et la consolidation de ces initiatives. Au regard des données dont on dispose, on propose d'étudier deux cas en particulier : la Hollande[175] et l'Allemagne. Ces deux pays nous renseigneront sur les modalités du maintien du lien post-migratoire ainsi que sur les répercussions géographiques de ceux-ci.

Ici, le choix des deux unités nationales – la Hollande et l'Allemagne – se justifie par le nombre de témoignages recueillis, ainsi que par la grande aménité dont a fait preuve l'ensemble des personnes impliquées dans les structures associatives en lien avec ces deux pays. Ces germanophones et néerlandophones ont, en effet, été très généreux pour me faire entrer dans leur réseau d'acteurs en me donnant leurs contacts. Par leur intermédiaire, nous avons mieux compris l'interaction qui existe entre les structures associatives et les institutions gouvernementales. Le choix se justifie également par un point commun entre ces deux pays européens : celui de l'intégration des réseaux associatifs dans les politiques de développement scientifique et technique des pays d'accueil. Dans ces réseaux, les mobilités géographiques sont les piliers de cette politique. D'abord, il y a le retour définitif qui garde son sens commun, ensuite, il y a la mobilité temporaire. Celle-ci se traduit à l'inverse de la mobilité temporaire envisagée jusque là : on envisage en effet la mobilité temporaire en période post-migratoire, c'est-à-dire du Sud vers le Nord.

[175] Nous dirons Hollande ici car c'est de cette façon que les Pays-Bas ont été évoqués au cours des entretiens.

Le tableau suivant (tableau n°14) présente alors les structures associatives étudiées lors de notre séjour dans les pays andins. Certaines de ces structures avaient été préalablement identifiées, mais de nombreuses structures associatives ont pu être contactées grâce aux connaissances nouées sur le terrain avec les fonctionnaires européens, principalement issus de la coopération allemande. Les 21 structures associatives qui figurent dans le tableau représentent donc toutes les structures associatives du corpus andin pour lesquelles nous avons rencontré un représentant. Pour toutes ces structures associatives seuls les représentants ont été interviewés (sauf dans le cas de Be France puisque notre observation s'est faite lors d'une réunion des membres du bureau). L'extension du champ territorial concerné par ces structures associatives (Diplômés de Hollande et retournés en Equateur, diplômés de Russie et retournés au Pérou, etc.) procède d'abord du choix de prendre l'Europe au sens large, et d'apprécier au mieux ce phénomène de circulations du savoir post-migratoire.

Tableau n° 14: *Les structures associatives de l'échantillon Andes*

Nom association	Année	Aire géographique	Profil des membres
NAAE Egresados Holanda en Ecuador	1980'/2005*	Équateur	25 membres fondateurs, anciens boursiers Hollande
ALAR Asociacion latinoamericana Rusa	1999	Équateur – Pérou – Bolivie	Usagers de l'association non enregistrés
APEGER Asociación peruana de graduados en Rusia	1991	Lima	300 membres, anciens étudiants Russie
KAAD PERU	2005	Lima- Allemagne	19 membres réguliers et groupe virtuel, anciens boursiers
APEBHO – Asociación peruana de ex-becarios del Gobierno de los Países Bajos	2003	Lima	135 membres sur Internet, anciens boursiers
Red para la ciencia y tecnología	1992	Lima – Europe – Amérique	4.000 membres environ (Yahoo groupes), scientifiques péruviens et étrangers
ALCOPA Asociacion Peruano-Alemana	2011	Lima	En processus de formation, anciens boursiers
ASPA – Asociación Antioquena de profesionales con estudios en Alemania	1987	Medellin – Antioquia (Colombia)	57 membres, diplômés en Allemagne
ASPREA – Asociación de Profesionales con Estudios en la Republica Federal de Alemania	1979	Bogota – Colombie	Environ 300 membres, diplômés en Allemagne
Alianza Colombo-bulgara	2008	Colombie	2000 membres Amérique latine, 250 Colombie Diplômés Bulgarie

Nom association (suite)	Année	Aire géographique	Profil des membres
AEXA Asociación de Ex-becarios de Alemania	1960	Équateur	40 personnes, 160 sur Internet (Alumni Portal)
AEPEREACU Asociación ecuatoriana de profesionales egresados de Rusia	1972	Quito-Équateur	100 environ, anciens boursiers équatoriens
Be France	1958	Quito	35 membres environ, anciens boursiers et étudiants
Ex becarios Simon I. Patino	2008	La Paz – Bolivia	250 membres, anciens boursiers bourses Patino en Suisse
Egresados Bulgaria*	2005	Quito-Équateur	320 membres environ, anciens étudiants Bulgarie
AABA – Asociación de Amistad Boliviano-Alemana	1995	La Paz	250 membres, anciens étudiants en Allemagne
Red Real (InWent) – Recall-Rades	2004	Amérique Latine-monde	Réseau virtuel, anciens boursiers du gouvernement allemand
ABED – Asociación Boliviana de Ex-becarios del DAAD	2005	Bolivie	300 membres, anciens boursiers du gouv. allemand
Red de Médicos Hispano Peruanos	1991	Pérou-Espagne	Usagers non enregistrés, médecins péruviens
ACER Sayus Asociación Colombiana de Egresados de Rusia	1970'	Bogota – Colombie	120 membres environ, anciens étudiants en Russie
APD – Alumni portal Deutschland	2010	Amérique Latine-monde	Réseau virtuel 88.000, anciens étudiants et professionnels en Allemagne

Revenons alors sur le langage, en tant que verbe mais aussi en tant que code comportemental. Car il n'y a pas que les expressions idiomatiques à comprendre et savoir traduire par équivalence. Il y a également les formes de savoir-vivre, de faire société. Et les migrations internationales permettent d'apprendre les codes et de les appliquer.

On propose d'évoquer l'exemple allemand dans un premier temps. D'abord parce que cet exemple fait partie de notre corpus de départ, ensuite parce que nous avons réussi à accumuler de nombreuses informations sur ce dispositif de coopération post-migratoire. L'extrait d'entretien suivant, nous permet de présenter le réseau ReCALL qui consiste à mobiliser les professionnels latino-américains de l'agriculture et les mettre en réseau avec d'autres professionnels en Allemagne. Ce réseau régional intègre des membres dans l'espace du sous-continent américain mais existe dans une sphère d'interaction plus globale, par son positionnement dans un réseau de réseau que gère le gouvernement allemand. C'est pourquoi, les membres latino-américains sont sollicités pour des missions dans le monde entier et

peuvent être invités à participer à des réseaux professionnels d'autres continents grâce à leur connaissance de l'allemand. Par conséquent, les membres du réseau contribuent à produire un espace de partage des connaissances ; un espace dans lequel le gouvernement allemand et les universités allemandes entendent puiser des ressources humaines selon leurs besoins pour les envoyer soit en Allemagne, soit dans les pays en développement où des projets de coopération sont en cours.

Dans ce système illustré par l'exemple de ReCALL, l'information est centralisée par les universités allemandes soutenues par le DAAD. C'est en effet celui-ci qui a suggéré la création du réseau ReCALL à l'université de Göttingen. ReCALL prend donc part à une initiative de maintien du lien scientifique entre quelques universités allemandes partenaires du projet et les anciens élèves. Les réseaux existent dans le monde entier (GIAN pour l'Iran, GEAR pour l'Égypte et les pays arabes, SEAG pour l'Asie du Sud-Est et REAL pour l'Afrique). Cette centralisation des informations, et plus globalement des mobilités, se traduit par un rôle affirmé des universités allemandes lesquelles consultent, quand elles le souhaitent, les migrants faisant partie du réseau. L'Allemagne comme point d'ancrage des initiatives est au centre du dispositif décisionnel, fournissant un cadre dans lequel les migrants peuvent participer. Parce que les migrants bénéficient des échanges qu'ils ont avec des professionnels allemands et parce que l'Allemagne dispose ainsi d'une réserve de cerveaux bilingues, ce sont autant les Allemands que les Latino-Américains qui ont intérêt à rendre ce réseau actif et attractif.

> **Extrait d'entretien n° 14 :** Entretien avec César C., du réseau ReCALL, au sujet des conférences qui sont régulièrement organisées par le réseau, Lima, 17 juin 2011.
>
> *Moi: Et comment est-ce que cela fonctionne, il y a des conférences dans chaque pays ou c'est virtuel ?*
>
> *C.C : Il y a un appel à communication, sur différents sujets. Tu fais ton « paper », tu envoies ton « paper » et, s'il est accepté, tu le présentes dans les groupes thématiques du meeting. [Pour s'y rendre il y a un financement allemand à 100%]. L'intérêt de l'Allemagne c'est précisément de générer des relations de « networking » entre les membres pour qu'ils partagent leurs expériences. Et tous les membres ont soit étudié dans une*

université allemande, soit, comme dans mon cas, ont eu le gouvernement allemand qui a investi en eux.

Moi : Et qui gère cet appel à communication ?

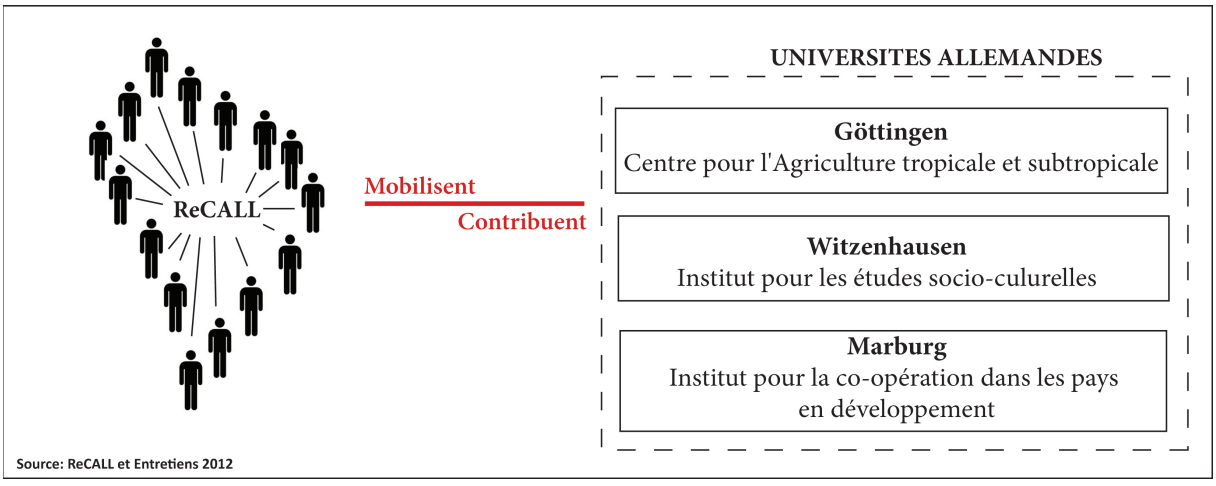
C.C. : C'est l'université de Witzenhausen. C'est toujours la même université et toujours les mêmes chercheurs.

Moi : Ils doivent être spécialisés dans l'agroalimentaire alors ?

C.C. : Oui tout à fait. C'est tellement vrai que je reçois toutes les semaines un courrier électronique de leur part, parce qu'ils recrutent dans le réseau de professionnel.

La figure n°11 illustre le fonctionnement global de ReCALL, une interface partagée par les Latino-Américains ainsi que les laboratoires de trois universités allemandes. Cette figure permet de visualiser les entités qui construisent cet espace de collaboration. Dans ce dispositif, les Universités rendent des financements disponibles pour permettre aux anciens boursiers d'être plus mobiles et les incitent ainsi à poursuivre leur formation. Les diplômés (ayant tous bénéficié de l'aide allemande pour effectuer au moins une partie de leurs études supérieures) sont par conséquent sollicités via Internet. Certains se connaissent et savent ce que les autres ont accompli, toutefois les membres individuels du réseau sont principalement en contact avec les trois universités porteuses du projet.

Figure n°11 : *ReCALL, géographie d'un partenariat*



En Allemagne, les universités sont activement impliquées dans les mobilités post-migratoires et sont à l'initiative de la mobilisation des migrants. L'extrait d'entretien suivant relate l'expérience d'un Équatorien, aujourd'hui installé à Quito, et nous informe de la capacité des institutions allemandes à mobiliser leurs anciens étudiants. Au-delà des réseaux formellement constitués, des liens stables se mettent en place au moyen de l'appui financier et institutionnel des universités dans lesquels les migrants se sont formés.

> **Extrait d'entretien n°15 :** Entretien avec Hugo P., président de l'association AEXA, diplômé de l'Université Technique de Berlin (1979), gérant d'une entreprise de construction, Le 12 mai 2011 à Quito.
>
> *H.P : L'Allemagne a un déficit immense en personnel technique. Donc ils essaient de recruter des professionnels, y compris parmi ceux qui ont étudié en Allemagne. C'est aussi ça le site [AlumniPortalDeutschland]. Les gens peuvent également candidater, chercher des opportunités de travail [...]. Le réseau de l'université de Berlin est fabuleux. Cette université aide beaucoup ses diplômés. Elle invite, elle paie 70% du billet d'avion et tout le séjour en Allemagne pour que nous ayons des cours de réactualisation. Par exemple, en 2002, ils m'ont invité à un cours relatif à l'Internet. Mais il y a aussi d'autres cours plus spécifiques, quant à certaines techniques, l'ingénierie et d'autres choses encore. Et pas seulement à Berlin, sinon parfois à Sao Paolo, Santiago du Chili. Il y a quatre ans je suis allé à Santiago, invité par l'Université Technique de Berlin. C'était à propos des énergies alternatives [...].*

Dans l'exemple allemand, pour l'ensemble du dispositif associatif (créé et/ou appuyé pour assoir la coopération scientifique post-migratoire), on constate l'emprise institutionnelle sur l'ensemble du tissu associatif (anciens boursiers du KAAD, DAAD et autres fondations pour l'échange académique). Celle-ci mérite de rendre la récupération de l'information plus facile. En effet, sur le terrain nous avons très rapidement identifié les structures associatives en présence puisque nos contacts avec la GIZ nous ont mis en relation avec les présidents ou responsables de chaque structure associative. L'exemple hollandais, permet de rendre compte, à nouveau, du rôle central que jouent les universités. Toutefois, nous montrerons que

l'exemple hollandais diffère du cas allemand, puisque le premier ne semble pas s'orienter vers une pratique hyper-centralisée du lien contrairement au second. On suppose alors, à partir des témoignages des migrants, que la pratique hollandaise laisse plus de liberté d'agir aux migrants de retour. Nous discuterons celle supposition.

On se nourrit d'abord du point de vue des migrants. On cherche à comparer les logiques de mobilisations diasporiques des migrants en phase post-migratoire entre la Hollande et l'Allemagne. Pour l'Allemagne, nous avons vu précédemment que les universités allemandes sollicitent les étudiants par l'intermédiaire des réseaux d'anciens étudiants qu'elles pilotent et que c'est donc à partir de leur besoin que naît la pratique de l'espace diasporique. Dans le cas de la Hollande, certains témoignages comme celui de Marco A., ancien boursier de NUFFIC[176] à l'Université de Maastricht et qui réside aujourd'hui à Quito, concourent à penser que le réseau cherche à impliquer d'avantage les migrants. Les anciens boursiers ont en effet, à leur charge, l'organisation d'évènements de transferts de compétences, lesquels ont majoritairement lieu dans les pays d'origine des migrants alors qu'en Allemagne, il s'agit plutôt de déplacements vers l'ancien pays d'accueil afin de participer à des conférences. Il s'agit donc, dans le cas hollandais, de faire venir les migrants qualifiés latino-américains vers le pays organisateur de l'évènement (il s'agit de cours de réactualisation scientifique) et d'obtenir la venue d'un ou de deux professeurs (exerçant en Hollande principalement). Dans ce cas, le financement varie selon les besoins, il concerne tous les volets du projet : location de la salle, mobilité des chercheurs, mobilité des participants etc. En tout, NUFFIC, qui centralise les demandes, prévoit une enveloppe de 70.000 dollars (maximum) qui est attribuée par évènement. Un budget conséquent qui est donné suite au suivi d'une procédure qui semble, plutôt, simple :

« *Tu t'allies avec une université hollandaise, tu fais une sorte d'accord, tu élabores une proposition que tu présentes à NUFFIC et NUFFIC décide s'il le finance ou non* »[177]. Entretien avec Marco A, migrant de retour, membre du conseil de l'association d'anciens étudiants en Équateur « NAAE ».

Pourtant, NUFFIC présente également des caractéristiques de centralisation en tant qu'organisation pourvoyeuse de bourses de l'enseignement supérieur. En effet, en fournissant

[176] Organisation néerlandaise de coopération internationale pour l'enseignement supérieur (ONG basée à La Hague). Elle perçoit des fonds du Ministère pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que du Ministère des affaires étrangères.

[177] Entretien du 09 mai 2011 à Quito.

l'aide financière nécessaire, NUFFIC intervient alors dans la totalité des transferts de connaissances et contrôle ainsi les mobilités temporaires entre la Hollande et les pays d'origine des migrants.

Ceci vient donc nuancer notre position sur le caractère plus ou moins décentralisé du tissu associatif. Nous choisissons d'illustrer notre propos à l'aide d'un document dont nous avons pris connaissance sur le site internet de NUFFIC. Celui-ci relate un projet dont le président de l'association NAAE nous avait fait part. Le document suivant (document n°2 voir traduction[178]) relate un des projets menés à bien entre l'école de management de Maastricht et l'association des diplômés équatoriens. On identifie bien que les entités décisionnelles sont l'association et l'université. Dans cet exemple, l'association exécute le projet, l'université fournit les ressources humaines. Ce que nous trouvons intéressant est que la structure associative devient l'exécutrice du projet et que l'on a peu de traces du montage du projet. Dans tous les cas, l'appropriation du projet par l'association révèle, du moins, une bonne communication entre les structures associatives, ici celle de Quito, et les institutions en Hollande.

Document n°2 : *L'exemple d'un projet de NAAE à Quito*

Performance Management anc CSR towards Sustainable Development
Ecuador, Spring 2008

The Netherlands Alumni Association of Ecuador and Maastricht School of Management organized a course on Performance Management, Good Governance and Corporate Social Responsibility towards Sustainable Development, in Guayaquil and Arasha, Ecuador. The twenty selected participants came from Ecuador, Bolivia, Colombia, and Peru.

This was the first major event **executed** by NAAE in its two years of existence and was taught by the Dutch experts Prof. André de Waal and Prof. Guido Heijdra, both from MSM. During the course, the participants received guest lectures by representatives of Amanco-Plastigama, Floralp and Diners Club, highly respected Ecuadorian private companies related to the issues of the course.

Source: www.msm.nl

[178] « *Gestion des performances et responsabilité sociale des entreprises vers un développement durable. L'association hollandaise des diplômés d'Équateur et l'École de Management de Maastricht ont organisé un cours sur la gestion des performances et la responsabilité sociale pour un développement durable à Guayaquil et Ansha en Équateur. Les 20 participants sélectionnés venaient d'Équateur, de Bolivie, de Colombie et du Pérou. Cet événement, première expérience du NAAE au long de ses deux premières années d'existence, a bénéficié des enseignements des experts Hollandais, les professeurs André de Waal et Guido Heijdra tous deux de l'École de Management de Maastricht. Pendant les enseignements, les participants ont également pu compter sur la participation de représentants des firmes Amanco-Plastigama, Floralp et Diners Club, qui sont toutes trois des compagnies privées hautement respectées pour leurs pratiques de la responsabilité sociale.* ». Traduction de l'auteur.

Les expériences allemandes et hollandaises relatées ici permettent d'affirmer que les mobilités de courtes durées, permises par les réseaux associatifs, et ce au moyen d'une aide financière des pays concernés, ouvrent la voie à une coopération Nord-Sud renforcée. Cette coopération renforcée prend la forme de circulations humaines et matérielles entre les institutions européennes et les structures associatives dans les Andes, ainsi qu'entre ces mêmes structures associatives. Toutefois, ces mobilités temporaires restent dues aux pays européens puisque les financements sont principalement mis à disposition par des institutions allemandes et hollandaises. Sans autonomie financière, ces réseaux sont contraints de répondre aux exigences de l'entité gestionnaire européenne. Les réseaux associatifs activent les mobilités temporaires entre les pays d'origine et d'accueil, et ce, même en période post-migratoire. S'ils servent les projets individuels, ils servent aussi les projets des États européens pour le maintien d'une influence scientifique et technique à l'étranger.

2| Le retour définitif : la fabrique d'une diaspora euro-centrée

La première partie de ce chapitre a été consacrée à l'étude des retours dits « alternatifs ». Pour cela, nous avons envisagé les retours alternatifs dans le cadre d'activités associatives en montrant que ces retours physiques alternatifs individuels étaient nécessaires pour la conduite de projets collectifs. D'autre part, nous avons également analysé les retours alternatifs rendus possibles par les institutions européennes dans le cadre de l'associatif migrant de retour. A présent nous souhaitons, en changeant d'échelle, analyser la complémentarité du retour alternatif au retour définitif afin de savoir si le retour définitif constitue un vecteur de transnationalisation des activités associatives. Dans un premier temps nous montrerons que le retour indépendant et lié aux projets associatifs « par le bas » est bénéfique à la transnationalisation des activités associatives et donc à des circulations horizontales. Dans un deuxième temps, nous montrerons que le retour, lorsqu'il est administré par les institutions européennes, conditionne des circulations verticales.

2.1. La production d'un espace à l'épreuve de la distance

Les retours définitifs, s'ils sont entretenus par des liens continus, peuvent être vecteurs de constructions sociales à l'échelle transnationale. Ici nous souhaitons, à partir d'exemples, illustrer cette capacité des migrants de retour à renforcer les circulations. L'ensemble du corpus d'associations sera mobilisé (Europe et Andes).

Revenir dans son pays d'origine n'est pas toujours chose évidente. Les migrants font en effet état d'un système généralement trop peu propice pour s'investir dans la recherche pure et appliquée. Une fois revenu au pays d'origine, le chercheur est alors contraint par les limites du système de recherche et de développement de son pays et est parfois contraint de limiter également ses mobilités professionnelles, celles-ci n'étant pas prises en charge dans toutes les universités. L'expérience de Paul M. en Équateur (chercheur équatorien à l'École Polytechnique Militaire de Quito – ESPE) témoigne de ce décalage entre le monde académique européen et équatorien. Les difficultés dont il nous fait part ici, permettent de comprendre pourquoi il est difficile, parfois, aux migrants retournés, de répondre aux attentes des migrants restés à l'étranger. En effet, les retournés sont à l'interface entre les membres de leur association restés à l'étranger, le monde scientifique extérieur et le monde scientifique de leur pays d'origine.

> **Extrait d'entretien n°16 :** Entretien avec Paul M., membre de l'association AMARUN, Quito, le 18 mai 2011. Après avoir fait ses études universitaires en Espagne (Master et doctorat), il est revenu en Équateur, travailler à l'École Polytechnique Militaire (ESPE).
>
> *Moi: Au sein de l'association, vous pouvez conseiller, orienter les membres ?*
>
> *P.M. : Oui. Il y a d'ailleurs des gens qui nous écrivent : « Je veux rentrer en Équateur ». Alors nous on répond en disant « Tu peux revenir mais les choses sont ainsi ». [...] On leur dit que les choses sont difficiles mais qu'ils ne seront pas tout seul parce que nous sommes là. Pendant qu'on est encore là. C'est ce que l'on tente de faire. Et, dans le même temps, on essaie d'être*

actifs, faire des choses en lien avec la recherche, la diffusion. [...] Parce qu'on te demande de publier mais il y a très peu d'universités, ou disons que je ne sais pas quelles sont les universités, qui ont une revue indexée [...]. Ce que l'on recherche à faire, c'est transmettre cette culture [de la publication scientifique].

Mais ce que Paul M. nous révèle ici, et qui est intéressant dans le cas des retours définitifs, c'est qu'en tant que migrant revenu dans le pays d'origine il permet aux autres migrants de son réseau (vivant hors de l'Équateur) d'accéder aux informations sur l'actualité scientifique, économique, sociale et politique du pays, une réalité qu'il ne semble pas embellir. Au contraire, il semble rendre compte fidèlement de la réalité. Il leur permet donc d'apprécier la situation actuelle du pays en matière de recherche et développement tout en les incitant à participer au renouvellement des sciences.

Extrait d'entretien n°17 : Suite de l'entretien avec Paul M. de l'association AMARUN.

P. : Pour publier il faut un conseil éditorial. Donc je me suis mis dans un projet de revue avec un organisme gouvernemental [l'Institut Équatorien pour les Statistiques]. Et donc pour ça j'ai contacté les gens de l'extérieur [membres d'Amarun hors Équateur], pour savoir s'ils voulaient faire partie du conseil éditorial.

Sur ce dernier point, il s'agit de bénéficier des contacts associatifs (Amarun) pour mettre en place une revue de mathématiques avec le concours de l'Institut Équatorien de Statistiques. Pour répondre à ce projet, un appel à contributions a été lancé au sein de l'association et donc dans plusieurs pays. Les migrants de retour, en prenant part à des associations de migrants (ici l'association est localisée à Paris), peuvent donc être des catalyseurs de circulations.

Le fait qu'il y ait au sein d'une association des membres revenus dans le pays d'origine semble agir comme un catalyseur de circulations et ouvre la voie au développement d'activités de nature transnationale (comme la participation des membres d'Amarun à une revue de mathématiques par exemple). En activant les liens associatifs, ces activités à

l'initiative du migrant de retour contribuent à façonner un espace multi-polarisé, renforçant les liens entre les membres et les nœuds de l'association.

D'autres configurations peuvent se déduire empiriquement. Il peut s'agir alors de productions sociales bipolarisées donnant lieu à des productions transnationales. On illustre ce cas par deux exemples. Le premier : il s'agit d'un migrant de retour qui prend en charge une partie des activités associatives engagées dans le pays d'accueil. Il s'agit, dans le cas du second, de la création d'une filiale grâce au retour de certains membres. Dans les deux cas, le processus de décision est centré sur le pays d'accueil. Ces deux cas seront illustrés par l'association « Avocats Boliviens à Barcelone » constituée en 2009, et une ONG constituée en 1999 à Madrid, CEMIDEP.

Dix années séparent ces deux associations, pourtant ce qui les anime les rapproche : le pays d'origine ; la Bolivie pour l'une, le Pérou pour l'autre. Dirigés par une femme avocate pour l'une et par un homme, docteur en sciences de la communication, pour l'autre. Ces deux dirigeants se donnent pour tâche de mener tous leurs membres à œuvrer pour la construction sociale de leur pays d'origine. Dans ces deux cas on constate deux retours définitifs déterminants dans la construction du projet associatif : pour la première, c'est sa sœur rentrée dans leur ville natale de Sucre en Bolivie qui permet d'envisager la transnationalisation des activités de l'association ; pour le second, c'est son projet de retourner définitivement au Pérou et de prendre en main la filiale de l'organisation (déjà existante à Lima) qui permettrait[179] de renforcer les transferts (envois de matériels, mobilité des étudiants et amélioration de l'offre d'enseignement) entre l'Espagne et le Pérou. Nous avons ici deux parcours différents pour un même processus : le renforcement des circulations migratoires pour la production d'associations transnationales.

Les deux extraits d'entretien suivants permettent de mettre en évidence les deux formes de transnationalisation que l'on expose ici. En réalité, leurs approches ne semblent pas si divergentes d'un premier abord, pourtant dans le discours les configurations prennent un tout autre sens. Prenons l'exemple de l'association d'avocats boliviens à Barcelone. Pour le moment, aucune filiale n'a vu le jour, n'étant qu'au stade de projet. Grâce à la sœur de la

[179] Au moment de l'entretien, cette personne vivait encore en Espagne et préparait son retour.

présidente, l'association tend à se transnationaliser par l'ouverture de structures et la réalisation d'activités sur place (orientation juridique, renforcement de la communication entre enfants laissés au pays et parents à l'étranger …), en travaillant avec les migrants de retour et/ou les enfants de migrants laissés à Sucre suite à l'émigration des parents. La présence des avocats en Espagne et de leurs contacts professionnels, amicaux et familiaux dans le pays d'origine favorise ce processus. Le lien transnational sert donc, dans ce cas, à prendre en charge socialement les personnes affectées par la migration, que ce soit par un mouvement de départ ou de retour. Ici le retour définitif a eu lieu avant l'idée de transnationaliser l'association.

Extrait d'entretien n°18 : Entretien avec Jeannette, Présidente de l'association d'avocats boliviens à Barcelone, le 27 juin 2010.

J. : Nous voudrions travailler avec […] les boliviens qui sont rentrés de façon volontaire ou forcée. Les gens qui ont été expulsés et qui ont été séparés de leur famille de façon très violente[180]*. Et en plus contre toute volonté de leur part, causant de graves traumatismes… après avoir été mis dans ces « Centros de Internamiento » [camps de rétention des migrants en situation irrégulière]. […] Donc on voudrait réunir toutes ces personnes en Bolivie pour qu'elles reçoivent des conseils, quelques présentations pour leur insertion sur le marché du travail. Parce que le retour n'est en rien facile. Et pire encore si ça c'est fait de manière forcée. […] Et un autre problème que nous avons ce sont tous les enfants de migrants qui sont attrapés en Espagne. Ils ont un dénominateur commun, c'est celui de recevoir une remise [migratoire] tous les mois. C'est pour ça qu'ils s'appellent los « niños remesa ». La plupart sont très abandonnés. Ils vivent avec leurs oncles, leurs grands-parents, ils sont souvent maltraités. Ils ont beaucoup de problèmes.*

Moi : Ce projet il se ferait à l'aide de professionnels, d'avocats retournés, que vous connaissez ? Des personnes de l'association ?

[180] N.B. : On note ici une ressemblance entre le projet de cette association porté par sa présidente et les activités déjà réalisées par une autre association bolivienne à Barcelone (ACOBE) dont les activités ont abouties à la création de centres (à Cochabamba) mettant en lien les migrants en Espagne et leurs familles en Bolivie. Ici l'expérience prend forme à Sucre (Altiplano bolivien).

J. : Ma sœur est rentrée. Elle participait beaucoup dans nos activités et elle réalise le projet là-bas. Ce serait une façon de permettre aux familles de renouer contact avec ceux qui sont rentrés. Mais aussi les niños remesa. Les remettre en contact avec leurs parents qui sont ici. En quelque sorte faire le lien entre eux. Que l'association soit le lien.

Notre deuxième exemple contraste avec le précédent, puisqu'il s'agit d'une association disposant déjà d'une filiale au Pérou, qui est donc déjà transnationalisée. Cette transnationalisation est le résultat de retours alternatifs au Pérou pour la réalisation des projets. Si cette filiale n'est jusqu'à présent qu'une façade pour capter des fonds de la coopération, celle-ci devrait toutefois prendre plus d'importance à l'avenir, le projet de ce migrant étant de retourner définitivement au Pérou. Après avoir résidé vingt ans en Espagne, ce migrant souhaite, en effet, prendre le chemin du retour tout en maintenant des liens avec des établissements scolaires en Espagne. L'association localisée en Espagne est donc pour lui un capital social, humain et financier à conserver même après le retour. Sa volonté de s'engager dans cette filiale procède donc aussi d'une stratégie individuelle pour conserver son statut dans l'entre-deux, maintenir la proximité sociale avec le pays qu'il aura laissé pour mieux garantir le succès de son retour. La production d'un espace-temps continu, qui procède là d'une stratégie, se réalise donc à partir d'une filiale déjà créée et entretenue par des mobilités temporaires au Pérou.

Extrait d'entretien n°19 : Entretien avec Martin Q., Président de l'association CEMIDEP (Centre multidisciplinaire de recherche et développement pour le Pérou), Madrid, 26 juillet 2010.

M.Q. : Donc après avoir passé vingt ans en Espagne, l'idée aujourd'hui c'est de rentrer au Pérou. Je ne veux plus rester en Espagne et mon plus grand rêve c'est de rentrer au Pérou et diriger un établissement scolaire. Tout en continuant [à participer dans l'association]. Il y a d'autres camarades qui vont diriger l'association parce que je vais rentrer [...] Ils vont diriger l'association et on a fait une filiale au Pérou. [...] On l'a [la filiale]

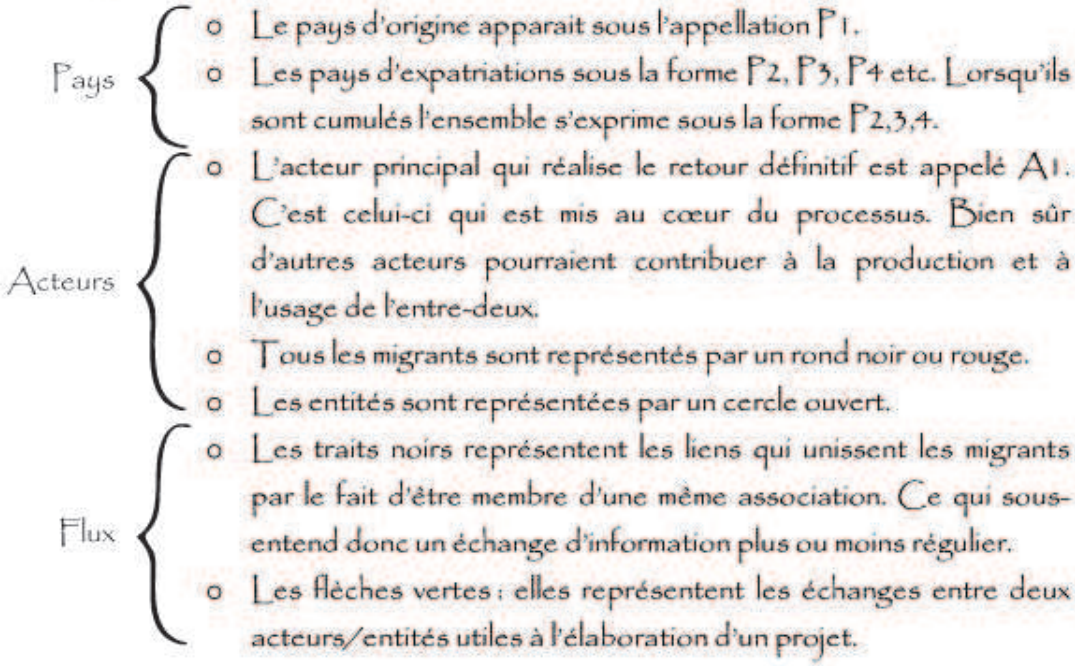
depuis quatre ans. C'est une exigence de l'Espagne, ils nous demandent d'avoir une filiale là-bas [Pour prétendre aux fonds destinés à la coopération au développement]. […] Alors le collège [qui est au cœur des projets de l'association] va être à Chiclayo. La province s'appelle Lambayeque et sa capitale c'est Chiclayo. Donc l'établissement scolaire va être à Chiclayo, nous avons déjà obtenu le terrain à travers l'association. Maintenant ce qu'il nous reste à voir c'est la possibilité de se faire financer la construction par la Communauté autonome de Madrid ou la mairie de Madrid. Et si ça ne fonctionne pas nous avons déjà discuté avec quelques entreprises privées qui pourraient financer la construction. C'est quasiment sûr. C'est pour ça que j'ai vu la possibilité de rentrer au Pérou et développer un projet éducatif. Car ce n'est pas seulement faire un établissement scolaire mais aussi faire un travail de recherche éducative, de développement, ayant un impact social.

Dans ce sens, ces deux expériences de transnationalisation se nourrissent de retours, alternatifs et/ou définitifs. Aussi, dans les trois exemples que nous avons abordés dans cette partie (Amarun pour l'Équateur, l'association d'avocats pour la Bolivie et enfin l'ONG pour le Pérou) on constate que le retour définitif est un vecteur de transnationalisation des activités. On constate en effet que le retour physique des membres de ces structures associatives agit comme un catalyseur de circulations transnationales qu'il s'agisse d'informations (Bolivie), de biens (Pérou) ou de compétences (Équateur)[181]. La figure n°12 synthétise ces configurations spatiales. Chaque entité (I) est représentée en fonction de sa capacité à produire un espace de l'entre-deux. Cette figure envisage ainsi trois configurations possibles (cumulables) dans lesquelles le retour définitif permet au projet transnational de se mettre en place.

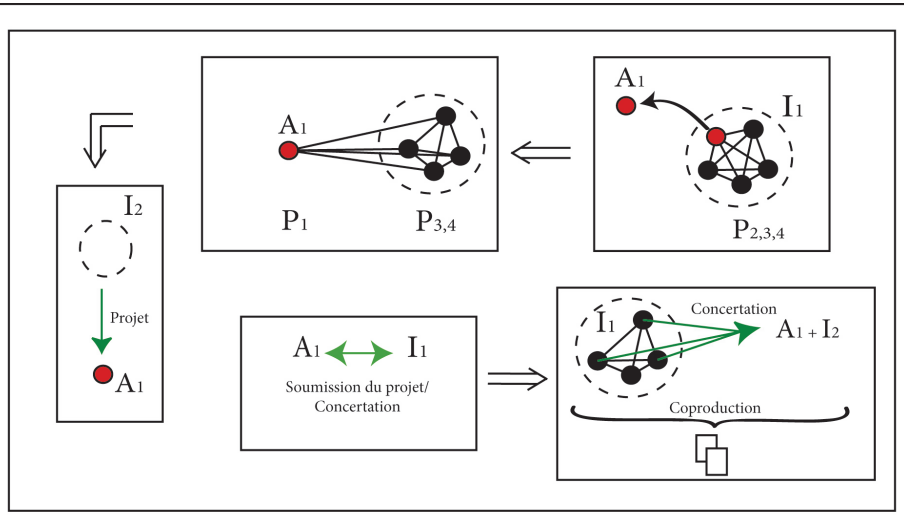
[181] Nous précisons toutefois que ces pratiques transnationales restent à consolider et sont en cours de construction. La figure n°12 permet alors de considérer schématiquement les pratiques et projets observés à partir des cas étudiés. Elle permet d'envisager, ainsi, l'ensemble des formes de transnationalisation permises par les migrations de retour définitif.

Figure n°12 : *Production et usages de l'entre-deux par l'associatif migrant*

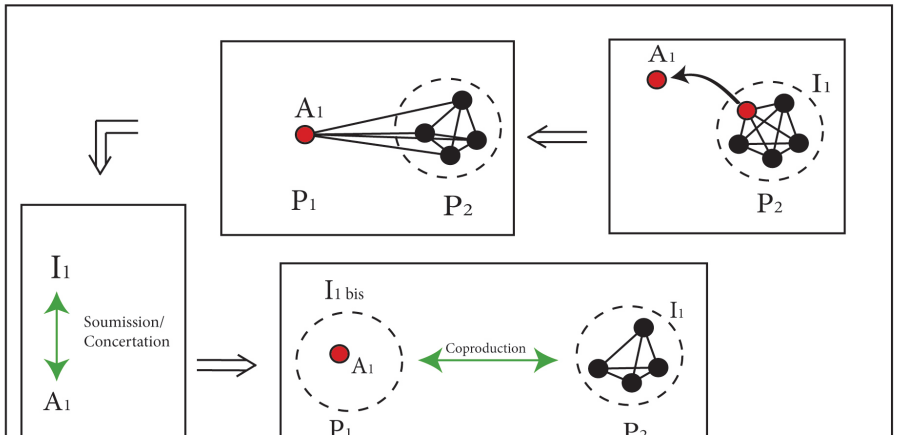
La figure suivante compile les trois exemples développés précédemment. Ici les entités, pays concernés, acteurs et flux sont représentés selon une codification qu'il convient d'expliciter.

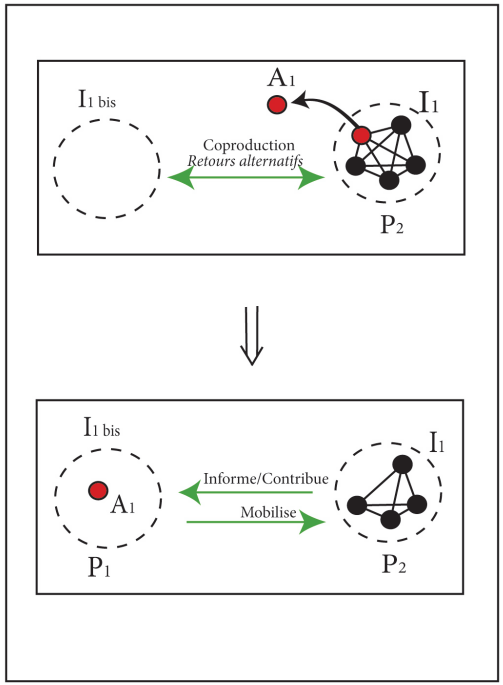


1- Mise à contribution de la diaspora par le retour définitif d'un membre de l'association
2- Transnationalisation de l'association par retour définitif d'un des membres et production d'une infrastructure inexistante
3- Transnationalisation des projets par le retour d'un membre et son intégration dans une infrastructure déjà existante



Configuration n°1





Configuration n°3

2.2. Produire la continuité dans l'effort de développement

Précédemment, nous avons montré que le retour définitif lorsqu'il s'accompagne du retour alternatif est bénéfique aux circulations transnationales. De la sorte, on en déduit qu'il existe une complémentarité entre ces deux formes de retour. Dans la première partie de ce chapitre, dans le cadre de l'étude des retours alternatifs, nous montrions que les pays européens interviennent dans la production de retours. Ici, nous approfondirons l'idée d'une articulation du retour alternatif au retour définitif et nous montrerons comment le retour définitif est porteur de circulations bipolarisées. Pour cela, il nous faut changer de niveau d'analyse et mobiliser l'échelle étatique. En effet, il semblerait que les pays européens interviennent dans le retour définitif des migrants et qu'ils soient déterminants dans la production d'associations de migrants de retour.

Le cas allemand est particulièrement intéressant et nous cherchons à le détailler. La stratégie adoptée par l'Allemagne consiste à intégrer la gestion des flux migratoires qualifiés à la politique de coopération technique allemande. C'est pourquoi les institutions fournissent une aide substantielle aux migrants qui souhaitent retourner dans leur pays d'origine. Afin de comprendre l'implication des aides fournies par l'État allemand dans la mise en place d'un tissu associatif du retour dans les pays d'origine, nous utiliserons les évidences empiriques relevées sur le terrain effectué en Amérique Latine. Au moyen d'une présentation du programme d'aide au retour des migrants, nous montrerons comment les structures associatives du retour peuvent être mobilisées par les pays d'accueil, et comment elles peuvent servir au maintien de solidarités transnationales et au renforcement des relations bilatérales.

Le programme de retour des experts du gouvernement allemand centralise l'aide fournie aux migrants désireux de se réinstaller dans leur pays d'origine et remplissant les conditions d'éligibilité[182]. Ce programme consiste à apporter un support informationnel et financier aux migrants. En Bolivie, ce programme est géré par une association de migrants de retour d'Allemagne. Dans les trois autres pays c'est le CIM qui s'en charge directement.

[182] Il faut que le migrant soit originaire d'un pays en développement ou émergent, qu'il ait effectué sa formation universitaire en Allemagne (ou dans un autre pays de l'OCDE) ou qu'il ait une expérience de deux années dans l'un de ces pays. Il doit en outre être résident en Allemagne au moment de sa candidature.

L'histoire de l'aide au retour, sous-tendue par une logique de compensation au *brain drain,* a près de 40 ans. Rapidement récupéré par l'OIM, il faut reconnaître la précocité de l'engagement allemand dans ces dispositifs d'appui dès le début des années 1970. En effet, dès les années 1970, l'initiative LARAP[183] de la République Fédérale d'Allemagne qui consistait à veiller au retour des migrants qualifiés démontre les préoccupations naissantes pour la fuite des cerveaux dans les pays du Sud. Ce programme a permis d'inspirer l'OIM dans ses activités[184]. Depuis 2000, ce programme, qui était financé par le Ministère du travail, n'existe plus. En revanche, le gouvernement allemand pilote un nouveau programme de retour : le programme de « retour des experts » du Centre pour la migration internationale et le développement (CIM Centrum für Internationale Migration und Entwicklung). Géré par l'Agence de coopération internationale pour le développement (GIZ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), l'Agence Fédérale pour l'Emploi (BA Bundesagentur Für Arbeit) et le Service de placement International (ZAV Zentrale Auslands- und Fachvermittlung), il est financé par le Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement (BMZ Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung). Ce programme est administré par le CIM directement ou peut être délégué aux associations de migrants de retour, tel que c'est le cas en Bolivie : le programme est géré par l'association AABA – Asociacion de Amistad Boliviano-Alemana, dont la coordinatrice – Cintia R. – est employée par la GIZ afin de maintenir ce programme en place[185].

La mobilisation associative pour contribuer à l'effort de développement

La coopération germano-bolivienne est la plus aboutie des quatre pays à l'étude, en termes de mobilisation de la structure associative pour l'aide au retour des migrants qualifiés. Cette structure associative a été créée en 1995, en prenant appui sur l'expérience chilienne de

[183] LARAP «Programme d'Assistance et de Réintégration des Latino-Américains ».

[184] Il s'agissait alors du CIME « Comité Intergouvernemental pour les Migrations Européennes ». En novembre 1976 a eu lieu la première conférence en Amérique Latine intitulée « Les transferts technologiques par les migrations » et consistaient à envisager les modalités de coopération Nord-Sud pour le retour des cerveaux.

[185] A présent le CIM tend à centraliser la gestion de son programme d'aide au retour des migrants, ce qui a pour conséquence de moins mobiliser les associations de migrants de retour. Comme les activités de l'association sont essentiellement centrées autour de l'aide au retour, on imagine une déstabilisation possible de l'association dans les prochaines années.

l'Association pour l'amitié germano-chilienne. Cette dernière avait, en effet, participé au retour des exilés chiliens. De cette manière, les anciens étudiants boliviens ont été incités à répliquer cette initiative dans leur pays. A présent, cette association anime la vie en réseau des retournés d'Allemagne et sert de pont entre l'Allemagne et la Bolivie puisqu'ils ont pour objectif d'assurer le retour des jeunes diplômés ou professionnels.

Les modalités de participation de l'association au programme de retour sont les suivantes :

- Des courts séjours en Allemagne : il s'agit de participer aux sessions d'informations organisés par le CIM et qui permettent aux migrants en Allemagne d'évaluer les opportunités de travail existantes dans leur pays d'origine et de prendre connaissances des dispositifs mis en place pour faciliter leur retour.

- Construction d'un réseau professionnel (principalement sur La Paz) pour aider les migrants à réintégrer le marché du travail de leur pays d'origine.

Afin d'assurer un retour réussi du migrant, le programme de retour s'appuie sur les réseaux sociaux locaux par l'intermédiaire des migrants retournés et fournit une aide économique en fonction des conditions salariales proposées par le poste. Il s'agit d'éviter l'échec du retour en offrant de meilleures conditions de travail : un poste en adéquation avec les compétences du migrant et une aide financière veillant aux bonnes conditions de travail et de vie. Cette prise de conscience est également française, au regard des études effectuées récemment par la section Relations extérieures du Bureau du Conseil économique et social. L'étude montrait, en 2000[186], qu'*« il est trop souvent oublié que le retour de compétences n'est concevable et ne peut réussir que lorsque ces compétences peuvent s'exercer dans un environnement adapté, particulièrement dans les secteurs des sciences et des technologies avancées. Dans le cas contraire, et si ce retour intervient, il prend souvent l'aspect d'une « reconversion » ».*

[186] En 2000, le Bureau du Conseil économique et social a confié aux Relations extérieures une étude intitulée « L'exode des compétences du Tiers-monde vers les pays développés : le cas des africains francophones et de la France ».

Extrait d'entretien n°20 : Entretien avec Cintia R., coordinatrice du programme du CIM (Retour des experts) géré par l'association AABA, le 2 juin 2011 à La Paz.

C. : D'un côté il y a la recherche d'emploi. C'est la première chose. En plus c'est urgent parce que quand une personne rentre d'Allemagne, trouver un travail c'est vraiment compliqué. Pour moi ça a duré longtemps et c'est encore pire si tu n'as pas tes racines ici ou des contacts. Moi je suis restée sept ans dehors, je n'ai pas étudié ici, je ne connais même pas la moitié des professionnels qui travaillent dans mon domaine. J'ai à peine fait le cours pour rentrer à l'université. J'ai eu la bourse et je suis partie. Donc je ne connaissais personne [quand je suis rentrée]. Tous mes amis qui avaient poursuivi le cours quand je suis rentrée d'Allemagne ils travaillaient déjà. Ils avaient des bonnes positions, un qui était avec tel professeur, un autre avec telle institution, ils avaient tout devant eux et moi j'étais comme un satellite. [...] C'est pour ça que l'un des services que l'on propose est d'aider à la recherche d'emploi. Une fois que la personne a trouvé un emploi [elle perçoit une aide en fonction de son emploi]. Les postes prioritaires sont en fonction des objectifs du millénaire pour le développement, la pauvreté et d'autres thèmes que la coopération allemande traite en Bolivie comme l'eau, l'agriculture durable, la modernisation de l'État et le renforcement de la démocratie. Donc tous les professionnels ne peuvent pas être aidés par le programme.

Le témoignage ci-dessus (extrait d'entretien n°20) révèle que le manque de réseau social dans le pays d'origine pénalise le retour des migrants. C'est pourquoi il est nécessaire, dans certains cas, d'intervenir tel que le CIM s'engage à le faire. En revanche, il s'agit ici d'une politique qui corrige la désocialisation du migrant mais qui ne la prévient pas. De sorte qu'il s'agit d'une aide ponctuelle pour le retour du migrant et non d'une démarche sur le long terme. Cette dernière demanderait en effet de faire interagir systématiquement le secteur privé et public avec la diaspora. Ceci aurait pour conséquence la réduction du rôle de l'État. Aussi, parce qu'elle autorise les migrants à retourner dans de bonnes conditions salariales et professionnelles, cette forme de coopération se doit d'être maintenue mais se devrait d'être

complétée par d'autres formes plus continues, plus circulatoires, en favorisant les échanges transnationaux par le bas.

Comme nous l'avons constaté dans ce chapitre, les liens transnationaux facilités par les pays européens consistent à assurer une formation continue aux migrants retournés, et à favoriser le retour des qualifiés dans leur pays d'origine. Toutefois, cet appui institutionnel rend les activités transnationales dépendantes de fonds et conduit à la mise sous tutelle d'une grande partie du système associatif migrant. En effet, les circulations humaines et informationnelles restent aux mains des institutions puisqu'elles sont les seules à financer ces activités. Par conséquent, en faisant l'objet d'une politique migratoire, les retours alternatifs et définitifs perdent leur autonomie et ne bénéficient pas toujours aux dynamiques sociales transnationales.

L'impact de la centralisation sur les dynamiques par le bas :

Nous observons que les retours, lorsqu'ils répondent d'une politique gouvernementale de coopération au développement, perdent leur autonomie et ne profitent pas au façonnement d'espaces transnationaux. Nous confirmons cette observation par une analyse des liens interinstitutionnels des structures associatives des migrants retournés d'Allemagne dans les Andes. Le tableau n°15 présente les structures associatives et leurs liens avec des structures associatives, les institutions et les universités et/ou centres de recherche. Notre analyse, quant à elle, se structure sur trois catégories : les institutions gouvernementales, les associations de migrants de retour, associations de migrants dans le pays d'accueil. L'information est à nouveau tirée de nos entretiens dans les Andes auprès des dirigeants associatifs.

Ces liens, détaillés dans le tableau n°15, nous permettent de dresser les constats suivants :

1. Dans tous les cas observés, aucune structure associative de migrants de retour en Colombie, Équateur, Pérou ou Bolivie ne mobilise une autre structure associative de migrants en Europe dans le cadre de la mise en place d'activités. Il s'agit de l'étude des liens des associations AABA à La Paz, ABED à La Paz, AEXA à Quito, ASPREA à Bogota, ASPA à Medellin et ALCOPA à Lima.

2. En moyenne, près de la moitié des liens interinstitutionnels concernent des institutions gouvernementales allemandes. Aussi près d'un lien interinstitutionnel sur deux est le résultat direct de la politique allemande de coopération et la quasi-totalité des liens est dû au réseau développé par la politique allemande (liens interinstitutionnels avec d'autres associations de latino-américains de retour d'Allemagne)

3. Un lien interinstitutionnel sur trois résulte des solidarités entre associations de migrants retournés d'Allemagne en Amérique Latine.

4. Dans un seul cas, on constate un lien interinstitutionnel avec une structure associative de migrants en Allemagne. C'est le cas de l'association de Bogota, ASPREA. Il s'agit en effet du « cercle des étudiants Germano-Colombiens », CIRCA, groupe non formel existant à Munich. Cette connaissance non formalisée n'est cependant rien d'autre qu'un contact par des proches qui résident à Munich mais ne représente rien de continu dans le temps et dans l'espace[187]. Ce groupe, connu pour ses activités plutôt culturelles ne peut donc pas être utilisé comme contact stratégique pour accélérer les circulations du savoir.

De cette manière, les structures associatives de migrants de retour dans les Andes sont très isolées du paysage associatif national, et sont plutôt rattachées aux réseaux globaux mis en place par les institutions allemandes : Alumni KIT, AlumniPortalDeutschland et GC21 notamment. Cela contraste avec les liens observés pour les structures associatives en Europe où seulement 18% des liens correspondent à une liaison institutionnelle[188]. Les entretiens sont donc révélateurs d'un ancrage « local » de l'associatif migrant mis sous tutelle administrative. Bien qu'appartenant à un réseau global, le principal champ d'action de leurs activités reste l'espace urbain dans lequel ils sont implantés (la capitale principalement), c'est pourquoi on parle ici d'ancrage local. Agissant sous le contrôle centralisé allemand[189], ces structures semblent alors jouer le rôle inattendu de délégation extérieure, d'ambassadrices, dans les pays en développement, et restent enfermées dans une structure associative sous tutelle allemande.

[187] Le président de cette association étant le seul interviewé à n'avoir réalisé qu'un stage de courte durée en Allemagne et non des études.

[188] 53% des liens avec des structures associatives, 16% avec le secteur privé, 13% avec le secteur R&D.

[189] Appui financier conditionné par l'auditoire (pourcentage minimum d'anciens étudiants en Allemagne, voire d'une institution en particulier comme le DAAD par exemple), droit de regard et d'accès aux informations en circulation de ces mêmes institutions (accès privilégié de ces institutions aux boites électroniques des associations …).

Tableau n°*15*: *la domination du système allemand dans les sociabilités.*

	Institutions allemandes et sous commandement allemand		Autres
	ONG/association/syndicat	Institutions Allemandes	
ASPA	Alexander Von Humboldt, ASPREA, Chambre de commerce Germano-colombienne, AABA, InWent	DED, WUS, Ambassade Allemande en Colombie, CIM, GIZ, DAAD, Université Technique de Munich (TUM)	Université Pontificale Bolivarienne, Université d'Antioquia
ASPREA	Alumni Portal Deutschland, RE@L, Chambre de commerce Germano-colombienne, Institut Goethe, autres AEVAS	GIZ, DAAD	CIRCA, réseau des étudiants colombiens à l'extérieur
AEXA	Alexander Von Humboldt, AEBCA, Alumni Kit, Alumni Italie, Alumni Israël,	GC21, Ambassade Allemande en Équateur, GIZ, DAAD Université Technique de Munich	Université centrale
ALCOPA	Institut Goethe, Carl Duisberg, ASEKAAD, RE@L	DAAD, GIZ, Ambassade Allemande à Lima, CIM	
ABED	Konrad Adenauer Stiftung, Friedrich Iberstiftung, Fondation Andres Bello, AABA, InWent		Association de traducteurs de Bolivie
AABA	RE@L, APD, Commission Brandt, Alexander Von Humboldt, Association de l'amitié germano-chilienne	GC21, GIZ, WUS, CIM, Colegio Aleman, DAAD, InWent	

L'intérêt des programmes institutionnels d'aide au retour définitif et de productions de programmes de coopération *via* des structures associatives post-migratoires réside dans le fait qu'elles permettent de combiner adroitement le retour définitif au retour alternatif. Dans ce cas, la mobilisation des migrants par des institutions européennes (Allemagne et Hollande) conduit au renforcement des circulations par la venue de professeurs dans les pays d'origine ainsi que le financement de mobilités vers l'Europe (mais aussi parfois vers d'autres pays d'Amérique Latine).

Dans les deux cas (production par le haut et par le bas), le retour définitif est utile pour établir un lien social qui dépasse les frontières. Ces liens sont donc bien porteurs de circulations du savoir. En revanche, on ne peut pas dire que ces deux formes de mobilisation du retour définitif soient toutes deux sources d'une véritable transnationalisation de l'espace d'action des migrants. Si le premier cas illustre la construction de systèmes sociaux transnationaux bénéfiques à l'élaboration de projets en commun, le deuxième cas rend compte d'une intervention financière conditionnant les retours définitifs et alternatifs ne permettant pas aux migrants de retour de tisser des liens avec d'autres expatriés. En ressort des contacts Nord-Sud qui divergent sur leur forme et leur conception. L'un par le bas est générateur de circulations transnationales, l'autre par le haut, générateur de dépendances et de circulations ascendantes et descendantes.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Temporalités

L'organisation de la société civile et des projets entrepris par celle-ci indiquent une plus forte propension à la transnationalisation, voire diasporisation du réseau d'acteurs au bénéfice de la production et/ou de transfert matériel ou immatériel de connaissances. En revanche, l'intervention étatique semble aller à l'encontre de cette diasporisation, en renfermant socialement la société civile sur elle-même et ne provoquant pas de circulation ni de nature transnationale, ni de nature diasporique, l'essentiel des échanges se faisant avec des citoyens d'origine étrangère, ressortissants des pays du Nord, et étant encadrés par les institutions gouvernementales (ou du moins sous leur commandement). Aussi, l'associatif migrant n'est pas garant dans tous les cas de circulations par le bas. En revanche, il est indispensable de prendre en compte la présence de ces acteurs qui agissent au compte de pays du Nord par délégation. Car en effet, si ces structures associatives, tel que le cas est illustré par les associations de retournés d'Allemagne dans les Andes, sont financièrement et institutionnellement dépendantes du noyau central en Allemagne, celles-ci ont commencé à déployer un réseau d'acteurs complémentaires qui pourraient à terme s'élargir au gré des connaissances de chacun. De plus, les efforts récents de la coopération Allemande semblent indiquer une prise de conscience de la part des décideurs politiques du trop plein organisationnel gravitant autour du thème migratoire, les institutions étant nombreuses à s'intéresser à ces précieux contacts retournés dans leur pays d'origine. Mais alors que la diaspora peut prendre un sens inattendu, du Nord vers le Sud, il serait intéressant d'articuler ces divers noyaux de socialisation afin d'alimenter directement des réseaux d'acteurs professionnels au bénéfice des pays d'origine. Les « chasses gardées » qui se traduisent par l'hypercentralisation du processus de mise en circulation de la connaissance sont donc vouées à disparaître, du moins à s'atténuer, laissant entrevoir la possibilité pour la société civile de produire son espace.

Le tableau n°16 reprend les divers éléments observés tout au long de ce chapitre, en faisant intervenir les modalités de retour ainsi que les types d'acteurs et les conséquences sur la géographie des circulations du savoir.

Tableau n°16 : *L'impact du retour sur les circulations du savoir*

	Société civile		Gouvernements	
	Manifestations	Effets	Manifestations	Effets
Retour définitif	Noeuds associatifs dans le pays d'origine et/ou jumelage associatif entre deux ou plusieurs pays.	Productions spatiales locales, transnationales et/ou diasporiques lors de mises en circulations bi- ou multi-polaires.	Associations de retour dans les pays d'origine dans un processus de décision centralisé.	Production d'un réseau hyper-centralisé contribuant à servir les politiques de développement et favoriser le retour définitif.
Retour alternatif	Usage des contacts dans le pays d'origine pour effectuer des cours séjours bénéfiques au maintien de la cohésion du groupe et la réalisation d'activités.	Productions spatiales transnationales et diasporiques dépendantes de la régularité des échanges.	Réseaux internationaux qui favorisent les retours alternatifs dans le pays d'accueil.	Maintien des flux Sud-Nord, renforcement de la ooopération technique traditionnelle (Nord-Sud).

Réalisation: C.CAPLAN 201

CONCLUSION

Seconde partie

En quête de structuration des flux par l'associatif migrant latino-américain, cette partie a été consacrée à l'étude du retour, y cherchant un potentiel de transnationalisation des structures associatives. Aussi avons-nous détaillé le rôle que peuvent avoir les différents types de retour sur les circulations (du savoir, des informations, des biens) et avons étudié les acteurs qui soutiennent ces retours, qu'ils soient individuels ou institutionnels. De cette façon, ce chapitre permet de mieux appréhender les productions spatiales entre pays d'origine et pays d'accueil, quels qu'en soient leurs acteurs.

Par la description des sociabilités qui construisent et sont construites par l'associatif migrant, cette seconde partie permet de révéler l'associatif migrant comme un marqueur des dynamiques sociales à l'œuvre ainsi que des stratégies adoptées par des acteurs individuels et institutionnels. En s'appuyant sur une temporalité en trois partie, les périodes pré- per- et post-migratoires, cette partie permet de mettre en œuvre une approche circulatoire des transferts et de mettre ainsi en évidence que les États interviennent pleinement dans les processus de socialisations transnationales. De cette façon, nous comprenons que l'espace associatif dépasse les limites géographiques, territorialisées, des États. L'espace de l'associatif migrant concerne, en effet, un espace plus vaste qui englobe l'ensemble des lieux pratiqués par les migrants, quelle que soit la phase migratoire dans laquelle ils se trouvent.

Marqueur de trajectoires migratoires passées, l'associatif migrant semble également tributaire des ressources et de ses principaux soutiens matériels et financiers. Ainsi, on a pu constater que les sociabilités pouvaient répondre des attentes des institutions ressources et non nécessairement de l'intérêt des membres et de leurs structures associatives.

Troisième Partie

MODES DE SPATIALISATION DE L'ASSOCIATIF MIGRANT EN EUROPE

Partie III

Introduction

L'associatif migrant est, comme les chapitres précédents l'ont établi, le résultat d'un processus de socialisation qui se construit tout au long du parcours migratoire. Aussi, avons-nous identifié l'associatif produit par les migrants qui résident en Europe et l'associatif produit par les migrants de retour dans leurs pays d'origine. Cette étude a permis de comprendre l'ensemble des acteurs intégrés au processus de socialisation Andes-Europe à l'œuvre actuellement. Dans cette troisième partie nous chercherons à documenter l'ancrage spatial des dynamiques sociales qui prennent corps dans l'espace géographique européen, au moyen d'une étude approfondie des dynamiques de socialisation des structures associatives localisées dans les trois pays européens de l'étude (Allemagne, Espagne et France).

En posant notre regard sur les structures associatives localisées en Europe nous étudierons les logiques de proximité qui permettent aux liens interindividuels et interinstitutionnels de se construire et de perdurer. Pour cela nous envisagerons les facteurs de production et de consolidation de ces liens en nous intéressant aux acteurs externes, situés dans le pays d'origine, aux acteurs locaux de l'associatif dans le pays d'accueil ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour faciliter l'interaction sociale à distance.

Souhaitant étudier les régimes de proximité profitables à l'associatif migrant et donc aux socialisations en migration, cette partie permettra de comprendre les enjeux de la mobilisation d'acteurs à distance. En décrivant méthodiquement comment les proximités spatiales et sociales se complètent dans le cas de l'associatif migrant, cette partie révèlera que le « 2.0 » est loin d'avoir remplacé l'interaction sociale directe.

En révélant la prépondérance du local et l'intérêt des acteurs pour le global, cette partie permettra d'aller au delà d'une apparence schizophrénique de l'associatif migrant en montrant que l'ancrage local peut être bénéfique à une configuration diasporique du lien social et donc à

des circulations migratoires ancrées dans une logique de multipolarité. Aussi, d'une mise en évidence de l'importance du local et de l'interaction physique dans la production sociale (chapitre V), nous veillerons à rendre compte des pratiques de l'espace local par les structures associatives en détaillant comment les structures associatives exploitent des réseaux d'acteurs locaux et comment ces réseaux d'acteurs locaux permettent aux structures associatives de s'imbriquer, pour certaines, dans des dynamiques diasporiques (chapitre VI).

CHAPITRE V

L'ESPACE DE PROJET : UN ESPACE SOUS DEPENDANCE INTERACTIONNELLE

Amplement documenté, l'usage des nouvelles technologies apparaît comme un vecteur de socialisation diasporique et d'accélération des pratiques transnationales [Tarrius, Diminescu 2010[190] ; Turner, 2006]. Dans ce sens, on comprend l'action des États et des agences intergouvernementales consistant à soutenir la création de dispositifs d'interactions assistées par ordinateurs (que l'on nommera INTAO). En ressort une intensification des usages de l'espace numérique laissant présager une intensification des échanges entre les pôles des diasporas. Pourtant, ce chapitre montrera que les sociabilités restent principalement conditionnées par des interactions physiques, mettant au défi les politiques diasporiques actuelles. Aussi, ce chapitre consistera à comprendre les modes de spatialisation des structures associatives et, dans le même temps, de connaître sous quelles conditions l'espace numérique peut-il devenir un espace de relations diasporiques durable.

Pour mener à bien cette analyse, nous reprendrons tous les éléments utiles à l'analyse de la spatialisation des structures associatives étudiées. Nous analyserons tout d'abord la spatialité nominale, reflet de la dimension spatiale que les membres et dirigeants associatifs souhaitent donner à leur structure associative. Nous veillerons, ensuite, à spatialiser les liens intra- et inter-institutionnels des structures associatives étudiées afin de livrer une analyse qualitative des espaces sociaux et géographiques pratiqués[191]. Ces deux premières parties

[190] Émission du 23 Avril 2010, France Culture, Place de la Toile « Migrants connectés » suite à la journée de réflexion et d'échange d'expériences sur les usages des TIC dans les migrations (Greta du Velay et programme TIC migrations de la FMSH) au Puy en Velay, Juin 2009.

[191] Nous choisissons ici de personnifier notre approche de la spatialisation de l'associatif migrant qualifié puisque l'on suppose que ce sont les acteurs qui animent la structure associative. Cette supposition est

permettront de comprendre que l'espace local reste l'espace privilégié par les structures associatives. C'est pourquoi ces deux parties se complèteront d'une troisième, questionnant alors le rôle de l'espace numérique dans la production de sociabilités en migration. De cette façon, ce chapitre V révèlera l'importance prise par les imbrications spatiales dans les rapports sociaux.

I| Les contours physiques et humains de l'associatif migrant : de l'espace d'auto-identification à l'espace des pratiques

L'étude de l'associatif migrant andin révèle son extrême diversité. Cette diversité est à la fois une grande richesse mais aussi une source d'obstacle pour mener à bien l'observation de son contenu et de ses limites. Ces difficultés se reflètent parfaitement dans la « théorie de l'iceberg » [Meyer, 2013][192]. Elles conduisent à comprendre l'utilité du terrain dans la recherche en sciences humaines et sociales. Les terrains «numérique» et « physique » sont indispensables à l'étude du contenu social et du support géographique des collectifs professionnels migrants. Le chercheur est donc obligé d'effectuer à la fois des consultations sur Internet et dans l'espace physique, puisque fortement imbriqués.

Contrairement à l'approche par le terrain « physique » uniquement, l'usage de l'espace numérique permet au chercheur d'observer des phénomènes (ou processus) d'exclusions et de recueillir des informations pouvant lui être cachées par son interlocuteur. L'espace physique, quant à lui, livre des informations pour les structures associatives qui n'existent pas dans l'espace numérique[193]. Aussi espaces numérique et physique ne peuvent être dissociés, du moins pour cette étude.

---

d'autant plus valable que nous avons montré que les structures associatives sont majoritairement de petite dimension. Aussi nous parlons de « pratique » de l'espace.

[192] En comparant les données de la société civile à un iceberg, on comprend que le domaine du visible (réseaux connus) correspondrait à la partie émergée, tandis que la partie immergée correspondrait à l'ensemble d'un monde invisible et donc quasi « insoupçonné ».

[193] Sauf coupures de journaux, Journaux Officiels etc. Mais là aussi la limite peut être l'acquisition des coordonnées des personnes et engendrer une perte de temps par la recension d'un grand nombre d'associations non existantes à ce jour.

Dans cette partie, l'intérêt va particulièrement aux interprétations de l'espace par les structures associatives et à leurs pratiques dans l'espace. Dans ce sens on utilisera les termes d'espace d'auto-identification et d'espace des pratiques. Il s'agira, par conséquent, de travailler sur l'espace que souhaitent mobiliser et investir les structures associatives des migrants et d'en vérifier l'adéquation avec l'espace pratiqué par celles-ci. Ce travail se fera par une analyse du « discours » : celui de la dénomination[194], avant de laisser place à une analyse comparée du discours et des pratiques spatiales.

1.1. Un espace internationalisé ?

Rendre compte des représentations mentales des migrants et de leurs organisations, appelle nécessairement à analyser le discours. Cet effort d'appropriation de l'espace par les collectifs migrants, on choisit ici de l'analyser à partir de l' « auto-désignation » des structures associatives. Autrement dit, c'est à partir du nom des structures associatives que l'on tente de décrypter l'espace auquel elles s'identifient. L'auto-désignation nous renseigne alors sur les espaces sociaux et géographiques que les structures associatives entendent mobiliser.

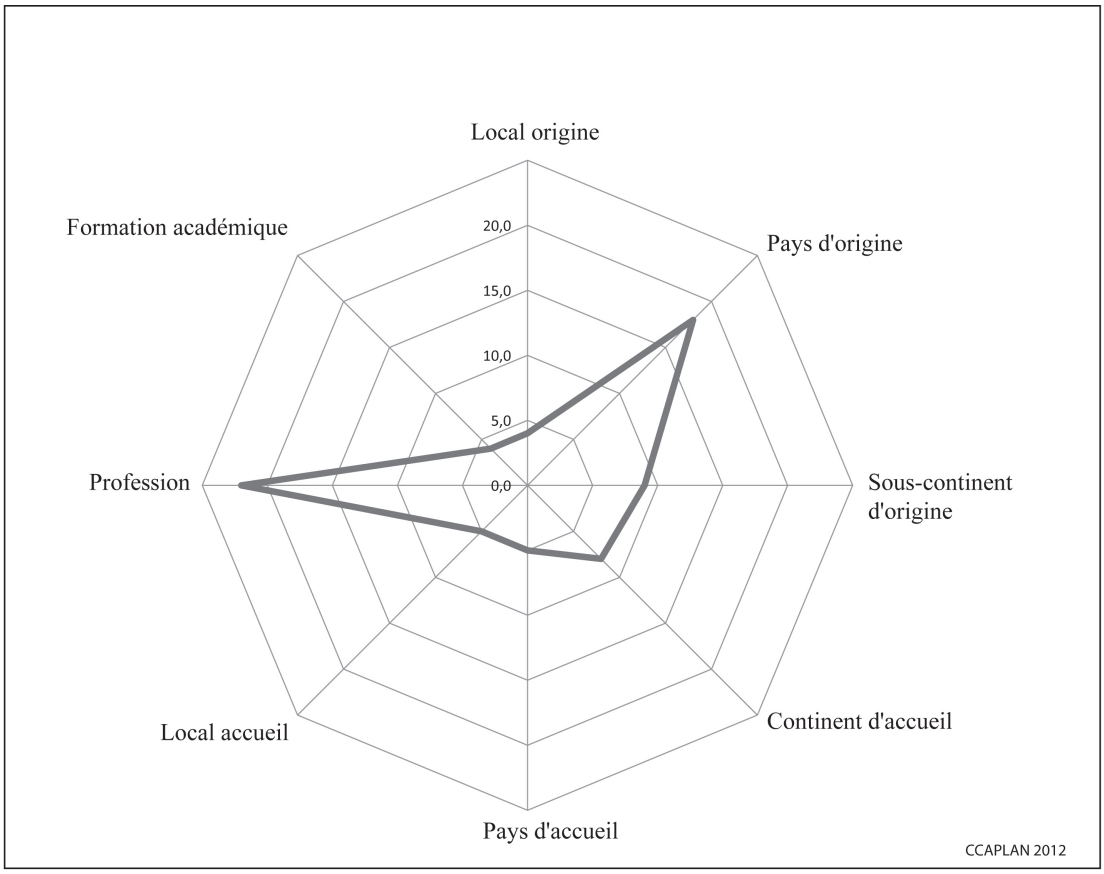
Exemple : l'Association de médecins péruviens à Barcelone AMEPEBA. Cette méthode repose sur l'hypothèse que les espaces sociaux géographiques (« médecins » « péruviens » « Barcelone ») sont d'abord des espaces auxquels les migrants s'identifient avant d'être des espaces qu'ils pratiquent. Cela revient à dire que l'on suppose que l'espace est, dans un premier temps, symboliquement approprié, avant qu'il ne soit utilisé comme ressource (humaine, matérielle). C'est pourquoi cette première partie, en s'appuyant sur l'hypothèse de la désignation comme désir d'appropriation socio-spatial, tend à révéler les espaces dans lesquels les collectifs souhaitent (ambitionnent de) se mouvoir ou se meuvent.

La figure suivante représente les dimensions socio-spatiales de la spatialité nominale[195]. On y distingue quatre différents critères d'identification géographiques et sociaux.

[194] On choisit d'étudier la géographie des noms des structures associatives.

[195] A partir de la spatialité nominale, on entend mettre à jour l'espace des projections mentales des dirigeants associatifs (on rappelle qu'ici on se sert d'une personnification de la structure qui correspond bien aux réalités du terrain dans la mesure où les dirigeants d'origine restent les éléments centraux du pouvoir.

Figure n° 13 : *La spatialité nominale, en occurrences des marqueurs identitaires*



La figure n°13 traduit notre intérêt pour les marqueurs identitaires relevés sur les noms des structures associatives (effectué sur la totalité du corpus associatif identifié en Europe). Ces marqueurs identitaires ont été relevés et mis dans des catégories (marqueur identitaire géographique décliné par échelles et marqueur identitaire social). On constate, en observant cette figure, que le marqueur identitaire géographique[196] est le plus répandu, puisqu'on le retrouve dans 78% des cas. Il est fort utile de relever également que l'usage de la profession comme marqueur social est le plus utilisé parmi les structures associatives. De ces 78%, on remarque également que le marqueur géographique est généralement situé à l'échelle du pays voire du continent d'origine (près de 30 occurrences). Ce premier résultat peut se traduire par deux hypothèses non exclusives l'une de l'autre :

[196] Dans le sens physique, topographique, du terme.

- L'hypothèse « nationaliste » (même si quelque peu rigide et déterministe) est vérifiée, c'est-à-dire que les migrants ont tendance à s'associer avec des professionnels de leur origine ;

- L'hypothèse « bibliométrique », c'est-à-dire que la méthode de recherche renforce le *biais de l'iceberg*, faisant majoritairement apparaître les structures associatives qui correspondent aux critères de recherche (mots clés utilisés pour la recherche sur le web).

1.2. La spatialité nominale comme espace de l'utopie

L'usage des termes n'est pas un acte anodin et on le suppose acte raisonné. C'est pourquoi on s'intéresse à l'usage de la toponymie et des noms propres[197] pour la désignation des collectifs. Comme nous le signalions auparavant, cela repose sur l'hypothèse que les spatialités des collectifs correspondent aux termes employés pour leur désignation. Autrement dit si une structure associative se donne pour espaces A et B (dans sa désignation) alors on imagine que A et B sont soit des aires de recrutement ou de projet.

On entend par spatialité nominale les contours physiques et sociaux que donnent à voir les collectifs[198]. Pour étudier cette spatialité, on reprend les données précédemment décrites et décryptées plus prosaïquement pour les intégrer dans un cadre plus fin d'analyse. On ne s'intéresse donc qu'à l'usage de la toponymie et des dérivés de noms propres. On s'interroge alors sur la réalité de pareilles configurations géographiques : est-ce un espace dans lequel les migrants se projettent et souhaitent appartenir ou est-ce un espace correspondant aux modes de spatialisation de la structure associative ? La géographie nominale se mettra donc au service d'une comparaison entre espace des projections mentales, relevant de l'auto-identification, et espace pratiqué en intégrant la dimension appropriée de l'espace. Qu'en est-il alors de cet espace dont nous ne percevons jusqu'à maintenant que les syllabes et les consonnes ?

197 Ou dérivés.

198 Toujours selon leur désignation.

Si plus de la moitié des indicateurs géographiques se justifie par l'identité ethno-nationale (ou ethno-régionale)[199] d'origine[200], c'est que la culture du collectif – professionnel – à l'échelle ethnique est bien une réalité. Bien entendu il est indispensable de mesurer l'impact des politiques locales sur la conformation du lien ethno-centré en migration (voir chapitre VI), dans la mesure où le lien ethnique n'est pas nécessairement le résultat du besoin de retrouver des pairs dans l'espace d'accueil. Aussi on reconnaît l'influence du cadre ethno-national/régional dans la constitution des collectifs sans pour autant être catégorique sur l'universalité du phénomène ni même sur les causes qui mènent à ce retranchement ethnocentriste. Ces résultats semblent du moins infirmer la thèse du détachement territorial des collectifs professionnels[201].

1.3. La spatialité nominale comme espace du réseau social

La spatialité nominale comme espace des projections mentales a permis d'engager la réflexion sur les liens possibles entre les espaces sociaux et les espaces physiques désirés et de confirmer l'importance de l'identité territorialisée dans l'associatif migrant qualifié andin (et plus largement latino-américain). Cette fois il convient de confronter la spatialité nominale des collectifs à la configuration réelle prise par les collectifs. L'objectif de cette sous-partie est alors de confronter l'espace d'auto-identification à l'espace des pratiques par le collectif. Pour cela on décide de confronter l'auto-identification aux dimensions socio-spatiales des collectifs, déduites de nos entretiens.

On suppose donc que la spatialité nominale, en traduisant l'usage des indicateurs sociaux et géographiques, pourrait nous renseigner sur l'espace social intra-institutionnel des collectifs.

---

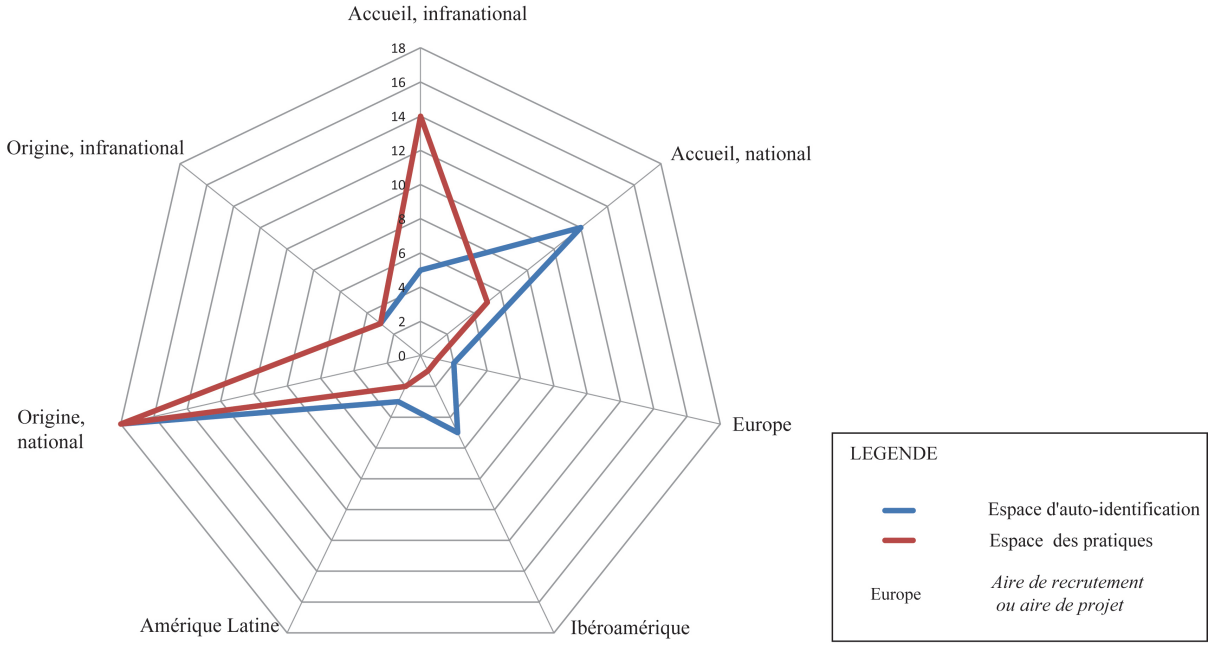
199 Le calcul peut se faire sous deux formes : la première c'est de calculer le nombre d'associations qui usent d'un critère d'identification géographique ethno-national (dans ce cas elles sont près de 63% à en user) ; la deuxième est de calculer le nombre de fois où un indicateur géographique fait référence à l'espace d'origine (au sens large c'est-à-dire jusqu'au sous-continent latino-américain), dans ce cas on remarque que 54% du total sont des indicateurs géographiques ethno-nationaux et/ou ethno-régionaux.

200 La communauté nationale est ici incluse dans la catégorie marqueur géographique dans la mesure où elle renvoie à un découpage administratif « Colombien », « Péruvien » etc.

201 Il importe toutefois de nuancer cette position. En effet l'échelle identitaire, sociogéographique, est bien plus macro-spatiale que micro-spatiale puisque le référent spatial utilisé se situe moins au niveau infranational que national voire supranational.

Cette confrontation des données répond à l'ambition principale d'étudier les espaces et les réseaux de l'associatif migrant andin. La configuration socio-spatiale des liens intra-institutionnels nous renseignerait les modes de spatialisation de l'espace associatif. En faisant appel à une analyse comparée des espaces d'auto-identification (spatialité nominale) et des pratiques, intra-institutionnels des structures associatives andines en Europe, cette partie consiste à infirmer l'hypothèse selon laquelle l'espace ressource intra-institutionnel peut se déduire de l'auto-désignation des collectifs.

Figure n°14 : *L'appropriation spatiale des structures associatives andines en Europe*



NB: On représente ici, toutes les structures associatives qui s'auto-désignent en fonction d'un espace social ou géographique déterminé. Celui-ci est alors comparé aux espaces géographiques et sociaux réellement mobilisés grâce aux comptes rendus d'entretiens.

Les données exposées dans le graphique ci-dessus nous éclairent sur la capacité des associations à atteindre les objectifs qu'elles se donnent. Ce graphique se construit à partir des données collectées sur le corpus associatif européen (35 structures associatives). En reprenant les marqueurs géographiques identifiés plus haut ce graphique compare **l'espace d'auto-identification** à **l'espace des pratiques effectives** (on utilise ici l'aire de recrutement et/ou l'aire de projet pour le définir, la partie suivante s'attardera sur l'aire d'organisation associée à l'aire de projet) au moyen de la synthèse des entretiens effectués : par exemple une

association qui doit fédérer le collectif Équatorien en Espagne « Association de dentistes équatoriens en Espagne » mais qui en réalité ne fédère que le collectif Équatorien sur la ville de Madrid produira une occurrence sur espace national d'accueil (Espagne) et une autre sur national origine (Equatoriens) pour la courbe bleue (espace d'auto-identification) puisque c'est un espace qu'elle se donne. Pour l'espace des pratiques effectives (courbe rouge), on verra apparaître une occurrence sur l'espace local d'accueil (Madrid) et une autre sur l'espace national d'origine (courbe rouge). On constate que les deux courbes peinent à coïncider (sauf en ce qui concerne le collectif national d'origine). Si généralement l'ambition des structures associatives est d'avoir un impact sur l'espace national d'accueil, les ressources humaines et matérielles démontrent généralement que c'est à l'échelle de la ville d'accueil que celles-ci se déploient. Aussi, peut-on en déduire une réduction du périmètre d'action entre l'espace d'auto-identification et l'espace des pratiques. Cela nous conduit à penser que les structures associatives éprouvent de grandes difficultés à répondre à leurs ambitions et/ou engagements.

Toutefois, il est clair que ce graphique est loin d'être suffisant, et c'est une critique méthodologique qui peut lui être adressée : en effet si les membres et les projets ont quelques difficultés à répondre des ambitions originelles des collectifs, ces derniers peuvent permettre de tisser des liens interinstitutionnels qui permettent d'inscrire les structures associatives dans des dynamiques en réseau et ainsi d'élargir l'espace ressource. Aussi une analyse des liens interinstitutionnels est nécessaire.

Une analyse cartographiée des espaces et réseaux de l'associatif migrant andin qualifié est donc indispensable. Pareille analyse doit toutefois relever le défi de rendre visible et lisible les espaces du lien dans leurs traductions en espaces de projets et en espaces de ressources.

2| *L'espace des pratiques : l'enjeu scalaire*.

La partie précédente s'est attachée à livrer une lecture de l'espace d'auto-identification des structures associatives et de montrer que la spatialité nominale ne correspond pas avec l'espace des pratiques effectives. Cette deuxième partie souhaite aller au-delà de cette comparaison et entend livrer une analyse des configurations spatiales prises par ces structures associatives au moyen d'une lecture des espaces sociaux et géographiques pratiqués. Aussi,

cette partie consistera à spatialiser et analyser l'espace des pratiques des structures associatives andines en Europe.

2.1. Produire une carte qualitative

La production cartographique en géographie sociale est confrontée à de nouvelles limites. La mondialisation et la réticularisation de l'espace compliquent la production de cartes au sens traditionnel du terme.

« *En effet, les caractéristiques du monde contemporain mettent en avant la notion de réseau, celle de métrique non euclidienne, le système et la superposition des espaces, alors que la cartographie classique s'est construite sur une base territoriale, euclidienne, hiérarchisée et exclusive* ». [202]

Une carte doit pouvoir représenter des phénomènes se spatialisant les uns par rapport aux autres, tout en reconsidérant le cadre figé des distances euclidiennes. En effet, jusque-là, les projections avaient été pensées pour « respecter » des proportions, tout en déformant des réalités. Le cartographe, en reconnaissant l'impossibilité d'une échelle 1 :1, laisse la possibilité de repenser la carte dont la principale vocation est de représenter des phénomènes en les situant les uns par rapport aux autres. Afin de répondre à cet objectif, on choisit de délaisser la rigidité pour plus de fluidité.

Prendre de telles libertés pourrait heurter. Car en effet la rigidité reste ancrée dans les représentations que se font les Hommes de la carte. En témoigne la définition du Petit Robert 2011, usant d'une interprétation de 1635 pour en donner une définition contemporaine[203]. Statique, la carte peine à suivre les évolutions du temps présent.

Dans cette partie, alors qu'il nous est impossible de respecter les cadres stricts d'une cartographie classique, notre production cartographique s'inspire d'avantage d'un style « auto-extensif » et qualitatif [Lévy, 2004]. Mais alors, comment se passer de distances euclidiennes pour situer les données les unes par rapport aux autres ? On fait le choix de

[202] « La géographie, c'est la cartographie » dans Sylvain Allemand, René-Eric Dagorn, Olivier Vilaça, (2005), La Géographique contemporaine », Idées reçues, 128 pages.

[203] « Représentation à l'échelle réduite de la surface totale ou partielle du globe terrestre ».

remplacer l'espace euclidien par des variables géographiques et sociétales utilisées dans cette recherche doctorale :

- **La variable territoriale** : le village, la ville ou le département/région (« infranational »), le pays (« national ») et la sous région du continent, le sous-continent ou continent (« supranational ») de l'espace d'origine et/ou de l'espace d'accueil (dans sa dimension globale).

- **La variable sociétale** : même origine ethno-nationale (« Origine »), même origine ethno-régionale (« Latino »), autres origine ethnique (« Autre »).

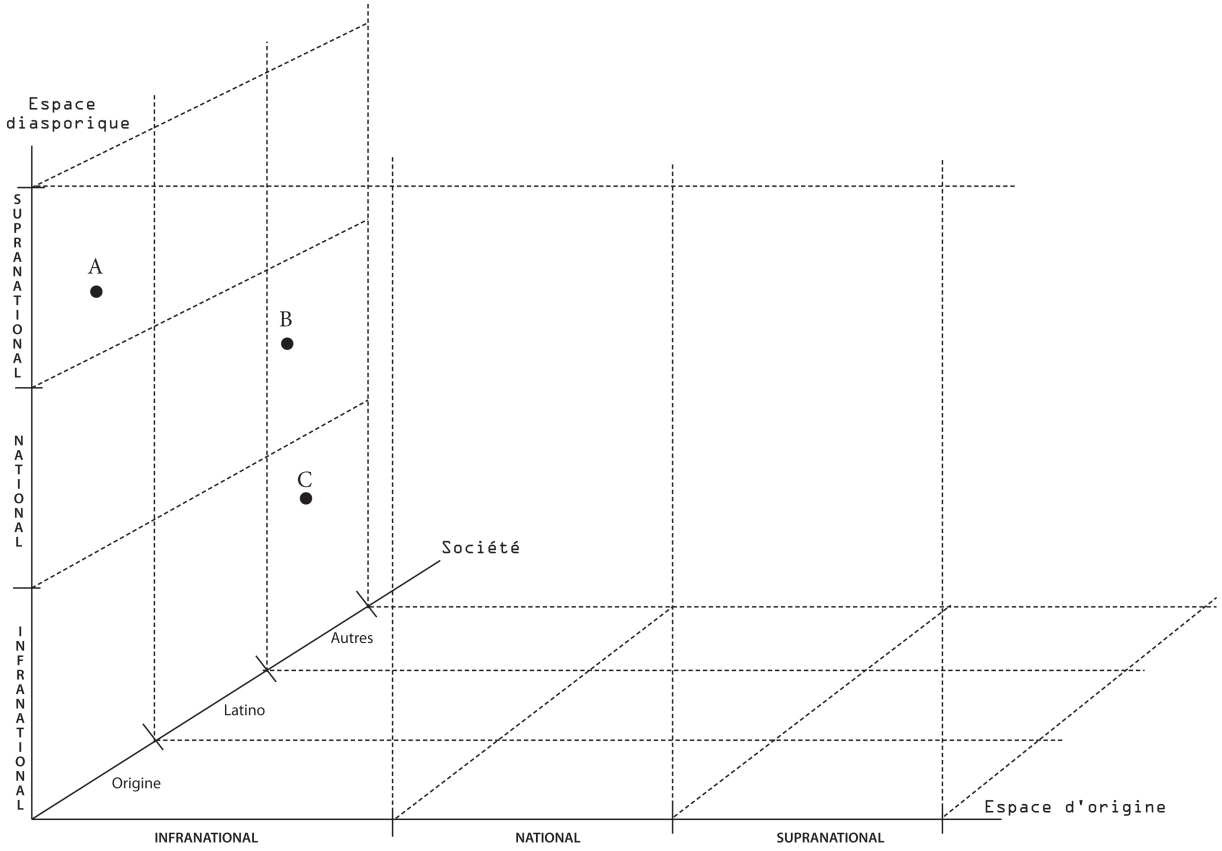
Les impératifs pratiques doivent toutefois s'adapter à la réalité géographique et sociale. C'est pourquoi il est nécessaire de représenter les liens interinstitutionnels dans un espace à trois dimensions : l'espace géographique d'origine, l'espace géographique d'accueil, le tout dépendant de la consistance « ethnique » des réseaux (variable sociétale). Aussi la dualité spatiale Accueil/Origine est retravaillée en trois dimensions afin de considérer tous les espaces dans lesquels les acteurs peuvent intervenir. On utilise ici l'expression d'espace diasporique de façon quasiment similaire à ce que l'on pourrait appeler l'espace de dispersion, à la différence que l'usage du terme « espace diasporique » sous-tend l'idée que les espaces dans lesquels se meuvent les collectifs ne correspondent pas uniquement à l'espace de dispersion de leur communauté ethnique d'origine. Cet usage comprend donc l'hypothèse que les liens ne se façonnent pas uniquement à l'intérieur même d'une seule communauté ethno-nationale.

Une cartographie qualitative

Comme nous l'avons fait remarquer précédemment, nous choisissons une cartographie de type « auto-extensif » et qualitatif et qui se passe des distances euclidiennes tel qu'elle est définit par Jacques Lévy. Le fond suivant représente l'espace en trois dimensions, « l'espace affine », dans lequel on cherche à faire figurer les liens interinstitutionnels des structures associatives dont il est question. On souhaite donc compléter la vision centrée sur l'espace intra-organisationnel des collectifs (adoptée dans la partie précédente) pour orienter l'étude

sur la caractérisation des espaces d'organisation et d'actions que se construisent les structures associatives en activant des liens avec d'autres institutions.

Figure n°15 : *L'espace affine de la cartographie qualitative*



Cette représentation tridimensionnelle consiste donc à faire figurer en abscisse (Axe X) l'espace d'origine, en ordonnée (Axe Y) l'espace diasporique, en cote (Axe Z) la société. **Les points servent à situer l'objet (l'institution) dans son rapport avec la structure associative qu'il convient d'analyser**. Ces graphiques permettent donc de représenter le lien interinstitutionnel et sa nature. Les coordonnées peuvent être lues de façon comparable aux repères orthonormés :

- Exemple 1 : A (X_0,Y_3,Z_1)
- Exemple 2 : B (X_0,Y_2,Z_3)
- Exemple 3 : C (X_0, Y_1, Z_3)

Lorsqu'un lien interinstitutionnel est porteur de projet(s) il est représenté par une triangulation de couleur. Plus il y a de triangles de couleurs, plus la structure associative produit des projets en partenariat avec d'autres structures.

2.2. L'espace du lien : cartographier le lien social et l'action

Avant d'entamer toute lecture cartographique, un avertissement doit être fait. Le transnational est englobé dans l'espace diasporique. En effet si X>0 alors Y=0 et au contraire si Y>0 alors X=0. Pourtant, une organisation pourrait autant se trouver dans l'espace diasporique que dans l'espace d'origine. Cette limite doit donc être prise en compte puisque les échelles utilisées permettent de spatialiser les liens interinstitutionnels par rapport à l'objet de référence et ne permet pas de spatialiser la propre configuration géographique des collectifs[204].

De même, nous souhaitons apporter des précisions sur les couleurs présentes dans les graphiques.

D'abord, les couleurs associées aux projets (polygones avec effet de transparence visibles sur les graphiques). Ces couleurs ne portent aucune signification et sont seulement à vocation esthétique. Elles permettant de mieux distinguer les différents projets puisque certaines structures associatives en ont plusieurs.

Ensuite les couleurs associées aux figurés ponctuels (les points). Normalement noirs, il s'agit des partenaires institutionnels de la structure associative. Toutefois nous avons voulu faire apparaître, également, les réseaux individuels des migrants (en bleu) lorsque, à l'échelle individuelle, ils avaient des projets. C'est notamment le cas pour REIP, lorsque nous sommes allés rendre visiste au responsable REIP en Allemagne (Munich). L'impact rouge concerne, quant à lui, deux situations particulières. La première pour Salon Peru. L'association est égale au projet en lui-même. On peut donc supposer que l'ensemble des liens sert à ce projet. D'autre part, dans le cas de l'association latinosoyuzniki, le figuré rouge signale un projet en cours.

[204] Ne figurent pas dans ce recueil les associations suivantes : ACII, Abel san martin de porres, ATSEE, CCPE, CPEB, Educandes, Asociaciones de Egresados (Uniandes, Uninorte, Externado), Asociacion de Doctores y licenciados Hispano-peruanos, Asociacion de Odontologos Ecuatorianos en Espana, UPIAC, Yo creo en Colombia, Red de Medicos Hispano-Peruanos, Red BPN, Teje, APIEE et AALEE. Soit parce qu'elles ne sont pas assez actives voire inactives, soit parce que leur consistance en réseau virtuel ne permet pas d'analyser les liens interinstitutionnel, soit (et de façon non exclusive) que les données disponibles ne permettent pas de cartographier correctement les liens. Un total de 17 associations a donc été sélectionné pour cette partie.

Tableau n°17 : Activités principales des 35 structures associatives en Europe

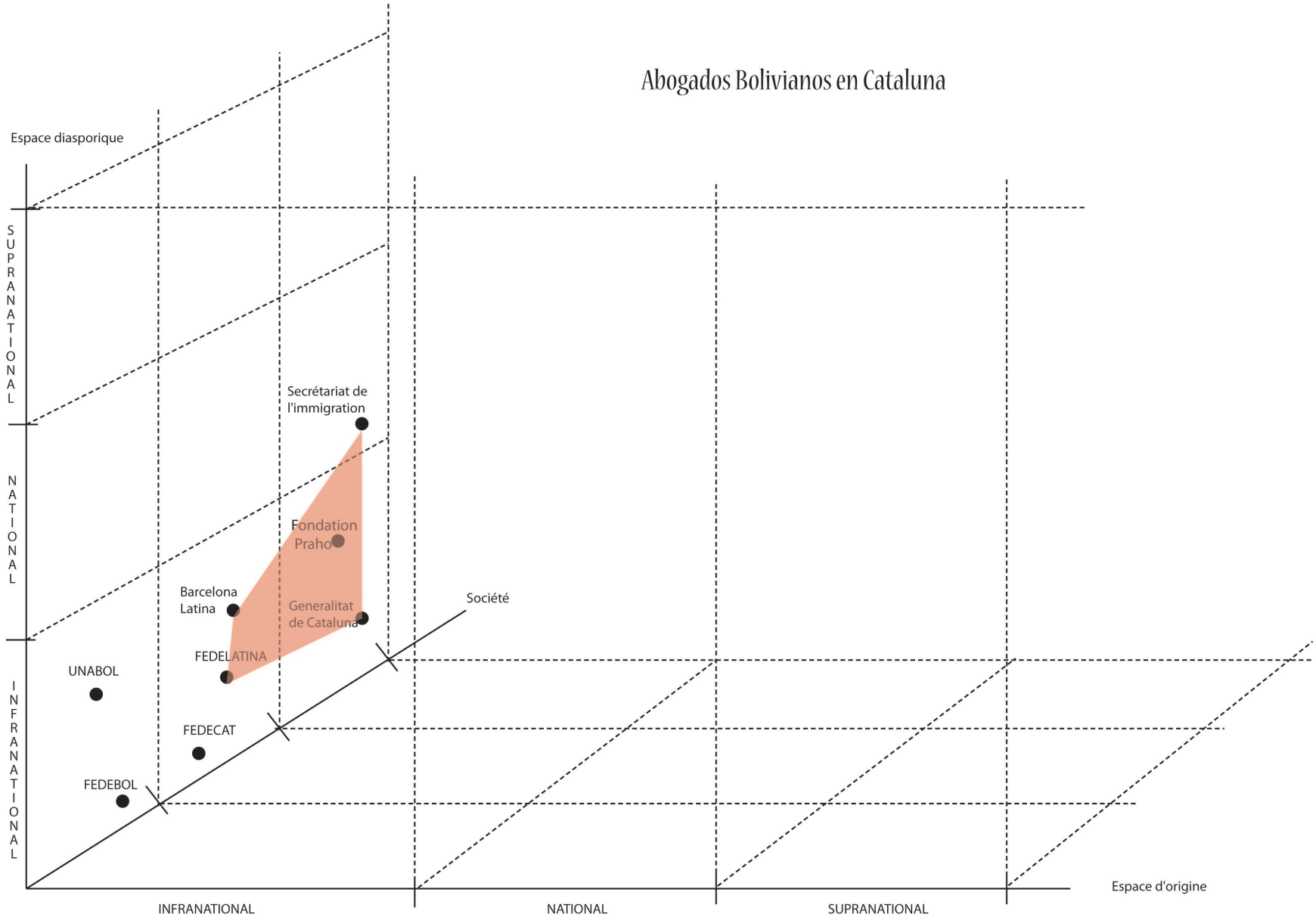
Nom association	Aire géographique	Activité / Objectifs
AALEE Asociación de Arquitectos Latinoamericanos en Europa España	Espagne	Réunions / diversification des compétences des péruviens, compétitivité
ABEL San martin de Porres	Madrid	Renforcer la coopération avec l'Université au Pérou
AIEPE Asociación de investigadores y Estudiantes Peruanos en España	Madrid	Journées sur l'immigration/Faciliter l'insertion des étudiants
Amarun	Europe-Amérique	Colloques, cours/ Transférer des connaissances et vulgariser les sciences
ONG Promoviendo	Madrid	Revue, cours / Formation aux entrepreneurs péruviens et latino-américains
APELA Asociación de Profesionales y Empresas Latinoamericanas	Madrid	Cours/ Formation aux entrepreneurs péruviens
API Asociacion de Profesionales Iberoamericanos	Madrid et Espagne	Réunions, interventions / groupement professionnel polyvalent
APIEE Asociación Peruana e Iberoamericana de Emprendedores en Europa	Madrid	Journées pour le commerce, le droit / Renforcer les échanges commerciaux
ASEPEF Asociación de Estudiantes Peruanos en Francia	Paris	Journées / Faciliter l'intégration des étudiants à Paris et en France
Asociación de abogados Bolivianos en Barcelona	Barcelone	Conseil juridique / Renforcer les connaissances des migrants sur leurs droits
Asociación de doctores y licenciados	Madrid	Transferts de matériel divers / Coopération
ATSEE Asociación de Trabajadoras Sociales Ecuatorianas en España	Madrid-Murcia	Réunions / Renforcement de la visibilité des travailleuses sociales équatoriennes
AYNI codesarollo	Madrid	Cours / Coopération au développement, entrepreneuriat
CCPE Cámara de Comercio de Perú en España	Madrid- Barcelone	Cours / Développement du commerce transnational, investissement
CEMIDEP Centro Multidisciplinario de investigación y desarrollo Perú	Madrid	Projets éducatifs / Renforcement de la capacité des écoles défavorisées
Colcrea Asociación de Estudiantes y creadores colombianos en Francia	Paris	Cours, réunions/ Aide à l'insertion des nouveaux arrivants
CPEB Comunidad de Profesionales Bolivianos en España	Barcelone	Réunions / Solidarité des entrepreneurs boliviens
Educandes	Paris	Envois / Transfert de matériel éducatif
Egresados Javeriana	Barcelone	Réunions fraternelles

Enlace Barcelona	Barcelone	Réunions, recherches / Participer aux recherches colombiennes
Externadistas en Francia	France	Réunions / Rassemblement des colombiens présents en France
FNMPE Federación Nacional de Médicos Peruanos en España	Espagne	Envois de matériel, conférences / Réseau de médecins pour coopération
Forum de abogados en España	Barcelone	Aide en ligne / Soutiens aux migrants dans leurs démarches
Iberoquipu	Madrid	Émissions radios, cours, envois divers / Coopération au développement
Latinosoyuzniki	Barcelone- Espagne	Appui aux constructions / Coopération au développement
Puya de Raimondi	Paris-Grenoble	Colloques, envois de matériel scientifique / Coopération scientifique
Red BPN Red de Bolivianos Profesionales	Suisse, France, Belgique	Partage de documents scientifiques / Coopération scientifique
RedEsColombia	Monde	divers
REIP Red Europea de Ingenieros Peruanos	Europe	Documents scientifiques / Réseau mondial
Salon Peru	Barcelone	Journées « Salon » pour la coopération Espagne-Pérou / Coopération bi-latérale
Teje Travailler Ensemble Jeunes et Engagés	France	Théâtre / Processus de paix en Colombie
Uniandinos en Francia	Paris	Réunions fraternelles / Réseau
Uninorte en Francia	Paris	Réunions fraternelles / Réseau
UPIAC – Union Profesional Iberoamericana de Catalunya	Barcelone	Aide à l'insertion
Yo creo en Colombia	Europe- Amérique	Séminaires / Coopération au développement

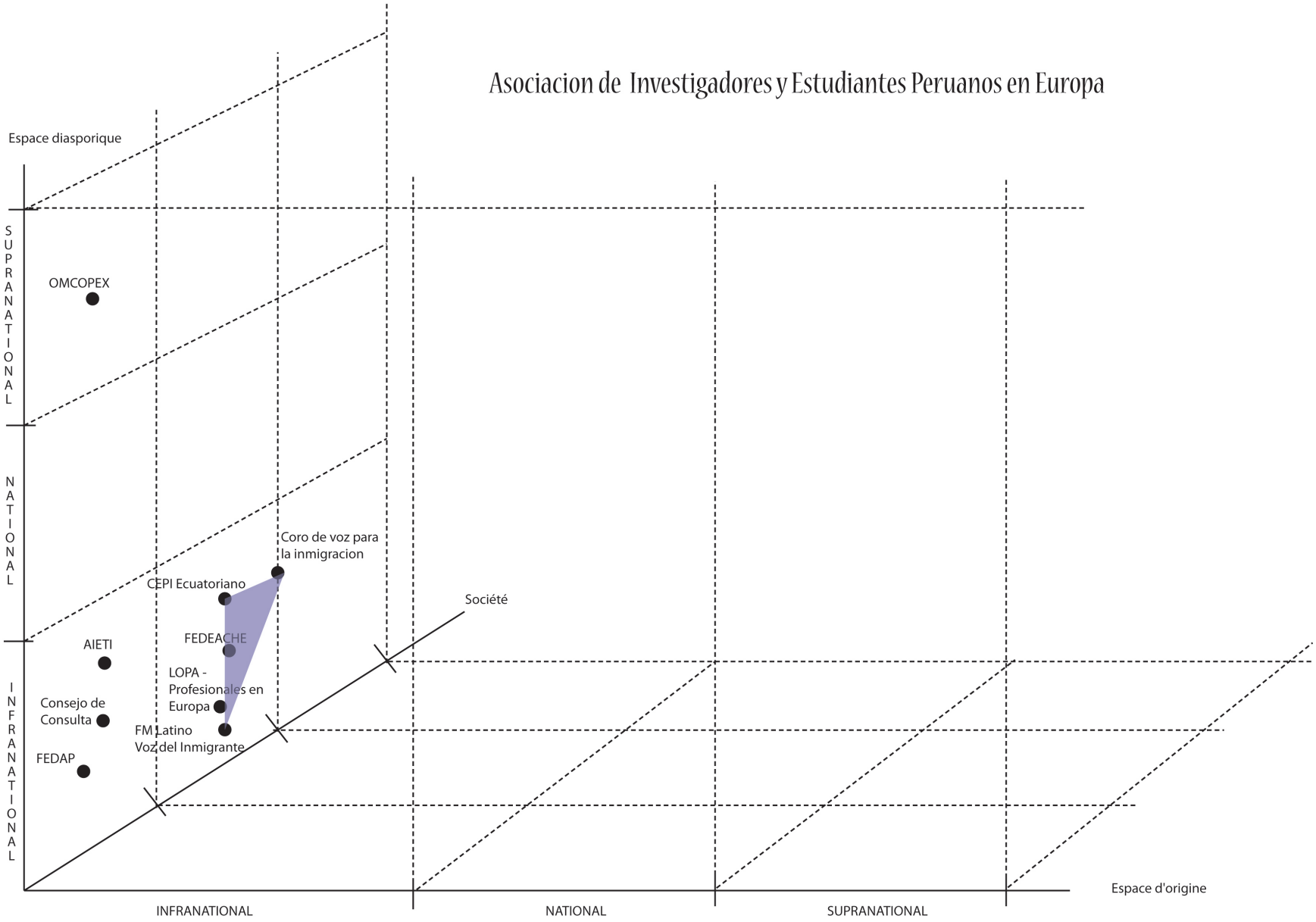
CARTOGRAPHIE QUALITATIVE

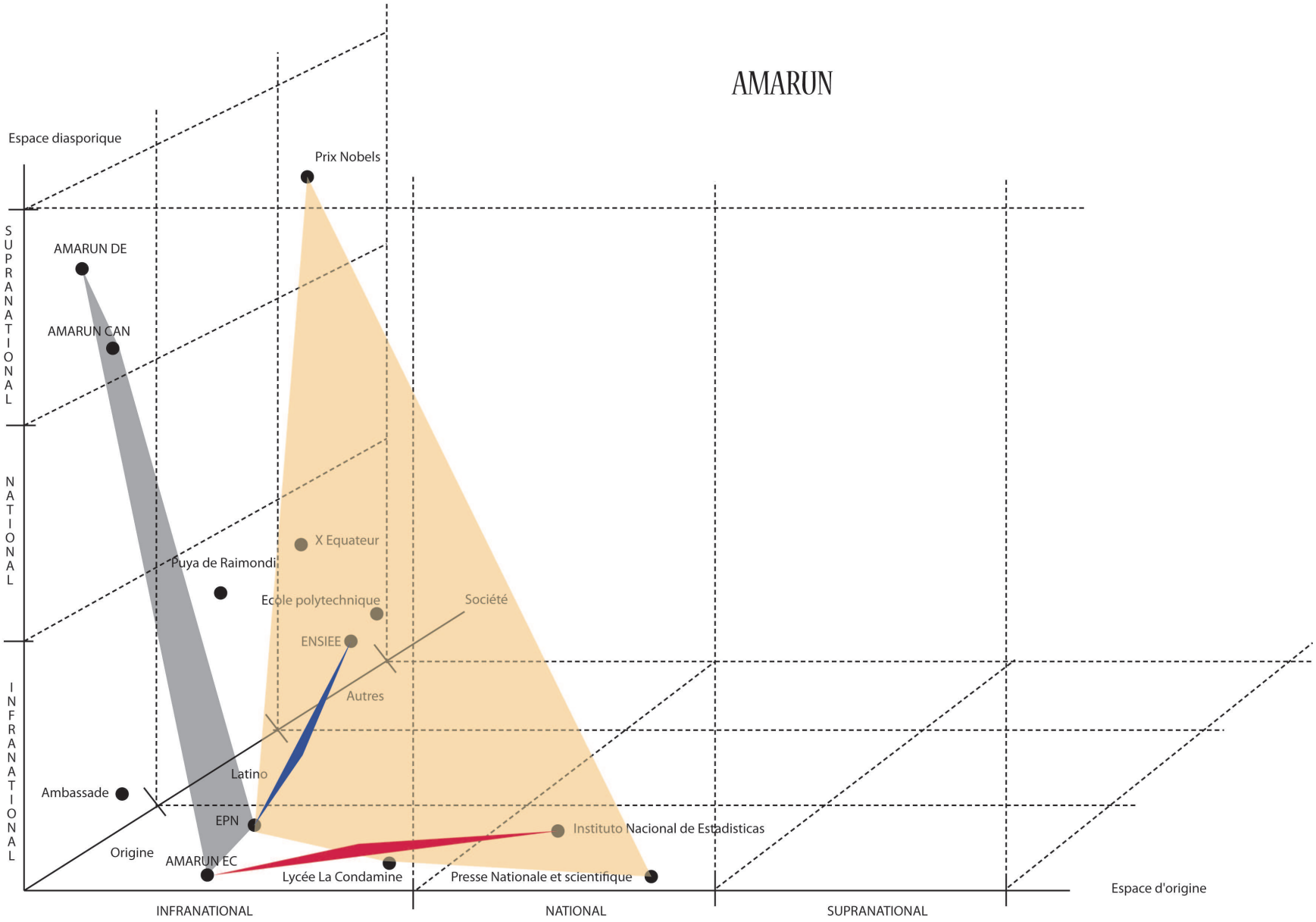
CORPUS DE CARTES

Abogados Bolivianos en Cataluna

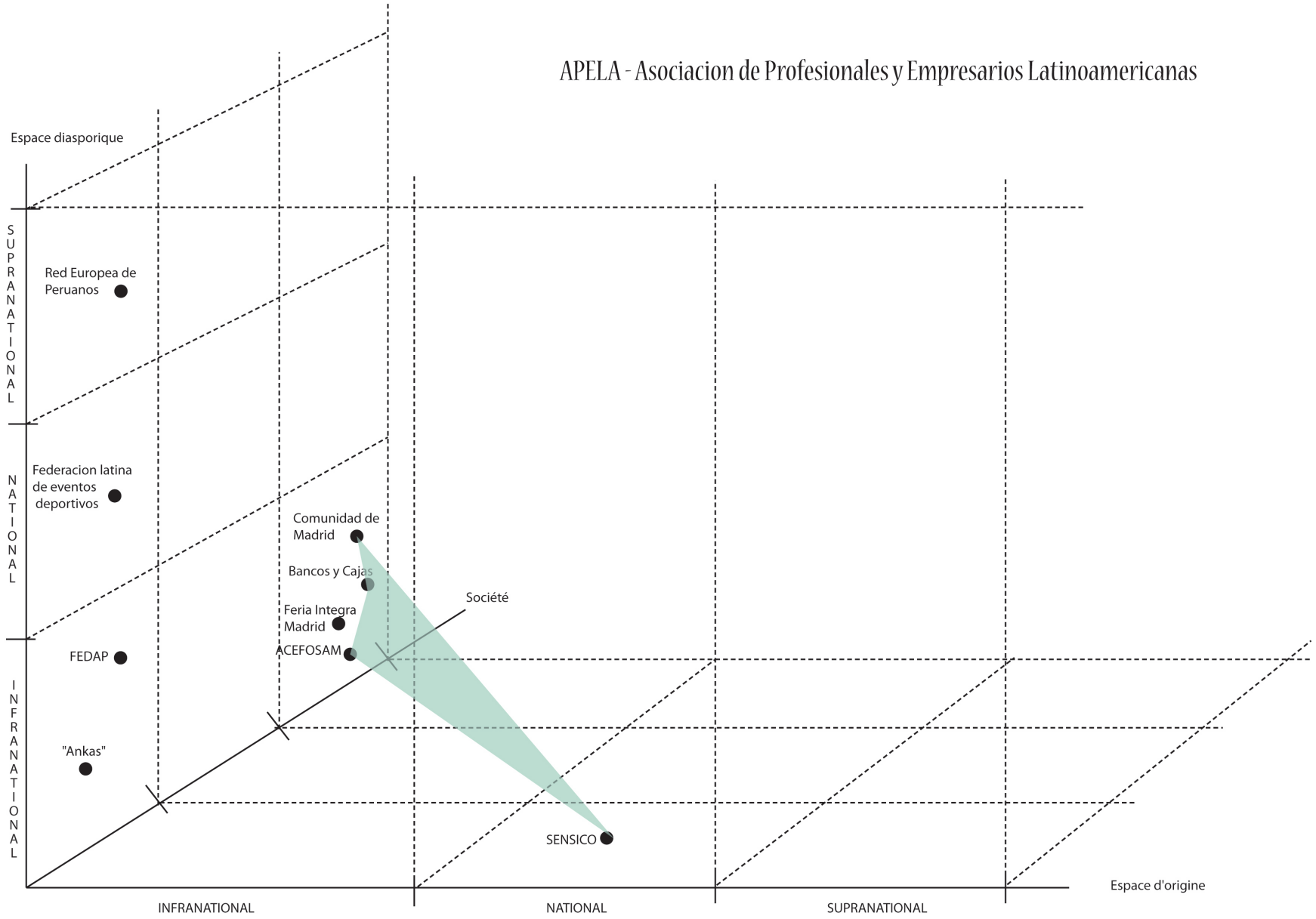


Asociacion de Investigadores y Estudiantes Peruanos en Europa

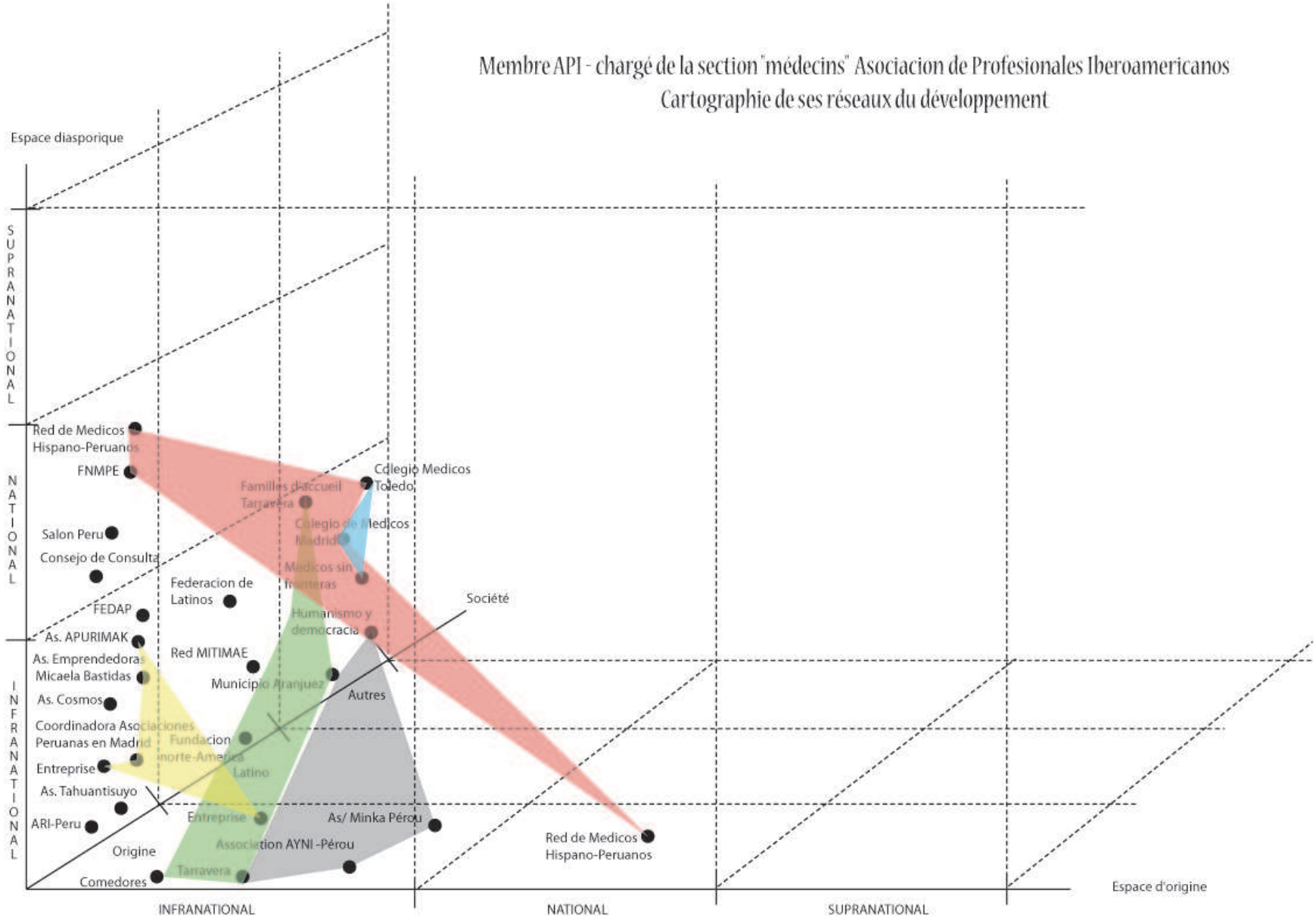



AMARUN
Espace diasporique
Prix Nobels
SUPRANATIONAL
AMARUN DE
AMARUN CAN
NATIONAL
X Equateur
Puya de Raimondi
Ecole polytechnique
Société
ENSIEE
Autres
INFRANATIONAL
Latino
Ambassade
EPN
Instituto Nacional de Estadisticas
Origine
AMARUN EC
Lycée La Condamine
Presse Nationale et scientifique
Espace d'origine
INFRANATIONAL
NATIONAL
SUPRANATIONAL

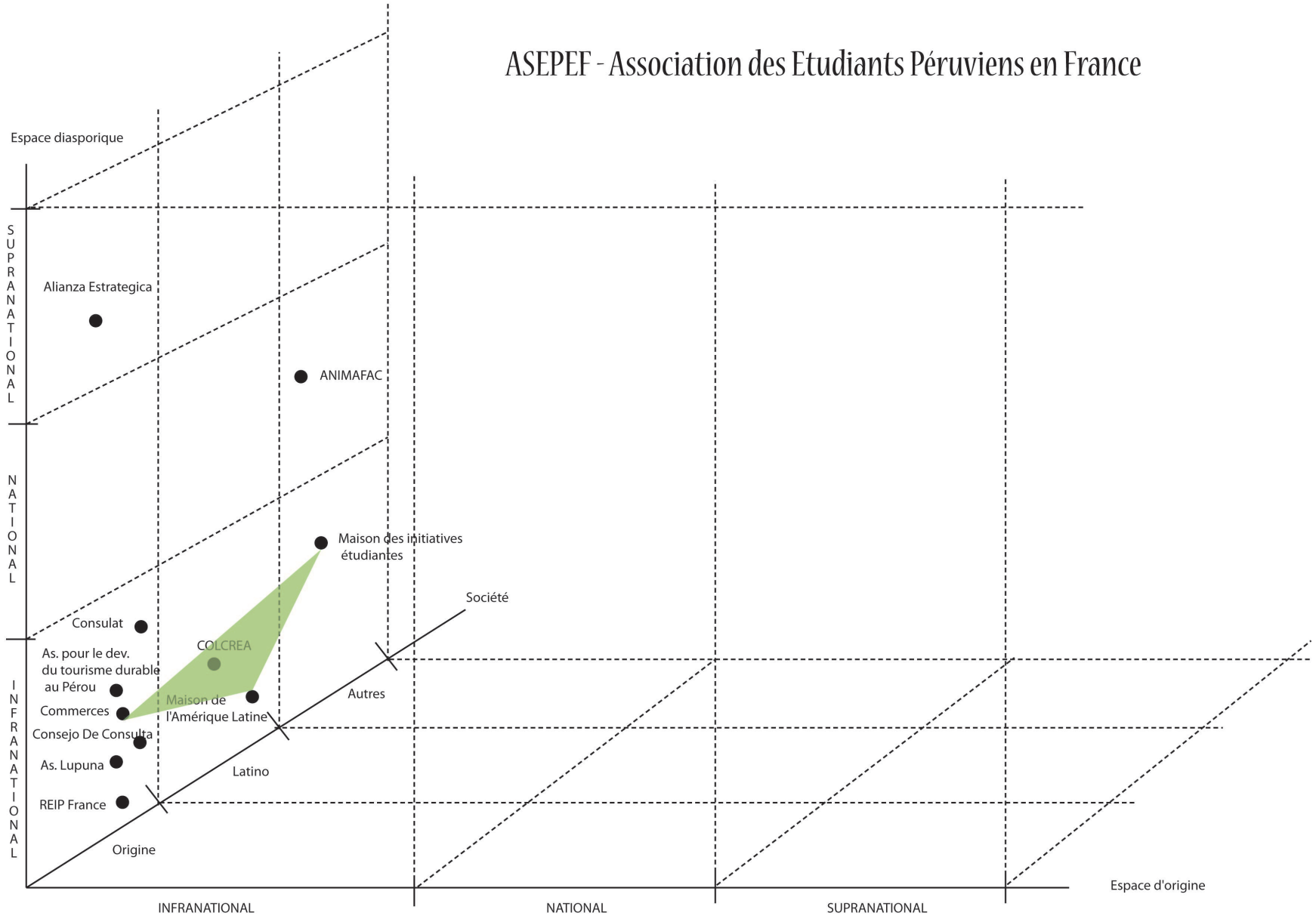
APELA - Asociacion de Profesionales y Empresarios Latinoamericanas



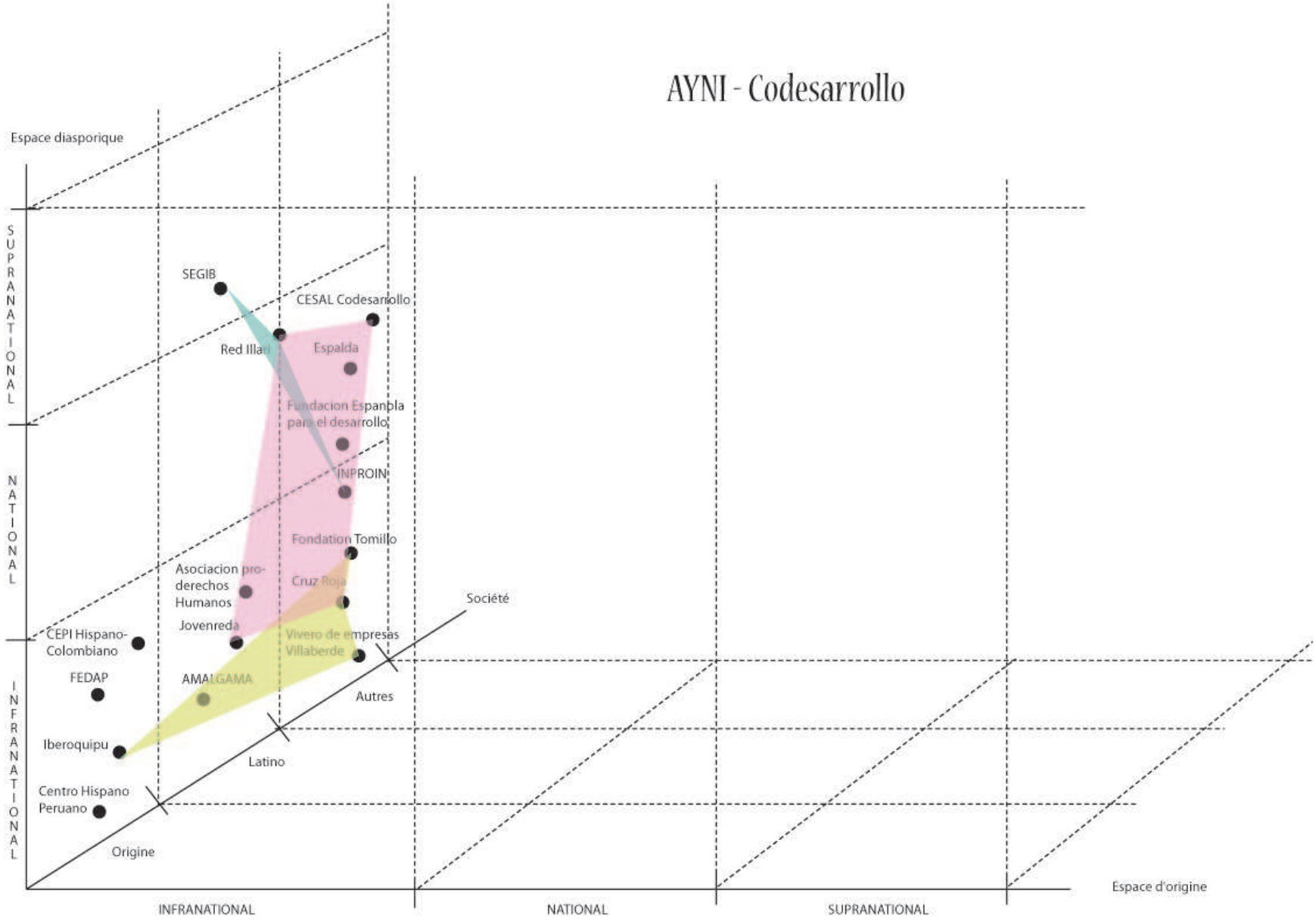
Membre API - chargé de la section "médecins" Asociacion de Profesionales Iberoamericanos
Cartographie de ses réseaux du développement



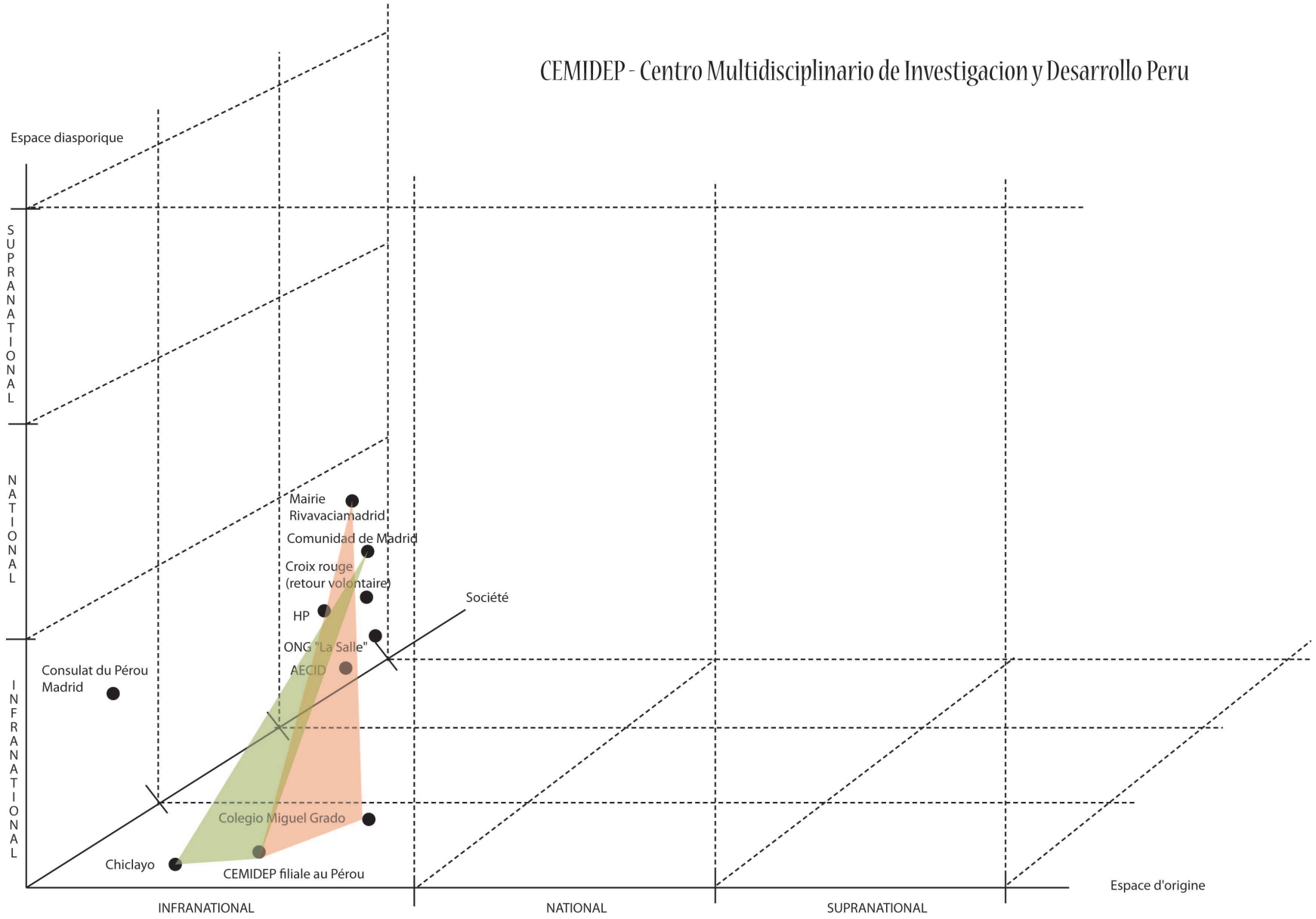
ASEPEF - Association des Etudiants Péruviens en France

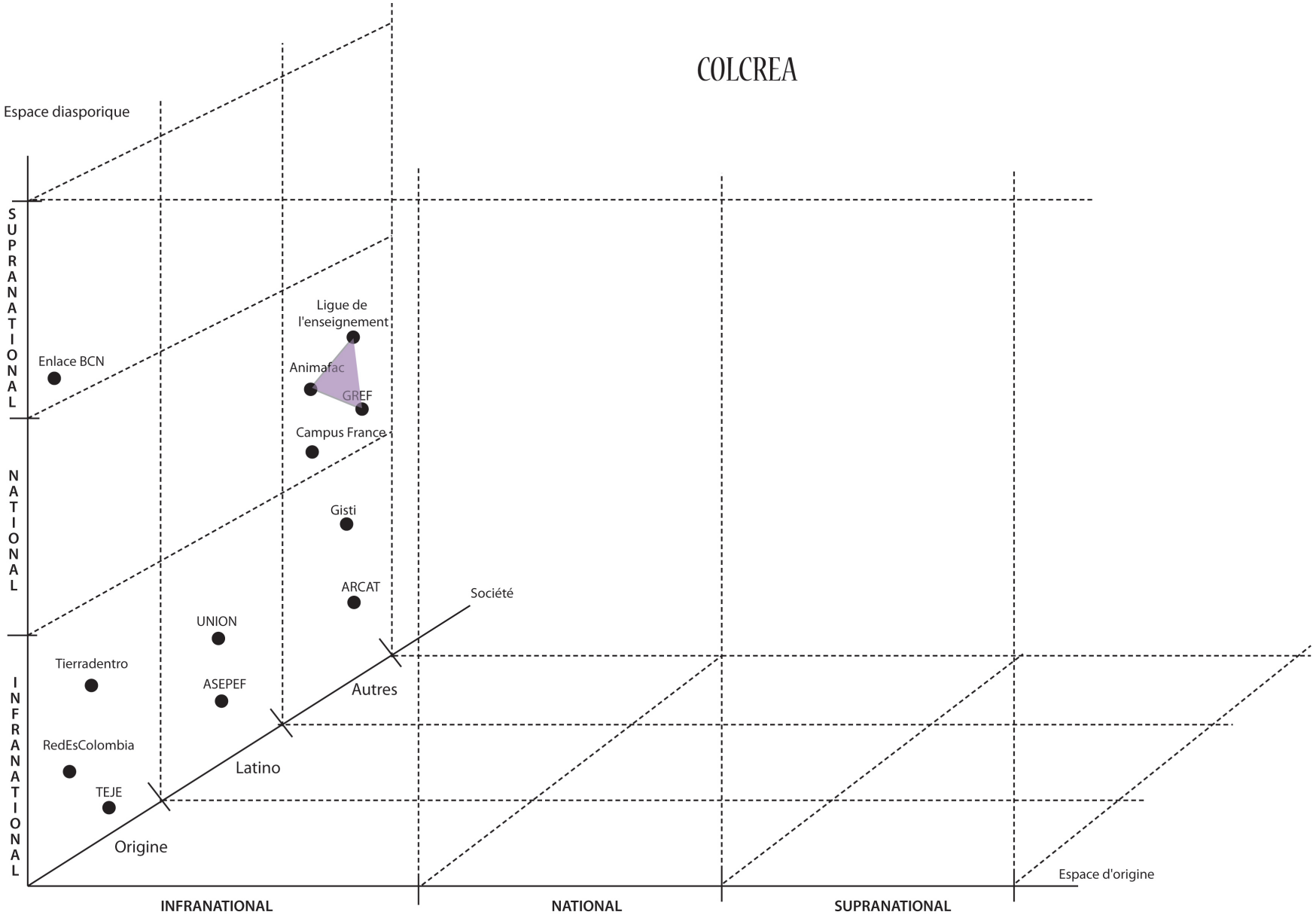


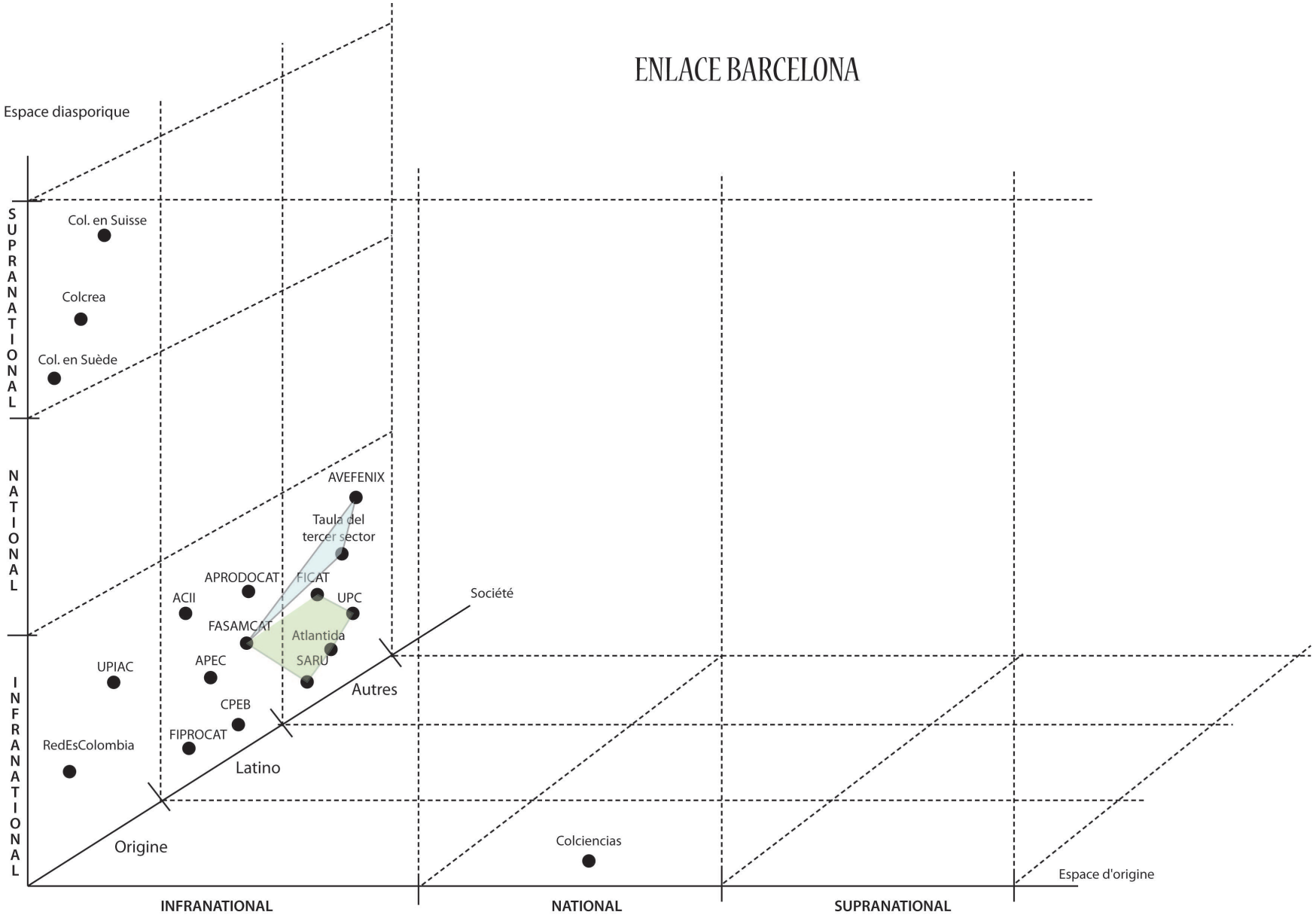
AYNI - Codesarrollo



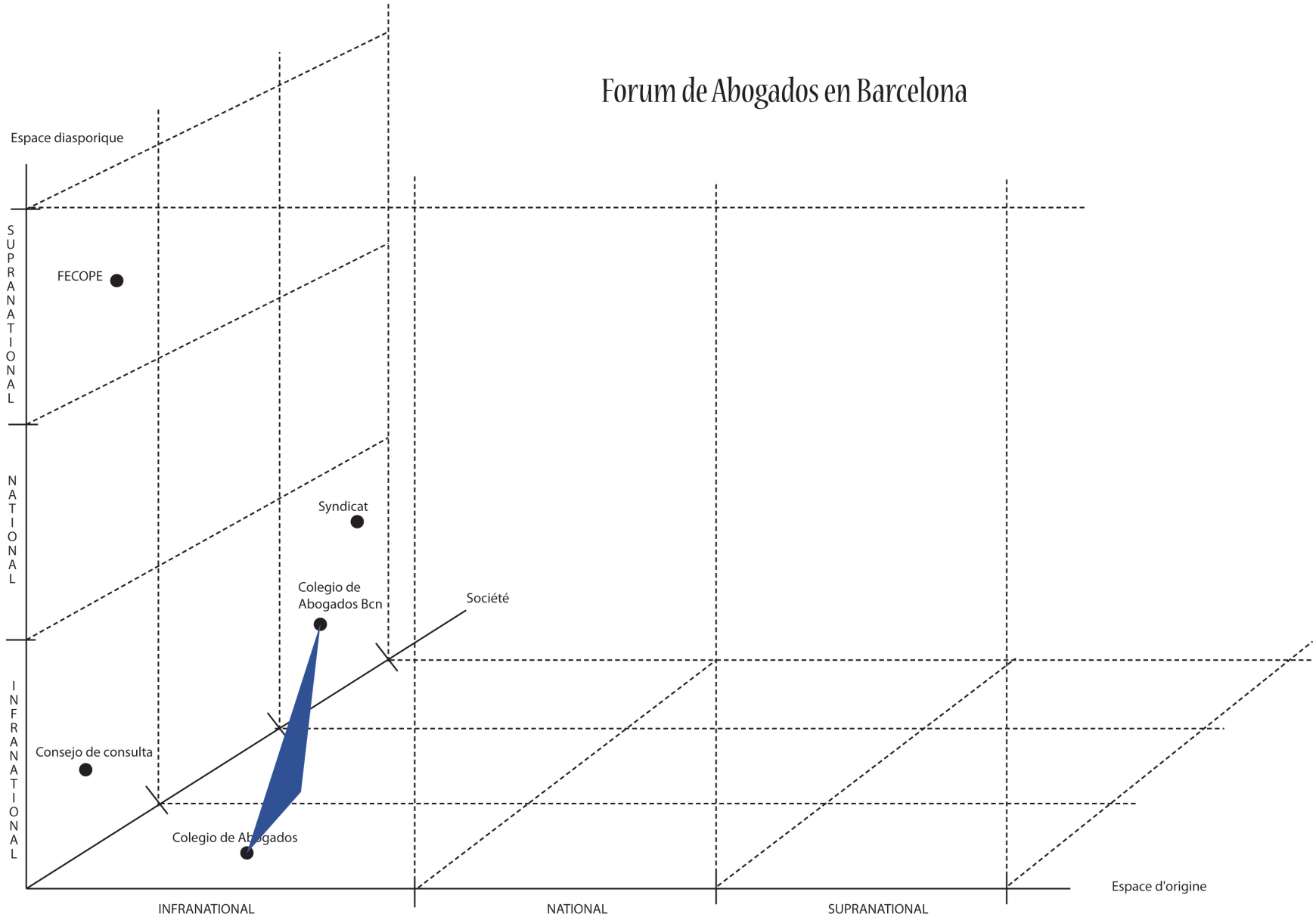
CEMIDEP - Centro Multidisciplinario de Investigacion y Desarrollo Peru



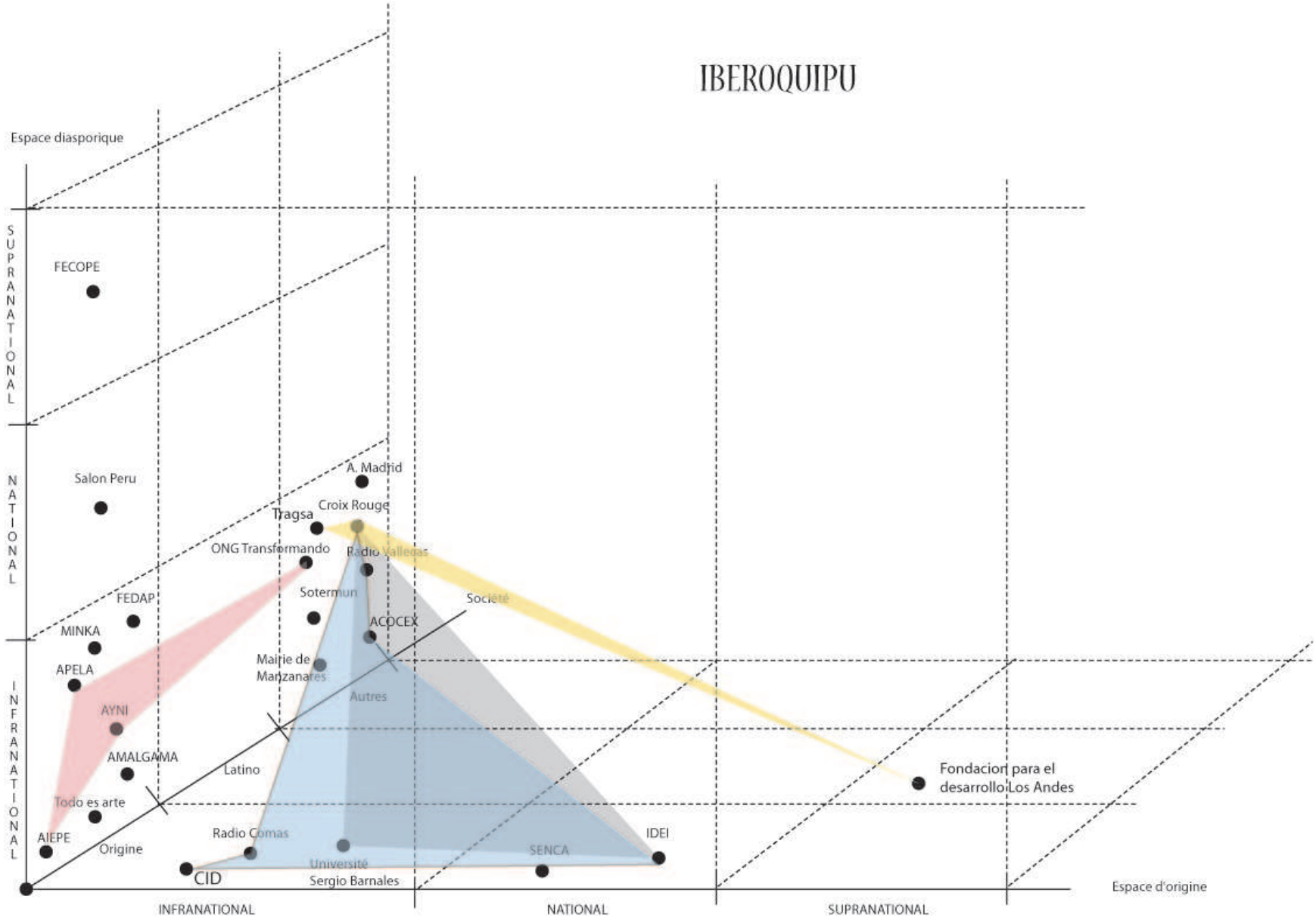

COLCREA
Espace diasporique
SUPRANATIONAL
NATIONAL
INFRANATIONAL
Ligue de l'enseignement
Enlace BCN
Animafac
GREF
Campus France
Gisti
ARCAT
Société
UNION
Tierradentro
ASEPEF
Autres
RedEsColombia
Latino
TEJE
Origine
Espace d'origine
INFRANATIONAL
NATIONAL
SUPRANATIONAL


ENLACE BARCELONA
Espace diasporique
SUPRANATIONAL
NATIONAL
INFRANATIONAL
Col. en Suisse
Colcrea
Col. en Suède
AVEFENIX
Taula del tercer sector
APRODOCAT
FICAT
ACII
UPC
FASAMCAT
Atlantida
SARU
APEC
UPIAC
CPEB
FIPROCAT
RedEsColombia
Société
Autres
Latino
Origine
Colciencias
Espace d'origine
INFRANATIONAL
NATIONAL
SUPRANATIONAL

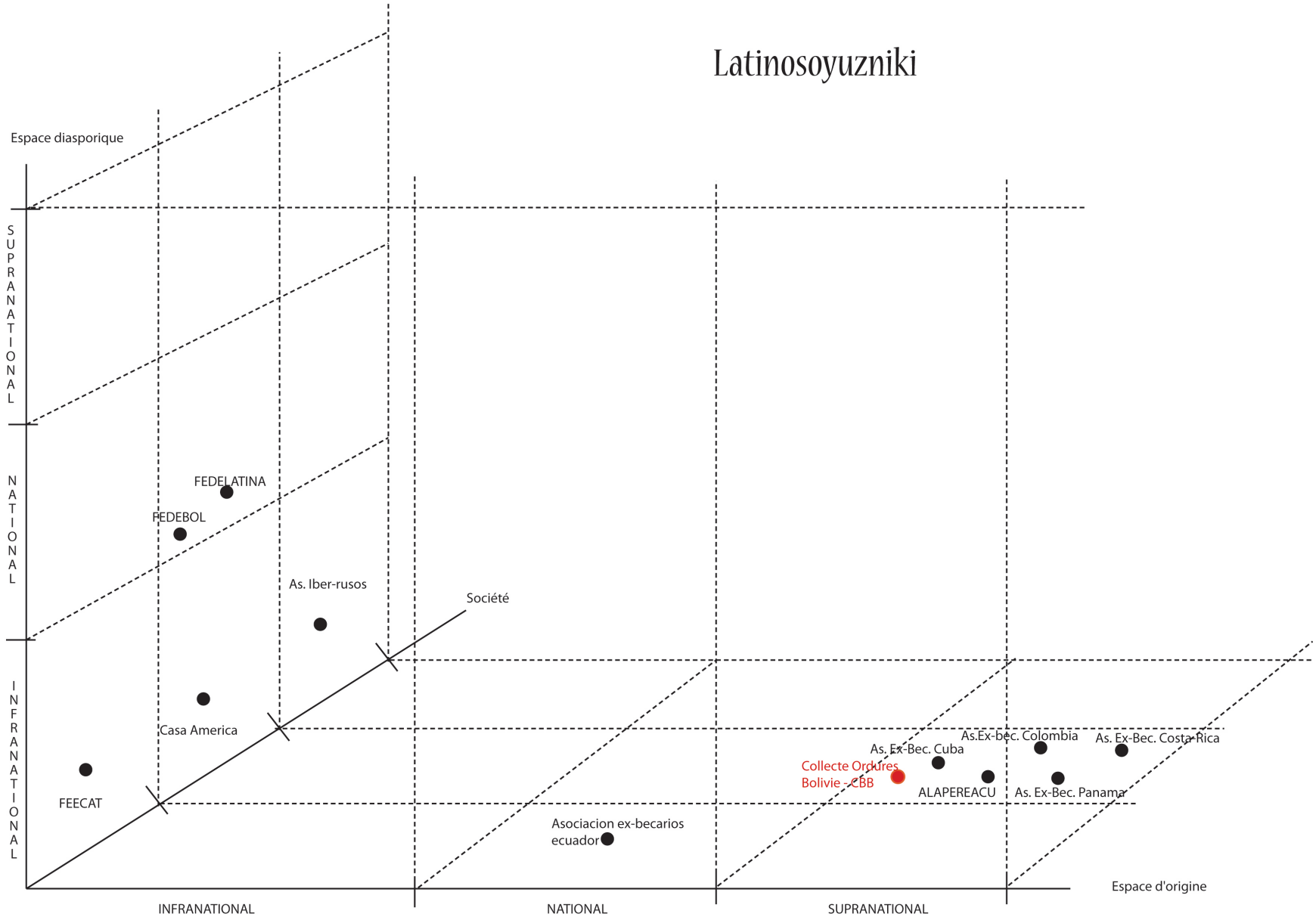
Forum de Abogados en Barcelona



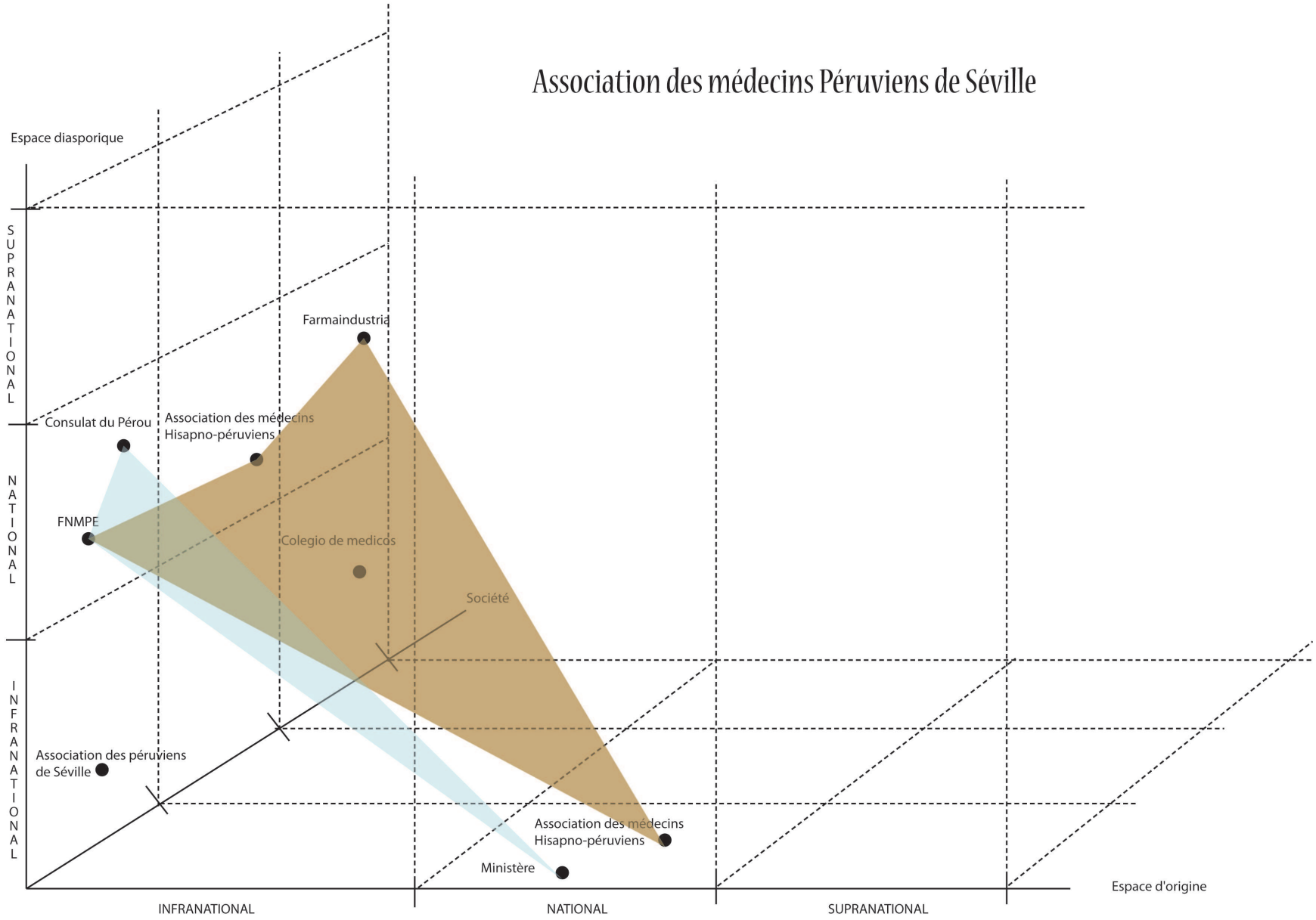
IBEROQUIPU


Espace diasporique
SUPRANATIONAL
NATIONAL
INFRANATIONAL
FECOPE
Salon Peru
A. Madrid
Croix Rouge
Tragsa
ONG Transformando
Radio Vallecas
Sotermun
Société
FEDAP
ACOCEX
MINKA
APELA
Mairie de Manzanares
Autres
AYNI
AMALGAMA
Latino
Fondacion para el desarrollo Los Andes
Todo es arte
AIEPE
Origine
Radio Comas
IDEI
SENCA
Université
Sergio Barnales
CID
Espace d'origine
INFRANATIONAL
NATIONAL
SUPRANATIONAL

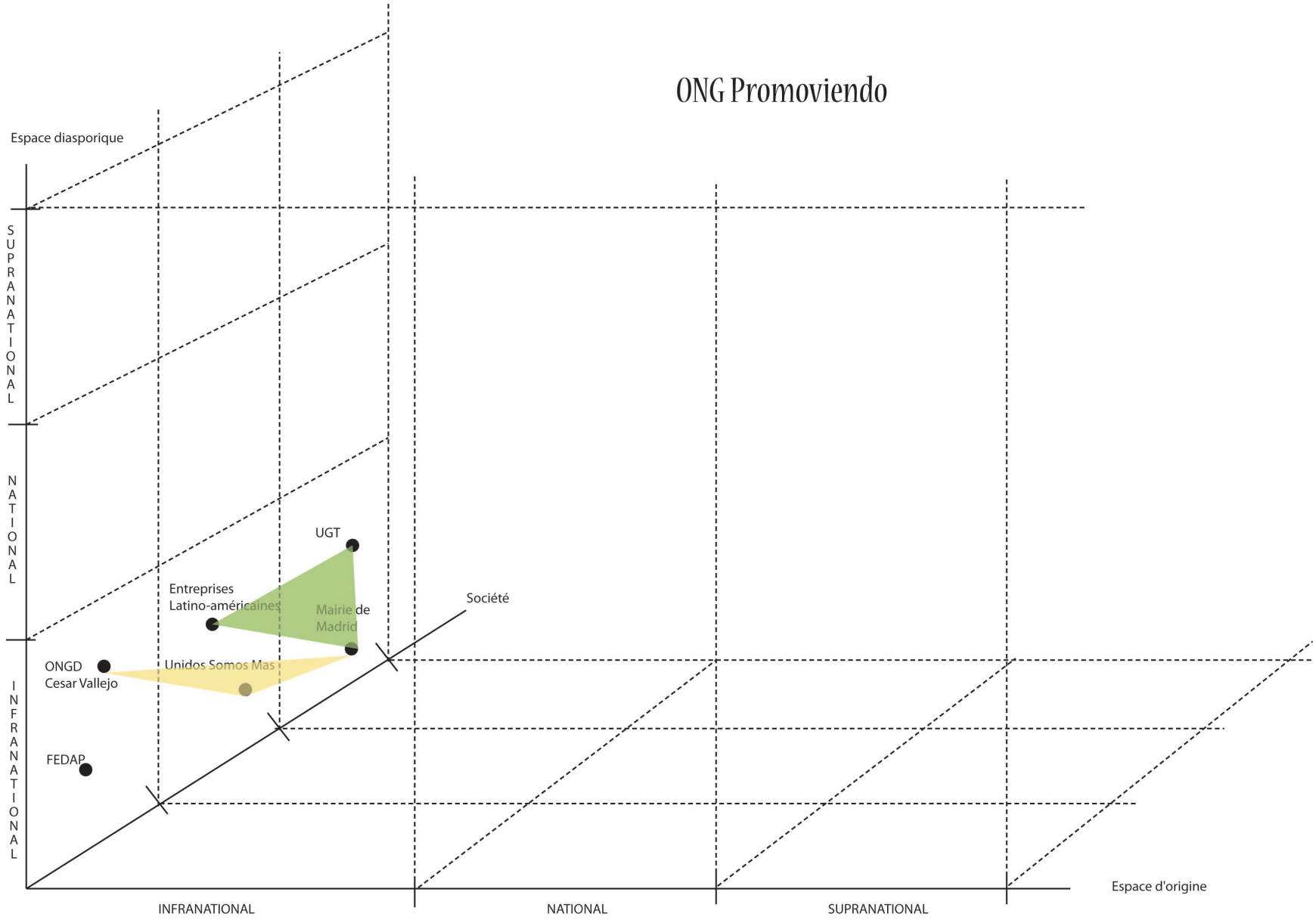
Latinosoyuzniki



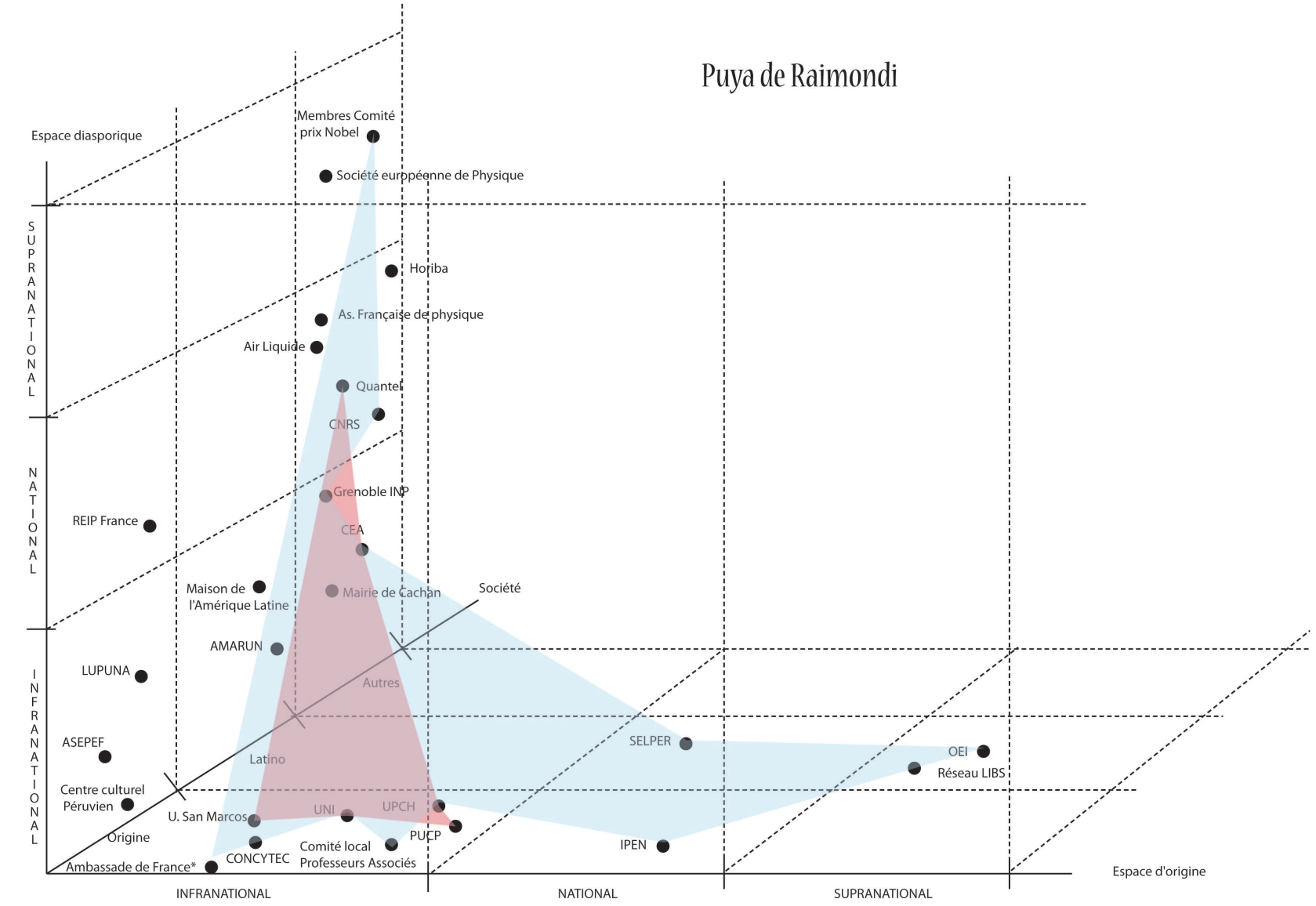
Association des médecins Péruviens de Séville



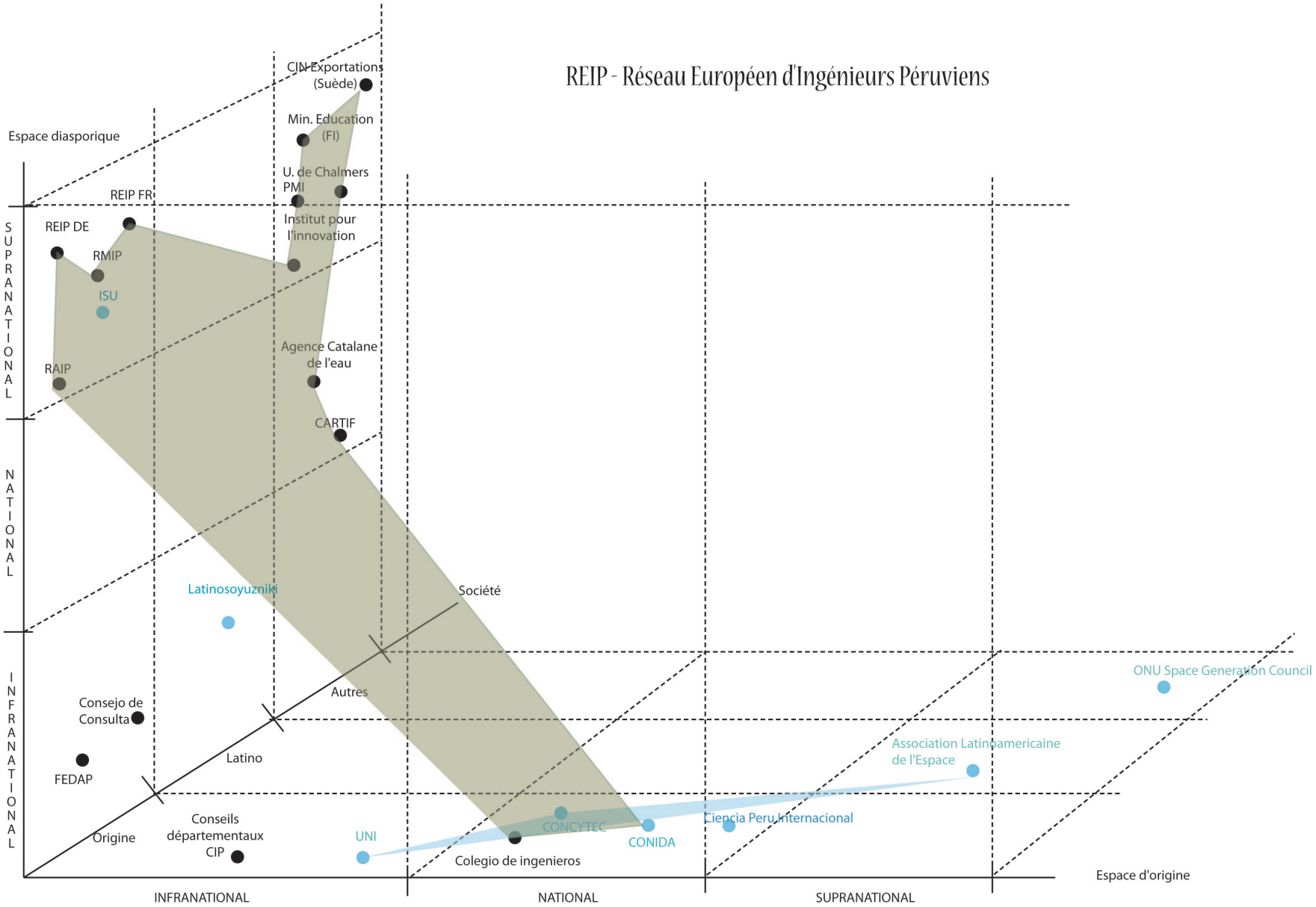
ONG Promoviendo



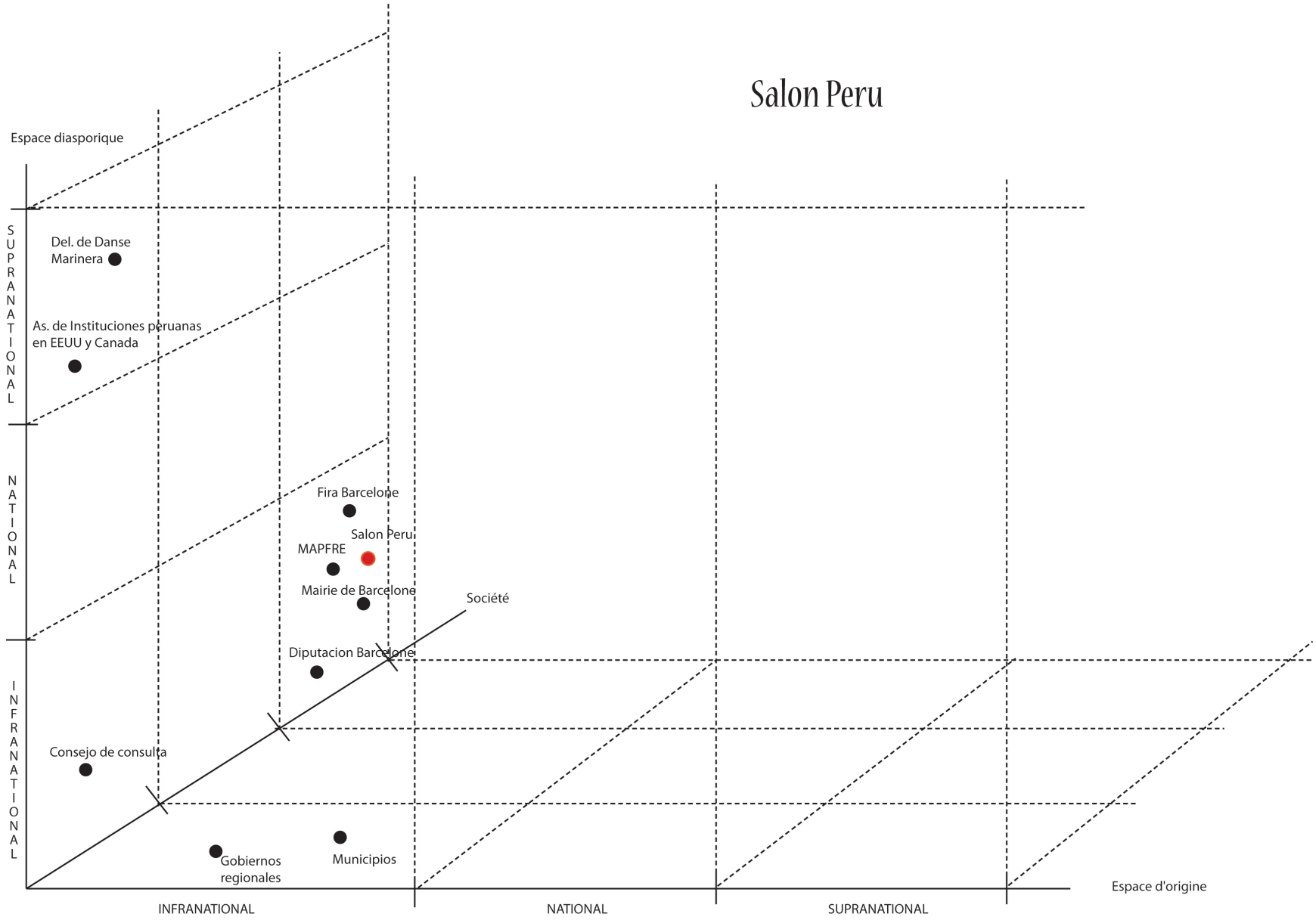
Puya de Raimondi



* Service de Coopération Régionale Andine


REIP - Réseau Européen d'Ingénieurs Péruviens
CIN-Exportations (Suède)
Min. Education (FI)
U. de Chalmers PMI
Institut pour l'innovation
Espace diasporique
REIP FR
REIP DE
RMIP
ISU
RAIP
Agence Catalane de l'eau
CARTIF
SUPRANATIONAL
NATIONAL
INFRANATIONAL
Latinosoyuzniki
Société
Autres
Latino
Origine
Consejo de Consulta
FEDAP
Conseils départementaux CIP
UNI
CONCYTEC
CONIDA
Colegio de ingenieros
Ciencia Peru Internacional
Association Latinoamericaine de l'Espace
ONU Space Generation Council
INFRANATIONAL
NATIONAL
SUPRANATIONAL
Espace d'origine

Salon Peru


Espace diasporique
SUPRANATIONAL
Del. de Danse Marinera
As. de Instituciones peruanas en EEUU y Canada
NATIONAL
Fira Barcelone
Salon Peru
MAPFRE
Mairie de Barcelone
Société
Diputacion Barcelone
INFRANATIONAL
Consejo de consulta
Gobiernos regionales
Municipios
Espace d'origine
INFRANATIONAL
NATIONAL
SUPRANATIONAL

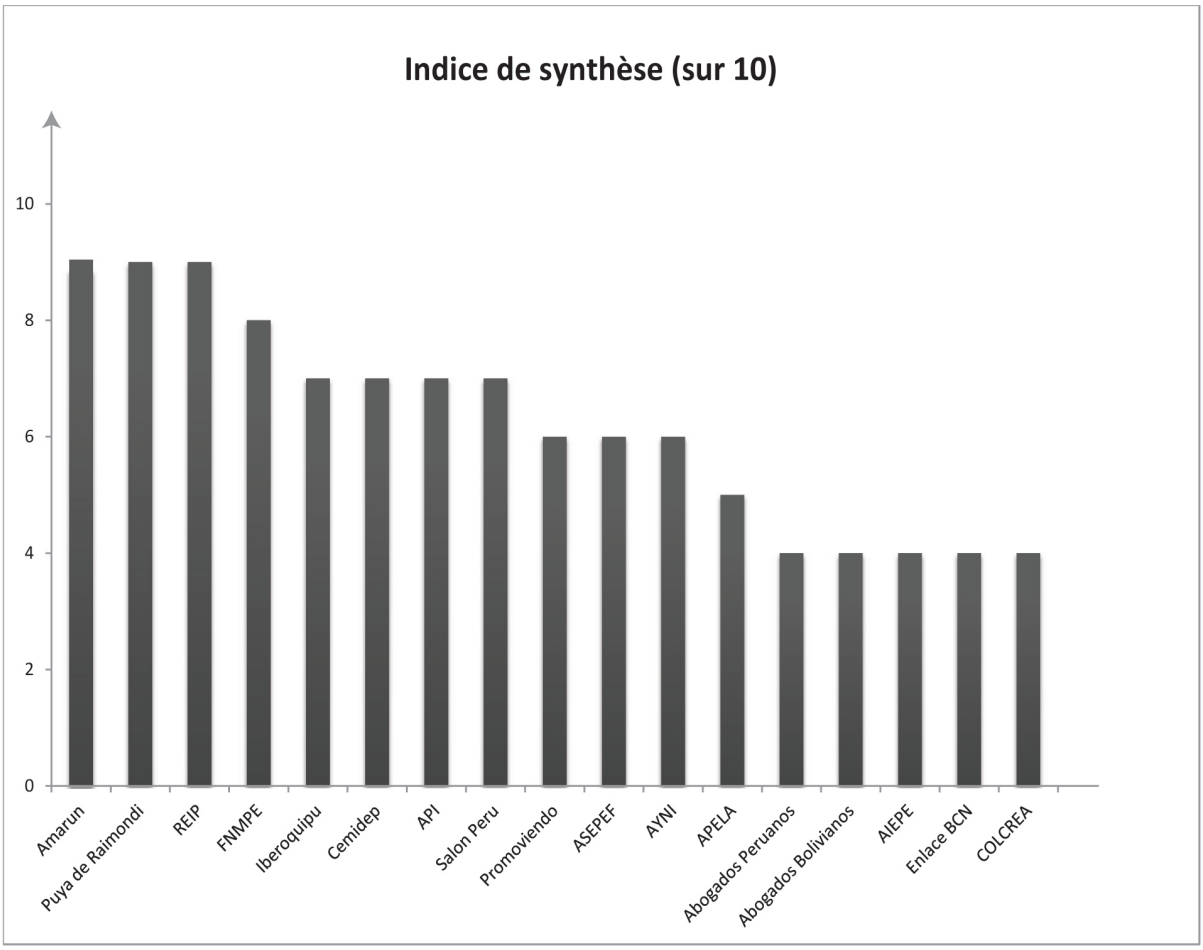
Indice de synthèse

Afin de synthétiser l'ensemble de ces cartes, on propose d'établir un indice reprenant les caractéristiques socio-spatiales des liens favorables à la mise en place de projets associatifs. On décide de s'attacher à trois composantes essentielles et sur lesquelles nous nous attarderons par la suite :

- La localisation des membres :
    - **a.** Score 1 : dans l'espace local seulement
    - **b.** Score 2 : dans l'espace national/régional
    - **c.** Score 3 : dans l'espace supra-régional
- La diversité des contacts :
    - **a.** Score 1 : faible diversité, ethno-centré
    - **b.** Score 2 : faible diversité, non ethno-centré
    - **c.** Score 3 : moyenne-forte diversité, ethno-centré
    - **d.** Score 4 : moyenne-forte diversité, non ethno-centré
- Localisation des contacts :
    - **a.** Score 1 : lieux/pays d'accueil
    - **b.** Score 2 : accueil et origine
    - **c.** Score 3 : international

Le score maximal est donc de 10 puisqu'il s'agit de l'addition des scores aux trois différentes composantes. La figure suivante reprend ainsi les scores atteints par les structures associatives.

Figure n°16 : *La diversification du lien interinstitutionnel dans une sélection d'associations du corpus*



A partir de cette figure et des cartes précédemment exposées, nous souhaitons livrer une interprétation des modes de spatialisation des structures associatives à l'étude dans cette partie. Nous rappelons qu'il s'agit ici, d'une partie seulement des structures associatives identifiées lors de notre recherche. Cette sélection se justifie par le manque de connaissance et/ou de projets des autres structures associatives rencontrées.

2.3. L'espace local : un espace du lien et d'action qui s'impose

En usant de la cartographie des liens interinstitutionnels présentée ici (II.2) on propose une série d'observations :

- Certains liens ne profitent pas à la conclusion d'accords et à la réalisation de projets dans lesquels les associations fournissent leurs savoirs scientifiques et techniques et apportent leurs connaissances sociales et professionnelles. On remarque ces liens improductifs par de simples points dans l'espace relationnel des structures associatives.

En effet, certaines structures associatives ne semblent guère intégrer la dimension projet dans les liens qu'elles tissent avec d'autres institutions. Elles semblent alors dessiner un espace latent, une agrégation de nœuds désolidarisés en attente d'activation. Il ne faut cependant pas négliger cet espace latent, car si ces nœuds ne font pas preuve d'une solidarisation institutionnalisée et aboutissant à la création de projets concrets, ces liens autorisent néanmoins la circulation des informations. C'est pourquoi les structures associatives proches de ce schéma peuvent voir qualifier l'espace qu'elles produisent par leurs liens inter-institutionnels comme un « **espace latent** ».

Exemples : Latinosoyuzkini, Salon Peru et APIEE. Ces associations se caractérisent par l'absence de projets[205] et donc l'incapacité (du moins les difficultés éprouvées) à mobiliser les aides socio-économiques (des institutions avec lesquelles elles sont en contact) au bénéfice de leurs propres projets.

L'espace local d'accueil comme aire de projet et de recrutement :

1. L'espace local d'accueil demeure, selon les données présentées ici, l'espace privilégié pour la réalisation des projets : les associations APELA, ASEPEF, Abogados Bolivianos, Abogados Peruanos, AYNI, AIEPE, Enlace Barcelona, Salon Peru, API et COLCREA sont des associations qui ancrent leurs projets dans l'espace local d'accueil. Cette observation trouve sa justification dans les acteurs mobilisés par ces structures associatives.

[205] Ce qui n'enlève pas toutefois la mise en place d'activités tout au long de l'année et la mise sur pied de projets comme c'est le cas pour Latinosoyuzniki.

En effet, pour plus de la moitié d'entre elles (ASEPEF, AYNI, Abogados Bolivianos, AIEPE, Enlace Barcelona et COLCREA) on constate que leurs réseaux, favorables à la production de projets, se situent dans l'espace local. Il s'agit alors, pour ces structures associatives, de mobiliser particulièrement la société d'accueil (administration et institutions locales : AYNI, ASEPEF, Salon Peru, COLCREA, Abogados peruanos, API) ou d'organisations issues de l'immigration ou en faveur de l'immigration (fédérations et autres associations : Enlace Barcelona, AIEPE, abogados bolivianos).

Cette configuration localisée, qui se comprend par une socialisation à l'échelle locale des structures associatives et un pouvoir de mobilisation limité sur un espace plus vaste, se traduit dans les projets de ces structures associatives par une intervention auprès des individus. Il s'agit principalement de veiller au bon développement de leurs capacités, à leur bonne intégration à la société d'accueil et d'apporter une aide occasionnelle aux membres dans le besoin. On peut donc dire que les efforts sont essentiellement déployés pour participer à l'effort d'intégration socioprofessionnelle des membres.

Cette observation nous conduit également à nous interroger sur les circulations transnationales. Cette dynamique d'entre-aide à l'échelle locale, visant l'intégration socioprofessionnelle des migrants met-elle en péril les circulations transnationales ? Nous pouvons déjà apporter quelques éléments de réponse. D'abord, et d'un point de vue restrictif, cette quête pour l'intégration apparaît comme un facteur de diminution des circulations transnationales. Cette « conception restrictive » ne prend en compte que les circulations et les rétroactions « directes » (envoi de A vers B) et collectives (le collectif est le seul capable de transmettre des ressources accumulées collectivement). Pourtant, le développement doit pouvoir se penser globalement. En effet, vivre dans de meilleures conditions peut favoriser l'envoi de remises migratoires (aussi bien économiques que sociales) à l'échelle des individus membres des structures associatives. Les circulations migratoires en seront d'autant plus nombreuses et qualitativement supérieures. Le travail collectif pourrait donc bénéficier aux remises familiales[206]. Aussi, il ne serait pas convenable de conclure à une absence de circulations migratoires dans le cas d'associations à tendance « socio-tropique » c'est-à-dire

[206] Cela ne fera pas l'objet d'une étude approfondie ici, néanmoins on note l'importance que ceci peut avoir chez les membres des structures associatives qualifiées. Les taux de déqualifications montrent du moins (voir Annexe 12) qu'un effort est à fournir pour l'intégration sociale des individus, puisque plus les migrants ont un statut stable, plus les remises sont importantes. Voir Böhning (2009), Getting a handle on the Migration Rights-Development Nexus, *International Migration Review,* vol. 43, n°3, pp.652-670.

celles qui se servent majoritairement de la société la plus proche selon un critère géographique ou social (société d'accueil, société d'origine ou collectif élargi – ici Amérique Latine –) et qui agissent dans l'espace diasporique local seulement. En effet, l'effort déployé par certaines associations pour favoriser **l'intégration socioprofessionnelle des migrants qualifiés peut concourir à activer les circulations sur le long terme avec l'espace d'origine**. D'autre part, les objectifs des structures associatives peuvent évoluer ainsi que leurs moyens. Les ressources locales peuvent servir à consolider une dynamique collective avant d'élargir l'espace de ressource et d'action. Alors cette tendance au socio-tropisme laisserait place à une entité plus autonome pouvant prétendre aux aides économiques des communautés autonomes, régions, länder, Communauté Européenne, PNUD etc..[207]

2. L'espace local comme espace ressource : on constate que certaines associations diversifient les contacts à l'échelle locale et s'appuient ainsi sur un réseau d'acteurs de nature très diversifiée. Ce cas est illustré par les exemples d'AYNI et ASEPEF, dont les projets prennent majoritairement une configuration locale mais qui sont très actifs dans la mobilisation d'acteurs de nature diverse et mobilisent des structures associatives du pays d'accueil, de leur pays d'origine ainsi que des institutions locales. Toutefois, au regard des résultats, on sait que les structures associatives qui ont des contacts dispersés à l'échelle internationale sont celles qui mobilisent le plus d'acteurs de nature différente (Puya et REIP). Dans le cas d'AYNI ses relations privilégiées avec l'association Iberoquipu font qu'elles bénéficient des contacts avec de nombreuses associations espagnoles tout en gardant et bénéficiant de ses liens avec le collectif latino-américain. Nous reviendrons au chapitre suivant sur ce cas afin de montrer l'usage fait par AYNI de cette socialisation diversifiée à l'échelle locale.

Faire usage de l'espace transnational :

Les structures associatives qui construisent leur action au-delà de l'espace local sont minoritaires (on en compte ici 7/17). Au sein de celles-ci on peut différentier deux types de structures. Celles dont les projets prennent une dimension bi-polaire et celles dont les projets prennent une dimension multi-polaire.

[207] On ne souhaite pas imaginer un modèle de développement des associations, en revanche on constate que certains dirigeants façonnent stratégiquement leur espace social selon les opportunités qui se présentent et les bénéfices qu'ils souhaitent en tirer.

1. Une configuration bipolaire des projets : Cemidep, FNMPE et Iberoquipu organisent les liens interinstitutionnels dans un espace bipolarisé (espace et société d'origine, espace et société d'accueil). Cette configuration bipolaire des projets reflète également une configuration bipolaire des liens inter-associatifs mobilisés. En effet les liens inter-associatifs utilisés comme ressource pour mener à bien les projets sont, pour les trois cas présentés ici, bipolarisés.

- **Cemidep** : projets éducatifs : mobilisation d'acteurs locaux (les membres eux-mêmes ou les entreprises dans lesquelles exercent les membres).

- **FNMPE** : échanges scientifiques annuels : tous les ans (alternativement en Espagne et au Pérou), se tiennent des conférences en médecine réunissant des professionnels péruviens (voire espagnols) exerçant en Espagne ou au Pérou.

- **Iberoquipu** : Projets de commerce transnational avec des associations péruviennes locales (comme IDEI par exemple) : développement de la filière équitable entre le Pérou et l'Espagne ; Aide à l'entrepreneuriat transnational au moyen d'une émission radio.

On constate alors que les circulations et les sociabilités s'inscrivent dans un champ bipolarisé où les ressources humaines et matérielles sont ponctionnées dans les deux espaces sociogéographiques du champ migratoire (origine, accueil). Toutefois, l'usage de l'espace transnational semble s'accompagner d'une diversification des acteurs. Cemidep mis à part, les deux autres structures associatives montrent une plus grande capacité (que les autres structures mises ici à l'étude) à mobiliser des acteurs très diversifiés (structures associatives, institutions, administration, secteur privé). Cette diversification des partenariats semble donc profitable aux circulations entre l'espace d'origine et l'espace d'accueil.

2. La mobilisation d'acteurs différenciés dans un espace multi-polarisé : à la lecture des cartes proposées et de l'indice de synthèse, il est aisé d'y voir une grande diversification des partenaires sociaux et/ou une structuration des circulations dans l'espace de la dispersion des membres. Il s'agit de Amarun, Puya de Raimondi, FNMPE et la REIP

(Réseau des Ingénieurs Péruviens)[208]. Leur capacité à mobiliser des acteurs multi-situés démontre que la multiplication d'acteurs différenciés socialement et spatialement concourt à la réalisation de projets dans l'espace diasporique[209].

- **Amarun** : Échanges scientifiques réguliers depuis 2005 avec l'EPN (École Polytechnique de Quito) : enseignements, participation aux colloques organisés par l'EPN, échanges d'étudiants. Projet en cours de publication d'une revue de statistiques.

- **Puya de Raimondi** : Échanges scientifiques et transferts de technologie avec quelques universités de Lima (Universités privés et publiques de la capitale et en région) déjà existants : livraison de matériels de spectroscopie par exemple.

- **REIP** : Projet de contribution (en cours) pour l'innovation dans les territoires péruviens (partenaire institutionnel : CIP – Collège des Ingénieurs – à Lima). Il s'agit d'une logique multi-polarisée mais centrée vers l'origine puisque c'est l'origine qui joue le rôle d'activateur des réseaux diasporiques.

- **FNMPE** : Aides matérielles diverses dans les hôpitaux de campagne du Pérou, colloques transnationaux entre l'Espagne et le Pérou qui mobilisent du personnel espagnol et péruvien.

La configuration multipolaire de l'espace ressource (et ou d'action) de ces structures associatives[210] (REIP, Puya de Raimondi et Amarun) semble pourvoir les collectifs en ressources humaines et économiques plus nombreuses et surtout diversifiées. La structuration

[208] API pourrait être mentionnée ici, mais il s'agit d'une cartographie des liens du membre dont nombre d'entre eux ont été personnellement mis en place pour la réalisation de projets. C'est pour cela que l'on n'introduit pas API dans l'analyse.

[209] On peut noter ici que des trois structures associatives en présences, deux n'utilisent pas de marqueur géographique ou social pour s'identifier. Ici l'absence de marqueurs socio-spatiaux concorde avec la mobilisation des ressources dans l'espace diasporique. On retrouve ainsi un marqueur Symbolique comme « Puya de Raimondi », du célèbre naturaliste Italien (Antonio Raimondi) connu pour avoir découvert la *Kitanka* ou Puya Raimondii.

[210] Toutes trois ont le statut d'associations dans au moins un pays.

multipolaire de l'espace associatif semble conduire, dans ces exemples, à l'interpolarité des relations.

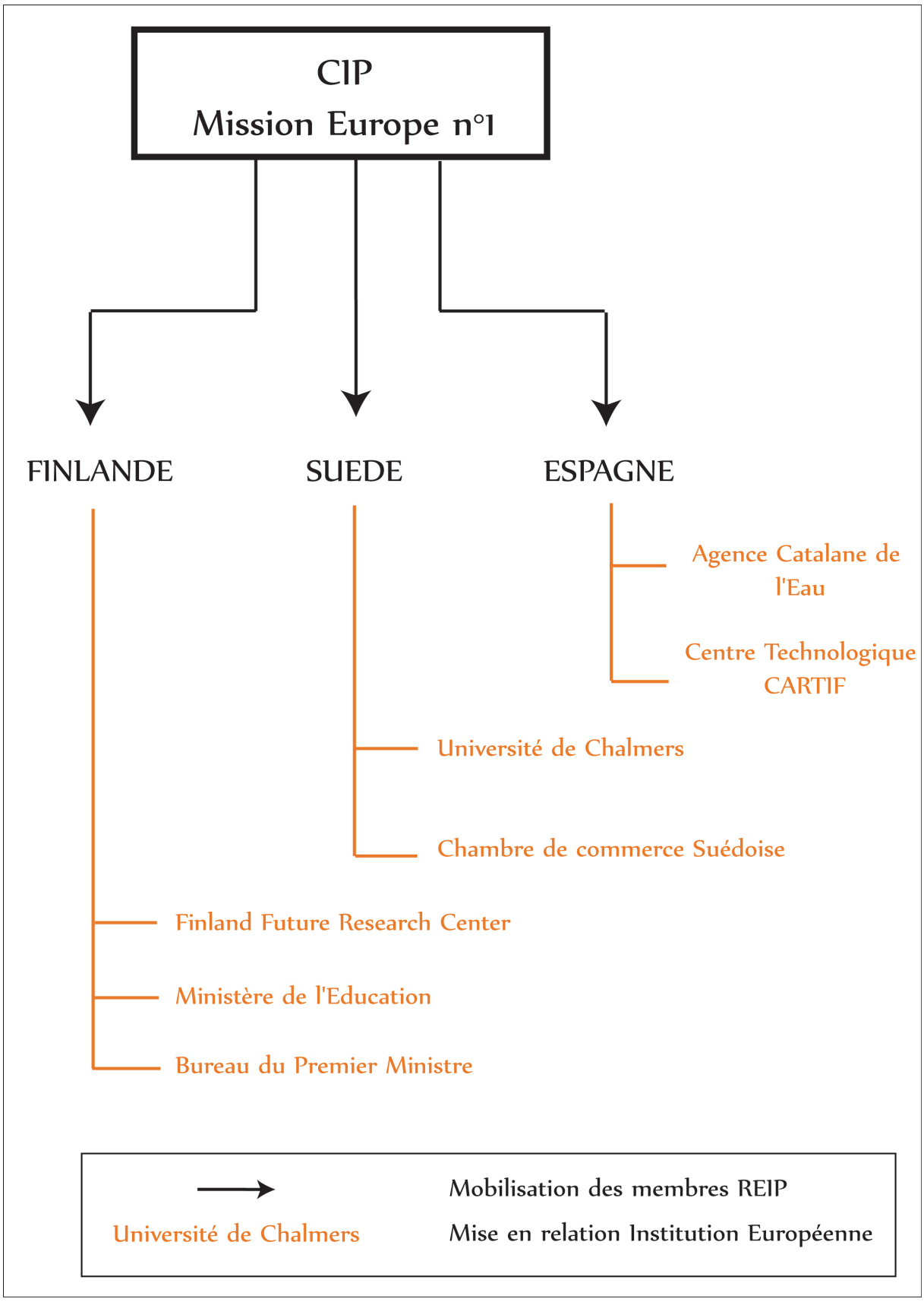
REIP semble être un bon exemple de multipolarité et d'interpolarité. Construit d'abord pour disposer d'un partenaire égal au réseau américain (qui existait alors), cette structure associative autorise aujourd'hui au CIP (Collège des Ingénieurs Péruviens) à mobiliser les professionnels péruviens expatriés pour répondre à un projet de développement national. Il s'agit alors de mobiliser les connaissances et compétences des ingénieurs expatriés pour répondre au mieux aux exigences du projet « Plan Peru 2040 » qui a vocation à inciter les politiques à agir et établir les lignes directrices de la planification territoriale.

Ce cas montre comment les différentes sphères socio-spatiales sont mobilisées par le CIP et animées par les nœuds associatifs. Les nœuds facilitent les circulations migratoires et participent à la construction d'un espace d'échange diasporique (voir figure n°17). Le rôle de l'espace numérique est indiscutable puisque la plupart des échanges se font *via* Internet[211]. En revanche il s'agira plus particulièrement d'un espace numérique privatisé (le courrier électronique, le site Internet de l'association) plutôt qu'un usage massif des réseaux sociaux dont le rôle est bien plus largement discutable.

La figure n°17 s'articule donc autour du projet « *Plan Peru 2040* » et consiste en une présentation du séjour de terrain effectué par les deux ingénieurs délégués du Conseil des Ingénieurs Péruviens (CIP). On y retrouve les trois destinations qui ont fait l'objet d'une visite ainsi que les institutions visitées. Grâce à l'entretien avec l'un d'eux nous sommes parvenus à reconstituer l'ensemble des visites, tout en sachant que c'est grâce aux membres de la REIP que les contacts ont pu aboutir à des visites. Il s'agit par conséquent d'une mobilisation de l'espace diasporique par les membres du CIP.

[211] On note, pour la rédaction du « Plan Peru 2040 » un seul voyage de professionnels péruviens en Europe afin de visiter des centres d'innovation en Europe.

Figure n°17 : *La mobilisation de l'espace diasporique REIP par le CIP*



La logique d'interpolarité se retrouve également dans les deux autres cas mentionnés pour exemple ici. Les contributions de membres géographiquement dispersés permettent, aux associations AMARUN et Puya de Raimondi, d'acquérir de nouvelles compétences d'expertise, de transférer des connaissances et des technologies. Les contacts professionnels locaux (dans l'espace d'origine) sont également déterminants dans la mise en circulation de biens matériels et immatériels. Ils permettent d'intégrer l'espace d'origine à l'espace diasporique, puisque les projets produisent un tissu social continu entre les différents espaces au moyen de l'usage des technologies d'information et de communication : mobilité physique de courte durée, discussions Skype ou forums privés de discussion, conversations téléphoniques permettent l'élaboration d'un agenda d'action commun. On remarquera avec attention qu'il s'agit à nouveau d'un espace numérique privatisé.

Toutefois, il faut bien rappeler que les structures associatives ayant cette dimension restent minoritaires. Peu font usage de la dispersion géographique des individus dans l'espace européen et mondial pour mobiliser des biens dans l'espace diasporique. Ici AMARUN, Puya de Raimondi et REIP confortent l'idée que la combinaison d'espaces de proximité par l'intermédiaire d'individus ou de sous-groupes permet aux structures associatives de jouir d'une structure multi-scalaire et de constituer un tissu social diasporique qui bénéficie de la multipolarité du collectif.

2.4. La multi-polarisation des circulations

En usant de la définition géographique de la diaspora donnée par Emmanuel Ma Mung, il semblerait que, dans quelques cas, les migrants fassent usage de la dispersion géographique au bénéfice de la production d'une diaspora scientifique et technique. Ces diasporas se mettent alors au service du développement et des échanges scientifiques transnationaux, consolidant un champ circulatoire multi-polarisé par les liens intra- et inter-institutionnels façonnés au préalable par les collectifs migrants qualifiés. Toutefois, l'usage de liens socio-spatiaux diversifiés socialement semble être corrélé aux liens intra-institutionnels eux-mêmes multi-polarisés. Permis par l'usage d'outils d'interactions à distance (NTIC), la consistance diasporique se construit ici à partir de nœuds qui maintiennent tous un lien avec des partenaires sociaux de l'espace d'origine. En facilitant les interactions de longues distances,

les TIC sont favorables à la constitution de diasporas scientifiques et techniques. Toutefois, les exemples fournis sont peu nombreux et n'ont pas encore l'impact que pourraient souhaiter les pays d'origine. En revanche, ils indiquent le besoin des structures associatives de tisser des liens avec les sociétés d'accueil. La diversité des origines ethno-nationales, la diversification de la nature des partenaires sociaux se révèlent déterminants dans la réalisation de projets bénéficiant de la dispersion des membres. L'enjeu est alors de concilier l'option diaspora considérée généralement dans sa dimension ethno-nationaliste et l'appareil diasporique que les structures associatives parviennent à mettre en place et qui prennent une consistance multi-scalaire.

De la structuration du lien dans la production spatiale associative : éléments de synthèse

Alors que les éléments d'analyse mettent en évidence les différents usages des espaces géographiques et sociaux, on se propose ici de synthétiser les différentes configurations socio-spatiales déduites de la cartographie associative. Cette synthèse permet alors de mettre en avant l'importance des rétroactions dans l'espace local de la migration rappelant que l'usage de l'espace social diasporique n'est pas uniquement mis à profit pour des circulations transnationales.

Tableau n°18 : *Synthèse des espaces pratiqués*

	Structure mononucléaire	**Structure polynucléaire**
Espace Ressource Action (ERA) local	COLCREA, Enlace BCN, Promoviendo, APELA, Abogados bolivianos, ASEPEF, AYNI, Abogados peruanos en Barcelona	Cemidep, AALEE,
Espace Ressource Action (ERA) supra-local	API, Salon Peru, Iberoquipu, Latinosoyuzniki	Amarun, Puya de Raimondi, REIP, FNMPE

3| Le rôle des nouvelles technologies dans l'appropriation spatiale des structures associatives

L'univers du lien dans les cas mononucléaires reste principalement du domaine de l'interaction directe, même si l'on sait que l'organisation de ces rencontres nécessite une part d'interaction médiatisée par ordinateur. Nos résultats s'accordent ici avec les travaux de William Turner sur l'usage des nouvelles technologies par les diasporas. Ce dernier, trouvait en 2003 que seulement 8 réseaux sur 79 utilisaient fortement les nouvelles technologies [Turner, Henry et Gueye, 2003]. Bien entendu, les réunions mensuelles ou annuelles et la participation à des tables rondes demandent d'utiliser les TIC afin de fixer le rendez-vous et de décider des modalités de la rencontre. En revanche, nos résultats semblent confirmer que, dans des configurations polynucléaires, Internet peut jouer un rôle dans le maintien de l'interaction longue distance (téléphone, courrier électronique, forums etc.).

La question est alors de savoir si les nouvelles technologies sont un outil de création et/ou de maintien du lien diasporique, et si cet outil conditionne la production et/ou le maintien des structures associatives de type polynucléaire.

3.1. De la poly-nucléarisation du lien social

En prenant appui sur divers exemples, cette partie consiste à révéler comment le lien polynucléaire peut prendre corps dans l'espace migratoire. Cette partie aura pour but de montrer que la proximité spatiale est déterminante dans l'élaboration des solidarités transnationales.

3.1.1. De l'administration centralisée du lien ou de l'échec de la poly-nucléarisation

Les INTAO, ou dispositifs d'interactions assistées par ordinateur, s'installent dans les politiques gouvernementales tant des pays d'origine que des pays d'accueil. C'est, selon Turner, Henry et Gueye, le moyen de rendre la diaspora « efficiente et efficace » [Turner,

Henry et Gueye, 2003 : 2]. Dans les deux cas, c'est bien une contribution au développement du pays d'origine des migrants qui est attendue [Barré et al., 2003]. Cette entreprise socialisante à grande échelle repose sur le postulat suivant : le web 2.0 permet, par la fluidité qu'il autorise dans la circulation des informations, de constituer des collectifs et produire par conséquent des liens à distance. Cette conception, qui encadre les INTAO (à l'initiative des États) semble pourtant aller à contre-sens des productions diasporiques *par le bas*. En effet la proximité physique semble grandement conditionner les circulations migratoires, même dans le cas d'une poly-nucléarisation[212]. Alors, on peut douter de la réalité diasporique du lien dans le cas des INTAO.

On peut s'inspirer du cas du réseau RedEsColombia du programme ColombiaNosUne. Pour RedEsColombia, on comprend que la proximité physique doit précéder l'usage de dispositifs d'INTAO.

Échantillonnage :

Nombre de personnes sollicitées	Nombre d'entretiens	Nombre de personnes usant régulièrement cet espace
30	6	0

Au moyen d'une simple requête sur le site du réseau nous avons identifié 30 personnes, « membres » avec lesquelles nous pouvions avoir un entretien en France. Nous avions la possibilité d'enquêter sur les villes de Paris et Montpellier. Sur les 30 messages envoyés, six personnes ont répondu favorablement à notre demande et ont accepté de répondre à nos questions au cours d'un entretien. Ces entretiens servaient à déterminer l'utilité du site communautaire mis en place par le gouvernement et en délimiter leurs pratiques. Or, sur les six personnes interrogées, toutes ont affirmées ne pas utiliser cet espace numérique. Très vite, nous avons compris que les migrants colombiens n'utilisaient pas cet espace soit parce qu'ils ne désiraient pas pratiquer un nouvel espace de socialisation virtuel puisque d'autres sites tels que Facebook, Twitter ou LinkedIn existent déjà, soit parce qu'ils n'étaient pas assez

[212] Si l'on analyse le cas des associations qui illustrent la poly-nucléarisation on s'aperçoit que l'espace d'origine à l'échelle infranationale est privilégié dans la création des liens interindividuels et inter-organisationnels et que le lien est souvent le fait d'interconnaissances qui précèdent le départ en migration.

familiers avec ce site, qu'ils n'en voyaient pas l'utilité et/ou qu'ils n'avaient pas confiance[213]. Aussi, si le site compte beaucoup de membres, il s'agit moins de contributeurs que de simples souscripteurs. Au-delà de ce corpus, il nous est arrivé de rencontrer un migrant inscrit sur cette communauté virtuelle. Dans ce cas, à nouveau, nous avons noté une pratique inexistante de cet espace communautaire. Là encore la praticité et la fluidité des informations étaient remises en cause.

L'exemple de RedEsColombia nous permet de comprendre les difficultés éprouvées par les gouvernements centraux dans la construction et le maintien du lien ethno-national à distance. Par l'intermédiaire d'exemples, cette partie cherche à expliquer pourquoi créer des relations sociales seulement par l'intermédiaire de l'Internet et sans support associatif pré-existant demeure difficile. Au travers d'exemples, cette dernière partie démontrera que les technologies d'information et de communications ne peuvent créer ex-nihilo des liens de solidarité producteurs de circulations migratoires si elles ne sont pas précédées d'interactions physiques. Cette démonstration se fera d'abord au moyen de l'étude approfondie de la configuration des liens de structures associatives appartenant à la catégorie plurinucléaire et pluridimensionnelle. Ensuite, on questionnera les sociabilités temporaires au regard du rôle qu'elles peuvent jouer dans la consolidation d'un réseau principalement virtuel.

3.1.2. Les NTIC : un prolongement de la proximité ?

Si l'on constate un manque de confiance et de pratique de l'espace virtuel au moyen de l'exemple du réseau RedEsColombia, cela ne signifie pas pour autant que les technologies d'information et de communication n'aient pas d'impact sur l'associatif migrant. En effet, les travaux sur les e-diasporas montrent que l'espace numérique est complémentaire à l'espace géographique physique dans l'interaction sociale [Marchandise, 2013 ; Diminescu 2005]. C'est pourquoi nous devons mobiliser notre attention sur le rôle des TIC dans la fabrique des liens qui existent aujourd'hui dans le paysage associatif migrant. Pour conclure à l'utilité des TIC dans la socialisation en migration, il nous faut prendre en compte le rôle de médiateur

[213] Si l'on s'accorde avec les travaux de William Turner sur l'importance de la confiance dans la communication assistée par ordinateur, nous pensons que la confiance ne se gagne pas seulement sur des critères socioculturels : « *confidence is generally spontaneously forthcoming for socio-cultural reasons* ». Du moins pas dans le cas des INTAO.

que peuvent prendre les TIC dans les interactions à distance. On suppose donc que la poly-nucléarisation dépend des TIC. On entend confirmer ou infirmer cette hypothèse en testant les usages sur deux exemples : AMARUN et REIP (identifiées précédemment comme des entités répondant aux critères de la poly-nucléarisation).

- Amarun

Sur le terrain nous avons suivi les activités de quelques structures associatives en particulier dont Amarun. C'est pourquoi on utilise, ici, les données accumulées sur celle-ci.

1. **Les réunions annuelles** : Les contributeurs récurrents sont ceux qui faisaient partie du noyau des amis et camarades de l'École Polytechnique Nationale de Quito (EPN).

2. **Les activités** : elles sont autorisées par les liens interpersonnels qui existent entre l'ancien président de l'association, ses contacts scientifiques en France et le directeur de l'unité de mathématique à l'EPN.

3. **L'accroissement du collectif**: les activités, notamment les mobilités ont permis d'agrandir le réseau social avec de nouveaux arrivants en France. Toutefois l'usage du forum est récurrent pour répondre à diverses sollicitations d'étudiants venant d'Équateur et voulant s'installer en Europe ou dans l'un des pays d'installation des « Amaruños ». Ici, l'usage d'un outil de communication (site Internet) semble faciliter la transmission d'informations entre les membres, pour intégrer de nouveaux membres et maintenir la solidarité qui pourrait décroître avec le temps.

- Réseau Européen d'Ingénieurs Péruviens (REIP)

REIP bénéficie de la localisation dispersée de ses membres et de la constitution de chapitres nationaux (Espagne, France, Suède[214]) activés par le CIP (Collège des Ingénieurs Péruviens) de Lima dès 2010-11 dans le cadre du programme Plan Peru 2040. Pour comprendre l'impact des NTIC sur la sociabilité en migration, on choisit de mobiliser les données du groupe facebook-France. Il s'agit d'identifier les principaux contributeurs et la

[214] Ce « chapitre national » était en cours de constitution lors de notre travail de terrain en Europe.

nature des informations échangées dans ce chapitre national qui s'est construit sur le modèle du chapitre espagnol. Pour cela, nous avons régulièrement consulté la page Facebook du groupe de février à décembre 2011 et relevé les noms des contributeurs et les informations dont ils faisaient part.

Le tableau n°19 rapporte le nom des principaux contributeurs, leur localisation (localisation fournie par le site Facebook et vérifiée par nos soins), le nombre de messages postés ainsi que le thème dans lequel s'insèrent la majorité des messages postés par individu.

Tableau n°19 : *L'usage de Facebook par l'associatif migrant : l'exemple de REIP-France*[215]

Contributeur	Localisation – Institution	Nombre de messages	Thème dominant des contributions
Richard H. R. (Ad.)	Aix en Provence – IAE	20	Collectif & Activités
Jose S.	Grenoble – INP	19	Actualité scientifique
Red Europea Ingenieros P.	Madrid – Institution mère	7	Collectif & Activités
Carlos P. (Ad.)	Aix en Provence – IAE	6	Actualité scientifique
Avid Roman G. (Ad.)	Paris – UNSAAC	2	Collectif & Activités

Source : Facebook, veille 2012-2013. Ad signifiant : Administrateur.

Sur un total de 8 contributeurs recensés au total, 5 ont contribué plus de deux fois et apparaissent dans le tableau. On note l'importance de deux contributeurs majeurs (Richard H.R. et Jose S.). Notre expérience de l'association nous permet de savoir que ces cinq acteurs se connaissent physiquement. En effet, une première réunion à Madrid en janvier 2011 réunissait Carlos P., Richard H. R. et la Red Europea de Ingenieros Peruanos, puis une seconde réunion en juillet 2011 à Paris, à laquelle nous étions présents, et qui réunissait l'ensemble de ces contributeurs ainsi que des étudiants péruviens. La proximité géographique est donc évidente pour la construction du lien social puisqu'il aura fallu une réunion à Madrid pour que Richard H., prenne en charge le groupe en France et que Carlos P., devienne également l'un des trois administrateurs du groupe. Toutefois, Internet semble privilégier la diffusion d'informations à un nombre plus élargi de personnes (50 personnes en moyenne[216]

[215] Toutes ces informations ont été relevées manuellement. Ensuite les informations ont été classées afin de connaître les sujets porteurs d'échanges à distance.

[216] Pour chaque « post » le site Facebook donne le nombre de personne ayant visualisé l'information. Ceci nous permet donc de constater qu'en moyenne 50 personnes consultent les nouvelles postées sur la page Facebook.

regardent les publications postées sur le groupe sur un total de 89 membres[217]) ainsi que l'organisation d'activités[218].

L'usage de la mobilité géographique pour la constitution du collectif confirme l'hypothèse selon laquelle la proximité géographique, même si elle est temporaire, est déterminante dans la construction du lien social fort et stable. Dans le même temps, cette observation nous conduit à confirmer que les technologies d'informations et de communications servent d'outils pour concrétiser des activités. En effet, la proximité physique temporaire est conditionnée par l'usage des outils numériques (rencontre à Paris en 2011 et 2012, Rencontre à Madrid en 2011, participation au concours « Orgullo Peruano 2012 » concernent la REIP) tant pour la mise en place du lien que pour l'organisation concrète de la rencontre (maintien du lien).

Ces deux cas confirment que les nouvelles technologies d'informations et de communications peuvent activer la socialisation. Dans le même temps, les NTIC ne peuvent se défaire de la mobilité géographique effective. C'est pourquoi on suppose que l'espace numérique ne peut se défaire de l'espace géographique. Ces deux espaces sont liés et interdépendants l'un de l'autre dans la construction d'un collectif polynucléaire. Ceci explique alors pourquoi les INTAO mis en place par les gouvernements peinent à trouver le succès qu'ils souhaitent : le manque d'interactions physiques pénalise, même à court terme, les relations sociales.

3.2. Les conditions de la durabilité du lien

On constate que la socialisation reste conditionnée par l'interaction physique qui découle soit d'une proximité spatiale soit d'une mobilité permettant une interaction directe (face à face) entre les acteurs. Cette interaction, rendue possible par la mobilité (comme dans le cas de REIP) semble avoir été comprise par le gouvernement équatorien. En effet, notre observation participante (permise par nos contacts équatoriens en Europe) nous a permis de comprendre que la constitution d'un réseau à l'échelle mondiale, s'entendais d'abord par la

[217] Nombre de membres à la fin de l'année 2012

[218] On déduit cette participation au nombre de « j'aime » inscrits sous chaque publication existantes sur le mur Facebook du réseau.

construction d'un lien scientifique entre l'État, ses institutions et les migrants avant de promouvoir la construction d'un réseau de scientifiques équatoriens à l'étranger. Ces rencontres temporaires, entre l'État, ses institutions et les migrants, ont pour ambition de solidifier les liens entre les étudiants et les jeunes professionnels Équatoriens en Europe. Ces rencontres s'articulent à l'architecture de reconnexion des migrants, mise en place par l'Équateur : d'une part, une plateforme d'interaction numérique ; d'autre part (ce sur quoi nous allons nous attarder plus loin), le 2e Forum des boursiers de la SENESCYT[219] en Europe. Cette partie s'attachera donc à comprendre comment les interactions physiques temporaires peuvent consolider un réseau diasporique, tout en analysant la vision Équatorienne de la diaspora.

3.2.1. L'Équateur : la promotion d'un modèle territorial de l'interaction

Depuis 2010, l'action du gouvernement de Rafael Correa s'est attelée à positionner l'Équateur sur la scène politico-économique internationale. Dans ce sens, le Secrétariat à la planification (SENPLADES) étudie et envisage la reconversion de l'économie équatorienne, passant d'une surreprésentation du secteur primaire, au développement du secteur tertiaire. Cette transition économique se traduit aujourd'hui par l'intervention du gouvernement, comme État « providence », dans la conduite de nouvelles politiques scientifiques et de la réalisation d'aménagements importants en matière d'infrastructures et d'équipements nécessaires au bon développement des sciences et techniques. Le projet « Yachay[220] ville scientifique » est un exemple éloquent de l'action du gouvernement, d'autant plus qu'il consiste à rapatrier des scientifiques équatoriens dispersés dans le monde. Ce projet se double donc de la dimension migratoire, pensée par le retour des cerveaux en Équateur.

L'Équateur, en suivant les traces des pays du Sud-Est Asiatique, voue un intérêt de plus en plus consistant aux sciences dures et plus largement au capital humain national

[219] Secrétariat national de Science et technologie

[220] Yachay est un site scientifique construit dans la province d'Imbabura, au Nord d'Otavalo (dans le canton de San Miguel). Yachay est un mot quechua qui signifie « connaissance ». Plus d'information sur www.yachay.gob.ec

dispersé hors des frontières nationales territoriales. Le projet Prometeo[221] qui autorise le retour de professionnels (environ 80 entre 2010 et 2012) se double d'une réticularisation du lien État/migrant qualifié, par la mise en place des réseaux de la connaissance. Pour mettre en place les réseaux, activer de nouveaux liens académiques transnationaux, le SENESCYT a entrepris l'animation d'un réseau de boursier, au moyen de l'espace numérique, mais aussi, au moyen de colloques « *internationaux* » où la norme est celle d'être Équatorien[222]. Deux forums ont déjà eu lieu : le premier en Belgique en 2012, le second en Italie en 2013[223]. Notre observation participante à l'occasion du second forum nous permet de rendre compte des interactions qui ont eu lieu et de la capacité de l'Équateur à construire des réseaux de la connaissance pour le développement des sciences et techniques nationales.

Ici l'Équateur s'appuie bien sur une rencontre physique, même temporaire, dans l'espace migratoire (l'Italie pour rassembler les migrants en Europe). Bien entendu, personne ne peut garantir la durabilité de ces évènements. Autant cette pratique du gouvernement pourrait être abandonnée par les dirigeants qui succèderont à la tête de l'Etat, autant les migrants eux-mêmes pourraient se désintéresser des liens qu'ils créent momentanément avec leurs semblables. Toutefois, l'observation permet de dégager des éléments favorables au maintien de ces pratiques :

1. Un public de qualité : ce sont majoritairement des étudiants, boursiers et donc de haut niveau, accueillis par des institutions de renommée internationale qui participent à l'évènement.

2. De nombreux échanges scientifiques encadrés : animation de la rencontre par les travaux des étudiants réunis par affinités disciplinaires et encadrés par des professionnels du secteur.

3. Présence du personnel administratif du SENESCYT avec une présentation du projet gouvernemental et de l'agenda politique.

4. Présence de professionnels issus de l'Académie Équatorienne : présents pour identifier d'éventuelles coopérations scientifique avec l'Europe.

[221] Plus d'informations sur prometeo.educacionsuperior.gob.ec

[222] Nous avions relevé le côté paradoxal de ma venue avec quelques participants dans la mesure où, par le fait d'être entourée d'Équatoriens, j'apparaissais comme l'étrangère. Pourtant je me trouvais en Union Européenne.

[223] Le choix de ces lieux par le gouvernement semble se justifier dans les connaissances sur place et la coopération des consulats et ambassades locaux. Le prochain aura lieu à Berlin du 18 au 19 Octobre.

Document n°3 : *Deuxième Forum des Étudiants Équatoriens en Europe*

(c) Credit photographique SENESCYT - Red de Becarios

Forum s'étant tenu à Milan du 24 au 26 janvier 2013. Crédit photographique : SENESCYT

En réunissant les différents acteurs de la diaspora scientifique et technique Équatorienne (SENESCYT, migrants, professionnels Équatoriens) cet espace semble consolider l'idée d'une diaspora, en faisant prendre conscience à l'ensemble des migrants de la capacité intellectuelle existante en Europe et en construisant une nouvelle proximité entre acteurs étatiques et non-étatiques. Il est, dès lors, évident que l'Équateur est un pays désormais conscient des capacités humaines dont « dispose la nation », et que la récupération du talent s'envisage au moyen du renforcement des collaborations transatlantiques (autorisées par l'aide à la mobilité dans l'espace scientifique sans frontière équatorien), complété du retour physique des cerveaux les mieux formés et les plus compétents.

En interagissant directement avec les migrants, en se confrontant à leurs inquiétudes et en leur démontrant un grand intérêt, ces échanges dynamiques semblent faciliter la création d'un lien de confiance qui, on l'a vu, est indispensable à la durabilité du lien État-migrant. De plus, en laissant libre cours aux échanges scientifiques à la façon d'un colloque, les « étudiants » rentrent en interaction et s'échangent leurs contacts[224]. Cet échange informel semble s'intégrer aux schémas de développement des « réseaux de la connaissance ». Plusieurs éléments nous permettent de faire cette observation et correspondent au matériel mis à disposition par le SENESCYT :

[224] Ce fût également une expérience personnelle puisque j'ai alors profité de cette occasion pour discuter avec des Equatoriens.

1. Photographies et vidéos disponibles sur Internet des réunions formelles (Grand Amphithéâtre, salles de workshop) mais aussi des temps informels (photographies et vidéo des pauses). Cela semble traduire un intérêt des organisateurs de l'évènement d'impulser les interactions entre étudiants boursiers.

2. Une évaluation soumise à l'ensemble des participants dans lesquels figurent (remise dès le premier jour à l'accueil des participants, sous forme de questionnaire à remettre en fin de colloque) :

    a. L'évaluation de chaque intervenant en fonction de la qualité de ses propos ;
    b. Un rapport de compatibilité : chaque étudiant doit fournir les noms de ceux avec qui il aurait des compatibilités académiques ;
    c. La récupération de mots clés de recherche : sollicitation des étudiants pour qu'ils fassent part de leurs axes principaux de recherche en procédant par mots clés.

Ici l'institution (SENESCYT) met en relation les chercheurs et s'impose ainsi, en quelque sorte, en tant que médiateur. Toutefois, comme toute institution elle est confrontée au problème de la durabilité des initiatives qu'elle crée, en particulier dans le cas de la création d'une INTAO[225].

3.2.2. Maintenir le lien : le modèle de la proximité spatiale mis en rupture

On comprend de la partie précédente que la proximité physique temporaire permet de nouer des contacts, de connaître les responsables nationaux du processus migration et développement et de comprendre plus largement le dispositif gouvernemental de gestion de la diaspora scientifique et technique. En outre, l'établissement temporaire d'un espace d'échanges permet aux migrants de se tenir informés des avancées politico-économiques du gouvernement central.

[225] Il est à noter également que, à l'issue de la rencontre à Milan en 2013, s'est créée une nouvelle structure associative, vouée à la coopération technique. Le président de celle-ci réside à Montpellier et elle se structure entre la France et l'Equateur ainsi que la Hollande. Cette structure associative ne fait pas partie du corpus car nous avons pris connaissance de son existence trop tardivement au stade de la rédaction.

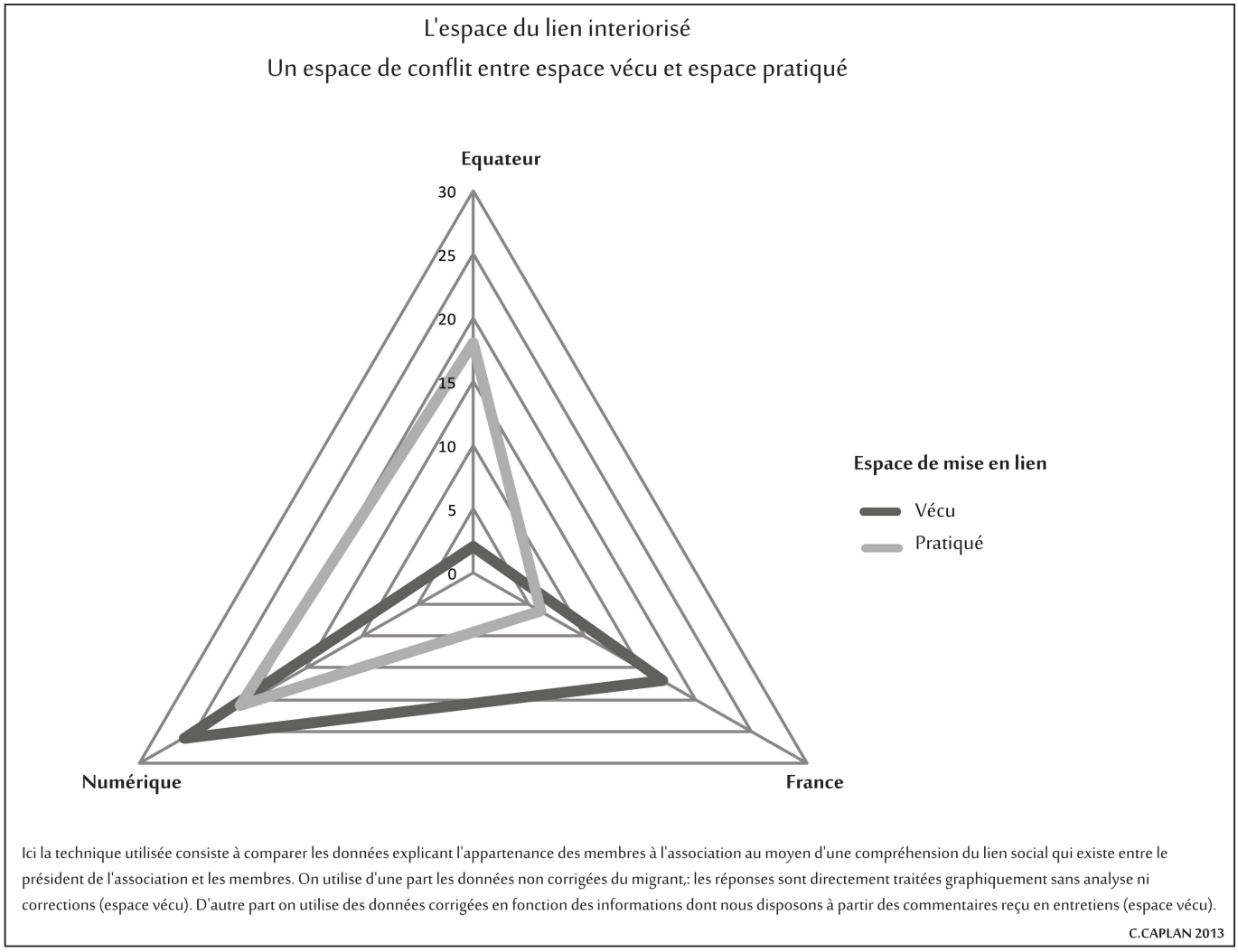
Pourtant si la proximité temporaire joue un rôle dans la construction diasporique, c'est le maintien du lien qui est capital dans la production sociale en migration. L'expérience Amarun nous apporte en effet des éléments plus concrets dans ce sens.

Le graphique suivant traduit l'impact de l'espace numérique dans l'espace vécu et révèle combien les moyens de communication peuvent modifier les perceptions de l'espace[226]. Pour révéler ceci, ce graphique se construit à partir des données disponibles sur 45 membres de l'association. Pour chaque membre nous avons récolté dans une première phase les commentaires du président de l'association. Nous demandions alors comment le contact avec ce membre s'était construit. Trois possibilités lui étaient données : un contact fait en Équateur, en France ou par Internet. Une fois ces données collectées, nous avons organisé un appel téléphonique pour recevoir les commentaires de ce président tout en veillant à le questionner particulièrement sur les contacts qu'il disait avoir fait grâce à Internet.

A partir de la figure n°18, on comprend qu'à l'étape 1 de notre collecte d'information, l'Équateur est sous-représenté. On constate que la socialisation, telle qu'elle est vécue par notre interviewé se place particulièrement dans l'espace numérique (espace vécu). Pourtant la deuxième étape de l'analyse du processus de socialisation (lorsque nous interrogeons l'interviewé sur le contenu de ses réponses) révèle l'Équateur comme point central des solidarités transnationales (figuré par l'espace pratiqué). Si involontairement, dans son discours, le président accorde une importance à l'espace numérique dans la construction du lien social, une contre-analyse livre donc des résultats contraires et démontre que c'est l'espace d'origine qui autorise le lien. Ce décalage s'explique par les moyens mis en œuvre par ce président pour renouer le lien social avec de nombreux migrants. En effet s'il a connu la plupart des membres en question lorsqu'il habitait à Quito (dans le cadre de sa formation à l'École Polytechnique Nationale plus précisément), il aura dû les recontacter par Internet pour les faire adhérer à l'association.

[226] La réalisation de ce graphique s'est fait grâce à un entretien en deux étapes avec le fondateur de l'association. La première étape consistait en l'envoi d'un tableau rassemblant les noms de l'ensemble des membres recensés. Pour ceux-ci nous demandions à Diego C. (le fondateur d'AMARUN) de nous indiquer où avait-il connu ces personnes (pays d'origine, pays d'accueil, internet). A partir de ce tableau, nous l'avons interrogé afin de vérifier les réponses fournies lors de la première étape.

Figure n°18 : *Les représentations mentales de l'espace social : une distorsion entre espace vécu et pratiqué*



L'espace numérique est par conséquent un moyen de réactualiser un lien social, pré-migratoire, sous influence de la proximité physique. Cet exemple montre également que les espaces numériques et physiques doivent être mobilisés ensemble pour garantir une socialisation pérenne à l'échelle internationale.

Par conséquent, ces éléments permettent de comprendre qu'il existe une extrême interdépendance des espaces, physiques et numériques, et qu'il est nécessaire de prendre en compte cette interdépendance dans la mise en place de politiques diasporiques. L'interaction physique, temporaire ou non, semble contribuer à la construction des liens sociaux dans la

diaspora à condition que les outils d'interactions à distance soient mis en place et permettent une co-opération des migrants. Aussi faut-il qu'il y ait de quoi faire activer les réseaux. Dans ce sens les pays d'origine semblent se confronter à des résistances, dans la mesure où le manque de projet(s) concret(s) pour le(s)quel(s) collaborer semble freiner l'implication des migrants qualifiés[227]. L'expérience Amarun, si elle se construit sur des échanges majoritairement à distance et donc par Internet, révèle aussi que l'interaction physique lui est complémentaire : autant pour la construction des liens (les membres privilégient l'interaction physique pré-migratoire pour adhérer au collectif), que pour les pérenniser (les réunions annuelles permettent de renforcer les coopérations entre les membres, faciliter leur inter-connaissance, etc[228]).

[227] Le Forum des étudiants équatoriens comptait près de 100 Équatoriens soit autant qu'il y en a sur la page Facebook.

[228] Indirectement la conduite du colloque par le SENESCYT à Milan en Janvier 2013 a permis à l'un des membres de l'association de rencontrer pour la première fois quelques autres membres dont l'ancien président puisqu'ils ne se connaissaient pas encore de vue. Le financement des mobilités par les laboratoires, pour des raisons académiques évidentes, doublée d'une dimension diasporique, est incontestablement un moyen de pérenniser les liens sociaux en diaspora.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Espace-s

L'espace numérique comme moteur des pratiques transnationales a révélé ici ses limites. L'usage récurent des rapports de proximité dans la production du lien social en migration nous incite à penser que l'espace physique reste le support essentiel de l'interaction entre les Hommes. L'interaction médiatisée par ordinateur ne peut donc remplacer l'interaction « traditionnelle ». Il serait alors d'usage, pour l'étude ou la production de l'espace diasporique, de combiner espaces numérique et physique.

L'influence de la proximité physique se comprend d'abord par des pratiques associatives qui s'établissent préférentiellement aux échelles infranationales et nationales. Autrement dit, elles passent par une mobilisation des ressources et une mise en place des projets qui s'instituent à l'échelle des villes, des pays en passant par les régions – ou les communautés autonomes – de l'espace d'accueil. L'étude des pratiques associatives nous conduit donc à comprendre que les espaces supranationaux européens et latino-américains restent moins utilisés comme espace ressource ou espace d'action par les structures associatives. Ceci contraste nettement avec les pratiques que souhaiteraient adopter les structures associatives, comme le révèle l'étude comparée entre l'espace d'auto-identification et l'espace des pratiques de celles-ci. En effet, si certaines structures présentent un grand intérêt pour s'établir dans un espace plus vaste que l'espace local, la comparaison entre ce que nous avons désigné la spatialité nominale et l'« espace des pratiques » révèle les difficultés éprouvées par les structures associatives à étendre leur influence et leur réseau. La territorialisation de l'espace associatif migrant semble alors privilégier l'espace physique.

L'objet du chapitre suivant sera donc d'analyser les raisons qui expliquent cette préférence pour l'espace local et de montrer comment, cet espace local, peut s'activer au service de projets de dimension transnationale.

CHAPITRE VI

ESPACES LOCAUX ET STRATEGIES D'INVESTISSEMENT DE L'ESPACE

L'enjeu que constituent la production et la mobilisation du capital social est au cœur de cette thèse. Nous avons jusque là envisagé la configuration prise par le capital social au sein des structures associatives. A présent, nous souhaitons envisager la construction et le maintien dans le temps du capital social par les structures associatives afin de connaître le rôle qu'ont les ressources sociales dans les configurations spatiales prises par les structures associatives. Pourvoyeur et producteur de ressources[229], le « capital social »[230], particulièrement théorisé au cours du 20e siècle[231], offre une signification changeante selon les auteurs qui l'ont étudié. De ces travaux, nous retenons d'abord ceux de Pierre Bourdieu [Bourdieu, 1980] et James Coleman [Coleman, 1988 ; 1990], lesquels, en prenant acte des travaux sur le structuralisme, consistent à voir le capital social comme le produit de la structure sociale, un phénomène collectif dont les acteurs exploitent le potentiel. L'intérêt des

[229] Ce peut être par exemple la réduction des coûts (voir filières du Diamant à New York par exemple) grâce aux relations sociales dont dispose un individu, une entreprise, etc.

[230] Le capital social trouve l'une de ses plus complètes définition dès 1980 sous la plume de Bourdieu : « *l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance, ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe comme ensemble d'agents […] unis par des liaisons permanentes et utiles* ». [Bourdieu, 1980].

[231] La première occurrence serait attribuée à Hobbes dans Le Léviathan, toutefois c'est Weber dès 1971 qui le réutilisera et Bourdieu, Coleman et Putnam qui le populariseront à partir des années 1980. A ce sujet, Portes affirme que « …*les processus désignés par le concept ne sont pas nouveaux et ont été étudiés déjà sous d'autres noms par le passé. Les appeler « capital social » c'est, plus largement, un moyen de les désigner par un terme plus attirant* » [Portes, 1998 : 21].

travaux de Bourdieu réside alors dans la combinaison des conditions structurantes et la liberté de choix des acteurs (l'habitus). Ensuite, nous considérons les travaux de Robert Putnam [Putnam, 1995], qui décrivent le capital social comme le résultat de l'action des individus. Dans ses travaux, les activités de la société civile sont mesurées dans le but de prouver que l'accumulation du capital social est facteur de succès. Toutefois, ses travaux restent controversés[232] et l'inclusion de la mobilité sociale comme un facteur de déclin du capital social reste critiquable dans la mesure où sa réflexion s'appuie sur des théories naturalistes et relativement peu documentées. Enfin, la théorie des ressources sociales de Nan Lin [Lin, 2001] nous éclaire dans le sens où, en s'inspirant des travaux de Bourdieu, Lin reconnaît l'influence de la structure sociale dans l'accès et la création du capital social, tout en accordant une place à l'action individuelle. En effet, sa théorie repose sur les ressources, les facilités d'accès aux ressources et enfin les liens utilisés pour accéder aux ressources ce qui permet d'évoquer le capital social dans toute sa complexité.

Le capital social, dont le sens se trouve souvent associé à celui du réseau, constitue un moyen d'accéder plus facilement et plus rapidement aux informations ainsi qu'aux ressources matérielles et/ou idéelles puisqu'il constitue l'ensemble des ressources accessibles au travers du réseau. Ces ressources servent alors à conserver ou acquérir un statut de domination sociale (Bourdieu) ou d'obtenir la reconnaissance de la société (Coleman) conditionnée par l'interaction sociale[233].

Les limites du groupe étant définies par les échanges et les interactions [Bourdieu, 1980 : 2-3], les migrants et leurs organisations sont très rapidement devenus un sujet d'intérêt pour les chercheurs en sciences humaines et sociales, lesquels, en considérant les théories précédemment énoncées, ont exploré les retombées positives des réseaux ethniques ou transculturels[234] sur la vie des immigrés. C'est le cas de nombreuses études faites aux États-

[232] La faiblesse théorique de ses travaux étant la critique principale adressée à Robert Putnam, lequel, selon Sophie Pontieux, ne s'intéresserait qu'au volume associatif et non aux raisons qui conduisent l'Homme à s'associer. Sophie Ponthieux, 2006, *Le capital social,* La découverte, collection Repères, 121 p.

[233] Chez Habermas l'interaction sociale est au centre de l'analyse philosophique. Dans sa pensée, l'interaction se fait au bénéfice du groupe et n'est pas conduit par des intérêts individuels. La communication y fait figure de haut représentant de la démocratie dégagée de toute instrumentalisation humaine. C'est ce qu'il appelle la *Théorie de l'agir communicationnel.*

[234] Voir notamment l'article de Caroline B. Bretell, dans lequel elle oppose le capital social ethnique, du capital social trans-culturel « Cross-cultural social capital » ; Caroline B. Bretell, 2005, Voluntary Organizations, Social Capital, and the Social Incorporation of Asian Indian Immigrants in the Dallas-Fort Worth Metroplex, *Anthropological Quarterly,* Vol 78, n°4, pp.853-883.

Unis sur les Portoricains [Aguilera, 2005], les Mexicains [Massey et al., 1987] ou encore les Salvadoriens [Menjivar, 2000]. Mais alors que le capital social des migrants est appréhendé dans son expression locale, les réseaux d'acteurs produits par les migrants qualifiés sont envisagés, quant à eux, sous la forme de diasporas, en s'appuyant sur la théorie des liens faibles de Granovetter (1974). Ainsi, les récents travaux s'intéressent peu aux configurations locales que prennent les sociabilités tissées par les Hommes et leurs organisations et privilégient un regard internationalisé sur la question. En réalité, jusqu'à maintenant, cette lecture semble avoir participé à spatialiser les liens associatifs le long d'une focale transnationale, ne permettant pas d'observer plus en détail l'ensemble des espaces pratiqués par les migrants pour concrétiser leurs objectifs, que ce soit le développement de leur pays d'origine ou encore la production de liens entre eux. Dans ce chapitre, nous envisagerons la socialisation des structures associatives de l'espace local au global, afin de mettre en évidence l'instrumentalisation dont le lien social peut faire l'objet et, dans le même temps, de révéler les logiques de déploiement de l'associatif migrant qualifié.

La prise en compte de la spatialité des liens vient à manquer [Cumbers et al. 2008]. Toutefois, quelques travaux ont déjà décrit la territorialisation des associations de migrants non qualifiés au moyen de la production de liens. Ceux-là consistaient à mettre en avant l'usage ordinaire de la proximité spatiale pour les associations de migrants et leur tendance au recentrement sur un espace moins vaste [Dumont, 2008] dans le but de bénéficier d'aides plus importantes, et intervenir à terme dans un espace multidimensionnel du local au global [Lin, 2001][235]. Pour expliquer la présence multi-scalaire d'une association, Antoine Dumont utilise le contenu à mettre en circulation et déduit que les ressources sont plus faciles à obtenir par proximité spatiale et sociale. C'est par là qu'il nous faudra commencer notre réflexion. En partant de l'hypothèse que les ressources locales servent les stratégies d'investissement du spatial[236], ce chapitre cherchera à vérifier que l'usage des ressources locales est favorable à l'acquisition d'une configuration spatiale multidimensionnelle. Dans le cas où notre hypothèse serait infirmée, alors l'usage privilégié des ressources locales serait un facteur d'isolement spatial des structures associatives.

[235][235] Dans ce cas, la conception instrumentale de Nan Lin est particulièrement intéressante puisqu'elle met en avant les deux volets de la transaction des ressources sociales : l'accessibilité et l'usage. Il combine alors l'aspect structural à l'aspect praxéologique.

[236] Les travaux, notamment en développement local et les études de l'urbain, font un usage régulier de ce terme que l'on applique ici aux stratégies de la société civile reflétant alors la « mobilité » de l'entité au sein d'un système local ou supra-local.

A la recherche des espaces pratiqués et mobilisés par les migrants andins qualifiés et leurs organisations, on se doit d'entreprendre l'observation et l'analyse des réseaux d'acteurs locaux de l'associatif migrant qualifié.

Pour cela, un effort de définition est nécessaire. Le local est à comprendre dans le sens géographique du terme, c'est à dire qu'il fait référence aux acteurs – associations, ONG, réseaux institutionnels etc. – existants dans la même ville, ou plus largement dans la même région que le responsable associatif entretenu. Il s'agit donc d'envisager la contribution que les réseaux institutionnels tissés à l'échelle locale ont pour l'associatif migrant. Nous présenterons ici des résultats essentiellement issus du terrain espagnol. C'est en effet dans ce pays que des sociabilités locales ont été observées. Aussi nous servirons-nous du laboratoire madrilène pour faire état de ces stratégies.

Ce « laboratoire » devrait nous permettre de révéler, par le biais des réseaux locaux, la manière dont les responsables associatifs adoptent des stratégies d'investissement du social et d'en comprendre les conséquences sur leur spatialisation. Car, c'est en effet ce qui nous préoccupe ici : la fabrique de réseaux locaux sont-ils bénéfiques aux circulations de dimensions transnationales, diasporiques, ou au contraire ont-ils une influence négative sur leur réalisation ?

Afin d'y répondre, ce chapitre commencera par l'étude des stratégies adoptées localement par les migrants et leurs organisations, en particulier l'inscription dans des réseaux d'acteurs locaux au bénéfice de leur situation socioprofessionnelle ou de leur statut de volontaire. On envisagera alors les répercutions des sociabilités locales à l'échelle des organisations, en envisageant l'impact de l'ancrage local sur la mise en réseau des structures associatives et sur la concrétisation de projets d'envergure transnationale. Nos observations permettront de conclure à deux modèles de production de l'espace social par les structures associatives: la capitalisation et l'accumulation.

1| *De proche en proche… pour exister*

Si l'espace local peut se révéler pourvoyeur de ressources humaines et matérielles, faut-il encore pouvoir et savoir le mobiliser, et donc d'abord l'investir. Nan Lin [Lin, 2001], dans sa théorie des ressources sociales, considère que la ressource doit être accessible dans le réseau mais que l'acteur doit également en faire usage[237]. Aussi les amis, collègues, proches sont-ils nécessaires à l'acteur pour disposer d'un capital social suffisamment important, et ce même à l'échelle géographique locale, et ainsi lui permettre de mobiliser le plus grand nombre de ressources. Pourtant, toutes ne sont pas mobilisées par les acteurs, du moins elles ne le sont pas systématiquement et simultanément. Certains réseaux d'acteurs se font, tandis que d'autres se défont, et certains servent et se révèlent actifs tandis que d'autres sont manifestement plus latents. Par conséquent, les migrants et leurs organisations ont tendance à s'impliquer dans des dynamiques de réseaux, comme l'indique la prolifération de fédérations d'associations de migrants dans les pays de l'étude et notamment en Espagne. On s'interroge dès lors sur la nature des circulations qui prennent naissance dans l'espace géographique local, et sur la façon dont les ressources disponibles à cette échelle sont utilisées par les migrants qualifiés et leurs organisations. Ces ressources sont-elles profitables à l'accomplissement des objectifs ? Servent-elles les ambitions collectives, individuelles ?

Comprendre les spatialités est une question d'échelle d'observation. C'est pourquoi cette partie consiste à s'interroger sur l'échelle géographique locale dans ce qu'elle implique comme échanges de proximité. Car si les nouvelles technologies réduisent les distances géographiques, la distance sociale peut parfois rompre l'idéal de proximité[238].

1.1. L'usage de l'espace local dans le jeu de l'intégration institutionnelle

La littérature des vingt dernières années révèle la tombée en désuétude du mot « intégration ». Il est d'ailleurs mis en retrait des travaux académiques sur la migration internationale avec pour principale référence les travaux d'Abdelmalek Sayad [Sayad 1999],

[237] La théorie de la ressource sociale est alors combinée à celle de la structure et de l'action.

[238] Géographique.

au crépuscule de l'ère intégrationniste. Ce terme d'intégration, au regard des critiques qui lui ont été adressées apparaît de moins en moins dans les ouvrages dès la fin des années 1990, sauf lorsqu'il s'agit de le critiquer ou le repenser. Aussi, l'utilisation du mot « intégration » stagne voire diminue dans la littérature française et internationale depuis le début des années 2000 tandis que l'usage des termes « transnationalisme » et « diaspora » gagnent du terrain[239]. Pourtant, s'intégrer peut encore faire sens[240]. Car ce n'est pas toujours à la société locale que l'on souhaite être « intégré », voire « assimilé ». Intégrer un groupe, « appartenir à », permet à l'individu d'acquérir une identité sociale qui lui permet de se distinguer. Mais « faire partie de », ce n'est pas seulement s'intégrer socialement, c'est aussi s'intégrer institutionnellement[241].

1.1.1. Les fédérations de migrants : des réseaux pourvoyeurs de solidarités locales

Largement répandue dans la littérature, l'étude des réseaux d'associations de migrants est percutante, dans la mesure où elle révèle un échelon supérieur d'organisation au bénéfice du renforcement des actions et du caractère transnational de celles-ci (voir notamment les études sur les fédérations mexicaines de Guillaume Lanly). Mais ces études qui restent peu nombreuses ne révèlent pas les stratégies d'investissement du social qui pourraient être adoptées par les migrants qualifiés et leurs organisations afin de compléter leur capital social. C'est pourquoi les raisons de participer dans d'autres réseaux d'organisations ne sont habituellement pas décryptées.

En revanche, on cherche ici à interroger les raisons de fabrication de pareilles solidarités et leurs traductions dans le paysage associatif. Quelles stratégies de développement

[239] Ces résultats ont été obtenus grâce à NGram Viewer, logiciel en libre accès sur Internet fourni par le moteur de recherche Google. La recherche a été faite avec les mots en français et en anglais, dans leurs corpus respectifs (données de 1800 à 2008).

[240] Les contextes nationaux sont également déterminants. Si en France son usage est proscrit, en Finlande son utilisation est en hausse, le mot « intégration » étant le seul terme disponible pour rendre compte de la situation à laquelle sont confrontées les autorités ainsi que les migrants arrivant sur le territoire finlandais. Ils différencient alors l'intégration institutionnelle de l'intégration sociale.

[241] Khalid Khayati, *Transborder citizenship and the challenges of simumtaneous participation : the case of Sweden and Iraqi Kurdistan,* colloque Migration et développement, Turku, 14 Août 2012.

institutionnel sont derrière ces liens d'appartenance ? Quelles proximités interviennent dans la production du lien avec les fédérations de migrants ?

Pour cela, on se sert du laboratoire espagnol et des 23 associations sélectionnées et répondant au critère « d'associations de professionnels migrants andins »[242]. Les figures suivantes représentent les fédérations auxquelles sont institutionnellement rattachées les structures associatives enquêtées selon leur lien d'adhésion ou d'interconnaissance. On se propose dans un premier temps de comprendre le rôle que joue l'appartenance ethnique dans la mise en réseau des structures associatives. Pour cela, nous identifions trois catégories :

1. Les fédérations ethno-nationales (en noir sur les schémas de la figure n°19): ce sont celles qui revendiquent une appartenance nationale en particulier[243]. Pour chaque figure, les figurés noirs représentent des institutions de même origine nationale que le président actuel[244].

2. Les fédérations ethno-régionales (en rouge) : ce sont celles qui revendiquent l'identité latino-américaine, ou bien une appartenance nationale latino-américaine autre que celle du président de l'association.

3. Les autres fédérations (en vert)[245].

Les graphiques suivants reprennent pour toutes les structures associatives les liens dont elles disposent aux échelles locale (ville-région), nationale et supranationale. Aussi, les structures associatives servent de point de référence notamment pour déterminer s'il s'agit de fédérations ethno-nationales, ethno-régionales ou d'autres fédérations.

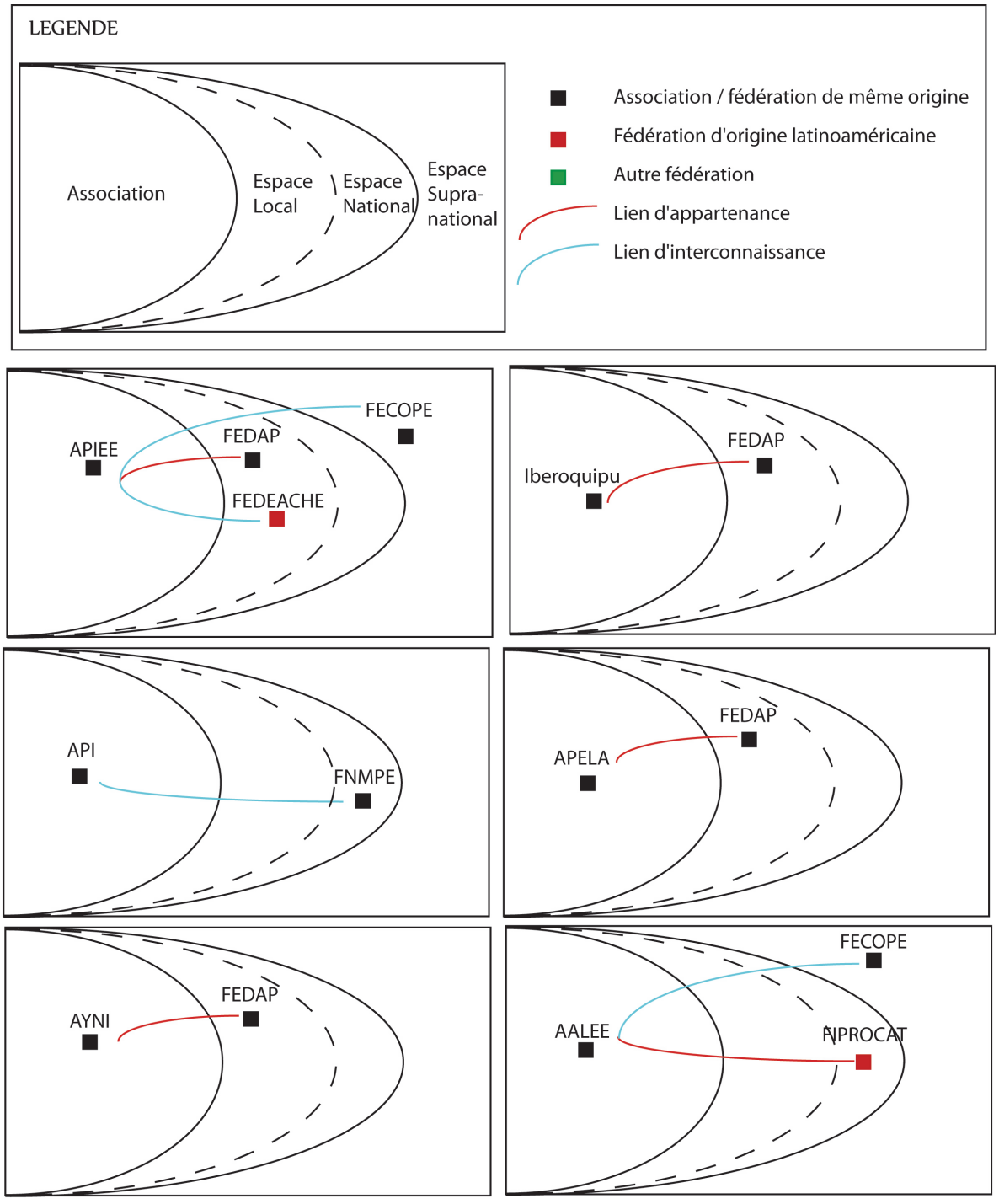
[242] Notre choix se justifie par l'existence plus importante de structures organisationnelles de rang supérieur sur le laboratoire espagnol.

[243] De la même manière que nous l'avons fait pour les structures associatives, ici on utilise l'auto-identification des fédérations pour délimiter les communautés nationales auxquelles elles s'adressent.

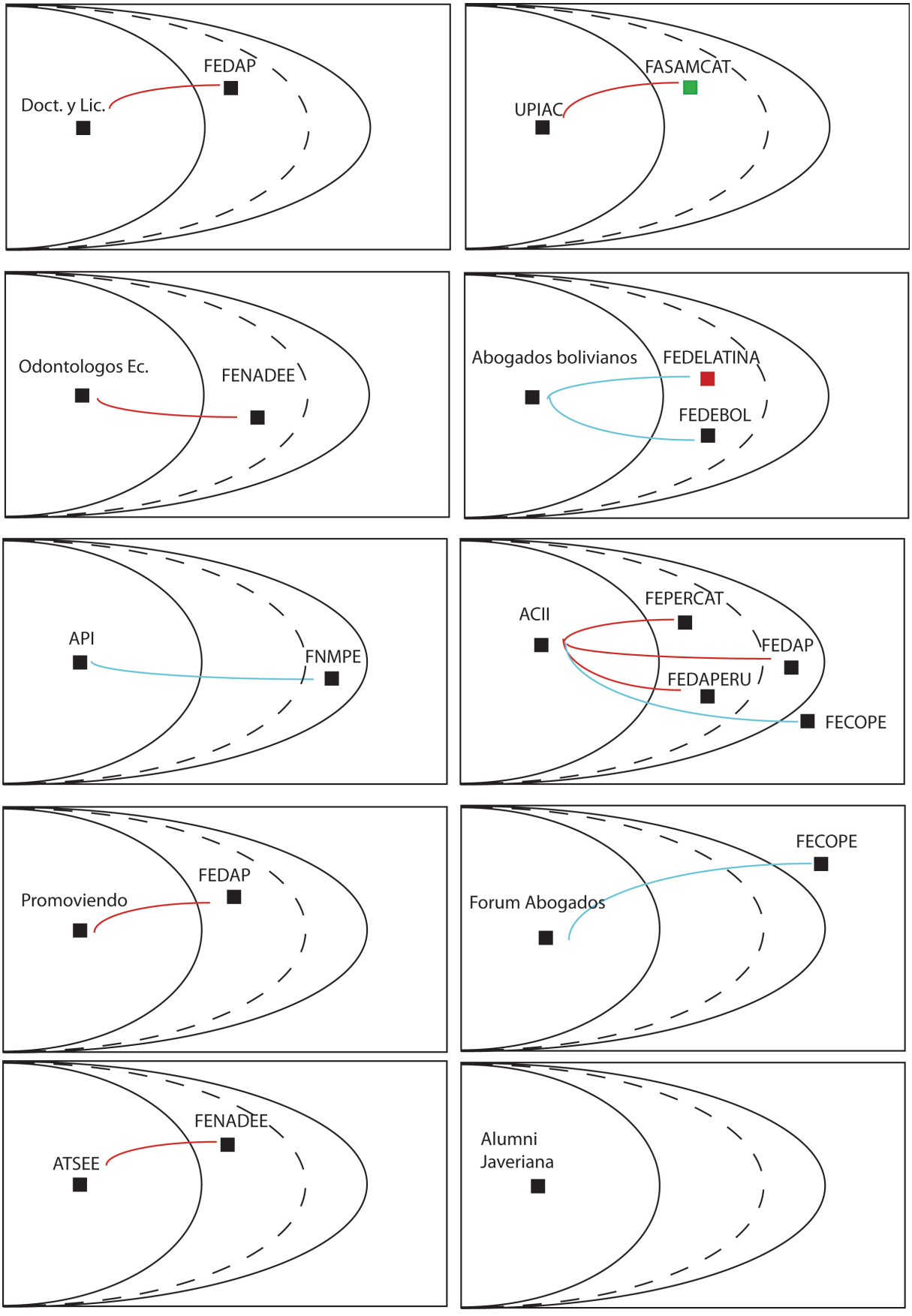
[244] Au moment de l'entretien.

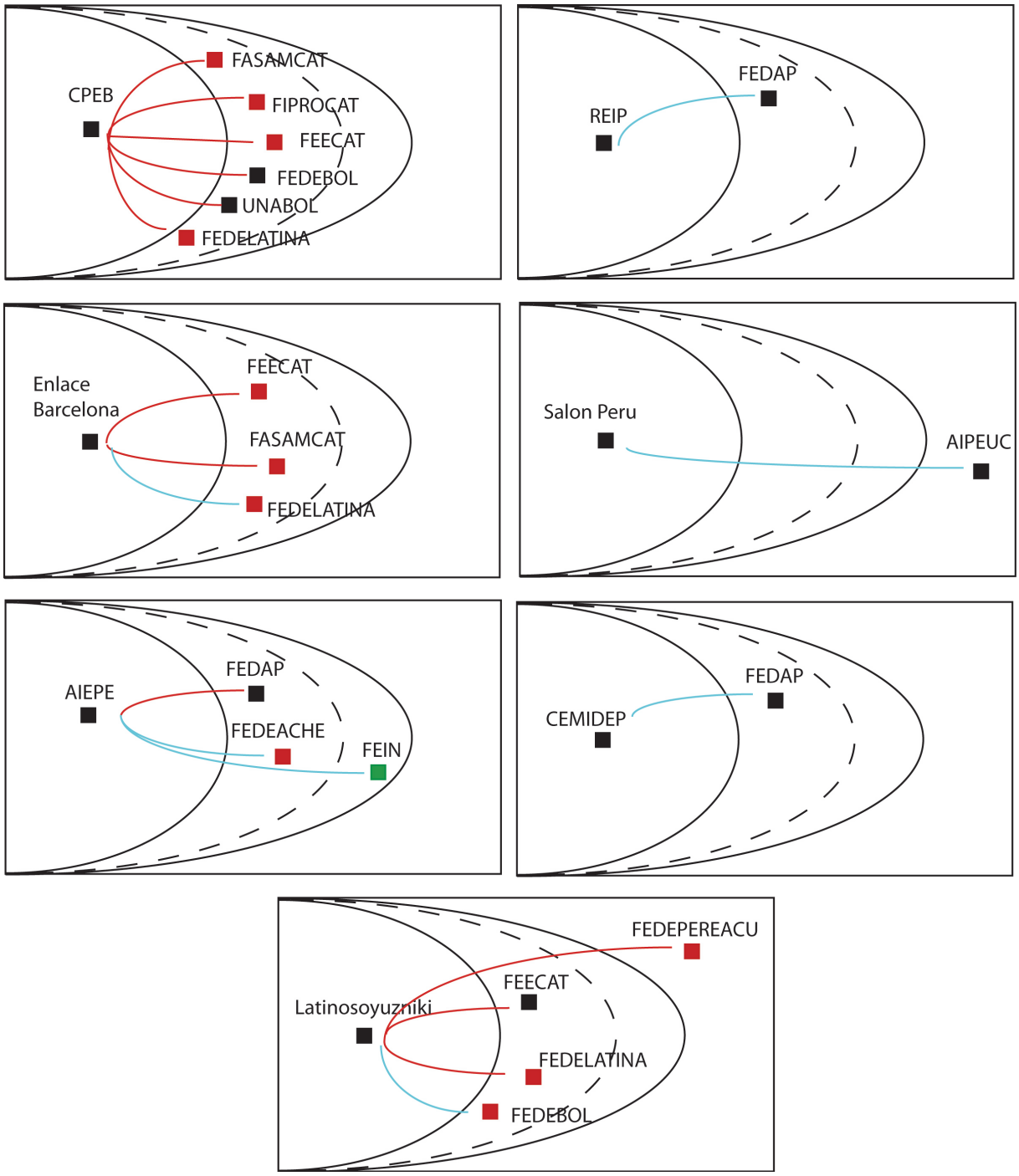
[245] Pour plus de clarté nous choisissons de ne mettre que les acronymes des fédérations et structures associatives. Pour les structures associatives veuillez vous reporter au tableau n°5 page 149. Pour les fédérations voir note intégrée à la figure n°19.

Figure n°19 : *Les liens associations-fédérations en Espagne*



FEDEACHE: Fédération des organisations chiliennes en Espagne, FNMPE: Fédération nationale des médecins péruviens en Espagne, FECOPE: Fédération de la communauté péruvienne en Europe, FIPROCAT: Fédération iberoaméricaine de professionnels en Catalogne, FEDAP: Fédération des associations péruviennes en Espagne, FASAMCAT: Fédération des associations ibéroaméricaines en Catalogne, FEDEBOL: Fédération des organisations boliviennes, UNABOL: Union des associations boliviennes en Catalogne, FEECAT: Fédération des organisations équatoriennes en Catalogne, FEDELATINA : Fédération des organisations Latinoaméricaines en Catalogne , FEDEPEREACU, Fédération des associations des anciens boursiers de la russie et des pays de l'ex URSS, FEIN: Fédération des associations pour l'immigration. AIPEUC: Association des organisations péruviennes des Etats-Unis et du Canada


FEDAP
Doct. y Lic.
FASAMCAT
UPIAC
Odontologos Ec.
FENADEE
Abogados bolivianos
FEDELATINA
FEDEBOL
API
FNMPE
ACII
FEPERCAT
FEDAP
FEDAPERU
FECOPE
FEDAP
Promoviendo
FECOPE
Forum Abogados
FENADEE
ATSEE
Alumni
Javeriana



Ces figures révèlent que la majorité des liens d'interconnaissance et d'appartenance se font dans le cadre d'une même appartenance nationale (3 liens sur 4). C'est ensuite le cadre latino-américain qui est privilégié, puis, dans une moindre mesure (2 cas en tout), le lien ne se justifie ni par l'origine nationale, ni par l'origine latino-américaine. Aussi, il est clair que les associations de migrants qualifiés en Espagne s'orientent prioritairement vers des fédérations

représentant le même collectif national et secondairement vers des fédérations représentant le sous-continent latino-américain.

Au regard des résultats présentés, on constate que les liens sont orientés sur la communauté nationale. On aurait pu penser, pourtant, à un engagement communautaire moins important pour des migrants qualifiés. Cette observation confirme que **l'appartenance nationale (régime de proximité sociale) reste un des éléments déterminants de la socialisation**.

Les raisons ne se limitent toutefois pas à celle d'une identité partagée. S'il peut, en effet, s'agir du désir de socialiser avec des individus de même origine nationale, on constate que la fabrique du lien se justifie également par le besoin de connaître d'autres migrants ; d'obtenir de nouveaux financements ; acquérir des aides matérielles (Voir extraits d'entretien n°22 et n°23)[246]. En revanche, dans aucun des cas, les interviewés n'ont justifié leur choix par l'espoir de bénéficier de ressources humaines à travers ces réseaux, privilégiant les échanges matériels au échanges immatériels.

L'extrait d'entretien n°21 exprime les raisons qui ont poussées à la création de la FEDAP. Ceci nous permet de comprendre comment les liens sont d'autant plus nombreux dans l'espace local.

> **Extrait d'entretien n°21 :** Entretien avec Manuel P. Président de la FEDAP, Madrid, 15 juillet 2010.
>
> *M.P. : Malgré l'importance de la migration péruvienne [...] nous n'avions aucun organisme représentatif, nous rassemblant, nous unifiant. C'est pourquoi nous avons créé la fédération, comme un instrument d'institutionnalisation de la vie péruvienne et des péruviens. Et ça, ça veut dire tous les types de manifestations sociales, pas seulement des activités sociales ou culturelles. Donc on voulait une fédération pour rendre notre collectif migrant plus visible. Pendant sept mois, nous nous sommes réunis jusqu'en 2007 [...] avec 26 associations.*

[246] Ces justifications ont été récupérées lors des entretiens, 3 associations sur 4 répondent à ces critères.

Aussi, outre l'aspect social qui se construit dans la proximité ethnique (même origine nationale ou régionale privilégiée dans la mise en réseau des structures associatives avec des fédérations), on constate que la plupart des liens se construisent dans l'espace local (à l'échelle de la même ville-communauté autonome). Sur un total de 41 liens, 30 se situent dans l'espace local, soit près de 3 liens sur 4. C'est pourquoi, on peut également dire qu'en ce qui concerne les liens d'appartenance aux fédérations, les sociabilités s'établissent de préférence à l'échelle locale. Ceci vient probablement du fait que les amitiés prennent corps dans l'espace local, que les rencontres se tiennent également dans l'espace local, ce qui favorise la socialisation à cette échelle. De plus, on sait que dans notre corpus certaines fédérations sont nées du besoin de maintenir des amitiés existantes entre dirigeants associatifs. L'exemple de la FEDAP (extrait n°21) est révélateur de cette volonté « d'institutionnaliser la vie communautaire »[247] à une échelle supérieure de décision[248].

Si l'échelle locale prédomine les liens d'appartenance aux fédérations, quelques structures associatives révèlent leur capacité à s'intégrer dans un espace géographique supra-local (Latinosoyuzniki, Salon Peru, ACII, AALEE, APIEE, Forum Abogados). Cette socialisation à l'échelle supra-locale se constitue néanmoins sur la base ethno-nationale et reste dominée par des liens d'interconnaissance et non d'appartenance (sauf dans le cas de Latinosoyuzniki qui appartient à la fédération des anciens étudiants de l'ex Union soviétique).

Par conséquent, ces données nous permettent de constater que les fédérations sont des lieux privilégiés de la sociabilité « ethnique » locale. On suppose alors que l'existence de ces fédérations se justifie dans le bénéfice social et économique qu'elles apportent à leurs membres. Autrement dit, les fédérations sont indispensables aux structures associatives qui, en se nourrissant de sociabilités locales de même origine, bénéficient d'un accès aux ressources matérielles (et dans une moindre mesure immatérielles) et s'intègrent ainsi à l'espace associatif migrant en Espagne. Pourtant, c'est par souci d'accès aux ressources que certaines structures associatives nous ont fait part de stratégies de socialisation supra-locales

[247] D'après le discours du président de la FEDAP, voir extrait d'entretien n°21.
[248] Federación de Asociaciones Peruanas, ou Fédération des Associations Péruviennes.

et/ou non-ethniques. La partie suivante détaillera ces quelques cas observés sur le terrain espagnol.

1.1.2. Franchir les frontières sociales

Exister institutionnellement n'est pas qu'un besoin de crédibilité. C'est aussi une condition sine qua non pour l'obtention de financements ou d'aides matérielles (voir les deux extraits d'entretiens n°22 et n°23). Pourtant, les fédérations peinent à remplir le rôle de pourvoyeur de ressources. En effet, les ressources matérielles des fédérations peuvent se révéler difficiles d'accès. Certains dirigeants associatifs le signalent comme un frein à leur développement, d'autres dénoncent une manipulation politique de certaines associations et d'autres encore l'analysent comme un désintérêt général pour la cause professionnelle (Voir extrait d'entretien n°22). Aussi certains dirigeants associatifs choisissent de se constituer des réseaux alternatifs à ceux des fédérations de migrants. Ce sont des réseaux d'associations ou des partenariats mis en place avec d'autres associations – qu'elles soient de migrants ou non – qui permettent aux migrants de mobiliser des ressources (extrait d'entretien n°27).

Extrait d'entretien n°22 : Entretien avec W.M.L, président de l'association Latinosoyuzniki

WML *: Pour avoir un financement à la Caixa, eh bien, ils nous ont dit qu'il fallait avoir cinq années d'expérience. C'est compliqué... c'est comme quand tu termines tes études et qu'on te demande cinq années d'expérience [...] C'est pour ça que la bolivienne m'a envoyé un e-mail disant qu'elle en avait discuté avec la FEDEBOL. Mais si ce n'était pas avec FEDEBOL (Federación de entidades bolivianas) il y a aussi les Équatoriens etc. Parce que nous devons mettre notre nom et celui d'une autre entité qui a plus d'expérience que nous [pour obtenir le financement]*

Ceci peut s'expliquer, par le fait que les migrants ne souhaitent pas adapter la mission de leurs associations aux besoins des fédérations, en modifiant leurs objectifs et en réorientant leurs activités. C'est pourquoi, ces structures associatives cherchent d'autres réseaux adaptés à leurs objectifs. Dans ce cas, le besoin en ressources ne donne lieu à aucun processus d'isomorphisme institutionnel, puisque les structures associatives cherchent d'autres moyens de répondre à leurs besoins [Powell et Di Maggio, 1983]. Toutefois nous verrons que, dans tous les cas, leur quête de ressources les amènent parfois à adapter leurs objectifs.

Extrait d'entretien n°23 : Entretien avec Sandra R., présidente de l'association Enlace Barcelona, Association d'étudiants et diplômés colombiens à Barcelone, le 5 juillet 2010.

S.R. : Enlace Barcelona c'est une plateforme pour que tu présentes tes projets. Si tu veux travailler, tu fais ton projet, tu le présente à Enlace et si le financement est accordé tu l'exécutes. [...] Quand ce sont des petits projets, c'est Enlace [qui finance]. Quand ce sont des grands, c'est FASAMCAT. Parce que FASAMCAT a au moins dix années d'expérience. Donc, comme ils nous connaissent, eh bien c'est plus rapide pour obtenir la subvention.

Les fédérations ne remplissant pas nécessairement leur rôle de pourvoyeur de ressource matérielles, il semblerait que les réseaux alternatifs prennent le relais et permettent alors aux structures associatives de disposer des ressources nécessaires à la conduite de leurs projets (voir encadré n°26 et n°27). En revanche, il est important de préciser que, si des associations s'engagent dans des réseaux alternatifs ou des alliances interinstitutionnelles, c'est principalement grâce aux relations sociales construites par l'intermédiaire des fédérations. C'est pourquoi, même si les fédérations s'illustrent dans la socialisation à l'échelle locale, elles interviennent favorablement dans la production de liens inter-associatifs et interindividuels qui conditionnent la pratique d'espaces sociaux et géographiques plus vastes (espaces supra-locaux, associations/fédérations non-ethniques). Toutefois, nous rappelons que les rapports interindividuels sont fondamentaux dans cette socialisation. En effet, avant qu'elle ne soit répercutée à l'échelle de la structure associative, c'est à l'échelle interpersonnelle que nous constatons ce phénomène de socialisation.

Extrait d'entretien n°24 : Entretien avec W.M.L., président de Latinosoyuzniki

W.M.L : Nous sommes inscrits à FEDELATINA, mais FEDELATINA c'est une entité qui regroupe toutes sortes d'associations. Donc c'est un contact, rien de plus. C'est très compliqué. C'est aussi qu'ils ont d'autres intérêts. Eux, ils aident les associations qui organisent le carnaval, les fêtes…. Ils leur donnent [aux associations folkloriques] beaucoup d'argent. Et nous… »

Extrait d'entretien n°25 : Entretien avec Jeannette., présidente Abogados Bolivianos

J : Pour faire parvenir les invitations, on le fait par Internet. Mais aussi à une occasion, c'est FEDELATINA qui l'a financé. C'est quand nous avons fait la projection du film American Visa suivi d'un débat l'an dernier.

Moi : Et même si vous n'êtes pas membres, ils vous ont financé malgré tout ?

J. : C'est que nous avons participé à toutes les réunions pour réaliser la programmation du 6 Août, qui est la fête nationale de Bolivie. Donc trois mois auparavant, toutes les semaines, nous nous sommes réunis avec tous les présidents des associations pour le 6 Août. Et c'est compliqué à organiser. Les ressources, elles sont données par la Generalitat à FEDELATINA pour que FEDELATINA administre l'argent et le donne aux associations. Et donc c'est avec ces ressources que FEDELATINA nous a financés.

Extrait d'entretien n°26 : Entretien avec Rocio C., présidente, de l'association ATSEE, Alcala de Henares, le 22 juin 2010.

Rocio : Je suis la seule qui habite ici. Les autres habitent à Madrid. Mais nous avons voulu commencer à faire notre travail à Alcala de Henares parce qu'à Madrid il y a énormément d'associations et, entre guillemets, c'est saturé là-bas. Donc c'est mieux de commencer là où il n'y en a pas trop… Et en plus on assiste aux ateliers du « centro assessor de la mujer ». C'est ce lieu, là où on est actuellement. Ce lieu s'appelle le centre de formation pour la femme et nous avons réalisé différents ateliers avec elles, nous assistons aux réunions et aux ateliers. Et c'est pour ça que la SENAMI nous a aidées un peu. Et même un tout petit peu, c'est déjà beaucoup !

Le cas de l'association AYNI pour le codéveloppement[249] illustre ce besoin de mise en réseau et des stratégies qui l'animent. Issue de rencontres organisées par la Croix Rouge, AYNI reste toujours en étroite relation avec celle-ci et participe régulièrement aux activités organisées par la Croix Rouge à Madrid. Ces activités ont permis de renforcer le lien entre AYNI et une autre association appartenant également à la FEDAP : l'ONG Iberoquipu. Les intérêts convergents de ces deux entités et leur appartenance mutuelle au réseau d'association construit par la Croix-Rouge semblent avoir conduit à produire des échanges plus réguliers entre ces deux associations. Particulièrement active dans les dynamiques de mises en réseau, l'association AYNI a rapidement bénéficié des contacts d'Iberoquipu, notamment l'association ACOCEX dont les membres sont experts en commerce international[250].

Appartenant déjà à la FEDAP, la Fédération des associations péruviennes en Espagne, AYNI s'est également affiliée à trois autres réseaux d'associations. Le premier est un réseau pour le codéveloppement « ILLARI » ; le deuxième est un réseau de migrants qualifiés en Espagne, porté par l'association INPROIN afin de répondre à un projet européen ; le troisième est un réseau d'associations pour les jeunes, « Jovenreda », dans lequel les membres d'AYNI sont parfois intervenus. Ces réseaux apportent à AYNI le support nécessaire pour poursuivre ses activités dans le domaine du codéveloppement, comme en témoigne l'extrait d'entretien n°27.

> **Extrait d'entretien n°27 :** Entretien avec Salomon R., président de l'association AYNI, Madrid, 21 juin 2010.
>
> *S.R. : Nous n'avons pas de local donc c'est l'association pour les droits de l'homme … Ils nous ont donné le local pour que nous puissions nous réunir là-bas. Donc, nous avons un local provisoire dans une rue de Madrid pour l'instant. Je ne me rappelle pas de son nom mais on se rejoint là-bas pour les activités. Et pour d'autres évènements plus importants, on se*

[249] Du nom espagnol « AYNI para el codesarrollo ».

[250] En ce qui concerne cette association ACOCEX, qui ne fait pas partie de la FEDAP puisqu'elle n'est pas issue de l'immigration, le président de l'association Iberoquipu en 2010 me confiait : «*Eux [ACOCEX] sont des spécialistes du commerce extérieur et presque tous ont voyagé. Certains en Chine, d'autres au Guatemala, en Équateur, au Pérou, au Brésil, au Mexique pour ouvrir des marchés. C'est ce que nous voulions. Alors qu'ici, les péruviens qui sont ici, qui ont ces associations, ils n'ont pas encore ouvert de marchés. […] Pour moi, c'est la raison principale expliquant que nous n'ayons pas pu compter sur des associations [péruviennes]* ».

rejoint ailleurs : Le CEPI Hispano-peruano, Hispano-Colombiano, Hispano-Boliviano et on fait quelques activités au vivier d'entreprises de Villaverde (Usera). Parce qu'on connaît la fondation Tomillo qui se charge de l'organisation de l'auto-entreprenariat.

Cet extrait d'entretien révèle que les liens inter-associatifs, tissés par l'association, lui permettent de couvrir ses besoins basiques, c'est-à-dire couvrant les besoins de fonctionnement ordinaires de l'association, comme par exemple celui de trouver un local. On détaille ci-après le cheminement parcouru par cette association pour investir l'espace associatif local (non-ethnique). Celui-ci se distingue en quatre phases :

1. **Phase de contact** : prise de connaissance d'une association (Iberoquipu, d'origine péruvienne également) elle-même intégrée à un réseau non ethnique.
2. **Phase de participation passive** : participation aux activités et/ou projets proposés par le réseau *via* Iberoquipu.
3. **Phase de participation active** : montage d'activités et de projets, mobilisation et invitation d'acteurs du réseau, participation élargie aux associations du réseau, usage du capital social élargi.

C'est dans la phase de participation active que l'association peut se déployer dans un espace beaucoup plus vaste que celui dont elle dispose en phase de participation passive. Il s'agit par conséquent de mobiliser le réseau et de capitaliser cette ressource sociale. Ici l'association AYNI témoigne de l'importance que joue la diversification des liens inter-institutionnels.

Extrait d'entretien n°28 : Suite de l'entretien avec le président d'AYNI.

S.R. : Nous communiquons de façon permanente et nous nous informons sur les cours, les ateliers, les projets qui sortent, les appels à candidature de la communauté de Madrid, etc. Surtout pour enrichir nos connaissances [...] Ce type de réunion informelle est très constructif parce que les relations humaines entre les associations s'y améliorent et il y a une coopération « naturelle » entre les unes et les autres.

Le cas du lien existant entre AYNI et la fondation Tomillo illustre ce besoin de capitaliser sur les ressources sociales locales. Les deux extraits d'entretien précédents témoignent de ce que la fondation apporte à AYNI. À nouveau, on constate que la Croix-Rouge est responsable de la construction du lien inter-associatif. Par la suite, ce lien s'est maintenu et consolidé autour du besoin de former les membres de l'association à l'auto-entrepreneuriat. Aussi, les membres de l'association AYNI bénéficient du lien existant entre les deux associations en ayant un accès privilégié aux activités qui ont lieu au vivier d'entreprises[251] puisque c'est la Fondation Tomillo qui en a elle-même la gestion[252]. On recense donc quelques activités en 2010 proposées par l'association AYNI dans les locaux du « vivero de empresas de Villaverde ».[253]

La proximité sociale et spatiale, l'intérêt partagé pour le commerce et les échanges transnationaux ainsi que la formation adéquate des individus pour entreprendre ces activités porteuses de développement économique, justifient la coopération renforcée entre l'association AYNI et ces trois entités (Iberoquipu, ACOCEX, Fundacion Tomillo). La stratégie d'AYNI est comparable à celle d'Iberoquipu chez laquelle on constate un effort de socialisation qui dépasse le cadre ethnique en mobilisant des réseaux d'associations et non pas des fédérations. Le cas de AYNI illustre donc les stratégies mises en œuvre par les dirigeants associatifs pour exister, perdurer et exercer leur influence dans un espace allant du local au global. En quête de capital social, les dirigeants associatifs sont conduits à pratiquer des espaces sociaux de plus en plus vastes, dépassant alors les limites géographiques et sociales de la « colonie »[254].

La mobilisation des espaces se justifie par conséquent par une stratégie de développement des structures associatives. Toutefois, cette stratégie de développement s'accompagne de stratégies d'ajustement de la mission des structures associatives à la mission des réseaux dans lesquels elles peuvent participer et inscrire leur action. Toutefois, cet

[251] De l'espagnol *vivero de empresas*

[252] Il convient toutefois de préciser que le « vivero de empresas » reste une initiative de la mairie de Madrid, qui a mis en place l'Agence de développement économique « Madrid Emprende » en 2005 et dont l'objectif est de favoriser l'entrepreneuriat chez les personnes d'origine étrangère.

[253] Il convient de préciser ici que les activités restent à l'initiative du Vivero de Empresas de Villaverde mais que la connaissance de la Fundacion Tomillo leur offre un accès privilégié à ces séances de formation puisque l'information est véhiculée à l'ensemble des membres de l'association. L'annonce de ces activités apparait en effet dans le programme trimestriel de l'association AYNI.

[254] Cette expression est tirée de quelques entretiens avec des Péruviens lesquels qualifiaient la « communauté péruvienne de Madrid » de « colonie péruvienne».

ajustement de la mission des structures associatives trouve principalement sa justification dans la politique de coopération locale. Afin de connaître le rôle de l'administration dans la production de solidarités inter associatives, on décide d'étudier le cas de Madrid en récupérant les informations de la coopération concernant les allocations budgétaires destinées aux associations de migrants.

1.2. L'incidence des aides de la communauté autonome de Madrid

En mobilisant à nouveau le cas de l'association AYNI, nous cherchons à comprendre en quoi l'aide locale d'un réseau permet à l'association d'exister à différentes échelles, autant géographiques que sociales. En effet, au regard de ce cas, la construction des liens interinstitutionnels semble être influencée par les aides financières disponibles pour la participation citoyenne. D'abord, on constate que les activités proposées par les structures associatives sont influencées par les enveloppes budgétaires disponibles. On constate également que les principes fondateurs des organisations peuvent être influencés par l'orientation des aides financières.

Comme souligné antérieurement, la pratique du co-développement par l'association AYNI est principalement destinée à l'intégration sociale des migrants dans le pays d'accueil[255]. Il semblerait en effet que le budget de la communauté autonome de Madrid soit principalement destiné à la production de projets locaux et non transnationaux. Aussi, on retrouve les appels à projets suivants[256] :

a. La convocation pour les subventions aux institutions à but non lucratif destinées à la célébration d'actes pour l'intégration ;
b. Les subventions octroyant l'aide au financement des associations de migrants ;
c. Les subventions aux institutions à but non lucratif pour le développement de programmes et de projets pour l'intégration de la population immigrante ;
d. Les subventions pour la réalisation de projets contre le racisme et l'intolérance.

[255] En Espagne, le codéveloppement se pratique sous deux aspects : le développement personnel (le migrant dans le pays d'accueil) et le développement communautaire (développement des communautés d'origine).
[256] Données tirées des documents officiels (JO).

Seule une catégorie, sur les quatre présentées ici, est susceptible d'aider à la réalisation d'activités transnationales (b). Les autres sont favorables à la réalisation d'activités locales. Toutefois, puisque les acteurs associatifs suivent une logique d'adaptation au contexte financier, nous constatons que des structures associatives de notre corpus ont candidaté pour ces subventions (favorables aux activités locales). Afin de mettre en évidence que les structures associatives s'adaptent aux ressources disponibles, nous nous intéressons plus particulièrement aux « actes pour l'intégration ».

En 2010, plusieurs associations latino-américaines de notre corpus avaient envisagé la réalisation d'un « acte pour l'intégration », il s'agissait des associations AIEPE (pour la réalisation de journées en faveur de l'emploi), APIEE (pour la réalisation du 2e congrès des entrepreneurs immigrants) et Iberoquipu (pour la mise en place d'une formation des entrepreneurs immigrants). Ils n'ont, pour leur part, reçu aucun financement. Ces activités, qui consistent donc à mobiliser les acteurs migrants dans l'espace local, n'ont pas été sélectionnées. D'où l'adoption de stratégies de mise en réseau.

On constate, par exemple, que CESAL et INPROIN (deux associations dans le réseau d'acteurs d'AYNI), ont été dotées d'une enveloppe à l'issue de cet appel à projet : CESAL, dont le projet était la « Promotion de l'intégration des jeunes immigrants et la coopération par la culture, le sport et l'échange d'expérience », a reçu une dotation de 38.500 euros ; INPROIN, dont le projet était la réalisation de la Journée de l'immigration qualifiée et l'accès au marché du travail espagnol, a bénéficié d'une dotation de 16.465 euros. En résulte une enveloppe budgétaire de près de 55.000 euros, ce qui représente tout de même près de six fois moins que l'enveloppe budgétaire allouée aux « actes pour l'intégration » de nature « folklorique » qui dominent encore les actes pour l'intégration. En effet, ces actes de nature folklorique ont reçu la somme totale de 320.000 euros ce qui représente 65% du montant total alloué aux associations.

De cette façon, on en déduit que les aides locales de la Communauté Autonome de Madrid viennent renforcer les stratégies de mise en réseau par les dirigeants associatifs, cherchant à profiter des aides octroyées aux autres organisations. On constate ces stratégies pour AYNI mais aussi pour d'autres structures associatives. ATSEE, d'abord, association des travailleuses sociales équatoriennes, tente de mettre à profit ses compétences au sein de la fédération d'associations équatoriennes afin d'exercer un métier qui leur est difficile d'accès en Espagne. Toutefois, les problèmes rencontrés avec la fédération a poussé ses membres à

s'inscrire dans un réseau local d'associations (commune d'Alcala de Henares) qui leur permet d'exister dans le tissu associatif de la commune. Dans ce cas, l'espace local constitue également un espace ressource tout en modifiant la mission de cette association. Ensuite, APIEE et AIEPE dont les présidentes se connaissent très bien (toutes deux sont des avocates péruviennes) tentent également de mettre à profit les réseaux chiliens locaux dont les activités se concentrent sur les droits de l'Homme afin de mettre à profit leurs compétences et renforcer la visibilité de leur association.

Toutefois, si le réseau local (conduisant à la pratique de l'espace associatif local) domine les liens interinstitutionnels, cela ne signifie pas pour autant que l'espace d'action et de recrutement des structures associatives se limite à l'espace local.

2| Des configurations locales au service d'une mobilisation d'espaces transnationaux et diasporiques

2.1. L'espace institutionnel local : un tremplin pour l'ouverture de marchés transnationaux

Un élément de différenciation majeur entre les structures associatives recensées en Europe et celles recensées en Amérique du Nord concerne l'usage de l'espace transnational à des fins commerciales. En effet, nous avons identifié aux États-Unis comme au Canada de nombreuses chambres de commerces andines. Quelques associations semblent reproduire l'initiative en Espagne. Ce sont les Péruviens qui contribuent à dynamiser des espaces d'échanges commerciaux transnationaux. Trois associations ont cette vocation : APIEE, Iberoquipu et la Chambre de Commerce Péruvienne en Espagne[257]. Les deux premières uniquement situées à Madrid, la dernière située à Madrid ainsi qu'à Barcelone[258]. On se propose d'envisager ici le cas d'Iberoquipu dans le but d'illustrer comment, en usant de l'espace local (réseaux d'acteurs), l'association peut inscrire son action dans l'espace transnational.

[257] Néanmoins Iberoquipu est l'initiative la plus aboutie dans ce sens.
[258] Madrid a été la deuxième filiale ouverte après Barcelone.

On souhaite vérifier l'idée selon laquelle l'ancrage local d'une association constitue un moyen de s'impliquer dans l'espace social transnational.

Dans le cas de l'ONG Iberoquipu, ce sont des journées de séminaires et des émissions radio diffusées sur les ondes en Espagne et au Pérou par des radios locales[259], qui permettent aux membres d'Iberoquipu de fournir d'amples informations sur les opportunités commerciales entre les deux pays. Ces activités sont permises par l'intervention financière de la Croix Rouge Espagnole et du CID – Coopération Internationale pour le Développement – dans le cadre du programme intégral de codéveloppement[260]. Aussi l'ONG Iberoquipu exécute les activités qui y prennent part, notamment le programme radiophonique. Plus globalement, le programme intégral de codéveloppement, administré par la Croix Rouge espagnole se décompose en quatre volets :

1. Une aide psychologique et sociale aux familles transnationales ;
2. La sensibilisation, l'orientation et le conseil pour le processus migratoire ;
3. Le renforcement du tissu associatif en Espagne et à Lima ;
4. L'encouragement aux initiatives productives transnationales[261].

C'est pour encourager les initiatives productives transnationales qu'interviennent les membres d'Iberoquipu. Le programme de la Croix rouge ayant débuté au moment de la constitution d'Iberoquipu en 2005, l'ONG n'est intervenue que bien après d'autant plus qu'au moment de sa constituer ses objectifs sont bien différents[262]. L'encouragement aux initiatives transnationales s'est fait en trois phases :

1. Une évaluation de l'entrepreneuriat transnational avec le concours de l'ONG Transformando, sous le commandement de la Croix Rouge ;

[259] Il s'agit de Radio Comas à Lima et de Radio Vallecas à Madrid

[260] De son nom complet : Projet Intégral de codéveloppement dirigé aux émigrants potentiels et immigrants péruviens résidents à Madrid (*Proyecto integral de codesarrollo dirigido a potenciales emigrantes y actuales immigrantes peruanos en la ciudad de Madrid)*.

[261] « L'encouragement aux initiatives productives transnationales », peut se décomposer selon quatre grands thèmes : celui des « Migrations » pour lequel l'association mobilise quelques connaissances personnelles et celles de la Croix rouge ; celui des « Exportations du Pérou », thème pour lequel l'ADEX – Association des Exportateurs – contribue majoritairement par l'intervention d'entreprises associées et de ses dirigeants ; celui de l' « Internationalisation », qui consiste en la formation adéquate des entrepreneurs transnationaux et enfin le « Marché espagnol » permettant aux entrepreneurs de mieux connaitre les possibilités et les conditions pour s'intégrer sur un marché qui est différent du leur, que ces entrepreneurs soient à Lima ou Madrid.

[262] A ce moment là, l'association n'oriente pas ses activités sur l'entreprenariat et le codéveloppement mais sur l'Art péruvien.

2. Des tables rondes[263] sur l'entrepreneuriat transnational ;

3. Des émissions radio par lesquelles diverses institutions viendront apporter des conseils, fournir des informations utiles aux investissements productifs entre Lima et Madrid.

Document n°4 : *Les tables rondes d'Iberoquipu*

« Mesas de dialogo » organisées par la Croix Rouge au premier trimestre 2010 suivies du programme radio « Generando tu empleo » sur Radio Vallekas à partir du mois de Mars 2010. Crédit photographique : Association Iberoquipu.

L'exécution par Iberoquipu de la quatrième phase du programme[264], qui dépend des fonds de la Croix Rouge, prend appui sur des institutions liméennes. Celles-ci sont : le Ministère des Affaires Etrangères (MIR), Le programme Club Munipyme, de la municipalité de Lima, le Consulat d'Espagne, L'unité de gestion éducative UGEL, ainsi que le programme social ProEmpleo du gouvernement péruvien.

L'exemple d'Iberoquipu montre comment le réseau d'acteurs, disponible à l'échelle locale, a été mis à profit et a conduit à la réalisation d'un projet d'ambition transnationale. En effet, la Croix Rouge avait constitué un réseau d'acteurs incluant les institutions suivantes : Le Cid, Amalgama, Coopérative Transformando, Acocex, le MIR, La municipalité de Lima et donc, par leur intermédiaire, l'Université du Pacifique, l'IICE, PromPeru, Adex et Mincetur.

[263] Mesas de dialogo du mois de décembre 2009 au mois de mars 2010.

[264] Le coût de cette quatrième phase était estimée à 150.000 euros sur une enveloppe totale de près de 756.000 euros pour la période 2006-2010.

Toutes ces institutions ont été, comme on le constate sur la figure n°20 (page 329)[265] indispensables et largement mobilisées lors des programmes radio animés par Mario et Jesus, membres du bureau d'Iberoquipu. Aussi, par sa participation à un programme d'essence locale (Madrid) se traduisant par la diffusion continue (une fois par semaine) d'informations, Iberoquipu a pu pénétrer un espace d'acteurs multi-localisés et participer ainsi au renforcement des échanges transnationaux.

Par son ancrage dans l'espace associatif (espagnol) local, Iberoquipu devient à son tour pourvoyeuse de capital social (et humain voire économique) pour d'autres organisations péruviennes comme on le constate pour l'association AYNI dont le cas était illustré précédemment[266].

La capacité de se mouvoir dans l'espace institutionnel local, associatif, a permis à l'ONG d'entamer un processus de transnationalisation de ses activités en renforçant les liens avec le Pérou. Relations et liens sont alors institutionnalisés puisque les communications sont suivies, archivées[267] et régulières. Cette mobilisation de l'espace social, indispensable pour gagner l'accès à des ressources matérielles et idéelles parfois difficiles à obtenir, se traduit par la production de réseaux locaux, d'acteurs associatifs, qui se prolongent au-delà des programmes. En 2012, Iberoquipu poursuivait alors ses activités avec l'association ACOCEX[268] dont la participation avait été très active lors de la quatrième phase du projet de la Croix Rouge[269].

Si l'ethnicité reste un support de solidarité transnationale, on constate donc que certains liens se fabriquent en dehors de la communauté ethno-nationale et permettent aux associations d'obtenir des ressources complémentaires à celles dont elles disposent.

[265] Dans la figure n°20 les espaces laissés en blanc sont volontaires. Ils traduisent l'absence de lien interinstitutionnel.

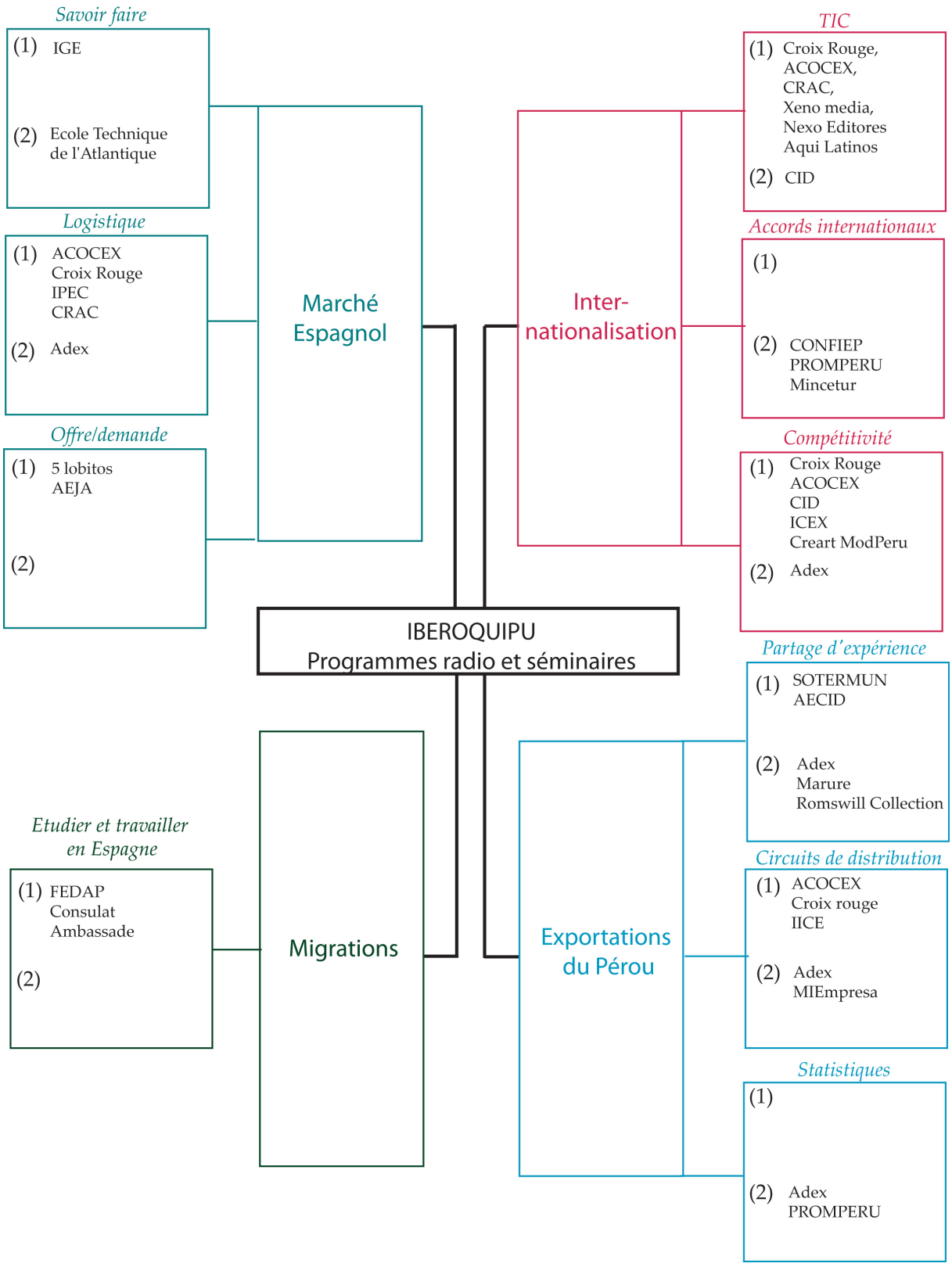
[266] C'est lors d'une journée co-organisée par Iberoquipu que j'ai personnellement fait la connaissance du président de l'association AYNI-Codéveloppement.

[267] Toutes les émissions radiophoniques sont disponibles sur le blog de l'ONGD iberoquipu.blogspot.fr

[268] Association de consultants en Commerce international (Asociación Española de Consultores de Comercio Exterior).

[269] On compte notamment l'intervention régulière du président de l'association au cours de l'année 2010 dans les émissions radiophoniques d'Iberoquipu appelées « Generando tu empleo ».

Figure n°20 : *Les institutions support d'Iberoquipu*



Légende : (1) Espagne – (2) Pérou

2.2. L'ancrage multi-localisé : au service d'une territorialisation plus vaste ?

Pourvoyeuse de ressources humaines, matérielles et financières, la proximité géographique locale semble être un atout pour les migrants qualifiés et leurs organisations. Mais, l'ancrage multi-localisé des membres d'une structure associative peut-il produire un territoire associatif d'une nouvelle échelle ?

La communication interethnique, résultat du processus de socialisation des structures associatives, nous incite à prendre en compte les processus de socialisation multi-localisés des organisations dont les membres ne vivent pas dans la même ville, région, voire pays ou encore continent. On se demande si cette multi-localisation des membres peut conduire à l'élargissement et à la diversification du réseau social global des organisations.

En effet, si l'associatif migrant prend forme à l'échelle locale, il arrive parfois que les membres soient dispersés dans l'espace géographique[270]. Les raisons sont diverses : une socialisation pré-migratoire, dans ce cas les membres se sont connus avant de partir de leur pays d'origine ; une socialisation per-migratoire, dans ce cas les membres se sont connus au cours de leur émigration ; une socialisation post-migratoire, dans ce cas les membres se sont connus une fois leur installation effectuée dans des lieux différents. L'usage des moyens de communication est donc généralisé pour permettre aux individus de planifier leurs actions.

Les liens sociaux produits dans l'espace local, supposément liens forts car plus aisés à entretenir, sont donc susceptibles d'être démultipliés dès lors que les membres d'une association sont dispersés géographiquement. Pour étudier l'effet de la dispersion géographique sur la mise en commun des réseaux sociaux, on restreint l'étude aux membres du bureau de direction ou responsables des structures associatives. Étant donné que les théories du capital social mettent l'accent sur la qualité relationnelle, autrement dit la fiabilité du contact et la confiance instaurée entre les individus, on interrogera ici la dispersion comme moyen de capitalisation à plus petite échelle des connaissances. Cette analyse se basera sur le discours des dirigeants ayant abordé le sujet de la multi-localisation des autres membres du bureau. Cette fabrication du lien social à l'échelle globale des organisations devrait donc éclaircir les solidarités qui se nouent au moyen de dynamiques d'ancrages locaux multiples.

[270] Et ce même lorsqu'il s'agit des membres du bureau de direction.

La multi-localisation des membres au service d'une solidarisation de plus grande envergure

On décide donc de s'intéresser, en premier lieu, au maintien voire au renforcement des solidarités par la dispersion géographique des membres du bureau. Pour cela, on propose de s'intéresser à deux exemples, identifiés au chapitre V comme des structures associatives transnationalisées.

La Fédération Nationale des Médecins Péruviens

Les membres du bureau sont géographiquement dispersés dans toute l'Espagne. La socialisation des membres résulte d'une socialisation per-migratoire, vécue alors (pour beaucoup) comme un voyage « initiatique »[271]. Suite à la dispersion des migrants, alors en mobilité étudiante, le réseau intra-institutionnel s'est développé à l'échelle nationale espagnole.

L'élargissement de l'espace d'action peut prendre source sur deux types de sociabilités : les sociabilités inter-institutionnelles et les sociabilités inter-individuelles. Nous observons donc les liens inter-institutionnels et inter-individuels dans le cas de la fédération :

1. On recense une seule activité qui bénéficie de l'apport de l'ensemble des associations membres de la fédération. Il s'agit d'un colloque annuel, lequel mobilise alors l'ensemble des associations du réseau. Ce colloque permet de mobiliser du personnel médical péruvien et espagnol et se fait tous les ans, en alternance, en Espagne ou au Pérou. Ceci laisse présumer que la multi-localisation des membres est favorable à la mobilisation d'acteurs au-delà des membres uniquement et à l'échelle nationale. Toutefois, lorsque nous avons assisté à l'un de ces colloques (Sitges, Octobre 2011), des problèmes internes à la fédération ont conduit à l'isolement de l'association organisatrice. Par conséquent, il s'agissait alors d'une mobilisation locale des migrants et d'acteurs locaux mais pas au-delà[272]. En revanche, les fonds collectés à l'occasion de ce colloque ont été reversés à un projet de développement au Pérou « CANAT-PIURA » porté par

[271] Quelques témoignages indiquent que nombre d'entre eux ont fait le voyage depuis le Pérou en bateau, vécu comme un parcours initiatique, qui a été à l'origine de nombreuses amitiés durables.

[272] Ces observations viennent des informations informelles recueillies lors de ce colloque organisé à Sitges les 20-21 et 22 octobre 2011 par l'association locale de médecins péruviens AMEPEBA.

l'association de médecins péruviens à Barcelone AMEPEBA (membre de FNMPE).

2. A l'échelle interindividuelle, on constate que les membres de chaque association sont appelés à participer aux activités de la fédération mais pas aux activités des autres associations. Par conséquent, il n'existe pas un moyen de capitaliser sur l'ensemble des ressources humaines que compte la fédération.

L'association Puya de Raimondi

Il s'agit également d'une association à vocation de développement scientifique au Pérou.[273]. Ses membres sont majoritairement situés en France. Contrairement au cas précédent, les activités de l'association bénéficient directement de la multi-localisation des membres. On distingue une nouvelle fois, les liens interinstitutionnels, c'est-à-dire ceux qui se construisent entre l'association « Puya de Raimondi » et les autres institutions ressources au moyen de la mobilisation du capital social des membres multi-localisés, des liens interindividuels qui se nouent entre les membres de l'association.

On construit notre réflexion à partir d'un événement que l'association organise tous les deux ans au Pérou. Il s'agit de voir comment les liens avec les institutions et les soutiens matériels obtenus sont dépendants de la multi-localisation des membres.

Au regard des données exposées ci-après, on constate que l'association bénéficie de soutien du secteur privé et public dont des centres de recherche hautement réputés en France (CEA notamment). Toutefois, il convient de faire remarquer que les membres de nationalité française, à l'origine de la création de l'association, semblent justifier l'intérêt que portent ces institutions à l'association. En effet, les deux pôles principalement contributeurs semblent être situés sur les villes de Paris et de Grenoble ce qui correspond aux institutions de rattachement des membres fondateurs de l'association. En revanche, l'ancrage de plus en plus important de Péruviens dans l'institution semble renforcer l'intérêt des institutions péruviennes (CONCYTEC). Le CONCYTEC a en effet alloué, pour la première fois, des ressources à l'association pour l'année 2014. Ces Péruviens sont principalement des doctorant et post-

[273] L'association a un statut particulier toutefois. Elle été créée par les circulations migratoires entre la France et le Pérou (d'où la prise en compte de celle-ci) mais, les fondateurs étaient en fait des coopérants français au Pérou. Aujourd'hui, avec la présence des péruviens sur le territoire français, ces derniers sont impliqués dans les décisions et les activités quotidiennes de l'association. Nous l'avons donc associée au corpus au regard de son contenu et de son intégration dans le champ associatif migrant qualifié en France.

doctorants ayant obtenu une place dans un laboratoire français, voire une bourse, grâce à l'association.

Dans la revue de l'association du mois de septembre 2013, on retrouve une liste des étudiants péruviens en mobilité en France. Ceux-ci sont au nombre de 27 sur le territoire et sont principalement au CEA de Grenoble (6 étudiants), à l'Ecole Polytechnique de Palaiseau (4 étudiants), à l'Institut Telecom de l'Ecole Polytechnique (3 étudiants) ainsi qu'à Paris Sud (3 étudiants). Cette initiative de l'association permet de diffuser les informations les plus complètes possibles concernant les étudiants en mobilité afin que les lecteurs puissent connaître leur localisation et leurs compétences. Ce partage d'information est indispensable dans la conduite d'activités associatives dans la mesure où il est plus facile de mobiliser les capacités lorsque l'on sait de quelles capacités disposent les membres (ou les connaissances proches). De même, l'étroite collaboration qui existe entre l'association Puya de Raimondi et l'association ASEPEF, association des étudiants péruviens en France, permet d'alimenter ce recensement avec un ajout d'informations concernant les étudiants en France (doctorants dans le cas de cette revue)[274].

Le type d'activités développées par cette association indique que la multi-localisation des membres favorise l'augmentation des transferts depuis l'association vers le Pérou, en capitalisant les réseaux professionnels de ses membres (fédérations internationales à vocations scientifiques, entreprises, universités et centres de recherches etc.). De nombreuses entreprises et laboratoires ont par conséquent contribué à l'action de l'association : Technomed, Verreoptique, Bausch, Princeton, CNRS, Quantel, Jobin Yvon, Air Liquide, CEA etc. Ainsi, de 2005 à 2013, 850 kg de matériel ont été envoyés dont des lentilles et filtres, laser et lampes flash pour laser, spectromètres (Bausch, Jobin Yvon)[275]. Aujourd'hui, l'arrivée de nouveaux membres ainsi que les réseaux dans lesquels « la Puya » prend part, l'invitent à élargir son champ d'action et à dupliquer son initiative dans d'autres pays latino-américains (Costa Rica et Bolivie).

[274] D'après notre entretien avec le président de l'association ASEPEF (des étudiants péruviens en France), ce n'est qu'à partir du doctorat qu'un Péruvien peut commencer à participer à l'association Puya de Raimondi.

[275] Ces envois se sont fait par conteneurs. Trois envois en été effectués : le premier en 2005, le deuxième en 2009 et le dernier en 2013.

La multi-localisation des membres confrontée aux déficiences de la qualité relationnelle

Précédemment, nous avons illustré la production d'un espace d'échange grâce au maintien d'une bonne qualité communicationnelle entre les membres d'une part, et entre l'association et d'autres structures associatives, d'autre part. Mais le lien de confiance, peut s'amenuiser avec l'augmentation de la distance géographique. La multi-localisation desservirait alors l'organisation d'activités dont la coordination devrait se faire sur un espace plus vaste.

Analyser et illustrer cette éventualité semble intéressant dans la mesure où de telles mises à distance pourraient se traduire par des dislocations de l'espace associatif. La dispersion géographique peut-elle être source de dissolution du lien de confiance et ainsi disloquer l'espace social d'une organisation ? Quelles conséquences a, cette désolidarisation, sur la production du lien social d'une organisation ?

L'Association d'Architectes Latino-américains en Espagne-Europe (AALEE) présente un intérêt particulier dans la mesure où les membres du bureau de direction sont dispersés dans plusieurs villes d'Espagne. Cette dispersion semble être porteuse de difficultés de communication et de partage des projets à l'échelle globale de l'association.

Les entretiens (voir extraits d'entretien n°29 et n°30) révèlent la défectuosité des liens sociaux entre les différents pôles espagnols. On peut noter, d'une part, la stupéfaction qu'exprime le président de l'association CPEB en apprenant la nationalité péruvienne d'Elizabeth C., présidente de l'association AALEE, alors même que ces deux associations sont membres fondateurs de la fédération FIPROCAT – Fédération Internationale[276] des Professionnels en Catalogne –. Cette méconnaissance, qui s'explique par un lien défectueux entre les membres du bureau de direction, révèle un espace de communication fragmenté. Les projets ne sont, par conséquent, jamais discutés à l'échelle globale et prennent une configuration bipolaire entre l'instigateur et la présidente de l'association et servent avant tout, semble t-il, les intérêts individuels des membres. En revanche, cette situation ne paraît pas

[276] Cette acception d' « International » est courante en Espagne. Ici « International » ne signifie pas l'envergure géographique mais sociale de l'association. En effet, elle se compose d'associations dont les membres sont majoritairement des Dominicains, Boliviens, Colombiens et Péruviens.

convenir à la présidente, qui semble seulement s'en accommoder tout en incitant les autres membres à faire connaître leurs activités au maximum sous le nom d'AALEE.

Les entretiens illustrent les querelles qui peuvent germer au sein des organisations de migrants lorsque, par souci de légitimation de soi (et non de l'organisation dans son ensemble), les membres introduisent des dynamiques individuelles incompatibles avec la dynamique collective à suivre.

De ce défaut de communication et de partage des connaissances – tant en ce qui concerne l'humain que l'exercice professionnel – s'ensuit la division de l'espace social duquel ne résulte aucune mise en commun des ressources – économiques, humaines, sociales etc. –. La dispersion des membres n'étant pas au service du caractère unitaire de l'association, l'accumulation des ressources dans les espaces localisés ne lui permet pas de capitaliser celles-ci à l'échelle globale. Par conséquent, ce cas exemplifie le modèle que l'on dira d' « accumulation » dans le sens où les ressources s'additionnent, s'amassent, par le biais de l'appartenance, mais se dissipent à l'échelle globale.

Extrait d'entretien n°29 : Alors que nous discutons avec le président de l'association CPEB, Nilo R., à Barcelone au sujet d'autres associations qui œuvrent pour la reconnaissance du diplôme des migrants, nous abordons le cas de l'association AALEE, Barcelone, le 27 mai 2010.

Moi : Il y a par exemple l'association d'architectes
Nilo R. : De Colombiens ?
Moi : Plutôt péruviens... AALEE
Nilo R. : De péruviens ! Eh bien c'est étonnant je ne la connais pas !
Moi : Association d'architectes Latino-Américains en Espagne
Nilo R. : Ah ! Mais non eux ce sont des Colombiens. Et la présidente je ne la connais pas
Moi : Elizabeth C.
Nilo R. : Ah ! Et elle est péruvienne ! Je ne le savais pas. C'est que je connais le vice-président. Et lui, il est Colombien. Et la secrétaire aussi elle est Colombienne. [...] La présidente je ne la connais que par téléphone parce qu'elle n'est pas à Barcelone.

Extrait d'entretien n°30 : Entretien avec la présidente de l'association AALEE, Elizabeth C., Oviedo, le 18 mai 2010.

Elizabeth C. : Comme je te disais, ces hommes qui sont entrés dans l'association ils sont un peu intermittents. Un jour, ils disent « J'ai une idée », et aussi vite ils partent. Et il est clair que cette intermittence fait qu'AALEE fonctionne de manière intermittente [...] J'ai une déléguée à Valence, et avec elle nous faisons toujours des choses très créatives, nous travaillons le thème de l'architecture durable mais il faut nous former et elle a créé un réseau pour ça. Mais c'est un autre projet pour lequel nous nécessitons d'autres architectes, qui puissent nous donner des cours, venant d'entreprises qui travaillent avec le bois ou un système écologique. Parce que peu le font et c'est très important. Donc bien qu'AALEE soit toujours en croissance, d'autres choses se font.

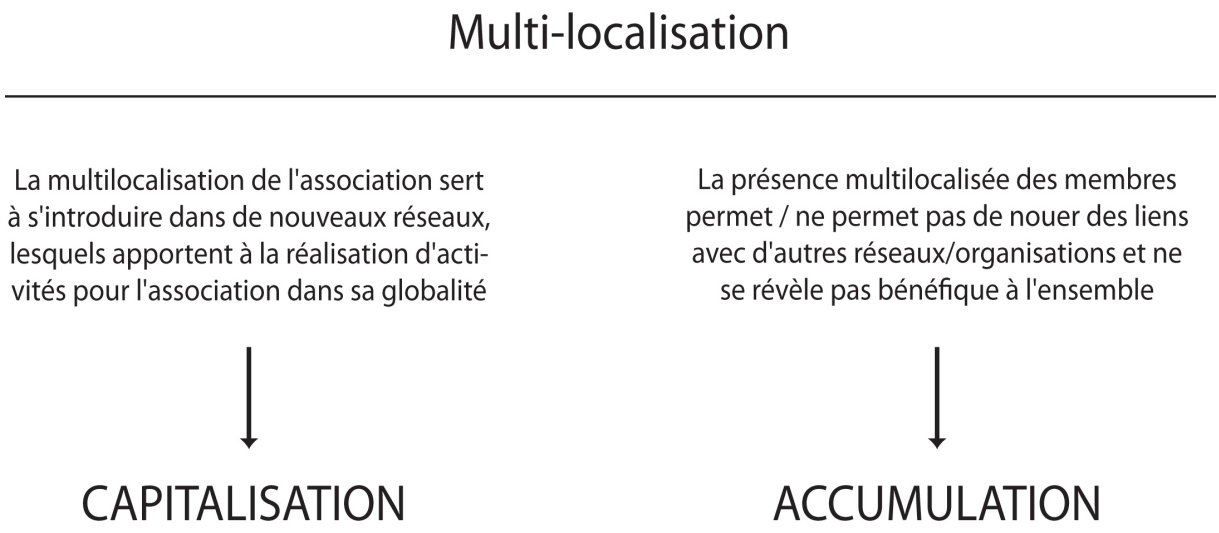
Moi : Mais ce sont des projets qui sont intégrés aux activités de l'association ?

Elizabeth C. : Parfois, quand je leur dis qu'on le fait depuis AALEE il y a des gens qui disent : « C'est mieux à part ». Par exemple avec cette déléguée, elle est dans AALEE mais elle dit que ce serait peut être mieux qu'on fasse ce projet à part.

Le partage du lien social, conditionné par la relation de proximité établie entre les dirigeants associatifs se manifeste par la confiance, l'aide mutuelle, la communication à double sens, etc. Lorsque le lien social est actif, le partage permet de produire un espace social multi-situé. En revanche, le manque de réciprocité du lien social peut conduire à la dislocation de l'espace social associatif, ne pouvant être bénéfique à l'ensemble. Les solidarités doivent donc être hautement considérées dans la production de l'espace organisationnel. La figure suivante illustre la correspondance entre la qualité du lien et le modèle de production sociale. L'exemple de l'association AALEE illustre le modèle d'accumulation. Puya de Raimondi illustre le modèle de capitalisation[277].

[277] Parmi les structures associatives dont les membres sont multi-localisés AALEE, API, ATSEE, RedBPN et Yo creo en Colombia sont à tendance cumulative. Latinosoyuzniki, Puya de Raimondi, REIP et Teje sont à tendance capitalisatrice.

Figure n°21 : *La capitalisation et l'accumulation : deux conséquences possibles de la multi-localisation*



3. ***Des réseaux associatifs articulateurs d'échelles***

La mise en commun des connaissances permise par la circularité des communications entre les différents pôles d'une organisation, se traduit par le modèle de la « capitalisation » et s'oppose au modèle de l' « accumulation » qui consiste à juxtaposer des espaces sociaux localisés. Toutefois, on ne peut considérer ces deux modèles de façon stable et définitive. Et les données empiriques indiquent que des variables extérieures peuvent venir influencer cette situation.

Espace d'origine et lien social : de l'accumulation à la capitalisation

La multi-localisation d'une structure associative n'est pas nécessairement le gage d'un fonctionnement en un seul espace social. Cette observation mérite toutefois de se doubler d'une étude sur les influences extérieures qui permettent à ces systèmes de pouvoir s'activer. Il

s'agit d'envisager la manière dont des acteurs extérieurs peuvent réhabiliter la multi-localisation et donc d'activer un système de capitalisation du lien social.

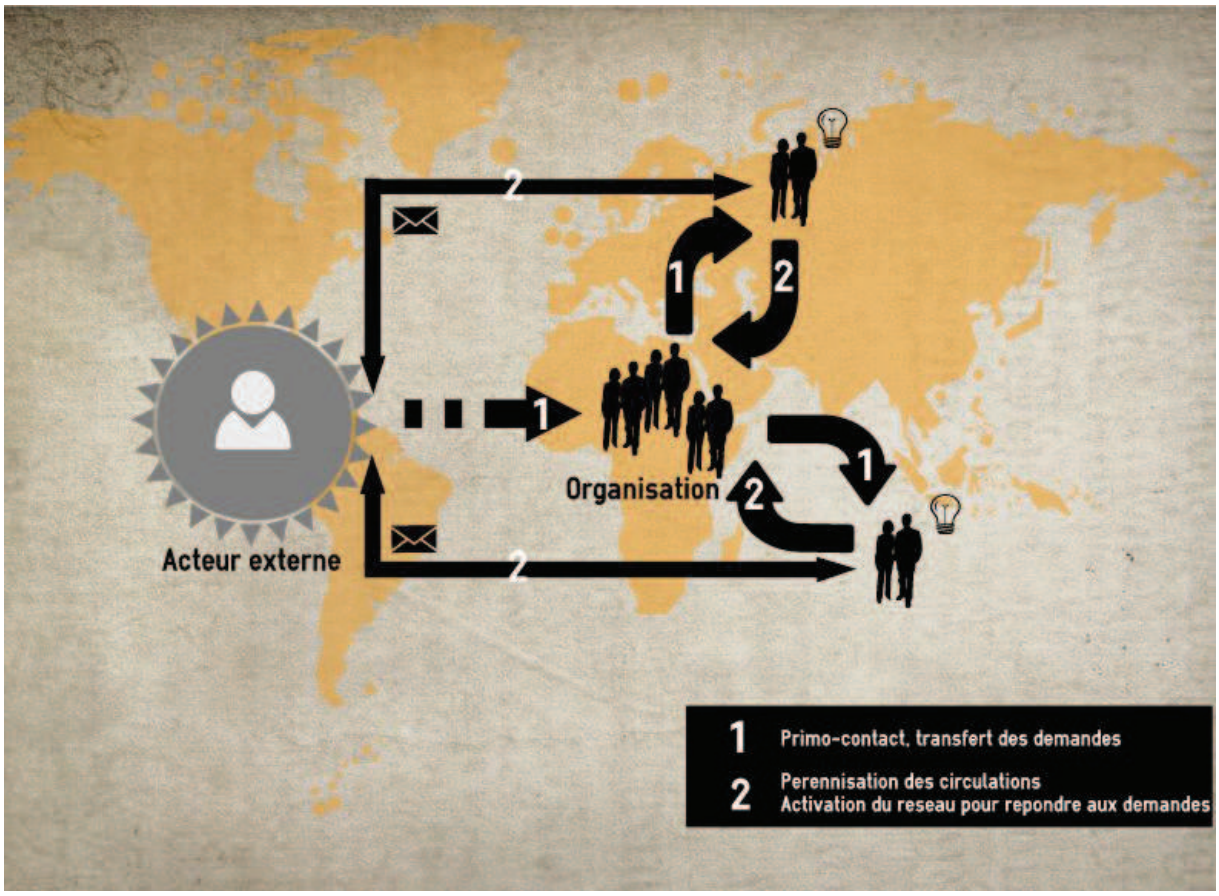
Tout facteur externe, autrement dit tout acteur non membre de l'organisation, susceptible de modifier les comportements individualistes, peut en effet révéler les solidarités en gestation entre ces espaces associatifs « disloqués ». Les espaces organisationnels locaux pourraient alors de nouveau s'articuler. On propose d'illustrer notre propos à l'aide du cas de REIP, organisation multi-localisée et dont les dynamiques locales se trouvent aujourd'hui articulées au bénéfice d'un espace social englobant le pays d'origine et les pays d'accueil des migrants grâce à une intervention extérieure.

L'acteur externe est ici une institution non gouvernementale du pays d'origine, il s'agit du Collège des Ingénieurs du Pérou (CIP). Ce dernier a mis en place le projet appelé « PlanPeru 2040 », à visée prospective. Pour mener à bien ce projet le CIP a néanmoins eu besoin de compter sur l'intervention extérieure des Péruviens résidants à l'étranger. À terme, ce projet devrait permettre de soumettre des idées et des projets aux organes du gouvernement. Cette collaboration rappelle le Réseau Scientifique International[278]. Mais ici le CIP révèle l'intérêt d'être un acteur externe prêt à mobiliser le savoir et les diverses ressources *accumulées* à l'étranger afin de répondre à un projet qui viendrait contenter l'ensemble de la communauté d'ingénieurs péruviens. Dans ce sens, l'appel à la collaboration scientifique et technique depuis le CIP a induit des dynamiques de solidarité des membres de l'organisation, amenant à rendre concret des liens qui jusque là étaient plutôt latents.

C'est l'acteur externe qui capitalise alors l'ensemble des ressources disponibles – dans les différents sites – et bénéficie par conséquent de la multi-localisation de l'organisation. Dans ce cas, le réseau d'acteurs est multi-localisé, trouvant ses ancrages dans divers réseaux locaux et trouvant son unité à l'échelle globale de l'organisation (REIP). La figure suivante illustre bien cette reconfiguration des échanges ainsi que la mise en circulation des informations dont le partage à l'échelle globale est garante d'une pérennisation du lien social à cette même échelle.

[278] Red Cientifica Internacional, dont l'activité principale est de se réunir annuellement ou bi-annuellement pour des échanges scientifiques réunissant des disciplines variées. Le dirigeant de cette association, Modesto M., de renommée dans son pays s'est notamment impliqué dans les élections présidentielles en 2011, pour lesquelles il a soumis un projet de création du Ministère de la Recherche.

Figure n°22 : *L'acteur externe dans la mobilisation diasporique : l'exemple de REIP*



C.CAPLAN, Réalisation avec le logiciel d'infographie en ligne easel.ly

L'implication d'ingénieurs depuis le pays d'origine et depuis les pays d'accueil ainsi que la mise en mobilité d'autres ingénieurs dans le but de procéder à la récupération d'informations (nécessaires à la rédaction d'éléments de prospectives), induit ici la mobilisation d'espaces géographiquement et socialement diversifiés. C'est donc bien la multi-situation du réseau qui permet la capitalisation des liens sociaux locaux. En revanche, il aura fallu un projet fédérateur et l'implication d'un acteur externe – ici le CIP – pour qu'il y ait mise en valeur du capital accumulé.

L'état de latence des liens sociaux à distance n'est pas une fatalité des organisations accumulant les ressources individuelles. En revanche, si le processus de mise en fonctionnement des liens « latents » peut être rapide, il peut parfois être bien plus long. C'est le cas notamment du Réseau de Professionnels Boliviens, ayant pour directeur un biologiste de l'Institut de Génétique et Biologie Moléculaire et Cellulaire de Illkirch. Si ce dernier

reconnaît le manque de motivation générale des membres du Réseau pour contribuer régulièrement à l'alimentation du blog, il témoigne en revanche de l'idée de constituer un réseau social plus dense, celui des contributeurs principaux qui semblent vouloir s'investir d'avantage dans les transferts de connaissances en Bolivie. Les membres du réseau ne sont donc pas tous concernés par ce projet mais la plus grande implication de quelques uns d'entre eux semble vouloir diriger le Réseau vers un activisme de forme différente à l'avenir. En effet, jusqu'à maintenant les objectifs du Réseau sont essentiellement :

1. La mise à disposition d'articles scientifiques *via* les publications électroniques accessibles pour les personnels des universités et centres de recherches en France et en Europe.

2. La publication d'actualités scientifiques sur le Web.

Extrait d'entretien n° 31: Marco M., Red BPN, Strasbourg, février 2011

Marco : *En fait, depuis toujours j'ai eu un intérêt pour pouvoir partager ce que j'avais en Suisse avec les gens en Bolivie. Et quand j'étais en Suisse, je suis retourné quelques fois en Bolivie, dans le cadre d'une formation j'ai visité l'université de Cochabamba. J'étais là pour donner un talk, un séminaire et là, j'ai réalisé que les étudiants n'avaient même pas accès aux journaux scientifiques. [...] Mais [la structure associative] c'est une idée qui... à l'époque c'est parti d'un e-mail. J'ai reçu un e-mail et l'e-mail était assez drôle. Il disait : « Je voudrais recevoir toute l'information disponible dans le domaine de la biologie moléculaires ». [...] Pour l'instant tout l'argent sort de notre poche, et de la mienne pour être plus précis. [...] A vrai dire, je ne connais pas l'avenir du website. Tu bien à un moment donné où il y a beaucoup de doutes sur la réussite du website. Il y a quelques temps, j'ai envoyé un e-mail, tu as dû le recevoir. C'est un message qui était au sujet de l'intérêt du website. Donc dans cet e-mail j'avais posé la question « Est-ce que vous pensez qu'il faut garder BPN et dans quel but ? [...] Et j'ai été surpris des réponses. Parce que j'ai reçu beaucoup d'e-mails où les gens disaient que l'idée est superbe, que l'utilité*

est énorme. […] Et on se dit que, finalement, ça sert à quelque chose, même si pour le moment on n'arrive pas à faire démarrer la structure de base qu'on avait imaginé ».

Ces deux formes de contributions actuelles, qui montrent leurs limites malgré un investissement économique et social[279] régulier, ont révélé le manque d'engagement de la part des étudiants résidents en Bolivie, lesquels ne maîtrisent pas l'accès aux publications et pour qui il est très dur de pouvoir demander une aide. C'est pourquoi les projets se sont recentrés sur des effectifs plus modestes d'étudiants mais la tâche n'est pas moindre : il s'agit là de former des étudiants au traitement de l'information fournie par les biologistes en mobilisant des biologistes et bio-informaticiens. Acquérir une envergure internationale et satisfaire les besoins des étudiants en Bolivie, justifiant le projet, semble alors produire une densification de certaines relations.

La situation dans le pays d'origine semble déterminante dans le processus de mobilisation des connaissances et des compétences des migrants qualifiés dans la mesure où il peut, par son action, changer le régime de fonctionnement des structures associatives en favorisant la capitalisation des ressources disponibles dans le réseau. Les canaux d'informations multi-localisés se révèlent alors bénéfiques à la mise en commun des ressources sociales d'une organisation. L'espace de projet devenant plus vaste, la pratique est donc susceptible de se faire dans ces divers espaces. Le réseau d'acteur se spatialise alors dans un espace fragmenté géographiquement mais sur un seul espace social entendu comme l'espace diasporique. Ceci suggère que les États et l'appareil institutionnel en recherche et développement dans les pays d'origine est susceptible de jouer le rôle d'animateur des réseaux disponibles dans les structures associatives multi-localisées. Nous tâcherons dans les deux derniers chapitres de documenter cet État animateur en faisant le bilan des initiatives existantes et de leurs configurations.

[279] On entend par là le temps écoulé à monter la plateforme web et d'y mettre le contenu : le temps social.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Mobiliser

Les structures associatives de migrants qualifiés sont révélatrices de stratégies d'investissement du social afin de légitimer leur existence et inscrire leur action dans des espaces de plus en plus vaste. Aussi, la pratique essentiellement locale de l'espace social n'est pas un frein à une territorialisation plus vaste de l'action des structures associatives.

Dans le même temps, le cas des organisations multi-localisées illustre les limites auxquelles peuvent être confrontées les organisations. En effet, le maintien ou la construction de solidarités garantissant la circulation de l'information entre les différents pôles des organisations semble nécessiter, parfois, l'intervention d'acteurs externes ou du moins d'outils de communication à distance. Dans tous les cas, il semblerait que l'intervention d'organisations à but non lucratif ou d'institutions dans le pays d'origine conditionne le maintien des solidarités et garantisse l'interpolarité entre les nœuds diasporiques.

En résulte l'idée d'une capitalisation, qui ne peut se faire qu'au moyen d'une participation globale des acteurs et d'une contribution effective de tous en termes de ressources matérielles et idéelles. En cela, la structure associative dépend de la capacité des membres à mobiliser leurs réseaux. En partant de l'hypothèse que l'espace d'origine peut être dôté d'un rôle d'animation du réseau, la partie suivante s'intéressera au rôle étatique et institutionnel dans la production d'espaces diasporiques.

CONCLUSION

Troisième Partie

Cette troisième partie, qui s'articule autour de la recherche des espaces de ressource et d'action des structures associatives, permet de comprendre les usages des espaces sociaux et spatiaux par les structures associatives de notre échantillon. En ressort l'idée d'un ancrage local des espaces sociaux s'expliquant par la pratique privilégiée de l'interaction physique entre les membres des structures associatives ainsi qu'avec leurs partenaires. Toutefois, nous avons montré que certaines structures associatives savent mettre à profit cet espace local au service d'une territorialisation plus vaste.

En investissant l'espace local, les structures associatives montrent leur capacité de s'inscrire dans des réseaux d'acteurs pourvoyeurs de ressources sociales et financières utiles au développement de leurs capacités. De cette manière, elles révèlent l'intérêt de la proximité spatiale dans la mise en place de transferts et de circulations transnationales.

Dans le même temps, cette tendance à la localisation des liens interindividuels et interinstitutionnels met en évidence les difficultés de faire des nouvelles technologies d'information et de communication des supports de la socialisation à plus petite échelle. Pourtant, en analysant les régimes de proximité (proximités sociale et spatiale), on comprend que le lien social est conditionné par la cumulation de ces deux régimes de proximité. Alors l'inscription spatiale multi-localisée des groupes sociaux dépend de l'usage équilibré des interactions assistées par ordinateur et des interactions physiques.

Il ressort de cette troisième partie que les intervenants externes, notamment ceux présents dans les pays d'origine, peuvent mettre à profit la configuration multi-localisée des structures associatives en mutualisant les liens existants au bénéfice d'un projet de développement. Cette partie permet donc d'envisager les intervenants externes comme des moteurs d'activation des liens diasporiques. En s'intéressant aux espaces pratiqués et à la mobilisation des réseaux de l'associatif migrant, cette partie engage la réflexion sur l'usage, par les acteurs, de l'espace et des moyens de communication. Afin de poursuivre notre

réflexion et documenter notre objet de recherche par les acteurs de sa construction et de son maintien, il convient à présent de poursuivre notre réflexion à partir du rôle que jouent les acteurs institutionnels administratif et universitaires dans la configuration spatiale du lien social en migration.

Quatrième Partie

L'ASSOCIATIF MIGRANT : UN ESPACE D'ENJEUX

Partie IV

Introduction

La glorification de la mobilité qui prend place dans un contexte de mise en compétitivité des territoires à l'échelle globale semble s'accompagner d'une intensification des aides à la mobilité du personnel qualifié. Les pays du Nord comme les pays du Sud semblent, en effet, s'engager sur la voie de la mise en circulation du capital humain en créant des programmes encourageant la mobilité temporaire ou définitive. En envisageant l'espace associatif migrant qualifié comme un espace d'enjeux, on souhaite montrer comment les phénomènes de multi-appartenances sont favorables à l'émergence d'un espace diasporique aux dimensions plurielles. C'est par la multiplication des points d'ancrages, qu'une pluralité d'acteurs détient désormais la capacité de mobiliser la population migrante qualifiée.

C'est pourquoi cette quatrième partie s'articule en deux chapitres. Le premier chapitre sert à comprendre le contexte international de mise en circulation du capital humain et à cerner les enjeux de la mobilisation de la population migrante qualifiée. Ce chapitre a également pour vocation de présenter l'ensemble des acteurs ainsi que leurs programmes afin de révéler la pluralité d'acteurs qui contribue aujourd'hui à la construction des diasporas scientifiques et techniques.

Le deuxième chapitre traite quant à lui des conséquences de cette gestion des circulations du savoir sur les spatialités. En s'appuyant sur l'idée de gouvernance, ce chapitre permet de questionner l'impact de cet interventionnisme institutionnel sur les dynamiques transnationales.

Chapitre VII

UN ESPACE AU CŒUR DE L'INTERNATIONALISATION DU SAVOIR

« *Les individus sont la vraie richesse d'une nation* »

Rapport sur le développement humain, 1990

L'économie de la connaissance, ce « *stade du capitalisme où se généraliserait un modèle productif organisé autour des complémentarités organisationnelles et technologiques entre les TIC, le capital humain […] et une organisation réactive de la firme qui permettrait la pleine utilisation du potentiel de productivité* » [Amable et Askenazy, 2002][280], se déploie et s'impose comme le stade de développement le plus avancé. Aussi, les économies émergentes ou en développement s'orientent-elles vers ce modèle où la matière première se puise dans les connaissances et les compétences des travailleurs.

La délocalisation du capital humain n'a donc jamais été aussi préjudiciable que dans le contexte actuel. On comprend donc mieux les pays d'origine qui, après avoir investi dans la formation académique de leurs « cerveaux », cherchent à panser cette hémorragie par des politiques de récupération du talent. La connaissance, devenue produit à transformer, se doit d'être canalisée et gérée. Mais l'attraction des cerveaux reste une tâche difficile pour les pays en développement et émergents (BRICS). En effet, à l'image d'une cascade [Fibbi et Meyer, 2002] dont le haut est réservé aux pays à solde migratoire toujours positif[281], comme les États-Unis, et la base laissée aux pays à solde migratoire négatif, comme c'est le cas pour les très petits pays d'Amérique centrale [Beine, Docquier et Rapoport, 2006[282]], où l'attractivité reste très limitée. L'attractivité, qui se nourrit du rapport centres/périphéries, repose principalement sur la stabilité politico-économique ainsi que le maintien et le développement de l'industrie de pointe à l'échelle régionale ou nationale. C'est pourquoi les pays de départ des cerveaux sont face à une double difficulté. En effet, les pays du Sud doivent appuyer le

[280] Bruno Amable, Philippe Askenazy, 2002, « Introduction à l'économie de la connaissance », contribution pour le rapport UNESCO *Construire les sociétés du savoir,* 21 pages.

[281] On parle ici de la migration qualifiée.

[282] Frédéric Docquier et Hillel Rapoport, 2006, *The Brain Drain*, *New Palgrave Dictionary of Economics.*

secteur de la recherche et du développement mais aussi faire en sorte que les migrants aient confiance en leur gouvernement. Concomitamment, les pays d'origine doivent s'impliquer sur ces deux priorités qui, allant de paire, se stimulent l'une l'autre. Alors que traditionnellement le retour migratoire se pense par la construction relationnelle transfrontière et l'établissement de la confiance par delà la distance, ce chapitre vise à éclairer la manière dont la dimension scientifique des échanges modifie l'acception classique du lien migration et développement.

Il est traditionnellement d'usage de considérer que l'imaginaire joue un rôle manifeste dans le processus de décision du « retour ». Aussi, les pays d'origine ont-ils tendance à orienter leurs programmes d'attraction des *diasporas* par la production d'un tissu social continu, transfrontière, répondant de l'idée communément adoptée que la « culture » d'un sentiment national permettrait de renforcer l'intérêt des *diasporas* pour leur pays d'origine. Dans ce sens, les pays sont de plus en plus nombreux à octroyer le droit à la double nationalité, n'y voyant plus l'expression d'un acte d'insubordination politique[283]. Cependant, dans le domaine scientifique, la confiance ne peut pas seulement se construire à partir de politiques de reconnaissance des migrants. C'est pourquoi les pays du Sud doivent remédier à l'instabilité des financements alloués à la recherche et au développement, doublée d'un manque structurel en capital humain. L'instabilité financière, professionnelle et le manque de dynamisme de la filière scientifique aux échelles locale et nationale, en jouant en la défaveur des migrants retournés, peuvent dissuader les professionnels à regagner le territoire de leur pays d'origine. Alors que les migrants qualifiés cherchent justement à valoriser leurs travaux en leur trouvant une reconnaissance à l'international, par l'intermédiaire de publications notamment, le manque d'investissement suscite des craintes compréhensibles. Une analyse rapide de l'indice de compétitivité[284] vient appuyer ces craintes. On remarque en effet un différentiel très fort entre les pays en développement et les pays industriellement plus avancés[285]. Pénalisés par des

[283] On fait référence ici à Paul Gilroy qui ouvrait l'œuvre de l'Atlantique Noir par l'idée de la double conscience.

[284] Le World Economic forum, institution internationale non lucrative fondée à Genève, effectue tous les ans une classification des pays selon leur compétitivité, le « *Global Competitiveness Index»,* à l'aide d'une série d'indicateurs économiques, politiques et sociaux. Les douze piliers de cet indice sont : les institutions, les infrastructures, l'environnement macroéconomique, la santé et l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation, l'efficacité du marché de biens, l'efficacité du marché du travail, le développement des marchés financiers, la capacité technologique, la taille du marché, le degré de développement des entreprises et l'innovation.

[285] World Economic Forum, Global Competitiveness Report 2012-2013 disponible sur se site du WEF sur www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport_2012-13.pdf

carences institutionnelles[286] structurelles et une insuffisante capacité d'innovation[287], les pays andins demeurent en milieu et fin du classement général (la Bolivie et l'Équateur sont les plus mal positionnés[288]). Les composantes de l'indicateur relatif à la capacité d'innovation révèlent alors les efforts qu'il reste à fournir pour développer l'ensemble du secteur R&D de ces quatre pays.

Parce que la disponibilité en ressource humaine est à la base du développement des sciences et techniques, il est utile de se demander comment les pays envisagent la mobilisation du capital humain disponible à l'étranger ? Comment ce capital est-il, et peut-il être, mobilisé afin de répondre aux nécessités locales ? Quelles sont les institutions en charge de cette mobilisation, à distance, du capital humain et quel rôle attribuent-elles aux structures associatives de migrants qualifiés ?

Ces interrogations serviront à documenter la place de l'associatif migrant dans la construction de diasporas du savoir et dans les politiques d'internationalisation en cours. Il faudra alors observer les dynamiques associatives au delà d'une logique Sud-Nord de maintien du lien social. Il conviendra donc d'intégrer le rôle des pays d'accueil dans la mobilisation des migrants pour le développement. En effet, les espaces produits par ces derniers sont susceptibles d'accélérer les transferts scientifiques et techniques Nord-Sud. Il incombe par conséquent de documenter également les stratégies des pays d'accueil qui consistent à couvrir les besoins des pays du Sud en capital humain.

En quête des impacts qu'ont, et ont eu, les politiques gouvernementales à vocation de développement scientifique et technique, on s'intéressera dans ce chapitre aux pratiques institutionnelles et à leurs influences sur la création et/ou le maintien d'espaces collaboratifs tels que les structures associatives. Pour cela, l'analyse sera premièrement consacrée aux nouvelles politiques gouvernementales, et particulièrement à l'instauration du lien migration et développement par les pays du Sud. On tentera alors d'identifier, pour les pays andins à l'étude, les dispositifs étatiques de production diasporique. Cette partie s'appuiera sur les

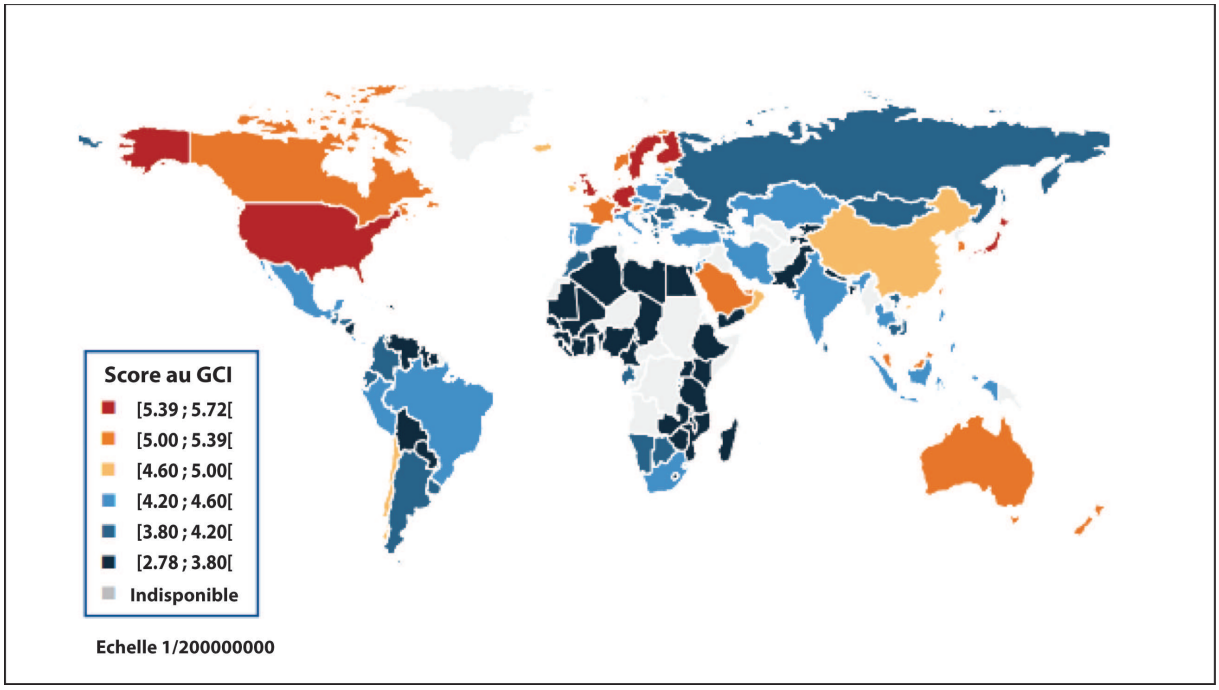
[286] Cet indicateur pour la compétitivité globale regroupe des données sur la protection des droits de propriété intellectuelle, les détournements de fonds publics, la confiance envers le monde politique, la violence et le crime organisé.

[287] Cet indicateur regroupe des données sur la qualité des institutions de recherche, la collaboration des secteurs privés et publics en Recherche et Développement, la disponibilité en ressources humaines, etc.

[288] Données du World Economic Forum, 2012. Bolivie 104^{e} ; Équateur 86^{e} ; Colombie 69^{e} et Pérou 61^{e} sur 144 pays. C'est l'Équateur qui affichait alors la plus grande progression avec l'année précédente (gain de 15 places).

entretiens en Amérique Latine ainsi que sur une étude de documents officiels. Un changement d'échelle s'opèrera en deuxième partie du chapitre. Il conviendra de s'intéresser alors aux institutions, à l'échelle infranationale, qui s'impliquent dans la fabrique de collectifs diasporiques. L'exploitation des données recueillies, grâce aux relevés empiriques et aux divers entretiens conduits en Europe et en Amérique Latine, permettra d'apprécier l'univers associatif migrant par son degré d'institutionnalisation à l'origine. Finalement, une analyse des politiques prises en charge par les pays d'accueil révèlera l'intérêt qu'ont le Nord et le Sud pour les migrations internationales de compétences.

Figure n°23 : *L'index de Compétitivité Globale (GCI) cartographié*



Source: *The Global Competitiveness Report 2012-2013,* World Economic Forum, 527 pages.

I | De l'usage du capital humain expatrié: l'exemple andin

Piliers de la réussite économique de nouveaux pays industrialisés tels que Singapour, les sciences et technologies sont désormais intégrées dans les schémas de développement nationaux sur fond de compétitivité internationale. Basée sur un bien normalement et originellement distribué de façon équitable, cumulatif et non exclusif, la connaissance, cette nouvelle économie, semble prometteuse pour tous les pays, qu'ils soient dits « en développement » ou « industrialisés ».

Or la connaissance présente de grandes disparités spatiales. Concentrée dans les centres – métropoles tertiaires, insérées dans la globalisation et offrant les meilleurs avantages comparatifs – elle est en pénurie dans les périphéries. Par le jeu du *Push & Pull*, de nombreux professionnels ont rejoint le Nord industrialisé. A l'heure où les compétences font office de nouvelle monnaie d'échange, l'exode des compétences se révèle donc toujours aussi menaçant.[289]

Révélateurs pour l'Amérique-latine de cette déperdition en ressource humaine (figure n°24), les taux d'expatriation du personnel qualifié sont riches d'enseignements, révélant une situation alarmante dans les pays les moins peuplés tel que Belize. Si les pays à l'étude ne sont pas les plus touchés par l'exode des cerveaux depuis l'Amérique Latine, ils révèlent l'existence de nouvelles politiques très actives en matière de ressources humaines incluant le phénomène migratoire. Aussi l'Équateur, pays andin le plus touché par l'expatriation de son personnel qualifié (12% du total des professionnels disponibles dans le pays d'origine[290]), s'engage désormais dans un plan de mobilisation des ressources humaines disponibles dans et à l'extérieur du pays. Mais bien que le pays expérimente le taux d'expatriation du personnel qualifié le plus important de la région, l'Équateur n'est pas pour autant le premier pays à avoir adopté une politique publique de rapprochement institutionnel envers les expatriés. Il a en

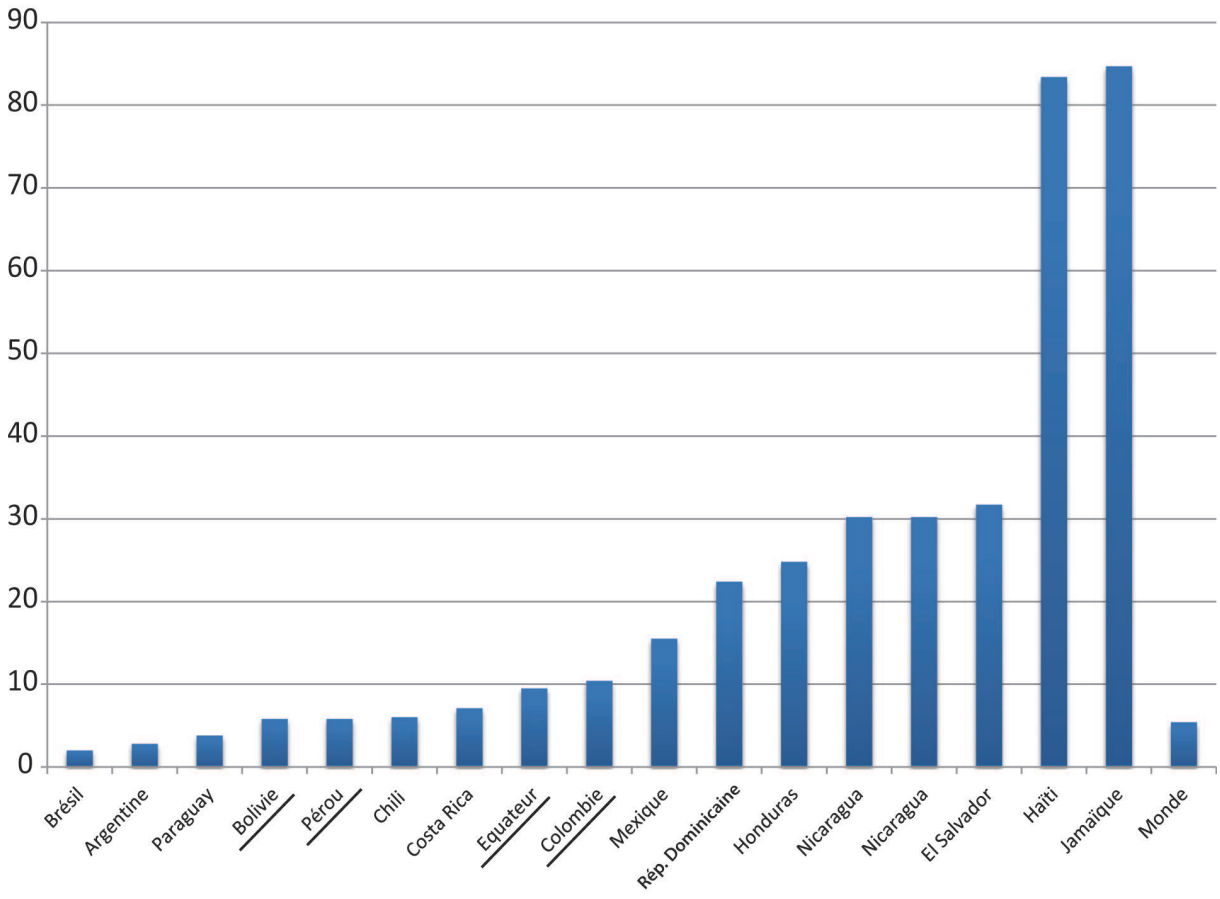
[289] Toutefois, les dernières années montrent que si les pays latino-américains continuent d'envoyer des migrants vers l'Europe, ces flux se sont taris. Une récente étude de l'OIM montre par exemple que de 2008 à 2009, près de 110.000 européens ont migré en Amérique Latine. Pendant ce temps le flux inverse à diminué passant de 400.000 à 229.000 individus. On remarque dans le même temps que les pays les moins attractifs pour les pays Andins sont aujourd'hui l'Italie, l'Espagne alors que d'autres pays européens comme l'Allemagne, La France et la Suisse continuent d'avoir des flux égaux ou supérieurs à ce qu'ils étaient avant. Voir à ce propos le rapport de l'OIM, (2012), *Rutas y dinámicas migratorias entre los países de América Latina y el Caribe (ALC), y entre ALC y la Unión Europea,* 158 pages.

[290] Cette donnée inclut les étrangers travaillant en Équateur.

effet été devancé par la Colombie qui, dès les années 1990, a mis en place une stratégie de reconnexion et de récupération du talent expatrié.

Pour comprendre pourquoi les services de l'État éprouvent le besoin de bâtir des politiques dépassant l'espace classique et fermé[291] de la nation, en créant du lien avec des ressortissants établis par-delà les frontières, il est nécessaire de s'attarder sur les politiques mêmes de développement de ces pays et leur lien avec la *diaspora* pour lesquels la documentation s'est enrichie ces dernières années [OCDE, 2012 ; Pellegrino et al., 2014].

Figure n° 24 : *Taux d'émigration tertiaire dans une sélection de pays d'Amérique Latine en 2000, en pourcentage du total des qualifiés de plus de 25 ans.*



Taux d'émigration qualifiée: Pourcentage du nombre de migrants qualifiés sur le nombre total d'individus qualifiés de plus de 25 ans dans le pays d'origine.

Source: Banque Mondiale, World Development Indicators: Movement of people across borders, Table 6.13

[291] Ludger Pries parle à ce sujet de la perforation des États-Nations conteneurs, Pries L., 2002, *Op.cit.*

1.1. La stratégie diaspora : 20 ans d'expérience colombienne

En Colombie, l'intérêt pour les sciences et technologies, qui s'accélère depuis le milieu des années 1990, s'accompagne d'une volonté de diversifier l'économie nationale et d'adopter le modèle des pays les plus avancés. Afin de répondre à ces nouvelles exigences, la Colombie semble s'orienter vers la mobilisation sans frontière de ses cerveaux. L'idée actuelle d'une mise en réseau des chercheurs ressortissants colombiens, par-delà les frontières, n'est pas une nouvelle solution que la Colombie tente d'apporter au *brain drain* puisque cela fait près de vingt ans que les premières mesures ont été prises. Cependant, la résurgence d'un nouveau programme qui ne s'inscrit pas dans la continuité de celui des années 1990 interpelle. Si le réseau « Caldas » des années 1990 (évoqué au chapitre II) consistait déjà à étendre la communauté scientifique au-delà du territoire national, comment la nouvelle politique se différentie t-elle de l'ancienne ? Comment expliquer la résurgence de l'intérêt colombien pour sa diaspora à l'heure actuelle ?

Il ressort de l'étude du processus de consolidation des sciences et technologies en Colombie que les politiques ayant trait à la gestion des ressources humaines ont de plus en plus tendance à mobiliser une notion du retour bien particulière : celle d'une coprésence à distance, d'un retour qui ne serait pas seulement physique et définitif et qui contribuerait donc à réévaluer la notion de proximité. S'il ne s'agit pas d'un retour « classique », définitif et physique, de quelle forme de « retour » s'agit-il alors ? L'instauration d'une autre forme de proximité est-elle seulement aux mains des États ? Comment la question migratoire peut-elle devenir un moyen de développement scientifique dans le cas de la Colombie ?

Une expérience ministérielle

a) De la construction d'une Colombie unie au delà les frontières

Soucieuses du départ massif de Colombiens qualifiés vers les pays les plus avancés, certaines institutions vont s'impliquer dès le début des années 1990 dans la quête extraterritoriale des compétences nationales. Le réseau Caldas d'abord, a été placé sous la tutelle de Colciencias, appelé originellement « Fondo Francisco José de Caldas », Colciencias a connu de nombreux changements institutionnels et ce, jusqu'en 2009, quand l'institution

accède au rang ministériel. Défini alors par la loi 1286 de l'année 2009, Colciencias est désormais connu sous le nom « Département Administratif des Sciences, des Technologies et de l'Innovation ». En réalité, c'est à l'occasion des célébrations du Bicentenaire colombien, et de l'ambition clairement affichée de renouveler durablement l'appareil productif de l'État, que ces changements ont eu lieu. Ceux-ci semblent être annonciateurs du renouveau de l'engagement national en faveur de l'appui à la recherche et à l'innovation[292]. Placé sous la tutelle de Colciencias, le programme Red Caldas consistait à produire des nœuds associatifs de chercheurs colombiens à l'étranger. Si ce programme s'est soldé par un bilan mitigé, il est encore possible de voir la résilience des liens sociaux qui produisent aujourd'hui de nouvelles formes de solidarités.

Répondant au départ de Colombiens qualifiés toujours plus nombreux[293], la prise en main de la question migratoire a été réopérée récemment par le ministère des affaires étrangères. S'agissant d'investir le champ migratoire des colombiens hautement qualifiés[294], la construction du réseau devait permettre à l'État et à ses institutions de disposer d'une réserve de personnel qualifié mobilisable par delà les frontières à l'image du Réseau Caldas créé la décennie passée. A la différence, qu'en créant RedEsColombia, la Colombie devenait alors autant un réseau qu'un espace de réseaux[295]. Cet espace devant servir les ambitions du gouvernement de récupérer le savoir, les connaissances, voire la ressource humaine. À terme, les pouvoirs publics imaginent un retour physique et définitif des expatriés les plus talentueux : la « minorité rêvée » de la Colombie pour utiliser les mots d'Aurélie Varrel[296]. L'innovation est bien sûr au cœur de l'enjeu. Les transferts depuis la diaspora sont en effet supposés se mettre au service de celle-ci. En l'espace de cinq ans, le réseau global ColombiaNosUne a permis de réunir plus de 40.000 membres.

En laissant libre cours aux échanges d'informations et de contenus variés entre les membres, le réseau semble promouvoir un système décentralisé d'échanges transnationaux. Toutefois, les entretiens menés auprès de quelques étudiants colombiens inscrits sur le site

---

[292] « Colombia construye y siembra futuro. Política nacional de fomento a la investigación y la innovación », Colciencias, 2008, 138p.

[293] Le taux d'émigration net passant de -1,51 de 1985 à 1990 à -3,18 de 2000 à 2005

[294] « Red de estudiantes e investigadores colombianos en el exterior » qui deviendra partie intégrante de RedEsColombia en 2007.

[295] La construction du mot joue en effet sur les deux significations que peut prendre RedEsColombia.

[296] Aurélie Varrel, 2009, « Back to Bangalore », thèse de Doctorat en géographie, Université de Poitiers sous la direction de Emmanuel Ma Mung., p.117.

communautaire révèlent les limites de la réticularité de RedEsColombia. Les témoignages s'accordent tous pour dire, en effet, que ce site permet d'avantage un retour physique et définitif qu'il n'incite au partage d'expériences, à l'échange régulier et au transfert de connaissances continu[297]. De fait, le site communautaire semble n'être qu'un outil promouvant le retour physique des migrants. Il apparaît alors comme un moyen de gagner en capital humain et non social.

Aujourd'hui, le tissu social diasporique est le produit de constructions sociales successives orchestrées par Colciencias d'abord, le ministère des affaires étrangères ensuite et des programmes de recherche finalement. Pour l'ensemble de ces initiatives, il semble que les stratégies adoptées ont évolué au gré de la reconceptualisation de l'option diaspora et du retour migratoire. Le paradigme mobilitaire semble en effet s'installer dans les opérations gouvernementales colombiennes, présageant une adaptation de l'administration à la lecture des phénomènes migratoires contemporains. C'est pourquoi il est utile de détailler le cas de Colciencias qui, à présent, oriente sa stratégie de récupération du talent (après le bilan mitigé de la Red Caldas) sur la maîtrise et la mobilisation à distance.

b) Du renouvellement de l'engagement national : la Colombie par-delà les frontières

Comme nous l'avons vu précédemment, Colciencias[298] s'impliquait dès l'année 1990 dans la gestion migratoire. Mais l'institution prend, à présent, de nouvelles dispositions pour mieux gérer les flux migratoires qualifiés. Ces dispositions n'ayant été mises en place que récemment, les premiers résultats ne sont pas attendus avant 2014. C'est pourquoi nous ne pourrons faire ici une analyse de résultats. Nous veillerons en revanche à nous attarder sur les

[297] Les Colombiens révèlent leur manque de confiance, envers leur gouvernement, dans l'interprétation qu'ils font de la plateforme RedEsColombia. Aussi, cet outil est perçu comme un outil de « propagande » de l'État pour faire revenir ses cerveaux ou les utiliser.

[298] Depuis sa construction, Colciencias est une institution qui gère la plus grande partie des bourses de l'enseignement supérieur du pays. Reconnaissant le manque en ressource humaine pour les universités et les centres de recherches, et particulièrement de personnels hautement qualifiés tels que des docteurs, l'effort de Colciencias se concentre de plus en plus sur la formation de futurs talents pour le développement des Sciences et technologies.

motivations politiques ainsi que sur la nature des dispositifs mobilisés par Colciencias. Ces éléments permettront alors de présenter le projet d'internationalisation en cours de l'institution.

Pourvoyeuse de bourses de haut niveau (master et doctorat), Colciencias entend gérer un nombre de plus en plus important de mobilités étudiantes. Son rôle consiste, dans ce cas, à intervenir en amont du départ des migrants, en administrant leur placement dans des institutions (généralement de grande renommée) à l'international. Aussi, en envoyant les étudiants les plus doués dans des institutions porteuses d'innovations, Colciencias cherche à repositionner la Colombie sur l'échiquier mondial de l'innovation. En effet, en concentrant la capacité d'investissement sur la formation des futurs talents pour le développement, l'expatriation du personnel qualifié, qui s'interprète d'abord en termes de perte, deviendrait donc instrument de l'internationalisation des sciences et technologies (CTeI). Réside donc dans le départ des cerveaux de grands espoirs de développement. La rhétorique employée par le gouvernement dans les documents officiels en est la preuve et suggère que la Colombie souhaite à présent bénéficier de toutes les manières possibles du départ des migrants [Caplan, Panizzon, Fornalé, 2014].

Pour comprendre comment Colciencias entend mener sa campagne d'incorporation des cerveaux expatriés à la production nationale du savoir, nous exposons ici les deux programmes pilotes mis en place par le ministère.

- Le premier émane du groupe dit *d'internationalisation*. Il consiste à capitaliser les transferts de savoirs des migrants qualifiés qui sont en poste dans des entreprises, universités ou centres de recherches de renommée mondiale.

L'un des bénéfices espérés, par la construction d'une telle proximité, est de mettre à profit les dispositifs de coopération bilatéraux, notamment ceux de l'Europe. Par exemple, l'Union Européenne reconnaissait en 2007 la Colombie comme l'un des « points de contact » du 7^{e} programme cadre européen « FP7 » en Amérique Latine. L'expatriation pourrait donc s'ériger en véritable stratégie pour la Colombie qui renforcerait, au moyen du suivi continu des mobilités étudiantes, sa capacité de lever des fonds et d'intégrer des réseaux scientifiques internationaux. Cette stratégie de mobilisation des compétences des migrants se justifie publiquement afin de « *développer des stratégies et instruments permettant de profiter des sources de coopération bilatérales et multilatérales* »[299]. Cette orientation stratégique du

[299] Colciencias.gov.co

programme d'internationalisation à Colciencias révèle le changement sémantique du mot « retour ». Dans cette conception le retour est intégré au modèle de « l'option diaspora », cet espace d'échange que convoite et qu'investit l'État. Contrairement à l'expérience des années 1990, Colciencias s'oriente à présent vers une mobilisation du capital humain et social des migrants. L'espace social des migrants, en pourvoyeur de nouveaux partenariats à l'international, apparaît ici comme un espace convoité par le gouvernement.

- Le second programme de Colciencias consiste à s'assurer de la contribution des migrants qui ne retournent pas en Colombie une fois leur formation supérieure achevée dans le pays d'accueil. En rompant avec le modèle contraignant qui existait jusqu'alors, la prise de conscience du fait que la « stratégie diaspora » est l'outil indispensable à la construction d'une société de la connaissance, est à l'origine de la mise en place, pour la première fois en 2011-2012, d'une nouvelle réglementation des bourses d'études supérieures.

Il s'agit, au moyen d'une revalorisation du statut de l'expatrié, d'imposer au bénéficiaire, dès le stade pré-migratoire, le transfert de ses savoirs et compétences depuis son lieu d'installation. Les « crédits éducatifs » octroyés par Colciencias aux étudiants les plus prometteurs (et qui servent à l'accoutumée autant pour des études réalisées sur le territoire national – en Colombie – qu'à l'international) encadrent législativement les échanges. Aussi, la bourse Francisco José de Caldas, qui s'élève à un montant total de 475 millions de pesos pour un doctorat à l'étranger[300], semble devenir l'instrument de la mise en lien migration et développement en Colombie.

c) La diaspora scientifique et technique : la naissance d'un espace convoité

L'idée d'une stratégie de mobilisation à distance des migrants, qui semble aller de paire avec une stratégie d'encouragement à l'expatriation des cerveaux dans les pays les plus avancés, semble opérer un changement paradigmatique. Alors que le départ des plus qualifiés

[300] Cette bourse est versée annuellement. Le montant annuel maximum est de 90 millions de pesos (soit environ 35.000 euros). Cette bourse inclut la possibilité de faire un master au préalable si son acquisition est nécessaire pour réaliser un Doctorat.

était compris comme un élément déstabilisateur des économies du Sud, il semblerait que la stratégie « diaspora » soit le support d'une nouvelle économie de la connaissance.

En effet, à partir de l'année 2011, la procédure de remboursement de l'investissement ministériel [301] est totalement bouleversée[302]. Ce nouveau dispositif introduit une politique offensive en matière de développement des sciences et technologies :

« *Tirer profit de la diaspora scientifique en articulant les capacités nationales en CTeI avec les chercheurs colombiens à l'étranger »* afin de *« capitaliser la connaissance, les capacités et les relations que les Colombiens qui résident à l'étranger ont ».* [Colciencias, 2008 : 115].

Dorénavant, même en restant vivre à l'étranger, le boursier pourra annuler sa dette, vis-à-vis de Colciencias, au moyen d'une participation active (à distance) au secteur des sciences et technologies.

Intégrer l'appareil productif n'est donc plus conditionné au retour physique et définitif. Alors, tout bénéficiaire de la bourse pourra, à l'issue de ses études, soit retourner en Colombie[303], soit rester à l'étranger sans avoir à rendre la bourse qui lui aura été accordée si – et seulement si – ce dernier s'engage à « *travailler pour le pays »* en *« maintenant un lien permanent de communication et de recherche»*[304].

Cette participation à distance est toutefois rigoureusement réglementée. Les modalités de participation sont en effet stipulées dans le règlement du programme de formation doctorale Francisco José de Caldas[305]. Ce lien consiste à :

- Contribuer au renforcement du système national de formation supérieure de haut niveau ;

[301] Jusqu'en 2010, le crédit était « remboursable » (dès l'obtention du diplôme) au moyen du retour physique en Colombie ou du paiement intégral de la somme due.

[302] Les informations qui suivent, sauf mention contraire, ont été obtenues grâce à deux entretiens réalisés à Colciencias en Avril 2011 et de la documentation fournie à la suite de ces entretiens.

[303] Remboursement à 70% par la simple obtention du diplôme et 30% par un retour de deux ans en Colombie et validation de la bonne implication du docteur dans les sciences, technologies et innovation.

[304] Remboursement à 50% de la bourse par obtention du diplôme et 50% par maintient des liens à distance pour au moins deux ans.

[305] Colciencias, 2011, « Reglamento de Operación del crédito educativo condonable para la realización de estudios de doctorado en el exterior », 27p.

- Intégrer à distance le secteur privé colombien ;
- Entreprendre une activité en Colombie dans le secteur des technologies ;
- Contribuer au renforcement de la capacité nationale de recherche, d'innovation ou d'appropriation des nouvelles technologies.

Le tableau n°20.[306] détaille plus méticuleusement tous ces points. On y retrouve les quatre points précités qui sont cette fois déclinés en une série d'actions envisageables par le boursier, afin de se libérer de l'obligation de rembourser son crédit. On notera que ces dispositions sont les mêmes pour les Colombiens revenant dans leur pays que pour ceux restés à l'étranger. Dans les deux cas, l'obligation est d'être actif scientifiquement pendant deux ans en Colombie par présence directe – sur le sol colombien – ou par présence virtuelle et/ou temporaire – diaspora –.

La stratégie diaspora

En France, la mobilisation du capital humain est pensée sous la forme de l'option diaspora [Barré et al., 2003]. Toutefois, les données empiriques révèlent dans le cas andin que :

- Les réseaux diasporiques mobilisés par les institutions gouvernementales ne sont pas préexistantes mais construites par ces dernières ;

- L'administration du lien a de plus en plus tendance à se faire avant le départ.

C'est pourquoi, la mobilisation du talent expatrié, sous entendu dans l'idée de « diaspora », se rapproche plus de la stratégie que de l'option. Le design est en effet à attribuer à l'État lequel, par l'intermédiaire de son tissu institutionnel, produit des politiques favorables à la dispersion des compétences et au recentrement du lien scientifique et technique. La récupération des compétences semble par conséquent plus proche des réflexions de Larner, lequel évoque les « *diaspora strategies* » [Larner, 2007].

La « stratégie diaspora » semble traduire un stade avancé de l'option diaspora, un stade au cours duquel les gouvernements, en ayant conscience des bénéfices à retirer de la

[306] Cette fiche est tirée du « Règlement » précédemment exposé, Colciencias, 2011, pp.21-23

dispersion du capital humain, inciteraient au départ des jeunes talents et en administrant les transferts correspondant à des formes contemporaines de « retour ».

Cette définition est cependant plus poussée que celle de Larner [Larner, 2007 : 334] puisqu'elle attribue à l'État et au corps institutionnel la responsabilité de la dispersion.

La mise en œuvre de la stratégie diaspora en Colombie

Le dispositif de renforcement des circulations du savoir mis en place par la Colombie prend la forme d'une série d'engagements à prendre envers le pays par le migrant. Le tableau n°20 reprend ainsi les 25 différents engagements que les Colombiens peuvent prendre depuis l'étranger.

Tableau n°20 : *Modalités de remboursement, bourses Francisco José de Caldas*

Modalités de renforcement du système national de formation supérieure	
3.	Participer à la création d'un programme doctoral national
4.	Participer dans les processus d'accréditation national et international de programmes de doctorat
5.	Diriger au moins une thèse de master ou doctorat d'étudiants colombiens
6.	Être tuteur d'au moins trois jeunes professionnels du Programme Jeunes Chercheurs et Innovateurs de Colciencias
7.	Être juge d'une thèse de master ou doctorat
8.	Être membre de la commission du CONACES pour la création d'au moins deux programmes nationaux de master ou doctorat
9.	Gérer des stages internationaux de recherche pour les bénéficiaires des programmes de formation de Colciencias (Doctorat national ou programme Jeunes chercheurs)

Modalités d'insertion sur le marché du travail dans le secteur privé colombien	
10.	Faire de la recherche appliquée dans un laboratoire ou service de développement dans le but de générer de nouveaux produits, processus et/ou services destinés au marché national ou international
11.	Réaliser une recherche appliquée pour le développement des nouvelles technologies
12.	Développer de nouveaux services technologiques qui améliorent la productivité ou la compétitivité du secteur privé colombien
13.	Rechercher de nouveaux modèles ou systèmes de commercialisation ou d'organisations des entreprises
14.	Développer et appliquer des activités de transfert des connaissances
15.	Concevoir un département de recherche et de développement
16.	Faire de la prospection technologique ou de l'intelligence commerciale des technologies

Modalités d'entreprenariat de base technologique en Colombie	
17.	Avoir un projet éligible ou financé par Colciencias pour la création d'entreprise
18.	Constituer et mettre en œuvre une entreprise ou commerce dans le domaine des technologies
19.	Créer une entreprise pour la prestation de services en gestion de l'innovation

Modalités de renforcement des capacités nationales de recherche et d'innovation ou d'appropriation des CTeI	
20.	Participer à l'accréditation internationale de laboratoires destinés à fournir des services de CTeI
21.	Participer du processus de brevetage ou de licence de produits
22.	Co-publier trois articles dans des revues classées ou homologuées par Colciencias avec des chercheurs colombiens
23.	Avoir évalué pour Colciencias au moins deux projets de recherches
24.	Générer des produits de recherche dérivés d'un projet de recherche ou d'innovation exécuté en Colombie
25.	Participer à la conception et l'implémentation de politiques publiques des sciences, technologies et innovation.

Source: Colciencias, 2011, « Reglamento de Operación del crédito educativo condonable para la realización de estudios de doctorado en el exterior », 27p. Traduit par l'auteur.

Les premières bourses de ce type ayant été octroyées en 2011 et ce dispositif n'étant pas rétroactif[307], les premiers résultats sont attendus pour la période septembre-décembre 2014. Toutefois, on peut comprendre le raisonnement tenu par Colciencias à laisser les étudiants s'installer à l'étranger. Celle-ci se résume parfaitement par l'idée de « *Brain export* ». Car **le chercheur**, depuis le stade d'étudiant, **est enrôlé dans une stratégie globale de récupération de son savoir scientifique et technique – capital humain – et de ses connaissances/réseaux personnels – capital social –** dès lors qu'il contracte cette bourse**.** Au-delà d'une stratégie d'internationalisation et de transfert des compétences pour un développement de l'innovation rapide, il s'agit aussi d'une stratégie d'adaptation aux parcours migratoires. En effet, si le plus grand nombre de boursiers revient en Colombie, une minorité reste dans les pays d'accueil. Cette minorité de diplômés, estimée à environ 20% du total des flux[308], préfère rembourser le crédit attribué par Colciencias plutôt que de revenir. Dans tous les cas, ce maintien à l'étranger semble être une perte sur investissement. Car même si l'institution est remboursée du crédit qu'elle a octroyé, ce nouveau diplômé n'aura pas participé au développement scientifique colombien et est vécu comme un échec pour Colciencias[309].

En revanche, la nouvelle stratégie élaborée par Colciencias permet au ministère de ne pas perdre totalement l'investissement réalisé. Il s'agit de modifier le schéma de remboursement du crédit contracté par les jeunes diplômés lorsqu'ils restent travailler dans des centres de recherche, des universités ou des entreprises à l'international. En resserrant les liens avec les étudiants, Colciencias leur offre l'opportunité de s'établir durablement à l'étranger tout en systématisant le transfert de connaissances. L'option diaspora s'inscrit alors comme un dispositif compensatoire au *brain drain* dont la principale qualité est d'être souple. **L'option diaspora offre ici un modèle non contraignant de gestion des flux migratoires** qui rompt avec l'idée que cette gestion s'accompagne nécessairement d'une politique visant à réduire les départs en migration.

[307] Du moins, au 14 avril 2011, les responsables affirmaient que ce système ne serait pas rétroactif, il fait en effet partie d'un contrat que l'étudiant signe avant de recevoir sa bourse.

[308] Donnée de Colfuturo pour l'année 2009-2010 sur le total des boursiers. Colfuturo est un organisme qui affectait, en 2013, près de 1.500 bourses de l'enseignement supérieur. C'est l'une des institutions les plus pourvoyeuses de bourses en Colombie et qui administre les fonds de Colciencias.

[309] Entretiens à COLCIENCIAS en avril 2011 : auprès de l'unité de l'aide à la formation des chercheurs, de la direction des réseaux de la connaissance et de la direction de l'internationalisation.

Dans ce contexte, le ministère mise sur le prestige d'institutions d'enseignement et de recherche à l'international pour assurer le bon développement scientifique de la Colombie. C'est pourquoi les étudiants et leurs unités de formation doivent être soigneusement choisis. Les données fournies par Colfuturo confirment ces stratégies d'exportation du savoir révélant des logiques d'insertion des Colombiens dans les territoires de la mondialisation. En effet, les universités dans lesquelles vont étudier les boursiers sont parmi les plus prestigieuses au monde. On note les universités suivantes : la London School of Economics, Columbia, Harvard, New York University, Georgetown, qui ont accueilli 15% des boursiers de 1992 à 2009[310]. En France, mais dans une bien moindre mesure, quelques boursiers ont été envoyés dans les universités Panthéon-Sorbonne, Sorbonne Nouvelle et l'École des Mines de Nantes. Les universités d'élite semblent être fortement appréciées. Le tableau suivant permet de visualiser l'envoi des boursiers dans ces établissements de prestige de l'enseignement supérieur.

On suggère deux hypothèses à ce phénomène, non exclusives l'une de l'autre : qu'ils soient boursiers ou non les étudiants colombiens se dirigent majoritairement vers des universités de premier rang (1). Le ministère sélectionne préférentiellement les étudiants acceptés dans des universités de premier rang (2).

Dans tous les cas, en privilégiant les espaces (déjà) les plus convoités pour la réalisation des études supérieures, les mobilités étudiantes participent au renforcement de l'attractivité du Nord et de la polarisation de l'économie du savoir. Dans le même temps, ces mobilités sont susceptibles de positionner la Colombie dans la production scientifique internationale grâce au développement de partenariats bilatéraux. La nouvelle politique de bourse du ministère influe dans ces deux sens.

En favorisant l'intégration des meilleurs éléments dans des centres de recherches hautement réputés, et souvent associés à des technopôles, Colciencias participe autant au renforcement de la centralité d'espaces déjà attractifs qu'à l'accroissement de l'attractivité des institutions colombiennes. Il y a là un potentiel d'internationalisation pour la Colombie.

[310] Pour l'année 2010, les deux écoles polytechniques de Milan et Turin semblent constituer deux nouveaux pôles d'attraction pour les boursiers.

Tableau n°21 : *Destinations principales des bénéficiaires de COLFUTURO*

Universités de destination	1992-2009	2010	Total
London School of Economics	112 (4%)	28 (3%)	140
Columbia University	111 (4%)	25 (2%)	136
Harvard University	91 (3%)	9 (1%)	100
New York University	72 (2%)	26 (3%)	98
Politecnico Milano	38 (1%)	45 (4%)	83
Georgetown University	62 (2%)	9 (1%)	71
Politecnico Turin	24 (0%)	56 (5%)	63
Autres	2565	827	3392
Total (Toutes Universités)	**3.075**	**1.025**	**4.100**

Source : « Movemos a Colombia, Beneficiarios 2010 », ICETEX, Colciencias, COLFUTURO, Juillet 2010, 248p.

Pays pionnier en matière de politiques diasporiques dans la région andine, la Colombie se distingue donc par une nouvelle adaptation de ses politiques aux besoins de développement scientifiques et techniques. Toutefois, la Colombie n'est pas le seul pays du sous-continent à montrer des intérêts pour l'enjeu diasporique. En effet, depuis peu, l'Équateur et le Pérou reconnaissent la question migratoire comme une opportunité de développement et particulièrement pour les sciences et technologies.

1.2. Le programme « Prometeo » en Équateur, une incitation au retour temporaire

S'il doit « *exister des politiques concrètes pour éviter la fuite des cerveaux ainsi que des actions pour rapatrier des équatoriens hautement qualifiés* »[311], c'est que les préoccupations récentes en matière migratoire vont au-delà du seul bien être des migrants. Ceci explique également pourquoi, en Équateur, la prise en charge de « l'option diaspora » [Barré, Hernandez, Meyer et Vinck, 2003], envisagée comme stratégie néolibérale [Ho, 2011 :

[311] Extrait du « Plan Nacional para el Buen Vivir », Departamento de planificación, 2009.

761[312]] tend à se faire depuis l'autorité compétente en matière de sciences et technologies, appelée depuis 2011 SENESCYT[313] (Secrétariat National de l'Éducation, des Sciences, des Technologies et de l'Innovation).

a- *La centralisation du lien migration-développement*

Aujourd'hui, les Équatoriens expatriés sont bien au fait de la politique équatorienne d'aide au retour des migrants qualifiés. En effet, l'Équateur se distingue par son programme de transfert de compétences destiné non seulement aux membres de la diaspora mais aussi aux chercheurs seniors ressortissants des pays du Nord et propose des postes pour des courtes durées dans les universités et centres de recherche d'Equateur.

La période 2008-2011 est, pour le cas Équatorien, le marqueur d'une ascension exponentielle de l'importance accordée aux politiques diasporiques. Dès l'année 2008, c'est le SENAMI[314] qui a mis en place la direction du « talent humain » dans les locaux de Quito. Ordinairement, le SENAMI a pour vocation d'aider, de conseiller et d'orienter les migrants dans leurs démarches administratives ou de recherche d'emploi. En outre, il a pour vocation d'animer la vie culturelle dans les pays de destination dans lesquels il existe une représentation institutionnelle[315]. En prenant en charge les migrations qualifiées, qui depuis l'année 2011 se trouvent à la charge d'un nouveau ministère dédié au talent humain et au SENESCYT, le SENAMI a ouvert une nouvelle ère de gouvernance de la mobilité en Équateur. Celle-ci consistait à « visibiliser » la population étudiante en mobilité, reconnaissant le fait que nombre d'entre eux restaient dans le pays d'accueil après avoir terminé leurs études, les conduisant parfois à une « situation de vulnérabilité»[316]. L'idée était non seulement de les conseiller et les aider dans les difficultés rencontrées mais aussi de mieux les connaître afin d'identifier le capital humain dont l'Équateur disposait (ou pouvait

[312] [Ho Lynn-Ee E., 2011 : 761]. *« Les professionnels et hommes d'affaires ciblés font partie des projets néolibéraux des pays d'origine afin de mobiliser le capital humain et construire des liens commerciaux internationaux, ce qui, selon leur conception, les aidera à insérer la compétitivité économique nationale dans l'économie mondialisée de la connaissance* ». Traduction de l'auteur.

[313] Secretaria Nacional de Educación Ciencia, Tecnología e Innovación Jusque-là SENACYT, Secrétariat National des Sciences et Technologies.

[314] Secretaria Nacional del Migrante – Secrétariat National pour les Migrants

[315] Angleterre (Londres), Espagne (Barcelone et Madrid), et Italie (Milan et Rome) pour l'Europe.

[316] Entretien à Quito, direction du « Talent humain », Mai 2011.

disposer) à l'extérieur. Le SENAMI se voulait alors le lieu de partage des savoirs entre migrants et État. La stratégie du SENAMI reposait donc sur la combinaison du bien être et de la confiance du migrant accordée à l'État susceptible de garantir les échanges.

Toutefois, cette expérience à pris fin au début de l'année 2011 à l'occasion du lancement du Ministère du Talent Humain, de son véritable nom « Ministerio Coordinador del Conocimiento y Talento Humano ». Inauguré le 10 Avril 2011 par l'actuel Président de la République, Raphael Correa[317], il est le symptôme d'un élan de centralisation de la politique scientifique et technique.

Dans cette logique centralisatrice, qui s'inspire de l'expérience sud-coréenne en matière de politique diasporique[318], le président a fait valoir l'importance que revêtait la mise en place d'un programme de rapatriation des cerveaux en Équateur[319]. « Prometeo Viejos sabios »[320] a ainsi vu le jour et est géré depuis par le SENESCYT (placé sous la tutelle du ministère du talent humain). En 2010, près de 1.240.000 dollars ont été déboursés pour l'implémentation du programme[321]. Soutenu par l'idée que le développement des sciences et technologies en Équateur nécessite la contribution de scientifiques (re)venus de l'extérieur[322], Équatoriens expatriés et chercheurs étrangers sont désormais perçus comme des sources de connaissances externes. Ici encore, la gestion des flux migratoires se fait par une incitation à la mobilité.

Les modalités qui encadrent la mobilité sont simples. D'une durée de quatre mois à un an, le contrat n'est renouvelable qu'une seule fois. A l'issue de cette période, l'université ou le centre de recherche (publique de préférence[323]) est invité à poursuivre son engagement avec le chercheur s'il est de nationalité équatorienne. Pendant la durée du contrat qui unit le chercheur à l'université et au SENESCYT, le financement est à charge exclusive du SENESCYT[324]. A hauteur de 4.360 dollars mensuels, le ministère s'engage à financer

[317] Ce ministère étant récent, aucune activité concrète ne peut être discutée.

[318] Programme de rapatriation des chercheurs dans les années 60-70.

[319] Entretien à la SENESCYT, avec la personne chargée du programme « Prometeo Viejos Sabios », Mai 2011.

[320] « Prométhée vieux sages ».

[321] Cet argent n'a toutefois pas été dépensé puisque le programme n'a finalement pris consistance qu'au début de l'année 2011.

[322] L.B, Mai 2011.

[323] Même si le secteur privé n'est pas exclu, c'est le secteur public que Prometeo souhaite renforcer.

[324] Dorénavant, l'enveloppe budgétaire du programme Prometeo est incluse dans l'enveloppe budgétaire totale du SENESCYT.

jusqu'à 1.000 dollars supplémentaires par mois[325] afin d'assurer le financement du logement du chercheur sur place[326]. Plaçant la compensation financière au dessus du salaire moyen (3.500 à 4.000 dollars par mois), ce programme incite alors les futurs employeurs à élever la rémunération normalement proposée aux chercheurs afin de les faire rester[327].

Basé sur des critères d'éligibilité scientifique, les bénéficiaires du programme « Prometeo viejos sabios » doivent prouver leurs compétences scientifiques (académiques) sur la base d'un calcul prenant en compte : le nombre d'articles ou d'ouvrages publiés, la participation ou la direction d'équipes de recherche, ainsi que l'expérience dans le domaine de l'enseignement. Le niveau d'exigence diffère toutefois selon qu'il s'agisse de migrants ou d'experts étrangers[328].

Lorsqu'ils sont intéressés par le programme, migrants et scientifiques peuvent postuler soit en passant par l'interface Internet que l'institution met à disposition, soit en sollicitant directement une université. Dans le premier cas, c'est le programme Prometeo viejos sabios qui sélectionne les profils s'accordant le mieux aux priorités nationales[329] et aux besoins des laboratoires. Les sciences exactes y sont privilégiées mais les candidatures restent ouvertes à l'ensemble des domaines scientifiques et techniques. Dans le deuxième cas, ce sont les universités elles-mêmes qui postulent pour la bourse.

L'Équateur n'ayant pas mené de campagne comparable à celles de la Colombie (Red Caldas ; RedEsColombia), le SENESCYT ne peut s'appuyer sur une base de données de ses expatriés[330]. Afin de composer avec ce handicap, la stratégie adoptée est celle d'une mise en publicité du programme : dans les consulats, les ambassades, les revues scientifiques internationales, les journaux ou encore la télévision[331]. De cette manière, le SENESCYT a pu

[325] Il s'agit d'une allocation journalière dans le cas d'un contrat inférieur à un an.

[326] A cette rémunération s'ajoute le paiement de l'assurance vie, de la sécurité sociale et des billets d'avion.

[327] Ici l'incitation au retour se pense au moyen d'une incitation salariale seulement.

[328] Pour les ressortissants équatoriens seules cinq publications dans des revues classées sont demandées alors qu'elles sont au nombre de cinquante pour les étrangers. De même pour la participation à des programmes de recherche, les ressortissants étrangers doivent obligatoirement avoir été chef de projet au moins une fois, alors que ce n'est pas demandé aux ressortissants équatoriens.

[329] Les priorités nationales sont principalement celles éditées par le Ministère qui coordonne la productivité, l'emploi et la compétitivité dans le « Plan des secteurs productifs » ou « Plan de sectores productivos ».

[330] Aujourd'hui, une réflexion globale s'engage sur ce handicap, et de plus en plus de pays d'origine s'engagent sur la production de bases de données de ressortissants (ColombiaNosUne) ou de volontaires comme le cas du Sénégal avec senexpertise.org.

[331] National Géographique Channel notamment.

recevoir 479 candidatures en mai 2011[332]. On observe donc que les membres de la *diaspora* sont réactifs face à une telle annonce autant que les chercheurs étrangers. Pour attirer ces derniers, des accords étaient en cours lors de notre séjour à Quito[333], notamment avec le Service Allemand pour les Experts à la Retraite (CES). Une entente avec ce dernier avait déjà permis d'envoyer deux experts afin de dynamiser la confection du cuir à Ambato (à 130 km au nord de Quito). Précisons que la responsable de ce programme Prometeo, ayant réalisé ses études en Allemagne, avait donc gardé des relations privilégiées avec la Coopération technique allemande rendant possible l'accord avec le CES. Le capital social des migrants retournés se révèle également source de mobilités et montre donc qu'il n'est pas exclu que des réseaux transnationaux s'introduisent dans des initiatives gouvernementales.

Un salaire attractif, pour venir/revenir en Équateur, ne peut être la seule source de motivation pour les chercheurs. En effet, les conditions de recherche en Équateur sont connues pour être parfois difficiles, pénalisées par des financements limités et peu lisibles. Les Équatoriens ne sont donc pas tous prêts à recevoir un salaire, pourtant élevé, si les conditions de travail – et surtout de recherche – ne sont pas optimales[334]. Quelles initiatives le gouvernement prend-il pour garantir le bon fonctionnement des recherches et la réussite de la mobilité ?

Pour limiter les difficultés éprouvées par les chercheurs, les responsables du programme Prometeo se sont accordés avec la direction de la recherche « Subsecretaría Nacional de Investigación Científica » du SENESCYT pour favoriser l'accès des chercheurs aux ressources ministérielles au bénéfice de la recherche. Pendant leur contrat, les « prometeo » ont donc, semble-t-il, toutes les chances de pouvoir exécuter les études qu'ils souhaitent. Le chercheur venu de l'extérieur, reconnu comme un « élément dynamisant » de la recherche scientifique et technique, bénéficie par conséquent des meilleures conditions institutionnelles et financières possibles.

[332] Elles n'étaient cependant pas toutes finalisées au moment de l'entretien que nous avons réalisé avec un membre du SENESCYT. Les candidatures « fermes », au nombre de 25, étaient celles entièrement recevables alors, car complètes.

[333] Mai 2011.

[334] Entretiens avec un migrant retourné en Équateur, Quito, Mai 2011.

b- Attirer les cerveaux : entre mobilités et retours

Arrivant à échéance en 2015, un bilan d'activité du programme sera produit. En dépendra alors le maintien, ou non, de ce dernier. L'expérience « prometeo », qui se construit sur la base du renforcement de la mobilité des compétences, devient une chance pour celles et ceux qui souhaitent rentrer dans leur pays natal, après s'être diplômé à l'étranger. C'est le cas de Carlos A. qui, après avoir passé douze années en Europe, souhaite revenir travailler dans son université d'origine, l'École Polytechnique Nationale. Alors que nous cherchions à nous documenter sur le réseau de l'association de mathématiciens Équatoriens AMARUN, l'un deux, résidant à Munich projetait également de retourner travailler en Équateur. Ce retour était susceptible de s'effectuer par l'intermédiaire du programme « Prometeo »[335]. L'occasion est ici donnée de revenir brièvement sur sa trajectoire académique et de faire ressortir ses motivations personnelles pour retourner dans son pays d'origine afin d'y réaliser ses recherches.

Parti en 1999 de l'École Polytechnique de Quito pour rejoindre l'université Catholique de Louvain, où l'une de ses tantes étudiait alors, il y effectuera son master et doctorat de 2000 à 2007. Il y travaillera également comme professeur assistant. Partant d'un niveau de français « basique » en poche, grâce à quelques cours pris à l'Alliance Française de Quito, il obtiendra quelques années plus tard la nationalité belge. Pourtant, cela ne l'empêchera pas de partir avec sa femme en 2008 pour Munich afin d'y réaliser un post-doctorat. Alors qu'il cherche aujourd'hui à revenir dans son pays et sa ville natale, Quito, les motivations qui le ramènent en Équateur sont paradoxalement les mêmes que celles qui l'ont conduit à en partir : la situation économique, les sciences et technologies – programme de doctorat – en Équateur, à la différence près, et non des moindres, que c'est la perception d'une amélioration récente qui permet aujourd'hui à ce migrant de vouloir y retourner. Dorénavant, le programme Prometeo lui ouvre de nouvelles portes pouvant faciliter son retour. L'homologation du diplôme, bien plus facile à obtenir qu'auparavant, n'est plus un frein[336] et la récente impulsion nationale de la recherche scientifique le motive plus que tout. Pourtant, il reste sceptique sur la procédure.

[335] Nous saurons par la suite que son projet n'a pas été sélectionné en 2012 mais qu'il aura finalement eu l'opportunité en 2014.

[336] L'homologation pouvait coûter jusqu'à 3.000 dollars pour un diplôme du supérieur. Dorénavant, la procédure d'homologation a été simplifiée, elle est même automatique dans les 1.002 universités reconnues par l'État.

Paradoxalement, ces nouvelles opportunités sont une difficulté de plus pour le migrant. En effet, il est ardu pour les expatriés de connaître avec précision les institutions nouvellement en place dans le pays et les dispositifs en leur faveur[337]. Toutefois, c'est bien ce remaniement qui lui permettrait de retourner en Équateur, pays qu'il a quitté douze ans plus tôt[338]. Peut-on dire quitter d'ailleurs ? Une fois à l'université de Louvain, il ne tarde pas à se réunir avec un groupe d'amis ayant tous étudié à l'Université Polytechnique Nationale. La réunion à lieu à Paris, où quelques uns étudient alors. De là, le groupe se consolide jusqu'à être plus formel en 2005 avec la création de l'association de droit français Amarun. De ces sociabilités, en résultera un voyage à Quito, à l'occasion du congrès des mathématiques de l'École polytechnique en 2013. Bénéficiant du réseau social constitué autour de l'association, il participera alors à un séminaire de formation pour des jeunes étudiants Équatoriens, à l'Université centrale de Quito, une expérience partagée avec le président d'origine de l'association, et un chercheur français, tous deux actuellement en poste à Evry.

Conscient que l'État équatorien a investi dans sa formation du supérieur à l'École Polytechnique de Quito avant son départ pour l'Europe, ce migrant est également conscient du potentiel scientifique que lui-même et les autres migrants d'Amarun représentent comme potentiel de transfert de compétences et de savoirs. Mais il sait aussi que pour servir au développement des sciences, une fois rentré en Équateur, il lui sera nécessaire de maintenir des relations scientifiques avec l'étranger. Conscient de la compétitivité internationale en matière de publications et de recherches, il sait aussi qu'en Équateur il ne pourra probablement pas disposer du soutien financier suffisant. Pour cela, il lui est indispensable de capitaliser des contacts scientifiques à l'étranger et en Équateur et d'en assurer leur maintien afin de pouvoir les mobiliser à l'avenir. C'est le sens que ce migrant donne à son appartenance à l'association Amarun et qui justifie son affiliation à un réseau international de mathématiciens : même s'il rentre en Équateur, il sera toujours mobile[339].

[337] C'est notamment sur ce point que les membres de l'association, dont il fait partie, m'ont demandé de contribuer lors de leur réunion annuelle en Juillet 2011. Je devais alors leur exposer les institutions nouvellement constituées ou les nouvelles tâches qui leur avaient été attribuées au début de cette même année.

[338] Au moment de l'entretien soit en Mars 2011.

[339] Ici, on réutilise ses propres mots qui signifient qu'il ne sera pas coupé du monde scientifique en retournant en Équateur grâce au réseau scientifique qu'il s'est constitué en vivant en Europe et en appartenant à Amarun. A propos, nous savons (au 30.09.2014) qu'il est retourné à Quito (Prometeo) et que le 26.09.2014 il effectuait déjà un séjour d'échange scientifique à l'université d'Evry.

Bien entendu « Prometeo » affiche déjà ses propres limites. Si le recul n'est pas suffisant, on observe déjà que la gestion uniquement centralisée des candidatures d'experts (SENESCYT) ne permet pas de rendre disponible les compétences des expatriés à l'ensemble des institutions et des entreprises du pays. En effet, l'accès à la base de données du SENESCYT se limite à la sphère gouvernementale, alors qu'elle pourrait être d'une grande utilité au secteur privé. Ce dernier, dépourvu de contacts à l'étranger sera donc amené à faire appel, comme avant, aux experts européens, américains etc. dont le salaire demeure très élevé. La question de l'accessibilité aux données des migrants est donc une question sensible, car elle doit respecter la vie privée de ceux-ci tout en leur permettant de valoriser au mieux leurs compétences. De plus, la gestion temporelle des mobilités, qui impose une période supérieure à trois mois, paraît trop rigide. Pour certains, le retour temporaire, même de trois mois, reste impensable.

1.3. Les balbutiements d'une politique de retour au Pérou

Soucieux du manque de scientifiques provoqué par une trop importante émigration du personnel qualifié péruvien [CEPLAN, 2011], et pour se doter, à l'horizon 2021, d'une structure productive qui intègre les nouvelles technologies, le gouvernement péruvien montre désormais son intérêt pour la communauté de scientifiques péruviens résidant à l'extérieur en l'incorporant à un programme de collaboration transnational pour les formations de niveau master et plus dans les universités péruviennes et centres de formations à l'étranger [MINEDU, 2006].

En termes de gouvernance des flux migratoires, cela implique un travail de réincorporation des professionnels hautement qualifiés. L'instauration depuis le CONCYTEC de bourses de « réintégration » pour des professionnels hautement qualifiés résidant à l'étranger consiste à inciter les migrants au retour. Toutefois, si cette initiative s'est récemment intégrée dans la sphère politico-décisionnelle du Pérou, elle s'imprègne de l'expérience menée par l'Université privée Cayetano Heredia depuis 1998. A hauteur d'un scientifique par an réintégré par l'université privée, douze chercheurs au total sont retournés au Pérou entre 1998 et 2010. Selon le médecin Humberto Guerra [Guerra, 2010] l'investissement pour le retour de ce personnel a été hautement productif. En effet, selon ce

médecin, 333.540 dollars ont été investis par l'université pour employer ces professionnels. Mais ces derniers auraient rapporté quelques 9 millions de dollars acquis par captation de financements étrangers pour la recherche. Le sacrifice budgétaire de l'université est donc un réel investissement dans la mesure où le migrant par son capital humain et social favorise l'accès, à l'université, aux ressources économiques aussi bien nationales qu'internationales et ramène un bénéfice 27 fois supérieur à l'investissement.

Depuis 2003, ce système mis en place à la Cayetano Heredia a été récupéré par le CONCYTEC. Pourtant, les premiers appels à candidature n'ont été mis en ligne qu'en 2009[340]. En 2010, on comptait alors un premier lauréat du CONCYTEC. En 2011, ils étaient trois[341]. Avec des moyens limités donc, les fonds sont administrés par le FINCYT, « Fonds pour l'Innovation, les Sciences et les Technologies » grâce à la contractualisation d'un prêt à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) d'un montant de 25 millions de dollars en 2006 pour financer les sciences et technologies.

Cette bourse consiste à permettre à un Péruvien diplômé d'une université étrangère et résidant hors du Pérou de réintégrer l'appareil productif péruvien pour une durée de quatre ans. Dans ce processus, les deux premières années sont financées par le CONCYTEC, et pour les deux années restantes, le salaire passe à la charge de l'entreprise. En revanche, si l'engagement est de quatre ans, le contrat se renouvelle tous les trois mois. Il s'agit d'une pratique commune au Pérou. La stabilité du chercheur n'est donc pas assurée.

C'est pourquoi s'impliquer dans cette « aventure » est un défi pour Heinner G., un migrant de retour que nous avons rencontré grâce à nos contacts du CONCYTEC. D'abord diplômé de l'université Cayetano Heredia de Lima, dans laquelle il a obtenu sa licence en 2002, les opportunités lui feront finalement suivre une spécialisation d'un an suivie d'un doctorat au Japon dans les universités de Nagazaki et Toroco. Il approfondit ensuite cette formation de six ans à l'étranger avec un post-doctorat à l'Imperial College of London pendant trois ans. Spécialisé au plus haut niveau dans le domaine de la biologie moléculaire, les connaissances de ce scientifique sont incontestablement d'un grand intérêt pour l'Institut National de la Santé (INS) de Lima, lequel s'est engagé auprès de Heinner G. pour les quatre

[340] Les informations citées ici proviennent des entretiens menés à Lima en Juin 2011 avec Jorge Del Carpio Salinas, membre du CONCYTEC, et Modesto Montoya, membre du CEPLAN (Centro Nacional de Planeamiento Estrategico) et reconnu internationalement pour son investissement personnel dans le réseau « Red Cientifica Internacional ».

[341] Dont un à destination de l'Université Cayetano Heredia.

années de la bourse (2009-2013). Mais cet intérêt ne se limite pas seulement aux compétences professionnelles que ce migrant a acquises pendant sa formation à l'étranger. Il s'agit également de « capter » des liens sociaux qu'il a tissés tout au long de son parcours professionnel et migratoire.

Pendant neuf ans, outre le fait d'étudier, ce docteur en biologie moléculaire a capitalisé des connaissances au sens social du terme. En se rendant sur les terrains nécessaires à ses recherches, ou encore en participant à des colloques internationaux, il a eu l'opportunité de rencontrer des scientifiques qui, aujourd'hui, peuvent être mobilisés en compensation au manque de ressources financières de l'institution dans laquelle Heinner G. a été intégré (l'Instituto Nacional de Salud). C'est du moins comme cela que ce migrant de retour présente la situation dans laquelle il se place, lorsqu'il évoque le rôle que jouent ses amis de l'Institut de médecine génomique de Mexico ou du Metropolis Hospital de Houston. Ses connaissances sont désormais un espoir pour lui et son équipe de découvrir le génome du Péruvien. Les connaissances qu'il a accumulées lors de son parcours migratoire semblent, par conséquent, venir appuyer l'ambition de développement dans le domaine de la biologie moléculaire pour l'INS à Lima. Cet espace d'échanges transnationaux profite à ce retour migratoire.

> **Extrait d'entretien n°32 :** Entretien avec Heinner G., retourné au Pérou, Lima, le 23 juin 2011.
>
> *H.G. : Moi, je me demandais qui donc, après avoir obtenu un doctorat et avoir travaillé trois ans à l'étranger, pourrait bien rentrer dans son pays. Sans doute par flexibilité. J'étais dans ce groupe.*

Cet exemple nous permet de comprendre comment l'institution qui l'accueille a l'opportunité de capitaliser sur ses connaissances. Dans le contexte actuel, la production scientifique est soumise à la concurrence internationale. Aussi, l'effort de recherche doit être le plus grand possible pour toute institution cherchant à acquérir une légitimité à l'échelle internationale. C'est pourquoi la présence d'Heinner G. dans cette institution de Lima est un facteur de développement rapide. Sa capacité d'analyse, son habitude à publier et donc à mobiliser des éditeurs est, sans conteste, un facteur de « rattrapage » scientifique pour l'INS.

Dans ce sens, Heinner G. a, par exemple, soumis l'idée à ses supérieurs de compléter la formation des employés de l'institut afin de pallier le manque de capital humain hautement qualifié. En effet, il s'avère qu'une grande majorité d'entre eux n'aurait pas fait valider leur master en raison de l'abandon de leur formation juste avant la soutenance du mémoire. Or cela induit un manque à gagner pour ce centre de recherche, ne pouvant prétendre à tous les financements puisqu'il ne peut répondre des obligations en ressources humaines[342]. La connaissance d'Heinner d'environnements de travail différents, d'autres équipes et d'autres organisations scientifiques, lui confère le recul nécessaire pour conseiller l'institution. Ici, le migrant reste très critique quant à sa réelle contribution dans l'institut, étant conscient qu'il ne peut faire, pour le moment, ce pour quoi il a été employé. En revanche, à son échelle, son retour bénéficie à l'élargissement de son réseau social. En effet, il a l'occasion de renforcer les partenariats transnationaux de son association de biotechnologie Albiotech qui regroupe des péruviens expatriés, notamment au Metropolis Hospital de Houston. A la fois dans le besoin et dans le désir de garder des contacts professionnels hors du Pérou, il le fait préférentiellement alors avec des Péruviens expatriés ce qui conduit à activer des circuits transnationaux préexistants. En ressort un double bénéfice de la mobilité. En effet, les institutions et les individus profitent de cette mobilité humaine pour créer ou renforcer des espaces d'échanges transnationaux.

Bien sûr, et comme tout programme qui commence, les irrégularités institutionnelles sont nombreuses : des financements qui tardent, une administration plus lente que prévu, des projets qui deviennent des espoirs. Des inquiétudes se font donc sentir. Les publications, en nombre insuffisant, pourraient l'écarter du domaine scientifique international.

Extrait d'entretien n°33 : Suite de l'entretien avec Heinner G.

H.G. : Ma préoccupation, hormis la partie économique, c'est que tout chercheur qui a déjà une trajectoire, un domaine de recherche spécifique, doit se maintenir à, au moins, une publication annuelle.

[342] Un nombre minimum de chercheurs juniors et séniors est indispensable pour prétendre à un projet de recherche.

Par manque d'attaches personnelles, mais aussi parce qu'il bénéficie de multiples contacts à l'étranger et que sa mobilité professionnelle s'est faite jusqu'ici au gré des offres qu'il a reçues, Heinner se dit être un scientifique flexible. La connaissance et la flexibilité pourraient bien être les deux attributs indispensables à tout « bon circulant » pour la décennie à venir. Aussi son retour à l'origine est loin d'être le point final de ses circulations qui se poursuivent par le réseau social qu'il avait tissé en neuf années d'expérience à l'étranger et qui se poursuivront au gré des opportunités professionnelles futures. La flexibilité pourrait bien être l'atout principal du diasporé scientifique : *Homo motilis ?*

Trois expériences nationales : synthèse

Devant l'impossibilité d'évaluer les résultats de ces expériences, on ne peut juger de leur réussite ou leur échec. Il est en revanche possible de porter un œil critique sur la formulation de ces politiques, leur consistance et sur leurs conséquences directes sur les transferts de compétences. On a révélé, par l'étude de ces trois modèles de co-opération État/migrant oeuvrant au développement des sciences et technologies, l'ascension récente du lien migration et développement dans les agendas politiques des pays andins. Les migrants, entendus comme des diasporas hautement qualifiées, sont présentés ici comme une ressource convoitée par excellence. C'est dans l'espace international que l'ensemble des pays entend mobiliser cette ressource de développement économique, s'appuyant sur des espaces diasporiques formés et/ou en formation sous la houlette des gouvernements. En effet, face à l'incapacité de mobiliser des espaces de transferts transnationaux déjà existants, par simple méconnaissance souvent, **il n'est pas rare d'observer des mécanismes de construction d'espaces diasporiques placés sous le commandement d'institutions gouvernementales.** Le retour temporaire, virtuel ou définitif devient source d'incorporation du migrant à l'appareil productif, moteur de transfert de compétences et de connaissances[343]. Dans ce sens, les méthodes employées sont multiples. De l'exportation des cerveaux par Colciencias, à la récupération des personnels qualifiés en Équateur et au Pérou, en passant par la construction d'un État-réseau colombien. Au-delà de la diversité des dispositifs, ce sont des espaces et des

[343] On s'attache à dissocier les deux car les connaissances (son réseau) s'associent souvent au capital social de l'expatrié, tandis que les compétences font référence à son capital humain.

réseaux en construction et construits qui s'imbriquent au bénéfice d'un seul objectif : le développement. En outre, ces politiques doivent encore montrer leur capacité à financer les projets des migrants afin de tirer profit de leur présence. Ceci permettrait de mettre en place des programmes de recherche et permettre l'innovation. Dans l'attente de cette amélioration, les pays et les institutions accueillant ces migrants de retour semblent profiter de cette situation puisque face aux difficultés administratives éprouvées les migrants mobilisent leurs réseaux transnationaux au bénéfice de la recherche nationale (extraits d'entretien n°32, 33 et 36).

2 | Renforcer le maillage associatif : l'extension de l'option diaspora aux échelles infra-nationales

L'étude de la place des migrants qualifiés dans les politiques de développement des pays andins a permis de constater que les pays d'origine, la Bolivie mise à part, convoitent de plus en plus ce potentiel de développement. De nouvelles lois sont édictées, de nouveaux ministères sont mis en place, de nouveaux services aux migrants sont proposés. Mais l'impact peut aller au-delà des décisions de rang ministériel et s'élargir aux institutions présentes dans l'espace national. Les primo-résultats de cette recherche doctorale ont rapidement révélé que des groupes d'universitaires se formaient en Europe mais aussi, et peut-être plus curieusement, dans les pays d'origine. Cette deuxième partie consiste donc à envisager le rôle des institutions gouvernementales et non gouvernementales dans la densification du maillage associatif qualifié andin.

Afin de mettre en évidence la multiplication des acteurs en jeu dans l'option diaspora, nous appuierons notre discours et nos observations à partir d'un regard multi-scalaire du phénomène associatif. L'échelle locale permettra de porter un regard sur les politiques d'internationalisation des universités, qui se révèleront être des acteurs substantiels de l'internationalisation du savoir. Au regard des données dont nous disposons, on privilégiera l'étude du cas colombien. Cette analyse permettra de comprendre comment les groupes de diplômés en Europe peuvent participer à l'effort de développement scientifique de leurs universités d'origine. Dans le même temps, on cherchera à décrypter l'impact de ces interventions institutionnelles sur le déploiement de l'associatif colombien dans les pays

européens et dans le monde et sur la nature des transferts qui se produisent à l'échelle de l'espace migratoire. L'échelle nationale, quant à elle, sera mobilisée afin de mettre en évidence les stratégies nationales (européennes) de production d'espaces sociaux dans lesquels participent des migrants qualifiés retournés. Cette échelle d'analyse permettra d'interroger le rôle de ces politiques sur l'entretien continu des liens scientifiques et techniques entre pays du Sud et pays du Nord, et d'y voir peut-être la formation d'espaces réticulaires pour le développement. Il s'agira plus globalement de montrer comment l'espace des transferts Nord-Sud est investi par une myriade d'acteurs aux logiques plurielles.

2.1. Étendre le réseau : des universités en quête d'ambassadeurs

Déterminé à générer de plus en plus de transferts de compétences depuis les nœuds diasporiques en Europe et dans le monde, le gouvernement colombien incite, directement et indirectement, d'autres institutions à promouvoir des dispositifs de transferts. Déjà en 2003, les universités se dotaient peu à peu de centres/bureaux pour les anciens diplômés qui gèrent aujourd'hui les relations bilatérales avec les groupes d'anciens expatriés. Mais c'est depuis l'année 2008, date à laquelle une réforme institutionnelle rend obligatoire le suivi continu des anciens diplômés, que la politique suivie par le gouvernement en matière de circulation des cerveaux est adaptée aux échelles inférieures. Cette réforme visant à renforcer les bases de données, et recueillir toutes les informations nécessaires sur les anciens diplômés, les universités colombiennes disposent aujourd'hui de connaissances plus approfondies sur les lieux de l'installation, les conditions de travail etc. De même, des enquêtes permettent de remettre à jour régulièrement les bases de données.

Se justifiant par le besoin d'évaluer l'adéquation entre, d'une part, l'offre de formation universitaire dispensée dans les universités colombiennes et, d'autre part, la demande du marché du travail national et international, la réforme de 2008 a suscité un élan communicationnel entre la Colombie et les anciens diplômés résidents à l'étranger. On suppose que ces échanges d'informations permettent aux universités de prendre en compte des recommandations les autorisant à réviser le contenu des formations proposées si elles n'étaient pas adéquates [Becerra et al., 2008]. Cette idée est partagée également par le ministère de l'éducation colombien [Ibid.]. Afin d'ancrer définitivement l'obligation de se

doter d'un programme de suivi des anciens diplômés dans l'ensemble des universités, la loi 1188 du 25 Avril 2008 (Point N°4 article 2) a donc été promulguée.

De nombreuses universités ont, dans ce contexte, pris l'initiative d'aller plus loin dans la fabrique du lien avec leurs anciens diplômés. C'est pourquoi des universités, notamment privées, ont dans le même temps érigé des réseaux internationaux de leurs anciens diplômés en usant des NTIC pour reconstruire du lien avec leurs expatriés hautement désirables.

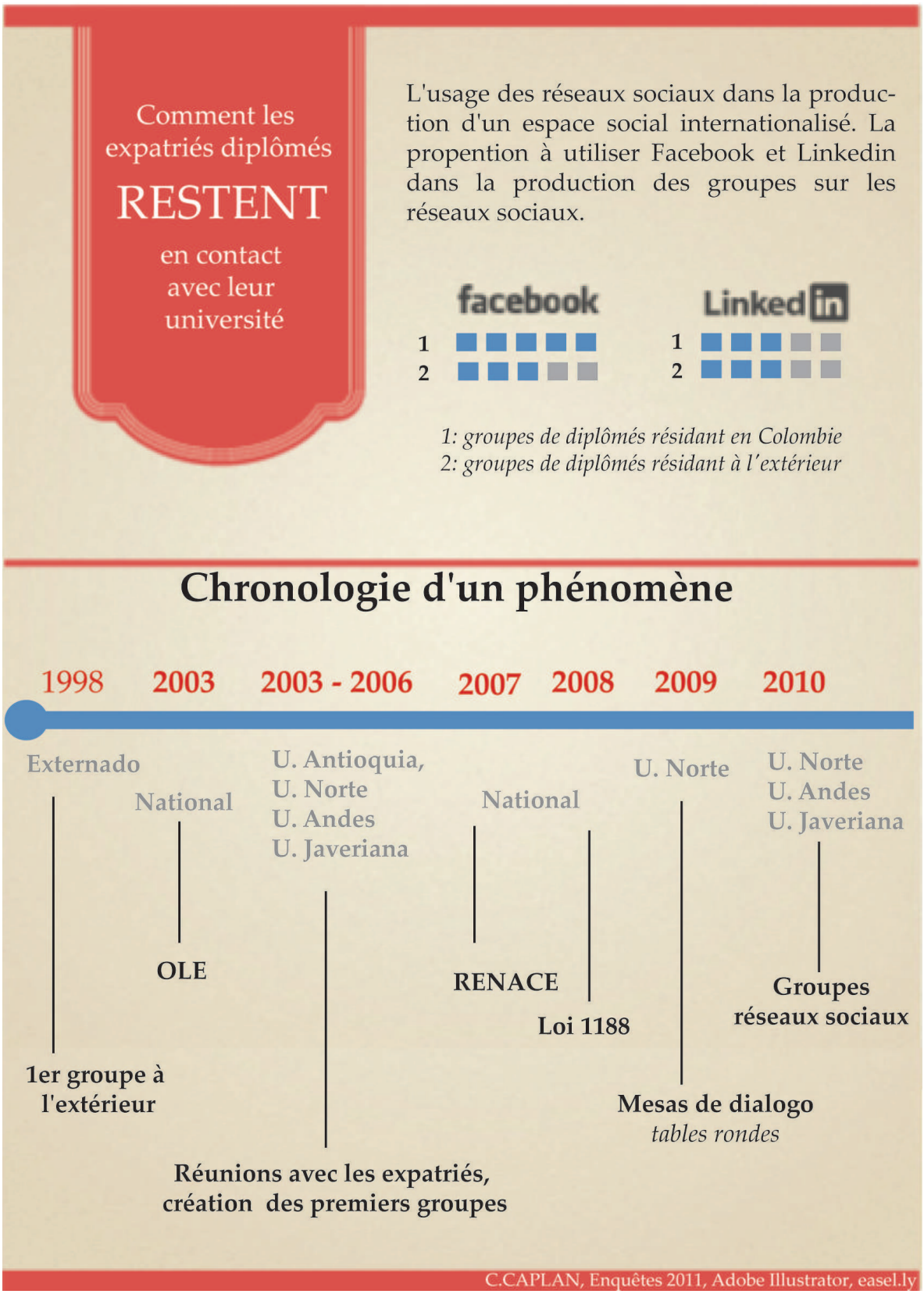
Parce que les directives nationales ont incité les universités à produire un lien transnational avec leurs anciens étudiants, l'espace diasporique se complexifie. Car, au-delà du besoin d'évaluer les formations dispensées par les universités, il s'agit aussi de capter des ressources par l'intermédiaire des migrants. C'est pourquoi l'ambition diasporique semble s'installer dans l'imaginaire décisionnel collectif.

Dans cette partie, nous veillons à décrire les dispositifs mis en place dans quelques universités colombiennes. Cette description est rendue possible grâce aux rencontres avec les responsables des programmes de maintien du lien dans les universités concernées et/ou avec les responsables associatifs en Europe. Au total, 8 entretiens sont mobilisés ici pour comprendre les logiques de fonctionnement des groupes d'anciens étudiants colombiens en Europe. Le document suivant est une synthèse des informations qui seront restituées ici et présente, dans l'ordre chronologique, l'avancement des initiatives d'internationalisation universitaire en Colombie. On y retrouve les principaux dispositifs favorables à cette prise en main des sociabilités transnationales aux échelles nationales et locales.

La figure n°25[344], page suivante, synthétise l'avancée constatée en matière de production du lien avec les anciens diplômés à l'étranger. Cette figure permet ainsi de situer les programmes mis en place par les universités dans le contexte national. Ici les échelles locales et nationales figurent afin d'avoir une vision globale du phénomène de mobilisation des qualifiés hors des frontières nationales. La chronologie présentée ici permet de constater l'arrivée tardive des groupes d'expatriés sur les réseaux sociaux (principalement répartis entre Facebook et LinkedIn). Une brève comparaison apparaît avec les groupes d'anciens étudiants restés en Colombie. Celle-ci permet de constater que LinkedIn n'est pas en position dominante dans la production associative qualifiée sur Internet.

[344] Les données mobilisées dans cette figure sont issues de nos entretiens à Bogota, Medellin et Barranquilla dans les Universités : Externado, Antioquia, Norte, Los Andes et EAFIT.

Figure n°25 : *Une croissance du réseau à l'extérieur du territoire national*



a- L'Université Javeriana[345]

[346]Au moyen du programme REGRESA, cette université privée de Bogota à entrepris très récemment la mobilisation de ses diplômés installés à l'étranger – là où ils étaient les plus nombreux –. C'est entre 2008 et 2009 que le réseau s'est internationalement développé. Cette extension du réseau (alors seulement existant à l'échelle nationale) a été rendue possible par l'organisation de multiples rencontres auxquelles le recteur de l'université participait conjointement aux responsables du bureau des relations avec les anciens diplômés. Celles-ci se sont faites en Espagne (Madrid), en France (Paris), en Italie (Rome), au Royaume-Uni (Londres), pour l'Europe ainsi qu'au Canada, aux États-Unis et au Mexique. L'objectif poursuivi était de créer des groupes fidèles à l'université en constituant un réseau international de diplômés. En revanche, l'université n'appuie par la constitution légale de ces groupes.

Trois remarques peuvent-êtres restituées ici :

- Si la création de nœuds associatifs est la bienvenue, il est en revanche moins apprécié, de la part de l'université, que les réseaux aient un statut légal (de type association loi 1901) dans le pays d'accueil.
- Si les communications diasporiques passent par une collaboration des migrants entre eux, quels que soient leur ville et pays de résidence, le système de communication mis en place par l'université semble empêcher de pareilles solidarités : en effet, la diffusion de l'information se fait sur le portail de l'université, auquel seul le responsable du bureau des diplômés a accès. Le bureau fait alors office de « guichet unique ».
- Des groupes sur LinkedIn semblent autoriser l'échange d'informations entre les nœuds.

[345] Diminutif plus largement utilisé que son nom véritable « Pontifica Universidad Javeriana ».

[346] Les informations ci-après viennent d'une série d'entretiens adressés le 15 avril 2011 aux départements administratifs des anciens diplômés de l'université et de l'internationalisation.

On constate, dans le cas de l'université Javeriana, un fort degré de centralisation de l'information et des échanges transnationaux puisque les anciens diplômés ne peuvent acquérir aucune indépendance décisionnelle. La description des cas suivants montrera comment ce cas se généralise en Colombie.

b- L'Université des Andes

[347]Université privée, l'Universidad de los Andes révèle un intérêt plus ancien pour se lier avec les anciens diplômés. Mais c'est d'abord à l'échelle nationale que ce suivi aura lieu, avant de laisser la place pour les Colombiens de l'extérieur à partir de l'année 2005, date de la création du premier groupe de diplômés résidants en Angleterre. L'université peut aujourd'hui compter sur treize groupes à l'étranger. Toutefois, ces derniers ne bénéficient pas tous de la reconnaissance de l'université et donc de son aide. Il faut pour cela justifier d'une taille suffisante validée par l'université. Parmi les noyaux existants, les plus importants sont situés (dans l'ordre) en Angleterre, en France, en Espagne, en Hollande, aux États-Unis et en Allemagne. Tous constitués à l'étranger, ils ont été complétés en 2010 par un groupe de migrants de retour en Colombie « Volver al pais ».

Quelques remarques peuvent être faites :

- Tous les groupes ne reçoivent pas l'attention de l'université, le nombre de membres étant le critère discriminant utilisé.
- La publication d'informations passe obligatoirement par le bureau des diplômés, ce qui pénalise la rapidité de la circulation des informations.

On observe à nouveau ici que les communications transnationales sont canalisées par l'université. L'option diaspora profite alors à l'animation de transferts de compétences et financiers bipolarisés, et non à l'organisation d'un réseau de solidarité diasporique.

[347] Les informations décrites ci-après ont été collectées au moyen d'un entretien avec le Coordinateur du programme des anciens diplômés réalisé le 18 Avril 2011.

c- L'Université Externe de Colombie[348] :

Troisième université privée à l'étude, cette université de Bogota est celle qui compte le groupe le plus anciennement constitué à l'étranger. En effet, après de nombreux échanges, c'est en 1998 qu'a été créé le premier groupe parisien. Ce n'est que bien plus tard, dans la mouvance des années 2000, que l'université s'appliquera à étendre et dupliquer cette expérience. L'Université Externe de Colombie se distingue du reste des universités puisqu'elle agit en rémunérant les représentants des groupes de diplômés qu'elle désigne. Cette rétribution se traduit donc par une plus grande loyauté envers l'université, une communication institutionnalisée permanente entre le représentant et l'université. L'avantage de cette institutionnalisation est que les informations circulent à double sens au bénéfice de tous. En effet, les données sur les nouveaux arrivants sont régulièrement transmises au responsable du groupe lui permettant d'avoir connaissance des colombiens s'installant en France. En maintenant un contact étroit avec eux, cela permet d'autre part à l'université d'amplifier son réseau d'influence.

Mais si cette plus grande implication individuelle assure un rapport continu université/migrant, on peut toutefois émettre deux réserves :

- Le manque de visibilité sur Internet révèle combien il est difficile pour les membres de ces réseaux de participer à l'effort de développement selon leurs souhaits ;

- L'association prend le rôle du « guichet », car elle centralise toutes les demandes, autant des migrants que de l'université.

L'association, en prenant le rôle de guichet, devient l'antenne déterritorialisée de l'université. Toutefois, cet exemple suggère que l'institutionnalisation telle qu'elle est pratiquée ici peut être bénéfique à la circulation des informations Sud-Nord.

Ces deux cas, qui mettent en évidence l'intérêt grandissant pour la constitution de groupes d'expatriés, laissent entendre que les récentes dispositions étatiques influent sur les activités pourtant indépendantes des universités. En effet, dans les deux cas la pratique du lien migration/développement prend la forme d'une opération centralisée des institutions en charge

[348] Universidad Externado de Colombia

de l'option diaspora. Ces deux cas étant situés à Bogota, il nous faut cependant nourrir notre réflexion d'autres cas permettant de valider cette logique sur l'ensemble du territoire colombien.

d- Deux cas en province : Antioquia et Uninorte[349]

Ces deux autres expériences nous ont été données à voir en 2011 lors du travail de terrain effectué au mois d'Avril en Colombie. La première à Medellin, dans la vallée de l'Aburra entre la cordillère occidentale et centrale, et la deuxième à Barranquilla, dans le Nord du pays, qui borde la mer des Caraïbes.

La première, l'université publique d'Antioquia, s'est dotée de différents groupes à l'étranger : New York et Madrid en 2003, Paris et Bologne en 2006. Ces groupes sont cependant difficilement identifiables car ils n'ont aucun moyen d'être visibles sur Internet[350].

La seconde, l'université privée del Norte, était toujours en phase de construction des réseaux et de requalification des groupes existants lors de notre visite. Plusieurs phases stratégiques avaient toutefois déjà été accomplies : le rapprochement avec les anciens élèves expatriés à partir de 2007[351], les « tables rondes d'opportunités » à partir de 2009[352] et, en 2011, des comités à l'étranger intervenant en matière de recherche, de mobilité et de transferts de fonds afin d'aider l'université dans sa stratégie d'internationalisation. On comprend donc que l'engouement pour les groupes d'anciens diplômés qui résident à l'étranger s'est diffusé au-delà de la capitale et que de nombreuses universités se sont, à partir de l'année 2008, entièrement mobilisées pour la course aux transferts des migrants. Dans tous les cas, le mode centralisé se traduit par la conduite de projets depuis l'université, ne laissant, au mieux, qu'une liberté des groupes à communiquer entre eux.

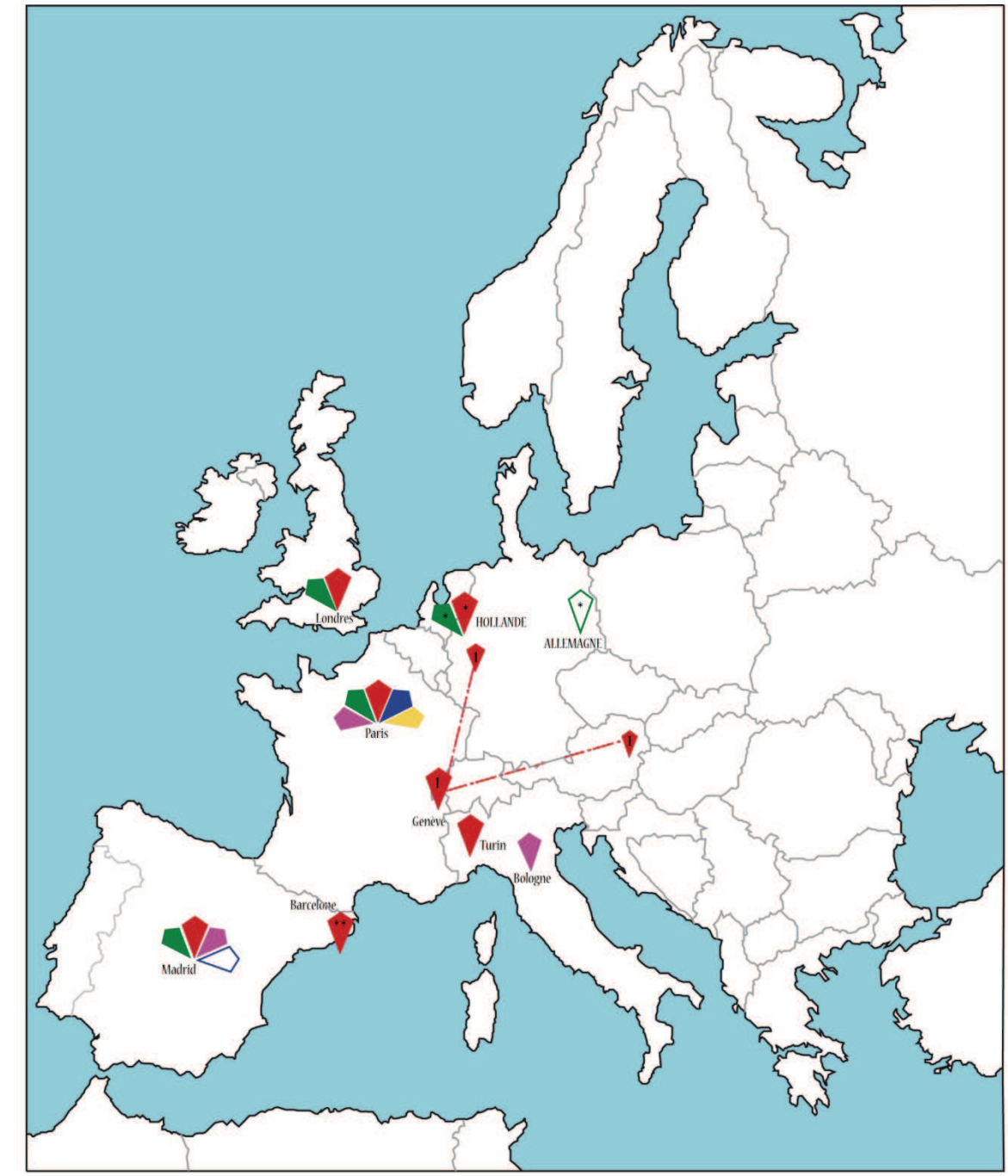
[349] Universidad de Antioquia et Universidad del Norte

[350] La section « egresados » du site Internet de l'Université ne donne aucune information sur les groupes constitués à l'étranger. Pourtant, le responsable nous avait bien affirmé que toutes les données étaient accessibles depuis le portail de l'université. Or les groupes de l'étranger sont indisponibles sur le Web.

[351] Chili, Panama, Etats-Unis (Miami), Espagne (Madrid, 2009)

[352] France (Paris), Pérou (Lima), Argentine (Buenos Aires), Mexique (Mexico), République-Dominicaine (Saint-Domingue).

Carte n°1 : *Les groupes de diplômés universitaires colombiens en Europe*



LEGENDE

Groupes gérés par les migrants

Groupes gérés par l'université d'origine

Universidad de Los Andes

Universidad javeriana

Universidad Externado de Colombia

Universidad del Norte

Universidad de Antioquia

Réseau multi-situé Suisse (Genève, responsable), Allemagne (Cologne) et Autriche.

Pas de localisation précise (Hollande et Allemagne)

Groupe localisé sur une seule ville

N.B.: Tous les réseaux sont centrés sur la ville de résidence du responsable sauf ceux marqués d'une étoile

C.CAPLAN 2012

II.2 : Les limites d'une gestion administrative des groupes de diplômés

Justifiant leur démarche par le besoin de réaliser des enquêtes de satisfaction auprès de leurs anciens étudiants, il semblerait que ce soit particulièrement la quête de l'internationalisation qui motive la réalisation de ces programmes de maintien du lien à distance. Récemment mise en place, cette internationalisation semble déjà trouver certaines limites. En effet, la présence des anciens diplômés dans de nombreux pays ne garantit pas la réalité des transferts qu'ils soient de compétences ou financiers. Les entretiens menés auprès des employés universitaires du service des relations internationales, que nous pensions compétents pour nous parler des relations avec les anciens diplômés, révèlent que ces groupes de diplômés ne sont pas connectés aux services des relations internationales (RI) de leurs universités. Ce manque de cohérence des programmes et politiques à l'échelle universitaire rend plus difficile les contributions à distance. En effet, les bureaux des RI ne peuvent bénéficier de l'apport des anciens diplômés pour la mise en place d'accords de coopération scientifique avec des cellules de recherches privées et/ou publiques à l'étranger. On donne ici l'exemple de l'Université Javeriana de Bogota. Dans cette université, nous avons eu l'opportunité d'interroger le service des relations internationales à propos de ce manque de cohérence.

> **Extrait d'entretien n°34 :** Entretien avec Carolina, bureau des relations internationales, Universidad Javeriana, le 20 avril 2011.
>
> *Moi: Existe-t-il des traces d'accords passés grâce aux diplômés de la Javeriana qui résident à l'étranger ? Imaginons, un ancien élève qui est à Londres et qui passe un accord avec l'université, il y aurait une trace de cela ?*
>
> *C. : C'est le secrétariat de relation avec les diplômés qui pourrait te donner cela.* [Quelques minutes avant, lors de l'entretien avec ce secrétariat, on m'affirmait pouvoir trouver la réponse auprès de la personne ici interviewée]. *Je n'ai pas de données exactes sur le nombre de diplômés qui ont activement collaboré pour établir des*

liens de collaboration avec la Javeriana. Je n'ai pas de chiffres. Je sais que ça existe, en pratique ça existe… Et en plus, nous en tant que bureau des relations internationales nous sommes très intéressés pour coordonner bien plus nos actions avec le bureau des diplômés. On a déjà des accords cadres pour réaliser des activités en commun, mais on a besoin d'une stratégie bien plus structurée dans ce sens. Pour pouvoir tirer profit des réseaux de contacts de nos diplômés à l'étranger.

Dans cet entretien, la personne interviewée, en confirmant le besoin actuel et de plus en plus prononcé de se procurer des informations supplémentaires sur les anciens diplômés, témoigne du manque de communication entre les services administratifs. En allant plus loin dans la réflexion, on peut même suggérer que ce manque de cohérence va à l'encontre du fonctionnement des structures associatives. En effet, si elles sont faites pour contribuer au développement scientifique, cette participation à distance ne peut se faire sans une entière (re)connaissance de leur rôle et une articulation de leurs activités à celles des universités. Il semble nécessaire, afin d'assurer la meilleure circulation possible des informations et des compétences, d'intégrer ces expatriés à l'ensemble de la dynamique d'internationalisation de l'université. Alors même que les services des RI reconnaissent l'importance majeure de travailler avec les structures associatives, il est évident que les liens académiques peinent à être mis à profit par ces institutions.

Bien entendu, dans ce constat, il est indispensable de prendre en compte la nouveauté de ces structures associatives d'anciens diplômés. Il se pourrait qu'à l'avenir les universités adoptent une vision plus globale et garantissent une incorporation plus forte des anciens diplômés dans le système universitaire. On peut d'ailleurs penser que la configuration actuelle pourrait changer dans un futur proche, suite aux diverses sollicitations exprimées par les responsables afin d'obtenir des points de vue, voire des conseils de notre part. On peut notamment souligner notre participation, virtuelle, lors de la journée intitulée « Primer Encuentro Internacional de Comunidades de Egresados[353] » qui a eu lieu à Medellin en

[353] « Première rencontre Internationale des Communautés d'anciens diplômés : travail en réseau et mobilité professionnelle ».

septembre 2011[354]. Lors de cette rencontre, nous avons été sollicités pour présenter les enjeux de la gestion des cerveaux expatriés par les universités. Cet intérêt de se nourrir des expériences académiques témoigne du fait que le schéma de production du lien université/anciens diplômés n'est pas figé et qu'il reste encore à modeler.

Si l'enjeu des transferts s'inscrit dans la cohérence institutionnelle, on souhaite porter l'attention sur l'aspect spatial de la relation et donc sur les conséquences géographiques de la centralisation du lien migration/développement dans le cas universitaire. En effet, l'enjeu semble porter sur la conciliation entre, d'une part, la gestion de l'indépendance des groupes et, d'autre part, le besoin de mener une politique d'attractivité faisant intervenir les migrants pour le développement scientifique et technique de leur université d'origine. Pourtant, les universités étudiées montrent certaines contraintes apposées au secteur associatif.

Cela concerne d'abord, la culture de la dépendance. Il semblerait, en effet, que l'université, involontairement, ait tendance à adopter une conduite dirigiste pour l'ensemble des structures associatives afin de maintenir sa position de leader et ainsi ne pas se trouver en position de spectateur. Cela se comprend au travers du discours prononcé par les responsables, discours que l'on se permet ici d'analyser dans le but de comprendre les antagonismes qui germent dans la gestion et l'administration de ces groupes d'anciens diplômés et qui révèlent combien la production diasporique est difficile à mettre en œuvre, puis à administrer.

Le tableau suivant (tableau n°22), qui reprend des éléments du discours tenu par le responsable du programme de suivi des anciens étudiants à l'université de los Andes, permet de comprendre le rôle de l'université dans la fabrique du réseau et de voir déjà les limites de l'action universitaire. Il est séparé en deux sections afin de mettre en évidence les rôles de jugement et d'animation que l'université a dans la production associative.[355]

[354] Titre de la conférence: « La opción diáspora en Colombia : potenciar la universidad en la circulación del talento humano colombiano », Caroline Caplan et Jean-Baptiste Meyer, 2011.

[355] Ce tableau se construit à partir de notre entretien à l'Universidad de los Andes avec le responsable des groupes d'anciens étudiants de l'Université.

Tableau n°22 : *Les défis de la mise en œuvre et de la gestion de la diaspora : L'exemple de l'Universidad de los Andes*

Double langage : la reconnaissance (1)	**L'université acteur du réseau (2)**
« Ce n'est pas tant que l'Université dispose de groupes à l'étranger, sinon que l'Université leur fournit l'aide nécessaire au travers de… disons, le site Internet, la liste de courriers électroniques, le partage d'informations qu'ils autorisent à diffuser… parce que la base de données reste la propriété de l'Université. » **Mais…** **« …Il y en a certains qui ont manifesté l'intérêt [de former des groupes] mais on a regardé dans notre base de données et on a dit « Il n'y a que 13 diplômés seulement ». Donc on se met en contact avec eux et s'ils arrivent à être plus nombreux alors ils nous tiennent au courant [à partir de ce seuil il sont autorisés à être un groupe Universitaire d'expatriés officiel] ».**	« Techniquement qu'est ce que nous avons? Nous avons un site Internet, qui est sur le point de changer car en août sortira une nouvelle version plus attirante et qui apportera la possibilité de partager des informations, de créer des blogs, de faire des réseaux entre les anciens diplômés. Comme du *Networking*. On a une liste de courriers électroniques, créée pour chaque réseau que l'on a identifié et on l'administre nous-mêmes ». « Le dernière chose que nous avons fait l'an passé, ça a été de **créer une structure de groupes sur LinkedIn**. Mais… ça n'a pas fonctionné comme on le souhaitait ».

S'il s'agissait d'une dynamique de type diasporique, des structures associatives plus réduites et isolées ne constitueraient pas un obstacle pour l'accession à la formalité octroyée par l'université (1)[356]. Au contraire, elles permettraient d'élargir l'espace de coopération scientifique universitaire. De plus, si l'université ne « dispose » pas de groupes, mais « fournit de l'aide » à ces groupes, elle semble particulièrement impliquée dans la création de ceux-ci (1) et dans leur administration (2). En effet, les listes des anciens diplômés étant la propriété de l'université, les responsables associatifs ne peuvent avoir ces données à leur libre disposition[357]. Curieusement, les nouvelles technologies semblent également prouver les limites de leur utilisation dans le maintien du lien à distance (2), ce qui indique bien que le lien virtuel doit obligatoirement se doubler du lien de confiance. Pour cela, il est important que les principaux représentants du réseau soient légitimement élus et non pas désignés par les universités. Enfin si l'université ne « dispose » pas, elle régit (voir ci-dessous, suite du tableau n°22). Des tensions sont en effet palpables entre certaines structures autonomes qui

[356] Ce numéro est une note de rappel qui se réfère à la colonne (1) du tableau.

[357] C'est seulement à l'université « Externado » que l'on a rencontré un responsable de structure associative ayant accès à ces bases.

suivent une logique « indépendantiste » et l'université. De ces tensions, résulte une mise à l'écart des groupes.

Le Canada ou l'exemple d'un groupe «bani» (3)
« Il y a un groupe d'anciens diplômés qui s'est constitué là-bas. Mais disons que ça a été… il n'est pas formellement créé pour l'instant car ils ont toujours eu le désir de se créer légalement, comme raison juridique. Disons que… nous postulons que les réseaux ne se forment pas juridiquement. Que le groupe existe spontanément et qu'il y ait un leader oui… mais pas qu'il y ait une raison juridique, que ça ne se transforme pas comme ONG, association… Nous ne voulons pas que cela devienne comme ça. Jusque là ça a été la ligne de conduite de l'université ».

Le terme de bannissement, que l'on utilise ici, peut s'entendre comme l'acte d'exclure le groupe d'une unité sociale fondée sur un socle intellectuel que représente l'Université (ici Los Andes). Et ce bannissement se vérifie également sur le web :

- Les résultats d'une recherche sur LinkedIn au travers du groupe « Red de Uniandinos en el Exterior », affichent les groupes reconnus suivants : France, États-Unis (Texas, Floride, Washington D.C. et New York), Australie, Allemagne, Europe, Espagne et Hollande mais il est impossible de trouver de l'information concernant le groupe canadien.

- Une requête sur le moteur de recherche LinkedIn avec les mots clés « Uniandinos Canada » révèle le résultat suivant : il existe bien un groupe mais celui-ci n'apparaît pas avec le logo de l'université. Ceci montre bien comment le groupe se détache de l'administration universitaire, même si les membres conservent leur identité d'anciens étudiants de l'Université des Andes. Cette mise à l'écart semble fortement pénaliser le groupe car, depuis sa création en 2010, il n'a eu aucun membre supplémentaire. Pourtant, selon les informations du gestionnaire des réseaux d' « Uniandinos », il semblerait que cette structure associative regroupe de nombreuses personnes (probablement donc « hors ligne »).

Parce que la communication peut être limitée par la mise en concurrence des acteurs – ici le migrant et l'université –, l'espace social de l'université autant que celui du groupe

peuvent se trouver sectionnés. Dans le même temps, c'est tout le réseau qui est pénalisé. Le cas de l'université des Andes et du groupe canadien témoigne de l'exclusion de ce dernier dans l'espace international des anciens étudiants : dans leur récit, les représentants européens ne font pas intervenir ce groupe[358]. Ces rivalités sont donc susceptibles de pénaliser durablement le développement d'un réseau de type diasporique et diminuer les transferts pourtant convoités en Colombie.

La production d'un réseau diasporique par les universités requiert donc un immense investissement social, culturel et économique de leur part, tout en les obligeant à garder une distance suffisante avec les groupes afin de leur garantir l'autonomie dont ils ont besoin pour favoriser la libre circulation des informations. De plus, il est certain que les liens se limitent à une configuration bipolarisée Université/diplômé expatrié. En effet, les échanges informationnels et autres circulations ne s'appuient pas sur les structures associatives des anciens diplômés restés dans le pays, alors que ces derniers ont produit un tissu associatif bien plus ancien, stabilisé et puissant. Aussi, les échanges transnationaux sont-ils privés d'acteurs qui pourraient pourtant être indispensables aux transferts de savoirs et de compétences. Dans ce sens, le groupe « Volver al Pais » de l'Université Javeriana semble faire figure d'exception, puisqu'il regroupe des colombiens retournés, mais sa création très récente ne nous permet pas ici d'en savoir plus sur ce groupe et son rôle de commutateur de flux.

Dans l'étude de la gestion administrative des anciens diplômés, nous avons envisagé la façon dont les universités pouvaient cimenter des solidarités transnationales, bipolarisées. L'exemple colombien montre comment la diaspora scientifique et technique est appréhendée à l'échelle locale, universitaire. Ce chapitre décrit un espace diasporique convoité par des acteurs qui interviennent aux échelles locales ou nationales.

Mais le dirigisme administratif sur le paysage associatif migrant est encore plus complexe. En effet, les pays d'accueil semblent également investir le champ associatif migrant qualifié. En mobilisant des réseaux d'anciens étudiants ressortissants de pays étrangers et ayant effectué leur parcours universitaire au sein de leurs frontières, quelques pays se

[358] Selon l'entretien réalisé à Paris avec la responsable du réseau en France et de sa connaissance du réseau à Londres. A aucun moment l'expérience canadienne n'a été mobilisée, ni énoncée. Le « premier » groupe, dans l'imaginaire des responsables en Europe et du personnel universitaire à Bogota, reste alors le groupe londonien. Pourtant, il trouve chronologiquement sa place après.

distinguent en Europe pour leur intervention dans l'espace diasporique. Afin d'interroger et d'identifier l'espace ou les espaces produit(s) et/ou mobilisé(s) par la création de ces groupes de retournés, on envisage dans cette troisième partie d'analyser le rôle des politiques publiques dans cette production socio-spatiale.

3| L'espace national d'accueil : cet autre gestionnaire des diasporas qualifiées

Les données empiriques permettent de constater que des constructions européennes de mobilisation (à distance) des migrants s'introduisent dans l'espace associatif migrant. Il est donc impératif de joindre à notre étude, l'analyse des espaces et réseaux construits et/ou pratiqués par les migrants retournés, afin de mesurer le rôle tenu par les pays européens dans la production diasporique. Pour cela, cette troisième partie consistera à révéler les enjeux que représentent les dynamiques réticulaires des anciens étudiants et montrera comment les institutions européennes s'approprient un espace qui n'est pas fondé sur une identité nationale d'origine.

Avant d'entreprendre nos recherches d'identification des structures associatives des migrants qualifiés en Europe, nous ne savions rien sur l'existence de ces groupes de migrants retournés, résultats des stratégies d'institutions européennes. Ces structures associatives se justifient en réalité par les parcours de mobilité universitaire, voire professionnelle, en Europe que leurs membres ont en commun. L'intérêt de nous attarder sur ces structures est qu'elles sont susceptibles de mettre en place des circulations migratoires favorables au développement scientifique et technique des pays d'origine et d'accueil des migrants. Parce que ces structures sont dotées de la capacité de faire circuler les informations, les biens, les idées et les hommes, elles concourent, tout autant que les structures associatives identifiées en Europe, à la fabrique d'un espace diasporique. Dans ce cas, c'est le migrant retourné qui canalise l'information et facilite la transmission d'informations et de biens entre les espaces d'accueil et d'origine.

Pour cela, nous envisagerons les trois cas nationaux étudiés en commençant par l'Allemagne puisqu'il s'agit du réseau le plus organisé des trois cas présentés dans cette partie. Nous identifierons les piliers institutionnels allemands de cette architecture diasporique et

présenterons et caractériserons, pour les deux autres pays européens de l'étude, la prise en charge nationale de la question diasporique.

3.1. L'Allemagne : un réseau en quête d'unité

L'Allemagne est l'un des cinq plus gros exportateurs de cerveaux au monde[359]. Mais c'est aussi, et ce depuis les années 1960, un pays d'accueil pour des migrants en quête de nouveaux apprentissages. Profitant de cette attractivité, l'Allemagne est un pays qui s'est efforcé de mobiliser les compétences des migrants qualifiés en les incorporant dans des programmes de coopération au développement scientifique et technique. La relation entre le pays et le migrant est par conséquent originale. Il s'agit, en effet, d'un recentrement sur le pays d'accueil de la question diasporique alors que, jusqu'à maintenant, on imaginait ces programmes seulement mis en place depuis les pays d'origine. Aussi, le cas de l'Allemagne illustre comment, au stade post-migratoire, le pays d'accueil adopte un schéma de maintien du lien quelque peu similaire aux pays d'origine.

En Allemagne, les ministères, les ambassades et les organismes culturels prennent en charge les programmes de maintien du lien. Ici, les institutions gouvernementales servent d'appui à la production d'un tissu associatif institutionnalisé dans les pays d'origine des migrants. Le tableau n°23 reprend l'ensemble des programmes existants de maintien du lien à distance avec les migrants. Il permet d'identifier rapidement les acteurs qui financent ces programmes et qui les mettent en place ainsi que les structures associatives concernées.

En s'engageant sur la voie du maintien du lien au moyen des NTIC, l'institutionnalisation du lien se traduit, dans le cas par exemple du réseau Re@l, par l'existence de réseaux et de plateformes collaboratives qui permettent à tous de prendre part aux échanges scientifiques et techniques entre le Nord et le Sud. C'est vers ce modèle de transferts des compétences que l'Allemagne semble se diriger. En effet, l' « AlumniPortalDeutschland », qui résulte de l'action combinée de plusieurs institutions allemandes (voir tableau n°23) est un réseau global d'anciens élèves boursiers en Allemagne.

[359] 1.016.000 individus qualifiés d'origine allemande vivaient à l'étranger en 2000, soit le 4e pays exportateur de cerveaux au monde après le Royaume Uni, les Philippines et l'Inde.

Celui-ci, dont les actions sont coordonnées par une à deux personnes par pays d'origine[360], compte en 2013 près de 77.000 membres[361] et bénéficie du soutien institutionnel et financier des organes de la coopération allemande tels que le BMZ[362], le GIZ[363] mais aussi le CIM[364], ou d'autres institutions dédiées à l'éducation et/ou la culture comme le DAAD[365], le Goethe Institut et la Fondation Alexander Von Humboldt. Il compte aussi le soutien du Ministère des affaires étrangères (AA).

Le tableau n°23, qui synthétise les différents programmes de maintien du lien à distance avec les migrants, explicite la diversité des structures associatives d'anciens étudiants/boursiers en Allemagne qui existent dans le monde. Les associations d'Alumni du DAAD sont les plus nombreuses et les plus connues. Mais elles ne sont pas les seules à pouvoir animer les relations transnationales. Ce tableau fait en effet apparaître l' « alumni KIT » qui est l'exemple type de l'engagement des universités pour le suivi de ses anciens élèves. D'autres expériences de fondations allemandes – Stiftung – complètent ce paysage associatif du « retour » : on compte les nœuds associatifs créés par la Konrad Adenauer, le KAAD et la Carl Duisberg Gesellschaft.

Une pléiade d'organisations participe donc à cette production sociale en migration. Les échanges, susceptibles de servir aux transferts de compétences et au bon développement des sciences et technologies, permettent également à l'Allemagne de disposer de ressources en main d'œuvre qualifiée et de maintenir son rôle de leadership[366].

---

[360] Un *Community Manager* (rôle le plus répandu) et quelques *Job Agents* (Chine, Inde, Brésil, Egypte). Toutefois, il arrive qu'il n'y ait pas de *Community Manager,* ni de *Job Agents,* c'est le cas en Equateur par exemple.

[361] Soit une augmentation de près de 40% sur un an (55.000 membres en octobre 2012).

[362] Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, (Ministère pour la Coopération Economique et le Développement).

[363] Deutsche Gesellchaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (Société Allemande de Coopération Internationale).

[364] Centrum für Internationale Migration und Entwicklung. (Centre pour la Migration Internationale et le Développement).

[365] Deutsche Akademischer Austauschdienst (Service d'Echange Académique Allemand).

[366] Le projet LARAP (Latin-American Reintegration Assistance Program), d'aide au retour des migrants depuis l'Allemagne vers l'Amérique Latine, initiative pionnière d'aide au retour migratoire, témoigne de la volonté allemande d'institutionnaliser le retour migratoire et le rendre productif autant pour le pays d'origine des migrants que pour l'Allemagne.

Tableau n°23: *L'institutionnalisation du lien post-migratoire en Allemagne*

Institution	Nom du Programme	Pays concernés
GTZ-GIZ (GTZ+InWent+CDG[367]) financement BMZ	• Alumni Portal Deutschland • GC21	Présent dans une centaine de pays Portail pour l'Amérique latine
KAAD – *Katholischer Akademischer Ausländerdienst* –	• KAAD Alumni	KAAD Alumni Latinoamerica, Argentine, Colombie, Equateur, Pérou.
DAAD – *Deutscher Akademischer Austauschdienst* –	• Alumni Portal Deutschland • Associations : AEBAS[368]	Plateforme Internet Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Equateur, Colombie, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela
CIM (GTZ et associations), liens STUBE (Ministère du travail et coopération technique) - WUS	• Programa de retorno para expertos	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Pérou.
Ex-InWent GIZ	• Re@l	Pérou, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Uruguay,Venezuela.
Alumni KIT	• Karlsruhe Institut Für Tecnologie, KIT Club et KIT Alumni	Argentine, Brésil, Chili, Equateur, Pérou, pays en développement et pays développés
Carl Duisberg Gesellschaft (devenu InWent par fusion avec la Deutsche Stiftung en 2000)	• AEBAS	

Dans le cas Allemand, le lien migration-développement produit un espace d'échange construit à partir du retour physique des migrants dans leurs pays d'origine. Cette construction organisationnelle semble produire une continuité sociale et spatiale que les migrants sont susceptibles de mobiliser. En effet, les données empiriques confirment que l'appartenance des migrants à de pareils réseaux leur offre la possibilité d'intégrer des espaces d'échanges, de discussions, et surtout permettent d'établir un lien continu avec les institutions allemandes

[367] Il s'agit de la fusion récemment opérée (en 2011) de ces institutions pour former la GIZ telle qu'on la connaît aujourd'hui.

[368] Association des anciens boursiers d'Allemagne.

(pas seulement avec le gouvernement mais aussi avec des universités, voire des entreprises) ce qui semble motivant et attrayant pour des personnes qui souhaitent rester mobiles. En revanche, ici aussi, on constate que le lien reste aux mains principalement des institutions. On observe en effet que les flux d'informations mettent seulement en lien les migrants avec les décideurs politiques ou institutionnels – universités et organismes pourvoyeurs de bourses –. Les réseaux sociaux en Europe sont alors fragiles et ne permettent pas aux retournés de s'engager sur une dynamique transnationale autonome, grâce à des contacts préservés ou construits au moyen de la structure associative.

On fournira ici l'exemple d'un espace de transferts virtuels. Il s'agit du groupe ReCALL[369], organisé selon une logique régionale répandue dans les réseaux de la famille Re@l[370]. ReCALL est le groupe le plus populaire et fonctionne activement. Dans ce groupe, les migrants résident tous en Amérique Latine. En revanche, cet exemple révèle que les projets restent aux mains des institutions en charge du fonctionnement du groupe[371] et ne permettent pas aux migrants de se concerter entre eux.

Si l'espace migratoire est investi par les institutions allemandes dans le but de produire un espace diasporique utile aux transferts de compétences, il n'est pas certain que celui-ci puisse se constituer dans la mesure où deux faiblesses sont à mettre en évidence. D'abord, il ne s'agit pas de lier les migrants retournés à leurs semblables restés en Allemagne, mais seulement de maintenir un lien académique et/ou professionnel entre les migrants retournés et les institutions au sein desquelles ils ont pu suivre une formation de l'enseignement supérieur. Ensuite, des rivalités sont naissantes entre les anciens boursiers InWent et les autres (DAAD, KAAD etc.). Les premiers n'ayant pas nécessairement effectué leur cursus en Allemagne, ils ne parlent donc pas tous l'Allemand (longtemps critère discriminant pour l'adhésion dans les AEBAS). Pourtant, la volonté de centraliser la gestion des transferts migratoires se traduit aujourd'hui par la production d'un espace unique (l'AlumniPortalDeutschland).

---

[369] Réseau Scientifique Allemagne-Amérique Latine. Nous choisissons cet exemple car nous avons eu l'opportunité de nous entretenir à ce sujet avec trois personnes de la GIZ à Lima (centre responsable de tous les pays andins) ainsi qu'avec un membre du réseau re@l, bien connu de l'administration.

[370] Ce réseau est destiné aux anciens boursiers InWent. Il s'agit de bourses permettant à des jeunes de d'étudier à l'étranger sans que ce soit pour autant obligatoirement à destination de l'Allemagne. Les boursiers d'InWent ne sont donc pas nécessairement bilingues ce qui les a longtemps exclu des structures associatives telles que les AEBAS.

[371] A savoir le Centre pour les études sur l'Agriculture en milieu subtropical (Université de Göttingen), L'institut pour les études socioculturelles (Université de Kassel) et l'Institut pour la Coopération dans les Pays en Développement.

Extrait d'entretien n°35 : Entretien avec Cesar C., Membre de Recall, Rades, Lima, 16 Juin 2011

C. : « N'importe quelle personne [...] qui grâce au gouvernement allemand avait fait une formation [...] de deux ou trois mois [...] quelque chose comme ça, était alumni. [...] Mais dans notre cas, c'est plus formel. Ce sont des gens qui ont fait leurs études supérieures, qui ont fait une partie de leur carrière en Allemagne. Généralement, ils parlent bien la langue. L'élite en quelque sorte. »

Par conséquent, s'il est certain que ces réseaux amènent des avancées scientifiques et techniques dans les pays d'origine, il est néanmoins plus incertain qu'une plateforme comme l'AlumniPortalDeutschland puisse produire un espace social diasporique, les clivages du passé semblant persister encore. Toutefois, si l'on constate des forces réticentes de la part des anciens étudiants, les institutions allemandes semblent plaider pour le regroupement des réseaux d'anciens boursiers et, pour cela, semble mettre en place des moyens humains et financiers considérables. Au Pérou, par exemple, la création d'une association « parapluie » ayant pour tâche de réunir les efforts associatifs déjà existants, indique la volonté des institutions allemandes de rompre avec le modèle de dispersion qui avait cours jusque là. On peut donc penser qu'à l'avenir ces anciennes rivalités s'estomperont à mesure que les « alumni » seront intégrés dans un réseau global et que celui-ci leur permettra de tisser un réseau de connaissance à l'échelle internationale. A l'échelle internationale, l'AlumniPortalDeutschland présage déjà d'une centralisation du lien diasporique sur une seule et même plateforme de dialogue avec le pays d'accueil et ses institutions.

3.2. Les Pays-Bas : une oscillation entre centralisation et décentralisation du lien

Contrairement à l'Allemagne, les Pays-Bas exportent relativement peu de cerveaux[372] et attirent moins d'étudiants étrangers[373]. Cependant, les Pays-Bas se sont dotés d'un réseau

[372] Vingt-troisième pays exportateur de cerveaux, d'après Docquier et Marfouk en 2004, soit un total de 240.494 hautement qualifiés dans le monde. En 2000, selon l'OCDE le taux d'émigration des diplômés du

international d'associations d'anciens étudiants, les « NAA » dont l'organisation mérite d'être détaillée ici.

Le réseau associatif, bien que d'une amplitude plus restreinte que celui du DAAD (près de 40 associations contre 160 en Allemagne), mérite en effet d'être observé en détail et d'être présenté comme un modèle potentiel de décentralisation du lien. Le cas néerlandais est en effet intéressant dans la mesure où le gouvernement et NUFFIC (l'institution qui se charge du réseau) fonctionnent comme des supports aux activités et n'ont pas pour vocation de pilotage. Ils n'interviennent, en effet, qu'à posteriori dans le financement des activités transnationales dont l'organisation reste à la charge des représentants associatifs en accords avec les centres d'excellence co-constructeurs du projet scientifique. Il s'agit, généralement, d'organisation de colloques ou de stages de formation lesquels mobilisent d'une part les formateurs, d'autre part les étudiants, et qui demandent aux organisateurs de trouver un espace suffisamment équipé pour accueillir ces participants.

Dans le cas de l'organisation d'un colloque (qui est l'exemple étudié au moyen de l'association NAAE Équateur et des documents disponibles sur Internet), la procédure, explicitée sur la figure n°26, est relativement simple puisque les décideurs doivent soumettre une demande de financement à NUFFIC, une fois le projet préalablement monté. Le cheminement (phase 1) est cependant double :

- Soit les responsables associatifs sont les porteurs de projets et contactent eux-mêmes le centre d'excellence ;
- soit les porteurs de projets sont ces dits centres d'excellence et, dans ce cas, ce sont ces derniers qui contactent l'organisation d'anciens étudiants de leur choix afin de leur soumettre une idée. Ces centres disposent alors de la liste des organisations « NAA » qui est mise à disposition sur le site Internet de NUFFIC, leur permettant d'avoir accès aux coordonnées des « NAA » existantes dans le monde selon leur localisation.

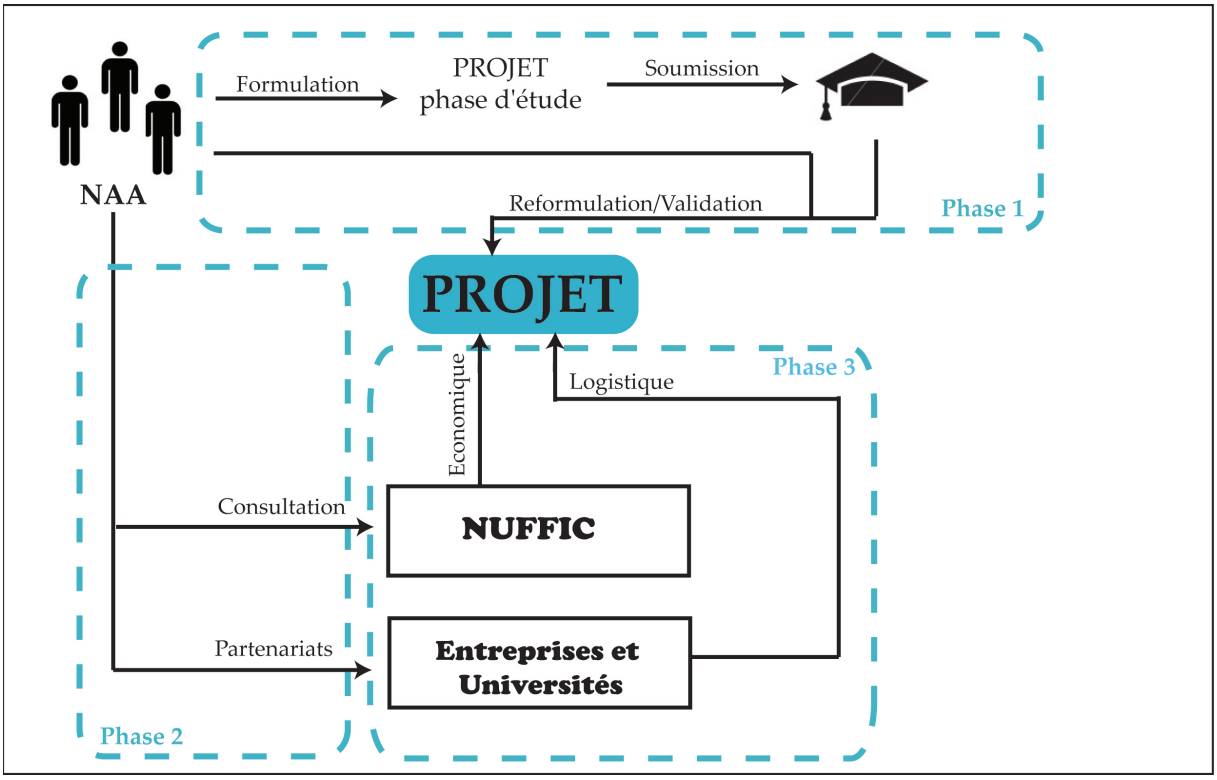
supérieur s'élevait à 6,5% aux Pays-Bas contre 7,5% en Allemagne (par comparaison, il est de 4,3% en France).

[373] Selon les données de l'UNESCO, ils étaient 15,8% d'étudiants étrangers en Allemagne et 3,8% aux Pays-Bas toutes nationalités confondues.

Aussi la première étape peut varier selon qu'il s'agisse d'une formulation du projet par les « NAA » ou par les universités néerlandaises. Le processus reste cependant le même pour les étapes deux et trois, les « NAA » ayant à charge, dans tous les cas, de consulter NUFFIC afin de disposer de l'aide économique indispensable à la réalisation du projet. C'est aussi aux « NAA » de consulter d'autres institutions pouvant leur fournir l'aide logistique dont ils ont besoin[374].

L'aide économique apportée par NUFFIC permet alors de faire venir de nombreux alumni vivant dans différents pays. Les expériences révèlent en effet que les alumni peuvent arriver de toute l'Amérique Latine pour participer à un colloque/une formation qui a lieu dans l'un des pays du sous-continent. Cela permet alors de nouer, à l'échelle de ce dernier, des liens amicaux d'abord, professionnels ensuite, puisque les participants sont tous concernés par le même secteur d'activité.

Figure n° 26 : *La production des projets académiques dans le réseau NUFFIC*



[374] L'aide de NUFFIC peut s'élever à 70.000 euros au total, correspondant aux frais engagés par l'association mais aussi par les participants, leur transport et hébergement étant intégralement remboursés.

Le montage de projet ainsi décentré conduit de fait à la production du lien social à l'échelle du sous-continent. Incités par le financement intégral de séminaire/colloque que peut fournir NUFFIC, les associations et leurs membres ont tout intérêt à maintenir des liens entre eux mais aussi avec les universités ou centres de formations, les centres d'excellence, qui les ont formés aux Pays-Bas. Par conséquent, cette procédure révèle, à l'inverse de l'expérience Allemande, un processus de co-construction des projets transnationaux entre migrants et institutions en charge de la coopération technique. Cette co-construction pourrait être à l'origine de solidarités transnationales plus fortes et plus durables.

Ces deux exemples européens indiquent que les structures associatives d'anciens élèves deviennent des acteurs clés de l'aide au développement scientifique et technique. En relayant les idées et les avancées technologiques, ces structures permettent également d'obtenir une vision du développement plus globale, c'est à dire bien centrée sur l'origine. En revanche, cette coopération technique reste principalement à destination des pays les plus nécessiteux. C'est pourquoi, NUFFIC sélectionne, sur critères économiques, les pays prioritairement destinataires de l'aide économique et technique disponible pour la réalisation des projets. Aussi, les migrants en Argentine ne peuvent prétendre à l'aide fournie par NUFFIC et doivent, s'ils le souhaitent, co-organiser le projet avec une autre organisation qui serait éligible à cette aide[375].

III.3 La France : un réseau moins accessible

Comme il est de coutume de dire que dans les travaux scientifiques un défaut de résultat reste un résultat, alors le cas français mérite que l'on s'y attarde. Non pas qu'il n'y ait aucun réseau qui ait été trouvé, non pas que l'on ait choisi de ne pas enquêter sur ce réseau, mais que l'accès aux nœuds associatifs était très laborieux.

La raison tient au fait, d'abord, que nous n'avons pu contacter qu'une seule association (L'association des anciens boursiers équatoriens en France). Cela est donc très insuffisant par

[375] Ce fût le cas notamment en 2009 avec une co-organisation d'une formation en partenariat avec l'association en Équateur.

rapport aux cas allemands et hollandais précédemment exposés[376]. Les informations disponibles étaient en effet très insuffisantes : adresses électroniques non valides, pas de contact direct avec les associations, messages infructueusement laissés aux intermédiaires. Ce n'est qu'à Quito qu'une observation participante fut réalisée mais les conditions furent peu favorables à un échange d'informations enrichissant[377].

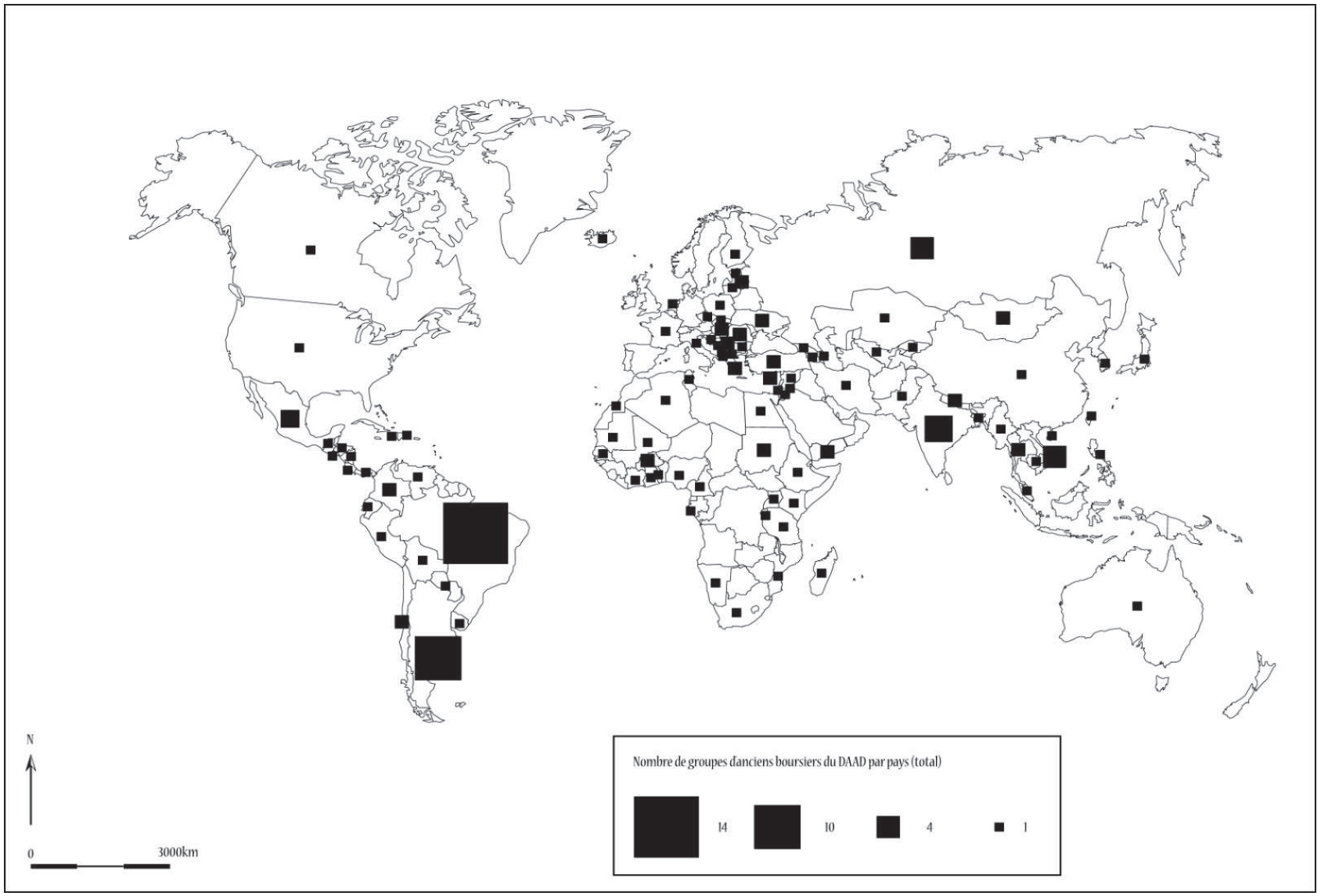
Par conséquent, les données ne sont pas suffisamment importantes pour interpréter les liens qui se tissent et qui se maintiennent entre l'association à Quito et d'éventuels contacts en France ou en Europe, voire en Amérique Latine. Cependant, on déduit du manque d'informations valides sur le site de l'Alliance Française (où se trouve hébergée l'association) que les liens, entre l'institution française et la structure associative, restent limités à une aide pour l'hébergement. Car la visibilité du groupe étant à peu près nulle, il est presque impossible pour des acteurs institutionnels gouvernementaux, ou autres, agissant à distance de joindre les responsables de cette association.

Le cas français illustre le manque de visibilité des structures associatives de migrants et révèle combien il est difficile pour des acteurs cherchant à développer un réseau social parmi les migrants retournés en Amérique Latine de se fournir un portefeuille de contacts suffisant. D'autre part, le maintien de ces groupes à la stricte échelle locale, se traduisant par le vide informationnel sur Internet, n'introduit pas de dynamique multi-scalaire, ni multi-localisée, ce qui renforce l'isolement de l'association. Aussi, ces structures associatives sont, on l'imagine, difficiles à mobiliser par la France pour répondre à sa politique de coopération technique pour le développement. Ceci est sans doute un défaut de volonté étatique, la France étant en net recul, par rapport aux autres pays européens comme la Suisse, l'Allemagne et les Pays-Bas, sur l'intégration du lien migration-développement dans sa politique de coopération internationale. La marginalisation des migrants retournés, en France, confirme donc que leur place reste à trouver et que les intérêts pour les migrations de retour doivent se poursuivre et trouver leur place au sein des institutions gouvernementales autant au Nord qu'au Sud.

[376] Les structures associatives hollandaises et allemandes étaient bien plus accessibles que les structures associatives françaises. Un seul contact n'a pas pu s'établir avec une structure associative hollandaise, dû à un empêchement de dernière minute de la personne avec qui le rendez-vous avait été fixé (Bogota).

[377] Il aura fallu appeler à de nombreuses reprises l'Alliance Française pour obtenir suffisamment d'informations et savoir qu'une réunion du bureau avait lieu (le jour même) et qu'il était possible de les rejoindre à cette occasion pour envisager une entrevue. Lors de cette réunion, il fût impossible de m'entretenir avec l'un des responsables (président ou vice-président) de l'organisation, les rendez-vous ayant été repoussés plusieurs fois.

Carte n° 2 : Les diasporas de retour : un instrument de la coopération technique allemande



CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Centro-tropismes

La quête des compétences est un enjeu global. Elle concerne l'ensemble du corps institutionnel des États, qu'ils soient au Nord comme au Sud. Car il apparaît clairement que cet enjeu ne concerne pas uniquement l'espace d'origine. En questionnant l'ambition diasporique des pays d'accueil et en décryptant les logiques de fonctionnement des réseaux d'anciens étudiants, ce chapitre a permis de mettre en évidence l'implication des pays de destination dans la production et l'institutionnalisation de l'espace associatif migrant et de révéler comment, aujourd'hui, l'associatif migrant prend pleinement part à l'internationalisation des connaissances. Fruit des stratégies d'internationalisation de la connaissance, cette production associative conduit également à mener un effort continu de coopération scientifique et technique avec les Suds. Les centres d'excellence, en partenaires plus ou moins directs avec les groupes de migrants retournés, permettent aux pays du Nord de compenser les effets du *brain drain,* à savoir la pénurie de cerveaux et la déstabilisation des filières de formations et des systèmes d'innovation. Il s'agit d'une sorte de compensation qui leur permet, dans le même temps, d'acquérir une présence de plus en plus forte dans les pays d'origine des migrants. Cette aide au développement est alors dans le même temps une justification pour intégrer les marchés transnationaux et affirmer leur primauté scientifique et technique à l'international.

Dans tous les cas, on observe la tendance de ces réseaux à prendre une configuration bipolarisée, caractérisée par la présence forte de deux acteurs, l'un au Sud et l'autre au Nord. Cette configuration bipolaire s'accompagne, généralement, d'une dynamique décisionnelle verticale, de type *top-down*. Cette configuration est bien illustrée par les cas allemand et colombien dans la mesure où ce sont les institutions gouvernementales – ou autres établissements boursiers voire universités – qui sont responsables des sociabilités en migration porteuses de transfert de connaissances.

En revanche, en termes d'impact sur la communauté scientifique, il faut insister sur le fait que des résultats sont encourageants. Le nombre de membres du réseau global

« AlumniPortalDeutschland » et l'expérience hollandaise prouvent qu'un système *bottom-up*, est susceptible de créer des liens plus stables et durables entre les retournés eux-mêmes et entre les retournés et les institutions hollandaises.

La logique de guichet tend à s'imposer. Dans tous les cas, c'est le retour au centre, pour organiser ou simplement participer à une activité, qui est le passage obligé pour tous les retournés membres d'une association. Pourtant, cette logique de guichet va à l'encontre du besoin d'indépendance et d'auto-détermination des migrants pour la pérennisation de leurs structures associatives. Pour s'engager sur la voie « *bottom-up* », les institutions doivent faire preuve de plus de flexibilité. La multiplication des contraintes et la bureaucratisation des procédures risqueraient de limiter l'engagement des migrants sur la voie de la coopération au développement scientifique et technique qui n'intégreraient pas les circuits gouvernementaux d'aide au développement.

C'est pourquoi ces transferts idéels doivent impérativement prendre en compte le besoin de (re)connaissance des migrants. Or le manque d'intégration des migrants à une dynamique par le bas et globale semble conduire les initiatives de transferts à un enfermement institutionnel et spatial. L'interventionnisme étatique et institutionnel profite donc à l'essor actuel de l'associatif migrant qualifié. En revanche, à mesure qu'il se développe, l'associatif se rend dépendant financièrement et institutionnellement. Devenu plus étoffé par ces interventions centralisant le lien migration-développement, l'associatif migrant devient dans le même temps plus complexe. La lecture de son espace en est, par conséquent, plus compliquée.

CHAPITRE VIII :

LA DIASPORA : UN ESPACE CONVOITÉ

Le rapport de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (ICPD) organisée par les Nations Unies en 1994 exprimait déjà le besoin des pays d'origine et d'accueil d'optimiser les bénéfices des migrations en coordonnant les actions à l'échelle internationale. C'est alors que les populations expatriées, considérées à travers leurs transferts de compétences, semblent pouvoir nourrir les ambitions de développement de leurs pays d'origine au moyen de retours d'expérience, une fois l'expérience professionnelle acquise dans le pays d'accueil[378]. Cette démarche s'est introduite suite à la prise de conscience des gouvernements de l'importance du savoir dans le processus de développement et de l'émergence des systèmes d'innovations nationaux [Meyer, 2007]. Elle a été engagée dans les pays andins par la Colombie[379], se concrétisant par la création du réseau Caldas par Colciencias au début des années 1990. Cette démarche fera alors la promotion du retour définitif. Si l'idéologie change aujourd'hui, les bases théoriques demeurent voisines. C'est en effet le migrant qui, après avoir acquis de nouvelles connaissances à l'étranger, est susceptible de pouvoir transmettre ses compétences dans l'institution qui pourra l'accueillir ou avec qui il pourra échanger. C'est pourquoi les pays d'origine sont incités à mettre en place des moyens effectifs de valorisation de leurs cerveaux. Aujourd'hui, les rencontres se succèdent et font émerger l'implication nécessaire de la société civile organisée ou non organisée, dans le développement des transferts que peuvent effectuer ces migrants.

---

[378] Voir section 5 du chapitre 10 : « *Les gouvernements des pays d'origine sont sommés de faciliter le retour des migrants et leur réintégration dans leurs communautés d'origine, et de mettre en place des moyens d'user de leurs compétences. Les gouvernements des pays d'origine devront considérer la collaboration avec les pays de destination et d'engager le support d'organisations internationales pour promouvoir le retour des migrants qualifiés sur une base volontaire, pour ceux pouvant jouer un rôle crucial dans le transfert de connaissances, de compétences et de technologie* » in « *Report of the International Conference on Population and Development* » UNPOPIN, 1994, pp. 70-79

[379] L'Uruguay et l'Argentine également pour l'Amérique Latine.

Ce nouvel intérêt pour les communautés de migrants porté par les agences internationales, les pays d'origine et de destination a été documenté par de nombreux rapports d'orientations. Commandés autant par les Nations Unies, que la Banque Mondiale ou encore l'Organisation Internationale pour les Migrations, ils ont été écrits sous la plume de nombreux experts en migrations internationales. Aujourd'hui, face à une recrudescence de l'intérêt des décideurs pour les « organisations de la société civile », pour les « réseaux de diasporas » ou encore les « communautés transnationales », il faut se demander en quoi ces diverses incitations à la gouvernance des flux migratoires viennent contribuer au changement de l'espace des migrants et de leurs organisations. Dans quelles mesures la gouvernance des flux migratoires, aux échelles nationale et internationale, est-elle bénéfique à l'espace associatif migrant et aux solidarités trans-frontières ?

L'ambition de ce chapitre est donc de comprendre l'entrecroisement des politiques étatiques et intergouvernementales avec les initiatives de la société civile. Aussi ces différents acteurs seront envisagés à la fois séparément et conjointement, afin d'adopter une vision transversale et limiter l'opposition par le haut et par le bas très courante dans les travaux sur le transnational. On cherchera donc à comprendre dans quel(s) espace(s) les migrants et les États coïncident dans la réalisation de leurs entreprises qui dépassent les frontières nationales. La première partie sera consacrée aux politiques gouvernementales et intergouvernementales afin de faire un état des lieux des initiatives portées à destination des communautés de professionnels migrants résidant à l'étranger. On insistera alors sur les attentes réciproques vécues par les États et les migrants. La deuxième partie sera consacrée aux relations États-migrants observées notamment dans le cas Colombien. Cette partie veillera à faire ressurgir les conséquences socio-spatiales des dispositifs État-centrés de rapatriement des migrants qualifiés. Enfin, une dernière partie visera à analyser la diaspora comme résultante des diverses incitations de nature diasporique qui prennent corps dans l'espace migratoire et qui agissent pour le contrôle et ou la redistribution des ressources disponibles.

1| Les organisations de migrants dans la gouvernance mondiale des circulations migratoires

Les années 2000 ont mis au cœur du débat scientifique le lien migration et développement. Menant ainsi les organisations internationales (Agences des Nations Unies, OIM, Banque Mondiale, etc.) à organiser et prendre part à de multiples rencontres, ces débats requièrent aussi la rédaction de rapports qui rendent compte des programmes étatiques de gouvernance des flux migratoires.

Catalyseur du développement, le capital humain des migrants est devenu en une vingtaine d'année une ressource convoitée par les États qui s'engagent aujourd'hui dans ce que Jean-Baptiste Meyer appelle la « diplomatie scientifique » [Meyer, 2005]. C'est pourquoi l'étude des transferts de compétences rend indispensable l'observation et l'analyse des mécanismes mis à disposition des migrants ou intégrant les migrants à la prise de décision. La perspective développementaliste conçoit que les transferts puissent être un outil de réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, récemment, les pays développés se sont mobilisés pour réduire les coûts des remises migratoires et cherchent, de plus en plus, à mettre en place des dispositifs d'aide à l'investissement productif. Les différents travaux consistant à prouver les bénéfices apportés par les contributions des migrants dans les pays d'origine ont également contribué à montrer comment, le départ des cerveaux pouvait être compensé par des transferts à distance. Le changement de paradigme qui s'est opéré à partir de la conférence du Caire (1994)[380], et qui se traduit par une compréhension des migrations au prisme des mobilités et des circulations migratoires, semble responsable de l'appropriation du thème par les agences gouvernementales et multilatérales. Aujourd'hui, l'approche territorialisée du développement[381], qui s'entend par des contributions internationales au renforcement de la capacité des institutions nationales des pays en voie de développement, tend à céder sa place à une approche centrée sur l'homme plutôt que sur le territoire, l'approche humaniste. Les diasporas, bénéfiques au développement des pays d'origine, devenues espace d'exercice du pouvoir des gouvernements, sont également des partenaires sociaux que la communauté internationale mobilise dans l'élaboration des stratégies de développement. Dans ce cadre,

[380] Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), organisée par les Nations Unies, du 5 au 13 septembre 1994.

[381] Cette approche territorialisée du développement est vivement critiquée depuis une dizaine d'année, notamment grâce aux travaux d'africanistes comme Herbst (2000) et Englebert (2000).

outre les transferts financiers, la place des transferts intangibles s'impose également. De sorte que les pays sont nombreux à considérer aujourd'hui que le « *brain circulation »* est « *l'un des meilleurs moyens pour assurer que les pays d'origine puissent bénéficier des connaissances et compétences des migrants* »[382] [Metayer, 2005].

En s'intéressant aux collectifs migrants concernés par ces mesures gouvernementales et intergouvernementales, on propose d'analyser comment les États et les agences intergouvernementales entendent les collectifs migrants qualifiés et les envisagent. Cette partie aura donc pour objectif de montrer en quoi le discours adopté sur les migrants est porteur de nouvelles constructions spatiales. L'attention sera portée plus particulièrement sur les groupes sociaux de migrants pensés alors comme des partenaires à privilégier pour le développement.

1.1. Le migrant qualifié au prisme de la diaspora

C'est la mise en place, à l'échelle internationale, de discussions orientant le débat intergouvernemental sur la question du lien migration et développement, qui a rendu populaire dans l'ensemble des instances internationales et ce, dès la première rencontre organisée par les Nations Unies au Caire en 1994 (CIPD), l'idée que valoriser les ressources dont disposent les expatriés pouvait permettre aux pays de s'engager sur la voie du développement. En quête des bonnes pratiques sur le sujet, la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales (GCIM) à ouvert la voie aux dialogue et à la concertation internationale d'abord au moyen du *Global Migration Group* (GMG) qui regroupe les agences onusiennes, ensuite au moyen du Dialogue de Haut Niveau sur la Migration et le Développement (HLD[383]) qui constitue depuis 2006 le socle des échanges de haut niveau sur la migration et le développement (Forum Mondial Migration Développement[384]). Ces

[382] D'après les propos de Colette Metayer. Citation du rapport édité par l'OIM à l'issue du workshop « Migration and Development » organisé par l'OIM les 2 et 3 février 2005.

[383] Deux High Level Dialogue ont eu lieu jusqu'à présent. Le premier en 2006 et le second en 2013.

[384] En Anglais « Global Forum on Migration and Development ». Les forums annuels qui se sont tenus entre 2007 et 2013 ont eu lieu à Bruxelles (Belgique), Manille (Philippines), Athènes (Grèce), Puerto Vallarta (Mexique), Genève (Suisse), Port Louis (Ile Maurice). Le prochain aura lieu à Stockholm sous la présidence Suédoise.

nombreux évènements ont contribué à diffuser l'inventaire des pratiques implémentées, ou en cours d'implémentation, relatives à la production du lien Migration et Développement mais peinent encore à faire reconnaître pleinement le rôle des migrants[385]. Les publications prennent donc principalement la forme d'inventaires des politiques publiques adoptées par les pays d'accueil et d'origine des migrants ou de manuels de recommandations. D'autres, toutefois, permettent d'envisager les politiques et les initiatives par le bas [Lema, 2003]. Dans les deux cas, ces travaux contribuent à produire une image renouvelée du migrant et de la migration internationale et surtout à produire un cadre nouveau de gouvernance des flux migratoires.

Les migrants ne sont plus uniquement considérés comme des immigrés à intégrer socialement, mais aussi comme des émigrés, par effet de recentrement du discours sur le pays d'origine. Les migrants sont appréhendés désormais au prisme de leurs mobilités géographique et sociale que les États d'origine et d'accueil ont à présent pour tâche de renforcer [Meyer 2013]. Pourtant, malgré cette effervescence intellectuelle, les flux immatériels suscitent encore beaucoup de scepticisme et n'ont été introduits que tardivement dans les discours de haut niveau. En 2005, lorsque le rapport de la Commission Internationale sur les Migrations (GCIM) évoque les *diasporas*, ce terme est principalement associé alors aux remises financières [Arno Tanner, 2005 ; Dharam Ghai, 2004]. Ce n'est qu'après 2006, suite aux nombreux échanges de haut niveau et à l'interaction entre décideurs, chercheurs et praticiens du développement, que le terme s'est affranchi de son contenu uniquement matériel et que l'articulation du lien migration/développement a bénéficié d'une approche renouvelée des transferts migratoires.

La figure n°27 reprend, pour l'année 2006, l'ensemble des évènements qui ont contribué à la mise en place du Dialogue de haut niveau sur les migrations et le développement (High level dialogue on migration and development). A présent, la démarche de partenariat qui est engagée par la quasi totalité des États vis-à-vis des migrants (près de

[385] Le PNUD lui-même affirme qu'il est encore indispensable de procéder à des études qui prouvent le rôle que les migrants ont sur le développement, selon l'intervention de Sarah Rosengaertner à Genève lors du Meeting thématique sur le développement du GFMD placé sous la présidence Suédoise.

95% des États interrogés[386]), démontre que les gouvernements s'engagent sur un nouveau schéma d'intégration de la migration internationale dans leur agenda politique.

En revanche, l'appropriation du terme et de la thématique migratoire par les agences internationales s'accompagne d'une perte de sens des termes traditionnellement utilisés par les chercheurs, ce qui induit un problème de communication entre décideurs, praticiens et chercheurs.

« Les participants ont admis que la définition du terme 'diaspora' est un challenge pour tous : il n'y a eu aucune entente générale sur la signification de ce concept. Il a été remarqué à cette occasion que l'OIM utilisait une définition très large recouvrant tous les groupes de migrants vivant à l'extérieur de leurs pays d'origine. […] La notion est mieux illustrée par l'idée de populations transnationales, vivant dans un lieu mais toujours liées à leurs origines ». [OIM, 2005 : 99].

Le cadre d'usage du terme de diaspora, qui suscite encore de nombreux échanges académiques[387], doit encore faire l'objet de concertations. Toutefois, les échanges de haut niveau ont eu pour conséquence de populariser le terme de *diaspora,* l'utilisant sans trop de parcimonie[388]. La sur-utilisation de ce terme en fait d'ailleurs une cible privilégiée des plus sceptiques.

En dépit des divergences d'opinions, il n'en va pas moins d'une constante augmentation de l'utilisation du terme, celui-ci s'étant diffusé à mesure de son appropriation dans le discours. Très vite, et c'est là tout l'intérêt, les rapports d'experts ont fait place à la migration qualifiée en diffusant les pratiques et les attentes des décideurs politiques. Ces derniers, en envisageant d'abord les migrants qualifiés sous leur aspect individuel au prisme des connaissances et nouvelles compétences qu'ils acquièrent à l'étranger (le capital humain), semblent être également intéressés par le tissu de relations humaines que les migrants

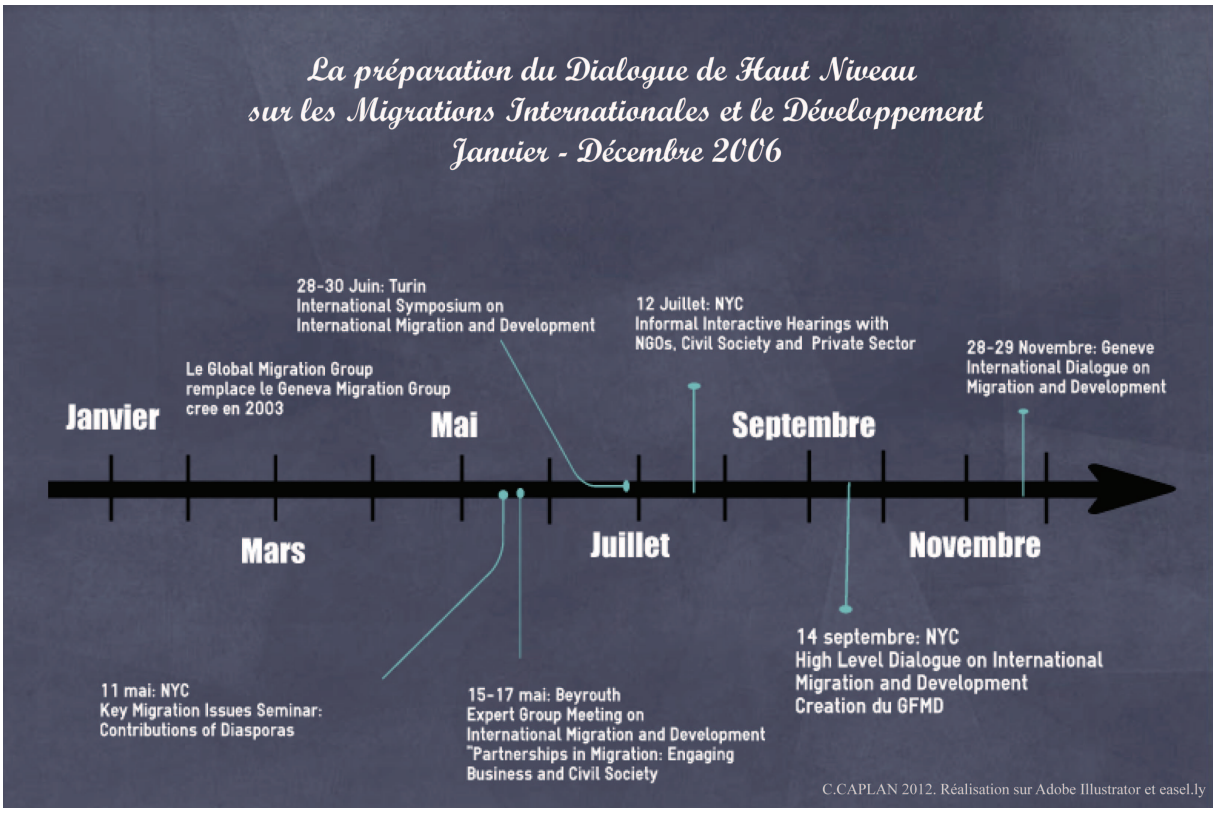
[386] Voir enquête de l'OIM « *Engaging diasporas as agents of development for home and host countries »* dont les résultats sont disponibles dans le rapport de l'OIM, 2004, Op. Cit.

[387] Conférence du 1er Octobre 2012 à Paris : « Diasporas, une histoire en devenir : vers un monde transnational ? » à l'occasion du Cycle de Conférences « Diasporas, musiques en partance ».

[388] Dans l'enquête de l'OIM sur l'engagement des diasporas comme des agents de développement, la définition la plus restreinte est celle « d'individus ou de membres de réseaux et associations maintenant des liens avec leurs pays d'origine (*homeland) ».* Dans le même rapport de 277 pages, le terme *diaspora* apparait près de 1.000 fois, soit plus de 3 fois par page en moyenne.

construisent en mobilité avec la société d'accueil, ainsi qu'avec les autres membres de la diaspora (capital social)[389]. Un mythe qui, semble t-il, ne devient pas toujours une réalité[390]. A l'occasion du Dialogue de Haut Niveau en 2013, l'usage du terme de diaspora s'accompagne du besoin d'adopter une conception plus englobante du lien migration-développement afin d'incorporer l'ensemble des dimensions recouvertes par les circulations migratoires[391]. Cette conception englobante s'accompagne toutefois d'une compréhension à double sens du lien migration et développement [Caplan, Meyer, 2013].

Figure n° 27 : *La mise en place du dialogue de haut niveau sur la migration et le développement en 2006*



[389] « *For the governments of the countries of origin, the goal is to tap the expatriate professionals and the resources connected to them.* » Meyer J.-B., in , The Migration-Development Nexus, p.163

[390] Certains travaux restent sceptiques quant aux bénéfices réels des retours migratoires. Chen par exemple, en 2008, montre ainsi que les retournés ne bénéficient pas toujours des liens transnationaux tant convoités par les institutions gouvernementales [Chen, 2008 : 213-214].

[391] Voir notamment l'intervention de Töbias Billstrom (Suède) lors de la 26e réunion plénière.

S'appuyant sur un effort de re-conceptualisation des trajectoires et circulations migratoires, les travaux contribuent à repenser le développement. Dans ce contexte, c'est la mobilité qui est aujourd'hui discutée plus que la migration. Chargée d'une connotation positive, la mobilité permet également de placer au cœur des enjeux du débat international l'intérêt sur le lien qui cimente les solidarités transnationales. Les travaux d'Ackers sont particulièrement intéressants de ce point de vue. Concordant avec les efforts de re-conceptualisation des trajectoires et circulations migratoires, elle développe l'idée de la soustraction du lien physique et l'addition du lien à distance permettant de transférer des technologies nécessaires au développement des pays d'origine. En effet ses travaux suggèrent que la mobilité conditionne l'activité scientifique [Ackers, 2008]. Cet intérêt affiché pour la mobilité éveille donc les consciences sur le potentiel de développement que représentent le capital social et le capital humain. En se détachant de la perspective territoriale du développement, décideurs, praticiens et chercheurs ouvrent la voie à la mise en place d'instruments de mobilisation à distance favorables à l'élaboration de tissus sociaux diasporiques. L'envoi temporaire de migrants, comme les programmes de l'OIM ou du PNUD, dans leurs pays d'origine se double alors de mesures d'accompagnement et de conseils aux gouvernements dans la mise en place de programmes nationaux de diasporas.

La société civile expatriée, associée aux processus de négociations internationaux, devient l'interlocuteur privilégié des nouvelles politiques migratoires aux échelles régionales et internationales. Bien entendu, les échanges de bonnes pratiques au plus haut niveau et la promotion d'un lien renouvelé migration-développement contribuent à la formulation généralisée de politiques nationales qui s'inspirent de l'option diaspora.

Dans ce contexte, les gouvernements d'origine et d'accueil sont activement sollicités pour la mise en place d'un environnement propice aux échanges transnationaux. De sorte que les pays d'origine sont de plus en plus nombreux à disposer d'Offices ou de Ministères en charge des diasporas. Ces derniers, qui ont d'abord une vocation de représentation politique auprès des pays d'accueil (et assurant ainsi le respect des droits de leurs ressortissants), ont également pour vocation de renforcer les transferts matériels et immatériels des migrants. **Or les migrants qualifiés sont moins en quête d'organismes de représentation que de réelles avancées dans les domaines scientifiques et techniques leur permettant de s'engager durablement dans leur pays/région d'origine.**

Aussi faut-il distinguer deux choses : la diaspora telle qu'elle est prise en charge par les organes de représentation des migrants à l'étranger, et la diaspora telle qu'elle est mobilisée par les institutions gouvernementales et non gouvernementales en charge du développement scientifique et technique.

En effet, la gouvernance des flux migratoires doit nous interpeller bien au-delà du simple droit de circulation des migrants. Pour cela, le renforcement de la capacité à circuler des hommes et des biens, au moyen de programmes d'appui aux initiatives migrantes, doit s'accompagner d'un processus de développement durable de l'économie nationale passant principalement par le renforcement de l'appui au secteur de la recherche et du développement. Dans ce sens, les expériences étatiques livrent ce constat :

« *L'échec des réseaux de talents tels que le Réseau Caldas, SANSA*[392] *ou SADN*[393] *ont été attribués à l'hypercentralisation de ces réseaux* »[394].

En effet, il ne s'agit pas seulement de créer un terreau fertile pour canaliser et renforcer les transferts, mais aussi d'envisager l'interaction du lien migration-développement avec l'ensemble des secteurs économiques, politiques et sociaux. Pourtant, le manque de dialogue et de mise en cohérence des instruments et des politiques de mobilisation transnationales aux échelles nationales et internationales pénalise durablement le dialogue entre les praticiens traditionnels du développement et les autres acteurs. En outre, le manque de prise en compte de ces autres acteurs dans la littérature confirme bien que le lien migration et développement reste encore aux mains des praticiens traditionnels du développement[395]. C'est pourquoi les expériences relatées dans la littérature internationale sur les transferts de compétences restent concentrées sur des expériences nationales de canalisation des transferts ainsi que sur des programmes de mobilités onusiens. Les programmes de retour RQN, MIDA et TRQN sont certes intéressants par leur conception de la mobilité scientifique et technique car ils sont des modèles de la promotion du retour temporaire de migrants qualifiés dans les pays en

[392] South African Network of Skills Abroad (1998).

[393] South African Diaspora Network (2003).

[394] Davelyn Rannveig, Kathleen Newland, Op. Cit, p.182. Cette "dépendance politique" faisait déjà l'objet d'une mise en garde dans Barré et al., 2003, *Diasporas scientifiques,* IRD Editions, 197 pages.

[395] Voir notamment ICMPD, 2010, *Introduction à l'inventaire. Lier les communautés d'émigrants pour plus de développement. Inventaire des capacités et pratiques institutionnelles*, ICMPD, OIM, 372 Pages ; OIM, 2005, Op. cit. Voir encore Dovelyn Rannveig Agunias et Kathleen Newland, 2012, *Developing a Road Map for Engaging Diasporas in Development: A Handbook for Policymakers and Practicioners in Home and Host Countries*, OIM, MPI, 260 pages.

développement [Lowell et Gerova, 2004].[396]. Pourtant, aucun de ces programmes ne s'appuie sur une vision décisionnelle transversale, c'est à dire commune à l'ensemble des secteurs pouvant bénéficier de cet apport en capital humain. Qu'il s'agisse d'initiatives nationales ou internationales, ces pratiques révèlent que la perspective territorialisée du développement reste ancrée dans les pratiques territoriales circonscrites à l'intérieur des frontières nationales, qui pénalisent la mise en réseau transnationale des migrants, des organisations de la société civile et des institutions en manque d'expertise.

1.2. La mobilisation transfrontière : une question de gouvernance des flux migratoires seulement ?

Inciter les flux de biens matériels et idéels que peuvent permettre les migrants qualifiés depuis leur lieu d'installation vers des institutions gouvernementales, entreprises et ONGs du pays d'origine semble demander des efforts qui vont bien au-delà d'une simple gestion et administration des flux migratoires. Ces circulations, qui sont amenées à prendre un essor de plus en plus grand dans les pays « exportateurs » de talents, demandent une mise à niveau de l'environnement scientifique et technique tout en participant à son amélioration. Les gouvernements doivent donc faire preuve d'un engagement sérieux et d'envisager le retour des cerveaux – définitif ou temporaire – comme une question d'ordre global et ne concernant pas seulement l'administration des flux humains.

En effet, la question du retour des cerveaux n'est pas seulement du ressort des institutions de représentation des migrants qui vivent à l'étranger. Autrement dit, Ambassades, Consulats et Ministères des affaires étrangères ne peuvent suffire à suivre une politique de récupération du talent. **Cultiver ce retour des compétences, c'est aussi disposer du substrat nécessaire à leur établissement sur le long terme, du moins à la pérennisation des échanges à distance**. C'est pourquoi envisager le retour des migrants qualifiés, notamment dans la démarche de faire revenir ces « cerveaux » ne peut se faire sans la

[396] Voir aussi Piyasiri Wickramasekara, « Options politiques de réponse à la migration des competences: retention, retour et circulation », *Perspectives des migrations de travail,* BIT, Genève, 2002. Voir aussi Irene Spagnul, *Migration and Development Policies and Practices emphasizing diasporas and their potential.* Fev-Mars 2010. Voir aussi Hein De Haas, *Engaging Diasporas: How Governments and development agencies can support diaspora involvement in the development of origin countries,* International Migration Institute, 2006.

constitution d'un environnement propice à l'exercice de leurs compétences. Il s'agit notamment pour ces migrants de pouvoir exercer leur profession dans des conditions optimales. Dans le cas contraire, le retour risque d'être compromis dû à l'inadéquation des conditions auxquelles sont confrontés les migrants qui souhaitent revenir.

C'est ce que l'on retient des entretiens réalisés auprès des dirigeants et membres d'associations, lesquels font couramment mention du manque d'implication des administrations pour améliorer et rendre plus performant l'environnement professionnel dans lequel ils souhaitent pourtant faire revenir leurs migrants qualifiés. Certains témoignent alors d'une grande solitude et d'un quasi-désarmement face à une telle situation (1)[397], empreints d'une forte désillusion (2), voire de doutes quant aux réelles intentions de leur gouvernement (3). Aussi, pour Juan Carlos, rencontré à Berlin mais travaillant en Équateur, les institutions – gouvernementales ou non gouvernementales – doivent être bien plus impliquées dans le processus de récupération du savoir et/ou des cerveaux qu'elles ne le sont actuellement. Selon-lui, ces dernières sont à incriminer dans le sens où elles ne facilitent pas toujours la mise en place des programmes de *brain circulation.*

A défaut d'une bonne gestion du retour migratoire, le migrant sera contraint de partir à nouveau (1), voire de rester en « exil » (2), dans la mesure où le migrant se sent contraint de rester à l'étranger. Cet imaginaire, construit sur l'impossible développement scientifique et plus globalement économique et social, risque alors de se transmettre aux générations futures et détériorer l'image du pays. La construction du lien ne peut donc passer que par un lien de confiance gagné au moyen d'engagements durables et sérieux de développement. Car l'attachement ne peut pas se conserver seulement au moyen de mises en scène de la culture nationale (spectacles folkloriques[398]). Les politiques de retour des compétences doivent donc se produire sur le temps long et impliquent de prendre en compte non seulement la main-d'œuvre, « les cerveaux », mais aussi les infrastructures d'accueil (laboratoires, entreprises innovantes) et les outils (crédits à la recherche, formations adéquates, contrats doctoraux). Le document suivant, extrait d'un entretien avec Heinner, retourné scientifique au Pérou en 2010, évoque les difficultés qu'il rencontre à cause d'une mauvaise gestion de ce retour par les institutions compétentes. Le migrant, s'il est capable de transférer son savoir, doit pouvoir disposer d'un environnement favorable.

[397] Voir document n°5.

[398] Fête nationale ou fêtes religieuses par exemple.

Toutefois, ce migrant montre aussi que, par son réseau, et grâce à d'autres systèmes de recherche dans lesquels il a eu l'opportunité de travailler (en l'occurrence le Japon, le Mexique et le Royaume-Uni), il est à même de s'adapter aux difficultés rencontrées et d'user de ses connaissances à l'international pour développer de nouveaux projets. En effet, ne pouvant procéder à la collecte de données pour laquelle il a été recruté par le CONCYTEC dans le cadre du programme de retour des compétences, il investit de nouveaux espaces valorisant son profil de scientifique et lui permettant de produire à nouveau des données et des résultats[399]. La production scientifique étant un marqueur d'activité pour le chercheur, il indique en effet l'obligation pour lui de rester actif et visible à l'échelle de la communauté scientifique internationale ; autrement dit, en participant à des publications.

La réussite d'un projet de retour scientifique semble donc répondre d'un double engagement. Temporel d'abord. S'il est question de retours définitifs alors faut-il que les institutions se dotent d'infrastructures et d'outils permettant d'attirer et de garder les migrants qualifiés dans le pays d'origine. S'il est en revanche question de retours temporaires, les institutions gouvernementales doivent veiller au respect de contenu des projets ainsi qu'au respect des engagements calendaires en facilitant les procédures des institutions dans lesquelles les migrants sont appelés à travailler. Scientifique ensuite. Que l'on soit dans le cas d'un retour temporaire ou définitif, le migrant est d'abord préoccupé par la valorisation de son travail. Son retour doit donc participer à assurer sa compétitivité scientifique à l'échelle internationale (publications, colloques, projets etc.). C'est pourquoi l'environnement scientifique doit être pensé pour être propice au développement intellectuel de l'individu.

Il apparaît donc que le retour des migrants qualifiés ne peut, et ne doit, être réduit à la seule question d'une gestion des flux migratoires. Il s'agit donc d'adopter une approche multidimensionnelle du lien migration-développement. Si l'approche multidimensionnelle venait à prendre sa place dans la pratique du lien entre la migration et le développement, cela signifierait alors la diversification des espaces d'investissement de l'associatif migrant et une multiplication de ses acteurs. Si nous tenons à formuler ces hypothèses, c'est que les échanges d'expériences au sein du GFMD[400] et de la politique européenne de développement[401] semblent aller dans ce sens, en demandant plus de cohérence des politiques[402].

---

[399] En effet pour le projet mentionné dans l'extrait d'entretien n°35, le migrant interviewé mentionne la mobilisation de contacts mexicains pour traiter des données pour lesquelles ils ne disposent pas du matériel suffisant au Pérou.

[400] Voir le side-event du 21 mai 2013 du GFMD à Genève.

Document n° 5: *Des critiques aux politiques de retour, repenser le lien migration-développement*

Attirer n'est pas garder (1)

Paul, Quito, Mai 2011

"J'imaginais bien que la situation serait difficile mais pas tant que ça. C'est pour ça que je te disais qu'il m'arrive de vouloir repartir à l'étranger."
[...] *En effet le décalage avec les conditions de travail sont saisissantes, notamment en matière de valorisation de la recherche*:
"Que je te raconte.... Ici dans mon université c'était plus important que tu aies un livre sur "Comment résoudre des équations" plutôt que d'avoir un article dans une revue internationale. Parce qu'ils fonctionnent au poids. Ils comptent les pages. C'est encore le cas d'ailleurs aujourd'hui".

La déperdition des efforts matériels (2)

Alex, Cochabamba, Juin 2011

"Le problème de la recherche publique en Bolivie c'est que c'est très politisé. Autant pour rentrer dans une université que pour y faire de la recherche. Par exemple je connais quelqu'un qui est allé faire son doctorat à l'étranger grâce à un programme suédois. Ils sont 20 à être partis. Le but était qu'ils reviennent travailler en Bolivie. Mais que s'est-il passé? Quand il sont partis l'université à créé les postes et avant qu'ils ne reviennent ces postes étaient déjà affectés à tous leurs amis politiciens, donc quand ils sont revenus ils n'avaient pas le travail prévu et ont dû aller travailler dans des entreprises ou des universités privées. C'est ça le grand problème.

Le coût à payer (3)

Marco, Strasbourg, Mars 2011

"A la place d'avoir des dépenses dans ce type d'outils [Avion présidentiel très cher], pourquoi ne pas construire des centres de recherche où des gens comme moi, qui sont coincés de l'autre côté du monde parce qu'il n'y a rien pour nous dans le pays [Bolivie], puissent arriver et pas seulement profiter du luxe du bâtiment mais avoir un endroit dans lequel on puisse pousser la recherche..."

Des initiatives à décentrer? (4)

Juan, Berlin, Mars 2011

"La nécessité de faire de la recherche, elle ne doit pas seulement être exprimée par l'état mais aussi par les institutions. C'est une lutte. A moi ils m'ont mis 14 heures de classe au début. Et petit à petit tu gagne de l'espace et tu te mélange. Si quelqu'un attend qu'un autre lui ouvre les portes et qui lui dise "Viens faire de la recherche" ça ne va pas arriver. Ce n'est pas la dynamique actuelle. Et c'est clair que le chemin n'est pas facil pour avoir un poste là-bas. C'est plus facile qu'un poste permanent en France ou en Allemagne mais ça reste difficile. Il y a de la compétition, il faut se battre. Et le gouvernement a bien essayé de faire quelque chose pour les sciences et technologies. Mais ça a été plus que ponctuel. La première année des investissements ont été faits, des projets ont été approuvés mais la deuxième année est arrivée la crise internationale, alors ils ont arrêté les financements. Et les projets ce sont stoppés net. Cette situation m'est arrivée. Six mois de paperasse et au final ils ne te donnent rien."

Source : C.CAPLAN, entretiens 2010-2011

---

401 Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée « le consensus européen » 2006/C ; 46/01

402 L'OCDE définit la cohérence des politiques de la façon suivante : « *Le PCD s'entend comme une voie à double sens, conçue par la récupération, par la communauté du développement, des autres communautés politiques de manière à ce que des instruments politiques répondant d'objectifs stratégiques multiples soient créés* » OCDE 2009, p.17

Extrait d'entretien n° 36 : Entretien avec H.G., retourné au Pérou *via* le programme de retour du CONCYTEC, à l'INS, Lima, 28 Juin 2011 :

H.G. : *Le projet pour lequel je suis venu en juin l'an passé [nous sommes alors en juin 2011], eh bien, jusqu'à maintenant je n'ai pas pu l'exécuter. Pourquoi ? Parce que le protocole, tel que l'avait accepté le CONCYTEC, ne convenait pas aux exigences de l'Institut. Il fallait donc changer le format au standard de l'Institut National de la Santé. Donc il fallait l'adapter et ça m'a pris jusqu'en septembre [2010]. En octobre, le projet a été soumis et ça fait seulement un mois qu'il a été accepté. Et maintenant, il faut le présenter au comité d'éthique pour l'approbation finale et l'accord de financement. [...] J'espère que l'on pourra l'exécuter cette année, collecter des données et réaliser au moins une publication pour l'année prochaine quand l'accord se termine. [...] Moi, comme chercheur qui a déjà une carrière et un thème spécifique de recherche, je devrais me maintenir au niveau minimum d'une publication par an. Mais à cause des retards de logistique, ça n'a pas été possible cette année. En revanche, je cherche quelques opportunités avec d'autres laboratoires. Il y a eu une épidémie de dengue l'an passé et une épidémie de peste, donc on en a profité pour mettre en place des projets et chercher de l'information sur laquelle il n'y a aucune publication. Ces projets ont été acceptés et nous sommes allés dans les zones infestées. On a collecté des données et maintenant ellles sont au stade d'analyse. Donc j'ai profité de cette occasion pour [...] justifier mon séjour ici. Je suis très préoccupé par la suite. Parce que, à ce que j'ai compris, le CONCYTEC aide jusqu'à la deuxième année du projet. L'institut paie une part aussi pendant ces deux ans. Mais d'après les modalités je dois renouveler mon contrat tous les trois mois. [...] Ce sont les règles du marché du travail pour le secteur public. Ce n'est pas spécifique à l'Institut. Mais je crois que pour ce genre de retours, il devrait y avoir une exception. Quelques garanties pour avoir au moins l'assurance de garder son contrat. Donc [...] je me préoccupe beaucoup au sujet de ce qu'il va se passer après ces deux ans. Je veux terminer ce que j'ai commencé, mais il est certain que sans apport économique et sans contrat, je ne peux travailler gratuitement alors que par ailleurs on m'offre des possibilités pour travailler à l'étranger. Donc j'essaie de négocier [...] avec le CONYTEC. Il faudrait aussi que le CONCYTEC, en pus de nous donner une rémunération, participe aux frais engagés dans des congrès internationaux. Car, ni l'INS, ni aucune institution publique, ne finance les voyages à l'étranger.*

2| *De la continuité temporelle et spatiale dans la production du lien État-migrants.*

Jusqu'à présent, ce chapitre a permis de comprendre que, pour faire face à l'espace concurrentiel international, les pays d'origine doivent aller au-delà de la construction d'espaces d'échanges diasporiques, en associant la thématique circulatoire à l'ensemble des secteurs économiques ; le premier profitant à l'autre et inversement. Au delà des salaires, il est en effet question de faire bénéficier aux migrants des meilleures conditions d'accueil possibles. C'est pourquoi nous insistions précédemment sur le besoin, pour les programmes de retours (qu'ils émanent d'institutions intergouvernementales ou gouvernementales), d'embrasser l'ensemble du système scientifique et technique. Il s'agit donc d'implémenter une culture du retour auprès des migrants et de respecter les engagements afin de gagner leur la confiance. Ici, nous souhaitons vérifier comment les États s'engagent dans un dialogue de confiance avec leurs migrants qualifiés. Cet engagement nous l'envisageons ici sous deux angles. Le premier est temporel, le second est spatial. Le tout contribuant à forger l'unité « communauté scientifique/État ».

Face au besoin affiché de mobiliser (de façon temporaire ou définitive) les migrants, les acteurs de l'option diaspora se voient obligés de mettre en place des dispositifs permettant de maintenir et/ou de recréer le lien avec les migrants. Ce phénomène de trans-étatisation, qui se comprend aussi comme une tendance à réintroduire les migrants dans le corps de la nation, se construit donc autour de la récupération d'informations basiques (lieu de résidence, formation académique, compétences etc.) relatifs aux migrants. Aussi, les États sont-ils tributaires des espaces de liaison produits entre eux et leurs cerveaux dispersés. Mais le processus d'identification des migrants qualifiés est long et difficile. C'est pourquoi le programme de recherche CIDESAL, auquel cette thèse contribue, a eu pour vocation de faciliter cette démarche d'identification. C'est au moyen d'*UnoPorUno*[403], que les États peuvent désormais identifier les cerveaux qui travaillent ou se forment à l'étranger. Mais les États ne peuvent se contenter de disposer d'informations sur les migrants pour les mobiliser. Il s'agit également d'établir une stratégie de mobilisation qui se construit autour de la mise en

[403] William Turner et Jorge Flores, membres de l'équipe CIDESAL, ont développé une application permettant de mettre en évidence des « traces de mobilité » chez les individus en utilisant leur propre moteur de recherche (développé au LIMSI). Voir Turner William, Garcia Flores Jorge, de Saint Leger Mathilde, Computer Applications for Managing Diaspora Knowledge Networks, Final Report CIDESAL, Juin 2013.

place d'un système relationnel permanent entre l'État et les migrants. Dans ce cas, on peut parler de l'introduction par l'Etat d'une continuité réticulaire puisque les espaces mis en relation ne sont pas contigus (dû très simplement à la dispersion des migrants dans l'espace géographique). Nous interrogerons ici cette continuité réticulaire, en montrant comment le manque d'implication de la société civile peut-être un facteur de rupture de celle-ci.

2.1. L'État animateur : un engagement à longue distance et à long terme

La continuité réticulaire peut s'entendre par la mise en relation d'au moins deux espaces différenciés. Ici, on envisage la continuité réticulaire entre l'espace national et la communauté scientifique nationale expatriée. La mise en place de plateformes sur Internet par les États semble vouloir tenir la place de lien entre ces deux espaces, comme passeurs de flux. Une interface ? C'est en effet une question qu'il est légitime de poser ici dans le sens où ces systèmes de communication sont destinés à attirer les cerveaux *expatriés* afin d'en retirer un transfert des savoirs disponibles au-delà des frontières nationales. Ces plateformes web sont alors idéologiquement conçues pour faire passer des flux d'informations par-delà les frontières (nationales-territoriales) et, pourquoi pas, participer à la régulation des flux puisque cet outil peut être mis à la disposition des autorités compétentes en matière de flux migratoires.

Nous nous inspirons à nouveau du cas de la Colombie, pays andin ayant l'expérience la plus avancée en la matière. Dès le début des années 2000, le ministère des affaires étrangères a manifesté son intérêt pour le capital humain dont disposait la Colombie en dehors de ses frontières. Après avoir incité des migrants à prendre la responsabilité de groupes, d'étudiants et/ou de chercheurs, le ministère s'est engagé dans la production d'une plateforme de mise en lien avec les migrants. En partenariat avec l'OIM et l'IRD, le ministère s'est engagé dans un processus de production d'un *Réseau de Diaspora Qualifiée* (DKN) par l'intermédiaire d'une plateforme hébergée sur Internet et appelée *RedEsColombia.* Cette expérience prend place alors même que la décennie 1990 avait été marquée par les difficultés du réseau Caldas dont la vocation était d'établir un réseau international de colombiens qualifiés en constituant des nœuds associatifs dans quelques pays d'accueil[404].

[404] L'association ACIS (Association des Colombiens chercheurs en Suisse) reste un témoin de cette période.

L'expérience Caldas montre que la continuité réticulaire peut rencontrer une limite : celle du temps ; le temps de l'expérience, le temps de la vie, le temps du politique. On ne peut donc envisager seulement la continuité spatiale. Il faut prendre en compte, impérativement et simultanément, la continuité temporelle. Car si la continuité réticulaire est un moyen d'établir un lien de confiance État/migrant, l'expérience colombienne renforce l'idée qu'il faille agir sur le temps long. En effet, en dépit du désir de produire une dynamique de retour au moyen d'une réincorporation nationale des expatriés, les années 1990 et 2000 n'ont toujours pas permis d'adopter un schéma de développement de la *diaspora* sur le temps long. Nous souhaitons étudier les raisons pour lesquelles cette continuité temporelle ne s'est pas construite autour du projet diasporique national. Nous analyserons ces raisons en montrant que les migrants, parce qu'ils ne co-construisent pas cet espace, n'ont aucune maîtrise du système en place, ce qui les rend d'autant plus méfiants.

On se propose d'étudier ici le registre employé par les migrants pour qualifier l'initiative de l'État. On procède de deux façons : la première vise à rendre compte de la méconnaissance du système existant, la deuxième traduit la méfiance qui se dégage du même discours.

> **Extrait d'entretien n°37** *:* Entretien avec Alavaro L, président de l'association COLCREA, 12 novembre 2010.
>
> *A. : Il y a quatre ou cinq ans, au Ministère des affaires étrangères [colombien], ils ont eu l'idée de renouveler l'idée de la Red Caldas et l'Ambassadeur m'a appelé parce que, moi, je connaissais bien le milieu étudiant. Il m'a demandé si je voulais bien m'occuper de l'initiative ici à Paris. Et j'ai donc ouvert un groupe virtuel pour essayer cette idée. Mais finalement cette idée là, elle est tombée à l'eau en Colombie. Mais nous, avec des amis, on s'est dit « Nous, on garde ce réseau virtuel ». Parce que ça peut justement servir.*

Ce Colombien témoigne du sentiment de rupture qu'il a vécu entre la mise en place des réseaux virtuels (qui étaient alors des groupes Yahoo) et la mise en place définitive du réseau RedEsColombia qu'il ne nomme pas. Selon lui, l'initiative a été abandonnée, alors qu'au Ministère des affaires étrangères, il s'agissait d'une étape dans la construction du réseau

RedEsColombia. Cette incompréhension du processus de construction de la plateforme RedEsColombia, produite par une communication insuffisante entre les acteurs révèle que l'initiative, transférée depuis L'État vers les migrants, n'a pas pu être appropriée par ces derniers. L'usage du pronom personnel singulier dans le discours du migrant dans « J'ai donc ouvert un groupe virtuel » semble aller dans le sens d'une co-construction lors de la première étape d'élaboration du réseau. Mais deux années plus tard, alors que les migrants s'étaient appropriés ces réseaux qu'ils jugeaient être les leurs, l'intervention du gouvernement colombien pour faire de ce réseau du web 1.0 une plateforme du web 2.0 n'a pas été interprétée comme une juste intervention mais plutôt comme un vol de l'autorité que les responsables avaient jusque là. La suite de l'entretien le confirme.

> **Extrait d'entretien n°38 :** Suite de l'entretien avec A. (COLCREA) qui s'articule autour de la plateforme virtuelle RedEsColombia. Je lui demande alors si l'association a une page sur cette plateforme virtuelle (ce qui, d'après nos renseignements, est possible).
>
> *A. : Non. Parce qu'il y a une chose. C'est qu'après le changement d'Ambassadeur, il y a eu une tendance du gouvernement colombien d'essayer de coopter les associations [...] de les utiliser un peu. Et puis nous, on ne fait pas de politique. On essaie d'avoir une relation horizontale avec le corps diplomatique, sauf qu'avec le dernier Ambassadeur, ça n'a pas marché. Le dernier est arrivé et il ne s'est même pas [présenté]. Il a oublié les bonnes relations d'avant. Il n'a même pas invité [les membres de la diaspora] pour se présenter !*

Ici l'impression que le réseau se fasse coopter par le gouvernement vient du fait que depuis le ministère les nœuds associatifs s'intégraient naturellement à la plateforme 2.0. Or certains, comme notre interviewé, l'ont vécu comme une dépossession de leur bien, celui de « leur » réseau social. Si notre interviewé indique bien avoir été contacté par l'ambassade, il

s'est très vite approprié cette initiative qu'il considère comme sienne. Très rapidement, ce nœud a servi comme vitrine de sa propre association (promotion d'activités et recherche de nouveaux membres). On comprend alors pourquoi la tentative d'agréger tous ces nœuds à *RedEsColombia* dès sa création a été perçue comme une tentative de cooptation de la part de certains dirigeants associatifs, comme cela a été le cas à Paris.

> **Extrait d'entretien n°39 :** Entretien avec Diana, RedEsColombia, Paris, 29 Novembre 2010
>
> *Diana : [RedEsColombia] je ne l'utilise presque jamais. Mais je l'ai vu. Je ne sais pas comment, je ne me rappelle pas.*
>
> *Moi : Tu l'as trouvé par hasard ?*
>
> *Diana : Non, je crois que je l'ai vu au consulat. J'ai essayé, je sais que mes copains reçoivent des e-mails du consulat. Et moi je ne reçois rien. J'y suis inscrite, mais je ne reçois rien du consulat. Par contre, je reçois [une lettre d'information] de RedEsColombia, donc je pense qu'il y a... et j'ai vérifié [au consulat] parce que mon nom s'écrit avec S et Z mais non. Il y a bien mon nom correctement écrit. Alors maintenant que j'y pense, j'ai l'impression que ça vient du consulat [la lettre d'information de RedEsColombia]. Et je pense que c'est leur outil de communication.*

Du côté des utilisateurs libres, on note la même désorientation, voire désinformation[405]. Dans le témoignage suivant, cette colombienne avoue ne pas savoir comment elle a reçu l'information concernant RedEsColombia et ne semble pas très au fait des acteurs qui sous-tendent l'initiative.

> **Extrait d'entretien n°40 :** Entretien avec Tatiana H., en charge du groupe Universidad del Norte, Paris, 28 décembre 2010.

[405] Une partie de cette étude doctorale servant au programme de recherche CIDESAL, quelques utilisateurs de la plateforme ont été rencontrés afin d'évaluer l'usage de cet espace, les conséquences sur les pratiques transnationales et sur la socialisation de ces migrants dans l'espace diasporique.

T.H. : « Je connais RedEsColombia, je suis dans la liste de diffusion. Ce que je trouve bien, c'est que je reçois quelques e-mails qui parlent de quelqu'un, d'un colombien qui a fait quelque chose d'important. Mais par contre je lis les titres et pas plus. Après... une fois, j'étais intéressée pour voir les gens qui participaient mais on m'a demandé un «password ». Alors j'ai appelé à l'ambassade pour savoir comment ça marchait et personne ne m'a répondu. Alors je ne sais pas !

C. : Parce que tu reçois la newsletter mais tu ne t'es pas inscrite toi-même ?

T.H. : En fait, j'y suis allée [au consulat] en arrivant en France et on te demande ton e-mail. C'est pour ça, je pense, que je suis dans la liste. Mais ce n'est pas parce que je suis allée et que j'ai demandé de faire partie de RedEsColombia. Et je pense que c'est général, que ça arrive à tous les Colombiens qui passent par le consulat. »

Cet entretien de Tatiana, (extrait d'entretien n°40), témoigne du manque d'informations relatifs à la plateforme RedEsColombia auprès des intéressés et de l'entremêlement service au migrant/ construction d'un réseau scientifique. Dans ce sens, la désorientation dont témoigne cette Colombienne se comprend aisément. Elle pénalise ainsi l'ensemble du système et semble être, également, à l'origine de notre échec lors de notre tentative de contacter les trente colombiens de la liste dont nous disposions (voir extrait d'entretien n°41 et chapitre V partie III).

La mise en place d'un tel réseau demande un apprentissage à faire par tous, autant par l'État que par les migrants. Les premiers doivent apprendre à gérer et garantir son appropriation et veiller à lui donner une plus grande continuité. Les seconds doivent apprendre à l'utiliser pour lui garantir une meilleure longévité. Dans tous les cas, il faut garder en mémoire que, si les réseaux de communication permettent de resserrer des liens et de transmettre rapidement des informations, il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Ce genre d'initiative doit donc s'engager sur une entreprise à long terme et ne peut se résumer en un seul évènement « one shot » comme une assemblée à l'ambassade ou une promotion de quelques mois.

Extrait d'entretien n°41 : Entretien avec Diana M., RedEsColombia

D: Dans RedEsColombia ce qui m'énerve un peu c'est... bah je ne sais pas si je peux dire ça [...] c'est qu'en Colombie on ne fait pas confiance aux autres personnes.

Moi : A l'État ou en général ?

D. : Les deux. Y'a les deux. Mais, entre nous, je regarde ce que fait une personne etc. Peut-être qu'elle triche, peut-être que... tu vois, je pense à ça tout de suite. Mais ici [en France] non. [...] En Colombie on commence par ne pas faire confiance. Même sur Internet je n'ai pas confiance. Par exemple sur un réseau : ici je mets mon nom, mon adresse. Par contre sur Facebook on m'a dit que si tu donnes ton adresse, on vient te cambrioler. C'est pour ça que techniquement, je ne sais pas [si c'est fiable].

On évoque les problèmes de communication (envoi de messages privés) que l'on a eu pour notre rencontre :

D. : Moi, Il y a quelqu'un qui m'a envoyé un message. C'était « Admin RedEsColombia ». Parce qu'il n'y avait pas de message sur mon profil. Alors je leur ai répondu tout de suite en disant oui c'est génial !

Moi : Donc je ne l'ai jamais eu

D. : Mais tu as bien fait de me réécrire. Et je t'ai écris sur la plateforme [...] et je ne savais pas si tu l'avais lu ou pas [le message]. Donc déjà ça, ça casse la confiance.

L'appropriation des nouvelles technologies est fondamentale pour la fluidité de l'interaction. Aussi, même si la personne est déjà utilisatrice du web 2.0, il est possible qu'elle ait du mal à se repérer. Ici, c'est la question du message privé qui est posée (extrait d'entretien n°41). Dans le cas de cette rencontre, la prise de contact a été retardée du fait du manque de visibilité des messages privés reçus sur la plateforme. Si nous n'avions pas insisté, cette rencontre n'aurait jamais eu lieu. De plus, la frénésie qui a accompagné les débuts de l'ère des nouvelles technologies s'est calmée et les internautes sont bien plus alertes qu'avant. Mise au

fait des dérives produites par les réseaux sociaux, cette migrante témoigne d'une extrême vigilance.

La construction de *Réseaux de Diasporas scientifiques* impose donc aux institutions responsables de ne pas les considérer comme aboutis mais toujours en construction. Leur déploiement spatial ne peut être définitif, du fait de parcours migratoires complexes, et l'on peut se demander si une telle initiative « *par le haut »* est réellement compatible avec la mise en place d'associations de migrants dont les représentants sont (re)connus des Ambassadeurs ou Consuls. Un processus de co-construction permettrait d'assurer la compatibilité des initiatives gouvernementales avec les initiatives déjà existantes des migrants. De plus, le manque d'investissement humain pour garantir la continuité des efforts jusque là entrepris envers les *expatriés,* au fil de la succession des gouvernements, permet difficilement aux migrants de se retrouver dans les divers changements institutionnels. Cette discontinuité temporelle, en vent contraire à la continuité réticulaire, ne permet pas de bâtir un socle de confiance entre les expatriés et l'État.

Ces extraits d'entretiens témoignent finalement de l'incomplétude de cette plateforme en tant qu'interface, dans la mesure où les flux sont majoritairement unidirectionnels. Car si des informations transitent de façon certaine, les migrants n'ont aucun renseignement sur la provenance exacte des informations qui leurs sont diffusées et ne savent pas exactement à qui, eux-mêmes, transmettent de l'information lorsqu'ils renseignent leur profil. Cette méfiance du « virtuel » se traduit alors dans la détérioration des relations État-migrants et la fracture entre l'espace diasporique constitué par l'État et l'espace transnational, puisque les migrants n'associent pas cette plateforme à leurs activités associatives.

2.2. Le partage d'intérêts commun en garantie du lien ?

Notre réflexion s'est jusqu'à présent engagée sur la voie de la compréhension des divergences entre les politiques gouvernementales et les pratiques des migrants. Toutefois, on ne saurait dire qu'il n'existe pas d'intérêts communs entre ces deux ensembles d'acteurs. Si l'on fait état de mécontentements parmi les membres de réseaux États-centrés, c'est en effet parce que ces derniers n'ont pas le monopole de la décision sur le nœud associatif qu'ils dirigent. Pourtant, les migrants semblent généralement vouloir mettre à profit leur savoir au

bénéfice de leur pays d'origine. Aussi, afin d'envisager le réseau ethno-national comme une interface, il convient d'y faire l'inventaire des éléments à partager de part et d'autre ou, du moins, que chacun cherche à mettre en commun. Car chacun est pourvoyeur d'un savoir nécessaire à l'autre, les liens transnationaux et les liens locaux étant les conditions *sine qua non* de la réalisation du transfert technologique.

L'enjeu est ici de comprendre le rôle tenu par chacun dans la production d'un espace d'échanges d'informations et de biens tout en relevant l'implication indispensable des migrants dans ce processus de construction spatiale. Car, si l'on reconnaît en effet l'immense labeur à développer par les États, notamment en termes de développement scientifique et technique, les « incubateurs » de remises migratoires de caractère scientifiques et techniques ne peuvent être seulement aux mains des États (ou des décideurs). C'est dans ce sens que l'on rejoint Yevgeny Kuznetsov et Charles Sabel qui, en 2006 au moyen des exemples arméniens, chinois et indiens, relevaient le besoin de complémentarité entre acteurs :

« *A network that facilitates direct contacts between members cannot be self-organizing. Determining which tools and additional infrastructure can make mentoring and transactional networks more effective is a major problem confronting policy makers aiming to make emerging diaspora networks mature as quickly as possible.* »[406] [Kuznetsov et al., 2006 : 19]

Nos observations rejoignent en effet l'idée de complémentarité. Cet espace de partage d'informations ne peut fonctionner que si chacun arrive à s'en servir et si chacun comprend la place qu'il occupe dans cet espace. Car les témoignages étudiés précédemment indiquent combien les migrants parviennent avec difficulté à se positionner dans celui-ci ; d'abord parce que le migrant n'est pas toujours dans l'attente de secourir (ou se faire secourir par) la mère patrie, même si l'image que l'on véhicule peut être proche de cette conception [Xiang Biao, 2008] ; ensuite, parce que le migrant ne dispose pas toujours des informations suffisantes pour intervenir dans l'intérêt de tous :

« *While the regime in Yerevan has been heavily dependent on the diaspora's support, the diaspora did not use this reliance to secure a more active role in Armenia's development process. Just the opposite: the diaspora gave unconditional financial and political support to*

[406] « *Un réseau qui facilite le contact entre chacun des membres d'un groupe ne peut pas être auto-organisé. Déterminer quels outils et infrastructures complémentaires sont susceptibles de rendre les réseaux plus efficaces est un problème majeur pour les décideurs politiques qui cherchent à faire émerger, le plus rapidement possible, des réseaux de diaspora*. » Traduction de l'auteur.

a regime that has been blocking the diaspora's attempts to expand productive investments. » [Kuznetsov et al., 2006 : 17][407]

On comprend mieux alors les réticences dont font preuve les migrants au regard de la duplication des efforts déployés par leurs pays d'origine. En quête d'investissements à distance et de transferts financiers et/ou technologiques, ceux-ci s'engagent en effet sur la voie du nationalisme sans frontière, sans pour autant prendre en compte, en amont, les productions sociales préexistantes.

Le tableau suivant met en regard les motivations et les contraintes vécues par une migrante ayant à sa charge la direction d'un groupe de diplômés colombiens résidant en France. Si elle évoque le désir de participer à une dynamique scientifique avec son pays d'origine, tout comme le fait une de ses collègues sud-coréenne, elle montre en revanche que la trop grande implication des institutions gouvernementales peut empêcher les groupes de s'investir dans la diaspora sur le long terme. Elle témoigne donc des problèmes d'organisation suscités par l'hypercentralisation décisionnelle. Ici, on comprend que la démotivation se fait croissante, tant cette migrante doit composer avec une institution à la fois trop impliquée et pas assez performante dans sa politique de maintien du lien scientifique et technique avec ses expatriés qualifiés. L'hypercentralisation du réseau provoque donc une césure entre les espaces associatifs. Par conséquent, l'échelle internationale du réseau de diplômés semble aller à l'inverse de l'idéal diasporique, dans la mesure où les nœuds ne sont pas interconnectés et que les informations, même bi-polarisées, semblent réduites.

L'extrait d'entretien présenté dans le tableau n°24 est scindé en deux grandes parties – Le désir de coopération et les conséquences de l'hypercentralisation sur la fabrique du lien inter-institutionnel –. Il permet de comprendre l'enjeu de l'interpolarité dans l'établissement d'un lien scientifique stable avec la *diaspora scientifique.* Car, en effet, lorsque la migrante évoque la « vraie » scientificité du groupe, elle se réfère en réalité aux activités qui permettent

[407] « *Alors que Yerevan a été fortement tributaire du support de la diaspora, la diaspora n'a pas utilisé cette dépendance afin de s'assurer un rôle plus actif dans le processus de développement de l'Arménie. Tout le contraire : la diaspora a apporté un soutien économique et politique inconditionnel à un régime s'attachant à bloquer toutes les tentatives de la diaspora d'étendre ses investissements productifs* ». Traduction de l'auteur.

de réunir les migrants au sein du collectif, mais aussi (et surtout) à une échelle géographique internationale que le réseau n'a pas réussi à acquérir. Aussi, le défaut de lien social avec les autres nœuds du réseau (configuré dans l'espace international), piloté depuis l'université, a pour conséquence de pénaliser les remises scientifiques et techniques.

Tableau n° 24 : *Une initiative emprisonnée par une structure décisionnelle rigide*

Un désir de coopération scientifique et technique	Les conséquences d'une hypercentralisation sur la fabrique du lien interinstitutionnel
« Tu as vu je travaille avec J. la Coréenne et moi je suis jalouse tout le temps parce qu'il y a une association de Coréens dans le monde entier, mais **vraiment scientifique**. Ils font des conférences, **ils vont en UK, ils vont vraiment partout**. Et il y a le gouvernement coréen qui met de l'argent dans l'association et chaque mois il y a des réunions avec Hyundai, LG, Samsung, toutes les entreprises coréennes qui viennent ici faire du recrutement. […] Et il y a d'autres stratégies [Samsung] intéressés dans les nanotechnologies ils demandent aux étudiants de polytechnique s'ils traduisent des articles de français à coréen « On te paie ». Ils gagnent 30 € par article. […] Ce genre de chose moi… je rêve avec ça !	« C'est plutôt *oficina del egresado*. Mais quand même ce n'est pas l'idée que j'ai. Parce que **ce sera toujours le besoin de l'université** au niveau de : recueillir des informations, des anciens élèves, où est-ce qu'ils sont… Au fond **ce n'est pas un network**. » « Parce que dans la même situation il y a la Javeriana et Los Andes qui font des rencontres mais chacun de son côté. Et ce qu'il avait proposé [l'Ambassadeur] c'est qu'à la prochaine rencontre on pourrait se rencontrer tous [les rencontres ayant lieu à l'ambassade]. Mais comme je t'ai dis, **rien. On n'a pas de nouvelles de l'ambassade, il n'y a personne qui m'a contacté pour me dire** « Ah, est-ce qu'on peut faire une réunion tous ensembles Javeriana, Andes, Norte. C'est fini. **C'est au point mort** ».
T.H en charge du groupe « egresados Uninorte », Paris.	

La migrante présente (voir tableau n°24) son nœud associatif comme un espace pénalisé par une hyper-localisation, un échec qui semble irréversible à cause d'une emprise institutionnelle trop forte. Puisqu'ils ne sont pas internationalisés, ces nœuds associatifs ne peuvent fonctionner en « network », un anglicisme qu'il faut relever ici puisqu'il semble faire

référence à la spatialisation à l'échelle internationale de l'espace social, ce que l'acteur pense souhaitable ici (espace diasporique).

Aussi, loin d'une diaspora telle qu'elle est définie par Emmanuel Ma Mung, la réalité est celle d'un espace fragmenté entre les différents nœuds associatifs. Un espace fragmenté dans lequel les informations ne circulent que depuis les périphéries vers le centre et inversement. Bien que l'université incite les migrants à ériger des structures associatives, au moyen d'interventions ponctuelles, son emprise décisionnelle sur l'être et le devenir de ces groupes de diplômés semble pénaliser la construction, sur le long terme, de liens de nature diasporique. Il semblerait donc que les gouvernements et institutions des pays d'origine, s'ils comprennent l'intérêt des *diasporas scientifiques* pour les sciences et techniques, doivent entamer un effort de délégation du pouvoir, du moins de négociation de celui-ci, permettant aux réseaux d'acquérir une certaine indépendance.

A l'ère des NTIC, c'est paradoxalement de la liberté de communiquer dont les acteurs migrants ont besoin. Ces acteurs ont besoin d'une plus grande liberté de communiquer, principalement avec les autres intéressés et membres du réseau au sujet des évènements à venir. Ils réclament également plus de liberté pour communiquer entre les nœuds associatifs à l'échelle internationale (membres et autres dirigeants des nœuds associatifs déjà existants). On constate pourtant que le simple fait d'acquérir des données personnelles (comme un simple numéro de téléphone ou une adresse électronique) nécessite une procédure alourdie puisque les responsables ont l'obligation de passer par l'intermédiaire de l'institution responsable du réseau. Ce n'est que de façon détournée que les dirigeants de ces nœuds arrivent à créer des listes de membres. C'est, en effet, lors des rencontres programmées par l'université et organisées sous l'auspice de l'ambassade (ou consulat), qu'ils ont la possibilité de dresser des listes de membres. L'acquisition d'informations basiques telles que leurs lieux de vie, leurs emplois, leurs niveaux d'études et leurs spécialités, nécessite donc de déployer des efforts supplémentaires inutiles.

Extrait d'entretien n°42 : Entretien avec Tatiana H., egresados Universidad del Norte.

T.H. : Ce n'est pas une association déclarée, c'est plutôt un « network » d'anciens élèves.

Moi : Et ça va rester comme ça ? Ou ça deviendra une association ?

T.H. : Non ça va rester comme ça. A moins que quelqu'un décide autre chose mais... Mais le but de mon université c'est de créer le network [...]. J'ai la liste des personnes qui ont participé [à la première réunion] et de temps en temps j'envoie un e-mail.

Moi : Au départ, tu as envoyé tous les e-mails d'invitation ?

T.H. : Moi non. C'est l'université qui a toute la base de données et qui a envoyé à tous les contacts. C'était aussi marqué sur le « webpage » de l'université.

De façon quelque peu désabusée, Tatiana avoue que le groupe devrait rester en l'état actuel : un réseau dans lequel des gens sont inscrits. Dans tous les cas, elle fait ici la nette opposition entre ce qui relève du réseau et ce qui relève de l'association. Pour elle, la différence se trouve dans la réalisation d'objectifs communs qui n'existe pas pour le réseau. Dans ce sens, cette dirigeante associative affirme n'organiser que de petites sorties au restaurant alors qu'elle souhaiterait bien plus. On perçoit une sorte d'emprisonnement institutionnel qu'elle voudrait quitter pour s'adonner elle-même à la création d'un groupe libéré de l'influence du centre[408].

Le désir de maîtriser les flux d'informations et d'avoir la main mise sur des groupes complique le processus de socialisation à l'échelle internationale. Les échanges de nature diasporiques sont ramenés à zéro puisque la dynamique conférée est bipolaire. Les flux passent par des canaux entre le décideur en Colombie et les migrants (ici le service des relations avec les anciens diplômés et les Colombiens expatriés). Cette pratique, qui consiste pourtant à obtenir un réseau international d'anciens diplômés, conduit finalement à l'obtention d'un espace disloqué qui va à l'inverse des recommandations pour la constitution

[408] Au cours de l'entretien et des échanges postérieurs, cette dirigeante évoquera ses projets associatifs. L'idée de créer un espace de partage scientifique et technique avec ses homologues est cependant restée en suspens avec la rédaction finale de sa thèse (dernier échange en février 2012).

de réseaux de diasporas. Il n'est donc pas garanti que le partage d'intérêts communs débouche sur la production d'un lien social sur le long terme.

3| La face cachée de la diaspora

Les plateformes État-centrées de communication ne conduisent pas nécessairement à la production d'un espace diasporique. Les deux premières parties de ce chapitre ont participé à l'observation des dynamiques bi-polaires État/migrant, laissant entrevoir la manière dont les pratiques dirigistes institutionnelles ne permettaient pas aux migrants d'établir un lien social continu avec les autres pôles de la communauté scientifique expatriée. Toutefois, l'ambition diasporique ne peut se résumer au partage de connaissances de part et d'autre d'une frontière, et entre ces deux principaux acteurs ; d'abord parce que les migrants adoptent des stratégies de mises en relation qui dépassent le seul contexte national, ensuite parce qu'une diaspora ne peut apporter des bénéfices que si les acteurs migrants arrivent à faire bénéficier leurs pays d'origine de leurs **connaissances scientifiques mais aussi sociales**.

On souhaite donc approfondir la question du partage de l'espace diasporique, espace convoité autant par les États que les migrants, dans le but de savoir dans quels espaces se placent les enjeux du lien trans-étatique. États et migrants ont-ils la même définition géographique de la diaspora ?

Pour étudier l'emboitement géographique des espaces diasporiques vus par les États et les migrants, il semblerait que la notion de « partage » permette de dépasser les conteneurs géographiques et d'entreprendre l'inclusion, dans une perspective horizontale, des acteurs multi-situés socialement et spatialement ; le « partage » d'abord, pour envisager l'espace diasporique comme un espace de dispersion et de ressources ; le « partage » ensuite, comme élément fédérateur des ambivalences portées par *diaspora*, et dont la perspective *transnationaliste* ne peut pleinement assumer le rôle.

Envisagé comme support de ressources diversifiées, convoitées par les États et les migrants, l'espace diasporique doit théoriquement son succès au partage des connaissances, des compétences ainsi que des biens entre acteurs en présence. C'est pourquoi on s'intéresse

particulièrement au partage qui prend corps dans cet espace qui se veut englobant, socialement et géographiquement.

3.1. L'espace diasporique de la société civile organisée

Entendues comme des groupes de migrants qualifiés dont les activités cognitives sont permises grâce à leurs compétences professionnelles, les structures associatives se construisent sur la base d'une identification professionnelle et pas seulement ethno-nationaliste. Et si l'on reconnait le rôle joué par l'identification à une nation ou région d'origine, c'est bien la profession ou le domaine de compétences qui conditionne la production d'une association, d'un réseau ou d'une fédération[409]. On constatait au chapitre V que des logiques «ethno-centrées »[410] étaient à l'origine de la socialisation en migration (voir extrait d'entretien ci-après). Mais on constatait dans le même temps que certaines structures associatives s'assurent leur longévité en investissant des réseaux d'acteurs « multiculturels ».

Extrait d'entretien n°43 : Entretien avec Washington, président de l'association Latinosoyuzniki

W.M.L : Mais les autres [associations folkloriques] ils ne parlent pas de [coopération]. Ils parlent de la population quechua, des Aymaras, qu'il faut aider pour que la culture et la langue ne disparaissent pas. Et c'est bien [...] Un jour nous sommes allés à une réunion du parti socialiste, on avait été invités là-bas. Un Chilien, une Colombienne et moi. Tous les trois nous y somme allés. Un ministre bolivien est venu pour raconter ce qui pouvait se faire là-bas. Parce que les gens ici, ils ont peur avec Evo au pouvoir [...] Une fois que le ministre écoutait, j'ai présenté notre associations. Mais ce qui se passe, c'est que les autres associations, quand tu vas dans une réunion qui concerne un pays en particulier, ils te disent : les Boliviens d'un côté, les Équatoriens de l'autre. Ils ne travaillent pas ensemble.

[409] Fédération, association ou réseau sont indifféremment désignés sous le nom de « structures associatives ».

[410] On constate en effet que nombreuses sont les structures associatives (réseaux sociaux, associations, ONG…) qui mobilisent l'identité nationale, en plus d'une identité professionnelle.

Mobiliser l'espace diasporique, c'est donc également pour les dirigeants associatifs s'ancrer spatialement dans un environnement social multiculturel. Cette logique va à l'encontre des initiatives centrées sur l'État ou les universités.

Ancrées dans des logiques de multi-appartenances – inscription dans plusieurs fédérations par exemple – **les structures associatives multiplient les espaces sociaux dans lesquels elles puisent leurs ressources humaines et matérielles**[411]. C'est ce qu'a révélé le chapitre VI. C'est justement cette diversification des espaces ressources qui doit interpeller les décideurs, et nous interpeller aussi. En effet, ces acteurs qui mettent en commun leurs compétences et qui contribuent aux circulations migratoires transnationales sont indispensables à considérer dans les pratiques de récupération du savoir d'une communauté scientifique et technique.

Parce que la socialisation en migration, au bénéfice de l'associatif migrant, se nourrit aussi d'interactions non ethno-nationales, on se demande si les États prennent en compte ces sociabilités dans la mise en place de leurs politiques publiques de *diasporas strategies.* Il semblerait en effet que les sociabilités des migrants professionnels envisagées depuis le gouvernement central soient recentrées sur l'identité nationale. Selon cette idée, la production du lien interindividuel et intra-national – au sens nationaliste du terme – serait privilégiée afin de garantir le succès de la *diaspora scientifique.* On s'interroge donc sur les considérations étatiques des acteurs et de leurs espaces sociaux.

3.2. Une production étatique d'un espace du partage

Le « partage » de l'espace diasporique nous incite à prendre en compte une pluralité d'acteurs et les considérer dans la dimension socio-spatiale du partage. C'est pourquoi dans cette horizontalité sous-entendue par le « partage », il est possible de prendre en considération la nation, autant dans sa dimension sociétale que dans sa dimension gouvernementale. Il faut alors considérer l'État dans ses stratégies, ses politiques conduites en faveur des migrants

[411] On constate en effet des stratégies de diversification des réseaux sociaux par les dirigeants associatifs. Ces liens sociaux peuvent se présenter sous formes d'accords inter-organisationnels ou sous formes d'accords verbaux, se traduisant alors par des échanges plus ou moins réguliers d'informations et de savoirs.

internationaux qui quittent le territoire national de façon temporaire ou définitive. Car l'État semble en effet de plus en plus enclin à adopter des politiques impliquant ses « expatriés »[412].

Jusqu'à maintenant, les recherches ont conduit à recenser des réseaux d'acteurs au moyen de leur identification nationale, une recherche par conséquent ethno-centrée[413]. C'est en explorant les moyens humains mobilisables par les pays du Sud, pour s'engager sur la voie du développement[414], que l'intérêt pour les actions de la société civile a gagné de l'ampleur. Quelques recensements ont alors été effectués, mais sans toutefois dissocier les réseaux promus par les pays d'origine, de ceux portés par les organisations internationales ou encore des organisations de migrants eux-mêmes[415]. Dans cet assemblage, États et migrants semblent vivre un temps « partagé » laissant présager la naissance d'un espace national a-territorial. Toutefois, les observations de terrain révèlent une réalité plus complexe de socialisation des migrants et de partage des connaissances qui s'inscrivent dans des temporalités multiples.

Se justifiant par l'idée désormais répandue du *Brain gain diaspora option,* le retour et la circulation des compétences sont devenus les priorités des politiques de développement scientifique et technique dans les pays du Sud, comme en témoignent les pays andins[416]. Dans cet effort mené par les organisations internationales, les gouvernements ainsi que les institutions des pays du Sud désireuses de récupérer une partie de leur capital humain expatrié, ce sont les migrants qui sont appelés à contribution. Aussi leur dispersion est-elle au fondement d'une mise en commun de leur capital social et humain acquis en migration. De ce partage, qui prend naissance et qui se réalise dans l'espace diasporique au moyen d'une mobilisation de type « centrée », il est important de retenir deux principes de fonctionnement : premièrement, les migrants contribuent volontairement[417] à la mise en circulation de leur

---

412 Cet usage est volontaire et est utilisé ici pour marquer le « type » de migrant auquel les États d'origine s'adressent.

413 De ce point de vue, la recherche reste toutefois biaisée dans le sens où il est difficile de ne pas utiliser la nationalité pour affiner les connaissances des réseaux professionnels lors d'une recherche sur le web (voir notamment l'autocritique de la méthodologie adoptée dans le cadre de cette thèse).

414 Notamment scientifique et technique.

415415415 Jean-Baptiste Meyer J-B, Jean-Paul Wattiaux, "Diasporas Knowledge Networks; Vanishing Doubts and Increasing Evidence", *International Journal on Multicultural Societies*, 8, 2006.

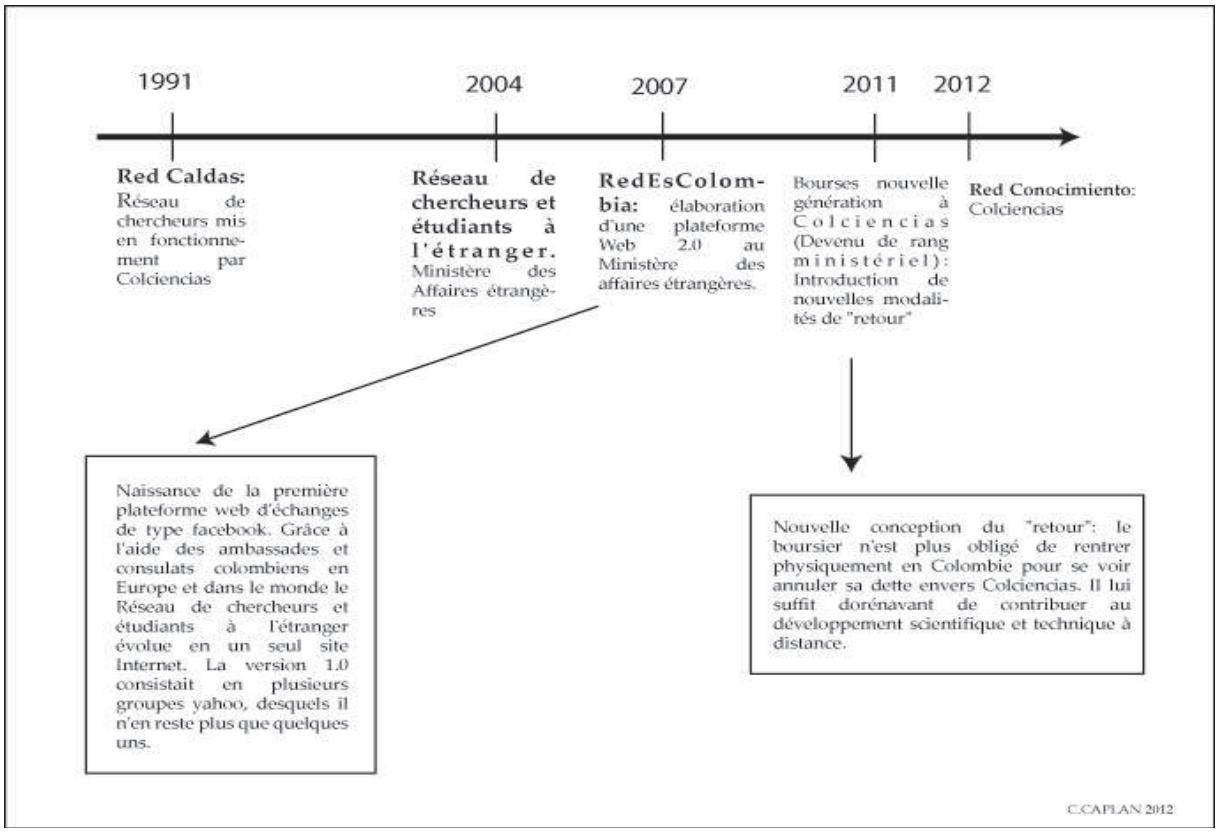
416 Voir chapitre VII.

417 L'incitation pouvant être basée sur une négociation. La politique de la carotte pouvant se pratiquer, les migrants qualifiés sont incités à contribuer au développement de leur pays d'origine depuis leur lieu d'accueil, leur épargnant ainsi des pénalités dont ils sont redevables pour ne pas remplir leurs obligations (bourses de l'enseignement supérieur par exemple).

savoir ; deuxièmement, c'est leur dispersion, le partage du capital humain dans l'espace géographique, qui contribue à la mise en commun du savoir acquis au cours de l'expérience migratoire.

La figure suivante illustre la situation colombienne qui, depuis les années 1990, tend à faire appel à son capital humain expatrié, au moyen de formes diverses de rapatriement du talent.

Figure n° 28 : *Les politiques de récupération du talent en Colombie de 1991-2012*



Dans cette figure, si le corps institutionnel de l'État prend une position prédominante (Ministère des Affaires étrangères, Colciencias), il est évident qu'il n'agit pas seul. Comme nous l'avons étudié au cours de ce chapitre, la présence des universités est à juste titre notable dans ce processus de production diasporique, puisqu'elle montre une tendance à vouloir profiter de cette ressource humaine établie à l'étranger en veillant à maintenir, voire renforcer, les liens préexistants avec les anciens diplômés. Ces diverses institutions se partagent donc la diaspora.

En revanche, il convient de souligner ici que ces divers acteurs semblent adopter une version individualisée de la diaspora. Il ressort en effet de leurs pratiques que leur attention est particulièrement focalisée sur les capacités humaines et sociales d'individus **et non d'organisations**. Dans ce sens, il est capital de distinguer deux procédés. Le premier est celui d'utiliser le migrant comme intermédiaire. Au delà des transferts de compétences, il peut servir à établir des accords de coopération avec des institutions de pays plus industrialisés. Le deuxième consiste à utiliser les organisations de migrants (en mobilisant celles déjà existantes ou en créant de nouvelles) et à les inciter à participer aux changements scientifiques et techniques en cours. Dans les deux cas, le capital social et le capital humain du migrant sont tous deux des facteurs d'espoir pour les pays d'origine, mais le premier modèle renforce la centralisation et la bi-latéralité. On comprend dans le cas colombien que c'est le premier procédé qui domine : en effet, il s'agit de s'intéresser aux capacités du migrant plutôt qu'aux capacités des organisations. Même si le réseau Caldas impliquait déjà des groupes de migrants qualifiés, c'était moins pour qu'ils produisent des projets en commun et qu'ils acquièrent une plus grande visibilité – facilitant ainsi l'aide économique extérieure – que pour fluidifier les échanges interindividuels à l'échelle internationale[418].

Il en va de même de l'expérience RedEsColombia et de celle des universités :

a. RedEsColombia : l'initiative se construit sur une vitrine d'espaces individuels, ce qui ne favorise pas la fabrique d'une diaspora scientifique et technique, sinon l'option diaspora. Et même si la tentative de créer des groupes de discussions pourrait favoriser l'appropriation des migrants de l'interface web, leur manque de maitrise de l'outil et de connaissance de ses potentialités ne leur permet pas de s'investir comme le gouvernement le souhaiterait.

b. Les universités : les réunions en chapitres nationaux et l'hypercentralisation du réseau conduit à la formation d'une accumulation d'espaces bi-polarisés de transferts. De plus, l'hyper-dépendance entretenue par les universités ne permet pas aux nœuds associatifs de prétendre à d'autres sources de financements.

[418] Voir notamment Fernando Chaparro, Hernan Jaramillo, Vladimir Quintero, 2004, « Aprovechamiento de la *Diaspora* e Inserción en Redes Globales de Conocimiento: El Caso de la Red Caldas », Synthèse pour la Banque Mondiale, Knowledge for Development Program, 45 pages.

L'exemple colombien montre bien que les réseaux se construisent sur l'accumulation des compétences de chacun et ne conduisent pas à faciliter les actions de groupes sociaux.

3.3. L'espace diasporique : entre espace à partager et espace partagé

Porteurs de sociabilités sans frontières géographiques et sociales, mobilisant dans l'espace local et international les ressources à même de répondre à leurs besoins, les migrants qualifiés indiquent, par leurs entreprises non lucratives, qu'ils ont construit et poursuivent la construction d'un espace partagé multi-scalaire, rendu possible par les circulations matérielles et idéelles entre acteurs mis en réseau. Ce partage d'expériences et de savoirs s'accompagne d'un engouement des pays d'origine qui, on l'a vu, sont de plus en plus intéressés par ces remises migratoires. Toutefois, les programmes étatiques semblent se produire dans une autre dimension socio-spatiale, laissant entendre un manque de co-opération États/migrants.

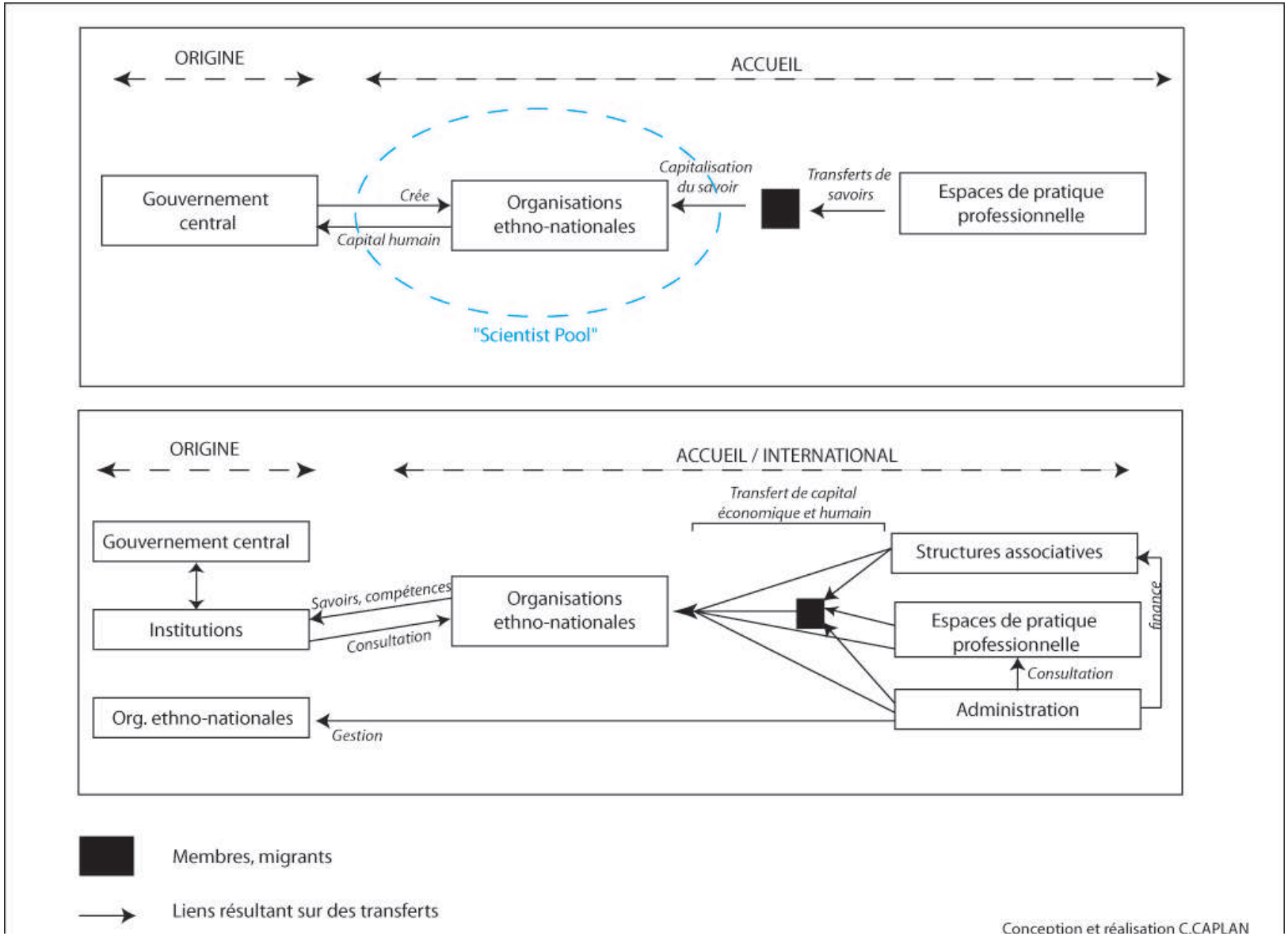
D'une part, on constate un rapport d'extériorité avec le migrant. En effet, les programmes étatiques d'option diaspora n'introduisent pas les groupes de migrants retournés, pourtant moteurs de circulations migratoires[419]. D'autre part, le champ d'intervention de l'État étant la « nation », leur travail de maintien ou de reconstruction du lien social « national » tend à négliger l'apport économique et social des ressortissants de pays étrangers, qui pourtant sont parfois amenés à soutenir les initiatives transnationales des migrants. Les États sont alors face aux limites du nationalisme méthodologique. Si les migrants qualifiés montrent un intérêt pour les solidarités intra-ethniques, nous avons montré également que les structures associatives mobilisent d'autres acteurs au moyen des réseaux dans lesquels ils prennent part, grâce au maintien à distance du lien social dont ils font preuve ou de leur ancrage dans l'espace local multiculturel.

[419] Il en va de même généralement dans les universités qui disposent de leurs réseaux d'étudiants distinguant formellement les étudiants résidant dans le pays de ceux établis à l'étranger. En Colombie, seule l'Universidad de los Andes dispose d'un groupe d'étudiants retournés en Colombie. Généralement, les migrations de retour sont l'instrument d'aide au développement géré par les pays européens (Allemagne, France et Pays-Bas notamment).

L’espace diasporique, comme espace produit et/ou convoité par les États-nations, semble par conséquent se différencier de l’espace diasporique produit par les migrants et leurs organisations.

Ce que le partage donne à comprendre ici, c’est que finalement une terminologie adaptée est à trouver rapidement pour rendre compte des dynamiques qui prennent place dans cet espace social voulu englobant. Partagé entre États, partagé entre États et Nations, partagé entre un « dedans » et un « dehors », partagé entre les migrants, l’espace diasporique prend une apparence stratifiée. C'est pour cette raison que les modalités du partage doivent être définies, et les dialogues interinstitutionnels semblent pour le moment insatisfaisants, au regard de l’unilatéralité des débats auxquels sont parfois conviées les structures associatives.

Figure n°29 : La mobilisation sociale dans l'espace diasporique : Ici sont visibles les deux modèles explicités dans ce chapitre. Le premier correspond à l'Etat Nation : les organisations ethno-nationales font office de *« scientist Pool »* par lesquelles le gouvernement central espère acquérir du nouveau capital humain (voire social). Le deuxième correspond à celui des organisations de migrants qui s'insèrent dans un espace géographique et social multi-scalaire.



CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Négociation

L'espace diasporique, entendu comme l'espace des relations sociales des migrants, fait figure d'espace partagé par les migrants et leurs États d'origine mais aussi par les agences internationales qui, sous les recommandations des travaux scientifiques, incitent à la mise en œuvre de programmes de partages de connaissances scientifiques et techniques entre les pôles de départ et les pôles d'arrivée des cerveaux.

Veillant à étudier le partage des connaissances scientifiques, techniques et sociales théoriquement permis par les programmes de maintien du lien social par-delà les frontières nationales-territoriales, ce chapitre s'est principalement construit autour de l'exemple colombien. C'est en effet à partir du cas universitaire et du réseau RedEsColombia et de son ancêtre – Red Caldas – qu'il a été possible d'observer les dynamiques trans-étatiques. La Colombie fait en effet figure d'avant-garde parmi les quatre pays andins à l'étude dans cette thèse de géographie. Son cas permet alors de découvrir les évolutions sur vingt ans d'un programme de « rapprochement » d'un État avec ses expatriés qualifiés et d'en évaluer les facteurs de réussite autant que d'échec. Notre lecture de l'échec s'est faite selon deux axes : celui d'un dirigisme trop affiché de la part du gouvernement central ou des institutions qui suivent le même modèle, et celui d'une lecture trop partielle de l'espace diasporique à atteindre. Ce deuxième axe permet de comprendre que, malgré les intentions des États ou des institutions d'origine de bénéficier du capital humain et social des expatriés, il leur est difficile d'envisager la présence d'acteurs complémentaires, et pourtant indispensables, dans les dispositifs de maintien du lien social.

L'espace de la dispersion géographique des cerveaux, s'il est remarquable par la dispersion de ces derniers et s'il est convoité par l'ensemble des acteurs concernés par la « question migratoire », semblerait néanmoins prendre des contours différents selon les acteurs qui ont en charge sa gestion ou sa construction. Dans ce sens, États et migrants arrivent parfois difficilement à coïncider dans un espace-temps qui ne semble pas unique.

S’il est compréhensible que les États souhaitent récupérer leurs talents de façon définitive ou temporaire par des circulations humaines ou d’idées et d’informations, il semble cependant qu’il faille planifier leurs actions sur le long terme afin de gagner la confiance de leurs expatriés, d’investir largement dans les secteurs concernés par les retours de compétences – définitifs ou temporaires – plutôt que de vouloir construire une diaspora sur des contours qui leur est difficile d’appréhender. Car il semblerait, en effet, que cette socialisation artificielle aille à l'inverse des dynamiques transnationales des migrants. Le dialogue et la concertation ne peuvent donc se contenter de prendre place lors de rencontres intergouvernementales, même si ces espaces de dialogue et de partage d’expériences sont bénéfiques à l’appréhension des bonnes pratiques, autant du point de vue des migrants que de leurs États d’origine.

Espace partagé et à partager, l’espace diasporique souffre de la tendance bilatérale des échanges entre le centre et les périphéries. Les revendications des migrants semblent donc s’orienter vers la négociation avec leurs gouvernements de la gestion de cet espace qui ne peut appartenir seulement aux premiers ou seulement aux derniers. Le partage de l’espace oblige donc ces acteurs à négocier les circulations migratoires.

CONCLUSION QUATRIÈME PARTIE

Partagée

Dès l'introduction de cette thèse nous utilisions la métaphore du partage pour décrire nos sociétés contemporaines. Il semblerait que la diaspora scientifique et technique ne fasse pas exception à cette configuration. D'une part, l'idée d'une construction diasporique comme élément de dynamisation des espaces et de mise en compétitivité internationale semble être partagée par l'ensemble des pays concernés par les migrations internationales qualifiées qu'ils soient des « pays de départ » ou des « pays d'arrivée ». Quelque soit leur position dans l'échelle de commandement internationale, les pays ont tendance à lier leur politique migratoire à leur développement scientifique et technique. D'autre part, la diaspora semble se partager entre une pluralité d'acteurs. Organisations internationales, États et Universités participent activement aujourd'hui à la mise en mobilité des compétences et à la production du tissu associatif. Cette logique d'intérêts multi-polarisés semble encourager la diversité du tissu associatif migrant qualifié mais semble, dans le même temps, menacer la durabilité des liens scientifiques diasporiques, si convoités.

A l'échelle politique, il est intéressant de noter combien ce désir de développement scientifique et technique conduit les États à sortir eux-mêmes de leurs frontières et à en faire des interfaces. En appuyant leur politique d'attractivité sur les diasporas de la connaissance, les États illustrent leur capacité à imbriquer les circulations migratoires dans leur corps institutionnel. Ainsi, les États s'engagent sur une lecture moins figée des espaces correspondant au paradigme mobilitaire.

CONCLUSION

La diaspora : le partage d'une compétence

Dia speiro. Le bannissement et la semence [Dufoix, 2012]. Alors que les « gardiens » du terme ont tenu à contenir le champ sémantique de *diaspora* dans un registre péjoratif, les travaux académiques contemporains semblent introduire, de plus en plus, une image positivement connotée du terme. Dans ce courant positiviste, la semence est vue comme une graine fertile qui laisserait germer et ferait éclore des noyaux de solidarité dans un espace sans frontière et qui génèrerait de nouvelles dynamiques de productions sociales transnationales. Pour autant, s'en dégage-t-il une nouvelle analyse géographique de la diaspora ? Jusqu'à maintenant, c'est une vision uni-centrée qui émerge de celle-ci. Elle est alors pensée en termes de « centrement » ou « décentrement » au regard de l'espace d'origine.

Dans ce sens, les recherches privilégient l'étude des outils d'aide à la mobilisation de la diaspora et des institutions porteuses du culte national. Dans cet élan positiviste, la diaspora est devenue une « option » pour le développement. Véritable enjeu, objet convoité, la diaspora autorise et/ou renforce les circulations migratoires ; transferts monétarisés, transferts technologiques, transferts de savoirs … Le travail est alors à réaliser par les pays d'origine et consiste à imaginer des mécanismes de contribution à distance et de « retours » migratoires.

Pourtant, en s'appuyant sur les structures associatives existantes dans l'espace international, **nos recherches ont permis de mettre en évidence la présence d'acteurs multiples et multi-localisés.**

Cette thèse, en s'appuyant sur les circulations migratoires, met donc en évidence que la diaspora est aujourd'hui une entité partagée. Nous revenons donc, pour conclure, sur l'agencement de l'espace diasporique, afin de mettre en avant les chevauchements et superpositions qui caractérisent les acteurs de la diaspora. En identifiant la diaspora comme une ressource partagée, notre thèse restitue à cette formation socio-spatiale sa complexité anatomique.

L’ère du polycentrisme

La prise en charge par le politique des communautés expatriées est aujourd’hui interprétée comme l’expression du recentrement de la diaspora. Contrairement aux travaux poststructuralistes et culturalistes qui contribuaient à documenter une vision décentrée, les travaux académiques contemporains adoptent et illustrent une vision recentrée des diasporas. Dans cet effort de conceptualisation, c’est l’espace d’origine qui est considéré dans son rapport à la diaspora. Pourtant celle-ci, en système tripartite, trouve sa forme socio-spatiale en combinant espaces d’origine, d’accueil et diasporique. Et c’est en faisant intervenir ces trois échelles que l’on se rend compte de la multiplicité des acteurs qui prennent en charge la diaspora. Aussi, ce premier point conclusif consistera à revenir d’abord sur le monocentrisme par l’étude des initiatives ethno-centrée, puis à faire intervenir les initiatives stato-centrées afin de mettre en évidence la multiplicité montante des acteurs. Cette démarche consiste à mettre en évidence la configuration pluri-nucléaire des diasporas déduite d'une prise en charge multi-scalaire de celle-ci.

- ***Le monocentrisme ou l’espace d’origine comme seul acteur***

Vingt années de pessimisme au regard des départs migratoires ont durablement marqué le paysage académique. Alors que les migrations internationales se reconfigurent, qu’elles paraissent toujours plus volatiles et qu’elles s’accompagnent de circulations toujours plus nombreuses et diversifiées, on peine à sortir du modèle de la « redevabilité » des migrants à l’égard de leur pays d’origine [Dumitru, 2012]. En effet, les contributions des migrants sont considérées comme relevant de la normalité, et c’est particulièrement au travers d’outils mis à dispositions par les gouvernements que s’entend la réalisation des transferts.

Dans ce sens, les travaux sociologiques [Gamlen, 2006 ; Meyer, 2003 ; Lynn-Ho, 2011 ; Larner, 2007] confirment l’intérêt prononcé des pays d’origine pour « embrasser » les communautés expatriées et les relier à l’État-nation. Les travaux transnationalistes avaient déjà bien mis en évidence cette tendance des États à sortir de leurs frontières pour contrôler les populations migrantes et les garder dans leurs corps social [Basch, Glick-Schiller, Blanc,

1994 ; Pries, 2004 ; Kastoryano, 2006]. Les études de diasporas nous apportent, quant à elles, un élément d'interprétation supplémentaire qui consiste à voir les échanges diasporiques en fonction de leur rapport au centre. Alors l'ambition mobilisatrice des expatriés par les États s'explique par la notion de recentrement [Dufoix, 2012]. Cette nouvelle phase de la construction diasporique se conçoit alors comme une mobilisation état-centrée des capacités humaines dispersées géographiquement.

C'est pourquoi les programmes étatiques de mise en relation État/diaspora font l'objet d'une analyse méticuleuse : recensement des entités en charge des questions de diaspora [IOM, ICMPD 2010], analyse du fonctionnement des dispositifs étatiques de reconnexion avec les migrants, analyses de dispersion et création d'outils pour la conduite de projet de diasporas (tel que le projet CIDESAL). Dans cette perspective, on considère le pays d'origine comme le réceptacle des remises migratoires (matérielles et idéelles) et comme l'unique acteur des politiques de mobilisation à distance des expatriés. Les différentes études réalisées à partir des cas asiatiques, sud-américains et nord-africains [Berriane et Adreghal, 2010 ; Fibbi et Meyer, 2002 ; Kuznetsov, 2006 ; Luchillo, 2006] attestent de l'intérêt grandissant qu'ont les décideurs et les académiques pour l'organisation et/ou la compréhension du lien diaspora et développement. Dans cette conception du lien, c'est d'avantage une dimension nationale, issue d'une méthodologie ethno-centriste qui s'impose, participant à mettre la focale sur les espaces nationaux d'origine. En effet, les publications des vingt dernières années témoignent d'un intérêt particulier pour les pays d'origine et leurs initiatives diasporiques. Et en effet, la réalité leur donne raison, dans la mesure où nombreux sont les pays à disposer de *diaspora strategies*.

Dans les pays andins, on constate la même ferveur des gouvernements pour la mise en place de *diaspora strategies*. En Équateur, on a pu voir et étudier l'expérience « Prometeo » pour le retour du talent humain expatrié. Dans ce cas, le gouvernement l'accompagne d'une ambition globale d'activer les circulations temporaires et définitives. En Colombie, l'expérience du Ministère des affaires étrangères confirme également l'intérêt déployé par les plus hautes sphères décisionnelles de l'État de garantir le maintien du lien avec les expatriés. Le Pérou enfin affiche une tendance à s'impliquer dans le processus « migration et développement » avec toutefois des moyens plus limités. Des quatre pays andins de l'étude, seuls les politiques boliviennes n'affichent pas de désir concret d'inclure les migrations dans le schéma national de développement. A ceci, nous pouvons livrer notre propre interprétation. Lors de nos entretiens sur le terrain nous avons constaté un faible intérêt pour les formations à

l'étranger[420] depuis les institutions boliviennes même si des idées semblent germer au sein du gouvernement[421]. Nos entretiens nous ont plutôt fait comprendre que de nombreux obstacles se posaient aux migrants de retour[422] notamment pour la reconnaissance des diplômes[423].

Ce constat semble corroborer l'idée que la prise en charge diasporique par les politiques répond aux échanges multilatéraux et internationaux sur les migrations internationales. En effet, le discours, tenu à l'échelle internationale, sur le lien migration-développement est très en faveur d'une prise en charge de la question diasporique par les États. Les pays d'origine semblent, par leur tentative de prolongation de l'espace national, répondre des engagements internationaux sur la gouvernance des flux migratoires et son lien au développement.

L'État-nation revient en puissance. La conscience d'une appartenance nationale, que l'on a observée chez les migrants qualifiés, confirme la tendance au recentrement identitaire et au recentrement des circulations par les diasporas. Pourtant, plusieurs éléments viennent complexifier la lecture des contributions diasporiques. En effet, les migrants qualifiés ne disposent pas seulement d'une capacité à contribuer dans leurs pays d'origine. Ils sont au contraire dotés d'une capacité à faire circuler. Par l'usage de la circulation, nous souhaitons montrer que les transferts ne prennent pas seulement une configuration Nord-Sud mais s'installent dans des réseaux d'acteurs multi-scalaires utiles au développement global.

- ***L'ouverture à l'Europe et au monde, de l'existence d'une nouvelle diaspora***

On connaît bien le dispositif de coopération technique français, assuré par le réseau diplomatique dans les pays en voie de développement. On connaît moins la mise à contribution des migrants de retour rendue possible par l'existence de structures associatives qui irriguent les espaces nationaux d'origine. Pourtant, les pays identifiés aux chapitres IV et VII sont caractérisés par leur engagement envers la diaspora. On a, en effet, pu rendre compte de la manière dont ces pays administraient la diaspora de retour, en conduisant des politiques

[420] Entretien avec G. Soliz au CEUB (Comité Exécutif de l'Université Bolivienne), à La Paz. Le CEUB est en charge de la planification et de la coordination de l'enseignement supérieur Bolivien.

[421] Entretien avec M. Cespedes au Ministère des sciences et technologies bolivien, La Paz.

[422] Entretiens avec A. Saavedra, Marielle et Milka.

[423] Les formations sont jugées incomplètes aussi un master acquis en Europe n'est considéré que comme licence. Ceci incite notamment les étudiants à rester pour une thèse de doctorat qui ensuite est reconnue en Bolivie.

« diasporiques » qui permettent de mettre à contribution, pour le bon développement scientifique et technique, les migrants retournés d'Europe.

Dispositif peu documenté, celui-ci est pourtant ancien. Les premières initiatives ont en effet été portées par l'Allemagne et la France dès les années 1950 dans les pays en développement (voir chapitre IV). Cela en fait la première initiative stato-centrée existante dans la région[424], avant même que la prise en charge diasporique ne se fasse par les pays latino-américains.

Dans cette thèse, nous montrons que l'Allemagne, la France et la Hollande sont tous trois impliqués dans ce processus visible depuis les pays andins. Répondant à des principes de fonctionnement similaires (des nœuds associatifs parrainés dans plusieurs villes des pays d'origine), ces initiatives diffèrent toutefois en termes d'usage des circulations ainsi que de qualité du service apporté par les institutions gouvernementales.

Dans les trois cas à l'étude, la diaspora se construit sur une logique de maintien du lien d'appartenance centrée cette fois sur l'espace d'accueil. Il s'agit pour les pays d'accueil de maintenir les migrants retournés dans leur espace social. Cela semble donc possible au moyen d'une gestion administrative des retours qui se fait en rendant les retournés dépendants des réseaux déployés par l'administration (du pays d'accueil), du moins en renforçant l'espace des circulations entre l'espace d'origine et l'espace d'accueil. En effet, il s'agit moins ici de transferts que de mise en circulation des savoirs et des informations au bénéfice d'une coopération bilatérale. La société civile mobilisée a dès lors la possibilité de bénéficier des liens scientifiques dans au moins deux espaces nationaux, et de contribuer à renforcer les échanges

La diaspora prend alors un sens nouveau, du moins une configuration socio-spatiale nouvelle. Ici, la proximité sociale ne correspond plus à l'identité ethno-nationale centrée mais à une dynamique d'appartenance au pays d'accueil. Cette recomposition des identités et le façonnement d'un espace social reposant sur une appartenance en réseau va alors dans le sens de Lie, lequel définit la diaspora comme l'espace social du postmodernisme (Lie, 1995, p.304). L'Allemand, le Français ou le Néerlandais deviennent en effet les supports et les vecteurs de liens transnationaux et diasporiques, et des critères de discrimination permettant la constitution de groupes élitistes dispersés dans les pays en voie de développement.

[424] Avec l'initiative russe.

En faisant reposer des stratégies de coopération technique sur la société civile (les migrants retournés), les pays d'accueil deviennent les producteurs d'un espace social de nature diasporique, porteur de circulations migratoires bi- ou multi-latérales. L'enjeu se situe toutefois au-delà des transferts de compétences Nord-Sud. Il s'agit de renforcer la capacité des acteurs migrants à mobiliser des ressources utiles au développement (individuel et collectif). Aussi, nous avons vu que ces programmes permettent aux migrants retournés de mobiliser des partenaires européens et latino-américains, dans le cadre d'accords inter-universitaires ou d'interventions plus ponctuelles, agissant en faveur du développement scientifique global.

Ces exemples européens sont révélateurs d'une administration des réseaux hautement qualifiés par les pays du Nord. Aussi, on en déduit que l'espace diasporique se construit aussi à partir de ces initiatives État-centrées.

- ***Les échelles variées de l'État-centré***

L'exercice de la souveraineté des États, s'il n'est pas menacé, est du moins en mutation. En effet, si les diasporas ne sont plus considérées comme une menace, la culture de l'entre-deux proposée par Dana Diminescu en référence aux écrits d'Abdelmalek Sayad, introduit un renouveau de la souveraineté, une inscription de la nation hors de ses frontières. Mais il semblerait que cet exercice de souveraineté, qui s'appuie largement sur des dispositifs d'identification et de mobilisation des citoyens, ne soit pas seulement aux mains de l'appareil gouvernemental. De plus, nous sommes revenus précédemment sur le constat que les pays d'accueil introduisent des *diasporas strategies* dans leurs politiques de coopération technique. Il semble par conséquent que les pays, d'origine et d'accueil, opèrent à l'élargissement des notions de citoyenneté et d'appartenance en leur conférant une continuité non-territoriale.

Les initiatives de récupération du talent ou de gestion des ressources humaines à distance, administrées par les organes de l'État ou par les établissements de recherche et d'enseignement supérieur, sont portées par des entités publiques et privées. Aussi, nous avons pu voir au chapitre VIII que les universités, dans le cas colombien, s'attachaient de plus en plus à la fabrique de réseaux d'anciens étudiants et inscrivaient leur démarche dans un contexte national de création d'une diaspora scientifique et technique.

Le cas colombien nous a ainsi permis de montrer que les échelles nationales et locales sont toutes deux privilégiées dans la mise en place du lien migration/développement. Si ces initiatives sont concomitantes, elles n'en sont pas pour autant complémentaires. De fait, leur juxtaposition comporte le risque de créer de multiples liens d'allégeance qui sont susceptibles de limiter, à terme, les contributions des migrants en scindant l'espace de la diaspora[425].

L'intérêt d'étudier les initiatives centrées, dans cette thèse, est de pouvoir révéler que les liens diasporiques reposent en partie sur des stratégies d'acteurs de natures multiples et qu'ils sont entretenus en fonction des desiderata de ceux-ci. Les exemples mobilisés au cours de cette thèse apportent l'idée que les liens diasporiques reposent moins sur l'identité ethnique que sur l'appartenance qui se construit dans la proximité socio-spatiale. Aussi comprend-on une nouvelle géographie de la diaspora. Celle-ci se comprend par l'intervention d'acteurs multiples qui, en pourvoyeurs de ressources, s'appuient sur le lien de proximité construit en phase pré- ou per-migratoire et maintenu par des circulations en phase per- ou post-migratoire. En effet, les circulations offrent la possibilité de constituer et maintenir le lien social indépendamment des distances géographiques.

En plus de constater la multipolarisation de la diaspora à l'échelle nationale (le pays d'origine et les pays d'accueil), nous constatons également sa multi-scalairité. Celle-ci se comprend par l'appropriation d'acteurs publics et privés, aux échelles nationales et hyperlocales, des programmes de stratégies diasporas :

1. La mobilisation universitaire : elle se réalise par l'intermédiaire des bureaux pour le suivi des anciens étudiants. Le mouvement est plus ancien en Europe et Amérique du Nord. Il consiste à incorporer toutes les personnes qui ont fait leurs études dans l'établissement dans un seul réseau international. Il peut s'agir de réseaux d'universités des pays d'origine et d'accueil.

2. La mobilisation nationale :

    a. Les organes institutionnels de l'État d'origine qui mobilisent les migrants au travers de programmes de type Prometeo ou ColombiaNosUne.

[425] Les logiques de multi-appartenances peuvent en effet diminuer les contributions des migrants.

b. Les organes institutionnels de l'État d'accueil : programmes d'aide au retour (CIM), Programme d'aide à la formation continue (Gc21, Nuffic) etc.

Embrasser la diaspora ne relève donc pas seulement d'une idée d'ethnicité au sens national du terme. Le vécu, l'expérience professionnelle et l'appartenance à une communauté bien identifiée semblent prendre une place grandissante dans les rapports espace d'origine/ espace diasporique. Si la diaspora dans son ensemble peut être cooptée à l'échelle nationale seulement, l'échelle hyper-locale bénéficie néanmoins du lien de proximité construit en phase pré- ou per- migratoire avec les migrants qualifiés. De la sorte, l'échelle hyperlocale peut créer un lien plus fort et continu utile à la réalisation de projets (de type transferts de technologie, circulation des idées et des informations etc.).

L'engagement de ces différents acteurs dans la mise en place de stratégies diasporas confère une forme stratifiée à la diaspora. Loin d'être une entité lisse et uniforme, il semblerait que la configuration spatiale de la diaspora se recompose en fonction de campagnes de mobilisation aux mains d'individus non migrants. Ce constat nous incite donc à revoir le monocentrisme avec lequel il convient souvent d'étudier les diasporas. La littérature sur la migration et le développement, par sa lecture « développementaliste » des flux, ne permet pas d'envisager l'ensemble des configurations spatiales prises par les diasporas. En revanche, notre approche par les circulations a permis de mettre en évidence la façon dont s'agencent celles-ci.

- ***Concevoir le polycentrisme***

Envisager la diaspora dans son rapport au centre est une étape essentielle de son analyse géographique. En effet, par définition, la diaspora ne peut exister que par rapport à un centre (qu'il soit réel ou imaginé). Mais si cet effort centralisateur permet de comprendre l'enjeu diasporique en marche, il ne permet pas d'adopter une vision multi-acteurs de la diaspora.

Car les pays d'origine ne sont pas les seuls, on l'a vu, à s'impliquer dans la formulation de politiques publiques qui ont pour objectif de mettre les migrants à contribution. Il est

évident que le nationalisme méthodologique ne permet pas la bonne compréhension sociogéographique du phénomène ; d'abord parce qu'elle considère la centralité comme un produit des affinités culturelles ; ensuite parce qu'elle se construit sur un postulat figé des identités qui peinent à sortir de l'opposition entre conservatisme et abandon identitaire [Kasparian, 2007] alors que celles-ci se recomposent au cours de la vie et en migration [Salaff, 2005]. C'est donc en quelque sorte un déterminisme ethnique qui sous-tend la conception centrée traditionnelle de la diaspora.

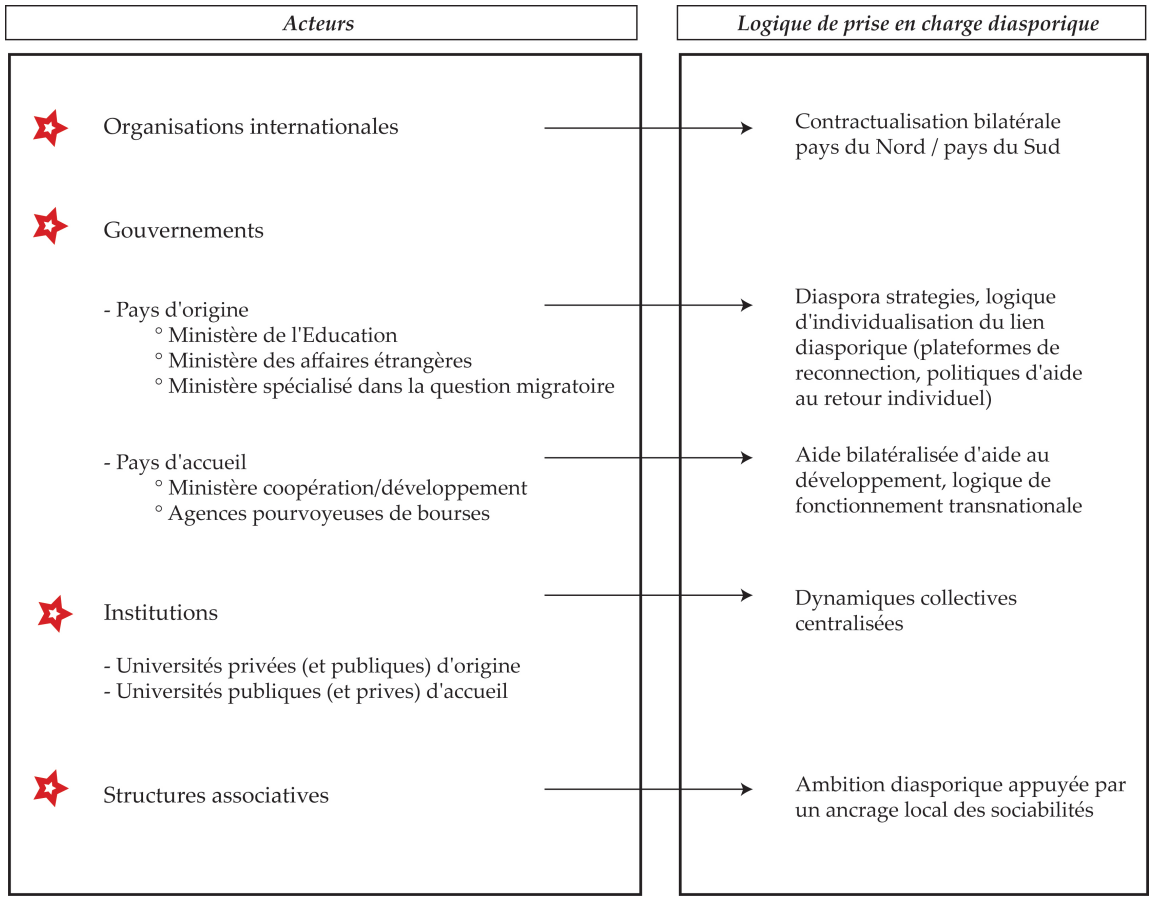
En effet, l'inclusion des migrations comme stratégie de coopération au développement induit une prise en charge de la question diasporique par les pays d'accueil (industrialisés). C'est pourquoi il est indispensable de se détacher du « tout ethnique » et de privilégier le rôle des proximités dans la fabrique du lien social. Il serait alors possible d'imaginer la contribution des pays d'accueil dans la construction diasporique. Ici les apports sur la critique du nationalisme méthodologique permettent d'élargir le spectre d'analyse et de prendre en compte des solidarités non nécessairement ethno-nationalistes.

Nos travaux empiriques révèlent en effet que la prise en compte de plusieurs centres comme « foyers de dispersion » permet de mieux comprendre la géographie des diasporas et ses enjeux. Dans ce cadre, il envisage une configuration multi-polaire et multi-scalaire de la diaspora dans la mesure où i**l existe une multiplicité d'acteurs qui intervient dans la production et la gestion des structures associatives des migrants qualifiés**. La notion de pluri-nucléarisation, qui apparaît dans le schéma ci-après, introduit cette double caractéristique de la diaspora scientifique et technique telle qu'elle est administrée actuellement. On considère donc que l'espace diasporique des migrants andins est sous influence des stratégies qu'adoptent les pays d'accueil autant que les pays d'origine. **Dans le cas des pays d'accueil, il s'agirait d'une diaspora construite sur des solidarités per-migratoires et post-migratoires, contrairement à la diaspora classique qui se construit sur des bases pré-migratoires et per-migratoires**.

Si l'échelle nationale reste privilégiée dans les études de diasporas pour l'analyse et le recensement des pratiques étatiques, il convient de se détacher d'un modèle bilatéral des circulations afin d'intégrer les multiples échelles socio-spatiales participant à la construction du fait diasporique. Ici, l'analyse par les circulations confirme que la proximité spatiale garde une place prédominante dans la mise en circulation des hommes et des informations et que la proximité spatiale à un instant t permet d'envisager la production de sociabilités à l'instant t+1

(soit après la migration, qu'il s'agisse d'une migration depuis le pays d'origine ou d'accueil). C'est l'analyse des réseaux, en révélant la multiplicité des acteurs, qui nous permet de déduire la pluri-nucléarisation de la diaspora.

Figure n°30 : *Une prise en charge diasporique plurielle*



Un espace de partages

Les efforts menés aux échelles supranationales, nationales et locales pour mettre à profit la dispersion du capital humain a conduit, au cours de la décennie passée, à forger un espace d'échanges et de transferts. Marquées par une polarisation Nord-Sud, les circulations migratoires restent principalement canalisées par les acteurs entre ces deux pôles et peinent à prendre une dimension inter-polaire, telle qu'on aurait voulu l'imaginer au regard des

technologies très avancées mises à disposition des migrants, à leurs collectifs et plus largement aux différents acteurs de la prise en charge diasporique.

Pourtant les rapports de proximité géographique démontrent que l'espace local reste un espace incontournable des circulations migratoires (chapitres V et VI). De plus, l'hyper-centralité des expériences nationales et infranationales renforce l'hyper-localité des liens et conduit au mieux à des coopérations translocales.

C'est parce que les acteurs sont stratifiés et que les circulations sont multi-polarisées que l'on peut conclure à une pluri-nucléarisation de la diaspora scientifique et technique. En effet, si les échanges ne correspondent pas au modèle de multipolarité et d'interpolarité, il est toutefois intéressant et indispensable de remarquer les efforts de mobilisations diasporiques déployés par des acteurs de diverses natures géographiques et sociales.

Pluri-nucléaire, la diaspora est ici une entité multiple. Elle est d'abord politique. Fomentée par une décennie d'incitations à positiver les flux migratoires qualifiés, la diaspora est aujourd'hui le produit de politiques issues du Nord, du Sud et de programmes intergouvernementaux. Elle est ensuite sociale. Les sociabilités, qu'elles soient produites par le politique ou par les initiatives individuelles et collectives, permettent de mettre en œuvre des transferts qui nourrissent la construction d'un espace d'échange, dont la complexité est aussi bien source d'instabilité que de richesse.

ANNEXES

Annexe n°1

Liste des 51 personnes interviewées en Europe,
membres de structures associatives qualifiées

PAYS	NOM	AGE	SITUATION	ASSOCIATION	MOTIF 1ère migration	MOTIF migration pays actuel (si différent)
FR	Kevin C.	21-35	En activité	Puya de Raimondi	études	-
FR	Marco M.	36-50	En activité	Red BPN	études en Suisse	travail
FR	Alvaro L.	51-65	En activité + études	Colcrea	études	-
FR	Andrés	21-35	Master	Colcrea	études	-
FR	Eduardo C.	21-35	Doctorant	Amarun	études	-
FR	Susana C.	21-35	En activité	Amarun	études	-
FR	Diego C.	21-35	En activité	Amarun	études	-
FR	Andrea T.	21-35	Doctorante	RedEsColombia	études	-
FR	Bibiana U.	21-35	Sans activité	RedEsColombia	études	-
FR	Bruno B.	21-35	Doctorant	ASEPEF	études	-
FR	Diana M.	21-35	En activité	RedEsColombia	études	-
FR	Eduardo U.	21-35	Doctorant	Teje	études	-
FR	Carlos G.	21-35	Doctorant	Educandes	études	-
FR	Milena L.	21-35	Master	Groupe anciens étudiants Universidad de los andes	études	-
FR	Oswaldo P.	36-50	En activité	Groupe anciens étudiants Universidad externado	travail	-
FR	Ray Boom	20-35	Master	RedEsColombia	études	
FR	Tatiana H.	36-50	Doctorante	Groupe anciens étudiants Universidad del Norte	études	-
FR	Jorge Luis R.	36-50	Docteur	Amarun	études	-
ES	Tatiana D.	21-35	Doctorat	Abel san martin	études	-
ES	Carlos G.	36-50	Master en cours	Abel san martin	travail	-
ES	Angelica S.	36-50	En activité	APIEE	études	-
ES	Alicia	36-50	En activité	ATSEE	Travail	-
ES	Yuri C.	36-50	En activité	API	études	-
ES	Salomon R.	51-65	En activité	AYNI	travail en Argentine	travail
ES	Blanca C.	36-50	En activité	AIEPE	études	-
ES	Pablo Martin Q.	51-65	En activité	CEMIDEP	études	-
ES	Dorys	51-65	En activité	Latinosoyuzniki	études en Russie	travail
ES	Elizabeth C.	36-50	En activité	AALEE	études	-
ES	Eugenio C.	51-65	En activité	APELA	travail	-

ES	Bernardo C.	51-65	En activité	Forum abogados	travail	-
ES	Igor I.	36-50	En activité	Latinosoyuzniki	études en Russie	travail
ES	Jaime T.	51-65	En activité	ACII	travail	-
ES	Jeannette F.	51-65	En activité	Abogados Bolivianos	travail	-
ES	Javier C.	21-35	En activité	Yo creo en Colombia	travail	-
ES	Jesus U.	36-50	En activité	Iberoquipu	études	-
ES	Jordi N.	50-65	En activité	UPIAC	non migrant	-
ES	José Q.R.	65 et +	En activité	FNMPE	études	-
ES	Julio G.	36-50	En activité	REIP	travail	-
ES	Julio R.P.	50-65	En activité	Asociacion de doctores y licenciados	études	-
ES	Nilo R.C.	36-50	En activité	CPEB	études en Angleterre	travail
ES	Marta G.	51-65	En activité	Odontogos ecuatorianos en Espana	travail	-
ES	Victor T.	51-65	En activité	ONG promoviendo	travail	-
ES	Rocio C.	36-50	En activité	ATSEE	travail	-
ES	Sandra R;	36-50	Doctorante	Enlace BCN	études	-
ES	Tito A.	51-65	En activité	Salon Peru	études	-
ES	Washington M.L	36-50	En activité	Latinosoyuzniki	études en Russie	travail
ES	Wilfredo	36-50	Au chômage	Latinosoyuzniki	études en Russie	travail
ALL	Carlos A.	36-50	En activité	Amarun	études en Belgique	études
ALL	Martin C.	36-50	En activité	Latinosoyuzniki	études en Russie	travail
ALL	Paul D.	36-50	Doctorant	Amarun	études	-
ALL	Roberto H.	21-35	Master	Amarun	études	-

Annexe n°2

Liste des personnes interviewées dans les Andes, membres de structures associatives ou de l'administration.

PAYS	NOM	STRUCTURE ASSOCIATIVE	AUTRE
BO	Alex V.		Ancien boursier Fundacyt en Suisse
BO	Alexandro S.	Anciens boursiers Simon I. Patino	
BO	Bureaux Simon I. Patino		
BO	Cintia R.	AABA	CIM
BO	Claudia K.	ABED	
BO	Freda V.		Gérante bourses AECID (Espagne)
BO	German G.		Office consulaire
BO	Grover S.		CEUB
BO	Leonardo T.		Consultant Office consulaire
BO	Mauricio C.		Sous ministère des sciences et des technologies
BO	Milka	Anciens boursiers en Hollande	
CO	Pablo	ASPA	
CO	Alberto G.	ASPREA	APD
CO	Bertha S.		EAFIT, Bureau des diplômés
CO	Christian		Universidad del Norte, groupe de développement économique
CO	Cecilia S.H.		COLFUTURO
CO		Red de Antioquenos Unidos en el exterior	Comfenalco
CO	Doris H.	Diplômés de Bulgarie	
CO	Uriel M.	Diplômés de Russie	
CO			Université de Antioquia, bureau des diplômés
CO	Elisama D.		Université de Barranquilla, bureau des diplômés
CO	Carolina		Université Javeriana, bureau des relations internationales
CO	Maria P.		Université Javeriana, Bureau des anciens étudiants
CO	Juan Bernardo V.		COLCIENCIAS

PAYS	NOM	STRUCTURE ASSOCIATIVE	AUTRE
CO	Maria V. W.		COLCIENCIAS
CO	M.T.		SOS PAISA
CO	Alejandro S.		Université de los Andes, bureau des anciens étudiants
EC	Sebastian S.A.		Bourses SENESCYT
EC	Jose H.	Diplômés de Russie	
EC	Hugo P.	Diplômés d'Allemagne	
EC	Diego E.	Diplômés en Bulgarie	
EC	Marco A.	Diplômés des Pays Bas	
EC	Hector L.		IECE
EC	Magdalena L.		Recherche, SENESCYT
EC	Mateo V.		SENPLADES
EC	Mariuxi O.		Ministère du Talent Humain
EC	Paul M	AMARUN	
EC	Polo V.		EPN
EC	Lorena		Prometeo
EC	Kerwin Z.	Re@l	
EC	Pablo		EPN relations internationales
EC	Sebastian A.	AMARUN	
EC	Ivan M.		SENAMI, talent humain
EC	Francisco		SENPLADES
PE	Angel		GIZ
PE	Benjamin M.		CONCYTEC (ex président)
PE	Carlos		Migrant retourné
PE	Cesar C.	Recall, Rades	
PE	Clelia	Medicos Hispano Peruanos	
PE	Enrique A.		GIZ
PE	Fernan M.		Président Collège des Ingénieurs
PE	Hansel Berrenechoa	Orgullo Peruano	
PE	Heinner G.		Retourné
PE	Jorge C.	ALAR	
PE	Jorge del C.		CONCYTEC
PE	Jose Antonio E.		CIM
PE	Judith de la C.		Plan Peru 2040

PAYS	NOM	STRUCTURE ASSOCIATIVE	AUTRE
PE	Maria Ana	KAAD	
PE	Maritza M.	APEBHO	
PE	Modesto M.		CEPLAN
PE	Rosa Ana R.		PUCP réseau RPB Pérou-France
PE	Red Y.	IDEI	
PE	Rita K.		GIZ
PE	Ruben S.		Collège des ingénieurs péruviens
PE	Tania	ALCOPA	

Annexe n°3

Les grilles d'entretien

A/ La grille d'entretien à destination des migrants installés en Europe :

Etape 1 : **comprendre la configuration spatiale : comprendre les dualités/décalages entre l'auto-identification et les réalités de l'organisation : aire de recrutement/public etc.**

- Les liens : dans quelles logiques organisationnelles se place la structure associative: multi-situation/fédération/etc., A quelles échelles spatiales ?
- Quelle logique des liens entretient-elle ? Professionnels exclusivement, mixtes, ou non professionnels ?
- Les modes de communiquer : De quelle nature ?
  - Avec les membres de l'association : mails, tracts : peut-on mettre ça en lien avec l'aire de recrutement de l'association ? De quel carnet d'adresse dispose l'association (des membres/contacts de l'association seulement ou dispose t'elle d'un carnet d'adresse de l'ensemble des membres de l'organisation ?
  - Entre les associations de la structure ?
    - Le mail est-il un moyen privilégié ?
    - Y'a-t-il un site administré par tous, et dont les contributions servent à communiquer ? à communiquer à qui/avec qui (au personnel ou aux membres ?)
    - Y'a-t-il des déplacements ? réguliers, périodiques ? Dans quels cadres ?
    - Quelle satisfaction ont-ils de ces moyens de communication (ou pas) ?
- Rapport à **l'aire de recrutement** de la structure associative :
  - Dans le cas d'une association multi-située : les logiques de multiplication de sites sont elles bénéfiques ?
  - Qu'en tire la structure associative directement ? plus indirectement ?
    - Est-ce bénéfique aux projets ?
- **La structure associative** et le réseau :
  - Y'a-t-il sentiment d'être raccordé à un réseau plus large (pas forcément en terme d'échelle, mais déjà en terme de quantité et qualité des associations/et organisations concernées) via l'organisation ? Est-ce que s'organiser c'est se rendre plus visible et se donner plus de poids dans l'espace associatif (local/national/transnational/international)
  - Comment cela ce traduit-il ?
- **La place d'Internet**, et surtout des réseaux sociaux web, dans l'entretien/maintien des relations à distance (ou de proximité) ou le tissage de liens :
  - Quel usage des TIC par les associations/organisations/réseaux de professionnels ?

- Y'a-t-il une efficacité de l'Internet via le web 2 pour la communication entre associations/organisations etc.
- Est-ce que l'Internet peut être également un moyen pour une structure associative « autarcique » d'être en contact avec d'autres ?
- Internet peut-il remplacer les relations « *face to face* » ou le complète-t-il ?
- Quelle est la vocation d'utiliser Internet et quels en sont ses risques ?

2. **Etape 2** : **Connaître notre interlocuteur : comprendre le rôle des parcours individuels dans l'entreprise associative :**
    1. Quel passé migratoire ont les présidents/dirigeants (d'autant plus s'il on a affaire au fondateur) ? Peut-on établir un lien entre l'histoire migratoire et le développement de **stratégies migratoires** via l'associatif ?
    2. Quelle perception du monde du travail en mobilité – déqualification ? entreprenariat ? etc. –? cela explique t-il son implication dans l'association ?
3. **Etape 3** : **Comprendre l'impact de l'association** : **quels sont les objectifs de l'association et quels sont les moyens d'y parvenir ?**
    1. *Via* sa constitution:

- Quand ? depuis quand est-il(elle) le/la président(e) ?
- Quels objectifs initiaux motivent l'association (l'organisation) ? Quel est l'objet de travail quotidien de l'association ?
- Quel rôle ont les membres de la structure associative au quotidien, lors d'évènements ?
- Qui organise les manifestations ? de type colloque, assemblées de professionnels, autres ?
- A quoi participe régulièrement ou à déjà participé la structure associative: une rencontre de professionnels localement, à l'étranger, il s'agissait de quel collectif concerné (nationalité, profession) ?

    2. Le public

- Qui ? des hommes, des femmes, des gens qualifiés ? En exercice ou pas ?
- De quelle origine principalement : Latino-américaine ? Andine ? Autre ?
- Comment l'expliquer ? (surtout si des origines nationales sont très marquées)

    3. De quels supports bénéficie la structure ? :

- L'appui financier : D'où proviennent les fonds ? Comment et pourquoi ? C'est-à-dire y'a-t-il des choix réalisés par l'association en terme d'appui financier (public/privé etc.) Si plusieurs : qui finance quoi ?
- Jouer sur plusieurs espaces est-il un atout pour le financement ? Pays d'origine/pays d'accueil ; Pays de l'UE ?
- S'intègre-t-elle dans des projets, programmes transnationaux ? via des ONG, institutions … ?

B/ La grille d'entretien à destination des acteurs de l'associatif migrant dans les pays d'origine ou migrants retournés

Etape 1 : Comprendre leur rôle dans la structuration des transferts de connaissance

1. Connaître l'interviewé :
   - L'interviewé est-il un migrant retourné ?
     - Si oui, :
       - Quelle trajectoire migratoire ?
       - Quelles institutions sont responsables de la mobilité ?
       - Quelles sont les caractéristiques de cette mobilité ?
     - Si non : quelle est la nature du lien qui fait intervenir le migrant dans les circulations du savoir ?
2. Connaître la nature des échanges et l'échelle d'intervention
   - L'individu ou la structure associative :
     - Rôle dans la circulation du savoir entre l'Europe et le pays d'origine
     - Existe-t-il une mise en réseau à l'échelle nationale, régionale ou internationale ?
     - Quelles motivations encadrent les transferts ?
     - Quels sont les réseaux disponibles qui autorisent ces transferts ?
   - Temporalités :
     - Historicité du lien transnational
     - Quelle place ces transferts ont dans la vie de l'individu ?
     - Quelle intention de poursuivre ?

Etape 2 : Rapport avec les institutions et structures associatives en Europe

- Connaître si les circulations sont encadrées par au moins une institution européenne :
  - Quelles institutions incitent les circulations du savoir ? Mise en lien avec la trajectoire migratoire
  - Quelle est la nature de l'aide fournie par ces institutions ?
  - Quel rapport entretiennent les structures associatives avec les institutions européennes ?
- Connaître si les circulations s'insèrent dans une dynamique diasporique (structures associatives en Europe) :
  - Quels liens transnationaux façonnent les échanges ?
  - Quels projets en cours et avec quelles organisations ?

Etape 3 : La mise en réseau

1. Connaître les dynamiques de mises en réseau :
   - Avec quelles organisations l'individu ou la structure associative produit-il des circulations ? Où sont-elles situées ?
   - Quelle est la nature des échanges ?

- Quels moyens de communication sont utilisés ?
- Quelle est la régularité des échanges ?

C/ La grille d'entretien à destination des décideurs politiques et membres de l'administration

Etape 1 : connaître la relation entre l'institution et la ou les structure(s) associative(s)

1. Dans le cas d'une institution à l'origine du projet associatif :
   - Identification du rôle de l'institution dans la gestion du fait migratoire et contextualisation :
     - Quels sont les moyens mis en œuvre pour inciter au départ/retour des migrants andins ?
     - Comment est encadrée la migration ? Qui est privilégié ?
     - Une politique nationale de mise en circulation des compétences est-elle à l'origine des projets de l'institution ?
     - Temporalités : l'institution a-t-elle été nouvellement dotée de cette mission ? Quelles en ont été les étapes ?
   - Construction associative et prise en charge de la diaspora :
     - L'institution est-elle à l'origine d'une production associative ?
     - Quelle forme prennent les structures associatives et à quelle échelle ?
2. Dans le cas d'une institution partenaire d'une structure associative :
   - Identification des bénéfices apportés par ce lien transnational
     - Remise en contexte historique et retour sur les pratiques de l'institution
     - Quels projets transnationaux existants ?
     - Quels atouts résident dans cette collaboration ?
   - Identification des moyens mis à disposition des structures associatives
     - Quelles sont les aides fournies à la structure associative pour réaliser ses projets ?
3. Autre cas
   - Connaître les liens existants avec la diaspora
     - Sur quels types de liens se fonde la coopération avec la diaspora ?
     - Quelle en est la finalité ?
     - Comment expliquer cet intérêt pour la diaspora ? Est-ce en lien avec une trajectoire migratoire personnelle ?

- Depuis quand ces liens existent-ils et quels ont été les résultats de cette coopération ?

Etape 2 : Connaître les moyens mis en œuvre pour assurer les transferts de connaisances

1. Dans le cas où l'institution pilote :
   - Connaître les moyens de communication utilisés et/ou mis en place par les institutions :
     - Quels moyens de communications sont privilégiés ? Quels instruments ont été mis en œuvre par l'institution ?
     - Comment se traduit l'implication de l'institution lors des rencontres ?
     - Comment l'institution peut-elle gérer, à distance, la formation de ces groupes et leurs activités ?
     - Quel intérêt pour l'institution d'assurer un lien avec la diaspora ?
   - Connaître les problèmes associés à la communication longue distance :
     - Quelles sont les limites à la traçabilité des transferts de connaissances ?
     - Quels problèmes de communication existent entre l'institution et les structures associatives existantes.

2. Dans le cas d'une institution partenaire :
   - Connaître les moyens mis en œuvre pour assurer un partenariat de longue durée :
     - Existe-t-il des évènements dédiés aux échanges transnationaux ?
     - Existe-t-il des thématiques prioritaires ?
     - Comment les projets prennent-ils forme ? Est-il possible que ce soit l'institution qui prenne l'initiative de mobiliser les membres de la diaspora ?
     - Qui assure le suivi des intiatives de la diaspora ?

3. Autres cas :
   - Connaître le rôle de l'institution dans les migrations internationales qualifiées
     - Existe-t-il des moyens incitatifs au départ ? au retour ?
     - Quels sont les outils que l'institution propose afin de favoriser les circulations de la connaissance ?
   - La place de la migration internationale qualifiée dans les projets institutionnels
     - Depuis combien de temps la diaspora est-elle intégrée aux projets de l'institution ?
     - Quels sont les réseaux mobilisés par l'institution ?
     - Quels projets sont à venir ?

Annexe n°4

Les mariages mixtes en Espagne et aux États-Unis

Mariages en fonction de la nationalité d l'époux(se)	TOTAL					HOMMES					FEMMES				
	TOTAL	Bolivie	Colombie	Equateur	Pérou	TOTAL	Bolivie	Colombie	Equateur	Pérou	TOTAL	Bolivie	Colombie	Equateur	Pérou
Bolivie	2.078	964	13	53	19	710	482	1	7	6	1.368	482	12	46	13
Colombie	3.607	13	868	59	7	1.361	12	434	34	3	2.246	1	434	25	4
Equateur	2.678	53	59	904	23	1.267	46	25	452	12	1.411	7	34	452	11
Pérou	1.087	19	7	23	202	406	13	4	11	101	681	6	3	12	101

Tableau n°1: Les mariages mixtes en Espagne en 2010, source: www.ine.es Movimiento Natural de la Poblacion.

Ces données statistiques permettent de constater que les mariages mixtes sont plus courants chez les Péruviens que chez les autres migrants andins. Généralement ils concernent plus de 60% des mariages enregistrés.

	Age	Revenu moyen en 2010 ($)	% éducation tertiaire
Homme blanc			
avec femme blanche	34,9	35.445	32,3
avec femme hispanique	34	38.483	33,1
avec femme asiatique	39,5	48.000	51,3
avec femme noire	37	33.100	32,3
Homme hispanique			
avec femme blanche	32,5	30.381	22,8
avec femme hispanique	32,2	24.000	10,4
Homme noir			
avec femme blanche	34,7	25.413	20,3
avec femme noire	38,1	25.413	18
Homme asiatique			
avec femme blanche	33,3	40.660	61,3
avec femme asiatique	33,9	42.693	61,8
Femme blanche			
avec mari blanc	32,6	22.279	37,3
avec mari hispanique	30,4	21.2667	32,5
avec mari asiatique	30,8	30.000	57,2
avec mari noir	32,3	22.000	25,8
Femme hispanique			
avec mari blanc	31,5	20.330	32,5
avec mari hispanique	29,8	9.149	13,1
Femme noire			
avec mari blanc	34,4	25.318	31,2
avec mari noir	35,1	21.347	24,3
Femme asiatique			
avec mari blanc	34,1	17.281	60,3
avec mari asiatique	30,6	12.401	62,8

Tableau n°2: Les mariages mixtes aux Etats Unis en 2010. Source: "The rise of intermariage, Rates, Characteristics Vary by Race and Gender, Wendy Wang, 2012.

Ici les mariages mixtes analysés selon la *race* du conjoint permet d'observer que les Latino-Américains dont le mari ou la femme est "blanc" sont plus éduqués que ceux dont le mari ou la femme est d'origine latine (environ deux fois plus). Alors que pour les autres *races* les proportions restent les mêmes.

Annexe n°5

L'obtention du doctorat en Colombie de 1998 à 2011

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
SHS	-	3	1	6	9	11	9	8
S&T	2	10	25	21	20	32	35	33
Total	6	16	29	33	32	36	50	48
Taux d'évolution par an (total)	-	167%	81%	14%	-3%	13%	39%	-4%

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Taux d'évolution de 2001 à 2011
SHS	26	24	33	52	59	60	900%
S&T	56	56	86	97	115	156	643%
Total	91	94	139	173	211	258	681%
Taux d'évolution par an (total)	90%	3%	48%	24%	22%	22%	

Sources : Données RICYT.

N.B : Pour les sciences et technologies (S&T), nous prenons en compte l'ensemble des sciences dures en excluant la médecine.

Annexe n°6

Taux d'émigration et niveau de formation atteint par pays en 2000

PAYS D'ORIGINE	POPULATION EMIGRANTE	EDUCATION		
		Education primaire En %	Education tertiaire En %	Taux d'émigration tertiaire*
Bolivie	332,4	62	11,6	9
Colombie	1367,2	53,9	16,1	6,3
Equateur	559,4	49,2	15,3	12,2
Pérou	603,8	25,5	26,6	5

Source : DIOC-E, 2000

* Taux d'émigration qualifiée sur la population non migrante

Annexe n°7

L'âge des migrants andins à leur arrivée sur le territoire espagnol

	Age en années
BOLIVIENS	
Boliviens non qualifiés	28,7
Boliviens qualifiés	33,8
COLOMBIENS	
Colombiens non qualifiés	29,6
Colombiens qualifiés	29,7
EQUATORIENS	
Equatoriens non qualifiés	27,2
Equatoriens qualifiés	31,5
PERUVIENS	
Péruviens non qualifiés	29,7
Péruviens qualifiés	32,3

Annexe n°8

La migration qualifiée colombienne

Tableau n°1 : *Migrants de plus de 15 ans, nés en Colombie, en 2000*

Pays de résidence	Total des migrants	Titulaires d'un diplôme du supérieur	% de diplômés du supérieur sur le total
GUATEMALA	635	402	*63,30%*
MEXIQUE	5 525	3 106	*56,20%*
REP. DOMINICAINE	1 281	647	*50,50%*
BRESIL	3 357	1 641	*48,90%*
CANADÁ	15 830	7 705	*48,70%*
EL SALVADOR	455	221	*48,60%*
HONDURAS	540	261	*48,30%*
ISRAEL	1 203	532	*44,20%*
BOLIVIE	1 040	460	*44,20%*
ARGENTINE	3 457	1 469	*42,50%*
PUERTO RICO	3 620	1 512	*41,80%*
PEROU	4 373	1 738	*39,70%*
CHILI	3 735	1 414	*37,90%*
COSTA RICA	4 959	1 779	*35,90%*
AUSTRALIE	3 729	1 331	*35,70%*
GRANDE BRETAGNE	10 850	3 643	*33,60%*
FRANCE	9 196	3 047	*33,10%*
SUISSE	4 633	1 423	*30,70%*
BELGIQUE	2 132	621	*29,10%*
GRECE	364	106	*29,10%*
USA	472 027	121 372	*25,70%*
JAPON	1 324	326	*24,60%*
SUEDE	5 750	1 215	*21,10%*
ESPAGNE	143 500	24 980	*17,40%*
DANEMARK	787	136	*17,30%*
ITALIE	12 888	2 149	*16,70%*
EQUATEUR	45 346	6 618	*14,60%*
NORVEGE	2 119	217	*10,20%*
PANAMA	19 118	1 818	*9,50%*
VENEZUELA	581 060	25 360	*4,40%*
TOTAL	**1 364 833**	**217 249**	***15,90%***

Source : DIOC-OCDE

Tableau n°2 : *Les provinces d'origine des migrants colombiens en Espagne*

Province	% sur total national	Pourcentage sur total qualifié national
Valle del Cauca	36,35	20,65
Bogota	10,12	20,65
Antioquia	10,90	11,41
Atlantico	2,55	6,52
Risaralda	10,90	5,98
Santander	3,34	5,98
Quindio	5,21	3,80
Caldas	3,93	3,26
Bolivar	1,38	3,26
Narino	1,77	2,72
Norte de Santander	1,08	2,72
Tolima	3,05	2,17
Boyaca	1,67	2,17
Cordoba	1,08	1,63
Sucre	0,49	1,63
Magdalena	0,39	1,63
Cauca	1,96	1,09
Cundinamarca	0,88	0,54
Choco	0,69	0,54
San Andres y providencia	0,29	0,54
Arauca	0,20	0,54
Vichada	0,10	0,54
Meta	0,69	0,00
Caqueta	0,49	0,00
Cesar	0,29	0,00
La Guajira	0,10	0,00
Amazonas	0,10	0,00
Vaupes	0	0
Putumayo	0	0
Guainia	0	0
Guaviare	0	0
Casanare	0	0

Source : élaboration propre à partir des microdonnées INE, Encuesta nacional de Inmigrantes 2007.

Tableau n°3 : Les remises migratoires des Colombiens en Espagne

		%	% du total des envoyeurs	Remises moyennes
Remises qualifiés	Oui	51,4	14,2	2690
	Non	48,6		
Remises non qualifiés	Oui	68	85,8	2169
	Non	32		

Source : élaboration propre à partir des microdonnées INE, Encuesta Nacional de Inmigrantes, 2007

Annexe n°9

Les migrants boliviens en Espagne

Tableau n°1 : Origine des migrants en fonction de leur région d'origine et de leurs qualifications

Province	% sur total national	Pourcentage sur total qualifié national
La Paz	11,90	23,08
Oruro	3,46	9,23
Beni	6,93	10,77
Tarija	2,81	6,15
Pando	0,22	0,00
Chuquisaca	3,90	3,08
Potosi	5,84	4,62
Cochabamba	28,35	24,62
Santa Cruz	36,58	18,46

Source : élaboration propre à partir des microdonnées INE, Encuesta Nacional de Inmigrantes 2007

Tableau n°2 : *Les remises migratoires des boliviens*

		%	% du total des envoyeurs	Remises moyennes (en euros)
Qualifiés	Oui	57	12,7	2489
	Non	43		
Non qualifiés	Oui	64,2	87,3	2190
	Non	35,8		

Source : élaboration propre à partir des microdonnées INE, Encuesta Nacional de Inmigrantes, 2007

Annexe n°10

Les migrants Equatoriens en Espagne

Tableau n°1 : *Origine des migrants en fonction de leur région d'origine et de leurs qualifications*

Province	% sur total national	Pourcentage sur total qualifié national
Azuay	3,5	2,7
Bolivar	2,1	2
Canar	1,5	0,7
Carchi	0,8	0
Chimborazo	4,1	3,3
Cotopaxi	3,3	1,3
El Oro	9,3	9,3
Esmeraldas	3,1	4
Galapagos	0,2	0
Guayas	17	22,7
Imbabura	3	4,7
Loja	11,7	12
Los Rios	3,5	4
Manabi	6,3	3,3
Morona-Santiago	0,5	0,7
Napo	0,4	0,7
Pastaza	0,3	0,7
Pichincha	21,2	21,3
Sucumbios	0,2	0
Tungurahua	5,4	5,3
Zamora-Chinchipe	2,6	1,3

Source : Elaboration propre à partir des microdonnées INE, Encuesta Nacional de Inmigrantes, 2007

Tableau n°2 : *Les remises migratoires des migrants Equatoriens en Espagne*

		%	% du total des envoyeurs	Remises moyennes (en euros)
Remises qualifiés	Oui	66	10,9	2545
	Non	34		
Remises non qualifiés	Oui	70,4	89,1	2404
	Non	29,6		

Source : Microdatos INE, Encuesta Nacional de Inmigrantes, 2007

Annexe n°11

Les migrants péruviens en Espagne

Tableau n°1 : *Origine des migrants en fonction de leur région d'origine et de leurs qualifications*

Province	% sur total national	Pourcentage sur total qualifié national
Amazonas	1,2	0,7
Ancash	5,2	3
Apurimac	1	0
Arequipa	4	6,7
Ayacucho	1,5	2,2
Cajamarca	1,5	1,5
Lima (ville)	42,5	40,7
El Callao	1,7	1,5
Huancavelica	0,5	0,7
Huanuco	0,7	1,5
Ica	2	4,4
Junin	3,5	4,4
La Libertad	7,7	6,7
Lambayeque	3,2	4,4
Lima	11,7	10,4
Loreto	2,2	2,2
Madre de Dios	0,2	0,7
Moguera	0,7	0
Pasco	0,7	0,7
Puno	1,2	0,7
San Martin	1	2,2
Tacna	0,2	0
Tumbes	0,5	0,7
Ucayali	0,7	0,7

Source : microdatos INE, Encuesta nacional de Inmigrantes 2007.

Tableau n°2 : *Les remises migratoires des migrants péruviens en Espagne*

		%	% du total des individus envoyant des remises	Remises moyennes
Remises qualifiés	Oui	73	32	1527
	Non	62		
Remises non qualifiés	Oui	155	68	2099
	Non	113		

Source : Microdatos INE, Encuesta Nacional de Inmigrantes, 2007

Annexe n°12

La déqualification des migrants andins en Europe

Tableau n°1 : *Recensement de la population qualifiée dans une sélection de pays européens*

	Boliviens	Colombiens	Equatoriens	Péruviens
Italie	22	238	183	617
France	227	1644	238	822
Espagne	1560	13.180	14.220	9.340
Suisse	240	971	227	1123
GBR	272	2273	406	1148

Source : DIOC-OCDE. Pas de données disponibles pour l'Allemagne

Tableau n°2 : *L'adéquation formation/travail des andins en Europe, taux et écarts au pourcentage*

		Ecarts au pourcentage du total Andins (par pays de résidence)			
Pays de résidence	% d'Andins ISCED 5-6 ; ISCO 1 à 3	BOLIVIE	COLOMBIE	EQUATEUR	PEROU
Suisse	53%	-19,5	4,4	3,1	-2,4
Danemark	46%	11,5	-3,7	-6,8	-21,8
Espagne	39%	8,7	8,6	-9,3	7,8
Finlande	64%	-63,6	36,4	3,0	-13,6
France	69%	-1,2	3,4	-6,5	1,1
Grande Bretagne	62%	6,5	-2,8	-8,3	6,9
Irlande	50%	16,7	21,4	-10,0	-10,0
Italie	64%	17,1	14,8	-10,4	-2,6
Luxembourg	63%	37,0	17,0	3,6	-13,0
Portugal	72%	-8,0	0,7	-9,6	6,6
Suède	47%	10,5	10,2	-0,3	-10,5

Source : CAPLAN C. dans Meyer (dir.), (2014), Rapport CIDESAL pour la comission européenne, chapitre n°3, « Redes y asociaciones de las diasporas », IRD.

Annexe n°13

L'envoi de matériel à l'Université Nationale d'Ingénierie

Association Puya de Raimondi

Equipement	Constructeur	Année	Valeur (€)
Spectrometer	**Bausch (GB)**	**1980**	**50**
Intensified CCD high resolution Camera	**Princeton(USA)**	**1990**	**300**
Spectrometer	**Chromics (USA)**	**1990**	**100**
OPO optical system (without pump)	**Optilas (FR)**	**1995**	**500**
Camera	**Hamamatsu (JP)**	**1993**	**50**
Camera CCD (3)		**1995**	**150**
Photomultiplier	**Hamamatsu (JP)**	**2002**	**200**
Photomultiplier (3)	**Diverse brands**	**1994**	**60**
Energy meters with calorimetric probe (x4)	**Diverse brands**	**2002**	**400**
Flash lamp for Quantel equipement (20)	**Verreoptique (FR)**		**200**
Spectrometer Jobin Yvon HRP	**Jobin Yvon (FR)**	**1980**	**150**
Nd-YaG head system Technomed (x4)	**Technomed (FR)**	**1995**	**200**
Non linear cristal KTP (x12)		**1995**	**120**
Acousto optic Modules (5)			**100**
Cellule Pockells (1)	**Quantel (FR)**	**1995**	**50**
Optical mounts (20)			**100**
Filters for spectroscopy (	**Matra, Schott, etc**		**300**
Attenuators (10)			**50**
Lens and prism (50)			**250**
Mirrors (30)			**150**
Mirrors for dye pumping with Nd-YAG systems (x4)			**80**
Out of order low power LIBS Nd-YAG (2X) for spare parts	**Continuum (USA)**	**1993**	**200**
Dye circulator for dye optical sysntem (4)	**Lambda Physics (DE)**	**1990**	**80**
			Total : 3840

Source : Puya de Raimondi, envois de 2005 et 2009.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ACCARDO A., CORCUFF P., (1986), *La sociologie de Bourdieu, textes choisis et commentés,* Éditions le Mascaret, 224 pages.

ACKERS, L., (2008), Internationalisation, Mobility and Metrics: A new form of Indirect Discrimination ? , *Minerva,* n°46, pp.411-435.

ADLEY P.,(2010), *Mobility*, Routledge, New York, 267 pages.

AGRAWAL A., KAPUR D., McHALE J., OETTL A., (2011), "Brain drain or Brain bank? The impact of skilled emigration on poor-country innovation", *Journal of Urban Economics*, n°69, pp.43-55.

AGUILERA M.B., (2005), "The impact of social capital on the earnings of Puerto Rican migrants", *The Sociological Quarterly,* vol.46, pp.569-592

ALDANA DE BECERRA G.M., MORALES GONZALEZ F.A., ALDANA REYES F.E., SABOGAL CAMARGO F.J., OSPINA ALFONSO A.R., (2008), "Seguimiento a egresados. Su importancia para las instituciones de educación superior", *Teoría y praxis investigativa,* Vol.3,n°2, pp.61-65.

ALEIXO J.C.B., (1974), "Migraçoes internacionais de pessoal qualificado (brain drain)", *Revista Brasileira de Estudos Politicos,* n°39.

AMABLE B., ASKENAZY P., (2002), *Introduction à l'économie de la connaissance*, Contribution pour le rapport UNESCO Construire des sociétés de savoir, 21 pages.

AMELINA A., FAIST T., (2008), "Turkish Migrant Associations in Germany: Between Integration Pressure and Transnational Linkages", *Revue Européenne des migrations internationales,* vol.24, n°2, pp.91-120.

ANDERSON B., (1983), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism,* London, Verso.

APPADURAI A., (2005), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Petite Bibliothèque Payot, 336 pages.

ARAB C., (2009), *Les Aït Ayad. La circulation migratoire des Marocains en France, Espagne et Italie*, PUR de Rennes, 358 pages.

BABY-COLLIN V., CORTES G., FARET L., GUÉTAT-BERNARD H., (2009), *Migrants des Suds*, Marseille, IRD Éditions, Presses Universitaires de la Méditerranée, 503 pages.

BADIE B., WITHOL DE WENDEN C., [dir.], (1993), *Le défi migratoire. Questions de relations internationales,* Paris, CQRI, FNSP, 187 pages.

BAEZA C., (2010), "Des exilés aux globe-trotters : la redéfinition du statut de l'expatrié dans la transition politique chilienne (1990-2006) ", *in* DUFOIX S., GUERASSIMOFF C., DE

TINGUY A., (2010), *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*, Paris, Presses de Sciences Po, pp.285-304.

BARRAT A., WEIGHT M., (2000), "On the properties of small-world networks models", *The European Physical Journal*, n°13, pp.547-560

BARRÉ R., HERNANDEZ V., MEYER J.-B., VINCK D., (2003), *Scientific Diasporas: How Can Developing Countries Benefit From Their Expatriates Scientists and Engineers?* , Synthèse de l'expertise collégiale, IRD Editions.

BARREIRO DIAZ A., VELHO L., (1998), "La experiencia del PEDECIBA como punto de inflexión de las migraciones cientificas de la comunidad 'basica' uruguaya", *in* MEYER J.-B. ET CHARUM J., (1998), *El nuevo nomadismo científico. La perspectiva latinoamericana, Escuela superior de Administración Publica*, 355 pages.

BAUBÖCK R., (2003), "Towards a Political Theory of Migrant Transnationalism", *International Migration Review,* Vol.37, n°3, pp.700-723.

BECK U., (2000), The Cosmopolitan perspective: sociology of the second age of modernity, *British Journal of Sociology,* 51, pp.79-105.

BEINE M., DOCQUIER F., RAPOPORT H., (2006), *Measuring International Skilled Migration: New Estimates Controlling for Age of Entry*, CReAM Discussion Paper Series, Department of Economics, University College London.

BEINE M., DOCQUIER F., RAPOPORT H., (2001), "*Brain drain* and economic growth: Theory and evidence", *Journal of Development Economics,* 64 (1), pp.275-289.

BEINE M., DOCQUIER F., RAPOPORT H., (2003), "*Brain drain* and LDC's growth : Winners and losers", IZA Discussion paper, 819, Institut zur Zukunft der Arbeit.

BEINE M., DOCQUIER F., RAPOPORT H., (2008), "Brain Drain and human capital formation in developing countries: winners and losers", *Economic Journal*, 118 (4), pp.631-652

BHAGWATI J.N., [ed.], (1976), *Taxing the Brain Drain, Vol. 1: A Proposal*, Amsterdam, Pays-Bas.

BHAGWATI J.N, DELLAFAR, (1973), *The Brain Drain and Income Taxation*, World Development, vol. 1.

BHARGAVA A., DOCQUIER F., (2008), "HIV Pandemic, Medical Brain Drain, and Economic Development in Sub-saharan Africa", *World Economic Review*, World Bank Group, vol .22(2), pp.345-366

BOLZMAN C., (2002), "De l'exil à la diaspora: l'exemple de la migration chilienne", *in* FIBBI R., ET MEYER J.-B., (2002), *Diasporas, développements et mondialisations*, Autrepart, n°22.

BOSCO F.J., (2001), "Place, space, networks, and the sustainability of collective action : the Madres de Plaza de Mayo", *Global Networks,* vol.1, n°4, pp.307-329.

BOURDIEU P., (1980), *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, MSH, 480 pages.

BOURDIEU P., (1980), « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales,* vol.31, p.2-3

BOURNE R., (1916), "Trans-National America", *Atlantic Monthly*, pp.86-97

BRUBAKER R., (2005), "the 'diaspora' diaspora", *Ethnic and Racial Studies,* 28, pp.1-19

CANALES A.I., MONTIEL ARMAS I., (2004), "*Remesas e inversión productiva en comunidades de alta migración a Estados Unidos. El caso de Teocaltiche, Jalisco",* Tiujana, Mexique, *Migraciones Internacionales*, Vol. 2, n°3, Colegio de la Frontera Norte, pp.142-172.

CAPLAN C., FORNALÉ E., PANIZZON M., (A paraître, 2014), "A comparative analysis of development policies in Latin America: joint reflections of their impact on science mobility and diaspora", *in* Fornale E., PANIZZON M., ZURCHER G., (A paraître, 2014), *Handbook of the law and policy of international labour migration,* Palgrave MacMillan Publishing.

CAPLAN C., (2014), "Redes y asociaciones de las diaspora", chapitre 3 *in* MEYER J.-B., (2013), *Rapport CIDESAL à la Commission Européenne*.

CAPLAN C., MEYER J.-B., (dir), (2013), *Les migrations dans l'agenda de développement post-2015: pistes d'inclusion*, Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats, 56 pages.

CASTELLS M., (2000), "Toward a sociology of the Network Society", Université de Californie, Berkeley, *Contemporary sociology*, Vol.29, N°5, Symposia pp.693-699.

CASTELLS M., (1996), *The rise of the Network society*, Wiley-Blackwell, 556 pages.

CERVANTES M., GUELLEC D., (2002), *Old myths, new realities*, OCDE observer, Paris.

CHAREF M., (1999), *La circulation migratoire marocaine : un pont entre deux rives,* Agadir, Éditions Sud Contact, 312 pages.

CHAUVET L., GUBERT F., ET MESPLÉ SOMPS S., (2008), "Are Remittances More Effective Than Aid to Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data", *Economic Papers,* Université Paris Dauphine.

CHEVALLIER S., CHAUVIRÉ C.H., (2010), *Dictionnaire Bourdieu*, Paris, Éditions Ellipses, 175 pages.

CHILE-AMERICA, (1977), Un millón de exiliados en el mundo, mai-juin, pp.107-108.

CHONGO-MUDENDE D., (1989), "La fuite des cerveaux et les pays en développement", *in* APPLEYARD R., [dir.], (1989), *L'incidence des migrations internationales sus les pays en développement,* OCDE, Séminaire du centre de développement, pp.209-223.

CIATTONI A., VEYRET Y., Dir., (2007), Les fondamentaux de la géographie, Armand Colin, 2e édition.

CLAVAL P., (2003), *Géographie culturelle, Une approche des sociétés et des milieux*, Paris, Armand Colin, Collection U, 287 pages.

CLEMENS M.A., (2009), "Skill Flow: A Fundamental Reconsideration of Skilled-Worker Mobility and Development"*, Human Development Research Papers*, Human Development Report Office, UNDP.

CLEMENS M., (2007), "Do visas Kill? Health effects of African Health Professional Emigration", Center for Global Development, *Working papers*, 95.

COLCIENCIAS, (2008), *Colombia Construye y siembra futuro – Política nacional de fomento a la investigación y la innovación*, Instituto Colombiano para el desarrollo de la ciencia y la tecnología – COLCIENCIAS, Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología CNCyT, 138 pages.

COLEMAN J., (1990, 1994), *Foundations of Social Theory*, Cambridge, Harvard University Press.

COLEMAN J., (1988), "Social Capital in the Creation of Human Capital", *American Journal of Sociology,* vol.94, pp.95-120.

COMMANDER S., KANGASNIEMI M., WINTERS L.A., (2002), "The Brain Drain: Curse or Boon? A Survey of the Literature", *in* The National Bureau of Economic Research, (2002), *Challenges to Globalization: Analyzing the Economics*, University of Chicago Press, pp.235-278.

COMMISSION DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE, (2005), *Migration et développement des orientations concrètes,* CEE*,* 38 pages.

CORTES A., TORRES A., [Coord.], (2009), *Codesarrollo en los Andes: contextos y actores para una acción transnacional*, Quito, Ecuador, FLACSO Ecuador, IMEDES.

CORTES G., PESCHE D., (2013), "Territoires Multisitués (introduction)", *l'Espace Géographique*, n°4, pp.289-292.

CORTES G., [dir.] (2008), *Les migrants latino-américains. Vivre et penser le retour*, Toulouse, Numéro thématique, Revue Caravelle, n°91, 225 pages.

CUMBERS A., ROUTLEDGE P., NATIVEL C., (2008), "The entangled geographies of global justice networks", *Progress in Human Geography,* 32(2), pp.183-201.

DADE C., UNHEIM P., (2007), *Diasporas and Private sector Development: Impacts and Opportunities*, FOCAL, 47 pages

DAHINDEN J., (2009), "Transnationalisme diasporique ou transnationalisme en mobilité? Circulation au feminin, les danseuses de cabaret entre les pays de l'est et la Suisse", *in* CHEIKH M., PERALDI M., (2009), *Des femmes sur les routes. Voyages au féminin entre Afrique et Méditerranée*, Casablanca, Le Fennec ; Paris, Khartala, 291 pages.

DATAR, (2010), *Territoires 2040. Le programme de prospective de la Datar*, Datar éditions, 8 pages.

DAVIS M., (1990) (2006 version française), *City of Quartz, Los Angeles, capital du future*, La Découverte, 391 pages.

DEBRAY R., (2010), *Éloge des frontières*, Éditions Gallimard, 104 pages.

DEFOORT C., DOCQUIER F., (2007), "Impact d'une immigration "choisie" sur la fuite des cerveaux des pays d'origine", *Revue économique,* Vol. 58, N°3, pp.713-723.

DE HAAS H., (2009), *Mobility and Human Development,* Human Development Research Paper, 2009/01, New York City, 70 pages.

DE HAAS H., (2009), *Mobility and human development*, International Migration Institute, n°14, 60 pages.

DE HAAS H., (2006), *Engaging diasporas: How governments and development agencies can support diaspora involvement in the development of origin countries*, International Migration Institute, 112 pages.

DELGADO LARIOS A., (2010*), La formation de l'État et de la Nation en Amérique Latine, 1808-1910,* Éditions du temps, 222 pages.

DELGADO WISE R., RODRIGUEZ RAMIREZ H., (2001), "The emergence of Collective Migrants and Their Role in Mexico's Local and Regional Development", *Canadian Journal of Development Studies*, Volume 22, n°3, 18 pages.

DELGADO WISE R., COVARRUBIAS H.M., RODRIGUEZ RAMIREZ H., (2004), "Organizaciones transnacionales de migrantes y desarrollo regional en Zacatecas", *Migraciones Internacionales,* Vol. 2, N°4, Colegio de la Frontera Norte, Tijuana (Mexique), pp.159-181

DELGADO WISE R., CASTLES S., [ed.], (2007), *Migration and Development, Perspectives from the South*, OIM, 314 pages.

DE TAPIA S., (1996), Échanges, transports et communications : circulations et champs migratoires turcs, *Revue Européenne des Migrations Internationales, 12, n°2, pp.45-72.*

DHARAM P. GHAI, JOLLY R., EMMERIJ L., (2004), *UN: Contributions to Development Thinking and Practice*, Indiana University Press, 320 pages.

DIDOU-AUPETIT S., (2010), "La mobilité international des ressources humaines hautement qualifiées au Mexique face à la crise économique internationale", *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs,* n°9, pp.141-161.

DIDOU-AUPETIT S., GÉRARD E., [Ed.], (2009), *Fuga de Cerebros, movilidad académica y redes científicas: perspectivas latinoamericanas*, Mexico, IESALC-IRD-CINVESTAV.

DI MÉO G., BULÉON P., (2005), *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Armand Colin, 304 pages.

DI MEO G., (1996), *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, Collection géographie sociale, 208 pages.

DI MEO G., (1991), "La genèse du territoire local : complexité dialectique et espace-temps", *Annales de Géographie,* 100(559), pp.273-294.

DIMINESCU D., (2007), "Le passage par l'écran : ou l'émergence de nouvelles frontières", *Actes du colloque Les Frontières de l'Europe,* Bucarest, éditions Universitatii, pp.263-274

DIMINESCU D., (2005), le migrant connecté. Pour un manifeste épistémologique, *Migrations/Sociétés*, vol.17, pp.275-292.

DOCQUIER F., RAPOPORT H., (2011), *Globalization, Brain Drain and development*, Center for Research and Analysis of Migration (CReAM), Discussion Paper Series, n°1108, University College of London.

DOCQUIER F, RAPOPORT H., (2007), *Skilled migration: The perspective of sending countries,* IZA Discussion Paper Series, N°2873, 33 pages.

DORAÏ M.K., (2005), "Du Liban vers l'Europe. Réseaux migratoires et pratiques transnationales des réfugiés palestiniens", *in* JABER H., MÉTRAL F., (2005), *Mondes en mouvements. Migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXIe siècle*, Beyrouth, Institut français du Proche-Orient, pp.95-111.

DOUGLAS J.A., (2007), "L'esprit d'entreprise des États et des Universités axées sur la recherche aux États-Unis: politiques et nouvelles initiatives des États", *Politique et gestion de l'enseignement supérieur*, vol.1, n°19, pp.101-144

DUMONT A., (2010), "L'état des recherches sur les associations de migrants internationaux", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol.26, n°2, pp.117-137.

DUMONT A., (2008), "La territorialisation de l'espace de vie des migrants par la mobilisation transnationale", *in* Acte de colloque, *Espaces de vie, espace-enjeux, entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, 5-7 novembre 2008 Rennes.

DURAND J., (2009), *Processes of Migration in Latin America and the Caribbean (1950-2008),* Development Research Paper, 2009, n°24, PNUD, 51 pages.

DUFOIX S., (2011), *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*, Éditions Amsterdam, Paris, 573 pages.

DUFOIX S., GUERASSIMOFF C., DE TINGUY A., (2010), *Loin des yeux, près du Cœur. Les États et leurs expatriés*, Presses de Sciences-po.

ECDPM, ODI, DIE, (2013), *European Report on Development 2013. Post 2015: Global Action for an inclusive and Sustainable Future*, Commission Européenne, 278 pages.

ELLERMANN D., (2003), *Policy Research on Migration and Development*, World Bank Policy Research Working Paper, n°3117, 64 pages.

ELLISON R., (1952), *Invisible Man,* bnpublishing, 581 pages. Voir aussi LANGMAN F.H., (1976), "Reconsidering Invisible Man", *The Critical Review,* Melbourne, n°18, pp.114-127

ESCOBAR A., (1994), *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton University Press.

FAIST T., (2000), *The volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*, Oxford University Press.

FAIST T., BAUBÖCK R., (2011), *Diaspora and Transnationalism. Concepts, Theories and Methods*, IMISCOE Research, Amsterdam University Press, 359 pages.

FARET L., (2003), *Les territoires de la mobilité : migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis,* CNRS éditions, 351 pages.

FARET L., (2004), *Pratiques de mobilité, transport et acteurs transnationaux dans le champ migratoire Mexique-États-Unis*, Autrepart, vol 32, n°4, pp.149-167

FARET L., (2006), "Dynamiques transnationales et développement au Mexique : les enjeux de la migration internationale", *Herodote*, vol.123, n°4, pp.182-198

FIBBI R., MEYER J.-B., (2002), *Diasporas, développements et mondialisation*, Autrepart, n°22

FILGUEIRA C., APEZECHEA H., PRATES S., (1976), "Estudio y Trabajo en el Exterior", CIESU, Cuaderno n°10, Montevideo.

FILLIEULE O., [dir.], (2005), *Le désengagement militant*, Belin, Paris, 319 pages.

FREITAS A., LEVATINO A., PÉCOUD A., (2012), "Introduction: New Perspectives on Skilled Migration", *Diversities*, vol.14, n°1, pp.1-17.

GAMIO M., (1930, nouvelle edition 1971), *Mexican Immigration to the United States: A study of Human Migration and Adjustment,* University of Chicago Press.

GIDDENS A., (1987), *La constitution de la société,* Paris, PUF, 274 pages.

GILROY P., (2010), *L'Atlantique Noir. Modernité et double conscience*, Éditions Amsterdam, 333 pages.

GONIN P., AKOKA K., HAMELIN D., (2009), *Migrants d'ici et d'ailleurs, du transnational au local.* Poitiers, Atlantique, 199 pages.

GONIN P. (1997), *D'entre deux territoires. Circulations migratoires et développement entre le bassin du fleuve Sénégal et la France,* Université des Sciences et Technologies de Lille, HDR, 384 pages.

GAILLARD A.M., GAILLARD J., (1999), *Les enjeux des migrations scientifiques internationales. De la quête du savoir à la circulation des compétences,* Questions Contemporaines, L'Harmattan, 233 pages.

GAMLEN A., (2012), "Mixing methods in research on diaspora policies", *in* VARGAS SILVA C., *Handbook on Research Methods in Migration Studies*, UK, Edward Elgard Publishing.

GAMLEN A., (2011), *Creating and Destroying diaspora Strategies*, International Migration Institute Working papers, n°31, 69 pages.

GAMLEN A., (2005*), The Brain Drain is Dead, Long Live de New-Zealand Diaspora*, Working paper 05-10, COMPAS, University of Oxford.

GARCIA ZAMORA R., (2007), "El programa Tres por Uno de Remesas Colectivas en México, Lecciones y desafíos", *Migraciones internacionales*, vol.4, n°1.

GARDNER K., (2002), "Death of a migrant: Transnational death rituals and gender among British Sylhetis", *Global Networks,* 2(3), pp.191-204.

GHEASI M., NIJKAMP P., RIETVELD P., (2011), "Migrants and international economic linkages: a meta-overview", *Spatial Economic Analysis,* n°6, pp.359-376

GLICK-SCHILLER, (2000), Long distance nationalism: pasts, presents and futures, Harvard Anthropology Seminar.

GLICK-SCHILLER N., SZANTON-BLANC C., BASCH L., (1994), *Nations Unbound: transnational projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nations-States*, Routledge, 344 pages.

GLOBAL COMMISSION ON INTERNATIONAL MIGRATION GCIM, (2005), *Migration in an interconnected world: New directions for action*, 87 pages.

GOLDRING L., (1999), "El estado mexicano y las organizaciones transmigrantes: Reconfigurando la Nacion y las Relaciones entre Estado y Sociedad Civil", *in* MUMMERT

G. [ed.], (1999), *Fronteras fragmentadas*, Centro de Investigación y Desarrollo del Estado de Michoacan, pp.297-316.

GOLDRING L., (2002), "The Mexican state and transmigrant organizations: Negotating boundaries of Membership and Participation in the Mexican Nation", *Latin American Research Review,* 37(3), 55-99.

GOULD M.D., (1994)," Immigrant links to the home country: empirical implications for US bilateral trade flows", *The Review of Economics and Statistics*, vol.76, n°2, pp.302-316

GOULD R.V., (1995), *Insurgent Identities: Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago University Press.

GRANOVETTER M. S., (1973), "The Strength of Weak Ties", *American Journal of Sociology,* Vol. 78, n°6, pp.1360-1380

GUARNIZO L.E., ET DELGADO-WISE R., (2007), *Migration and Development: Lessons from the Mexican Experience,* Migration Policy Institute.

GUARNIZO L.E., (2006), "El Estado y la migración global colombiana", *Migración y desarrollo*, pp.79-101

GUARNIZO E., (1997), "On the Political Participation of Transnational Migrants: Old practices and New trends", Social Science Research Council Workshop on Immigrants, Civic culture, and modes of Political incorporation: a Contemporary and Historical comparison, Santa Fe, 1-4 mai 1997.

GUARNIZO L.E., SMITH M.P., [Ed.], (1998), *Transnationalism from below*, Comparative urban and Communities Research Volume 6, 316 pages.

GUARNIZO L.E., SMITH M.P., (1998), The locations of transnationalism, *in* GUARNIZO L.E., SMITH M.P., (1998), *Transnationalism from Below*, Comparative Urban and Community Research, pp.3-34.

GUARNIZO E., (1996), "The Nation-State and Grassroots Transnationalism: Comparing Mexican and Dominican Transmigration", 118th Annual American Ethnological Association Meeting, San Juan, Puerto Rico, Avril 1996.

GUERRA H., (2010), "La beca de retorno de la universidad Peruana Cayetano Heredia", *Revista Peruana de Medicina Experimental Salud Publica,* 27 (3), pp.428-431

HA W., YI J., ET ZHANG J., (2009), *Brain Drain, Brain Gain and Economic Growth in China*, PNUD Human Development Research Paper, n°37, 39 p.

HALARY C., (1994), *Les exilés du savoir. Les migrations scientifiques internationales et leurs mobiles*, Paris, L'Harmattan, 301 pages.

HALL S., (1994) “Cultural identity and diaspora, *in* WILLIAMS P., CHRISMAN L., [Eds.], *Colonial Discourse and Post-Colonial Theory: a reader,* New York, Columbia University Press, pp.392-403.

HERNANDEZ-LEON R., (1997*), The Migration Industry in the Mexico-US Migratory System, California Center for Population*, On-line working paper series, 40 pages.

HERRERA GOMEZ M., AYUSO SANCHEZ L., (2009), “Las asociaciones sociales, una realidad a la búsqueda de conceptuación y visualización”, *Revista Española de Iinvestigaciones Sociologicas,* n°126, 2009, pp. 39-70.

INGLEHART R., (1997), *Modernization and Postmodernization*, Princeton University Press, 440 pages.

ITZIGSOHN J., GIORGULI-SAUCIDO S., (2005), “Incorporation, Transnationalism, and Gender : Immigrant Incorporation and Transnational Participation as Gendered Processes”, *International Migration Review,* Vol.39, n°4, pp.895-920.

ITZIGSOHN, J., GIORGULI SAUCEDO S., (2002), “Immigrant Incorporation and Sociocultural transnationalism”, *Ethnic and Racial Studies,* 36(3), pp.766-798

ITZIGSOHN J., DORE CABRAL C., MEDINA E.H., VAZQUEZ O., (1999), “Mapping Dominican transnationalism narrow and broad transnational practices”, *Ethnical Racial Studies,* 22, pp.316-339

JACKSON J.B., (1984), *Discovering the vernacular landscape*, Yale University Press, 180 pages.

JOHNSON H., (1968), “An « Internationalist » Model”, *in* Adams W., *The Brain Drain*, Macmillan Editions, New York, pp.69-91.

KEARNEY M., BESSERER F., (2003), *Oaxacan municipal governance in transnational context, conference Indigenas Mexicanos en Estados Unidos: Construyendo Puentes entre Investigadores y Lideres Comunitarios*, UC Riverside, 23 pages.

KEARNEY M., (1995), “The Local and the Global: The Anthropology of Globalization and Transnationalism”, *Annual Review of Anthropology,* Vol. 24, pp.547-565

KECK F., PLOUVIEZ M., (2008*), Le vocabulaire de Durkheim*, Éditions Ellipses, 95 pages.

KEITA S., (2009), “Migrations internationales et mobilisation des ressources. Les Maliens de l’extérieur et la problématique du développement”, pp. 217-235 *in* Migrants des Suds, BABY-COLLIN V., CORTÈS G., FARET L., GUÉTAT-BERNARD H., Paris-Montpellier, IRD éditions, 503 pages.

KHADRIA B., MEYER J.-B., (2011), “The role of migration in restructuring innovation systems”, *Migracion y Desarrollo* n°15.

KHADRIA B., (2006), “Migración de indios altamente capacitados: estudios de casos de profesionales en tecnología”, *Revista CTS,* N°7, vol.3, pp.181-201

KLANDERMANS B., OEGEMA D., (1987), “Potentials, Networks, Motivations, and Barriers: Steps Towards Participation in Social Movements”, *American Sociological Review,* 52, pp.519-531

KUGLER M., RAPOPORT H., (2007), “International labour and capital flows: substitutes or complements?”, *Economics Letters*, vol. 92, n°2, pp.155-162

KUZNETSOV Y., (2006), *Diaspora Networks and the International Migration of Skills, How Countries Can Draw on Their Talent Abroad*, Washington, WBI development studies, The World Bank, 237 pages.

KYLE D., (2000), *Transnational peasants: Migrations, networks, and ethnicity in Andean Ecuador*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

LACROIX T., (2010), “Hometown Organisations and Development Practices”*, in* LACROIX T., (2010), *The migrant organizations of development: Unveiling the meta-structures of transnationalism*, International Migration Institute Working Paper Series n°28, Oxford, 27 pages.

LACROIX T., (2009), *Migration, Développement, Codéveloppement : quels acteurs pour quels discours ?,* Institut Panos Paris, 55 pages.

LACROIX T., (2005*), Les réseaux marocains du développement – Géographie du transnational et politiques du territorial*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 257 pages.

LANLY G., VALENZUELA B.V., [dir.], (2004), *Clubes de migrantes oriundos mexicanos en los Estados Unidos. La política transnacional de la nueva sociedad civil migrante, Guadalajara*, Centro Universitario de Ciencias Econmico-Administrativas*,* 491 pages.

LANLY G., (2002), “Les associations de migrants internationaux dans trios communautés rurales mexicaines”, *Autrepart*, 2/2002, n°22, pp.109-128

LARNER W., (2007), “Expatriate Experts and Globalising Governmentalities : The New Zealand Diaspora Strategy”, *Transactions of the Institute of British Geographers*, n°32, pp.331-345

LEMA F., (2003), “Professional migration from Latin America and the Caribbean, From NGO to multilateral organisation and government involvment, three case studies”, *in* BARRÉ et al., *Diasporas Scientifiques, Comment les pays en développement peuvent-ils tirer parti de leurs chercheurs et de leurs ingénieurs expatriés*?, IRD Editions.

LEVITT P., (2001), *The transnational villagers*, University of California Press, 296 pages.

LÉVY J., PONCET P., TRICOIRE E., (2004), *La carte, enjeu contemporain*, La Documentation Photographique.

LÉVY J., LUSSAULT M., (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Saint-Just-la-pendue, Éditions Belin, 1033 pages.

LIE J., (1995), "From international migration to transnational diaspora", *Contemporary Sociology*, vol.24, n°4

LIN N., (2001), *Social capital. A theory of social structure and action*, Cambridge University Press.

LOWELL L., GEROVA S., (2004), *Diasporas and Economic Development. State of knowledge*, Institute for the study of International Migration, Georgetown University, Washington, 41 pages.

LOWELL L., GEROVA S., (2004), "Immigrant and the Healthcare Workforce : Profiles and Shortages", *Work and Occupations*, 31(4), 474-98.

LOWELL L., (2003), *Skilled migration abroad or human capital flight* ?, Migration Policy Institute.

LOWELL L., (2002), *Policy responses to the international mobility of skilled labour*, International Migration Papers, n°45, 38 pages.

LOWELL L., FINLAY A., (2001), *Migration of Highly skilled persons from developing countries: impact and policy responses. Synthesis Report,* International Migration papers, n°44, ILO, 41 pages.

LOZANO F., GANDINI L., (2011), "Migración calificada y desarrollo humano en América Latina y el Caribe", *Revista Mexicana de Sociología,* vol. 73, n°4, pp.675-713

LOZANO F., GANDINI L., (2009), *La emigración de recursos humanos calificados desde países de América Latina y el Caribe. Tendencias contemporáneas y perspectivas*, 62p.

LOZANO G., (1998), "Migraciones científicas internacionales. 25 anos de migraciones de científicos latinoamericanos a Europa", *in* J. CHARUM, MEYER J.-B., (1998), *El nuevo nomadismo científico. La perspectiva latinoamericana*, Escuela superior de Administración Publica.

LOZANO G., (1995), "La ACASTC y el proceso de integración de las redes de científicos latinoamericanos y del Caribe", *Bulletin informatif,* n°12, Paris.

LUCHILLO L., (2011), *Mas alla de la fuga de cerebros*, EUDEBA-REDES.

LUSSAULT M., (2007), *L'Homme Spatial, La construction sociale de l'espace humain,* Editions du Seuil, collection la couleur des idées, 343 pages.

LYNCH K., (1960), *The image of the city*, Cambridge, MIT Press.

LYNN-EE HO E., (2011), "Claiming the diaspora : Elite mobility, sending state strategies and the spatialities of citizenship", *Progress in Human Geography,* 35(6), pp.757-772.

MA MUNG E., (2002), "La désignation des diasporas sur Internet", *Hommes et migrations*, n°1240, Nov-Dec., pp.19-28

MA MUNG E., (2000), *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Éditions Ophrys, Collection Géophrys, 175 pages.

MA MUNG E., (1999), "La dispersion comme ressource", *Cultures et Conflits, n°42-43, pp.33-43*

MA MUNG E., (1998), *Bilan des travaux sur les circulations migratoires*, Rapport pour le Ministère de la solidarité et de l'emploi, 145 pages.

MA MUNG E., (1996), *Mobilités et investissements des émigrés, Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal,* L'Harmattan, Paris, 272 pages.

MARCHANDISE S., (2013), *Territoires éphémères. Les réseaux sociaux des étudiants marocains en mobilité internationale*, Thèse de doctorat, 451 pages.

MASSEY D., DURAND J., GOLDRING L, (1994), "Continuities in transnational migration: an analysis of nineteen Mexican communities", *American Journal of Sociology,* vol.99, n°6, 1492-1533.

MASSEY D., ARANGO J., HUGO G., KOUAOUCI A., PELLEGRINO A., TAYLOR J.R., (1998), *Worlds in Motion, Understanding International Migration at the End of the Millenium,* Clarendon Press, Oxford.

MASSEY D., ALARCON J., DURAND J., GONZALEZ H., (1987), *Return to Aztlan: The Social Process of International Migration from Western Mexico*, University of California Press, Berkeley et Los Angeles.

MC KAY D., (2006), "Translocal circulations: place and subjectivity in an extended Filipino community", *Asia Pacific Journal of Anthropology,* 7(3), pp.265-278.

MEJIA OCHOA W., (2007), *Colombianos organizados en el exterior y transnacionalismo,* Editions Alma Mater, pp.58-69.

MENDOZA PEREZ C., (2005), *Sociodemografía y migración transnacional México-Estados Unidos: aportes para una reflexión teórica*, Centre d'Estudis Demografics, 30p.

MENJIVAR C., (2000), *Fragmented ties in America: Salvadoran Immigrant Networks in America,* University of California Press, 319 pages.

METAYER C., (2005), *Host country perspective – Le Codéveloppement : Présentation générale,* Migration and Development, OIM, 2-3 février, Genève.

MEYER J.-B., (2011), "A sociology of diaspora Knowledge Networks », *in* FAIST T., FAUSER M., KIVISTO P., (2011), *The Migration-Development Nexus, A Transnational*

Perspective, Grande Bretagne, Migration, Diasporas and Citizenship, Palgrave Macmillan Edition, pp.159-181.

MEYER J.-B. et al., (2008), *Retour migratoire en Amérique Latine: le cas de l'Argentine, de la Colombie et de l'Uruguay, Migrations, retours et développement*, Conférence internationale organisée par l'OCDE, le ministère italien des affaires étrangères et l'Institut d'études politiques internationales, Milan, Octobre 2008.

MEYER J.-B., (2007), *Building Sustainability: The New Frontier of Diaspora Knowledge Networks,* Working paper n°35, COMCAD, Center on Migration, Citizenship and Development.

MEYER J.-B., (2006), "Towards sustainable knowledge diasporas: the rationale for an appropriate technopolicy", IRD, Paris, *in* TURNER W., (Coord.), *Rapport intermédiaire, Diaspora Knowledge Network Project,* 108 pages.

MEYER J.-B., (2005), *Retour vers le futur? Exode des compétences et option diaspora en Amérique Latine,* Séminaire OCDE et autorités espagnoles sur l'Amérique Latine et les migrations internationales, Saint-Jacques de Compostelle, 8-9 juin 2005.

MEYER J.-B., (2004), "Les diasporas de la connaissance : atout inédit de la compétitivité du Sud", *Revue internationale et stratégique,* vol.3, n°55.

MEYER J.-B., WATTIAUX J.-P., (2006), "Diaspora Knowledge Networks: Vanishing Doubts and Increasing Evidence", *International Journal on Multicultural societies,* 8(1).

MEYER J.-B., HERNANDEZ V., (2004), "Les Diasporas scientifiques et techniques : état des lieux", *in* NEDELCU M., (2004), *La mobilité internationale des compétences, Situations récentes, approches nouvelles,* L'Harmattan, Questions sociologiques.

MEYER J.-B., BROWN M., (1999), "Scientific Diasporas: A New Approach to the Brain Drain", *UNESCO Working Paper Series,* 41, pp.1-22.

MEYER J.-B., CHARUM J., (1995), "La « fuite des cerveaux » est-elle épuisée? Paradigme perdu et nouvelles perspectives", *Cahiers des sciences humaines,* vol. 31, n°4, pp.1003-1017

MICHALON B., (2003), "Migrations des Saxons de Transylvanie vers l'Allemagne. De l'émigration ethnique à la circulation migratoire", *Balkanologie*, VII (1), pp.19-42

MIMCHE H., TOURÈRE Z., (2009), "Circulations migratoires des élites économiques dans l'ouest du Cameroun, le cas des « antiquaires » ", *in* BABY COLLIN et al., 2009, *Migrants des Suds,* Marseille, IRD Éditions, Presses Universitaires de la Méditerranée, 503 pages.

MOCTEZUMA M., (2004), "Viabilidad del voto extraterritorial de los Mexicanos", *Migración y Desarrollo,* pp.107-119

MOUNTZ A., WRIGHT R., (1996), "Daily Life in the Transnational Migrant Community of San Agustin, Oaxaca, and Poughkeepsie", New York, *Diaspora,* n°6, pp.403-428

MYERS G.C., MASNICK G., (1968), "The Migration Experience of New York Puerto Ricans: A perspective on Return", *International Migration Review,* Vol.2, n°2, pp.80-90.

NEDELCU M., (2009*), Le migrant Online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*, L'Harmattan, Paris.

NEDELCU M., (2004), *La mobilité internationale des compétences - situation récente, approches nouvelles,* L'Harmattan, Questions sociologiques.

NEDELCU M., (2002), "E-stratégies migratoires et communautaires : le cas des Roumains à Toronto", *Hommes et Migrations*, Migrants.com n°1240.

NEWLAND K., PLAZA S., (2013), *What We Know About Diasporas and Economic Migration Policy Institute,* Development, Policy Briefs, Septembre 2013.

OCDE, (2013), *Better policies for Development: Policy Coherence for Development and Global Food Security,* 73 pages.

OCDE, (2012), "Resserrer les liens avec les diasporas, Panorama de compétences des migrants", Éditions OCDE, 409 pages.

OIM, INEI (Instituto Nacional De Estadistica e Informatica), (2010), *Peru : Remesas y Desarrollo,* 242 pages.

OIM, ICMPD, (2010), *Lier les communautés d'émigrants pour plus de développement. Inventaire des capacités et pratiques institutionnelles*, 372 pages.

OIM, (2005), *World Migration Report 2005: Costs and Benefits of International Migration,* 500 pages.

OROZCO M., (2006), *Considerations on diasporas and development.* Conference, The Role of Diasporas in Development, George Washington University, Washington D.C

OROZCO M. et al., (2005), *Transnational Engagement, Remittances and their Relationship to Development in Latin America and the Caribbean*, Institute for the Study of International Migration, Georgetown University.

OROZCO M., (2003), *Hometown Assocations and Their Present and Future Partnership: New Development Opportunities*, Rapport pour l'Agence Américaine de développement international.

OROZCO M., (2000*), Latino Hometown Associations as Agents of Development in Latin America, Inter-American dialogue*, Tomas Rivera Policy Institute, Washington, 31 janvier 2000.

OSTERGAARD NIELSEN E., (2001), *The politics of Migrants' Transnational Political Practices,* London School of Economics, 29 pages.

OTEIZA E., (1998), "Drenaje de cerebros. Marco Histórico y Conceptual", *IN* MEYER J.-B. Y CHARUM J., (1998), *El nuevo nomadismo científico, La perspectiva Latinoamericana*, Escuela superior de administración publica, pp.61-78.

OTEIZA E., (1965), "La Ingeniería y el desarrollo económico en la Argentina", *Instituto Torcuato di Tella, Centro de Investigaciones Económicas*.

PAERREGAARD K., BERG U., TAKENAKA A., (2010), "Peruvian Migration in a Global Context", *Latin American Perspectives,* 37(5),

PAPADEMETRIOU D.G. ET SUMPTION M., (2013), *Attracting and Selecting from the Global Talent Pool – Policy Challenges*, Migration Policy Institute, 16 pages.

PARHAM A., (2004), "Diaspora, community and communication: internet use in transnational Haiti", *Global Networks*, 4(2):199-217

PATINKIN D., (1968), "A « nationalist » Model", *in* ADAMS W., (1968), *The Brain Drain*, Macmillan Editions, New York, pp.92-108.

PATTERSON R., (2006), "Transnationalism: Diaspora-Homeland Development", *Social Forces,* vol.84, n°4, pp.1891-1907.

PELLEGRINO A., (2001), "Trends in Latin American Skilled Migration : « Brain Drain » or « Brain Exchange"?", *International Migration,* vol.39, n°5.

PELLEGRINO A., CABELLA W., (1998), "Emigración de científicos, el caso de Uruguay", *in* MEYER J.-B ET CHARUM J., (1998), *El nuevo nomadismo científico: la perspectiva latinoamericana,* Escuela superior de administración publica, 355p.

PIRES J., (1992), *Experiencia de la OIM en la ejecución del Programa: retorno y reintegración de nacionales calificados de países en desarrollo que residen en el extranjero,* OIM, Genève.

PORTES A., (2003), "Theoretical Convergencies and Empirical Evidence in the Study of Immigrant Transnationalism", International Migration Review, 37, pp.814-892

PORTES A., ZHOU M., (2011), *The Eagle and the Dragon, Immigrant Transnationalism and Development in Mexico and China*, Comparative Immigrant Organizations Project, CIOP.

PORTES A., ESCOBAR C., RADFORD A.W., (2005), *Immigrant Transnational Organizations and Development: A Comparative Study*, The Center for Migration and Development, Working paper series n°5(7), Princeton University, 66 pages.

POWELL W, DI MAGGIO P.J., (1983), "'The iron cage revisited' institutional isomorphism and collective rationality in organization fields", *American Sociological Review,* 48, pp.147-160.

PRIES L., (2002), "La migración transnacional y la perforación de los contenedores de Estados-Nación", *Estudios demográficos y urbanos,* n°51, pp.571-597.

PRIES L., (1998), "Las migraciones laborales internacionales y el surgimiento de Espacios Sociales Transnacionales. Un bosquejo teórico-empírico a partir de las migraciones laborales México-Estados Unidos", *Sociología del Trabajo,* N°33, pp.103-129.

PRIEWE M., (2006), "Making a home away from home : Traveling Diasporas in Maria Escandon's Box of Saints", *American Studies,* vol.51, n°4, pp.581-593.

PUTNAM R., (1995), "Bowling Alone: America's Declining Social Capital", *Journal of Democracy,* vol.6, n°1, pp.65-78.

PUTNAM R., (1993), *Making democracy work. Civic traditions in modern Italy*, Princeton University Press, 280 pages.

RACINE J.-B., NOSEDA V., (2001), "Acteurs et agents, points de vue géographiques au sein des sciences sociales", *Revue européenne des sciences sociales, n*°121, pp.65-79.

RAFAEL REYES L., (2005), "The Latino Culturescape in Japan", *Diaspora 14:1/2005,* pp.137-155

RANNVEIG AGUNIAS D., NEWLAND K., (2012), *Engaging the Asian Diaspora*, Migration Policy Institute, Policy Briefs, Novembre 2012.

RANNVEIG AGUNIAS D., NEWLAND K., (2012), *Developing a Road Map for Engaging Diasporas in Development: A Handbook for Policymarkers and Practitioners in Home and Host Countries,* Migration Policy Institute, International Organization for Migration, 256 pages.

RAUCH J.E., TRINDALE V., (2002), "Ethnic Chinese Networks in International Trade", *The Review of Economics and Statistics,* vol.84, n°1, pp.116-130

RAUNET M., (2001), *De l'exode à la mobilisation des compétences dans le cadre d'un véritable co-développement,* Conseil Économique et Social.

RAVENSTEIN E.G., (1885), The laws of migration, *Journal of the Statistical Society*, vol.48, n°2, pp.167-235.

RAY J., (2008), "New Approaches to the Jewish Diaspora: The Sephardim as Sub-Ethnic Group", *Jewish Social Studies,* 15 (1).

REITEL B., (2011), *la frontière internationale, objet sémique, processus multidimensionnel, interface signifiante*, CEPS Working papers, n°43.

RELPH E., (1976), *Place and Placelessness*, London, 156 pages.

RENAUD P., (2009), "Comunidades científicas virtuales y transferencia de sabers: un enfoque preliminary", *in* DIDOU AUPETIT S., GÉRARD E., (Eds.), (2009), *Fuga de cerebros, movilidad academica, redes cientificas. Perspectivas latinoamericanas*, IESALC, CINVESTAV, IRD, Mexico, pp. 205-219.

ROSENAU J.N., (2003), *Distant proximities : Dynamics Beyond Globalization*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 456 pages.

ROUSE R, (1992), "Making sense of settlement: Class transformation, cultural struggle, and transnationalism among Mexican migrants in the United States", *in* GLICK SCHILLER, BASCH, SZANTON-BLANC, (1992), *Towards a transnational perspective on migration*, New York.

ROUSE R., (1991), "Mexican migration and the social space of postmodernism", *Revue Diaspora n°1,* 1991*,* pp.156-171.

ROUSE R., (1991), "Mexican migration and the social space of postmodernism", *Diaspora* n°1, pp.8-23.

ROYAL SOCIETY, (1963), Emigration of scientists from the United Kingdom: Report of a committee appointed by the Council of the Royal Society, Londres.

SALAZAR PARRÉAS R., (2001), "Transgressing the Nation-State: The Partial Citizenship and « Imagined (global) Community » of Migrant Filipina Domestic Workers", *Journal of Women in Culture and Society,* vol.26, n°4, 26p.

SANDRON F., GUILMOTO C.Z., (2003), *Migration et développement*, Les études de la documentation Française, 42 pages.

SASSEN S., (2009), *La globalisation. Une sociologie*, Éditions Gallimard, NRF Essais, 348 pages.

SASSEN S., (2009), *Critique de l'État : territoire, autorité et droits de l'époque médiévale à nos jours,* Demopolis, Le Monde Diplomatique.

SASSEN S., (2001), *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, 412 pages

SASSONNE S., (2009), « Une approche compare des circulations migratoires latino-américaines: les cas bolivien et mexicain », *in* CORTES G., FARET L., [dir.] (2009), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines,* Armand Colin, pp.91-108.

SAXENIAN A.L., (2002), "Transnational communities and the evolution of global production networks : the cases of Taiwan, China and India", *Industry and Innovation, Special Issue on Global Production Networks.*

SAXENIAN A.L., (2001), *Bangalore: the Silicon Valley of Asia?,* Center for Research on Economic Development and Policy working paper, n°91.

SAXENIAN A., (1999), *Silicon Valley's New Immigrant Entrepreneurs*, Public Policy Institute of California, San Francisco, 93 pages.

SAYAD A., (1999), *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré,* Paris, Le Seuil, 448 pages.

SCHAAPER M., WYCKOFF A., (2006), "Mobilidad de personal altamente calificado: un panorama internacional", *Revista Iberoamericana de Ciencia, Tecnologia y Sociedad CTS,* N°7, Vol.3, pp.135-179.

SCHILLER G., (2004), "Transborder Citizenship : Legal Pluralism within a Transnational Social Field", *in* BENDER BECKMAN F., BENDER BECKMAN K., (2004), *Mobile People, Mobile law: Expanding Legal Relations in a Contracting World*, Ashgate, Londres.

SCHILLER N.G., LEVITT P., (2004), "Conceptualizing simultaneity: A transnational social field perspective on society*", International Migration Review*, 38(145), pp.595-629.

SCHILLER N.G et al., (1993), *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*, Routledge.

SHEFFER G., MILES W., (1998), "Francophone and Zionism: A comparative study of transnationalism and trans-statism", *Diaspora* , 7(2), pp.119-148

SIMON G., (2008), *La planète migratoire dans la mondialisation*, Collection U, Armand Colin, Paris, 256 pages

SIMON G., (1995), *Géodynamique des migrations internationales,* PUF, 426 pages.

SIMON G., (1981), "Réflexions sur la notion de champ migratoire international", *Revue Hommes et Terres du Nord,* 1981, tome 1, pp.85-89.

SIMON G., (1979), *L'espace des travailleurs tunisiens en France. Structures et fonctionnement d'un champ migratoire international*, Thèse d'État, Poitiers, 426 p.

SMITH R.C., (2003a), "Migrant Membership as an instituted process: Transnationalization, the State and the Extra-Territorial Conduct of Mexican Politics", *International Migration Review,* vol 37, n°2, pp.297-343

SMITH R.C., (2003b), "Diasporic membership in historical perspectives : comparative insights from the Mexican, Italian and Polish cases", *International Migration Review,* vol.37, n°3, pp.724-759.

SÖKEFELD M., (2006), "Mobilizing in transnational space: a social movement approach to the formation of diaspora", *Global Networks* 6, 3 (2006), pp.265-284.

STARK O., HELMENSTEIN C., PRSKAWETZ A., (1997), "A Brain Gain with a Brain Drain", *Economic Letters,* vol.55, pp.227-234

STARK O., HELMENSTEIN C., PRSKAWETZ A., (1998), "Human capital depletion, human capital formation, and migration: A blessing in a curse?", Reihe ökonomie/Economic Series, Institut für Höere Studien (HIS), n°55.

TANNER A., (2005), *Emigration, brain drain and development : the case of sub-Saharan Africa*, East-West books and Migration Policy Institute, 194 pages.

TARRIUS A., (2009), "Intérêt et faisabilité de l'approche des territoires des circulations transnationales", *in* CORTES G., FARET L., [dir.] (2009), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines,* Armand Colin, pp.91-108.

TARRIUS A., (2002), *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades des économies souterraines,* Balland, Paris, 169 pages.

TARRIUS A., (2001), "Au-delà des États-nations, des sociétés de migrants", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol.17 n°2, pp.37-61

TARRIUS A., (1996), "Territoires circulatoires et espaces urbains", *Annales de la Recherche Urbaine,* n°59-60, pp.50-59.

TARRIUS A., (1989), *Anthropologie du mouvement*, Éditions Paradigme, 192 pages.

TAYLOR E.J., (1999), "The New Economics of Labor Migration and the Role of Remittances in the Migration Process", *International migration,* 37(1), pp.63-68

TISHKOV V.A., (2000), "Forget the "nation": post-nationalist understanding of nationalism", *Ethnic and Racial Studies,* vol.23, n°4, pp.625-650.

TÖLÖLYAN K., (1991), "The Nation-State and Its Others: In Lieu of a Preface", *Diaspora: A Journal of Transnational Studies,* 1.1, pp.3-7.

TORRES F., (2000), *Uso productivo de las remesas familiares y comunitarias en Centroamérica,* Naciones Unidas, CEPAL, 122 pages.

TUAN Y.-F., (1978), "Space, time, place: a humanistic perspective", *in* PARKES D., THRIFT N., *Timing space and spacing time,* Vol 1.

TUAN Y.-F., (1977), *Space and Place: The perspective of Experience,* University of Minnesota Press, 235 pages.

TURIAN R., (2002), "Migración, Remesas y Desarrollo", *La situación demográfica de Mexico.*

TURNER W., (2006), *Computer supporting Diaspora Knowledge Networks*, Unesco Workshop, 3-5 Octobre 2006

TURNER W., HENRY C., GUEYE M., (2003), "Diasporas, Development and ICTs", chapitre 12 in BARRE et al., (2003), *Scientific Diasporas: How Can Developing Countries Benefit From Their Expatriates Scientists and Engineers?* , Synthèse de l'expertise collégiale, IRD Editions.

UNESCO, (1968), Le problem de l'émigration des scientifiques et des techniciens (L'exode des compétences ou « brain drain »), Rapport préliminaire aux Nations Unies, 63 pages.

VANIER M. [dir.], (2009), *Territoires, Territorialités, Territorialisation. Controverses et perspectives*, PUF de Rennes, Rennes, 228 pages.

VELASCO ORTIZ L., (2002), *El regreso de la comunidad: migración indígena y agentes étnicos. Los mixtecos en la frontera México-Estados Unidos*, Tijuana, Colegio de la Frontera Norte, 283 pages.

VERTOVEC S., (2005), *The political importance of Diasporas, COMPAS, Working paper n°13, University of Oxford*, 11 pages.

VERTOVEC S., (2004a), "Cheap calls: a social glue of migrant transnationalism", *Global Networks*, Vol.4, n°2, pp.219-224

VERTOVEC S., (2004b), "Migrant Transnationalism and Modes of Transformation", *International Migration Review,* Vol.38, n°3, pp.970-1001

VERTOVEC S., (1997), "Three Meanings of "Diaspora" Exemplified among South Asian Religions", *A Journal of Transnational Studies,* vol.6, n°3, pp.277-299

VIDAL J.-P., (1998), "The effect of emigration on human capital formation", *Journal of Population Econonomics, 11(4), pp.589-600*

WIHTOL DE WENDEN C., (2010), *La question migratoire au XXIe siècle. Migrants, réfugiés et relations internationales*, Paris, Presses de SciencesPo.

WIHTOL DE WENDEN C., (2009), *La globalisation humaine,* Presses Universitaires de France, 261 pages.

WIMMER A., SCHILLER N.G., (2003), « Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology », *International Migration Review,* vol 37, n°3, pp.576-610 traduit en Français par CAPLAN C., (à paraître 2014) Nationalisme méthodologique, sciences humaines et études des migrations: un essai épistémologique historique.

XIANG B., (2008), *A Ritual Economy of Talent, China and Overseas Chinese Professionals,* COMPAS working papers, 24 pages.

XIANG B., (2007), "Productive Outflow of Skills: What India and China can Learn from Each Other", *Asian Population Journal,* Vol.3, n°2, pp.115-133

XIANG B., (2007), *Global Body Shopping: An Indian Labor System in the Information Technology Industry,* Princeton University Press.

XIANG B., (2005), *Migrant Networks and Knowledge Exchange: How China Researches Out to Its Scientific Diaspora*, Centre on Migration, Policy and Society, Oxford.

XOCHITL B., (2001), *Collective remittances, culture and national identity: the reconstruction of identities among Michoacano Hometown Associations in Chicago area*, University of Chicago.

XOCHITL B., (2008), *Sociopolitical Remittances, Rural Development, and Mexican Migrant Hometown Associations: The Shifting Nature of Transnational and Translocal Connections in the Chicago-Michoacan Corridor*, University of Notre Dame, PhD.

YEPEZ I., HERRERA G., (2008), *Nouvelles migrations latino-américaines en Europe. Bilans et défis*, Universitat de Barcelona, UCL Presses Universitaires de Louvain, OBREAL, Barcelone, 306 pages.

ZEITLIN S., (1943), "Judaism as a religion: An historical Study. VI: Galuth: Diaspora", *The Jewish Quarterly Review,* 34, pp.207-241

ZUNIGA HERRERA E., ARROYO A.J., ESCOBAR LATAPI A., VERDUZCO IGARTUA G. [dir.], (2006), *Migración Mexico-Estados Unidos, Implicaciones y retos para ambos países,* Conejo Nacional de Población, Mexico D.F, 361 pages.

TABLES

TABLE DES MATIERES

Introduction générale…… 15
PARTIE I Pour une géographie de l'espace associatif……25
Chapitre I ~L'associatif migrant : un laboratoire d'analyse des sociabilités multi-localisées et multi-scalaires…… 29
1. La définition de l'objet..... 30
1.1. Le lien comme espace de la proximité……. 31
1.1.1. Un renouvellement dans les pratiques spatiales ……31
1.1.2. Renouvellement des perspectives sur la migration latino-américaine……33
1.1.3. Des études récentes mais incomplètes : la prise en compte du migrant dans les rétroactions positives…….36
1.2. Clarification de l'objet : définir les termes……... 41
1.2.1. L'étude de l' « associatif migrant »…… 41
1.2.2. Une seule définition du « professionnel » ? …….. 42
1.2.3. Une population : un cadre régional…….. 43
1.3. Le lien comme objet géographique …… 44
1.3.1. Qu'est ce que l'objet en géographie ?..... 44
1.3.2. L'associatif, un phénomène spatialisé et spatialisant …… 45
1.4. Mobiliser un vocabulaire adapté …… 47
1.4.1. Prendre les « lunettes de l'espace » ……... 47
1.4.2. Désigner les opérateurs spatiaux …….. 48
1.4.3. Mentionner les échanges ……. 50
2. Pour une étude géographique de l'associatif migrant ……51
2.1. L'associatif migrant : une histoire culturelle ? ……..51
2.2. La géographie sociale : lire les rapports à l'espace des sociétés…….. 53
2.3. L'espace dans l'étude de l'associatif migrant ……... 56
2.4. Le vocabulaire au service des observations et des interprétations……..57
2.4.1. La spatialité ……. 58
2.4.2. La structure associative..... 59
2.4.3. Le groupe social …….. 59
3. De la découverte de l'objet à la formulation d'hypothèses…….. 61
3.1. Questionner l'objet ……... 61
3.2. La place des hypothèses dans le cadre heuristique ……..63
3.3. Le questionnement et les hypothèses au cœur de la réflexion géographique…… 66
3.4. Discours de la méthode ……. 69
3.4.1. Produire un vocabulaire utile à la compréhension des observations spatiales… 69
3.4.2. Produire une grille de lecture adaptée à l'objet de recherche …… 70
3.4.3. Les difficultés rencontrées ……..75

Chapitre II ~ Diaspora et transnational. Deux catégories analytiques……. *81*

1. Redéfinir l'espace des sociétés…….. 82
1.1. Définir la place du migrant, re-définir son territoire……... 83
1.1.1. Le migrant : un nouvel Homme spatial……..84
1.1.2. L'identité professionnelle comme socle des circulations……...86
1.1.3. D'un espace des circulations à un espace d'enjeu……..89
1.2. Repenser l'espace national…….....91
1.2.1. Un substrat fertile aux échanges…….92
1.2.2. Récupérer les savoir-faire : l'option diaspora…….94
1.3. Every One Count…….. 96
1.3.1. Un monde post-national ? ……..97
1.3.2. Gouverner au-delà des frontières……...100
1.3.3. La diaspora au service des Etats…….103
2. Jules et Jim…… 107
2.1. Deux concepts pour une seule réalité ?.....108
2.2. Deux concepts entre interchangeabilité et complémentarité……... 114
3. Dénaturaliser le rapport de l'Homme à l'espace…… 117
3.1. Un espace en réseau : les apports des travaux contemporains……..118
3.1.1. L'approche transnationale ou la science de la double présence……..118
3.1.2. La communauté multi-située de l'approche diasporique……121
3.2. Les circulations migratoires : lier les Hommes et les lieux……..... 124
3.2.1. Une vie dans l'entre-deux……...124
3.2.2. Des communautés de projet sans frontières……....126

PARTIE II L'espace associatif au prisme des temporalités…….. 131

Chapitre III ~Lieux et temps de la sédimentation des solidarités transnationales…….. 135

1. L'associatif migrant qualifié andin en Europe……136
1.1. L'émigration contemporaine des Latino-Américains qualifiés……..... 137
1.2. Mesures sur l'échantillon…… 148
1.3. La formation universitaire des migrants andins en Europe……. 152
2. La place de l'associatif migrant dans les trajectoires de vie des migrants qualifiés…….. 157
2.1. L'ancrage de la solidarité professionnelle transnationale : un raisonnement d'abord individuel..…… 158
2.2. Des observations contrastées……..... 160
2.3. L'activation de la mobilité et des circulations migratoires……...168
2.4. Le réseau comme moteur de la mobilité et des circulations migratoires.……172
3. Le passé : un temps « au présent » dans l'associatif migrant qualifié andin en Europe……178
3.1. Des solidarités contextuelles sur le déclin ?..... 179
3.1.1. Le déclenchement des solidarités transnationales par la frontière sociale.....180
3.1.2. Les solidarités d'opportunité : le cas péruvien en Espagne…….....182
3.2. Les Latino-Américains de l'ex-URSS…….. 185
3.2.1. Des cadres référentiels bouleversés……186
3.2.2. La production d'un sens communautaire non ethno-national…….....187
3.2.3. De la bi- ou multi-dimensionnalité dans les échanges transnationaux……..190

Chapitre IV~Le retour comme enjeu : du retour alternatif au retour définitif en Europe et en Amérique Latine……. 197

1. Produire l'entre-deux : le jeu des mobilités temporaires …… 199
1.1. Les usages du retour alternatif dans la production de l'espace associatif…….. 200
1.2. Le retour alternatif : une solution au brain drain ?..... 209
1.2.1. Une vision classique du retour alternatif……209
1.2.2. Le retour alternatif « décentré » ……214
2. Le retour définitif : la fabrique d'une diaspora euro-centrée ……..223
2.1. La production d'un espace à l'épreuve de la distance…….. 224
2.2. Produire la continuité dans l'effort de développement ……... 232

PARTIE III Modes de spatialisation de l'associatif migrant en Europe 243

Chapitre V ~ L'espace de projet : un espace sous dépendance interactionnelle.....247

1. Les contours physiques et humains de l'associatif : de l'espace d'auto-identification à l'espace des pratiques..... 248
1.1. Un espace internationalisé ?..... 249
1.2. La spatialité nominale comme espace de l'utopie 251
1.3. La spatialité nominale comme espace du réseau social 252
2. L'espace des pratiques : l'enjeu scalaire 254
2.1. Produire une carte qualitative..... 255
2.2. L'espace du lien : cartographier le lien social et d'action..... 258
2.3. L'espace local : un espace du lien et d'action qui s'impose..... 282
2.4. La multi-polarisation des circulations..... 289
3. Le rôle des nouvelles technologies dans l'appropriation spatiale des structures associatives 291
3.1. De la poly-nucléarisation du lien social.....291
3.1.1. De l'administration centralisée du lien ou de l'échec de la polynucléarisation.....291
3.1.2. Les NTIC : un prolongement de la proximité ? 293
3.2. Les conditions de la durabilité du lien 296
3.2.1. L'Equateur : la promotion d'une modèle territorial de l'interaction 297
3.2.2. Maintenir le lien : le modèle de la proximité spatiale mis en rupture 300

Chapitre VI ~ Espaces locaux et stratégies d'investissement de l'espace..... 305

1. De proche en proche pour exister 309
1.1. L'usage de l'espace local dans le jeu de l'intégration institutionnelle 309
1.1.1. Les fédérations de migrants : des réseaux pourvoyeurs de solidarités locales 310
1.1.2. Franchir les frontières sociales.....317
1.2. L'incidence des aides de la communauté autonome de Madrid 323
2. Des configurations locales au service d'une mobilisation des espaces transnationaux et diasporiques 325
2.1. L'espace institutionnel local : un tremplin pour l'ouverture des marchés transnationaux 325
2.2. L'ancrage multi-localisé au service d'une territorialisation plus vaste ? 330

PARTIE IV L'associatif migrant : un espace d'enjeux 345

Chapitre VII ~ Un espace au cœur de l'internationalisation du savoir..... 349

1. De l'usage du capital humain expatrié : l'exemple andin..... 353
1.1. La stratégie diaspora : 20 ans d'expérience colombienne 354
1.2. Le programme prometeo en Equateur, une incitation au retour temporaire..... 366
1.3. Les balbutiements d'une politique de retour au Pérou..... 373
2. Renforcer le maillage associatif : des initiatives institutionnelles..... 378
2.1. Étendre le réseau : des universités en quête d'ambassadeurs..... 379
2.2. Les limites d'une gestion administrative des groupes de diplômés.....387
3. L'espace d'accueil : cet autre gestionnaire des diasporas qualifiées.....393
3.1. L'Allemagne : un réseau en quête d'unité..... 394
3.2. Les Pays-Bas : une oscillation entre centralisation et décentralisation du lien..... 398
3.3. La France : un réseau moins accessible 401

Chapitre VIII ~La diaspora dans la gouvernance mondiale des circulations migratoires..... 407

1. Les organisations de migrants dans la gouvernance mondiale des flux migratoires..... 409
1.1. Le migrant qualifié au prisme de la diaspora..... 410
1.2. La mobilisation transfrontière : une question de gouvernance des flux migratoires seulement ? 416
2. De la continuité temporelle et spatiale dans la production du lien État-migrants...421
2.1. L'État animateur : un engagement à longue distance et à long terme..... 422
2.2. Le partage d'intérêt comme garantie du lien ? 428
3. La face cachée de la diaspora.....434
3.1. L'espace diasporique de la société civile organisée..... 435
3.2. Une production étatique d'un espace du partage..... 436
3.3. L'espace diasporique : entre espace à partager et espace partagé..... 440

Conclusion générale..... 447

Annexes..... 461
Bibliographie 487
Table des illustrations..... 517
Table des extraits d'entretiens..... 521
Table des annexes..... 523

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES CARTES

Planche cartographique n°1 : Origine des Péruviens et Equatoriens qualifiés en Espagne…….. 144

Planche cartographique n°2 : Origine des Colombiens et Boliviens qualifiés en Espagne…….. 145

Planche cartographique n°3 : Les qualifiés boliviens et colombiens en Europe de l'Ouest…… 146

Planche cartographique n°4 : Les qualifiés équatoriens et péruviens en Europe de l'Ouest…… 147

Cartographie qualitative, corpus de cartes …… 261

Carte n°1 : Les groupes de diplômés universitaires colombiens en Europe, une cartographie……386

Carte n°2 : Les diasporas de retour : un instrument de la coopération technique allemande……... 403

TABLE DES DOCUMENTS

Document n°1 : Les rencontres en mathématiques à l'École Polytechnique de Quito……..208

Document n°2 : L'exemple d'un projet de NAAE à Quito……... 222

Document n°3 : Deuxième Forum des étudiants équatoriens en Europe, 24-26 janvier 2013……299

Document n°4 : Les tables rondes d'Iberoquipu……327

Document n°5 : Des critiques aux politiques de retour, repenser le lien migration-développement……... 419

TABLE DES FIGURES

Figure n°1 : La place des circulations dans le schéma heuristique…… 66

Figure n°2 : Les hypothèses dans le schéma heuristique……... 68

Figure n°3 : Un terrain multi-situé……78

Figure n°4 : Les occurrences de « diaspora » et « transnational » dans la littérature anglophone…….109

Figure n°5 : Les occurrences de « diaspora » et « transnational » dans la littérature francophone……109

Figure n°6 : L'internationalisation de l'Universidad del Norte……. 172

Figure n°7 : Les trajectoires migratoires de trois migrants internationaux……175

Figure n°8 : les liens sociaux interindividuels et interinstitutionnels…… 191

Figure n°9 : Localisation des contacts de l'association Latinosoyuzniki…….. 192

Figure n°10: Le cycle de production d'un projet……... 207

Figure n°11: ReCALL, géographie d'un partenariat……. 219

Figure n°12 : Production et usages de l'entre-deux par l'associatif migrant……230

Figure n°13 : La spatialité nominale, en occurrences des marqueurs identitaires……..….. 250

Figure n°14 : L'appropriation spatiale des structures associatives andines en Europe……. 253

Figure n°15 : L'espace affine de la cartographie qualitative……. 257

Figure n°16 : La diversification du lien interinstitutionnel dans une sélection d'associations du corpus……281

Figure n°17 : La mobilisation de l'espace diasporique REIP par le CIP……...288

Figure n°18 : L'espace social : entre espace vécu et pratiqué……... 302

Figure n°19 : Les liens associations-fédérations en Espagne…… 312

Figure n°20 : Les institutions support d'Iberoquipu……..329

Figure n°21 : La capitalisation et l'accumulation : deux conséquences possibles de la multi-localisation……337

Figure n°22 : L'acteur externe dans la mobilisation diasporique : l'exemple de REIP…….339

Figure n°23 : L'index de Compétitivité Globale (GCI) cartographié……352

Figure n°24 : Taux d'émigration tertiaire dans une sélection de pays d'Amérique Latine en 2000, en pourcentage du total des qualifiés de plus de 25 ans……. 354

Figure n°25 : Une croissance du réseau à l'extérieur du territoire national…….. 381

Figure n°26 : La production des projets académiques dans le réseau NUFFIC…… 400

Figure n°27 : La mise en place du dialogue de haut niveau sur la migration et le développement en 2006……. 413

Figure n°28 : Les politiques de récupération du talent en Colombie de 1991 à 2002……... 437

Figure n°29 : La mobilisation sociale dans l'espace diasporique…….. 442

Figure n°30 : Une prise en charge diasporique plurielle……458

TABLE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : L'émigration qualifiée des pays andins en chiffre…….. 138

Tableau n°2 : Les moyens au service de la recherche dans les pays de l'étude…….141

Tableau n°3 : Les chercheurs nationaux par niveaux de formation (en %) en 2010……. 142

Tableau n°4 : L'investissement matériel dans la recherche et le développement en 2010… 142

Tableau n°5 : Les structures associatives de l'échantillon « Europe »…….. 149

Tableau n°6 : Principales caractéristiques des interviewés……151

Tableau n°7 : Les espaces de formation universitaire des migrants de l'échantillon…… 153

Tableau n°8 : Les espaces de formation universitaire en fonction de l'âge des migrants de l'échantillon……... 154

Tableau n°9 : La justification de la production associative en Espagne…… 161

Tableau n°10 : La justification de la production associative en France…… 162

Tableau n°11 : La déqualification des Andins qualifiés en Espagne : le taux d'adéquation entre formation et travail dans une sélection de pays européens……... 163
Tableau n°12 : Les parcours universitaires des acteurs de l'associatif migrant en France… 165
Tableau n°13 : L'usage du retour alternatif pour la réalisation des projets en Amérique Latine depuis l'Europe…….. 209
Tableau n°14 : Les structures associatives de l'échantillon Andes……... 216
Tableau n°15 : Les partenariats inter-associatifs : la domination du système allemand dans les sociabilités…… 238
Tableau n°16 : L'impact du retour sur les circulations du savoir…….. 241
Tableau n°17 : Activités principales des 35 structures associatives en Europe…….259
Tableau n°18 : Synthèse des espaces pratiqués……. 290
Tableau n°19 : L'usage de Facebook par l'associatif migrant : l'exemple de REIP-France…….295
Tableau n°20 : Modalités de remboursement, bourses Francisco José de Caldas……. 362
Tableau n°21 : Destinations principales des bénéficiaires de COLFUTURO……...366
Tableau n°22 : Les défis de la mise en œuvre et de la gestion de la diaspora : L'exemple de l'Universidad de los Andes…… 390
Tableau n°23 : L'institutionnalisation du lien post-migratoire en Allemagne…….. 396
Tableau n°24 : Une initiative emprisonnée par une structure décisionnelle rigide……... 431

TABLE DES EXTRAITS D'ENTRETIEN

Extrait d'entretien n°1, Eduardo et Susana, AMARUN, Paris…….. 166

Extrait d'entretien n°2, Carlos., Educandes, Nanterre……... 167

Extrait d'entretien n°3, Christian B., Universidad del Norte, Barranquilla……... 171

Extrait d'entretien n°4, Elisama D., Universidad del Norte, Barranquilla…… 177

Extrait d'entretien n°5, Carolina, Universidad Javeriana, Bogota……177

Extrait d'entretien n°6, José W.Q, FNMPE, Seville……..181

Extrait d'entretien n°7, Clelia, Red de Medicos Hispano-Peruanos, Lima…….. 182

Extrait d'entretien n°8, Diego C., AMARUN, Paris……..201

Extrait d'entretien n°9, Washington.M.L., Latinosoyuzniki…… 205

Extrait d'entretien n°10, Jesus U., Iberoquipu, Madrid……. 205

Extrait d'entretien n°11, Polo V., Ecole Polytechnique Nationale, Quito……211

Extrait d'entretien n°12, Diego C., Amarun, Paris…… 212

Extrait d'entretien n°13, Juan Carlos., Ecole Polytechnique Nationale de Quito, Berlin…. 213

Extrait d'entretien n°14, Cesar C., Recall, Rades, Lima……215

Extrait d'entretien n°15, Hugo P., AEXA, Quito…….. 220

Extrait d'entretien n°16, Paul M., Amarun, Quito……224

Extrait d'entretien n°17, Paul M., Amarun, Quito……225

Extrait d'entretien n°18, Jeannette., Abogados bolivianos en Barcelona……..227

Extrait d'entretien n°19, Martin Q.L., Cemidep, Madrid…….. 228

Extrait d'entretien n°20, Cintia R., CIM, La Paz……...235

Extrait d'entretien n°21, Manuel P., Fedap, Madrid……..315

Extrait d'entretien n°22, Washington M.L., Latinosoyuzniki, Barcelone…… 317

Extrait d'entretien n°23, Sandra R., Enlace Barcelona, Barcelone……318

Extrait d'entretien n°24, Washington M.L., Latinosoyuzniki, Barcelone……. 319

Extrait d'entretien n°25, Jeannette, Abogados Bolivianos en Barcelona…….. 319

Extrait d'entretien n°26, Rocio., ATSEE, Alcala de Henares……... 319

Extrait d'entretien n°27, Salomon., AYNI, Madrid…….. 320

Extrait d'entretien n°28, Salomon, AYNI, Madrid……321

Extrait d'entretien n°29, Nilo R., CPEB, Madrid…….. 335

Extrait d'entretien n°30, Elizabeth C., AALEE, Oviedo……... 336

Extrait d'entretien n°31, Marco M., Red BPN, Strasbourg …….. 340

Extrait d'entretien n°32 : Heinner.G., Programme de retour au Pérou, Lima……... 375

Extrait d'entretien n°33, Heinner G., Programme de retour au Pérou, Lima…… 376

Extrait d'entretien n°34, Carolina, Universidad Javeriana, Bogota…….. 387

Extrait d'entretien n°35, Cesar C., Recall, Rades, Lima……398

Extrait d'entretien n°36, Heinner G., Retour au Pérou, Lima……...420

Extrait d'entretien n°37, Alavaro L., COLCREA, Paris……423

Extrait d'entretien n°38, Alvaro L.., COLCREA, Paris…….424

Extrait d'entretien n°39, Diana, RedEsColombia, Paris…… 425

Extrait d'entretien n°40, Tatiana H., Groupe étudiants Universidad del Norte, Paris…….. 426

Extrait d'entretien n°41, Diana, RedEsColombia, Paris…… 427

Extrait d'entretien n°42, Tatiana H., Uninorte, Paris…….433

Extrait d'entretien n°43, Washington M.L, Latinosoyuzniki, Barcelone…….. 435

TABLE DES ANNEXES

Annexe n°1 : Liste des 51 personnes interviewées en Europe, membres de structures associatives qualifiées…… 463

Annexe n°2 : Liste des personnes interviewées dans les Andes, membres de structures associatives ou de l'administration…… 465

Annexe n°3 : Les grilles d'entretien…….. 468

Annexe n°4 : Les mariages mixtes en Espagne et aux Etats-Unis……473

Annexe n°5 : L'obtention du doctorat en Colombie de 1998 à 2011…… 474

Annexe n°6 : Taux d'émigration et niveau de formation atteint par pays en 2000……... 475

Annexe n°7 : L'âge des migrants andins à leur arrivée sur le territoire espagnol……. 476

Annexe n°8 : La migration qualifiée colombienne…… 477

Annexe n°9 : Les migrants boliviens en Espagne……..480

Annexe n°10 : Les migrants Equatoriens en Espagne……... 481

Annexe n°11 : Les migrants péruviens en Espagne……...483

Annexe n°12 : La déqualification des migrants andins en Europe…… 485

Annexe n°13 : L'envoi de matériel à l'Université Nationale d'Ingénierie, Association Puya de Raimondi……486

Au cœur du processus de construction de l'économie de la connaissance, les diasporas sont considérées comme des leviers du développement. Ainsi, on observe un intérêt grandissant de la part des gouvernements et des organisations internationales pour la production et la mobilisation des *Diaspora Knowledge Networks*. Dans le même temps, les associations de migrants sont de plus en plus nombreuses et l'émigration qualifiée en Amérique Latine atteint des sommets. En partant de ce constat, cette thèse a eu pour but d'observer les dynamiques de circulation du savoir entre l'Europe et les pays andins. Alors, cette thèse se construit autour de l'idée du partage de l'espace diasporique entre la société civile, les administrations des pays d'origine et pays de destination. La thèse consiste donc à montrer comment les modes de spatialisation diffèrent selon que l'on étudie une initiative systémique ou par le bas. Ainsi, en bénéficiant des expériences andines et européennes, à partir des organisations de la société civile, cette thèse révèle le partage des diasporas par, et entre, ses acteurs.

Mots clés : Andes, associatif migrant, diaspora, circulations, Europe, transnational, hautement qualifiés, réseaux.

In the knowledge based economy building process, diasporas are seen as a development enabler. Thus we observe a growing interest of governments and international organizations in promoting and mobilizing diasporas knowledge networks, allowing them to contribute to national research and development activities in their countries of origin. In the mean time, diaspora organizations are growing and emigration of highly qualified at the highest rates ever reached in South America. Considering this situation as a starting point, this thesis was dedicated to observe dynamics of knowledge circulations between Europe and the Andean countries. In so doing, this thesis makes its point showing how the civil society, the origin countries and destination countries administrations share the diasporic space undertsood as the space of knowledge circulations. From this perspective we show that spatialization modes are different between systemic or spontanous initiatives. Thus, benefiting from andean and european experiences among civil society organizations we state that diasporas are both shared and split by their actors.

Key words : Andes, diaspora, circulations, Europe, transnational, highly skilled, migrants organizations, networks.